50148

JUILLET—DÉCEMBRE 1915 — TOME XVI

# REVUE DE HONGRIE

## HUITIÈME ANNÉE

DIRECTEUR-GÉRANT :

GUILLAUME HUSZÁR

BUDAPEST
IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ ANONYME ATHENAEUM
MCMXV

# REVUE DE HONGRIE

HUITIÈME ANNÉE — TOME XVI

JUILLET—DÉCEMBRE 1915.

HUITIÈME ANNÉE

# TABLE DES MATIÈRES

DU

## SEIZIÈME TOME

JUILLET—DÉCEMBRE

***Série entièrement consacrée à la guerre.***

### Livraison du 1er juillet:


Pages

LES GARANTIES D'UNE PAIX DURABLE, par M. LE COMTE JULES ANDRÁSSY, ancien Ministre, Député ... 1

UN LIVRE BLANC ALLEMAND ... 23

LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par DIPLOMATE ... 27

CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS ... 30


### Livraison du 15 juillet:


COUP D'ŒIL SUR LE DERNIER SIÈCLE DE L'HISTOIRE DE HONGRIE (1814—1914), par M. LOUIS DE THALLÓCZY, Chef de section au Ministère I. et R. des Finances Communes ... 1

NOUS, LES BARBARES, par R. ... 16

PENSÉES DE NAPOLÉON Ier SUR LA POLITIQUE ... 21

LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par DIPLOMATE ... 25

CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS ... 29


### Livraison du 1er août:


LA TURQUIE, par M. LE COMTE ALBERT APPONYI, ancien Ministre, Député, Membre de la Cour permanente d'arbitrage international à La Haye 1

QUI A VOULU ET PROVOQUÉ LA GUERRE? par M. FR. DU BOIS ... 6

LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par DIPLOMATE ... 23

CHRONIQUE DE LA GUERRE, par HISTORICUS ... 29

PRO DOMO, par LA RÉDACTION ... 31

Pages

## Livraison du 15 août:

L'Angleterre et la guerre, par M. Guillaume de RUTTKAY, ancien Délégué du Ministère R. H. du Commerce à Londres ... 1
Mensonges criminels, par R. ... 13
Une Critique de la politique navale française dans une guerre contre l'Angleterre. — Lettre adressée au Directeur, par M. Jules de VÉGH 20
La vie a Berlin ... 24
Chronique de la guerre, par HISTORICUS ... 29

## Livraison du 1er septembre:

L'attitude de l'Italie a la lumière des faits historiques, par M. Albert de BERZEVICZY, ancien Ministre, Député, Membre de la Cour d'arbitrage international à La Haye ... 1
La tragi-comédie ententiste dans les Balkans, par R. ... 9
Les secrets des Archives belges ... 15
Poèmes et chants de guerre français ... 19
Lettre de Paris ... 25
Chronique de la guerre, par HISTORICUS ... 29

## Livraison du 15 septembre:

La situation militaire et politique de la Quadruplice, par M. le Comte Jules ANDRÁSSY, ancien Ministre, Député ... 1
La catastrophe russe et la Doumarusse, par UN MEMBRE DE LA DOUMA 17
Belgique, Constantinople, Orient, par M. ... 22
A propos de la bataille de la Marne, par UN ANCIEN AMBASSADEUR 27
Chronique de la guerre, par HISTORICUS ... 30

## Livraison du 1er octobre:

L'Angleterre, par M. Fr. Du BOIS ... 1
Les fanfarons, par R. ... 15
Le traitement des ressortissants des pays belligérants en Hongrie ... 19
Poèmes et chants de guerre français ... 22
La presse étrangère et la vérité, par DIPLOMATE ... 26
Chronique de la guerre, par HISTORICUS ... 30

## Livraison du 15 octobre:

Réponse a M. Luigi Luzzatti, par M. le Comte Jules ANDRÁSSY, ancien Ministre, Député ... 1
Considérations sur le militarisme, la guerre et la paix, par M. Anatole FRANCE, de l'Académie française ... 9
Le crépuscule des idoles, par R. ... 21
Les horreurs de la retraite russe, par M. Pierre ACHEVSKY ... 25
Chronique de la guerre, par HISTORICUS ... 28

Pages

## Livraison du 1er novembre :

L'Autriche-Hongrie et la guerre générale, par M. le Comte Charles Khuen-Héderváry, ancien Président r. h. du Conseil des Ministres 1
Considérations sur le pacifisme, par M. Fr. Du Bois ... 7
La grosse question pour la France dans la guerre actuelle, par M. Zoltán de Szász ... 16
L'atmosphère en Allemagne ... 22
Le commerce de fausses nouvelles, par M. Nicolas-Alexandre Jonesco 26
Chronique de la guerre, par Historicus ... 28

## Livraison du 15 novembre :

La guerre maritime et les États-Unis, par M. Henri Marczali, Professeur à l'Université de Budapest ... 1
La France, par M. ... 27
Chronique de la guerre, par Historicus ... 23

## Livraison du 1er décembre :

L'hégémonie universelle et la politique mondiale de l'Allemagne, par M. Jules de Wlassics, Président du Haut Tribunal Administratif, ancien Ministre ... 1
La France et la Hongrie, par M. Jules de Végh ... 8
Bravo, Churchill ! par R. ... 16
L'avenir du touranisme, par M. Aloïs de Paikert, Vice-président de la Société Touranienne ... 21
Ne comptons pas trop sur l'usure de l'Allemagne, par M. Charles Humbert, Sénateur de la Meuse ... 25
Chronique de la guerre, par Historicus ... 30

## Livraison du 15 décembre :

Notre guerre avec l'Italie et le «péril allemand» *(Deuxième réponse à M. Luigi Luzzatti)*, M. le Comte Jules Andrássy, ancien Ministre, Député ... 1
Bulgares et Hongrois, M. Roland de Hegedüs, Député ... 9
Le capital allemand et la politique internationale, par R. ... 17
L'Europe future telle que l'Entente se la représentait ... 21
La presse étrangère et la vérité, par Diplomate ... 24
Chronique de la guerre, par Historicus ... 30

*N° 21 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI 1 JUILLET 1915

# REVUE DE HONGRIE

**Couronnée par l'Académie Française**

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — LES GARANTIES D'UNE PAIX DURABLE, par M. le comte Jules Andrássy, ancien Ministre, Député 1

II. — UN LIVRE BLANC ALLEMAND ..... 23

III. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par Diplomate ..... 27

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par Historicus ... 30

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**PARIS**

HACHETTE ET Cie — Messageries et Journaux, 8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER — Service de la Librairie étrangère, 174, Bd ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE — (Succursale), 58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS,
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

MAGY. AKADÉMIA
KÖNYVTÁRA

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE

**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# LES GARANTIES D'UNE PAIX DURABLE

Une paix est «bonne» lorsqu'elle donne à l'État belligérant ce qu'il désirait. Il est plus facile d'établir les buts des agresseurs que ceux des attaqués. Ainsi, il est clair que, pour la France, une paix avantageuse serait celle qui lui rendrait au moins l'Alsace-Lorraine et, pour la Serbie, celle qui lui donnerait au moins la Bosnie-Herzégovine et la Dalmatie.

Pour ce qui est de nous, il est plus difficile d'indiquer les garanties d'une telle paix. Avant de les rechercher, il nous faut mettre en lumière pourquoi nous faisons la guerre ?

Ce n'est pas parce que nous visons à la domination universelle ; nous pouvons hautement le dire de nous aussi bien que de l'Allemagne.

La domination exclusive d'une nation ou d'un groupe de nations marquerait un recul pour la civilisation de même que pour l'humanité tout entière et, d'ailleurs, ne saurait durer, parce que, tôt ou tard, tout est condamné à disparaître qui n'est pas conforme aux intérêts du progrès ou qui tend à stabiliser les résultats d'un succès momentané.

Dans la littérature de guerre d'aujourd'hui, on soutient souvent que l'humanité et la civilisation ont intérêt à ce que l'Angleterre ou la France sortent victorieuses de la guerre et qu'elles marquent de l'empreinte de leur génie l'évolution de l'humanité ou, au contraire, que l'hégémonie de l'Allemagne est plutôt à souhaiter, ce pays étant celui de la plus haute civilisation.

Ce sont là des exagérations qui ne soutiennent pas l'examen. Il est impossible de dire quel est le peuple auquel l'humanité est redevable de ses plus beaux progrès dans le passé, ni quelle est la nation appelée à lui rendre le plus de services à l'avenir. On ne saurait ramener à une résultante des qualités de race et d'individus, et puis établir la proportionnalité des services rendus.

Il est impossible d'établir si c'est Shakespeare ou Gœthe, Helmholtz ou Pasteur qui a été plus grand et a rendu plus de services à l'humanité.

Il n'y a point de première nation, et même s'il y en avait une, il ne serait pas désirable qu'elle mît sur la civilisation le cachet de son génie particulier.

Les qualités de tel ou tel peuple ne peuvent suppléer à celles des autres. L'intérêt général exige que le progrès soit aussi varié que possible, que le plus grand nombre possible de races concourent à l'œuvre de la civilisation en déployant librement leur génie et leurs qualités natives. L'humanité n'a pas seulement besoin des grands peuples, mais des petits. Ce n'est pas seulement les grandes nations qui lui ont rendu d'immenses services, mais les petites.

On ne doit pas oublier qu'Homère et Phidias étaient les fils d'une nation faible par le nombre, mais indépendante, que les Michel-Ange et les Raphaël sont nés et ont grandi sur le sol de cités ayant leur vie à elles, qu'un Rembrandt, un Petőfi appartenaient à des petites nations. C'est surtout à nous autres Magyars de ne pas perdre de vue cette grande vérité, à nous, membres d'une nation qui ne veut pas se fondre dans une autre, si grande, si glorieuse soit-elle, et qui est convaincue que l'humanité a aussi intérêt à sa conservation.

Nous ne pouvons avoir non plus le dessein de conquérir quelque chose sur nos voisins, car il n'y a pas de province dont l'annexion vaille les risques d'une guerre, les sacrifices qu'elle exige, le sang qu'elle fait verser.

Et nous osons affirmer qu'il en est de même pour ce qui concerne l'Allemagne, qu'elle n'est non plus partie en guerre pour faire des conquêtes en Europe ou ailleurs: elle risque trop, sa situation géographique présente trop de dangers pour lui permettre une telle politique de casse-cou.

La guerre, telle qu'elle se fait de nos jours, coûte si cher, entraîne des calamités si affreuses, que toute nation commettrait un crime de s'y lancer dans un autre but que celui d'assurer les conditions vitales de son existence.

Et si, d'une part, il est vraisemblable que, pour réaliser ses anciens projets, Sazonoff a voulu profiter de l'occasion unique qui se présentait de compter sur Grey et Poincaré, lorsqu'il était probable qu'il ne serait pas attaqué par le Japon, lequel combattrait même peut-être à ses côtés, et qu'il pouvait espérer que l'Italie (1) et la Roumanie garderont la neutralité ; d'autre part, personne ne croira que Guillaume II ait saisi cette occasion pour faire des conquêtes, lorsqu'il n'avait d'autre alliée que l'Autriche-Hongrie et la Turquie, et qu'en dehors de ce cercle restreint d'amis, il ne rencontrait partout qu'envie et dispositions hostiles.

Quel but avions-nous donc, puisque nous n'étions poussés ni par des ambitions utopiques, ni par des désirs de conquête ? Il est inutile de l'expliquer, nous le savons, nous le sentons tous : c'était uniquement pour défendre notre existence nationale.

Nous avons voulu repousser une agression, briser le cercle hostile qui s'était formé autour de nous et menaçait de nous étouffer. Mais l'épée une fois tirée, nous ne pouvons nous restreindre à la défensive absolue : nous devons nous efforcer d'empêcher ce cercle de se reformer et faire en sorte que, la guerre finie, le monde ne soit plus partagé en deux camps ennemis tout prêts à recommencer la lutte, mais que les anciens adversaires se réconcilient, ou que nous devenions le centre d'un système d'alliance si puissant que personne n'ait l'audace de nous attaquer.

Une paix sera donc «bonne», si elle réalise ces conditions.

Je ne veux pas entrer dans des questions de détail ; je n'entends pas établir des conditions qui seraient absolument nécessaires à la conclusion de la paix ; je ne pèse point les chances de la possibilité et de la réalisabilité. Il me semble même que, dans la guerre actuelle, dont les péripéties ne se peuvent prévoir, l'opinion publique aurait tort d'expri-

(1) Il pouvait espérer autre chose encore, comme les événements l'ont montré depuis.

mer des desiderata catégoriques et de vouloir imposer aux gouvernements des stipulations préalablement fixées. Je me bornerai donc à envisager la question d'un point de vue purement théorique et à rechercher quelles seraient les conditions qui, tout en sauvegardant les intérêts de l'Europe centrale, offriraient les garanties d'une paix durable, mais en même temps tiens à insister sur le fait qu'en politique c'est avant tout avec la possibilité qu'il faut compter ; c'est en se basant sur le calcul des forces réelles qu'on verra si ce qu'on s'est proposé est réalisable ou en rapport avec les sacrifices imposés au pays.

La guerre générale actuelle est sortie de trois puissants antagonismes : de l'antagonisme franco-allemand, de l'antagonisme anglo-allemand et de l'antagonisme qui existe entre le moscovitisme et ses voisins occidentaux.

Pour trouver les conditions d'une «bonne» paix, il nous faut donc envisager un à un ces antagonismes et rechercher la solution qui convient à chacun des problèmes qui ont provoqué le conflit.

L'antagonisme franco-allemand remonte à une époque où la conscience nationale française et allemande proprement dites n'existaient pas encore. La dissolution de l'empire de Charlemagne fit déjà surgir un conflit entre la partie occidentale ou française et la partie orientale ou allemande, parce que les frontières politiques ne coïncidaient ni avec les frontières naturelles ni avec celles des races, et que l'empire carolingien ne fut pas partagé en deux États nationaux suivant les deux groupes principaux de population, mais en trois parties pour satisfaire des intérêts dynastiques. La partie intermédiaire était une formation hybride, sans frontières naturelles et sans caractère national propre et semblait créée pour exciter la soif de conquête de ses voisins de droite et de gauche.

La lutte s'engagea aussitôt. Au IX$^{e}$ siècle les rois de Germanie étendent déjà leur pouvoir sur la rive gauche du Rhin vers le cœur de la France d'aujourd'hui et réunissent la Lotharingie, puis le royaume d'Arles à leur empire (1032). La France étant divisée et affaiblie par le régime féodal, l'Allemagne demeura longtemps maîtresse incontestée de plusieurs provinces qui font partie de la France actuelle.

Mais dès que le pouvoir royal eut pris de nouvelles forces et maîtrisé les uns après les autres les grands vassaux indépendants, les rois de France cherchèrent à s'étendre vers le Rhin et à restaurer à leur profit l'ancien empire carolingien. A la poussée allemande vers l'Occident succède la poussée française vers l'Est.

A la fin du XIII^e siècle, le roi de France reprend déjà à l'Allemagne quelques-unes des provinces dont elle s'était emparée. L'expansion française est arrêtée par l'affaiblissement du royaume à l'époque des guerres anglaises, mais dès que la royauté sort victorieuse de cette crise, elle jette de nouveau les yeux vers l'Allemagne. Au XVI^e siècle Henri II fait la conquête des évêchés de Toul et de Verdun.

C'est de cette époque que Bismarck fait dater le commencement de la grande lutte entre la France et l'Allemagne dont il fut, dans la suite, un des champions. Mais, en y regardant de près, on voit qu'il se trompait, car ce n'était que la résurrection de l'ancien conflit. Il n'a raison qu'en tant que c'est à partir de cette époque que la lutte entre les deux voisins est devenue permanente.

Dès lors, comme dit Bismarck, presque chaque génération allemande a dû soutenir une lutte acharnée contre l'expansion française. A cette époque, la France était la plus forte. L'unité allemande s'était relâchée, celle de la France s'était consolidée. La France se rapprocha toujours plus de la frontière du Rhin ; l'Alsace et la Lorraine furent conquises par Louis XIV et Louis XV dans le cours du XVII^e et du XVIII^e siècle.

Le premier acte de politique étrangère de la Révolution française fut l'abrogation des droits féodaux que quelques princes allemands possédaient encore en territoires français.

Les guerres sans fin de cette époque donnèrent aux Français la frontière du Rhin et les victoires de Napoléon I^er ne firent que ressusciter la théorie de la «frontière naturelle». Même après Waterloo, les Français ne renoncèrent pas à leur visées conquérantes. Si Louis-Philippe, malgré toute sa sagesse, ne put devenir populaire, c'est qu'il ne prit pas «la frontière du Rhin» et la revanche pour Waterloo. Les convoitises de Napoléon III portent de nouveau sur la

frontière du Rhin et il s'efforce de faire obstacle à l'unité allemande, afin de maintenir la suprématie française vis-à vis de l'Allemagne.

Ce double but de la politique de Napoléon était en opposition avec la volonté des Allemands de créer leur unité nationale et amena la guerre de 1870, qui rendit l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne.

Mais Sedan ne mit pas fin au conflit. En 1887, Bismarck, dans un de ses grands discours où il exposait sa politique étrangère et faisait à l'Allemagne un devoir de la continuer, déclarait bien haut que la lutte séculaire pour la frontière franco-allemande recommencerait probablement un jour ou l'autre.

Il montra comment on entretenait soigneusement outre-Rhin le feu sacré du désir de la revanche; comment les Français, suivant le conseil de Gambetta, pensaient toujours à l'Alsace-Lorraine même quand ils n'en parlaient pas; comment il ne s'était pas trouvé en France un seul gouvernement qui eût osé déclarer qu'il reconnaissait comme définitif le traité de Francfort. C'est, dit-il, parce que les hommes d'État français sentent que le peuple n'a pas pris son parti du nouvel état de choses et n'a pas renoncé à l'espoir de rétablir l'ancien. Le grand politique allemand en concluait qu'il fallait à tout moment s'attendre à une agression de la part de la France, laquelle prendra sûrement l'offensive dès qu'elle croira avoir des chances de succès.

Tout ceci est encore vrai aujourd'hui même. L'Allemagne, en possession des territoires contestés et n'aspirant point à de nouvelles conquêtes, a fait tout son possible pour améliorer des relations qui étaient pour elle une cause de faiblesse à l'extérieur, car l'alliance allemande n'avait de prix que dans la mesure où sa puissance militaire surpassait celle de la France. Mais un rapprochement sérieux entre les deux pays était impossible. L'antagonisme franco-allemand resta un danger permanent pour la paix universelle. Il ne pouvait à lui seul déclancher la guerre, mais comme il enhardissait tous les autres ennemis de l'Allemagne, il facilitait l'agression contre ce pays et était propre à envenimer d'autres questions. Bien que le pacifisme fît des progrès en France, que la petite bourgeoisie eût peur de la

guerre qui menaçait son épargne, ses capitaux placés à l'étranger et l'existence même de la République, les gouvernements français ne purent se résoudre à adopter une politique grâce à laquelle la guerre générale aurait pu être évitée, parce qu'ils ne pouvaient se résigner à la diminution que la France avait subie.

Un des buts de cette guerre est d'écarter ce vieil antagonisme, ce danger permanent pour la paix universelle.

Ce but peut être atteint de deux manières: ou par un accord entre les deux pays ou par l'écrasement de la France.

La première de ces solutions est préférable. Elle est possible si l'Allemagne, après la victoire, n'exige pas une nouvelle cession de territoires français et que la France, de son côté, reconnaît qu'il lui faut renoncer définitivement aux deux provinces qu'un jugement de Dieu a par deux fois données à l'Allemagne. L'honneur national est satisfait: la France a combattu avec bravoure pour son idéal, tendant toutes ses forces, risquant son existence même. Les circonstances lui étaient favorables, car les puissances de l'Entente étaient étroitement unies, et lui était venu des alliés imprévus et l'un des membres de la Triplice a trahi ses anciens amis. L'Entente disposait de forces numériquement bien supérieures; si, néanmoins, l'effort n'a pas été couronné de succès, on peut espérer que le peuple français se soumettra à cet impératif catégorique de la force. A l'impossible nul n'est tenu.

On a d'autant plus le droit de l'espérer que la proportion numérique des deux peuples assure une supériorité constante à l'Allemagne; en 1866 la France avait 38 millions d'habitants, en 1865 l'Allemagne en avait 39 et demi; en 1910 la France en avait aussi 39 et demi, mais l'Allemagne 65 et demi.

Si l'Allemagne ne profite pas de sa victoire pour s'annexer de nouveaux territoires, il sera difficile de faire, comme jusqu'ici, accroire aux Français, qu'elle songe à s'agrandir à leurs dépens.

Mais si cet espoir ne devait pas se réaliser et que les victoires allemandes ne fissent qu'exciter de nouveau la haine des Français pour l'Allemagne, si l'on réussit toujours à les persuader que cette puissance poursuit une politique

agressive à l'égard de leur patrie, alors l'Allemagne se verra forcée de mettre fin à cette lutte des deux peuples par l'affaiblissement définitif de la France.

Bismarck disait déjà en 1887 que si l'Allemagne était obligée de tirer encore une fois l'épée contre la France et sortait de nouveau victorieuse de la lutte, elle devait la mettre hors d'état de combattre pour 30 ans, et faire en sorte qu'une génération au moins ne puisse porter les armes contre elle. «La guerre de 1870 serait, disait-il, un jeu d'enfants en comparaison de la prochaine guerre, où l'on tâcherait de se saigner à blanc.»

Aujourd'hui les Français peuvent encore éviter ce sort à leur pays. Les Allemands n'ont point de haine pour eux et seraient tout heureux de faire disparaître, par un arrangement à l'amiable, l'épée de Damoclès que l'inimitié des Français suspend sur leurs têtes.

Ils ne s'écarteront de cette route, ils ne mettront à exécution la menace de Bismarck, que si la France ne donne pas les garanties d'un changement radical de sa politique: tel serait la conclusion d'une paix séparée. Dieu veuille que l'Allemagne ne soit pas forcée d'avoir recours aux moyens extrêmes! L'intérêt général exige que la France se soumette à l'arrêt du sort en cas de victoire de ses adversaires, afin de ménager ses forces vitales si précieuses pour l'humanité.

L'antagonisme anglo-allemand a un caractère tout différent. Il est d'origine toute récente et n'a pas de causes historiques.

Jusqu'ici c'était plutôt en Allemagne que l'Angleterre cherchait un appui contre la France d'abord, puis, plus tard, contre la Russie. Il n'y eut d'exception à cette règle qu'à l'époque des guerres de religion, alors que ce n'étaient pas les intérêts nationaux, mais confessionnels qui déterminaient l'orientation politique des États.

Mais depuis la fin du XVII$^{e}$ siècle, c'est toujours avec les Allemands que l'Angleterre lutte contre les empiétements de la France. Les armées de Marlborough et d'Eugène de Savoie combattent côte à côte contre Louis XIV; l'Angleterre s'allie contre Louis XV avec Marie-Thérèse, puis avec Frédéric II après que la reine se fut rapprochée de la cour de Versailles. Elle soutint toutes les grandes guerres de la

Révolution et de l'Empire tantôt avec l'Autriche, tantôt avec la Prusse ou avec ces puissances à la fois. Il y a juste cent ans que Wellington et Blücher combattaient ensemble sur les mêmes champs de bataille où leurs descendants se massacrent aujourd'hui.

C'est aussi chez nous et en Prusse que l'Angleterre cherchait un appui contre la Russsie. Pendant la guerre de Crimée, elle fit tout son possible pour nous engager à y prendre part et, de fait, notre diplomatie travailla aussi contre la Russie. Elle ne cessa de nous offrir son alliance pendant la guerre russo-turque de 1877—78, et Beaconsfield et Andrássy firent ensemble la campagne diplomatique du Congrès de Berlin.

Après 1880, nous combattîmes la politique russe en Bulgarie côte à côte avec l'Angleterre.

Des relations cordiales existaient encore en 1890 entre l'Allemagne et l'Angleterre. C'est alors que cette dernière a cédé de plein gré à l'Allemagne Helgoland, aujourd'hui la base navale de cette puissance, ce qu'elle n'aurait sûrement point fait si elle avait cru à la possibilité d'une guerre entre les deux pays.

Il s'ensuit de ce passé de l'Angleterre qu'il n'existait pas de sérieux antagonisme entre les intérêts anglais et les intérêts allemands ou austro-hongrois, car s'il y en avait eu un, il aurait nécessairement éclaté dans la politique générale. Depuis 1890 il a dû se passer quelque chose pour expliquer l'effroyable guerre actuelle. Mais qu'est-ce donc? A part une rectification de frontières obtenue lors du règlement de la question marocaine, l'Allemagne n'a fait depuis lors aucune acquisition de territoires, et aucune colonie allemande n'a pris un assez grand essor pour mettre en péril une colonie anglaise.

Il n'y a qu'un fait nouveau: l'essor économique de l'Allemagne et l'accroissement de sa flotte. Ce sont là les seuls griefs de l'Angleterre. La prospérité croissante du commerce de l'Allemagne, l'augmentation rapide de sa population et, dans les mêmes proportions, de sa puissance navale, voilà ce qui a provoqué les colères de l'Angleterre, lui a fait conclure l'Entente, et l'a poussée à prendre part à cette guerre.

Mais c'est précisément pour cette raison que les pré-

tentions de l'Angleterre sont un péril pour le monde entier. C'est pour cette raison que la cause de l'Allemagne est devenue celle de la liberté des mers. Si l'Angleterre considère comme une menace la prospérité économique d'un de ses voisins, son commerce d'exportation et la création de la flotte nécessaire pour en assurer la protection, c'est qu'elle veut exercer l'hégémonie sur le commerce maritime et barrer le chemin à toute nation en voie de développement.

L'Allemagne lutte donc pour briser cette tutelle de l'Angleterre, pour faire reconnaître son droit à devenir une puissance mondiale, à posséder une marine de guerre, à étendre au loin son commerce colonial. Il faut espérer que les Anglais à leur tour reconnaîtront la légitimité de ces aspirations et qu'ils se rendront compte que l'Allemagne est beaucoup trop forte pour subordonner les nécessités de son essor économique au bon vouloir de l'Angleterre. Il serait désirable qu'en délimitant les sphères d'influence, les puissances négociantes pussent tomber d'accord sur les conditions qui permettent à l'Allemagne de se développer en toute liberté. Nous espérons que l'Angleterre finira par s'y résigner, lorsqu'elle aura vu qu'on ne peut pas vaincre l'Allemagne, que ses alliés continentaux courent le risque d'être broyés comme à l'époque de Napoléon Ier et qu'une prolongation de la lutte lui imposerait tant de sacrifices qu'ils feraient de la guerre «une mauvaise affaire». Mais il est possible que l'Angleterre — qui, depuis des siècles, n'a pas été définitivement vaincue — persiste à vouloir aller jusqu'au bout: «à vaincre ou à périr». Dans ce cas, une paix durable ne serait réalisable que par son écrasement complet. L'Europe et toute l'humanité souffriraient également d'une telle éventualité, car elle signifierait la stabilisation d'une lutte acharnée qui ne profiterait à aucune des parties belligérantes et s'inspirerait plutôt de la haine, de l'envie, de la soif de vengeance que d'un conflit inévitable d'intérêts vraiment supérieurs.

Le troisième élément de la guerre générale est l'antagonisme qui existe entre les aspirations de l'empire russe à la domination universelle et les intérêts vitaux de ses voisins de l'Ouest. L'antagonisme franco-allemand et anglo-allemand ne nous regardaient d'abord pas, et nous ne sommes

devenus les ennemis de la France et de l'Angleterre que parce qu'elles sont les ennemies de nos amis, mais la lutte avec la Russie est aussi notre lutte et c'est même nous qu'elle intéresse de plus près. Tandis que l'Allemagne aura donc un rôle décisif dans le règlement de comptes avec ses voisins de l'Ouest, c'est nous qui devons avoir le dernier mot à dire dans les questions touchant le moscovitisme.

Les causes de cet antagonisme sont en partie historiques et ethnographiques, en partie géographiques et remontent très haut dans le passé.

La partie du monde slave qui s'enfonce comme un coin dans l'Europe occidentale n'a pas été capable de s'élever à une vie nationale indépendante. Au nord-est, les peuples slaves ont été refoulés et subjugués par les Allemands dans le cours du IX^e^ et du X^e^ siècle ; au IX^e^ siècle, les Magyars ont empêché la formation d'un grand État slave sous le roi Svatopluk ; plus tard, ce sont les Turcs qui rendirent impossible la constitution d'États slaves indépendants dans la presqu'île balkanique. Parmi les Slaves ceux-là seuls ont réussi à fonder des États plus ou moins indépendants qui, comme les Tchèques, les Polonais et les Croates, ont adopté la civilisation occidentale, se sont convertis au catholicisme.

La cause du profond antagonisme entre le monde russe et l'Occident, c'est que le slavisme orthodoxe, arrêté toujours et partout depuis des siècles dans son expansion vers l'Europe centrale, a fondé depuis le XVIII^e^ siècle, sous la conduite des tsars moscovites, un vaste empire, afin de forcer l'histoire à reviser le jugement défavorable qu'elle avait porté sur la race slave et sa religion.

La Russie s'est ralliée à l'orthodoxie, c'est-à-dire à l'Orient, vers l'époque où les Magyars et les Slaves polonais vivant sous l'influence de l'Allemagne adoptaient la religion et la civilisation occidentales, où l'Occident étant fortifié de ce fait contre l'Orient, le slavisme et l'orthodoxie ont été refoulés.

Les tsars en embrassant l'orthodoxie, ne purent dès l'abord réaliser l'équilibre des forces entre le monde oriental et le monde occidental, mais à mesure que l'Occident se fortifiait, l'Orient aussi trouvait dans la Russie un champion appelé à de hautes destinées.

Les destins mirent des siècles à tenir leurs promesses. Entre temps la capitale de l'orthodoxie, Byzance était devenue le centre d'un monde ennemi, d'un autre Orient, l'empire musulman; mais quand le moscovitisme, par d'incessantes conquêtes, fut devenu une grande puissance, il se proposa de rétablir la domination de l'orthodoxie grecque partout où elle avait pris racine autrefois, et aussi bien dans les pays qui avaient adopté la civilisation occidentale que dans ceux qui étaient devenus la proie des peuples avec lesquels il était en lutte pour la possession de l'Orient.

En dehors de la force des traditions, l'empire russe était secondé dans ses efforts par les sympathies nées de la communauté de race et de religion, par sa situation géographique et par son désir naturel de faire de nouvelles conquêtes.

Après avoir brisé les Slaves polonais qui avaient abandonné l'Église d'Orient, et s'être ouvert une porte sur l'Occident, le tsarisme devait nécessairement convoiter le Bosphore et les Dardanelles dont la possession lui donnerait la maîtrise de la mer Noire et de la Marmara, rendrait presque inattaquable le Sud de l'empire et lui assurerait une puissante base navale pour ses opérations dans cette Méditerranée dont la possession équivalait à la domination universelle. Et il devait aussi convoiter cette ville sur les dômes de laquelle brillait jadis la croix grecque, d'où les aïeux avaient reçu le christianisme et qui, malgré le Croissant, n'avait cessé d'être la Ville sainte de l'orthodoxie.

Ces ambitions de la Russie la mirent d'abord en conflit avec les maîtres de Constantinople et des Détroits et l'amenèrent à exciter contre la Turquie les Slaves et les chrétiens de l'empire et à faire ainsi une politique panslaviste et orthodoxe. Dans cette lutte, ses parents de race et de religion lui rendirent des services d'autant plus précieux que la Russie ne put, par suite de l'opposition de l'Europe, s'emparer des positions qui lui auraient donné la mainmise sur Constantinople. Faute de mieux, elle tâchait au moins d'affaiblir la Turquie sur les rives des Détroits, de la tenir sous la dépendance des tsars au moyen d'États chrétiens orthodoxes, obligés de la Russie voisine, et d'obtenir ainsi qu'elle ouvre ou ferme les Détroits comme il plaira à celle-ci.

Mais cette politique la mit en opposition avec nous et avec l'Allemagne. Avec nous, parce que nous ne pouvions tolérer que la Russie s'établisse aussi sur nos frontières méridionales, nous ne pouvions tolérer que, s'appuyant à la fois sur le slavisme et l'orthodoxie, elle s'efforce de relâcher les liens qui unissent les unes aux autres les populations de notre monarchie. La suprématie russe dans les Balkans serait la fin de l'Autriche-Hongrie, la ruine de d'État hongrois millénaire et ferait passer sous la domination des tsars le pays entre le Danube et la Tisza.

Aussitôt que Varsovie, Belgrade et Cettinje seraient devenues des bases d'opérations pour les armées russes, que nous serions entre les mors de la tenaille, la logique des choses forcerait la Russie à défaire chez nous le travail d'une longue série de siècles, non au profit de l'indépendance et de l'autonomie des races slaves, mais dans l'intérêt de sa domination universelle.

Ces aspirations de la Russie l'ont aussi fait entrer en conflit avec l'Allemagne, car celle-ci ne peut pas permettre que nous soyons écrasés ou que nous passions sous la suprématie russe. Elle se trouverait alors dans la même situation intenable que nous, entre Prague où dominerait l'influence russe et la forteresse russe de Libau. D'ailleurs l'Allemagne a aussi intérêt à ce que la puissance turque reste intacte en Asie, d'abord en raison de son commerce et de ses entreprises industrielles, ensuite parce que l'islam oppose une barrière aux ambitions démesurées de la Russie et de l'Angleterre.

Cet antagonisme entre la Russie et ses voisins de l'Occident est aussi vieux que la poussée russe, mais il n'avait abouti jusqu'ici qu'à des guerres contre la Turquie; avec nous et avec l'Allemagne le différend avait toujours pu être réglé par voie diplomatique. Jadis nous évitions une lutte armée, d'abord parce que les affaires d'Allemagne et d'Italie préoccupaient davantage la dynastie, puis, parce que les puissances occidentales faisaient obstacle à l'avance russe. Plus tard, tant que la Russie avait en vue l'amélioration du sort des chrétiens d'Orient, nous cherchâmes à éviter tout conflit avec elle, ne voulant pas avoir l'air de contribuer à maintenir sous la domination turque des

populations chrétiennes dont les parentes vivent sur notre territoire.

La Russie évitait aussi une lutte armée, car elle préférait arriver à ses fins avec notre aide; elle aurait voulu s'établir au Sud et à l'Est des Balkans, naturellement avec l'arrière-pensée de nous chasser ensuite de toute la péninsule, grâce à la force d'attraction qu'elle possède sur les Slaves orthodoxes.

Néanmoins l'antagonisme existait toujours et menaça plus d'une fois d'aboutir à une guerre, laquelle ne fut évitée au dernier moment que parce que la Russie, sentant son isolement, finissait toujours par céder. C'est ainsi que se passèrent les choses pendant la guerre de Crimée et au Congrès de Berlin.

La guerre n'est devenue inévitable que lorsque la Russie a osé soulever la question panserbe dont la pointe est dirigée contre nous. Le royaume serbe de Douchan ayant été en grande partie rétabli aux dépens de la Turquie, il s'agit de revenir à un passé plus reculé encore et de restaurer, au profit des Serbes, l'état de choses qui existait dans les régions méridionales de l'Autriche et de la Hongrie avant la conquête magyare du IX$^{e}$ siècle.

Il est donc clair que si nous voulons une paix durable, il nous faut arrêter l'expansion de la Russie vers l'Occident, et forcer la Serbie à se résigner à ce que les provinces qui font partie de la monarchie le restent jusqu'à la consommation des siècles, et à reconnaître que c'est commettre un suicide de vouloir faire des conquêtes sur un plus fort que soi.

Nous pouvons espérer que nous parviendrons à forcer la Russie à adopter une autre politique. Les efforts qu'elle fait pour s'emparer des Détroits, pour arriver à la Méditerranée, pour tirer profit des moyens dont elle dispose en sa qualité de puissance orientale et orthodoxe et pour dominer indirectement au moins les Balkans et les vallées du Danube, sont compréhensibles, naturels même à certains égards du point de vue de la politique russe, mais ils ne sont point la seule politique dictée par des intérêts vitaux, ni la seule politique impérialiste, ni même celle qui soit la plus conforme aux intérêts de la Russie.

Dans les Balkans, la Russie n'a point de ces intérêts économiques qu'un État ne saurait négliger sans subir de dommage sérieux.

Ses exportations dans la presqu'île ne constituent qu'une fraction minime de son commerce étranger. Elles y sont bien inférieures aux nôtres. En 1911, elle a exporté en Roumanie, qui est pourtant sa voisine, pour 3 à 4 millions de liv. sterling de marchandises, tandis que nous y en exportions pour 5 à 6 millions. Ses exportations en Bulgarie se sont élevées à 6—8 millions de francs en 1910, les nôtres à 77—98 millions. En 1912, elle n'a vendu à la Serbie, son alliée, que pour 5 à 600.000 roubles de produits, et nous pour 19 à 20 millions.

En revanche, les plus belles perspectives s'ouvrent à son commerce avec l'Asie où des transformations importantes sont à la veille de s'accomplir.

Si la Russie était vaincue et qu'elle n'eût plus d'autre ambition que de prendre sur nous sa revanche pour les Balkans, cela équivaudrait pour elle à reconnaître les changements considérables qui s'accomplissent en Asie contre sa volonté. Elle devrait abandonner la Chine, la Mongolie à l'influence japonaise; pour quelques kilomètres carrés, elle devrait renoncer à d'immenses territoires; pour étendre sa domination sur quelques millions d'hommes qu'elle ne parviendrait à soumettre qu'au prix des plus lourds sacrifices, elle devrait renoncer à exercer son influence sur des centaines de millions d'hommes; pour des visées ambitieuses sur des peuples d'une civilisation supérieure, visées qui la mettraient en opposition avec les intérêts de l'humanité tout entière, elle devrait renoncer à des projets réalisables et par la réalisation desquels elle rendrait service à la civilisation. Pour se faire une idée de la différence qui existe entre les possibilités asiatiques et les européennes, il suffit de considérer que la Mongolie est douze fois aussi grande que le royaume de Saint-Etienne, que la Chine a seize fois autant d'habitants que notre pays, plus qu'aucun empire mondial n'en a jamais eu.

La Russie, dans le passé, ne s'est jamais obstinée à s'étendre dans telle ou telle direction; lorsqu'elle se heurtait quelque part à un obstacle, elle se jetait dans une autre voie, mais

en somme, sa politique a presque toujours été une politique d'expansion. Comme la mer qui ne cesse de battre et de ronger ses rivages, mais obéissant aux lois du flux et du reflux, se jette tantôt sur l'une tantôt sur l'autre de ses côtes, ainsi alternent dans l'histoire de Russie les attaques contre l'Orient et l'Occident.

Pourquoi ce fait ne se reproduirait-il pas?

Le désastre de Mukden a ramené sur l'Europe l'attention de Pétersbourg, pourquoi notre victoire ne lui ferait-elle pas tourner de nouveau ses regards vers l'Asie?

Nous ne pouvons croire que la Russie commette la même faute que la France, qui a sacrifié tous ses intérêts au désir de la revanche. La France aurait pu profiter des bonnes dispositions de Bismarck qui faisait tout son possible pour détourner son attention du continent et lui faire oublier la douloureuse perte de l'Alsace et de la Lorraine. Elle eût pu fonder un empire colonial plus vaste encore que celui qu'elle possède aujourd'hui. Avec un peu d'habileté peut-être que l'Égypte même serait à elle. Mais la France ne l'a pas voulu et, au lieu de se contenter de succès certains, elle expose aujourd'hui son existence à de nouveaux dangers.

On est d'autant plus fondé à croire qu'après une défaite complète la Russie renoncera, pour longtemps du moins, à sa politique d'expansion vers l'Occident, car un désastre lui créerait probablement à l'intérieur des difficultés qui rendraient impossible toute action dans le domaine de la politique extérieure.

Il faut créer dans les Balkans un état de choses qui enlève à la politique russe les moyens d'action dont elle disposait jusqu'ici dans ces pays.

Elle s'appuyait en premier lieu sur les aspirations des populations chrétiennes à l'indépendance et sur l'incapacité des Turcs à administrer des peuples chrétiens. Ces deux moyens d'action n'existent plus; aujourd'hui il n'y a plus en Europe de groupements chrétiens tant soit peu considérables sous la domination turque. Les peuples balkaniques n'ont plus besoin de la protection russe contre la Turquie. Aujourd'hui que la Russie ne base plus ses calculs sur les aspirations de ces peuples à l'indépendance, mais sur leur mégalomanie, il faut leur montrer que la protection russe mène plutôt à la

ruine ; alors ils réduiront si bien leurs ambitions que la Russie ne pourra plus spéculer dessus.

Notre politique à l'égard des États balkaniques est tracée d'avance. Tous ces peuples peuvent se développer et s'enrichir librement, s'unir même à leurs frères de race, sans que les intérêts de notre monarchie en soient menacés. Plus ces États seront prospères et civilisés, mieux cela vaudra pour nous. Nous n'avons pas intérêt à ce que leurs frontières actuelles soient toujours les mêmes. Nous accepterons toutes les solutions voulues par les peuples balkaniques et conformes à l'équilibre réel des forces dans la presqu'île. Nous pouvons respecter jusque dans ses dernières conséquences le principe que les Balkans doivent être aux peuples balkaniques.

Ce que nous ne pouvons pas permettre, c'est qu'un État qui nous est hostile et poursuit une politique d'agression à notre égard, s'agrandisse, se fortifie, conquière la suprématie dans les Balkans. A la conclusion de la paix aussi bien que par notre politique orientale future, il faudra que chacun s'aperçoive que celui qui est contre nous y perd, tandis que celui qui est pour nous y trouve son profit.

Si nous poursuivons cette politique d'une manière conséquente et fortifions nos frontières au point de vue stratégique, si nous parvenons à nous mettre en contact direct avec les États balkaniques non limitrophes, nous pourrons ruiner à tout jamais l'influence dominante et agressive de la Russie dans les Balkans, ce qui sera une raison de plus pour les tsars de ne pas gaspiller leurs forces à l'exécution de projets ambitieux de moins en moins réalisables.

Résumons-nous. Notre guerre est une guerre défensive qui aura atteint son but si nous parvenons à repousser nos ennemis et à briser le cercle qu'ils ont formé autour de nous. A cette fin, le mieux serait de nous réconcilier complètement avec l'un ou l'autre de nos adversaires et de le gagner à notre cause. Une pareille réconciliation aurait des chances d'assurer à l'humanité la possibilité de se consacrer, en toute sécurité, après les horreurs de cette guerre, à son œuvre civilisatrice et économique. La paix séparée avec certaines puissances offrirait les meilleures garanties d'un tel changement dans l'orientation de la politique internationale.

A mon avis, l'issue de la guerre ne doit pas seulement amener un changement dans nos rapports avec les États que nous combattons actuellement. Ce que j'attends de notre victoire, c'est avant tout un rapprochement plus intime entre nous et nos alliés et principalement un affermissement et un élargissement des bases sur lesquelles repose l'alliance de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. Celle-ci devra être le roc où s'élève, inébranlable, l'édifice de la paix et de l'équilibre européens.

Comme nous l'avons dit plus haut, la guerre que nous faisons n'est pas une guerre de conquête, les rectifications de frontières projetées par quelques-uns ne sont donc point une condition *sine qua non* de la «bonne» paix. C'est pour cela que nous ne nous étendons pas sur certaines modifications territoriales qui pourront cependant devenir nécessaires; nous ne désirons faire que quelques observations générales à ce sujet. La première c'est que, lors même que nous ne visons point à refaire la carte de l'Europe, la guerre nous donne moralement le droit de prétendre à certaines compensations qui nous paraissent indispensables au maintien de la paix dans l'avenir. Nos ennemis ne nous épargneraient pas s'ils étaient vainqueurs.

On ne cesse de proclamer que l'Autriche-Hongrie est une création hybride, qu'il faut la détruire. Le ministre anglais, Lloyd George disait naguère qu'à l'avenir les États devaient être constitués sur la base des nationalités, ce qui équivaut à dire que la monarchie austro-hongroise doit être démembrée. Un savant anglais émettait récemment le même avis. Scotus Viator a fait école et il est aujourd'hui de mode de demander le partage de notre patrie au nom de la justice et de la science, et cela dans un pays qui tient sous sa domination autant de millions d'étrangers pour le moins qu'il y a de milliers de non Magyars en Hongrie. Si c'est le langage qu'on tient en Angleterre, laquelle n'est pas directement en conflit avec nous et dont les intérêts ne sont point opposés aux nôtres, qu'attendre des Serbes et des Russes qui nous regardent comme leurs principaux ennemis?

Chacun sait que la Russie veut mettre la main sur la Galicie, la Bukovine et peut-être sur le Marmaros; la Serbie sur la Bosnie-Herzégovine, la Croatie-Slavonie et le Banat.

On a gagné l'Italie en lui promettant des portions de notre territoire. Il y a longtemps que la Transylvanie est offerte à qui veut la prendre.

La guerre actuelle nous a coûté beaucoup de sang et d'argent, par conséquent si nous sommes vainqueurs, nous ne devrons avoir égard qu'à notre intérêt et nous prémunir contre une nouvelle agression à bref délai. Que des considérations d'ordre secondaire ne nous empêchent donc pas d'annexer des territoires ennemis, s'il y a lieu, mais pesons sérieusement et de sang froid si nous y avons réellement avantage et, surtout, n'ayons pas les yeux plus gros que le ventre.

Il en est de même de l'Allemagne. Si elle était vaincue, ses ennemis ne la ménageraient point. Elle aussi sera donc en droit d'exiger tout ce qui lui paraîtra dans son intérêt véritable, mais qu'elle se garde d'aller plus loin et de profiter des chances momentanées que lui offrirait l'occasion. Qu'elle se garde surtout d'acquérir des territoires dont la possession pourrait lui causer plus de mal que de bien.

De notre point de vue, la question de la Pologne est la plus importante. Je ne voudrais pas m'étendre plus longuement sur ce sujet; je tiens seulement à insister sur ce fait que, à mon avis, une solution équitable de ce problème pourra grandement contribuer à la consolidation du nouvel état de choses et à la stabilisation de la paix future.

Vouloir faire des conquêtes un peu considérables dans les Balkans serait de très mauvaise politique; elle y ramènerait tôt ou tard la Russie, car les peuples, menacés par nous dans leur indépendance, chercheraient de nouveau un protecteur de ce côté. Il faudrait soumettre à un gouvernement étranger des populations accoutumées à la liberté et à une autonomie nationale, de sorte que nous n'y gagnerions que des «irrédentistes».

A l'égard de l'Italie même, nous aurions tort de nous laisser fasciner par les beautés de la nature ou d'obéir aux souvenirs du passé et aux suggestions de notre juste colère. Vouloir démembrer ou subjuguer un pays dont la population brûle d'un patriotisme aussi ardent que le peuple italien, serait pour nous une cause de faiblesse. Raisonnablement il

ne peut donc être question, tout au plus, que de certaines rectifications de frontières et non pas de conquêtes. L'Italie devra nous indemniser en argent et non pas par des territoires. Ce n'est pas le peuple italien tout entier, mais le gouvernement qui s'est rendu coupable de la trahison. Et sa politique immorale recevra son juste châtiment. Si la guerre ne finit pas par une victoire éclatante, ceux qui l'ont provoquée, seront impitoyablement écrasés. Nous ne devons donc songer qu'à sauvegarder nos intérêts et à nous en remettre pour la vengeance au peuple italien lui-même, contre lequel cette guerre est un crime plus grand encore que contre nous. La nation elle-même saura sévèrement punir ceux qui, au mépris de tout droit, de toute raison et de toute nécessité, l'ont poussée à sa perte.

Il me reste encore à examiner la question s'il valait la peine de nous lancer dans une entreprise aussi périlleuse que cette guerre, puisque nous ne voulions pas fonder un empire mondial, ni faire des conquêtes, et si, pour un moindre résultat, il valait la peine de nous imposer les énormes sacrifices qu'exige une aussi formidable lutte.

La guerre n'est pas une affaire. Il est vrai que le ministre anglais de l'Extérieur, sir Grey, a affirmé au Parlement qu'il fallait intervenir, car l'intervention ne fera guère plus de tort au commerce anglais que ne lui ferait la guerre des autres puissances, même si l'Angleterre restait neutre. L'argumentation du ministre plut aux Anglais, mais grâce à Dieu, ce ne sont pas des points de vue mercantiles qui nous guident, nous. C'est la nécessité qui nous a jetés dans la mêlée. Oui, il valait la peine d'entreprendre cette guerre, parce que nous avions notre existence nationale à défendre.

La nation magyare est numériquement si faible que ce serait un crime d'envoyer à l'abattoir son élite, les ouvriers de l'avenir, uniquement pour des avantages matériels ou des ambitions chimériques.

Il n'était permis de tout risquer que pour la conservation de notre État millénaire, mais alors c'était un devoir. On ne peut pas discuter s'il vaut la peine de défendre notre existence nationale, notre honneur, notre avenir. Il le faut, quoi qu'il en coûte, chaque fois qu'ils sont en danger.

Mais outre l'avantage d'avoir assuré notre vie nationale et d'avoir repoussé une odieuse agression : notre victoire nous aura encore permis d'affaiblir les peuples qui menaçaient l'existence de la race magyare et pourraient encore la menacer à l'avenir.

Nous nous sommes établis jadis sur les confins de l'Europe centrale, daus le voisinage de cette chaudière toujours en ébullition qu'est l'Orient. Nous nous sommes heurtés ici à des forces brutes, le plus souvent bien supérieures aux nôtres, et qui, d'abord, sous la forme des invasions tartares, puis sous celle de la domination turque et enfin du moscovitisme, menaçaient de mort la nation magyare. En brisant le panmoscovitisme avec l'aide de l'Allemagne, nous accomplissons notre mission historique et améliorons nos conditions de viabilité.

En créant dans les Balkans un équilibre des forces avantageux pour notre pays, en maintenant et en fortifiant la domination turque à Constantinople et au-delà des mers, nous travaillons à la grandeur et à l'enrichissement du magyarisme. En soutenant et consolidant au prix d'efforts surhumains cette monarchie, dans laquelle il nous faut vivre et mourir, en resserrant les liens de cette alliance allemande, qui n'est pas née d'un besoin passager, mais résulte de notre situation géographique et mondiale et dont la nécessité s'imposait toujours aux hommes politiques hongrois : nous ne faisons qu'améliorer les conditions de notre existence nationale.

Si l' alliance dont nous faisons partie est victorieuse, la Hongrie ne peut que suivre une marche ascensionnelle. Maintenant que le sang versé en commun sur les champs de bataille cimente l'union des peuples de la monarchie austro-hongroise auxquels le destin et les lois de l'histoire ont réservé un même avenir ; maintenant que la bonne intelligence entre la dynastie et la nation sera, espérons-le, fortifiée par des événements d'importance universelle : tout montre que notre vie nationale est entrée dans une phase de développement éclairée par la lumière d'un astre radieux.

En cas de victoire, la situation de la nation hongroise xera plus avantageuse qu'elle n'avait jamais été dans le

passé ou, du moins, dans une époque très lointaine ; et pourvu qu'elle ne commette pas de fautes dans un avenir prochain, elle jouira des bienfaits de cette situation. Il vaut donc la peine de lutter et tous, gouvernementaux et oppositionnels, remplissent un devoir impérieux en unissant leurs forces afin que notre pays sorte victorieux de la guerre, qu'il remporte cette victoire complète, décisive qui lui permettra d'asseoir sur des fondements solides l'avenir de la nation magyare.

Comte Jules Andrássy.

# UN LIVRE BLANC ALLEMAND

Le gouvernement allemand publie un Livre blanc abondamment documenté sur la façon absolument contraire au droit des gens dont fut menée la guerre nationale en Belgique. En tête du volume se trouve un mémoire qui dit :

Dès le début de la guerre, éclata en Belgique — et cela avec une sauvagerie inouïe — un soulèvement populaire contre les troupes allemandes. Il constituait une violation flagrante du droit des gens et il entraîna pour le pays et la population les conséquences les plus graves. La lutte menée par des masses en furie se continua aussi longtemps que dura la marche en avant de l'armée allemande à travers la Belgique. Il ne fait aucun doute que la population civile belge sans distinction de classe, d'âge et de sexe, s'acharna avec la plus vive exaspération contre les troupes allemandes. Cela se trouve attesté dans un dossier accablant qui se fonde sur des dépositions faites sous serment et sur des rapports de service.

Comme en fait foi ce dossier publié ci-après, la population civile belge a engagé et soutenu la lutte contre les troupes allemandes dans de nombreuses localités des provinces de Liège, du Luxembourg, de Namur, du Hainaut, du Brabant et des Flandres orientale et occidentale ; les combats ont été particulièrement opiniâtres à Aerschot, Andenne, Dinant et Louvois. Des gens appartenant aux conditions le plus différentes, ouvriers, propriétaires de fabriques, médecins, instituteurs, même des prêtres, des femmes et des enfants, ont été appréhendés les armes à la main . . . Dans des régions que les troupes belges avaient quittées depuis un certain temps, de partout, des maisons et des jardins, des toits et

des caves, des champs et des forêts, partait à tout moment une vive fusillade contre les troupes allemandes. Les méthodes de combat, mises en pratique au cours de ces attaques, n'auraient certainement pas été employées par des troupes régulières. On a trouvé la preuve de ces méthodes dans la grande quantité de fusils et de munitions de chasse, de revolvers et pistolets démodés qui ont été saisis, dans les blessures causées par des grains de plomb et dans d'innombrables échaudures produites au goudron brûlant ou à l'eau bouillante.

Somme toute, il ne peut subsister de doute que la lutte nationale en Belgique n'a pas été menée par un petit nombre de civils, mais bien par de grandes masses de la population. Suivant des témoignages indiscutables, il s'est produit fréquemment des cas dans lesquels les troupes allemandes, après avoir à leur arrivée reçu un bon accueil apparent, ont été dès la tombée de la nuit ou à d'autres moments favorables attaquées par surprise. Mais ce que l'on doit surtout reprocher à la population civile belge, c'est d'avoir d'une façon révoltante enfreint les usages de la guerre. Dans différents endroits, par exemple à Liège, Herve, Bruxelles, Aerschot, des soldats allemands ont été assassinés traîtreusement. Puis, la population civile belge n'a pas respecté les marques distinctives de la Croix-Rouge. Sous leur couvert, elle n'a pas craint de faire feu contre les troupes allemandes, voire d'attaquer à la fois des ambulances qui abritaient des blessés et le personnel sanitaire qui était en train d'exercer ses fonctions. Enfin, il est prouvé que des blessés allemands ont été dépouillés de leur avoir et mis à mort, dans certains cas horriblement mutilés, par la dite population. Même des femmes et des enfants prenaient part à la perpétration de ces forfaits. Des blessés allemands ont eu les yeux crevés, le nez, les oreilles et les doigts coupés, le ventre ouvert ; d'autres ont été empoisonnés, pendus à des arbres, arrosés d'un liquide en ébullition ou même brûlés vifs.

Il s'ensuit que la population civile belge, reconnue coupable de ces agressions sournoises et de ces actes de cruauté, ne pouvait pas émettre la prétention d'être traitée à l'égal de combattants réguliers. Dans l'intérêt de la propre conservation de l'armée allemande, il était au contraire indispensable

que les mesures les plus énergiques fussent prises contre ces usages de francs-tireurs. Ceux qui étaient faits-prisonniers ne relevaient pas, comme des prisonniers de guerre, du droit de guerre, mais bien du code qui est appliqué aux assassins. Toujours est-il que, lorsque les nécessités du moment ne s'y opposaient pas, les formes de la jurisprudence ne manquaient pas d'être observées. Les circonstances le permettaient-elles, les prisonniers étaient fusillés seulement après avoir été soumis à un interrogatoire régulier ou après qu'un conseil de guerre eut rendu un verdict en bonne et due forme. Vieillards, femmes et enfants, même s'ils étaient tenus pour très-suspects, étaient traités avec les plus grands ménagements. Les soldats allemands, bien que leur patience fût mise à rude épreuve, ont attesté maintes fois leur bon cœur, en prenant soin, dans la mesure du possible, de ces malheureux privés de tout secours, en partageant leur pain avec eux, même en s'occupant du sort des malades et des faibles.

Il n'existe aucun doute que le gouvernement belge était en grande partie cause de l'attitude montrée par la population civile belge à l'égard des troupes allemandes et il porte de ce fait toute la responsabilité du malheur qui a fondu sur la Belgique.

Le gouvernement belge a tenté de se disculper et de rejeter cette responsabilité sur le vandalisme des troupes allemandes qui, sans aucun motif justifiable, se seraient livrées à des actes de violence. Il a nommé une commission à l'effet d'enquêter sur les prétendues cruautés commises par les soldats allemands et il a fait, des informations réunies par cette commission, l'objet de plaintes diplomatiques. Une pareille tentative de dénaturer les faits ne lui a pas réussi. L'armée allemande est habituée à conduire ses opérations de guerre contre des armées étrangères et non contre de paisibles habitants. N'importe quelle commission n'arrivera pas à dénier le fait irréfutable que la population civile belge opposa dès le premier jour — et cela par ordre et en vue de sa propre conservation — une résistance opiniâtre aux troupes allemandes. Les récits recueillis par la commission belge de la bouche de fugitifs — récits présentés comme le résultat d'une enquête faite avec une rigoureuse impartialité — portent le sceau de la mauvaise foi et ne constituent qu'une altération

des faits. En raison des circonstances, la commission belge n'est pas en état de contrôler l'authenticité des bruits qui lui sont rapportés, ni de se rendre compte de l'enchaînement des évènements. Les accusations portées contre l'armée allemande ne sont par conséquent rien d'autre que des racontars calomnieux que le dossier allemand suffit à réduire à néant.

Le mémoire réfute ensuite, avec les meilleures preuves à l'appui, les versions par lesquelles la commission essaye d'imputer aux troupes allemandes la responsabilité des combats qui eurent lieu à Aerschot, à Dinant et à Louvois. Et il continue : «L'incendie n'a été allumé à Louvois comme dans d'autres endroits que là où c'était absolument nécessaire. Le plan qui a été levé des dévastations de Louvois fait voir clairement que les troupes allemandes se sont bornées à sévir dans les parties de la ville où les habitants s'acharnaient dans une résistance perfide et meurtrière. C'est aux troupes allemandes — faut-il l'ajouter — que revient le mérite d'avoir protégé dans la mesure du possible les trésors artistiques de Louvois. Une commission spéciale a du reste, du côté allemand, établi le fait que les objets d'art ont toujours été, autant que c'était faisable, épargnés par les soldats allemands.»

En publiant le dossier ci-après, le gouvernement allemand croit prouver à l'évidence que la population civile belge a elle-même, par sa guerre de francs-tireurs absolument contraire au droit des gens, mis les troupes allemandes dans l'obligation d'agir comme elles ont fait et que les nécessités de la guerre les empêchaient d'agir autrement.

# LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

Depuis quelque temps, le mot d'ordre des mensonges semble avoir subi un changement caractéristique dans la presse de nos ennemis. «L'invasion russe», «la famine», «les révoltes intérieures» étant tombées en discrédit, il fallait trouver autre chose pour alimenter la mentalité ententiste qui avait, depuis longtemps déjà, escompté la déchéance de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. On a donc recours à «la paix séparée».

Au premier abord, on serait tenté de croire que, s'il s'agit d'une paix séparée, cela ne peut être qu'un des alliés qui la sollicite, vu que la banqueroute militaire de la quadruplice devient de plus en plus évidente. Or, il n'en est rien. C'est nous, les Hongrois qui cherchons à conclure une paix séparée avec les ententistes qui, comme vous le savez, sont toujours victorieux. Ainsi, nous lisons dans le n° du 14 juin du *Journal des Balkans* que le comte Tisza qui, «en déclarant la guerre, avait pour but de débarrasser la Hongrie de la pression du slavisme autrichien, s'efforcerait maintenant de consolider la Hongrie sur la base d'une paix séparée».

*La Roumanie* «envisage à son tour la possibilité d'une entente de la Hongrie avec la Quadruple Entente». Vraiment, le quotidien bukarestois est trop bon pour nous: nous l'en remercions. Mais nous trouvons que le commentaire dont il accompagne notre intention de conclure «une paix séparée» dépasse les bornes de la plaisanterie. Car voici ce qu'il dit:

«Les Magyars, en concluant aujourd'hui cette paix, arriveraient d'un seul coup à l'apogée de leur carrière politique

Ils étaient, jusqu'à présent, les associés de Vienne, ennuyés par les revendications des nationalités et tracassés par les prétentions spasmodiques de Vienne. En concluant la paix en ce moment, les Magyars, dans leurs frontières intactes, resteraient maîtres absolus des nationalités: ils magyariseraient d'autant plus facilement qu'il aurait été prouvé aux malheureux Roumains que jamais ils n'auraient rien à espérer du royaume de Roumanie et que le prestige de Vienne serait définitivement perdu. (Oh! la belle voix de sirène!)

Les Hongrois seraient beaucoup plus satisfaits d'être les associés de Vienne dans une monarchie qui aurait perdu la Galicie, la Bosnie, le Trentin et Trieste, parce qu'ils seraient les maîtres indiscutables, et au point de vue politique, et au point de vie économique, de tout ce qui resterait de l'ancienne monarchie.

Du côté des Magyars, rien d'étonnant, si avec le patriotisme et l'audace qui les caractérisent, ils faisaient le grand geste en forçant les Habsbourg humiliés, devenus leurs prisonniers, à conclure la paix séparée, — ou, si François-Joseph opposait une résistance finale, en se séparant de lui, comme en 1848, et en établissant la grande Hongrie indépendante, avec le secours des baïonettes russes, cette fois-ci. (Où sont les pauvres baïonettes russes d'antan?)

L'objection que les forces militaires austro-allemandes sont trop mélangées n'est pas aussi forte qu'on se le figure. La Quadruple Entente pourrait facilement se contenter du désarroi, suivi de dépression morale, qui se produirait dans le camp allemand, si Budapest, avec le concours de quelques divisions, faisait un coup de théâtre génial et non seulement sauvait ainsi les Magyars de la ruine, mais leur assurait un rôle de grande puissance dans l'Europe future.

En effet, il ne faut pas oublier que pour tout Magyar la perte de la Transylvanie et de ses dépendances est considérée comme équivalant à la destruction du royaume et à la mort du magyarisme.

Du côté de la Quadruple Entente, il ne faut pas se faire illusion. Les puissances de la Quadruple Entente désirent légitimement voir en Orient un Etat puissant et franchement anti-allemand. Les Magyars peuvent le constituer aussi facilement que les Roumains. (Entendez-vous, oh! Roumains?)

C'est pour cela que des journaux italiens disent que la Quadruple Entente n'a aucun intérêt à la destruction de la Hongrie.»

Nous n'entendons pas entrer dans l'analyse de ce chef-d'œuvre de mensonge, de perfidie et de basse calomnie. En le publiant, ses auteurs visaient surtout l'intimidation des Roumains pour les décider à une prompte intervention en faveur de la Quadruplice. Ce n'est donc pas à nous de nous en occuper. Mais nous devons protester avec la dernière énergie contre l'insinuation de nous juger capables, nous Hongrois, «d'un coup de théâtre génial» en vue d'une séparation de l'Autriche dans les circonstances actuelles. Quoi! Les quadruplucistes nous prennent donc pour des Italiens!? Qu'ils se détrompent! Les Magyars, malgré «l'audace et le patriotisme qui les caractérisent» sont incapables de trahison. Et ils n'ont besoin de recourir à aucun des procédés infâmes, pratiqués dans le camp des ententistes, pour assurer à la Hongrie «son rôle de grande puissance dans l'Europe future». Notre plus grand ennemi, le moscovitisme vient d'être broyé sur les champs de bataille de Galicie; nous avons donc tout lieu d'envisager avec une sérénité parfaite les évènements à venir.

DIPLOMATE.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 juin 1915.

L'immense bataille de Galicie approche du dénouement final. Ses péripéties récentes marqueront les pages les plus glorieuses de l'histoire des armées austro-hongroises et allemandes. En effet, ce fut une véritable marche triomphale de Tarnow à Lemberg. La reprise (le 22 juin) de cette dernière ville que le Tsar avait déjà incorporée à la couronne de Russie, symbolise, pour ainsi dire, le sort de toute notre campagne contre le moscovitisme. C'est son échec le plus complet. En vain, les journalistes russes et les confrères alliés s'efforcent-ils de diminuer la portée de nos victoires, dans le fond de leur âme ils semblent admettre eux-mêmes que la partie est perdue pour les Russes... Ils cherchent réciproquement à s'inspirer courage en traçant un tableau brillant de ce que la Russie «fera» dans un avenir prochain, mais on s'aperçoit sans peine qu'ils ne sont pas bien convaincus de ce qu'ils disent.

Quoi qu'il en soit, si cette guerre continue longtemps encore, il faudra refaire le vocabulaire et créer une nouvelle langue à l'usage des alliés. S'ils prétendent que l'évacuation de presque toute la Galicie est la conséquence d'une «retraite stratégique» et passent sous silence les défaites sanglantes que nos armées ont fait subir aux Russes et les centaines de mille prisonniers qu'elles leur ont pris: cela paraît compréhensible encore. Mais que des cerveaux détraqués en concluent à la «victoire finale» de la Quadruplice, cela est vraiment un peu trop fort. Nous qui, selon le mot de Boileau, «appelons un chat un chat», nous avons cru que lorsqu'une armée était vaincue, cela voulait dire qu'elle était

vaincue. Eh bien! nous avions tort. Selon le vocabulaire des alliés, cela signifie qu'«elle vaincra». Voici, par exemple, ce que dit un communiqué officiel russe: «Ce qui contribue au succès des armées austro-allemandes en Galicie, notamment la concentration de masses formidables d'hommes, une artillerie extrêmement forte avec une énorme dépense de munitions, tout cela a pour l'Allemagne ce résultat défavorable *que les alliés ont décidé de suivre l'exemple donné par l'ennemi et ont entrepris la mobilisation de toutes leurs forces industrielles*».(1) Suit la vieille scie sur l'isolement de l'Allemagne, puis la constatation de ce que la Russie n'a pas encore mis au service de l'armée russe ce qu'elle aurait dû y mettre, mais qu'elle fera en sorte que «toutes les organisations intéressées s'unissent pour faire de la Russie une énorme puissance militaire, ce qui lui assurera la victoire finale.»

Vous voyez: quoiqu'il arrive: «la victoire finale» y est toujours.

Le critique militaire du *Times*, en constatant nos succès en Galicie, fait remarquer que les Russes n'ont même pas le cinquième de leurs forces sur le champ de bataille. Tout le monde sait que les Anglais sont décidés à poursuivre la guerre jusqu'au dernier Russe et jusqu'au dernier Français, voire même jusqu'au dernier Italien, aussi ne faut-il pas s'étonner d'entendre le susdit critique militaire faire cet aveu cynique: «Ne nous laissons pas influencer par la retraite des Russes ou l'impossibilité de briser la ligne ennemie en Flandre, Gallipoli ou ailleurs, notre tâche est de tuer des Allemands et aussi longtemps que les pertes allemandes continuent à atteindre 10.000 par jour, (il est féroce, ce noble fils d'Albion!) nous accomplissons un ouvrage qui rendra la victoire finale inévitable».

Pour ce qui est des Allemands, ils ne se laisseront certainement pas tuer au gré des Anglais; quant aux Russes, aux Français ou aux Italiens, ils peuvent s'y résigner, si cela leur plaît. Nous voudrions seulement rappeler au critique militaire du *Times* que, tout récemment, un député libéral a parlé dans le Parlement de «certaines lanternes» où «certaines personnes» pourraient être pendues. Ceux qui pensent

(1) C'est nous qui soulignons.

comme notre critique militaire, feraient bien de méditer un peu ces paroles apocalyptiques . . .

Quant à la situation sur les divers fronts, nous n'avons rien à ajouter au compte qu'en rend le *Times*, lorsqu'il constate le fiasco universel des alliés; nous tenons cependant à compléter ses appréciations par quelques mots sur l'«offensive» italienne. Comme nous avons eu l'honneur de le prédire dans notre dernière chronique, les Italiens en sont encore là où ils en étaient il y a deux semaines, et cette situation ne changera guère tant qu'il ne nous plaira pas de les battre. Il est amusant de constater que, dans leurs communiqués, les «saints égoïstes» se plaignent presque constamment d'une résistance «surprenante» des troupes austro-hongroises. Ces messieurs ont été pris à leurs propres mensonges. Ils ont tant péroré sur la «démoralisation» et «l'affaiblissement» prétendus de notre armée qu'ils ont fini par y croire. Maintenant ils crient presque à l'injustice, parce que la réalité leur inflige un cruel démenti. Ils en verront bien d'autres encore!

HISTORICUS.

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

# Publications données gratis et franco de la part du Ministère R. H. de l'Agriculture.

Le Ministère Royal Hongrois de l'Agriculture nous prie d'informer nos lecteurs qu'il fera parvenir, gratis et franco, les publications sous-mentionnées à tous ceux qui s'intéressent aux questions qu'elles traitent. On peut s'adresser à la Direction de la REVUE DE HONGRIE (I., Tigris-utca 6.) et indiquer les publications qu'on désire recevoir; elles seront expédiées directement par les soins du Ministère R. H. de l'Agriculture.

1. **La sériciculture en Hongrie.**
2. **La viticulture en Hongrie.**
3. **Lois les plus récentes de la Hongrie relatives aux ouvriers agricoles.**
4. **Instruction relative aux travaux de révision décennaux de la gestion forestière.**
5. **L'administration des eaux en Hongrie**
6. **Le service national hydrométrique en Hongrie.**
7. **Nivellements de haute précision de 1890 à 1895 de la section hydrographique de la Direction nationale du service des eaux.**
8. **L'état actuel des jaugeages en Hongrie.**
9. **Le service de l'hydraulique agricole en Hongrie.**
10. **École royale hongroise des commis de l'hydraulique agricole.**
11. **Les travaux de régularisation et d'endiguements en Hongrie.**
12. **Le service des ingénieurs sanitaires en Hongrie.**
13. **La pêche et la pisciculture en Hongrie.**


Hors Concours.

❖




16 Médailles d'or.

❖

Vins fins mousseux hongrois.

LOUIS FRANÇOIS ET C°.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.

Marque exquise:

TRANSYLVANIA SEC.

# CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich—Paris

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | d. | **Budapest** Ouest..... | a. | 200 | — |
| 620 | — | a. | Vienne (Marchegg) | d. | 925 | — |
| 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 830 | — |
| 205 | 700 | d. | **Budapest** Est. ..... | a. | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | 910 | 720 |
| 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | d. | **Vienne** Westb ..... | a. | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | a. | Innsbruck ..... | d. | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | a. | **Buchs** ..... | d. | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | d. | **Buchs** ..... | a. | 203 | 142 |
| 209 | 656 | a. | **Zurich** ..... | d | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | d. | **Zurich** ..... | a | 1033 | 1125 |
| ↓ | ↓ | d. | Bâle ..... | a. | 607 | — |
| | | a. | **Delle** ..... | d. | 415 | — |
| ↓ | ↓ | d. | **Delle** ..... | a. | 308 | — |
| 1148 | 545 | a. | **Paris** Est..... | d. | 900 | 100 |

## Budapest—Vienne—Munich—Paris

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 205 | 700 | d. | **Budapest** Est. ..... | d. | ↑ | 140 | 1145 |
| * | 640 | 1140 | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | * | 850 | 720 |
| ↓ | 725 | 1235 | a. | Vienne Westb. ..... | d. | ↑ | 825 | 550 |
| 630 | 200 | — | d. | **Budapest** Ouest. ... | a. | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | a. | Vienne (Marchegg) | d. | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | d. | **Vienne** Westb. ..... | a. | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | a. | **Salzbourg** ..... | d. | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | d. | **Salzbourg** ..... | a | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | a. | **Munich** ..... | d | 1028 | 510 | 950 |
| 755 | 700 | 1025 | d. | **Munich** ..... | a | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | a. | Strasbourg ..... | d. | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | d. | Strasbourg ..... | a. | 336 | 824 | 139 |
| 340 | 340 | 659 | a. | **I. Avricourt** ..... | d. | 115 | 525 | 1056 |
| 245 | 244 | 604 | d. | **I. Avricourt** ..... | a | 112 | 522 | 1051 |
| 856 | 920 | 1210 | a. | **Paris Est.** ..... | d. | 714 | 1015 | 515 |

## Budapest—Fiume—Ancone—Naples.

Départs de Fiume lundi, vendr. 815, mercr. 745

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | d. | **Budapest**..... | a. | 700 | 905 |
| 150 | 228 | d. | Zágráb ..... | d. | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | a. | **Fiume** ..... | d. | 615 | 810 |
| 728 | 750 | a. | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | d. | **Fiume** ..... | a. | 500 | 615 |
| 430 | 530 | a. | **Ancône**..... | d. | 815 | 900 |
| 1129 | 803 | d. | **Ancône**..... | a. | 505 | 820 |
| 600 | 400 | a. | **Foggia** ..... | d. | 1040 | 1205 |
| 616 | 500 | d. | **Foggia** ..... | a. | 955 | 1150 |
| 1110 | 1100 | a. | **Naples** ..... | d. | 455 | 735 |

Départs d'Ancône mardi samedi 900, jeudi 815

## Budapest—Fiume—Ancone—Rome

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 645 | 710 | d. | **Budapest** Est..... | a. | 700 | 905 | ↑ |
| | 150 | 228 | d. | Zágráb ..... | d. | 1212 | 209 | |
| | 708 | 730 | a. | **Fiume** ..... | d. | 615 | 810 | |
| | 745 | 815 | d. | **Fiume** ..... | a. | 500 | 615 | |
| | 430 | 530 | a. | **Ancône**..... | d. | 815 | 900 | |
| | 527 | 720 | d. | **Ancône**..... | a. | 524 | 640 | |
| | 857 | 1046 | d. | Foligno..... | d. | 217 | 339 | |
| | 935 | 1124 | d. | Spoleto ..... | d. | 140 | 304 | |
| | 1021 | 1225 | d. | Terni..... | d. | 1239 | 213 | |
| ↓ | 1210 | 235 | a. | **Rome** ..... | d. | 1020 | 1210 | ↑ |

## Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople

* Dép. de Budapest dim., mar., jeudi et vendr.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | d. | **Budapest** Est ..... | a. | — | * |
| 1130 | — | d. | **Budapest** Ouest ... | a. | — | 610 |
| 550 | — | d. | Zimony ..... | d. | — | 1050 |
| 558 | — | a. | **Belgrade**..... | d. | — | 1039 |
| 613 | — | d. | **Belgrade**..... | a. | — | 1025 |
| 1122 | — | d. | **Nis**..... | d. | — | 511 |
| 240 | — | d. | Tzaribrod ..... | d. | — | 300 |
| 420 | — | a. | **Sofia**..... | d. | — | 210 |
| 435 | — | d. | **Sofia**..... | a. | — | 142 |
| 737 | — | d. | Sarembey..... | d. | — | 1024 |
| 211 | — | d. | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | a. | **Constantinople** ..... | | — | 615 |

* Dép. de Constple lundi, merc., vend. et dim.

## Budapest—Bucarest—Constantinople

* dép. Bpest lundi, merc., sam.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | — | * 1145 | d. | **Budapest** Ouest ... | a. | — | * 610 |
| | — | 940 | a. | Verciorova ..... | d. | — | 750 |
| | — | 1050 | d. | Verciorova ..... | a. | — | 840 |
| | — | 139 | d. | Crajova..... | d. | — | 552 |
| | — | — | d. | Pitesti ..... | | — | — |
| | — | 634 | a. | **Bucarest**..... | d. | — | 1250 |
| | — | 647 | d. | **Bucarest**..... | a. | — | 1235 |
| | — | — | a. | Constanza ..... | d. | — | 800 |
| | — | 1105 | a. | Constanza port ..... | | — | — |
| | — | 1130 | d. | **Constanza** ..... | a. | — | 500 |
| | — | ** 1200 | a. | **Constantinople**..... | d. | — | 300 |

* Dép. Constple mar. jeudi, sam.

## Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *650 | 200 | 930 | d. | **Budapest** Ouest..... | a. | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | a. | Vienne Ostb. (Marchegg) | d. | 651 | 925 | 1119 |
| 1135 | 725 | 700 | a. | Vienne Westbahn... | d. | 619 | 830 | 1010 |
| ↓ | 205 | — | d. | **Budapest Est** ..... | a. | — | 140 | ↑ |
| | 640 | — | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | — | 910 | |
| ↓ | 725 | — | a. | Vienne Westbahn... | d. | — | 830 | ↑ |
| 1200 | 1005 | 805 | d. | **Vienne** Westbahn... | a. | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | a. | Passau ..... | d. | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | d. | Passau ..... | a. | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | a. | Nurnberg..... | d. | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | a. | **Francfort** ..... | d. | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | a. | **Cologne** ..... | d | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | d. | **Cologne** ..... | a. | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | a. | **Bruxelles**..... | d. | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | d. | **Bruxelles**..... | a. | 614 | 524 | ↑ |
| 952 | 1056 | 301 | a. | Ostende Quai ..... | a. | 440 | 342 | |
| 510 | 543 | 1001 | a. | **Londres** ..... | d. | 900 | 900 | ↑ |
| 830 | — | 1058 | d. | **Bruxelles** ..... | a. | 441 | 521 | 441 |
| 510 | — | 705 | a. | **Londres**(per Calais) | d. | *90 | 900 | 900 |

## Budapest—Varsovie—St-Pétersbourg

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 220 | ↓ | d. | **Budapest** Est ..... | a. | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | d. | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| ↓ | 958 | ↓ | a. | **Zsolna** ..... | d. | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | d. | **Budapest** Ouest | a. | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | d. | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1229 | — | a. | **Zsolna** ..... | d. | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | d. | **Zsolna** ..... | a. | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | a. | **Oderberg**..... | d. | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | d. | **Budapest** Ouest. | a | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | a | **Oderberg** ..... | d. | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | d. | **Oderberg** ..... | a. | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | a. | Granica ..... | d. | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | d. | Granica ..... | a. | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | a. | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |
| 1030 | 550 | — | d. | **Varsovie** ..... | a. | 1247 | 855 | — |
| 1145 | 1250 | — | d. | Wilna ..... | a. | 554 | 945 | — |
| 121 | 843 | — | d. | Dwinsk..... | a. | 258 | 236 | — |
| 955 | 1205 | — | a. | **Saint-Pétersbourg** | d. | 645 | 1115 | |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

*N° 22 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 15 JUILLET 1915

# REVUE DE HONGRIE

**Couronnée par l'Académie Française**

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — COUP D'ŒIL SUR LE DERNIER SIÈCLE DE L'HISTOIRE DE HONGRIE (1814—1914), par **M. Louis de Thallóczy**, Chef de section au Ministère I. et R. des Finances Communes ..... 1

II. — NOUS, LES BARBARES, par **R.** ..... 16

III. — PENSÉES DE NAPOLÉON Ier SUR LA POLITIQUE 21

IV. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par **Diplomate** ..... 25

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 29

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**PARIS**

HACHETTE ET Cie — Messageries et Journaux — 8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER — Service de la Librairie étrangère — 174, Bd ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE — (Succursale) — 58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS,
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE

**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# COUP D'ŒIL SUR LE DERNIER SIÈCLE DE L'HISTOIRE DE HONGRIE (1814—1914) [1]

## I.

C'est au milieu d'une effroyable guerre que j'élève ma faible voix. Maintenant que la Hongrie se trouve engagée dans la lutte la plus acharnée qu'elle ait eu à soutenir pour son existence nationale, je n'ai pas l'intention de passer en revue les événements de notre histoire dix fois séculaire ; je désire seulement donner, en m'appuyant sur des chiffres, un aperçu des changements qui se sont accomplis chez nous pendant les cent années qui viennent de s'écouler. Je n'ignore point que la statistique n'est qu'un cadre et que la force vitale à laquelle le cerveau doit de fonctionner, ne s'exprime pas en chiffres. Ces derniers ont cependant l'avantage de donner une vision plus nette du tableau qu'on se propose de tracer même lorsque, faute de connaissances préliminaires, on ne peut souvent, comme dans le cas actuel, donner que des moyennes au même que des résultats fragmentaires. C'est le siècle dernier qui fera l'objet de cette étude.

Il y a juste cent ans que le Congrès de Vienne a refait la carte de l'Europe après les grandes luttes qui avaient eu pour point de départ la Révolution française. On pourrait demander pourquoi nous prenons tout juste un siècle, puisqu'il n'existe point de cloisons étanches entre les phases successives de l'évolution. Je reconnais qu'il en est ainsi ; mais, d'autre part,

[1] Extrait du discours présidentiel prononcé le 11 mars 1915 à la *Société d'Histoire de Hongrie*.

chacun sait que la notion du siècle a passé peu à peu dans notre mentalité depuis les Romains, qui en fêtaient par des jeux le commencement, et l'institution du jubilé ecclésiastique en 1300. Elle s'est profondément enracinée dans notre entendement.

Ce siècle est pour nous, Hongrois, riche de leçons instructives. On y trouve en raccourci tous les événements dont est faite notre histoire : luttes pour la constitution, périodes d'oppression, guerre pour l'indépendance et enfin, depuis 1867, une ère de progrès continu qui passe aujourd'hui par le creuset de la guerre mondiale.

## II.

Je n'entrepends point de faire un parallèle détaillé entre l'époque qui finit avec la grande lutte de 1814 et les circonstances compliquées d'où est sortie la guerre générale d'aujourd'hui. Toute comparaison serait d'ailleurs plus ou moins boiteuse, la coalition européenne de 1814 étant dirigée contre l'omnipotence d'un seul homme, tandis que la guerre actuelle a pour objet l'établissement de l'équilibre mondial entre les nations européennes. Je me propose donc uniquement de mettre en lumière le rôle et l'importance de la Hongrie en 1814 et aujourd'hui.

De 1792 à 1814 le peuple hongrois a soutenu la cause de ses princes avec le même courage qu'aujourd'hui ; il a versé son sang pour la monarchie avec le même enthousiasme qu'aujourd'hui ; dans une situation économique désavantageuse, il a donné tout ce qu'il avait pour que le prince pût continuer la lutte, comme il le fait à présent.

Pendant cette guerre de vingt ans, il ne s'est pas élevé une seule protestation contre la continuation de la lutte. A de rares exceptions près, le sentiment général était que nous luttions pour l'existence. Les États de Hongrie restaient fidèles à la lettre de la Constitution en déclarant illégaux les subsides exigés par le gouvernement, mais ils les payaient quand même comme contributions volontaires. Le Conseil général du comitat de Zala, patrie de François Deák, déclara en 1814 qu'il n'était pas opportun de tant discuter la question des subsides, mais que le peuple hongrois devait montrer, comme tous les autres

sujets de Sa Majesté, qu'il était prêt à contribuer par des dons volontaires à la victoire des trois empereurs alliés, afin que la postérité ne puisse reprocher à la Hongrie de n'avoir fait aucun sacrifice pour son existence nationale et la liberté de l'Europe.

Et nous ne pouvons assez appuyer sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'une nation dont toutes les classes étaient animées d'un sentiment commun, mais d'une société toute primitive, essentiellement agricole, fondée sur la division en castes, et que la plus grande partie de la population ne jouissait pas de droits politiques et ne songeait même pas à en réclamer. Malgré un mauvais gouvernement, de nombreux abus, sans finances indépendantes, avec une législation agraire des plus arriérées et manquant par suite d'argent et de crédit, la Hongrie n'en a pas moins persévéré jusqu'au bout. Les batailles perdues, les paix désastreuses ne découragèrent pas le pays, ne causèrent point de nervosité. Il est vrai que, par suite du moindre degré de perfectionnement des armes, la lutte faisait peut-être moins de victimes qu'aujourd'hui, mais l'état de guerre perpétuel pesait plus lourdement sur le pays, le progrès économique ayant marché de pair avec celui de la fabrication des engins de destruction.

Ce qu'on a écrit alors sur l'état de l'opinion publique à cette époque en donnerait une image pleine de contradictions. Qu'est-ce d'ailleurs que cette opinion publique ? Si l'on entend par là la somme des avis exprimés par des personnes influentes et éclairées, des hommes publics, des notabilités en un mot, l'année 1814 est des plus insignifiantes sous ce rapport. La presse n'a presque aucune influence en Hongrie ; quelle action le *Magyar Kurir* soumis à la censure aurait-il pu avoir sur le public ? Le serf qui cultive la terre n'est pas dénué de bon sens, mais son horizon intellectuel est extrêmement borné et il ne saurait en être autrement, l'instruction primaire étant alors tout ce qu'on peut imaginer de plus rudimentaire. Presque tout le commerce se faisait par le moyen d'intermédiaires, lesquels manquaient d'indépendance. Le niveau intellectuel des classes élevées était effectivement très bas comparé à celui des classes correspondantes des nations occidentales. On comptait tout au plus par centaines et non par milliers les personnes capables de formuler un jugement individuel, et bien

peu nombreux étaient ceux qui eussent osé l'énoncer en public.

Selon les données que j'ai recueillies, en 1813—14 le nombre des fonctionnaires et des personnes exerçant des professions libérales dans les pays de la couronne de Hongrie (y compris la Transylvanie) était de 19.000 en chiffres ronds, ce qui faisait le 0·18% de la population.(1)

Il ne s'était pas écoulé un siècle (1910) que le nombre des personnes ayant reçu une instruction au-dessus de la moyenne ou exerçant des professions libérales s'élevait à 686.641, formant le 3·3% de la population totale. Je ne m'appesantirai pas sur la situation actuelle. C'est à l'historien de mettre en relief dans tous ses rapports le progrès moral et matériel réalisé par la Hongrie depuis cent ans. Je me bornerai à constater que si la population s'est accrue de 105·7% entre 1814 et 1914, le nombre des personnes possédant une instruction supérieure a suivi une progression géométrique pendant ce siècle.

Le progrès est surtout sensible à partir de 1870. Depuis cette année jusqu'à 1906, l'État a dépensé 767,401.000 de couronnes pour l'instruction publique.

Il ne faut pas oublier non plus que, jusqu'à 1814, l'ancienne génération ne pouvait être pénétrée de l'esprit national, lequel était bien en germe, mais ne se manifesta publiquement que 11 ans plus tard, à l'aurore de notre vie constitutionnelle. On se bornait modestement, ci et là, à demander que les Conseils généraux des Comitats délibérassent en langue magyare. Le comte Majláth, président de cour royale, exigeait que ses subordonnés se vêtissent à la hongroise, et une baronne hongroise, née à Vienne, causa une surprise générale en faisant apprendre le magyar à ses enfants. Le théâtre végétait péniblement et les lettres magyares étaient encore dans l'enfance. Nos historiens les plus patriotes, Jean Christian Engel et Ignace Fessler, dont le premier ouvrage a paru il y a juste cent ans, écrivaient en allemand.

(1) Les données statistiques de cette époque étant très incomplètes, les chiffres cités ne peuvent être qu'approximatifs. Pour établir nos calculs, nous avons consulté les annuaires civils. Les ministres des cultes sont compris dans ce tableau. Selon les calculs du Bureau royal hongrois de la Statistique, la population hongroise en 1813 peut être évaluée à 10.400.000 âmes.

MAGYAR
TUDOMÁNYOS AKADÉMIA
KÖNYVTÁRA

Aujourd'hui il y a une science et une littérature magyares où l'on sent l'influence des idées dominantes du XIX^e^ et du XX^e^ siècle, mais adaptées à notre génie national. Tout cela est l'œuvre d'un seul siècle, un siècle qui a fondu en un corps de nation tous les membres divisés jusqu'alors de sentiment de la famille hongroise.

Dans la mesure où l'État hongrois moderne se consolidait, la fortune publique, le rendement des impôts et la puissance économique du pays s'accroissaient aussi. On est forcé d'admirer comment cette société arriérée, mais aux mœurs simples d'il y a un siècle, s'est organisée dans tous les domaines et quelle lutte formidable elle soutient pour son existence. Il est vrai que, comme ailleurs du reste, l'antagonisme entre les intérêts particuliers et l'intérêt public y est aussi plus violent que jadis. Mais le peuple s'enrichit et nous voyons aujourd'hui qu'il a de quoi venir en aide à l'État.

Je ne veux pas faire une description bourrée de données statistiques de notre situation économique dans le passé et dans le présent. Quelques chiffres suffiront à en donner une idée.

En 1814, la capitale commerciale de la Hongrie était le Budapest d'aujourd'hui ; Presbourg est resté jusqu'en 1848 le siège du Parlement. En 1814, Bude et Pest avaient une population totale de 70.219 habitants ; les revenus des deux villes étaient de 1,394.829 couronnes 34 fillérs, les dépenses de 1,313.136 cour. 4 f. soit 19 cour. 86 f. de revenu et 18 cour. 71 f. de dépense par tête. En 1913, la population était de 941.000 âmes, ce qui fait une augmentation de 1.240·10%. En 1913 le budget des revenus et des dépenses de la capitale s'équilibre par 85,222.241 cour., soit une augmentation de recettes de 6.009·9% (356·5% d'augmentation par tête) et une augmentation de dépenses de 6.389·9% (384·1% par tête). Telle est l'histoire de notre capitale depuis un siècle. Les 145 années de 1541 à 1686 avaient été une époque de stagnation, les monuments du moyen âge avaient disparu et la cité nouvelle avait été reconstruite sur les ruines d'une ville des Balkans danubiens. Et que de difficultés n'a-t-on pas eu à surmonter avant d'en faire une ville vraiment européenne en 1873 ! Mais la force d'attraction de l'élément magyar de la Grande-Plaine et des régions d'au delà du Danube a fait surgir une riche cité au milieu d'une charmante contrée. Budapest paye aujour-

d'hui à l'État près d'un cinquième (54,807.852 cour.) des impôts directs et le 18·72% (54,708.671 cour.) des impôts de consommation.

Voilà ce qu'ont fait d'une pauvre bourgade la force créatrice de la nation, une situation géographique avantageuse, les efforts combinés de la population, du gouvernement et de tous les facteurs de la vie publique. C'est une Renaissance telle qu'il ne s'en voit guère dans le cours de l'Histoire.

Ceci n'est point un tableau kaléidoscopique ad usum Delphini. Nous pouvons indiquer ici sans jalousie et sans intention blessante les données statistiques correspondantes relatives à la ville de Vienne, capitale de l'empire, sur laquelle nous prenions modèle dans le passé. En 1813, la population de Vienne était de 226.000 âmes, soit de 221·8% plus nombreuse que celle de Bude et Pest. En 1913, elle était de 2,132.523 âmes, accusant ainsi pendant ces cent années une augmentation de 843·5%, qui ne représente plus aujourd'hui qu'une augmentation de 126·6% supérieure à celle de Budapest, la population de cette dernière ayant augmenté dans une proportion de 396·6% plus élevée pendant un siècle.

En 1813, les revenus de Vienne s'élevaient à 7,292.849 cour., les dépenses à 5,076.023. En 1913, les chiffres correspondants étaient de 226,554.659 et de 225,623.011 cour. Pendant ces cent ans, les revenus ont augmenté de 3.006·5% et les dépenses de 4.344·8%. Il y a un siècle, le revenu était de 32 cour. 27 f. et la dépense de 22 cour. 47 f. par tête ; en 1913 ces chiffres sont de 106 cour. 24 f. et de 105 cour. 80 f. En 1813 les revenus de Vienne étaient de 422·8% plus élevés que ceux de Budapest et les dépenses de 286·5%, en 1913 les revenus sont de 165·8% plus élevés et les dépenses de 164·7%.

Ainsi dans la période de 1813 à 1915

| | | | |
|---|---|---|---|
| les revenus de Vienne | ont | augmenté | de 3.006·5% |
| les revenus de Budapest | » | » | de 6.009·9% |
| les dépenses de Vienne | » | » | de 4.344·8% |
| les dépenses de Budapest | » | » | de 6.389·9% |

Nous n'entreprendrons pas de mettre en lumière, au point de vue de l'économie politique, la haute importance de cette énorme augmentation : cela nous mènerait trop loin. L'économiste pourra motiver l'accroissement des dépenses de

Budapest par la nécessité de réparer le temps perdu et les fautes d'une administration dont la main n'a pas toujours été heureuse. Nous autres, historiens, nous nous bornerons à constater que Vienne était en 1813 la plus grande ville allemande, la résidence de l'empereur et, en 1814—1815, le centre du monde européen, où 100.000 étrangers s'étaient donné rendez-vous. C'était en outre le foyer d'une civilisation vieille de plusieurs siècles et une ville de haute banque. Or, si la bourgade d'un caractère provincial d'alors a pu devenir ce qu'elle est aujourd'hui, c'est qu'elle est la digne émule de la capitale autrichienne. Bien que Vienne ne fasse plus partie de l'empire allemand depuis un demi-siècle, elle est restée, à cause de sa population fortement mélangée, la grande métropole, la porte du monde danubien, et a continué à se développer normalement. La métropole du Danube moyen, Budapest, est la porte de la presqu'île balkanique et du Sud-Est. Si l'on n'élève point de barrières artificielles entre ces deux métropoles, elles n'auront qu'à se féliciter mutuellement de leur prospérité et en tireront l'une et l'autre profit. Pour compléter le parallèle, notons que si Budapest verse dans les caisses de l'État le cinquième du produit de l'impôt direct, Vienne en paye à l'Autriche les 32·9%. (1)

Si je me suis un peu étendu sur les données statistiques relatives à l'essor pris par notre capitale, c'est que Budapest est le cœur du pays, le centre de notre vie nationale.

Si Budapest n'était encore qu'un embryon de ville en 1813, la puissance financière du pays était aussi à l'état embryonnaire.

Lorsqu'en 1815 on fit le compte des énormes sacrifices faits par la monarchie pendant les guerres de 1792 à 1814, les chiffres obtenus donnèrent un tableau peu réjouissant de notre situation financière. De 1792 à 1815, les revenus de l'État avaient été de 2,261.525 millions de florins contre 2,133.116 millions de dépenses, donc une moyenne annuelle de 94,230.208 florins pour les revenus et de 88,879.833 florins pour les dépenses. Il avait péri, dans les guerres, environ 384.590 hommes. Le crédit de l'État était complètement ruiné, les citoyens ayant perdu toute

(1) Le produit des contributions directes est en Autriche de 408.075.327 cour., dont 134,411.597 cour. pour Vienne.

confiance. Il y avait en circulation pour 160 millions de papier-monnaie sans couverture. La banqueroute publique de 1811 paralysa pour longtemps l'essor économique de la monarchie. Lorsque le ministre Wallis trancha avec une naïve audace la difficulté et publia le 18 mars 1811 le décret impérial relatif à la répudiation de la dette publique, la secousse fut terrible. Le propriétaire qui avait vendu sa terre 100.000 fl. avant le décret n'en avait plus que 20.000 après la conversion, et encore la dépréciation subséquente du papier-monnaie réduisait-elle cette somme à 6.000 fl. en espèces. Il s'ensuivit un renchérissement inouï de toutes les denrées, de sorte qu'il ne fallait guère moins de 100 florins en papier-monnaie pour dîner à sa faim.

J'ai sous les yeux un tableau comparatif des prix en 1814 et aujourd'hui à Budapest. Il est impossible d'indiquer ici le prix de tous les articles de consommation. Il va sans dire que le prix de la viande a énormément haussé depuis cent ans, celui du bœuf et du veau de 200%, mais aussi quels progrès l'élévage du bétail n'a-t-il pas faits chez nous depuis lors et dans quelle mesure la demande n'a-t-elle pas augmenté ! Le vin a augmenté de 86%. Le prix du froment est aujourd'hui de 57% plus élevé, celui du seigle de 98%, celui de la farine seulement de 8%, (le quintal métrique qui valait alors 62 cour. 88 f. n'en coûte aujourd'hui que 67.85) ; en 1814 le beurre était de 220% et le bois de 28% plus cher. Cependant la hausse des prix pendant la période des vingt années de guerre n'était due que pour une très faible part à la spéculation et venait de ce que la situation économique empirait chaque année, et de là la hausse de 100 à 150% pour certains articles depuis 1792 ; tandis que de sages mesures administratives peuvent imposer des limites au renchérissement actuel. La ruine du crédit de l'État et le délabrement de nos finances firent sentir leurs effets désastreux pendant une période de plusieurs dizaines d'années.

De 713 millions la dette publique était descendue à 352 millions et demi de florins par suite de la réduction de l'intérêt. Il y avait cependant en 1818 tant de papier-monnaie sans couverture en circulation que le crédit de l'État était tombé à zéro. Néanmoins le pays s'est remis de cette crise, bien que les provinces héréditaires d'Autriche même fussent en général

| Budapest | Prix de 1814 | | | Réduction en mesures métriques (le florin d'argent à 60 kr. = 2 cour. 10 f.) | | | Prix comparés | | | | | | | | Pourcentage de la hausse moyenne | Observation |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | 1814 | | | 1915 | Prix aux halles | | | | | |
| | | | | | | | | | | | Prix min. | | Prix max. | | | |
| | En florins d'argent | | | Mesures métriques | C | f | | C | f | Mesures métr. | C | f | C | f | | |
| Froment | 1 boisseau de Hongrie (à 76 kgr.) | 7 | 30 | 80 l. | 15 | 75 | 100 kgr. | 25 | 90 | 100 kgr. | — | — | 40 | 55 | 57% | |
| Seigle | 1 boisseau de Hongrie (à 70 kgr.) | 4 | 30 | 80 l. | 9 | 45 | 100 » | 16 | 87 | 100 » | — | — | 33 | 50 | 98% | |
| Farine de froment | 1 quintal ancien | 14 | 58 | 50 kgr. | 31 | 44 | 100 » | 62 | 88 | 100 » | — | — | 67 | 85 | 8% | 78—88 f. le kgr. au détail |
| Veau (70 kgr.) | la pièce | 18 | — | la pièce | 37 | 80 | 1 » | — | 54 | 1 » | 1 | 56 | 1 | 64 | 200% | |
| Mouton | » » | 4 | — | » » | 8 | 40 | 1 » | — | — | 1 » | 1 | 44 | 1 | 60 | — | |
| Viande de bœuf | 1 livre de Hongrie | — | 9 | 50 décagr. | — | 32 | 1 » | — | 64 | 1 » | 1 | 32 | 2 | 40 | 200% | |
| Carpe | » » » » | — | 26 | 50 » | — | 90 | 1 » | 1 | 80 | 1 » | 1 | 65 | 2 | 10 | — | |
| Vin | 1 demi-pinte | — | 36 | 1·41 l. | 1 | 26 | 1 l. | — | 90 | 1 l. | — | 96 | 2 | — | 86% | |
| » | 1 muid de Hongr. | 15 | — | 58 l. | 32 | — | 100 l. | 55 | — | 100 l. | 50 | — | 60 | — | — | |
| Beurre | 1 demi-livre de Hongrie | 1 | 30 | 25 décagr. | 3 | 15 | 1 kgr. | 12 | 60 | 1 kgr. | 2 | 88 | 5 | — | 220% | |
| Bois | 1 toise | 24 | — | 3·41 m³ | 50 | 40 | 1 m³ | 14 | 78 | 1 m³ | 11 | — | 12 | — | 28% | |
| Tabac | 1 quintal ancien | 10 | — | 50 kgr. | 21 | — | 100 kgr. | 42 | — | 100 kgr. | 2 | 50 | 40 | — | — | |

moins avancées au point de vue du développement économique que les pays de l'Europe occidentale. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Nous ne pouvons que répéter ce que disait notre éminent économiste Vincent Weninger, premier rapporteur de la commission chargée en 1869 d'établir la quote-part de la Hongrie aux dépenses communes : « Il nous serait impossible de donner les chiffres relatifs à la gestion des finances de la monarchie absolue et centralisée en groupements correspondant à la situation politique et financière de notre époque. » (1)

En effet, les finances de la monarchie étaient sujettes avant 1817/8 à des fluctuations telles qu'il est impossible de prendre une année quelconque pour faire un tableau comparatif des prix. Prenons cependant l'année 1818 pour terme de comparaison des résultats purement mathématiques.

L'Autriche en 1818 :
Population : 13,380.640 âmes.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenus..... | 464,868.171 | cour. | 34 | cour. | 74 | f. | par tête |
| Dépenses ..... | 377.988.093 | » | 28 | » | 25 | » | » » |

L'Autriche en 1913 :
Population : 28,748.850 âmes (1912)

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenus..... | 3.142,491.539 | cour. | 109 | cour. | 31 | f. | par tête |
| Dépenses ..... | 3.142,181.142 | » | 109 | » | 29 | » | » » |

De 1818 à 1913 l'augmentation a été la suivante :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Revenus ..... | 575·9% | soit | 214·7% | par tête |
| Dépenses..... | 731·3% | » | 286·8% | » » |

Population 114·8%.

La Hongrie en 1818.
Population : 12,360.000 habitants.

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Revenus ..... | 32,252.955 | cour. | soit 2 | cour. | 61 | f. | par tête |
| Dépenses..... | 4,730.947 | » | » | | 38 | » | » » |

Quelque exacts que soient les calculs de Weninger, ces chiffres n'expriment que la part de la Hongrie aux dépenses

(1) *Statistique et économie politique*, par Ch. Keleti, tomes VI et VII. *Les finances de la monarchie austro-hongroise pendant la première moitié du XIXe siècle et la situation que la Hongrie y occupe*, par Vincent Weninger p. 1—74.

de l'empire à cette époque. En admettant cette somme de 32,252.955 cour. aux revenus pour 1818 et comparant avec les chiffres de 1913, on obtient les résultats suivants :

| | | |
|---|---|---|
| Revenus ..... | 2,072.809.031 cour. | pour une population de 21,886.000 hab. (réc. de 1912), |
| Dépenses ..... | 2,072.754.196 » | |

soit 94 cour. 71 f. de revenus et 94 cour. 70 f. de dépenses par tête. De 1818 à 1913 les revenus ont donc augmenté de 6.326·7 % et les dépenses de 43.712·7 %, La population s'étant accrue de 77·1 %, l'augmentation des revenus est de 3.528·7 % et celle des dépenses de 24.821·1 % par tête d'habitant.

En 1913, le coëfficient des revenus et des dépenses est de 51·6 % plus élevé pour l'Autriche que pour la Hongrie, mais depuis 1818 la population y a fortement augmenté ; à cette date elle ne dépassait que de 8·3 % celle de la Hongrie, en 1913 elle la dépasse de 31·3 %.

En 1818, la dette publique de la monarchie était de 1.100,000.000 de cour.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| En 1914, l'Autriche avait une dette de | | | | 12.000,000.000 cour. |
| la Hongrie (fin. 1912) | » | » | » | 5.520,569.582 » |
| | | | Total..... | 17.520,569.582 cour. |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| En 1818, la dette publique était pour l'Autriche et la Hongrie ensemble de ..... | 42 | cour. | 73 f. | par tête |
| En 1914, elle est pour l'Autriche de | 417 | » | 41 » | » » |
| et pour la Hongrie de ..... | 252 | » | 24 » | » » |

La population de la monarchie s'est accrue de 100 % en nombres ronds, la dette publique de 1.500 %. Cet énorme accroissement de la dette s'explique par l'histoire du pays pendant le cycle de cent années qui vient de s'écouler. Je ne veux pas entrer dans des détails d'histoire financière ni rechercher dans quelle mesure la Hongrie a bénéficié de l'ancienne dette autrichienne de 4 milliards reconnue par nous en 1867 et 1907, et sur quelles bases la quote-part de la Hongrie à cette dette a été fixée à 30 %. La statistique financière montre que cette augmentation de la dette a été employée à la défense

et au développement économique et culturel des deux États de la monarchie. Tandis qu'en 1813 le pays faisait banqueroute pour rétablir ses finances et devait avoir recours à l'étranger, aujourd'hui il a pu couvrir à lui seul un emprunt de guerre de trois milliards. Cette dette publique est de plus un placement productif et une base de développement économique. voies du cette condition seule que nous pouvions suivre les C'est à progrès européen dans tous les domaines.

Et la preuve que la monarchie était capable de soutenir la lutte, c'est l'essor économique ininterrompu de l'Autriche et celui de notre pays, lequel, à proprement parler, ne jouit d'une autonomie financière que depuis 1867. La fortune de la Hongrie s'est accrue de 371·54% entre 1870 et 1907.(1)

Et lors même que l'évaluation de la richesse des deux parties de la monarchie à 126 milliards 250 millions de cour. (Autriche 84 milliards 130 millions, Hongrie 41 milliards 520 millions.) (2) ne reposerait pas sur des données d'une exactitude, mathématique, il n'en est pas moins certain que la situation financière et économique du pays est bonne sous tous les rapports. Notre plus savant économiste (3) a démontré que la puissance financière de la monarchie suit une marche ascendante, bien que son bilan commercial soit fortement passif. Si ces deux pays ont pu élever à un tel point leur puissance financière malgré les guerres étrangères, les querelles intestines et les commotions de tout genre du siècle passé, ils soutiendront bien encore cette lutte pour l'existence.

## III.

Ces statistiques du siècle écoulé montrent l'heureux développement relatif et absolu des forces économiques du pays, mais on pourrait m'objecter que les chiffres ne sont point une preuve suffisante du réveil de l'esprit national. C'est à un historien qualifié de faire une lumière complète sur cette grande

(1) Joseph Szterényi, secrétaire d'État : *Le développement économique de la Hongrie pendant les quarante dernières années* (1910).

(2) Frédéric Fellner : *La fortune publique de l'Autriche et de la Hongrie* (1913).

(3) Alexandre Wekerle : *Du bilan commercial passif.* Vienne, 1913.

époque ; moi, je me borne à en donner un tableau fragmentaire.

Je vois notre illustre prince-palatin Joseph présentant, le 22 décembre, une députation des comitats hongrois au roi François Ier qui lui répond d'une voix fière : « Nous avons porté avec constance et sans perdre courage le poids de ces vingt années de guerre. Elles ont passé et la misère publique en même temps. La fidélité et la persévérance de mes sujets, la vaillance de mes armées victorieuses ont réalisé ce qui paraissait impossible. Nous avons donné un glorieux exemple à nos descendants qui béniront notre persévérance. » Nous gardons le souvenir des magnifiques fêtes dont Bude fut témoin lorsque François Ier, entouré des princes alliés y reçut, le 20 octobre, les députations de la noblesse hongroise. La capitale encore à l'état embryonnaire nageait dans la joie, mais un spectateur attentif pouvait observer chez le peuple hongrois sortant de sa longue léthargie un profond attachement à sa constitution d'une part et, d'autre part, le désir de conserver son individualité propre. Magyars et Croates vivaient alors en frères et la génération d'alors était profondément respectueuse du principe de l'intégrité de la sainte couronne. Mais je ne veux pas m'étendre sur les luttes d'autrefois. A côté de symptômes encourageants, il me faudrait faire ressortir l'état arriéré du pays, conséquence de notre attachement aux vieilles traditions ainsi que des tendances ultra-conservatrices du gouvernement d'alors qui voulait endormir le peuple et répugnait à toute innovation, de sorte que je ne saurais faire un tableau réjouissant de l'état intellectuel et moral de notre pays à cette époque. Des bourgeons se montraient bien çà et là, mais le printemps qui devait les faire éclore n'arriva que dix ans plus tard, en 1825.

Il me faudrait m'élever bien haut pour donner une juste idée de l'importance des deux grandes étapes de notre évolution historique depuis 1825, c'est-à-dire de 1848 et de 1867. Que de faits mémorables j'aurais à rappeler avant d'en arriver à ceux auxquels nous assistons aujourd'hui !

On dit d'un sage grec que le spectacle des misères humaines le faisait pleurer et qu'il plaignait les gens dont le visage exprimait la joie et la gaîté. Le contradicteur de Démocrite, lequel riait de tout, pouvait se permettre cela, mais l'historien

ne doit pas généraliser avant de connaître l'histoire d'une époque dans tous ses détails.

C'est pourquoi je ne saurais ni m'élever sur les ailes de l'enthousiasme, ni exposer à grands traits, en historien, les origines de notre lutte actuelle pour l'existence. Je ne voudrais d'ailleurs pas me lancer dans des raisonnements d'ordre historico-philosophique.

Je tiens qu'il faut observer en tout une juste mesure et que c'est folie de vouloir aller plus loin que le bon sens ne le permet.

C'est ce bon sens qui a donné à notre peuple la faculté de se ressaisir, de se recueillir au milieu des plus grands dangers, en plein orage de la passion. Nous devons y croire. Quelques critiques qu'on fasse des défauts de la génération actuelle, quelques inquiétudes que nous éprouvions pour l'avenir de la patrie, ne regrettons pas d'être nés maintenant. A toutes les époques de l'histoire de Hongrie, il s'est trouvé des hommes de sens soucieux de l'avenir du pays, et si le culte des héros qui nous enseigne que ce sont ces hommes providentiels qui tiennent toujours dans leurs mains les destinées de la nation a sa raison d'être, cela n'est vrai que dans une certaine mesure. Aucune nation malade ne saurait être sauvée par un homme providentiel. La génération présente se rit du péril à venir et n'en est blâmée par la postérité que lorsque les os de son dernier représentant seront tombés en poussière depuis longtemps. Voilà pourquoi il faut que l'ensemble de la nation contienne assez de semences saines pour assurer sa conservation. Et c'est notre cas. Au milieu de cette lutte terrible, nous avons le sentiment que la nation vaincra la mort, parce qu'elle veut vivre. Depuis que la nation a pris conscience d'elle-même, elle n'a jamais perdu courage, elle a confiance en ses forces et en un Dieu qui veille sur ses destinées. Le passé combat avec nous. Nous voyons scellé de notre sang le grand principe de la solidarité des peuples qui vivent depuis des siècles sur le sol de la mère-patrie. Nous voyons briller d'un vif éclat l'héroïsme de nos frères croates. Ainsi prend corps le grand principe de l'inséparabilité inscrit dans la Pragmatique sanction : nous combattons côte à côte avec les peuples de l'Autriche. La haine du nom allemand qui nous était restée de nos luttes avec l'Occident, n'est plus qu'un souvenir, de puissants liens d'amitié

unissent les races germaniques et touraniennes. Et malgré l'acharnement de la lutte, nous ne montrons point de haine pour nos ennemis. Ce peuple affable, sensé, résolu, capable de s'accommoder à toutes les situations, s'est trempé, est devenu tenace et persévérant.

Voilà pourquoi je suis fermement persuadé qu'une telle nation ne saurait périr. Quoiqu'il arrive, tous les djinns des Balkans dussent-ils se jeter sur notre pays, quelques épreuves, quelques désastres mêmes qu'il subisse dans cette guerre des peuples, notre nation vivra.

Elle l'a bien mérité.

LOUIS DE THALLÓCZY.

# NOUS, LES BARBARES

La phraséologie ententiste, riche en contre-vérités, contient, entre autres, cette affirmation que la Quadruplice lutte pour la civilisation contre la barbarie. Pourquoi ? Tout d'abord parce que l'Entente est une alliance qui s'est adjugé elle-même un caractère de sainteté et d'infaillibilité et, par-dessus le marché, celui de protectrice de la civilisation. C'est naturel. L'orgueil britannique et l'amour-propre français — soutenus par le respect traditionnel de la liberté qui caractérise l'empire du tsar, (car la Russie, entendez-vous bien, la Russie lutte aussi contre la barbarie allemande) — se devaient à eux-mêmes de se constituer en défenseurs attitrés des droits sacrés de l'humanité. Français, Anglais, Russes, Belges, Japonais, Sénégalais, Serbes, Monténégrins (j'en passe encore, hélas !) combattent donc, dans la guerre actuelle, la barbarie germanique, autrichienne, hongroise.

Or, parmi les mensonges plus ou moins éhontés qu'a lancés la presse ententiste, il en y a peu qui soient plus ridicules. Car, voyons, que nous dit la réalité ? Dès l'ouverture des hostilités jusqu'aujourd'hui, les quadruplicistes se sont rendus coupables des actes de barbarie les plus variés ; nous, les soi-disant « Huns », au contraire, nous leur avons opposé l'attitude d'un peuple vraiment civilisé. Commençons par les atrocités commises à l'égard de nos nationaux dans les pays ennemis. Leur presse elle-même n'a pas osé démentir les procédés indignes dont ont été victines ces malheureux qui se trouvaient par hasard en terre ententiste, lorsque la guerre a éclaté. En France, en Angleterre et dernièrement en Italie, on s'est livré à de véritables pogroms contre les Hongrois, les Autrichiens et les Allemands; à l'heure qu'il est, les ressortissants de la Duplice

sont encore internés dans les pays belligérants. Quelle est, par contre, la situation des sujets ennemis chez nous? Ils y vivent en toute liberté, comme si l'état de guerre n'était même pas déclaré. En se promenant dans les rues de Budapest, on entend souvent des gens parler français, anglais, voire même italien, sans que personne y trouve rien à redire. Des étrangers qui occupent chez nous certains emplois, vaquent librement à leurs affaires. Pareille chose serait-elle imaginable en pays ententiste? Loin de blâmer nos autorités, nous trouvons que leur manière d'agir est tout à fait conforme à un État aux mœurs civilisées; nous n'y trouvons même pas de quoi nous vanter; si nous en parlons, c'est uniquement pour démontrer qu'il faut avoir ce qu'on est convenu d'appeler du toupet pour nous qualifier de barbares.

Nous avons eu l'occasion de causer avec des personnes qui, aux premiers temps de la guerre, sont revenues de la Belgique, de la France et de l'Italie ; elles ont été unanimes à se plaindre de vexations plus ou moins graves. Même les Tchèques qui passent pour avoir des sympathies pour les ententistes, ont été traités d'une façon indigne. Un littérateur tchèque, Karl Horky qui vivait à Paris, racontait naguère ses tribulations. Il fut d'abord interné, puis embarqué à Marseille à destination de Barcelone. « La haine, dit-il, témoignée à ce moment-là en France aux Allemands et aux Austro-Hongrois pourrait difficilement se décrire. Les assertions ultérieures suivant lesquelles les Français se seraient comportés correctement et qu'il n'y aurait eu ni manifestations hostiles, ni persécutions, font tout simplement outrage à la vérité. Les étrangers ont été en réalité insultés sans mesure et maltraités dans de nombreux cas. On ne faisait pas de distinction entre eux. Dans leur fureur xénophobe, les masses injuriaient et même frappaient à tort et à travers — nous avons eu, nous les Tchèques, notre part de gros mots et de horions —. Si les choses avaient été poussées au pis, je doute fort que nos anciens plumitifs francophiles de Prague eussent pu nous tirer de la détresse par des télégrammes envoyés à leurs anciens amis de Paris. »

Il en a été de même en Italie. Les adeptes de « l'égoïsme sacré » ont maltraité les étrangers qui rentraient dans leur pays ; chez nous et en Allemagne, aucun d'eux n'a été molesté ; il est vrai qu'aucun de nos journaux n'a excité contre eux l'opi-

nion, comme l'a fait de son côté depuis longtemps la presse italienne contre les « tedeschi ». Nous ne pouvons que confirmer en toute impartialité le fait constaté par la *Neue Züricher Zeitung*, c'est-à-dire que « *l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie sont les seuls États belligérants dans lesquels une populace en fureur n'ait pas attenté contre la propriété et la vie de ressortissants des pays ennemis* ». Voilà pourquoi l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie sont considérées comme barbares et voilà pourquoi leur anéantissement serait le triomphe de la civilisation.

Comparez, en général, le ton de la presse quadrupliciste à celui de la nôtre, et cela pendant toute la durée de la guerre. C'est la fureur la plus haineuse qui éclate presque toujours dans les articles des publicistes de l'Entente, tandis que les journaux de la Duplice gardent une attitude correcte, lorsqu'ils parlent de l'ennemi. A Paris, on ne connaît que des « boches », les Allemands décriés barbares rendent presque toujours justice aux vertus guerrières des Français. L'Allemagne et ses alliées se battent sur plusieurs fronts avec une vaillance qui devrait exciter l'admiration universelle, et leurs ennemis ne cessent de les accabler des injures les plus inqualifiables. Mon Dieu ! si eux, les civilisés avaient à combattre des ennemis numériquement si supérieurs, quels hymnes chanteraient-ils pour célébrer la gloire de leurs peuples !

La présente guerre a été très instructive. Elle nous a révélé que la soit-disant civilisation des ententistes n'est qu'un vernis de surface qui ne résiste pas à l'épreuve des heures difficiles. Nous, les barbares, nous sommes incapables de haïr nos ennemis (conscients de notre droit et de notre force, nous ne sentons pas le besoin de recourir à des moyens que nous jugeons indignes pour arriver à la victoire); chez eux, tout respire la haine et le mépris non seulement de l'ennemi, mais aussi des neutres qui professent une opinion un peu différente de la leur. Et cette intolérance maladive caractérise tous leurs écrits et tous leurs actes ! Le pape déclare-t-il que la destruction du *Lusitania* et le blocus projeté par les alliés sont des choses également épouvantables, les civilisés se mettent aussitôt en colère et osent accuser le saint père de prendre parti pour la «barbarie allemande ». Cependant rien n'est plus contraire à la civilisation que cette into-

lérance qui ne voit et ne veut rien voir au-delà de l'horizon borné de ses idées fixes.

Un député français, M. Jules Delafosse a écrit ces jours-ci dans l'*Écho de Paris* un article où il fait la proposition de ne plus tolérer qu'il y ait des neutres ; à son avis, les neutres devraient faire cause commune avec l'Entente, puisque celle-ci lutte pour la civilisation. Un point et c'est tout. Les ententistes luttent pour la civilisation. En vertu de quel droit s'attribuent-ils toutes les qualités qui paraissent leur convenir ? Un collaborateur de la *Revue de Hongrie* a mis en évidence que nos ennemis sont plus ou moins frappés de mégalomanie (1) ; mais il est impossible de ne pas voir, dans l'assertion que nous venons de citer, une intolérance grossière qui choque visiblement les idées que nous avons sur la civilisation. Se moquer de la *Kultur*, en flétrissant tous les esprits remarquables que l'Allemagne a produits, n'est pas un indice de supériorité ; bafouer tout chez l'ennemi, est plutôt faire preuve d'une iniquité et d'une fatuité qui ne sont aucunement le propre des nations considérées « européennes ».

Leur cause est sainte, proclament les quadruplicistes. Mais pourquoi celle de la Hongrie, de l'Autriche, de l'Allemagne, de la Turquie serait-elle moins sainte ? Ces nations ne luttent-elles pas pour leur existence aussi bien que leurs adversaires ? Tandis que, dans la presse ententiste, on ne cesse de discuter les idées d'anéantissement des États ennemis, chez nous personne ne conçoit des projets féroces en vue d'un écrasement indispensable de l'ennemi. Nous savons très bien que les phrases mensongères sur la lutte pour le droit, la liberté et la civilisation reposent avant tout sur la prétendue « violation » de la neutralité belge par l'Allemagne. Or, pour avoir une idée de ce qu'aurait pu être la « neutralité belge », vous n'avez qu'à envisager la ligne de conduite observée par la plus grande partie des Américains. Et notez bien que la « neutralité américaine », telle qu'elle est, ne leur suffit pas encore. Le passage suivant que nous empruntons à un journal ententiste est très édifiant à ce point de vue là : « Les États-Unis d'Amérique travaillent, en ce moment, pour les Alliés.

(1) Voir *Psychopathie ententiste*, dans le numéro du 15 juin de notre périodique.

Ils leur fournissent canons, fusils, mitrailleuses, chevaux, munitions de tout genre, chaussures, vêtements et tout le reste. Ils concourent avec les Alliés à la préparation matérielle de la guerre et de la victoire. Ils le font, parce qu'ils sentent que c'est un devoir devant leur conscience et devant Dieu,(1) — puisque cette grande démocratie de cent millions d'âmes est très religieuse, très chrétienne. En travaillant ainsi pour la victoire des Alliés, l'Amérique croit remplir tout son devoir. Eh bien ! elle se trompe de bonne foi. Elle fait beaucoup, mais elle pourrait faire davantage.

Les États-Unis devraient déclarer la guerre à l'Allemagne. Ils devraient entraîner avec eux, dans cette déclaration de guerre, la plupart des Républiques sud-américaines, sinon toutes. Ils n'auraient qu'à le vouloir et toutes les nations du Nouveau Monde s'associeraient, dans cette œuvre, à la grande République du Nord, à cette République qui, dans cinquante ans au plus tard, sera à la tête de la race blanche de tous les continents. »

Eh bien ! quand on est déjà parvenu à déclancher une conflagration terrible, on devrait se contenter de remporter « la victoire » à l'aide de forces plusieurs fois supérieures aux nôtres ; chercher à impliquer dans la mêlée sanglante d'autres peuples encore : c'est plutôt faire preuve d'un manque de justice incompatible avec les principes de la « civilisation » qu'on ne cesse d'invoquer dans le camp de la Quadruplice. Quiconque n'est pas aveugle ou ne veut pas l'être, est forcément obligé de reconnaître que nous nous comportons à tous les égards d'une façon plus conforme à la civilisation que ceux qui ont le front de nous reprocher notre barbarie.

(1) Est-ce que Dieu serait ententiste lui aussi ?

R.

# PENSÉES DE NAPOLÉON Ier SUR LA POLITIQUE

J'aime le pouvoir, moi ; mais c'est en artiste que je l'aime. Je l'aime comme un musicien aime son violon. Je l'aime pour en tirer des sons, des accords, de l'harmonie.

Qu'est-ce que la popularité ? La débonnaireté ? Qui fut plus populaire, plus débonnaire que le malheureux Louis XVI ? Pourtant quelle a été sa destinée ? Il a péri.

C'est qu'il faut servir dignement le peuple et ne pas s'occuper de lui plaire. La belle manière de le gagner, c'est de lui faire du bien. Rien n'est plus dangereux que de le flatter. S'il n'a pas ensuite tout ce qu'il veut, il s'irrite et pense qu'on lui a manqué de parole ; et si alors on lui résiste, il hait d'autant plus qu'il se dit trompé. Le premier devoir du prince, sans doute, est de faire ce que veut le peuple ; mais ce que veut le peuple n'est presque jamais ce qu'il dit ; sa volonté, ses besoins doivent se trouver moins dans sa bouche que dans le cœur du prince. *(Mémorial.)*

*

Le cœur d'un homme d'État doit être dans sa tête.

*

Le prince doit tout soupçonner. En politique, l'absurdité n'est pas un obstacle.

*

Quand on veut se mêler de gouverner, il faut savoir payer de sa personne ; au besoin, savoir se laisser assassiner.

*

Tous les grands événements ne tiennent qu'à un cheveu. L'homme habile profite de tout, ne néglige rien de ce qui peut lui donner une chance de plus. L'homme moins habile, quelquefois, en en méprisant une seule, fait tout manquer.

*

La Révolution doit apprendre à ne rien prévoir.

*

Nos rêves de république ont été des illusions de jeunesse.

*

On ne fait pas des républiques avec de vieilles monarchies.

*

Dans les révolutions, il n'y a que deux sortes de gens: ceux qui les font et ceux qui en profitent.

*

Une révolution est une opinion qui trouve des baïonnettes.

*

On peut risquer un coup d'État pour saisir le pouvoir: jamais pour le raffermir; on frappe alors sur le souverain.

*

On ne conduit un peuple qu'en lui montrant un avenir: un chef est un marchand d'espérance.

*

Les grands pouvoirs meurent d'indigestion.

*

Il y a plus de chance pour rencontrer un bon souverain par l'hérédité que par l'adoption.

*

En dépit de toutes leurs horreurs, les révolutions n'en sont pas moins les vraies causes de la régénération des mœurs publiques.

*

L'anarchie ramène toujours au pouvoir absolu.

*

Jamais les assemblées n'ont réuni prudence et énergie, sagesse et vigueur.

*

Le métier de roi n'est plus, en ce siècle, un jeu d'enfant. Il faut que les mœurs des rois changent avec les mœurs des peuples; pour avoir le droit de se servir des peuples, il faut commencer par les bien servir.

*

Ce n'est point à un incident à gouverner la politique, mais à la politique à gouverner les incidents.

*

Tout homme qui possède trente millions et qui n'y tient pas est dangereux pour un gouvernement.

*

Les journaux devraient être réduits aux *Petites Affiches*.

*

Le canon a tué la féodalité; l'encre tuera la société moderne.

*

Dans l'état actuel des choses, avant dix ans, toute l'Europe peut être cosaque ou toute en république. (*Mémorial*, 18 avril 1816.)

*

La propriété, les lois civiles, l'amour du pays, la religion, sont les liens de toute espèce de gouvernement.

*

La démocratie peut être furieuse, mais elle a des entrailles; on l'émeut. Pour l'aristocratie, elle demeure toujours froide et ne pardonne jamais.

*

Le mot de vertu politique est un non-sens.

*

En fait de système, il faut toujours se réserver le droit de rire le lendemain de ses idées de la veille.

*

La diplomatie est la police en grand costume.

*

Les traités s'exécutent tant que les intérêts vont de concert.

*

En prenant pour prétexte le prétendu principe de l'utilité générale, on peut aller où l'on veut.

*

Il ne faut pas que le chef de l'État soit chef de parti.

*

De peuple à prince la meilleure chaîne est le bonheur.

# LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

Fidèles à notre programme de rendre un compte impartial des articles parus dans la presse étrangère, nous nous empressons de publier le jugement d'un Anglais sur les origines de la guerre, qui diffère essentiellement de celui que portent généralement les publicistes de la Quadruplice. Il nous est agréable de constater que, dans le camp ennemi, on commence à rendre hommage à la vérité historique. Il s'agit d'une lettre ouverte qu'un célèbre savant anglais, Frederick C. Conybeare, professeur à l'université d'Oxford, a écrite le 5 mars dernier à un ami d'Amérique. Une revue américaine, *The Vital Issue* vient de publier cette lettre que nous reproduisons ici de la *Correspondance Européenne,* dirigée par notre collaborateur, M. Fr. Du Bois.

« Dans les mois d'août et de septembre de l'année dernière, j'étais tellement assuré que tout le droit était de notre côté et tout le tort du côté allemand que c'est à peine si je me souciai de lire les documents diplomatiques publiés dans les livres de couleur anglais, allemand, français et russe. Au commencement d'octobre, mon attention fut pour la première fois attirée sur la correspondance de l'empereur d'Allemagne avec le tsar et dès ce moment-là, j'acquis la conviction qu'entre le 28 et le 31 juillet, l'empereur Guillaume avait déployé sérieusement et loyalement ses efforts en vue de maintenir la paix. Ensuite, j'eus entre les mains le livre de Price : *Histoire diplomatique de la guerre,* dans lequel se trouvent consignés tous les documents diplomatiques en question. Je ne tardai pas à comprendre que l'Autriche-Hongrie avait été véritablement provoquée et profondément humiliée par la Serbie.

L'archiduc assassiné était un homme très raisonnable qui s'était proposé comme but politique de réconcilier les petites nationalités slaves de la monarchie austro-hongroise. Sa mort fut, à mon avis, un immense malheur.

Sir Edward Grey avait derrière notre dos livré à toute fin et sans condition à la France notre flotte, notre seule arme vraiment forte. Je crois qu'Asquith et quelques autres membres du cabinet le savaient. La grande masse du peuple anglais avait une idée vague de la Triple-Entente, mais personne parmi nous ne soupçonnait le moins du monde que la diplomatie de Grey nous avait lié les mains et que nous, Anglais, nous étions, par suite de ses arrangements secrets, enchaînés tout comme les Français aux roues du char russe. Malgré la parenté de la Russie et de la Serbie sur le terrain de la langue et de la religion, je ne crois pas que la première portait beaucoup d'intérêt à la seconde. Celle-ci n'avait pour la Russie que la valeur d'une arme propre à servir au démembrement de l'Autriche-Hongrie. La Bulgarie est, nationalement parlant, plus proche parente de l'empire des tsars et pourtant, ce dernier la sacrifia cyniquement après la guerre turque, parce qu'elle était sortie de cette guerre plus forte qu'il n'était agréable à Pétersbourg et en outre, parce qu'elle n'était pas en état comme la Serbie de frapper un grand coup contre l'Autriche-Hongrie. Le 24 juillet, au début de la crise, Sazonoff et Cambon eurent hâte d'arracher à Grey, en vue de la guerre imminente, la promesse de la solidarité de l'Angleterre avec la France et la Russie. Si Grey avait suivi les conseils de notre ambassadeur à Pétersbourg, Buchanan, il n'aurait pas donné dans le piège. Buchanan venait de déclarer à Sazonoff que les intérêts anglais en Serbie étaient nuls et qu'une guerre éclatant à propos de ce pays ne trouverait jamais l'approbation de l'opinion publique en Angleterre. Au lieu d'entrer dans les mêmes vues, Grey accueillit favorablement les propositions de Sazonoff. Ne pouvait-il pas voir que ce dernier, aussitôt qu'il serait assuré de notre appui financier et naval, irait de l'avant à toute vapeur et mettrait tout en œuvre pour pousser l'empereur d'Allemagne à une déclaration de guerre?

L'entretien du comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, avec Sazonoff dans la nuit du 29 au 30 juillet atteste avec quel zèle l'Allemagne travaillait à ce

moment-là au maintien de la paix. Mais plus l'Allemagne faisait de concessions et plus Sazonoff devenait exigeant et haussait le ton. Le seul but de l'Allemagne était d'éviter une guerre dans laquelle l'Angleterre serait presque inévitablement entraînée et l'Allemagne acquiesça par conséquent aux conditions de Sazonoff et insista à Vienne pour que l'Autriche-Hongrie les acceptât de son côté.

Après l'entretien du prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, avec Grey, le cabinet anglais attendait de ce dernier qu'il fît savoir si l'Allemagne se montrait en quelque sorte accommodante. Le cabinet anglais était absolument d'avis qu'il fallait faire des concessions réciproques et tout ce qu'il souhaitait, c'était un compromis propre à empêcher un conflit avec l'empire allemand. Grey savait donc que, s'il faisait rapport au cabinet sur les ouvertures du prince Lichnowsky, le cabinet n'hésiterait pas à les accueillir favorablement. Mais comment aurait-il pu du même coup faire face à ses engagements secrets vis-à-vis de la France et de la Russie ? Pour se tirer de cette impasse, il recourut à l'expédient du silence. Le 1er août, il ne souffla mot à aucun de ses collègues de ce que lui avait dit l'ambassadeur d'Allemagne. Lorsque le 2 août, le cabinet se réunit, puis le 3 août la Chambre des communes, il n'en parla pas davantage. Par son escamotage, Grey nous a jetés, je dirai même, nous a poussés perfidement dans la guerre. Le moment viendra, vous pouvez m'en croire, où il expiera cet acte des plus répréhensibles.

Ce fut seulement après plus de trois semaines que l'on commença à apprendre quelque chose de l'entretien Grey-Lichnowsky *(Livre blanc anglais nº 123.)*. Keir Hardie porta la question à la tribune de la Chambre des communes le 27 août. Il demanda à Grey si les ouvertures de l'ambassadeur d'Allemagne avaient été communiquées au cabinet et pourquoi elles n'avaient pas servi de base à un échange de vues pacifique avec l'Allemagne. Grey s'excusa en disant qu'il n'avait parlé à personne de ces ouvertures, le prince Lichnowsky les ayant faites sans l'autorisation de son gouvernement. Or, la preuve que Grey savait que ces ouvertures étaient officielles et, comme telles, engageaient le gouvernement allemand, c'est qu'il télégraphia à Goeschen, ambassadeur d'Angleterre à Berlin, pour empêcher que, de ce côté, le jeu

du Foreign Office ne fût contrecarré. Toutes ses réponses aux questions de Keir Hardie sont des modèles de mensonges bien qualifiés. La chambre qui s'était laissée aveugler par les artifices de son éloquence, lui marqua naturellement son approbation. Bientôt pourtant elle lui infligera le sort qu'il mérite. Le peuple anglais doit demander que Grey qui avait toujours la paix sur les lèvres et la guerre dans le cœur, s'en aille. Pas plus à lui qu'à son complice Sazonoff, nous ne pouvons confier la mission de conclure la paix pour l'Angleterre.»

DIPLOMATE.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 juillet 1915.

Pour caractériser notre situation militaire qui n'a jamais été aussi favorable qu'aujourd'hui, à l'anniversaire prochain du commencement des hostilités, nous n'avons même pas besoin de reproduire les bulletins des états-majors austro-hongrois, allemand et turc; il suffit tout simplement de lire les articles français, anglais et russes où abondent encore les sophismes les plus variés et les plus amusants, mais où il est impossible de ne pas découvrir les signes manifestes d'un certain ébranlement de la foi dans «la victoire définitive».

Les lecteurs de la *Revue de Hongrie* se rappelleront peut-être les quelques citations que nous avons empruntées au *Matin,* à propos de l'«avalanche russe qui emportera tout». On y a chanté sur tous les tons l'effet foudroyant de la poussée irrésistible des armées russes vers le cœur de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie . . . Eh bien! savez-vous ce que dit aujourd'hui le *Matin?* Il parle de «la belle résistance des Russes»; il est ravi de constater que l'armée du tsar «résiste» bel et bien à l'avalanche austro-hongroise-allemande! *Quae mutatio rerum!*

Le changement survenu dans le ton des autres organes de l'Entente n'est pas moins éloquent. On n'y parle plus de l'écrasement de l'Allemagne, du démembrement de notre monarchie, bien que la phrase obligatoire sur la «victoire définitive» y soit, timidement, il est vrai, prononcée encore, car l'optimisme engendré par la confiance illimitée en soi est profondément ancré dans la mentalité des alliés. Mais obli-

gés qu'ils sont de reconnaître les succès éclatants des armées austro-hongroises-allemandes en Russie, l'état stationnaire de leurs opérations en France, le fiasco dans les Dardanelles, auquel s'ajoute récemment l'échec sanglant de l'offensive italienne: les pauvres ententistes remplissent maintenant le monde de leurs clameurs sur le manque de munitions et affirment hautement que tout changera, pourvu que «le travail des arsenaux soit mieux organisé!»

Toute leur presse — oh! celle-ci est bien organisée! — retentit du même son de cloche. Les alliés vont maintenant transformer leurs pays en des immenses manufactures de guerre et après — après ils vaincront! Pauvres illuminés qui se trompent et, ce qui pis est, trompent leurs peuples en supprimant les voix plaintives qui se font entendre, en France, en Russie et même en Angleterre, en faveur de la paix! Il est vrai que, conformément au changement de ton que nous signalions plus haut, ils se bornent maintenant à déclarer qu'il faut poursuivre la guerre tant que la «patrie se trouve envahie de soldats étrangers!» Comme vous voyez, on ne divague plus en clamant la défaite complète des puissances centrales et de l'empire ottoman! La catastrophe inévitable qui approche à pas de géants, finira par les rendre plus modestes encore.

A l'heure qu'il est, un calme relatif règne sur les champs de bataille. Après avoir atteint les points stratégiques qu'elle s'est proposé d'atteindre en Galicie et en Russie, notre offensive est entrée dans une phase nouvelle. Les événements qui vont se dérouler, décideront probablement du sort de Varsovie que les Russes ont déjà évacuée.

Nous venons de constater que le ton altier des organes ententistes a considérablement baissé. Les projets grandioses des «alliés victorieux» ne sont plus discutés avec un sérieux qui nous a toujours paru si comique, mais en même temps nous devons signaler un phénomène curieux sous ce rapport-là. C'est que maintenant les Italiens conçoivent des plans fantaisistes en vue de partager la peau de l'ours qui se porte on ne peut mieux. Les Italiens! Nous avons peut-être tort de dire que, dans la monarchie austro-hongroise, il

n'y a eu personne qui ait été le moins du monde intimidé par l'entrée en lice de ces lâches qu'on méprise chez nous à l'égal de brigands. Les Italiens qui s'imaginent pouvoir être victorieux: c'est vraiment trop fort pour nous, qui avons l'honneur douteux de bien connaître nos ex-alliés! Mais ne nous laissons pas entraîner à parler d'eux sur le ton qui convient; constatons simplement que les infâmes du «saint égoïsme» osent, eux aussi, s'adonner à la manie de refaire la carte de l'Europe! Avant peu encore, les journaux ententistes décrivaient souvent en un style poétique l'entrée triomphale des alliés dans Constantinople; sous le coup des revers subis à Gallipoli, ils s'en sont désaccoutumés un peu, et voilà maintenant que le *Secolo* de Milan, ce paillasse hurlant de la presse italienne, s'enhardit à lancer dans le monde la nouvelle mort-née d'une entreprise russe en vue de l'occupation de la capitale turque! Ne doit-on pas rire d'une pareille insolence? Lisez plutôt, *in extenso*, cette arlequinade:

«Le correspondant pétrogradais du *Secolo* de Milan annonce qu'une amée russe de 200.000 hommes, sous la protection d'un nouveau dreadnought, débarquera prochainement sur les rives du Bosphore. Conformément à l'arrangement intervenu, les Russes occuperont Péra; Galata et Stamboul seront occupés par les Français; la rive européenne des détroits sera occupée par les Anglais et la rive asiatique par les Français. Le condominium durera jnsqu'à la fin de la guerre, lorsque la question turque sera tranchée. Jusque-là le gouvernement sera exercé par trois amiraux, trois généraux et trois commissaires civils de l'Entente. Le correspondant du *Secolo* ajoute que la Russie inaugurera à Constantinople une ère grandiose de civilisation et de progrès.»

Est-ce assez dire? N'est-ce pas donner raison une fois de plus à notre collaborateur qui, dévoilant la mégalomanie ententiste, constata que l'éternelle illusion d'une victoire *future* était l'indice la plus distinctive de cet état d'esprit maladif? De notre part, nous tenons seulement à faire remarquer que l'armée russe en question a eu le mauvais sort d'être dirigée sur les champs de bataille de Galicie où elle fut battue comme les autres armées du tsar; elle pourra donc difficilement «inaugurer à Constantinople une ère grandiose de civilisation et de progrès».

Nous ne devons pas, du reste, être surpris que les Italiens parlent plutôt de la marche russe sur Constantinople que de celle des troupes italiennes sur Vienne (parce qu'il y a eu des journaux italiens qui publiaient des articles avec ce titre-là!). Depuis plus de six semaines que dure la campagne austro-hongroise-italienne, les «soldats victorieux de Victor-Emmanuel» (1) *n'ont pas avancé d'un seul pouce;* notre front est resté aussi inébranlable qu'il l'était le premier jour de leur offensive. Par contre, nous avons infligé, dans les combats qui se sont déroulés (du 23 juin au 7 juillet) entre Gorice et la mer, une défaite extrêmement sanglante à toute une armée italienne composée de quatre corps. Et notez bien que les glorieux soldats de M. Pichon ont une supériorité numérique écrasante sur les nôtres; que va-t-il arriver si nous prenons une fois l'offensive avec des forces à peu près égales à celles de nos adversaires?

Le fiasco militaire de l'Italie est donc complet. Elle vient aussi de subir un échec sur le terrain financier. A en croire les journaux de M. d'Annunzio, les patriotes italiens ne semblent guère disposés à délier les cordons de leurs bourses; à peine si l'emprunt de guerre italien a atteint le modeste chiffre de 300 millions. Par contre, notre deuxième emprunt a donné 1120 millions en Hongrie et 2635 en Autriche (le premier emprunt de guerre a donné chez nous 1170 millions et 2240 dans les pays cisleithans). Notre victoire financière se range dignement à côté de celle que nous avons remportée sur la Russie.

(1) Cette expression tout à fait inédite appartient à M. Pichon, ex-ministre des Affaires étrangères de France. (Voir son article: *Le devoir présent.*)

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.




Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

# LOUIS FRANÇOIS ET Cº.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

# TRANSYLVANIA SEC.

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

## BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du benéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich—Paris

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | d. | **Budapest** Ouest..... | a. | 200 | — |
| 620 | — | a. | Vienne (Marchegg) | d. | 925 | — |
| 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 830 | — |
| 205 | 700 | d. | **Budapest** Est. ..... | a. | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | 910 | 720 |
| 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | d. | **Vienne** Westb. ..... | a. | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | a. | Innsbruck ..... | d. | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | a. | **Buchs** ..... | d. | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | d. | **Buchs** ..... | a. | 203 | 142 |
| 209 | 656 | a. | **Zurich** ..... | d. | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | d. | **Zurich** ..... | a | 1033 | 1125 |
| ↓ | ↓ | d. | Bâle ..... | a. | 607 | — |
| | | a. | **Delle** ..... | d. | 415 | — |
| | | d. | **Delle** ..... | a. | 308 | — |
| 1148 | 545 | a. | **Paris** Est..... | d | 900 | 100 |

## Budapest—Vienne—Munich—Paris

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 205 | 700 | d. | **Budapest** Est. ..... | d. | ↑ | 140 | 1145 |
| * | 640 | 1140 | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | * | 850 | 720 |
| ↓ | 725 | 1235 | a. | Vienne Westb. ..... | d. | ↑ | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | d. | **Budapest** Ouest. ... | a. | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | a. | Vienne (Marchegg) | d. | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | d. | **Vienne** Westb. ..... | a. | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | a. | **Salzbourg** ..... | d. | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | d. | **Salzbourg** ..... | a. | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | a. | **Munich** ..... | d. | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | d. | **Munich** ..... | a. | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | a. | **Strasbourg** ..... | d. | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | d. | **Strasbourg** ..... | a. | 336 | 824 | 139 |
| 340 | 340 | 659 | a. | **I. Avricourt** ..... | d. | 115 | 525 | 1056 |
| 245 | 244 | 604 | d. | **I. Avricourt** ..... | a. | 112 | 522 | 1051 |
| 856 | 920 | 1210 | a. | **Paris Est.** ..... | d | 714 | 1015 | 515 |

## Budapest—Fiume—Ancone—Naples.

Départs de Fiume lundi, vendr. 815, mercr. 745

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | d. | **Budapest**..... | a. | 700 | 905 |
| 150 | 228 | d. | Zágráb ..... | d. | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | a. | **Fiume** ..... | d. | 615 | 810 |
| 728 | 750 | a. | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | d. | **Fiume** ..... | a. | 500 | 615 |
| 430 | 530 | a. | **Ancône**..... | d. | 815 | 900 |
| 1129 | 803 | d. | **Ancône**..... | a. | 505 | 820 |
| 600 | 400 | a. | **Foggia** ..... | d. | 1040 | 1205 |
| 616 | 500 | d. | **Foggia** ..... | a. | 955 | 1150 |
| 1110 | 1100 | a. | **Naples** ..... | d. | 455 | 735 |

Départs d'Ancône mardi samedi 900, jeudi 815

## Budapest—Fiume—Ancone—Rome

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 645 | 710 | d. | **Budapest** Est..... | a. | 700 | 905 | ↑ |
| | 150 | 228 | d. | Zágráb ..... | d. | 1212 | 209 | |
| | 708 | 730 | a. | **Fiume** ..... | d. | 615 | 810 | |
| | 745 | 815 | d. | **Fiume** ..... | a. | 500 | 615 | |
| | 430 | 530 | a. | **Ancône**..... | d. | 815 | 900 | |
| | 527 | 720 | d. | **Ancône**..... | a. | 524 | 640 | |
| | 857 | 1046 | d. | Foligno..... | d. | 217 | 339 | |
| | 935 | 1124 | d. | Spoleto ..... | d. | 140 | 304 | |
| | 1021 | 1225 | d. | Terni..... | d. | 1239 | 213 | |
| ↓ | 1210 | 235 | a. | **Rome** ..... | d. | 1020 | 1210 | ↑ |

## Budapest—Belgrade—Sofia—Constantinople

* Dép. de Budapest dim., mar., jeudi et vendr.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | d. | **Budapest** Est ..... | a. | — | * |
| 1130 | — | d. | **Budapest** Ouest ... | a. | — | 610 |
| 550 | — | d. | Zimony ..... | d. | — | 1050 |
| 558 | — | a. | **Belgrade**..... | d. | — | 1039 |
| 613 | — | d. | **Belgrade**..... | a. | — | 1025 |
| 1122 | — | d. | **Nis**..... | d. | — | 511 |
| 240 | — | d. | Tzaribrod ..... | d. | — | 300 |
| 420 | — | a. | **Sofia**..... | d. | — | 210 |
| 435 | — | d. | **Sofia**..... | a. | — | 142 |
| 737 | — | d. | Sarembey..... | d. | — | 1024 |
| 211 | — | d. | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | a. | **Constantinople** ..... | | — | 615 |

* Dép. de Constple lundi, merc., vend. et dim.

## Budapest—Bucarest—Constantinople

* dép. Bpest lundi, merc., sam.

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | — | * 1145 | d. | **Budapest** Ouest ... | a. | — | * 610 |
| | — | 940 | a. | Verciorova ..... | d. | — | 750 |
| | — | 1050 | d. | Verciorova ..... | a. | — | 840 |
| | — | 139 | d. | Crajova..... | d. | — | 552 |
| | — | — | d. | Pitesti ..... | | — | — |
| | — | 634 | a. | **Bucarest**..... | d. | — | 1250 |
| | — | 647 | d. | **Bucarest**..... | a. | — | 1235 |
| | — | — | a. | Constanza ..... | d. | — | 800 |
| | — | 1105 | a. | Constanza port ..... | | — | — |
| | — | 1130 | d. | **Constanza** ..... | a. | — | 500 |
| | — | ** 1200 | a. | **Constantinople**..... | d. | — | 300 |

* Dép. Constple mar. jeudi, sam.

## Budapest—Cologne—Bruxelles—Londres

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | d. | Budapest Ouest..... | a. | 1105 | 20 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | a. | Vienne Ostb. (Marchegg) | d. | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | a. | Vienne Westbahn... | d. | 619 | 830 | 1010 |
| ↓ | 205 | — | d. | **Budapest Est** ..... | a. | — | 140 | ↑ |
| | 640 | — | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | — | 910 | |
| ↓ | 725 | — | a. | Vienne Westbahn... | d. | — | 830 | ↑ |
| 1200 | 1005 | 805 | d. | **Vienne** Westbahn... | a. | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | a. | Passau ..... | d. | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | d. | Passau ..... | a. | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | a. | Nurnberg..... | d. | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | a. | **Francfort** ..... | d. | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | a. | **Cologne** ..... | d. | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | d. | **Cologne** ..... | a. | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | a. | **Bruxelles**..... | d. | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | d. | **Bruxelles**..... | a. | 614 | 524 | ↑ |
| 952 | 1056 | 301 | a. | Ostende Quai ..... | a. | 440 | 342 | ↑ |
| 510 | 543 | 1001 | a. | **Londres** ..... | d. | 900 | 900 | |
| 830 | — | 1058 | d | Bruxelles ..... | a. | 441 | 521 | 441 |
| 510 | — | 705 | a. | **Londres**(per Calais) | d. | *90 | 900 | 900 |

## Budapest—Varsovie—St-Pétersbourg

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 220 | ↓ | d. | **Budapest** Est ..... | a. | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | d. | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| ↓ | 958 | ↓ | a. | **Zsolna** ..... | d. | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | d. | **Budapest** Ouest | a. | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | d. | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | a. | **Zsolna** ..... | d. | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | d. | **Zsolna** ..... | a. | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | a. | **Oderberg**..... | d. | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | d. | **Budapest** Ouest. | a. | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | a. | **Oderberg** ..... | d. | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | d. | **Oderberg** ..... | a. | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | a. | Granica ..... | d. | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | d. | Granica ..... | a. | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | a. | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |
| 1030 | 550 | — | d. | **Varsovie** ..... | a. | 1247 | 855 | — |
| 1145 | 1250 | — | d. | Wilna ..... | a. | 554 | 945 | — |
| 121 | 843 | — | d. | Dwinsk..... | a. | 258 | 236 | — |
| 955 | 1205 | — | a. | **Saint-Pétersbourg** | d. | 645 | 1115 | |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

*N° 23 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 1 AOUT 1915

# REVUE DE HONGRIE

**Couronnée par l'Académie Française**

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — LA TURQUIE, par **M. le comte Albert Apponyi**, ancien ministre, Député, Membre de la Cour permanente d'arbitrage international à la Haye ..... 1

II. — QUI A VOULU ET PROVOQUÉ LA GUERRE? par **M. Fr. Du Bois** ..... 6

III. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par **Diplomate** ..... 23

IV. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 29

V. — PRO DOMO, par **La Rédaction** ..... 31

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**PARIS**

HACHETTE ET Cie — Messageries et Journaux — 8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER — Service de la Librairie étrangère — 174, Bd ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE — (Succursale) — 58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE
**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** ... ... ... ... | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# LA TURQUIE

Quelques lecteurs de ma conférence sur *la Hongrie et les grands courants de la politique mondiale* (1) m'ont reproché de ne pas y avoir mis en relief le rôle de la Turquie, notre vaillante alliée. On a même pensé que ma thèse générale: la supériorité de l'esprit occidental sur l'esprit oriental, prêtait à des conclusions défavorables pour un pays classé généralement parmi ceux de l'Orient. Sans admettre le bien-fondé de ces reproches, il suffit qu'ils se soient produits de bonne foi pour que j'éprouve la nécessité de m'expliquer. Car rien ne me serait plus pénible que d'avoir même l'air de ne pas apprécier à sa juste valeur les services rendus par la Turquie et à notre cause et à celle de l'humanité en la crise présente, ou de ne pas voir la place qu'elle doit prendre dans les arrangements futurs, afin d'assurer et de rendre permanents les résultats de nos efforts communs.

Je demande donc la permission d'ajouter un supplément à la conférence ci-dessus mentionnée.

En thèse générale, il n'est guère surprenant que les généralisations les mieux établies se heurtent à des faits spéciaux qu'il est impossible d'y faire entrer. Trop grande est la variété des choses humaines, trop multiple la masse des phénomènes sociaux et nationaux, pour ne pas résister à l'application absolue de certaines catégories et de certaines classifications considérées comme générales. Ces catégories nous aident à comprendre le monde, à condition de ne jamais oublier leur valeur approximative. En les prenant pour guides dans nos recherches, nous devons donc nous

() Voir la *Revue de Hongrie* du 15 mars 1915.

attendre à rencontrer des cas qu'elles ne suffisent pas à éclairer, soit parce que les grandes lignes d'activité historique qu'elles accusent sont dérangées par des courants latéraux (ainsi l'occidentalisme par le nationalisme), soit parce que les nations traversent souvent des époques de transition où il est difficile de les classer d'une façon précise et définitive.

Par toutes ces raisons, la Turquie contemporaine et son action présente échappent jusqu'à un certain point aux définitions de ma conférence précédente ou, pour mieux dire, elles n'y ont pas encore occupé leur place définitive, quoiqu'elles soient en train de la prendre.

Quelle sera cette place? Je voudrais être mieux documenté que je ne le suis pour m'expliquer là-dessus. Il me semble presque téméraire d'aborder un sujet si complexe, sans les études spéciales qui permettent de l'approfondir. Il y a pourtant des clartés qui s'imposent, il y a un ou deux faits qui se dégagent de la situation avec la plus entière évidence.

D'abord, dans ce grand conflit entre l'Orient et l'Occident, qu'est la guerre présente, la Turquie lutte pour l'Occident. L'Orient agresseur, la Russie, la menace tout autant qu'il menace l'Occident. Constantinople et les détroits: voilà la première et la principale des conquêtes que la Russie ambitionne. La Turquie fait donc partie du système défensif que l'Occident oppose aux desseins du moscovitisme; ses intérêts vitaux l'y rattachent d'une façon définitive. Peu importe que deux, ou même trois puissances occidentales servent d'instrument à la politique russe; peu importe que ce soient des cuirassés anglais et français qui cherchent à s'emparer des Dardanelles; peu importe aussi les arrière-pensées que ces étonnants complices ne peuvent manquer de nourrir à l'endroit des résultats de leur coopération. Tout cela, on le verra plus tard, ou, pour mieux dire, on ne le verra pas; car leurs entreprises échoueront et on ne pourra peut-être jamais constater lequel des compères aurait été, en cas de succès, assez malin pour duper l'autre. Mais, par la nature des choses, la lutte contre les Dardanelles et contre la Turquie est une lutte russe, de même que la guerre dans sa totalité est surtout une guerre russe, la Russie étant la seule puissance de l'Entente luttant pour un but nettement défini et avoué. Les autres profitent de l'agression

russe pour assouvir leurs haines et leurs convoitises; mûs par ces motifs qui n'ont de commun que la coïncidence et l'occasion, ils n'hésitent pas à commettre le crime de lèse-humanité qu'est une guerre offensive, crime aggravé de cette circonstance qu'il servirait, en cas de succès, à étendre la sphère d'influence moscovite, c'est-à-dire à répandre les ténèbres et la servitude sur des territoires où règne aujourd'hui l'esprit libéral de l'Occident. Quelle que soit l'horreur que nous inspirent de pareilles complicités, ne perdons jamais de vue le fait primordial: la grande agression russe, qui donne à cette guerre son caractère particulier. Aux amis de l'Entente parmi les neutres, on ne saurait assez insister sur ce fait qui les gêne et sur lequel ils voudraient glisser si on le leur permettait. Il ne faut pas leur faire ce plaisir; il faut leur redire sans cesse, et assez haut pour qu'ils ne puissent faire la sourde oreille, que l'Angleterre et la France, et l'Italie, tant choyées par eux, sont les complices d'une gigantesque tentative de rétrogression humaine, d'asservissement de millions d'hommes libres au régime moscovite avec toutes les horreurs qu'il implique. Il faut clouer cette complicité au poteau d'infamie historique qu'elle mérite et il faut en même temps y préparer une place pour ceux qui donnent leurs sympathies à de pareilles entreprises.

Cela étant, établissons comme un des traits saillants de l'action turque, qu'elle se trouve engagée, par ses propres intérêts vitaux, et engagée d'une façon inaltérable et définitive, dans la défensive occidentale, contre cette Russie qui représente aujourd'hui l'esprit agressif de l'Orient.

Dès lors, au point de vue international, la Turquie n'est plus une puissance orientale; elle fait partie du système occidental, aujourd'hui déchiré par la trahison ou par l'aveuglement, dont la reconstruction doit pourtant sortir de la guerre présente, afin d'assurer une paix durable et la reprise de la marche ascendante de l'humanité.

Cela serait-il possible si la Turquie était encore, pour ce qui touche sa mentalité nationale et les tendances de son évolution intérieure, un pays oriental, dans la force du terme?

Évidemment non.

Si nous envisageons sa situation présente au point de vue des traits saillants qui caractérisent l'esprit oriental,

tels que j'ai tâché de les définir dans ma conférence sur le rôle international de la Hongrie, nous verrons combien elle s'en éloigne, combien elle se trouve d'ores et déjà en contradiction formelle avec quelques-uns d'entre eux. J'en relève le plus actuel: l'esprit d'agression propre à toute nation orientale, persistant jusqu'au moment où la décadence survient. Or, que voyons-nous? une Turquie pleine de vigueur et de vitalité, une Turquie qui a su rebondir au lendemain de défaites dues surtout à la surprise, une Turquie très réellement puissante et pourtant éloignée de toute pensée d'agression, luttant et frappant fort pour la défense nationale, pour l'intégrité de son territoire naturel, pour la liberté de son évolution, menant en un mot une guerre occidentale, dans son esprit, s'il en fut.

Que conclure de ces phénomènes, sinon que le cas de la Turquie est un cas unique dans l'histoire, surprenant peut-être, mais non inexplicable. La Turquie a eu sa première époque de grandeur, toute orientale celle-là, caractérisée par une soif de conquête et une force d'agression sans pareilles. Puis arriva d'une façon tout-à-fait régulière la décadence, la perte successive des territoires conquis, l'émancipation des peuples subjugués et cet état «d'homme malade» qui révoltait à juste titre les patriotes turcs, ceux qui tenaient à leur pays surtout et non aux «douceurs» — très relatives — d'un régime condamné. Ces patriotes avaient la perception nette des possibilités de renaissance qui s'offraient à leur nation. Ils ont pu se tromper sur certains détails, ils ont pu commettre des fautes qui manquèrent compromettre le succès de leur œuvre: mais pour le fond ils voyaient juste. Ils étaient persuadés que la Turquie ne pouvait reprendre son rôle de puissance orientale, c'est-à-dire: agressive, conquérante; l'histoire ne se répète pas, celle d'une nation orientale moins que toute autre. Ils savaient que la Turquie renaîtrait par voie de régénération intérieure, ou qu'elle périrait; ils se sont donc engagés dans cette voie, à tâtons peut-être, faisant parfois fausse route, je le veux bien, dans telle question spéciale ou dans telle autre, mais enfin ils s'y sont engagés avec résolution et ils ont réussi à y entraîner leur peuple. Et ce que nous voyons devant nous, c'est le fruit d'une évolution à peine commencée, très incomplète encore

dans les institutions, mais fort avancée dans l'âme nationale, donnant par là des résultats psychologiques étonnants, heureuses prémices de transformations futures. C'est la confiance en ces transformations qui agit sur l'âme populaire comme si elles étaient déjà accomplies; c'est la foi en soi-même qui renaît avec la volonté de vivre selon les conditions que l'évolution humaine impose à toute nation. C'est grand, c'est magnifique, c'est digne des sympathies de tout homme de cœur. En même temps c'est tout à fait occidental, dans le sens que l'histoire attribue à ce terme.

Quelle sera maintenant dans ses détails l'évolution intérieure dont l'influence morale se fait ainsi sentir par anticipation? Question à laquelle je ne me charge point de répondre. La tâche de ceux qui la guideront sera délicate et ardue. Il faudra se rapprocher des grands principes sur lesquels repose le progrès et la prospérité des nations occidentales et en dehors desquels aucun peuple ne saurait réussir; il faudra pourtant le faire, non pas dans un esprit d'imitation servile et doctrinaire, mais en tenant compte de l'individualité et des traditions du peuple ottoman, et de la composition particulière de l'empire. Dans l'œuvre décisive qui lui reste à accomplir, la Turquie moderne aura sur celle du passé l'immense avantage d'être débarrassée des conseillers importuns qui l'obsédaient. Elle aura en outre à sa disposition le double capital moral que lui léguera la guerre présente: celui d'une victoire remportée, Dieu aidant, sur son plus implacable adversaire et celui d'un pas si immense fait dans les voies nouvelles, que toute pensée de rebrousser chemin sera à jamais écartée.

Il faudra marcher en avant, d'accord avec les nations restées fidèles à la civilisation occidentale et avec celles qui retourneront à leur devoir. Alors Constantinople au pouvoir des Turcs sera toujours une tête de pont entre l'Europe et l'Asie, mais une tête de pont européenne, visant la conquête morale, la pénétration pacifique de cette dernière. Une nouvelle ère de grandeur commence pour la Turquie, en des conditions cette fois-ci conformes aux intérêts collectifs de l'humanité.

DR. COMTE ALBERT APPONYI.

# QUI A VOULU ET PROVOQUÉ LA GUERRE?

Depuis quelque temps, les politiciens de l'Entente mettent plus d'acharnement que jamais à rejeter sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie toute la responsabilité de la guerre. « Ces deux puissances, se complaisent-ils à déclarer, nous ont attaqués par surprise. » Ce qui revient à dire, n'est-ce pas ? qu'elles voulaient la guerre et que la voulant, jugeant le moment propice pour la déchaîner, elles l'ont provoquée. Encore le 14 juillet dernier, dans son discours au Dôme des Invalides, M. Poincaré broda sur ce thème, en produisant des preuves. Preuves qui n'étaient en réalité qu'un commencement de preuve et qui tombent à rien, si on les expose à la lumière de la vérité . . . Qui a voulu et provoqué la guerre ? Toute la question est là. Pour y répondre de bonne foi, il importe qu'on se livre au préalable à une enquête, en demeurant sur le terrain des faits . . . Essayons . . .

## I.

Si l'on veut remonter à la cause première de la guerre en cours, on doit se reporter quelque vingt-cinq ans en arrière. A cette époque-là, la Russie témoignait une grande froideur à la Serbie, à la Roumanie et surtout à la Bulgarie qu'elle ne parvenait, pas plus l'une que l'autre, à placer sous son influence directe. Elle n'avait pas voulu reconnaître Ferdinand de Cobourg que le grand Sobranié bulgare avait élu régulièrement comme prince régnant. Alexandre Ier de Serbie qui tenait de race, n'était pas homme à se laisser mâter par elle. Carol Ier

de Roumanie, ayant de bonnes raisons pour redouter le péril panslaviste, inclinait, sans en faire mystère, à s'appuyer sur l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne. Chacun des trois États ne songeait qu'à sauvegarder son indépendance contre les visées d'expansion du colosse russe . . . Seul, le Monténégro était tout à la dévotion de Pétersbourg et c'est pourquoi le tsar Alexandre III, en recevant un jour son souverain Nicolas Ier, le qualifia dans un toast qui fit grand bruit, de seul et fidèle ami . . . Les hommes dirigeants roumains, serbes et bulgares n'hésitaient pas à dire : « Nos pays ont intérêt, aussi bien pour assurer leur autonomie que pour garantir leur développement économique et social, à garder un contact étroit et à entretenir des rapports suivis avec l'Europe centrale et occidentale. Si l'influence russe devait devenir prépondérante au milieu d'eux, non seulement une barrière se trouverait du même coup élevée entre eux et l'Occident, mais c'en serait fait de leurs aspirations nationales et de leurs libertés. » Il va sans dire que cette manière de voir n'était ni partagée, ni comprise en Russie où la poursuite de l'idéal panslaviste ou panrussiste (la collectivité slave réunie sous l'égide russe) déterminait toute la politique extérieure. Parce que l'Autriche-Hongrie avait avantage à ce que les États balcaniques demeurassent indépendants, on ne manquait pas à Pétersbourg de lui faire le reproche de les encourager à le demeurer et de contrecarrer par là la politique russe dans la péninsule. Un singulier reproche, n'est-ce pas ? N'était-ce pas en réalité tout à l'honneur du gouvernement austro-hongrois qu'il ne demandât pas autre chose — comme il le demande encore aujourd'hui — que de voir les États en question veiller sur la conservation de leur autonomie, se soustraire à toute suggestion étrangère qui pût mettre en péril cette dernière, maintenir ouvertes, pour le plus grand profit de leur développement intérieur, les routes qui les reliaient avec le centre et l'Occident de l'Europe, tenir, dans leurs relations extérieures, la balance égale entre toutes les puissances. L'Autriche-Hongrie n'avait pas imposé Ferdinand de Cobourg à la Bulgarie ; le peuple bulgare avait élu son prince en toute liberté. Elle ne cherchait à influencer la politique serbe contre personne, mais c'était en même temps son droit d'exiger que cette politique ne fût pas par ailleurs influencée contre elle-même. Elle attachait d'autant plus de

prix aux témoignages de confiance de la Roumanie qu'en Orient, la politique roumaine suivait un cours parallèle à la sienne propre.

Alexandre III était un panslaviste ardent, intransigeant. Homme tout d'une pièce, obstiné dans ses idées, il ne souffrait pas que l'on contrariât sa volonté. Autonomie, droit, liberté étaient pour lui des mots vides de sens. Il avait élaboré un plan balcanique. Ce plan qui impliquait au préalable le démembrement de l'Autriche-Hongrie, il voulait le réaliser envers et contre tous et pour rendre la Russie plus forte en vue de sa réalisation, il conclut l'alliance avec la France. Si la mort ne l'avait surpris en 1894, qui sait ce qui serait survenu dans les années suivantes. Le rouleau russe n'aurait assurément pas tardé à se mettre en branle. Une menace de guerre austro-russe planait sur l'Europe, et cela bien que la monarchie des Habsbourg ne fît absolument rien pour rendre cette guerre inévitable, mais déployât loyalement ses efforts en sens contraire.

On n'a sans doute pas oublié qu'Alexandre III avait été chaque année pendant quelques semaines de l'été l'hôte de son beau-père, le roi Christian, au château de Fredensborg, près de Copenhague. Chaque fois, il s'y était rencontré avec le prince de Galles et le ministre plénipotentiaire de Russie au Danemark, M. Isvolsky. Le germanophobe Edouard III ne perçait pas encore sous le cosmopolite Edouard, prince héritier d'Angleterre. Il n'était encore pour le monde qu'une page blanche. On pouvait alors difficilement savoir ce qui se disait dans ces colloques à trois. Mais, plus tard, on put deviner ce qui s'y était dit lorsqu'on vit le monarque anglais et M. Isvolsky reprendre pour leur compte le plan balcanique de feu Alexandre III.

Quand le nouveau tsar monta sur le trône, l'Europe fut partagée entre l'espoir et la crainte. Quand il confia, peu après son avènement, au prince Lobanoff le porte-feuille des Affaires étrangères, elle fut tout à coup soulagée d'un gros souci. Le nouveau ministre qui avait occupé dans les années précédentes le poste d'ambassadeur à Vienne, avait été — on le savait — persona gratissima auprès de François-Joseph et il avait — on le savait également — appris à connaître et à apprécier les dispositions foncièrement pacifiques de ce dernier. D'autant

qu'il était personnellement partisan d'un rapprochement entre les deux pays, comme devant être la plus sûre garantie de la paix, il n'avait jamais hésité à abonder dans l'opinion de François-Joseph qu'une entente à l'amiable à propos des Balkans, un modus vivendi propre à garantir la paix, serait préférable à une opposition déclarée et hostile. Tous deux s'étaient parlé avec franchise dans leur désir commun de trouver une solution aux difficultés pendantes. Mais, à quoi servait-il de former de beaux projets qui devaient incontestablement sous le règne d'Alexandre III demeurer à l'état de chimères ? . . . La confiance accordée soudainement par Nicolas II au prince fut comme un rayon de soleil perçant subitement un ciel orageux . . . et l'utopie devint une réalité. Est-il besoin de dire avec quelle satisfaction François-Joseph et son gouvernement accueillirent l'entente austro-russe qui fut conclue au printemps de 1897 ? L'entente ne devait en aucune façon préparer les voies à une alliance, dont il n'était nullement question, mais uniquement — et ceci suffisait à Vienne — frayer le chemin à une collaboration loyale dans les Balkans. Est-il besoin aussi de rappeler combien cet accord fut avantageux pour l'empire des tsars qu'il mettait en mesure de détourner son attention de ses frontières occidentales pour la concentrer sur l'Extrême-Orient ?

Comme par enchantement, l'horizon politique se rasséréna du côté des Balkans et de la Russie. Celle-ci reconnut le prince de Bulgarie et cessa de battre froid à la Roumanie et à la Serbie. Le prince de Monténégro qui jusqu'alors avait boudé l'Autriche-Hongrie et n'avait toujours traversé la monarchie, quand il y était obligé, qu'en grande hâte et incognito, fit une première visite officielle à Vienne, puis une deuxième, puis une troisième et chaque fois, il était l'hôte de l'empereur-roi dans le premier hôtel de la capitale. Un tel changement de la situation était naturellement propice au maintien de la paix et tout le monde avait lieu de s'en réjouir, sauf peut-être la France qui avait fondé sur l'antagonisme austro-russe certaines espérances pour un temps assez rapproché . . . Tout marcha bien pendant environ huit ans. Cela marchait même si bien qu'à plusieurs reprises, on jugea bon d'apporter des retouches à l'entente pour la rendre de plus en plus efficace. L'Autriche-Hongrie, essentiellement pacifique, se montrait toujours prête à l'améliorer par de tels

amendements et elle s'efforçait d'en observer scrupuleusement les clauses.

Or, tout à coup, sans que le gouvernement austro-hongrois eût jamais donné le moindre motif de plainte ou de méfiance, sans qu'aucun acte de sa part eût pu justifier le plus petit reproche, le cabinet de Pétersbourg laissa tomber l'entente, sans même la résilier, et se remit à agir à sa guise dans les Balkans. Pourquoi cela ? Pourquoi Nicolas II, après avoir fait depuis son élévation au trône bon visage à François-Joseph, se décidait-il subitement à une volte-face qui impliquait le retour à la politique belliqueuse de son père ? Tout simplement parce que la Russie, se trouvant délivrée de ses préoccupations asiatiques, reprenait sa liberté d'action en Europe. Après s'être montré pacifique par pur intérêt huit ans durant, le tsar venait de céder aux suggestions germano-et-austrophobes de deux hommes qui avaient recueilli les dernières volontés politiques d'Alexandre III et jugeaient le moment arrivé de les exécuter. Tous deux — le prince de Galles d'antan devenu Edouard VII et M. Isvolsky, devenu ministre des Affaires étrangères — l'éloignèrent de l'Autriche-Hongrie pour le pousser vers une entente anglo-russe qui devait parachever la Triple-Entente.

La conscience pure, l'Autriche-Hongrie accepta dignement le fait accompli. Naturellement, eût-on voulu du côté russe l'incriminer que l'on eût été tout d'abord fort embarrassé. Aussi, avec quel empressement saisit-on deux ans plus tard pour invoquer contre elle le motif d'hostilité nécessaire, le prétexte de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Le monde assista alors à une comédie qui avait été très habilement imaginée.

L'empire des tsars se posa en offensé. M. Isvolsky joua le diplomate vexé, trompé, irrité. Nicolas II, faisant visite au roi d'Italie, évita avec ostentation, aussi bien à l'aller qu'au retour, de toucher au territoire austro-hongrois . . . Etait-il vraiment équitable, à l'occasion de l'annexion, de jeter feu et flamme contre l'Autriche-Hongrie, comme le faisait une certaine presse qui prenait apparemment le mot d'ordre à Pétersbourg ? Evidemment pas . . . Les deux provinces, la monarchie austro-hongroise les avait apportées, au prix de beaucoup d'argent et de patients efforts, au progrès et à la civilisation et

c'était bien le moins qu'on ne lui contestât pas le droit de recueillir pour elle-même les fruits de son labeur et de ses peines. Quel autre grand État, se trouvant à sa place, eût agi différemment ? Elle eût eu cent meilleures raisons de se montrer exaspérée du coup de Jarnac par lequel la Russie avait, sans dire gare et par pur égoïsme, lacéré son contrat avec elle.

A quoi pouvait-il servir que François-Joseph donnât encore des preuves de son amour de la paix, puisque le tsar s'était fait l'âme damnée d'Edouard VII et de M. Isvolsky, ces deux adversaires déclarés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ? Et pourtant, quand la situation prenait un caractère particulièrement grave, le vieux monarque ne savait pas se tenir de faire l'impossible pour conjurer le danger imminent. Cela se vit par exemple au cours de la guerre balkanique, dans un moment où la Russie poursuivant activement sa mobilisation pour tenir en échec l'Autriche-Hongrie, menaçait de pousser les choses au pis. N'obéissant qu'à son désir de prévenir à tout prix un conflit armé, l'empereur-roi délégua spécialement auprès du tsar le prince Hohenlohe et cette démarche eut pour effet de sauver la paix qui n'avait plus tenu qu'à un fil.

Il serait impossible après cela de soutenir que l'empereur et roi François-Joseph aurait jamais fait montre d'hostilité vis-à-vis de la Russie ou jamais encouragé un acte d'inimitié contre elle. Toute sa politique a au contraire toujours visé à maintenir entre son gouvernement et celui de Pétersbourg des rapports de confiance. La conclusion de l'entente austro-russe demeurera la plus éclatante attestation de la loyauté de ses intentions. Ce ne fut pas sans amertume — bien qu'il fît contre fortune bon cœur — qu'il vit disparaître un contrat bienfaisant sur lequel il avait fondé tout son espoir pour pouvoir terminer son règne en paix.

## II.

Dès le moment où il monta sur le trône, Guillaume II conforma sa politique à celle de François-Joseph et vice-versa. Cela ne pouvait pas étonner de la part de deux alliés dont l'union avait été scellée autant par le cœur que par la raison. Leurs efforts continus tendant à la consolidation de la paix

eussent-ils eu les résultats désirés, nous n'assisterions pas aujourd'hui au spectacle de la guerre la plus cruelle et la plus sanglante que l'histoire ait jamais enregistrée.

Se trouvant au début de son essor économique, industriel et colonial, l'Allemagne éprouvait d'autant plus le besoin de vivre en bons termes avec tous les pays que cet essor, rayonnant de tous côtés, ne pouvait qu'être sérieusement menacé et compromis par une guerre. Cela, Guillaume II, à la fois grand esprit et juge clairvoyant, le savait. Aussi, serait ce faire injure à sa conscience de chef d'État et à son patriotisme que de supposer un instant que jamais dans son cerveau eût pu germer l'idée d'une guerre offensive. Ce postulat posé, rien n'est plus facile que de recueillir, tout au long de son règne, des témoignages irréfragables de son pacifisme. Rarement, monarque s'est ouvert au monde avec autant de franchise et a laissé avec si peu de crainte la curiosité publique pénétrer dans les replis de son cœur. Il s'est toujours fait voir tel qu'il était et ceux qui le jugent aujourd'hui tel qu'il n'a jamais été, font preuve d'une ignorance ou d'une mauvaise foi bien coupable.

A-t-on oublié les beaux gestes qu'il eut toujours pour la France, soit que celle-ci fût frappée par un malheur national, soit qu'elle traversât des heures d'allégresse ? A-t-on oublié que ces beaux gestes ne furent pas compris de ceux auxquels ils s'adressaient, parce que ces derniers ne voulaient pas les comprendre ? A-t-on oublié que la froideur qu'il rencontrait ne l'empêchait pas de revenir à la charge, à toute occasion ? Ce n'est pas lui qui souleva l'affaire du Maroc, ce coup de tonnerre qui éclata dans le ciel serein de la politique allemande. Non, cette affaire lui fut imposée par ceux — lisez entre autres Edouard VII — qui avaient intérêt à rendre impossible un rapprochement franco-allemand, voire à creuser entre les deux pays un abîme infranchissable. Pourtant, même après que le gros nuage marocain se fut dissipé, il recommença ses avances à la France, il combla de prévenances les Français de distinction et les artistes français qui lui étaient présentés à Berlin . . . et ceux-ci n'avaient qu'une voix sur son urbanité, sa manière avenante et cordiale et ses dispositions pacifiques pour leur pays. Combien d'entre eux, après l'avoir approché, ne pouvaient s'empêcher de dire : « Quel homme ! il est si fin, si spirituel. Il parle notre langue comme un Parisien. »

Or, ce n'était pas seulement envers la France qu'il se prodiguait en attentions de toutes sortes. Il s'appliquait à entretenir avec tous les États indistinctement les meilleures relations possibles. Que l'on songe aux efforts qu'il déploya pour conserver à son pays la confiance de l'Angleterre et de la Russie et cela même encore pendant que celles-ci poursuivaient, sans s'en cacher, l'œuvre d'encerclement de l'Allemagne qu'avait entreprise Edouard VII. Lors de la mort de ce dernier, il ne connut aucun ressentiment, mais homme de devoir avant tout, il obéit à la voix du sang, en se rendant en grande hâte à Londres pour assister aux obsèques de son oncle. Pouvait-il penser à ce moment-là, put-il penser, il y a deux ans, lorsqu'il recevait à Berlin le roi Georges, à l'occasion du mariage du duc de Brunswick, que l'Angleterre ferait dans tous les cas sa partie contre l'Allemagne dans une guerre générale qui devenait de plus en plus probable. Tout ce quil put faire pour empêcher le conflit anglo-allemand, il le fit. Cela doit être relevé à son honneur. La presse anglaise qui, il n'y a pas si longtemps encore, savait apprécier ses nombreuses marques d'amitié pour la Grande-Bretagne, a la mémoire bien courte. Autant elle met aujourd'hui de passion à le diffamer, autant elle rivalisait de zèle précédemment pour l'exalter et faire l'éloge de ses vertus. Peu de semaines encore avant la déclaration de guerre, le 23 juin 1914, le *Daily Graphic* qui, comme en sait, s'est distingué depuis lors par sa haine des Allemands et ses attaques contre l'empereur, écrivait ceci : « Guillaume II n'est-il point amiral de la flotte anglaise, un amiral dont tous les marins anglais sont justement fiers ? Nous autres Anglais, saisissons chaque occasion qui se présente pour adresser un salut respectueux au monarque ami et voyons en lui non seulement le marin passionné et le souverain d'un vaste empire, mais aussi le digne représentant d'une véritable démocratie et d'une parfaite honnêteté dans toutes les circonstances de la vie. » . . . Un auteur espagnol, M. Antonio Acaso à Cadiz, a pris malicieusement plaisir à rappeler à la presse anglaise certains jugements portés par elle sur l'empereur, au cours de ces dernières années. Ecoutez plutôt. A la date du 1er juillet 1907, la *Westminster Gazette* écrivait : « Le sentiment général en Angleterre à l'égard de Guillaume II a toujours été un sentiment de haute estime. Cette estime, que le souverain allemand en soit assuré, ne

disparaîtra jamais, quels que soient les événements que l'avenir nous réserve. Les Anglais savent parfaitement apprécier la personnalité d'un puissant rival, représentant avec fermeté la cause qu'il a faite sienne.» Le 12 novembre 1907, on lisait dans les *Daily News :* «La vie privée de l'empereur est irréprochable et pure ; aucune tache, aucune souillure ne ternissent son honneur. C'est le modèle vivant de toutes les vertus domestiques. Sa rigueur, sa conscience du devoir, sa piété rappellent les puritains anglais.» *Daily Chronicle* du 19 novembre 1907 : «L'empereur est un souverain dont le caractère, la personnalité et le talent inspirent le respect au peuple anglais et gagnent sa sympathie.» *Times* du 20 mai 1914 : «Notre peuple sait apprécier le caractère de Guillaume II et il salue en lui l'un des hommes les plus éminents de notre époque ; il sait que ce grand souverain qui nous est uni par les liens du sang, partage nos aspirations et nos joies. Voilà pourquoi tous les Anglais l'acclament avec toujours plus d'enthousiasme». *Daily News,* du 15 mai 1914 : « Si l'activité multiple de ce monarque venait à manquer, ce serait une véritable perte non seulement pour l'Allemagne, mais pour l'univers.» *Evening Standard* du 4 février 1913 : « Son règne est bienfaisant non seulement pour l'Allemagne, mais, nous n'hésitons pas à le déclarer, pour l'Europe tout entière.» Ce ne sont là que quelques citations entre des centaines que l'on pourrait faire.

De même que du côté de l'Angleterre, Guillaume II veilla constamment du côté de la Russie à prévenir des divergences, à ménager les susceptibilités, à conjurer des menaces de conflit. Attachant le plus grand intérêt à ce que les rapports d'amitié traditionnels de son pays avec l'empire des tsars demeurassent à l'abri de tout nuage, il tendit toujours loyalement la main à Nicolas II. Même après que ce dernier, obéissant aveuglément à l'omnipotent Isvolsky, eut remis en vigueur la politique haineuse d'Alexandre III, il continua à déployer ses efforts dans le sens du maintien de la paix . . . Mais que pouvaient ses meilleures intentions contre l'intransigeance de la politique russe ? Le plan balcanique des tsars comprenait à la fois la réalisation de la toute vieille idée de la prise de Byzance et la réunion à la couronne des Romanoff des Slaves de la péninsule. Or, l'Allemagne était doublement un obstacle. D'une part, elle était l'alliée — et quelle alliée ? fidèle

et sûre — de l'Autriche-Hongrie qui barrait la route aux visées du panslavisme et, d'autre part, elle occupait sur le Bosphore et dans l'empire ottoman une position solide qui servait de bastion à l'indépendance turque contre les convoitises russes. Pour ces deux raisons-là et pour d'autres encore, comme la prépondérance prise en Russie au détriment de la concurrence anglo-française par le commerce allemand, l'Allemagne était l'ennemie qui, à l'instar de la monarchie des Habsbourg, devait être terrassée avec l'aide de la France et de l'Angleterre.

L'histoire ratifiera certainement le langage que les journaux anglais tenaient avant la guerre et elle ignorera celui dans lequel ils se complaisent aujourd'hui. L'empereur Guillaume est dans notre époque un chevalier sans peur et sans reproche qui peut, en sûreté de conscience, braver le jugement de l'avenir. Tel qu'il a toujours été, tel il se fait toujours voir. Sven Hedin qui eut l'hiver dernier l'honneur d'être reçu par le souverain sur le front occidental, a esquissé de lui un portrait frappant de vérité : « C'est, écrit-il, une personnalité qui a vite fait de vous conquérir, un homme du monde poli et avenant. Son esprit pénétrant et sa connaissance remarquable du cœur humain trahissent l'observateur et l'artiste, son parler prudent l'homme d'État, ses traits énergiques et son talent extraordinaire de décrire des batailles, le chef d'armée. Le ton impératif de sa voix mâle révèle le souverain qui a coutume d'être obéi, mais en même temps son dehors aimable atteste sa modestie et son bon cœur . . . Et ses yeux, deux yeux bleus si calmes, quelle puissance magnétique ils dégagent ! Dès que l'empereur apparaît, ils exercent leur charme sur chacun. On dirait que la chambre où il vient d'entrer, en devient plus claire . . . Des yeux remarquablement expressifs dans lesquels se lisent une force de volonté inébranlable et une énergie de fer et qui pétillent d'esprit, de belle humeur, de clairvoyance et reflètent l'honnêteté, l'amour de la vérité, la sincérité . . . Je fus particulièrement réjoui, ajoute Sven Hedin, d'entendre le souverain parler avec estime et sympathie de la France. Il déplorait la nécessité dans laquelle il s'était trouvé de conduire contre elle ses armées et il exprimait l'espoir qu'un temps viendrait ou Français et Allemands pourraient avoir des rapports de bon voisinage . . . Il avait travaillé à cette fin pendant 26 ans. » Autre portrait de l'empereur, tracé celui-ci

par le sénateur américain Albert J. Beveridge dans le *Colliers Weekly,* la revue hebdomadaire la plus répandue des Etats-Unis. On lit : « Rien de la contrainte et de la roideur que s'imposent bien des personnages en public pour dissimuler leur gêne, rien non plus de cette morgue qui doit si souvent tenir lieu de distinction innée. Le visage n'est plus aussi plein que sur les photographies des dernières années, mais il n'est pas non plus amaigri comme le représentent certains portraits publiés depuis le commencement de la guerre. La voix est forte et sonore, elle ne trahit aucune faiblesse, ancun épuisement nerveux. Le pas est assuré, ferme, la taille droite et l'allure élastique. Si d'un côté l'empereur fait preuve d'une vigueur physique et intellectuelle extraordinaire, de l'autre il montre un calme et une sûreté qui frappent d'autant plus que ce qu'on lit ailleurs tendrait à faire croire le contraire. Quand on s'entretient avec lui, on perd tout de suite de vue sa naissance et son rang pour ne faire attention qu'à l'homme. Et quel homme il est ! Son esprit est éblouissant, son cerveau est un réservoire étonnant de connaissances qui se rapportent à tous les domaines. La droiture de son caractère et sa nature religieuse sont si évidentes que personne ne pourrait les mettre en doute. Tout est en lui clarté et franchise et plus on cause avec lui, plus on s'en convainc. Il serait difficile de s'imaginer que l'empereur pourrait jamais se laisser aller à des pensées basses ou tolérer des propos malsonnants. Il est impulsif, sérieux, entreprenant, énergique . . . Mais, il ne sera jamais irrésolu et astucieux . . . »

Il ne sera jamais astucieux ! Celui qui a écrit cela, c'est un sénateur américain, un neutre qui ne saurait être suspect de partialité. Qui, parmi les gens de bonne foi, pourrait hésiter à souscrire à ce jugement ? La politique de Guillaume II a toujours été de l'eau limpide . . . Demeuré fidèle à une alliance qu'il avait héritée de son grand-père et dont la conclusion avait visé à garantir la paix, il ne chercha jamais, à la façon de tel illustre exemple, à encercler un État ou un autre et à en comploter la ruine. Ses visites aux cours étrangères lui servaient à resserrer des nœuds d'amitié avec son pays et non pas, comme les voyages de tel autre chef d'État, à poser les jalons et les fondements d'une vaste coalition contre un adversaire. Et ce souverain-là aurait voulu la guerre ?

## III.

Pas plus que François-Joseph, Guillaume II ne voulait la guerre. Ceux qui au contraire la voulaient, c'étaient ceux qui, ayant rappelé à la vie le plan balcanique d'Alexandre III, en avaient pris prétexte pour annuler l'entente austro-russe, ceux qui, jaloux des succès commerciaux de l'Allemagne, avaient juré sa perte, ceux enfin dont l'esprit demeurait depuis près d'un demi-siècle hanté d'une idée de revanche. Un homme, Edouard VII, les avait tous réunis en une vaste et puissante coalition. Quand il eut disparu, son œuvre fut continuée. M. Isvolsky, le confident des colloques de Fredensborg, l'inspirateur de l'accord anglo-russe, après avoir préparé le terrain en Russie et pourvu les grands postes de Pétersbourg de personnages de confiance, se rendit à Paris comme ambassadeur de manière à pouvoir faire jouer lui-même en Occident les fils de sa politique. L'attitude des puissances occidentales était naturellement de la plus haute importance pour le gouvernement du tsar. Dès son entrée en fonctions à l'autre bout de l'Europe, le diplomate russe y trouva un excellent auxiliaire en Sir Edward Grey qui, ayant recueilli le testament politique du monarque anglais défunt, veillait à en exécuter consciencieusement les dispositions. L'un à Paris, l'autre à Londres, ils jouaient tous deux au plus fin pour que ni le peuple français, ni le peuple anglais — chacun pacifique dans sa grande masse — ne pût deviner qu'il était conduit lentement vers une guerre offensive. Ils avaient d'un autre côté dans la presse et dans les milieux politiques des deux pays des auxiliaires influents (oh ! combien) par l'entremise desquels ils réussissaient à faire accroire à l'opinion que l'Allemagne formait des desseins belliqueux et que la Triple-Entente devait, de ce fait, augmenter ses armements pour être en mesure de relever le gant quand il serait jeté ... Bref, la coalition, une fois bien préparée, n'eut plus qu'à guetter une occasion favorable pour faire éclater le conflit. L'occasion favorable, c'était là l'essentiel. Elle tardait, il est vrai, à venir et la Russie faisait voir des impatiences. Déjà, à l'époque de la guerre balcanique, le rouleau russe s'était mis en mouvement contre l'Autriche-Hongrie. Il avait fallu, comme nous l'avons dit plus haut, une démarche

pacifique du souverain austro-hongrois pour l'arrêter encore à temps.

Elle devait venir pourtant, l'occasion favorable . . . On était au mois d'avril 1914. Par la bruine, François-Joseph se rendit à la gare pour attendre Guillaume II, arrivant de Corfou. On le vit trembler un peu de froid sous la pluie fine qui tombait. Dès le soir, une bronchite se déclara et le mal fut si tenace que pendant près de huit semaines, l'empereur et roi dut garder la chambre. Entré en convalescence, il partit pour Ischl, avec l'intention d'y passer tout l'été. Et bien ! voilà l'homme — un vieillard de 84 ans dont l'état devait exiger plusieurs mois encore les plus grands soins — que l'on persiste dans les milieux ententistes à accuser d'avoir provoqué la Serbie à la guerre. Une telle accusation ne tient évidemment pas debout, pas plus que l'accusation analogue portée contre l'empereur d'Allemagne d'avoir voulu le conflit. Guillaume II songeait si peu à la guerre qu'il fut surpris par les événements au cours d'une croisière sur les côtes de Norvège . . . La vérité est incontestablement tout autre.

Qui n'a — parmi les gens clairvoyants — relevé la coïncidence de la maladie de François-Joseph avec la fébrilité que fit voir tout à coup la Russie ? Celle-ci s'empressa de prendre de premières mesures de mobilisation dans les parties les plus reculées de l'empire. Le fait a été attesté depuis lors par des diplomates bien informés et par des officiers russes internés en Allemagne et en Autriche-Hongrie. Au début de la guerre, des corps d'armée venant de la Sibérie et de l'Asie centrale se tenaient déjà tout prêts à la frontière de Galicie. La mobilisation de ces corps devait avoir eu lieu bien des mois plus tôt pour que leur transport pût être ainsi terminé au commencement d'août.

Pour la Russie, la maladie de François-Joseph était sans contredit l'occasion favorable. Des prophètes de malheur n'annonçaient-ils pas depuis longtemps que, le vieux monarque disparu, la mosaïque austro-hongroise tomberait en pièces ? . . . Qui sait si, dans leurs calculs les dirigeants de Pétersbourg ne faisaient pas entrer l'éventualité d'un dénouement fatal ? Qui sait si, parce qu'ils savaient l'archiduc-héritier François-Ferdinand un homme énergique, écouté, capable de dominer dans tous les cas la situation, ils n'avaient pas juré sa perte —

et cela dans l'espoir que la dernière heure de la monarchie sonnerait ensuite d'autant plus sûrement ? Ils ne prévoyaient pas que le monarque recouvrerait la santé, ni que, François-Ferdinand mort, l'héritier en second Charles François-Joseph, prenant se place, se concilierait tout de suite les cœurs de tous ses futurs sujets. Ils ne prévoyaient pas davantage que les Slaves austro-hongrois, ayant le plus grand intérêt au maintien du statuquo, leur causeraient la plus amère des déceptions, en resserrant, à l'heure du danger, au lieu de les détacher, leurs liens avec les autres peuples de la monarchie et en défendant résolument le trône des Habsbourg. Et tout à leurs illusions, les dirigeants russes crurent saisir l'occasion favorable et ils firent signe à M. Isvolsky de manœuvrer en conséquence en Occident.

Après la tragédie de Saraiévo, les événements se précipitèrent et l'on fut vite au moment de l'envoi de la note austro-hongroise au cabinet de Belgrade. La Russie se mit aussitôt à poursuivre au grand jour sa mobilisation dont elle avait fait mystère jusque-là. *Son prétexte :* la prétendue attitude provocatrice de l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie. *Son vrai motif :* l'occasion favorable . . . Le cabinet serbe, s'il n'en avait tenu qu'à lui, eût donné à Vienne satisfaction sur tous les points. Il se préparait même à le faire quand, sur un ordre venu de Pétersbourg, il fit volte-face et prit un ton agressif. Transporté de joie, le prince Georges porta la nouvelle dans les rues de Belgrade. « La Russie mobilise, criait-il, nous mobilisons. » N'est-ce pas cela qui doit s'appeler de la provocation ? Comment ! L'Autriche-Hongrie en était encore à espérer que les Serbes lui donneraient les satisfactions que le souci de sa dignité, de son existence même, l'avait forcée de demander, et la Russie mobilisait pour enhardir ces mêmes Serbes à résister. C'était tout dire. La Russie provoquait la guerre non par amour de la Serbie, mais parce qu'elle voulait à tout prix profiter de l'occasion favorable.

Il fut clair comme le jour dès ce moment-là — on en trouve la meilleure preuve dans les télégrammes adressés par le tsar à l'empereur Guillaume — que le cabinet de Pétersbourg cherchait à dénaturer les faits à son avantage et était décidé à ne pas faire halte, ni à reculer en si bonne voie. Les Serbes conviennent aujourd'hui qu'ils obéissaient alors aux ordres

de la Russie. Dernièrement, on pouvait lire dans le *Rjetch* paraissant à Pétersbourg : « La Serbie repousse maintenant le reproche qu'elle aurait causé la guerre et elle déclare qu'elle n'a agi que comme instrument et comme avant-garde de l'empire des tsars. »

L'ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg, M. Buchanan, voyant clairement l'imminence du danger, s'efforça de le conjurer. Il fit savoir à son gouvernement que seul un sérieux avertissement à l'adresse du cabinet russe, avec mise en demeure de rapporter son ordre de mobilisation, pourrait encore sauver la paix. Or, que fit Grey ? Il jugea bon, et pour cause, de ne pas tenir compte de cet excellent conseil. L'eût-il suivi que l'occasion favorable eût pu échapper pour revenir quand. Et fait des plus significatifs qui n'est connu que depuis le jour où l'Italie finit par découvrir son jeu, il donna suite en revanche à un conseil que lui avaient suggéré le marquis di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères à Rome et son ambassadeur à Paris, M. Tittoni de faire entendre à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, à l'effet de les intimider, que l'Angleterre pourrait, dans le cas d'une guerre, se trouver dans la nécessité d'y prendre part. Par cette dernière démarche, Grey se démasqua tout à coup. Quel autre effet pouvait-elle avoir que celui d'attiser l'ardeur guerrière du parti de la guerre russe, en lui faisant prévoir l'assistance armée de l'Angleterre ?

En présence de la volonté montrée aussi bien par le gouvernement russe que par Sir Edward Grey de marcher de l'avant, le rôle médiateur de l'Allemagne devenait très difficile. Il le fut surtout à Pétersbourg où le tsar paraissait avoir été encouragé dans son intransigeance par M. Poincaré qui venait de lui faire visite. M. Paléologue, ambassadeur de France — ceci ressort de publications officielles anglaises — s'appliquait à faire du conflit austro-russe un conflit russo-allemand. A cet effet, il répandit dans les milieux politiques russes la version que l'Allemagne avait non seulement connu d'avance la vote austro-hongroise adressée à la Serbie, mais en avait inspiré la teneur. Le but du diplomate français était de faire porter à l'Allemagne la responsabilité de l'aggravation de la crise. Les télégrammes qu'il envoyait à son gouvernement en faisaient foi. Le 29 juillet, par exemple, il télégraphia que l'ambassadeur d'Allemagne avait fait savoir à M. Sazonoff que,

si la Russie ne rapportait pas ses mesures militaires, l'armée allemande serait mobilisée et il ajoutait que le ton tranchant pris par l'ambassadeur, avait déterminé le gouvernement russe à mobiliser dès le soir même treize corps d'armée contre l'Autriche-Hongrie. Or, le fait est que l'entretien dont il s'agit entre M. Sazonoff et le représentant allemand n'eut lieu que le 29 juillet à 7 heures du soir et que le comte de Pourtalès avait déjà appris ce jour-là à midi de M. Sazonoff que l'ordre de mobilisation de ces treize corps venait d'être donné. Il est difficile d'admettre que le ministre russe aurait pu faire une pareille communication au diplomate allemand et aurait négligé de la faire au diplomate français.

A Londres, Sir Edward Grey ne lâchait pas l'occasion favorable. Eût-il voulu du reste encore la laisser échapper qu'il n'eût plus été en état de le faire. Il se trouvait pris dans une intrigue qu'il avait contribué à nouer. Il devait tirer les conséquences logiques de sa politique et agir conformément à ses obligations. Rien n'aurait donc pu — pas plus les démarches loyales de l'ambassadeur d'Allemagne que n'importe quelle autre démarche — le détourner de la voie où il se trouvait engagé. Qu'on lise pour s'éclairer à ce propos le passage suivant d'une lettre adressée à un ami américain par le célèbre savant anglais Frederick C. Conybeare, professeur à l'université d'Oxford (cette lettre publiée dans la revue américaine *The Vital Issue* a été reproduite *in extenso* dans le dernier numéro de la *Revue de Hongrie*). « Le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, ayant eu avec Grey un entretien au cours duquel il avait fait à ce dernier des ouvertures conciliantes, le cabinet anglais attendait de Grey qu'il fît savoir si l'Allemagne se montrait en quelque sorte accommodante. Le cabinet anglais était absolument d'avis qu'il fallait faire des concessions réciproques et tout ce qu'il souhaitait, c'était un compromis propre à empêcher un conflit avec l'empire allemand. Grey savait donc que, s'il faisait rapport au cabinet sur les ouvertures du prince Lichnowsky, le cabinet n'hésiterait pas à les accueillir favorablement. Mais comment aurait-il pu du même coup faire face à ses engagements secrets vis-à-vis de la France et de la Russie ? Pour se tirer de cette impasse, il recourut à l'expédient du silence » etc.

A Paris, M. Isvolsky triomphait. Le seul homme qui

eût pu encore, au dernier moment, entraver sa politique, M. Jaurès, venait de disparaître tragiquement. Ravi de joie, il s'écria : « C'est ma guerre . . . » Oui, c'était sa guerre comme c'était celle que feu le roi Edouard avait rêvée. De connivence sans doute avec M. Paléologue à Pétersbourg, il s'appliqua, en recourant à tous les expédients possibles, à créer en France l'état d'esprit nécessaire. Comment il s'y prit avec ses puissants auxiliaires français, le *Manchester Guardian* nous le dit : « Le 26 juillet, écrit ce journal, eut lieu à Paris une grande démonstration contre la guerre. En province également, l'opinion était bien loin d'être belliqueuse. On jugeait qu'il serait stupide de se battre pour la Serbie. Le 31 juillet, le gouvernement français fit publier une communication suivant laquelle le gouvernement allemand avait spontanément décrété l'état de guerre comme prélude à la mobilisation. Cela eut pour effet de provoquer une grande irritation des esprits. Le cabinet de Paris avait escamoté la nouvelle que la Russie avait encore plus tôt ordonné la mobilisation et que la mesure prise par l'Allemagne n'avait été qu'une riposte à la mesure russe. On eut par conséquent l'impression que l'Allemagne avait l'intention d'attaquer la France et il s'ensuivit un complet revirement dans l'opinion . . . »

*

Tout cela considéré de bonne foi, avec impartialité, peut-on encore, en répondant à la question : Qui a voulu et provoqué la guerre, hésiter à disculper complètement François-Joseph et Guillaume II ?

Non, mille fois non . . . Bien au contraire, on acquiert la conviction que tous deux, ils ont toujours fait l'impossible pour empêcher le conflit comploté obstinément par l'adversaire. Un jour viendra certainement où cette vérité, la seule vraie, — les passions déchaînées dans plusieurs pays s'étant apaisées — percera les ténèbres de l'erreur pour luire d'un pur éclat dans le monde entier. Ce jour venu, pour avoir lutté héroïquement, à seule fin de défendre leur existence et leur bon droit menacés, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie recevront un tardif tribut d'admiration des peuples de l'Entente . . . enfin détrompés.

Fr. Du Bois.

# LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

Bien que la presse ententiste ne cesse de régaler ses lecteurs de contes plus ou moins fantaisistes pour leur inspirer confiance dans la «victoire définitive» des Alliés, on n'en peut pas moins constater que l'harmonie qui devrait régner entre les puissances de la Quadruplice se trouve assez sérieusement menacée. Les trous dans la cuirasse diplomatique et militaire de l'Entente deviennent de plus en plus nombreux.

Les Français commencent à se rendre compte qu'ils sont les dupes de l'Angleterre et que «l'effort de l'empire britannique ne correspond pas à sa puissance». On peut juger du mécontentement de la France par les justifications plus ou moins déguisées qui apparaissent dans des articles inspirés sans doute par le gouvernement anglais et qui se multiplient dans la presse ententiste. Voici, par exemple, ce que répond l'Angleterre officielle à ceux qui trouvent — et leur nombre est légion en France — que l'effort britannique est insuffisant, puisque c'est à peine si, sur un front de plus de quatre cents kilomètres, les Anglais en défendent soixante-treize:

«Eh bien, l'on se trompe. L'effort anglais a été extraordinaire, tout à fait extraordinaire. Il faut se rappeler qu'en Angleterre le service obligatoire n'existe pas et que l'armée de terre, bien qu'excellente, ne forme qu'un noyau infime en comparaison avec les armées des puissances continentales.

Et cependant, avec quelle célérité, quelle ardeur l'Angleterre s'est appliquée à faire disparaître cette infériorité du nombre!

Oui, l'effort de l'Angleterre est formidable à tous les points de vue. Avec le calme et la ténacité qui la caractérisent elle a pris l'invincible décision d'abattre l'Austro-Allemagne. Elle a fait sortir de terre une armée. Déjà une faible partie de ses troupes se sont couvertes de gloire sur le continent. Demain, méthodiquement, d'autres contingents, instruits, bien armés et bien équipés viendront renforcer les premiers. Et l'effort continuera, sans répit, sans trève, effrayant par son ordre, son calme et son extraordinaire ampleur. L'effort de l'Angleterre ? Il est comme le soleil : les aveugles ne le voient pas.»

Ce beau plaidoyer à l'adresse de la France ne semble pas avoir produit l'effet voulu, car, dans beaucoup de journaux français, on recommence à implorer le secours des Japonais et, en même temps, à reprocher à l'Angleterre, «puissance particulièrement autorisée pour traiter avec le gouvernement de Tokio» de ne les avoir pas décidés à venir en aide aux Alliés «victorieux». C'est un collaborateur de la *Libre Parole* qui, après MM. Pichon et Clémenceau, insiste sur la nécessité du débarquement de l'armée japonaise en France : «Les adversaires de la venue en Europe des Japonais déclaraient naguère que l'appui de l'armée japonaise était inutile, parce que les Alliés étaient parfaitement de taille à abattre l'Austro-Allemagne. De ce fait, il était donc inopportun de se lancer dans une opération ayant de graves inconvénients. A l'époque, on escomptait déjà l'intervention italienne et on servit cet argument : nous n'avons pas besoin des Japonais, car, au printemps, nous aurons à nos côtés les Italiens déclanchés,(1) alors que les Russes sont obligés de reculer devant la pression des Austro-Allemands !»

«A mon humble avis, tous les arguments qu'on fit valoir, à ce moment-là, pour réclamer la prompte participation des Japonais à la guerre européenne subsistent plus forts que jamais après le recul de l'armée russe. Les gens résolus et

(1) Cela prouve une fois de plus que les compatriotes de M. d'Annunzio étaient déjà en train de s'engager aux côtés de l'Entente, lorsqu'ils faisaient encore semblant de traiter avec nous pour arracher des territoires à la monarchie austro-hongroise.

maîtres d'eux-mêmes — et il faut que présentement nous le soyons — ne se leurrent pas. Il ne s'agit donc pas d'essayer d'expliquer, comme on l'a fait trop souvent, l'échec incontestable que vient d'éprouver l'armée russe pour des raisons stratégiques. Ce serait enfantin et nuisible à nos véritables intérêts, d'autant que nos alliés ont combattu depuis le commencement de la campagne avec un courage et une ténacité admirables et que, cette fois-ci encore, ils n'ont cédé du terrain qu'après avoir infligé à l'ennemi des pertes terribles. (?) Encore une fois, regardons la réalité en face et disons-nous que les Austro-Allemands qu'on nous avait représentés comme à bout de forces, manquant de munitions et à la veille d'être privés de pain, sont encore redoutables et capables des plus grands efforts. Or, il faut les vaincre — les vaincre à tout prix.»

Comme on voit, le publiciste de la *Libre Parole* ne se berce pas d'illusions au sujet de l'armée russe. Il reconnaît qu'elle a lutté avec un courage et une ténacité admirables — ceci est vrai —, mais ni les beaux discours des Anglais, ni les louanges qu'il décerne lui-même aux Russes ne l'empêchent pas d'exalter le Japonais qui «est un soldat hors pair». L'armée du tsar a fait ou plutôt n'a pas fait son devoir; on voudrait donc maintenant pouvoir saluer le soleil levant de l'Extrême Orient! C'est le crépuscule de la Russie.

Du reste, pour apporter une autre preuve de l'harmonie qui désunit les Alliés, nous n'avons qu'à lire un article paru dans la *Gazette de Lausanne,* journal ententiste s'il en fut. Ici on tape sans aucun ménagement sur la pauvre Russie, parce que — selon l'avis de l'auteur de l'article en question — elle est incapable de renoncer à «s'emparer de vive force de villes et de provinces sur lesquelles elle n'a aucun droit, et à abandonner certains lambeaux de terre qu'elle détient indûment». Il s'agit des concessions territoriales que la Russie devrait consentir au profit des peuples balkaniques qui, réunis en un bloc aux côtés de l'Entente, pourraient, naturellement, hâter «la victoire définitive». L'auteur de l'article en question s'élève contre la politique d'agrandissement de la Russie qui est en contradiction flagrante avec le principe des nationalités, proclamé par les alliés. «Une fois maîtres des deux tiers de la Galicie, les

Russes se sont conduits en dominateurs. Le comte Bobrinsky, gouverneur des territoires conquis, a déclaré que la Galicie avait fait partie de tout temps de la Grande-Russie et que russe elle allait redevenir ... ce qui était justifier un acte de violence par une aberration historique. Et si l'on garda quelques ménagements vis-à-vis des Polonais, on se mit incontinent à persécuter les Ruthènes uniates sous prétexte qu'ils avaient été orthodoxes quelque trois siècles auparavant. De même pour la Bukowine, ancienne province turque dont la population est à moitié roumaine, il a été entendu qu'elle allait former un district russe. Enfin, quand les Alliés eurent inauguré leur malheureuse attaque des Dardanelles, le bruit s'est répandu qu'ils travaillaient pour le tsar, que l'aigle russe allait prendre son vol vers Constantinople. Et personne ne l'a démenti.

Qui donc est responsable de ces désirs immodérés? Est-ce le souverain? Il ne paraît même pas capable d'avoir de l'ambition. Est-ce le grand-duc Nicolas? Il est trop avisé pour disposer des dépouilles avant la victoire. Est-ce la nation? C'est tout au plus si elle se préoccupe un peu de *Tsargrad*, pour le reste elle ne réclame pas de conquêtes ... Alors il faut bien que ce soit le groupe des réactionnaires courtisans, grands seigneurs ou parvenus, aussi puissant aujourd'hui que jamais, toujours désireux d'agrandissements, parce qu'il est avide d'affaires et avide d'argent, qui, non content de gâter le pays au dedans, compromet son attitude vis-à-vis de l'étranger.

Car il faudrait après cela une belle dose de naïveté chez les petits peuples limitrophes pour qu'ils épousent la cause de la grande Russie et contribuent à assurer le succès de ses armes.»

La conclusion à laquelle le collaborateur de la *Libre Parole* arrive, est tout à fait désobligeante pour la Russie: «Ce n'est qu'en utilisant l'élan irrésistible que donne la défense d'un principe que l'Europe viendra à bout de l'énorme force militaire de l'Allemagne qui, en dépit des calculs les plus subtils, semble croître à mesure que la guerre avance.(1)

(1) Entendez-vous cela, oh! prôneurs de la «guerre d'usure»?

Et puis il est parfaitement abusif qu'un empire incapable de munitionner ses troupes, qui se fait battre toutes les fois qu'il prend l'offensive, prétende à des conquêtes. Les journaux anglais et français, par égard pour leurs alliés, évitent cette constatation ; les neutres n'ont pas les mêmes raisons de se taire.»

Nous répétons que c'est dans la *Gazette de Lausanne* que cet article vient de paraître ; sous prétexte d'être neutre, on y dit des vérités un peu dures à l'allié russe. Décidément, la confiance dans la toute-puissance de l'armée moscovite semble un peu ébranlée . . .

Pour en finir, citons un article du *Journal des Débats*. Il est surtout significatif de ce fait qu'un journal français se voit obligé de partir en guerre contre les divagations et les mensonges de la presse ententiste : «L'opinion française est exposée à de nombreux risques d'erreur. Elle puise quotidiennement ses impressions à des sources d'informations où les inexactitudes et la fantaisie se distinguent mal de la vérité. Par exemple, le public a lu trop souvent depuis six mois que l'Allemagne allait être affamée, que les denrées de première nécessité y avaient atteint des prix inabordables, que la foule se répandait dans les rues en réclamant la paix, ou encore que tout allait craquer en Germanie faute d'argent. La presse française s'est jetée avidement sur les nouvelles de ce genre venues plus ou moins directement d'Allemagne, et le public français les a trop prises au sérieux».

«De même pour les finances. Contrairement à l'attente de beaucoup de spécialistes, l'Allemagne a supporté sans fléchissement apparent les charges financières d'une guerre qui engloutit les milliards par dizaines. Elle a dû pour cela, il est vrai, recourir à des «trucs» qui ont été souvent exposés. Elle accumule une dette formidable qu'elle sera dans l'impossibilité de payer.(1) Elle marche à la banqueroute. Mais la catastrophe financière ne se produira qu'après la guerre. Jusque-là, le Trésor allemand payera ses dépenses intérieures avec du papier que le public acceptera sans observation. Quant aux dépenses payables à l'étranger, il y fera face

(1) Ne vous cassez pas la tête là-dessus !

encore assez longtemps au moyen d'expédients où il est passé maître. Les Alliés ne doivent pas compter sur l'épuisement financier de l'Allemagne pour terminer la guerre.(1)

De même aussi pour les munitions. On s'est trop félicité chez nous de la pénurie en Germanie de certains métaux indispensables à la fabrication des munitions. A défaut de métaux, à supposer qu'ils en aient réellement manqué, les chimistes allemands ont trouvé de quoi entretenir la fabrication régulière des projectiles de toute espèce. Jamais les armées de Guillaume II n'ont prodigué les obus autant que dans ces derniers mois. En Galicie, elles en ont tiré jusqu'à 700.000 en un seul jour sur un seul secteur du front. Ne nous berçons donc point de fallacieuses illusions. Notre public et notre administration n'ont déjà que trop de propension à s'en remettre à la Providence.»

«Il est encore une autre légende, qui se répand avec une surprenante rapidité: l'Allemagne veut la paix, l'Allemagne implore la paix! A cette nouvelle, le lecteur enorgueilli se redresse. Il discute et fixe ses conditions. Il partage l'ancien et le nouveau monde. Il consacre à ces spéculations diplomatiques des efforts cérébraux et une ingéniosité qui seraient mieux employés à l'organisation méthodique de nos ressources nationales de toute nature. En vérité, nombre de personnes s'imaginent avoir déjà participé à la victoire en indiquant la façon dont on doit l'exploiter. Chacun recommande impérieusement ses combinaisons. Il y a là une débauche nuisible à la santé publique. L'Allemagne ne songe point à demander la paix: elle ne pense qu'à l'imposer. La paix qu'elle «accepterait» aujourd'hui serait celle qui lui permettrait de reprendre, à coup sûr cette fois, sa tentative d'hégémonie universelle. Nous donnerions un triste exemple au monde en prenant au sérieux les articles de quelques journaux sans autorité. *Laboremus.*»

(1) Les Alliés feraient bien, une fois pour toutes, de ne pas croire que ce seront eux qui termineront la guerre: cela sera l'affaire des vainqueurs.

DIPLOMATE.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 juillet 1915.

L'anniversaire de la guerre générale est passé et rien ne semble indiquer que celle-ci est près de finir. Au contraire, le *Times* trouve bon de déclarer qu'avant deux ans les Alliés ne seront même pas en état d'«écraser définitivement l'ennemi» et il leur faudra au moins neuf mois avant de pouvoir entamer une «offensive victorieuse». L'honorable quotidien anglais fait ses calculs sans son hôte; il parle comme si la décision des Alliés était pour grand'chose dans le cours que prendront les événements de la guerre. Il semble oublier que, depuis un an, nous avons déjà eu mainte occasion de constater le fiasco de ses prédictions ridicules et l'écroulement de tous ses projets grandioses en vue de notre anéantissement. Les bons Anglais se considèrent encore comme les maîtres du monde et parce qu'ils sont parvenus à duper les Français et les Russes et, tout dernièrement, les Italiens, ils pensent que tout le monde prend au sérieux leurs rodomontades. Ils n'entendent pas nous vaincre avant deux ans, nous devons patienter jusque-là; notre écrasement ne commencera pas avant neuf mois; mais de ce que nous pouvons nous aviser de faire dans cet intervalle, le *Times* ne souffle mot. Il a raison. Parce que ce qui va se passer pendant ces neuf mois, ne se prête point à des prophéties agréables pour les Alliés.

Le dernier acte de la tragédie russe qui se déroule maintenant sur les champs de bataille de la Pologne, en Courlande et en Galicie devrait cependant leur faire pressentir le sort qui les attend. Les journaux neutres, voire même

ententistes parlent couramment d'une catastrophe imminente de l'armée russe dont la portée peut devenir incommensurable. Nous nous bornons simplement à constater que les troupes austro-hongroises et allemandes ont déjà tourné Varsovie de trois côtés; que le passage du Narew a été forcé d'Ostrolenka à Pultusk et que la forteresse d'Iwangorod se trouve complètement cernée. On a l'impression d'entendre le grondement d'un orage formidable qui balayera peut-être tout l'échafaudage d'erreurs et de mensonges qu'ont construit nos ennemis.

Sur les autres fronts, calme relatif. Les Français ont eu à enregistrer, durant la quinzaine écoulée, quelques légers succès locaux; par contre, les Allemands ont remporté, dans les combats de l'Argonne qui se sont développés du 20 juin à mi-juillet, des avantages très considérables; ils se sont emparés de quelques positions stratégiques, ainsi par exemple, de la hauteur 285 et ont fait 7125 prisonniers parmi lesquels 116 officiers.

Sur le front italien, bien que plus de deux mois soient déjà passé depuis l'entrée en lice de l'Italie, nous maintenons toutes nos positions; l'ennemi n'a pas fait un pas en avant. La deuxième bataille de Gorice a fini, la 28 juillet, par un échec des plus sanglants pour les Italiens; le feldmaréchal Höfer a évalué leurs pertes à 100.000 hommes. «L'histoire seule — dit-il dans son bulletin officiel — estimera à sa juste valeur les faits d'armes accomplis par nos soldats et leurs chefs victorieux dans cette lutte défensive.»

Aux Dardanelles la situation est inchangée.

HISTORICUS.

# PRO DOMO

Dans un article de fond du 9 juillet de *La Roumanie*, où il discute l'étude du comte Jules Andrássy, parue dans la *Revue de Hongrie* sur *Les garanties d'une paix durable*, M. Take Jonesco prend à partie notre périodique qui, bien que rédigé en français et couronné par l'Académie française, «mène la lutte contre l'Entente et la France».

Nous évitons autant que possible les polémiques, mais comme quelques organes quadruplicistes ont exprimé un reproche analogue, nous tenons à préciser notre point de vue à cet égard.

Il y a plus de huit années que le premier numéro de la *Revue de Hongrie* a paru. Or, dans ce premier numéro il a déjà été dit ce que dit encore aujourd'hui le programme inscrit à la deuxième page de la couverture de notre périodique: «La *Revue de Hongrie* est une revue hongroise rédigée en langue française». Il en découle tout naturellement que, dans le conflit actuel, notre Revue devait épouser la cause de la Hongrie contre ses ennemis. C'est une vérité si simple qu'elle échappe à certains esprits délicats du calibre de M. Take Jonesco, et au modèle de correction qu'il cite: M. Salandra, par exemple. Le *Morning Post* qui, à propos de l'article en question du comte Jules Andrássy, s'occupe (dans son nº du 10 juillet) également de la *Revue de Hongrie*, est plus équitable que le politicien roumain et consorts; le quotidien londonien semble trouver naturel que la Hongrie se serve conformément à ses intérêts de notre organe, «très répandu dans les pays neutres et en France.»

Le fait de paraître en français ne pouvait rien changer à notre attitude; précisément parce que la *Revue de Hongrie* s'était donné pour mission de représenter notre pays à l'étranger, elle a choisi le français, langue internationale par excellence. En décernant une de ses couronnes à notre périodique, l'Académie Française avait sans doute voulu exprimer par là qu'elle en reconnaissait la tenue irréprochable au point de vue littéraire, mais son geste n'engageait et ne pouvait engager en aucune façon la ligne de conduite dans la politique que nous devions suivre.

Nous regrettons beaucoup que la France se trouve actuellement parmi nos adversaires, mais nous luttons surtout contre son allié le moscovitisme, qui menaçait de ruine l'existence de l'État millénaire hongrois. Malgré tout, on a, chez nous, beaucoup de sympathie pour la France; il serait désirable que cette sympathie fût payée de retour. Espérons qu'une fois cette guerre néfaste terminée, on pourra rétablir les bons rapports qui existent de longue date entre Hongrois et Français. Mais, en attendant, nous ferons notre devoir, comme les Français font le leur.

LA RÉDACTION.

---

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET C°.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

**TRANSYLVANIA SEC.**

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

## BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 200 | — |
| 620 | — | *a.* | Vienne (Marchegg) | *d.* | 925 | — |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | — |
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *a.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 910 | 720 |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | *d.* | **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | *a.* | Innsbruck ..... | *d.* | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | *a.* | **Buchs** ..... | *d.* | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | *d.* | **Buchs** ..... | *a.* | 203 | 142 |
| 209 | 656 | *a.* | **Zurich** ..... | *d.* | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | *d.* | **Zurich** ..... | *a* | 1033 | 1125 |
| — | — | *d.* | Bâle ..... | *a.* | 607 | — |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *d.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 850 | 720 |
| 725 | 1235 | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest. ... | *a.* | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... | *d.* | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | *d.* **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | *a.* **Salzbourg** ..... | *d.* | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | *d.* **Salzbourg** ..... | *a.* | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | *a.* **Munich** ..... | *d.* | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | *d.* **Munich** ..... | *a.* | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | *a.* Strasbourg ..... | *d.* | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | *d.* Strasbourg ..... | *a.* | 336 | 824 | 139 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest**..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest** Est..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* | Zimony ..... | *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* | Tzaribrod ..... | *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* | **Sofia**..... | *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* | **Sofia**..... | *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* | Sarembey..... | *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* | **Constantinople** ..... | | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* | Verciorova ..... | *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* | Verciorova ..... | *a.* | — | 840 |
| — | 139 | *d.* | Crajova..... | *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* | Pitesti ..... | | — | — |
| — | 634 | *a.* | **Bucarest**..... | *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* | **Bucarest**..... | *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* | Constanza ..... | *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* | Constanza port ..... | | — | — |
| — | 1130 | *d.* | **Constanza** ..... | *a.* | — | 500 |
| — | ** 1200 | *a.* | **Constantinople**..... | *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* | Vienne Ostb. (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* | **Budapest Est** ..... | *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* | **Vienne** Westbahn... | *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* | Passau ..... | *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* | Passau ..... | *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* | Nurnberg..... | *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* | **Francfort** ..... | *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* | **Cologne** ..... | *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* | **Cologne** ..... | *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* | **Bruxelles**..... | *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* | **Bruxelles**..... | *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* | Ostende Quai ..... | *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 220 | | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | 1250 | 935 | — |
| 935 | | *d.* | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| 958 | | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* | **Budapest** Ouest | *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* | **Zsolna** ..... | *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* | **Oderberg**..... | *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* | **Budapest** Ouest. | *a.* | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | *a.* | **Oderberg** ..... | *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* | **Oderberg** ..... | *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* | Granica ..... | *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* | Granica ..... | *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

*N° 24 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 15 AOUT 1915

# REVUE DE HONGRIE

**Couronnée par l'Académie Française**

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — L'ANGLETERRE ET LA GUERRE, par **M. Guillaume de Ruttkay**, ancien Délégué du Ministère R. H. du Commerce à Londres ..... 1

II. — MENSONGES CRIMINELS, par **R.** ..... 13

III. — UNE CRITIQUE DE LA POLITIQUE NAVALE FRANÇAISE DANS UNE GUERRE CONTRE L'ANGLETERRE. — Lettre adressée au Directeur, par **M. Jules de Végh** ..... 20

IV. — LA VIE A BERLIN ..... 24

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 29

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**PARIS**

HACHETTE ET Cie — Messageries et Journaux — 8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER — Service de la Librairie étrangère — 174, Bd ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE — (Succursale) — 58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE

PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| HONGRIE ET AUTRICHE | un an | 25 cour. |
| ALLEMAGNE | un an | 25 marcs. |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE | un an | 30 francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# L'ANGLETERRE ET LA GUERRE[1]

La situation des hommes civilisés varie et se renouvelle sans cesse. Chaque siècle qui passe sur un peuple n'y laisse jamais la même manière d'être, les mêmes intérêts, les mêmes besoins qu'il y a trouvés.

*Thierry.*

Peut-on admettre qu'un peuple petit par le nombre puisse, même avec le plus grand courage et le plus grand talent politique du monde, embrasser une si vaste étendue de territoires ? Un tel empire peut subsister pendant un certain temps, mais il s'écroulera soudainement.

*Bacon.*

Une révolution est en train de s'accomplir en Angleterre : l'aristocratie y fait place à la démocratie. L'ancien ordre de choses subit une profonde transformation. Cette période de transition a de graves inconvénients ; on ne voit plus les avantages qu'avait, malgré ses imperfections, l'ancien état de choses, et le nouveau n'est pas encore devenu définitif que les défauts en sont déjà visibles. En Angleterre le régime aristocratique et féodal est parvenu à l'extrême limite de la vieillesse et la démocratie jette sa gourme.

Dans l'Angleterre moderne, la démocratie s'est engagée dans une voie telle qu'il semblerait que des réformes sociales fondamentales ne pussent être accomplies, au sein de l'État, sans luttes de classes ayant pour mobiles l'égoïsme et la cupidité.

[1] *La rivalité anglo-allemande.* Tel est le titre de l'ouvrage hongrois, très intéressant et palpitant d'actualité, auquel nous empruntons ce chapitre que nos lecteurs apprécieront sans doute à sa juste valeur.

La démocratie, à ce qu'il semble, ne s'inspire pas d'idéalisme, mais uniquement de principes matérialistes dérivant d'un utilitarisme exagéré. La démocratie anglaise compte parmi ses champions un grand nombre d'hommes très instruits, sincères et honnêtes, mais ils ne sont pas assez forts pour lutter avec succès contre les courants d'idées dominants, les agitations sociales et politiques. Voici comment un distingué sociologue suédois, Gustave F. Steffen, caractérise la situation dans son ouvrage sur la démocratie anglaise : « En voyant combien les classes qui prennent la place de l'aristocratie sont les porte-bannières du conservatisme, de la paresse et de l'égoïsme et les ennemies les plus acharnées de tout idéalisme élevé, on a le sentiment que l'ordre social est ébranlé jusque dans ses fondements. »

Il y a beaucoup de personnes qui voient dans cet ébranlement de l'ordre social une conséquence de la démocratie. J'ai entendu plus d'une fois dire à des Anglais de la vieille souche que la démocratie ne leur convenait pas, qu'elle était diamétralement opposée à leur tempérament national.

Il serait injuste de condamner en bloc le peuple anglais. Il y a encore des idéalistes qui voudraient assurer la conservation de l'empire britannique sur des bases morales et par des moyens pacifiques, mais chez les classes dirigeantes et chez les hommes qui exercent le pouvoir dans leur intérêt, le mobile est toujours la cupidité engendrée par le matérialisme.

Une révolution s'accomplit aussi dans la société anglaise d'aujourd'hui. Sous l'influence de la France et de l'Amérique, le caractère insulaire typique de l'Anglais subit une lente transformation. Elle est sensible dans la mentalité, la manière d'entendre la vie, les usages, en un mot partout, à commencer par la famille, jusque dans les institutions sociales et dans le fonctionnement de l'État. On peut dire de l'Anglais qu'il se continentalise.

Si c'est juste au moment où l'organisme politique et social de l'Angleterre présente tant de symptômes morbides des périodes de transition que les dirigeants ont déclanché une guerre sans pareille dans l'histoire : les raisons ne peuvent en être que la crainte, la jalousie et la haine. John Wesley avait raison de dire que « les passions et les préjugés gouvernent le monde ».

Sans parti pris et en se plaçant au point de vue anglais, on reconnaîtra que les hommes responsables des destinées de l'Angleterre ont une tâche difficile. Empêcher de se dissoudre et assurer dans l'avenir la conservation de l'empire britannique qui a mis des siècles à se constituer, est certainement un problème compliqué.

Le monopole du commerce universel sur lequel est fondé l'impérialisme colonial ne peut guère, dans les conditions économiques où nous vivons, être maintenu sans une politique étrangère agressive. « Ote-toi de là que je m'y mette » : telle est la règle de conduite que l'instinct de la conservation ordonne de suivre à l'égard d'autrui.

L'administration d'un empire composé de pièces et de morceaux dispersés sur toute la face du globe exige la « suprématie navale », sans quoi les communications entre les parties de l'empire ne seraient plus assurées. Reconnaissant donc que la configuration géographique toute particulière d'un empire mondial sans exemple dans l'histoire crée une situation difficile aux hommes qui ont en Angleterre la responsabilité du gouvernement, nous pouvons juger avec une certaine indulgence — en théorie du moins — la politique qui devait aboutir à déchaîner la guerre générale.

Les hommes à qui sont confiées les destinées de l'Angleterre voyaient sa suprématie économique compromise par la prospérité croissante de l'Allemagne. Selon eux, la perte de la suprématie économique devait fatalement entraîner celle de l'hégémonie politique. Ils croyaient fermement au péril du pangermanisme. Ils soupçonnaient les « junker » prussiens et les adeptes du pangermanisme de projeter la constitution d'une grande Allemagne par l'annexion des provinces allemandes de l'Autriche et de la Russie, ainsi que de la Hollande, de la Belgique, du Danemark et de la Suisse. L'Angleterre ne se sentait pas de force à tenir tête à un empire allemand aussi puissant.

Un jeune et distingué membre du parti conservateur, lord Percy, avant qu'il fût encore question de la guerre générale, exposait dans le *National Review* (n° d'avril 1914) les principes dont la défense nationale doit s'inspirer. Voici son raisonnement :

L'histoire nous apprend qu'il a toujours existé en Europe un grand État militaire aspirant à l'hégémonie. Charlemagne,

Napoléon et le Saint-Empire romain en sont la preuve. Voici en quels termes s'exprime ce noble lord au sujet des conséquences que la fondation d'un tel empire aurait pour la puissance britannique : « Il y a une justification historique de l'idéal pangermanique ; et il n'y a qu'une raison pour laquelle il ne peut pas être accepté. C'est que sa réalisation signifierait la fin de la France comme grande puissance et la dissolution de l'empire britannique. »

Ainsi l'écrasement de la France et la constitution d'un grand empire allemand, maître des côtes au sud-est du Canal auraient pour conséquence, selon les hommes d'État anglais, de reléguer la puissance de l'Angleterre parmi les souvenirs du passé. Ce serait, à leur avis, une relation de cause à effet.

Les Anglais sont partis en guerrre pour deux raisons. L'une est la crainte de l'hégémonie allemande, parce que, en dépit de toutes les déclarations de la diplomatie allemande et de l'empereur, ils étaient persuadés que les Allemands aspirent ou aspireront tôt ou tard à la suprématie. Ils ne se fiaient pas aux promesses de l'Allemagne et lui attribuaient l'intention d'écraser la France, ce qui aurait été la ruine de l'Angleterre.

L'Anglais, conquérant par tempérament, ne peut pas se figurer qu'une race énergique comme la race allemande n'aspire point à la domination universelle. « C'est quelque chose de très naturel, nous avons fait la même chose », se disent-ils.

L'autre cause de l'intervention anglaise est le désir de faire obstacle à l'accroissement de la puissance économique et navale de l'Allemagne, laquelle en continuant de progresser dans la même mesure que jusqu'ici, mettait en péril, pensait-on, la suprématie économique et navale de l'Angleterre, fondement de sa puissance. Ils tenaient pour maxime qu'il n'y a pas de place pour deux maîtres dans le même logis.

L'état d'éparpillement de leurs colonies exige que les Anglais possèdent la maîtrise des mers, et c'est ici que la menace allemande les touchait de plus près. « L'Allemagne eut l'impudence de défier notre suprématie sur les mers. » A cette idée tous les Anglais rugissaient d'indignation. Le peuple qui prétend naviguer à son gré sur les flots de l'Océan est à leurs yeux un usurpateur, ce privilège ayant été conféré par la Providence à la Grande-Bretagne !

Cette mentalité explique l'intervention de l'Angleterre.

Être ou ne pas être ? c'est ainsi qu'ils voyaient la question se poser pour eux. Abdiquer ou lutter pour l'existence : ils n'apercevaient pas d'autre solution. Leurs hommes d'État n'ont pas recherché la guerre, ils ne la voulaient pas ; c'est la crainte qui les y a poussés.

Sir Edward Grey avait conscience de l'effroyable responsabilité et ne l'a assumée qu'à regret. Il fit des démarches — inefficaces, il est vrai — pour empêcher le conflit universel d'éclater. Il était de bonne foi en proposant de soumettre le litige austro-hongrois-serbe à l'arbitrage des Puissances. Il est certain qu'en Angleterre on n'a point d'antipathie pour l'Autriche et la Hongrie, mais plutôt de la sympathie. Pas plus que les individus, les nations ne doivent faire fi des sympathies.

Si les ministres anglais avaient trouvé une échappatoire, ils l'eussent certainement saisie. Mais les maîtres de Downing-street étaient hypnotisés par le péril allemand et ils étaient tellement engagés vis-à-vis de leurs alliés qu'ils n'osèrent les abandonner quand la crise éclata. La « perfide » Albion se métamorphosa en « fidèle » Albion.

Ainsi les hommes d'État anglais, par suite de leurs accords avec la France et surtout avec la Russie, n'eurent pas le courage de faire acte d'indépendance. La pression des protagonistes de la politique de revanche en France et des apôtres du panslavisme en Russie les mettait dans une pénible alternative. S'ils abandonnent leurs alliés, leurs redoutables rivaux, les Allemands, remporteront à coup sûr la victoire et l'Angleterre aura pour jamais perdu la confiance de ses alliés. Ils tergiversèrent donc et eussent bien voulu sauver la paix, mais à condition que le point de vue russe prévalût dans le conflit austro-hongrois-serbe.

Il est hors de doute que c'est la décision prise par l'Angleterre qui a mis le feu aux poudres, — sans cela ni la France ni la Russe ne seraient parties en guerre.

Peut-être aussi que l'Angleterre ne voulut pas rester neutre dans le grand conflit pour qu'on ne pût la laisser de côté lors du règlement des questions balkaniques, car elle est accoutumée à voir son avis écouté en tout et partout. Elle n'avait point de sympathies pour les Serbes, mais aujourd'hui qu'ils sont devenus ses alliés, elle devait agir en conséquence.

A Londres il y avait des dispositions pacifiques, mais dans un recoin caché du cerveau des ministres était latente cette pensée : c'est l'occasion ou jamais d'en finir avec la rivalité allemande et, partant de ce principe : « we cannot let this opportunity slip away », ils se décidèrent pour la guerre. Ceux qui étaient contre — et il y en avait assez — apaisèrent leur conscience en se disant que le but patriotique justifiait les moyens.

La crise interne qui sévissait en Angleterre a également influé sur les résolutions du gouvernement qui voyait dans la guerre le moyen de détourner l'attention publique des dissensions intestines. Il voulut fortifier son autorité à l'intérieur par une victoire sur l'étranger.

Un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire d'Angleterre rend manifeste que le jour devait venir où ce pays entrerait en conflit avec l'Allemagne. L'Angleterre renierait toutes ses traditions en reconnaissant de son plein gré une autre puissance comme son égale. Le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères d'Allemagne, M. Jagow, a eu raison de dire que l'Angleterre aspire à la dictature politique sur le monde entier. Les Anglais se sont accoutumés à leur situation de première puissance du monde et s'y cramponnent convulsivement. Ils n'admettent pas que « tout passe, tout casse, tout lasse ».

Ces aspirations à la domination universelle n'existent que chez la classe dirigeante. Pour rendre populaires les voies et moyens par lesquels on compte les réaliser, on a ordinairement recours à une phraséologie idéaliste qui frappe l'imagination populaire. Ainsi, au commencement du XIX$^{e}$ siècle, lorsque l'Angleterre luttait contre Napoléon, on disait que c'était pour défendre la liberté du monde contre les Français et le despotisme militaire. Aujourd'hui, le mot d'ordre est la défense des petits peuples, la lutte contre la césaromanie, le militarisme allemands.

Les hommes d'État anglais ont toujours su exploiter au profit de l'ambition et de la cupidité insatiable de la classe dominante les grands mots bien sonores de liberté, de justice, etc. qui ont tant d'action sur l'âme populaire.

Au début de la crise européenne, l'opinion publique et la presse entière — y compris les journaux germanophobes et russophiles de lord Northcliffe — étaient pour la neutralité de l'Angleterre et s'exprimaient avec les plus grands éloges

au sujet des efforts sincères que l'empereur allemand faisait pour sauvegarder la paix. Mais quand elles virent que le parti de la guerre l'emportait à Pétersbourg, elles firent volte-face en faveur de la guerre. C'est ainsi qu'elles tournèrent casaque d'un jour à l'autre.

Pour créer un courant d'idées favorable à la guerre, il fallait mettre en avant la défense du Droit et de la Justice : on prit prétexte de l'entrée des Allèmands en Belgique. La presse sonna le clairon d'alarme. Les masses qu'une certaine presse excite depuis longtemps à la haine de l'Allemagne, furent facilement gagnées lorsqu'on leur parla de la brutale violation de la neutralité belge par les Allemands et qu'on leur dit qu'il y allait de l'honneur de l'Angleterre, etc. Les phrases ronflantes ne manquèrent pas leur effet. C'est ainsi que la guerre devint populaire.

Il y a une part de vérité dans cette affirmation que les Anglais sont intervenus dans l'intérêt de la Belgique, mais c'est en réalité pour leur propre défense qu'ils ont jugé bon d'entrer en lice. Aux yeux des Anglais, la sécurité de leur île est à la merci de la puissance qui possède le littoral belge. C'est Napoléon qui leur a fait voir le danger qui les menace de ce côté-là. Aussi avaient-ils été obligés d'entretenir à cette époque, depuis les côtes de Normandie jusqu'en Frise, une flotte si considérable que les frais d'entretien avaient failli causer la ruine de l'État.

La reconnaissance de la neutralité belge et hollandaise par les puissances avait été leur ouvrage.

Des professeurs d'histoire à l'université d'Oxford ont publié un livre où ils disent que l'Angleterre a pris les armes pour la défense des traités, de la parole donnée, de l'honneur national et de l'indépendance des petits peuples, nobles tâches qui coïncident heureusement avec ses intérêts vitaux. Ce qu'on représentait à la foule comme but désintéressé avait, pour des raisons d'ordre matériel, effectivement pesé sur la décision de l'Angleterre.

Sur qui retombe dans ce pays la responsabilité de la guerre ?

Voici brièvement, et en nous basant sur des observations faites à Londres au moment où la crise a éclaté, quel a été le rôle de l'Angleterre dans le déchaînement de la guerre mondiale.

Le sort en a été jeté par quelques fanatiques et quelques casse-cous à qui la colère, l'orgueil et la peur avaient fait

perdre la tête. Le parti libéral qui, dans l'Angleterre d'aujourd'hui, fait profession de servir les idées de progrès, s'est, en réalité, engagé dans le labyrinthe de la réaction et s'efforce de faire revenir l'Histoire en arrière.

L'anarchie, le manque d'esprit de suite, le désordre chaotique qui caractérisent l'Angleterre moderne — sont pour beaucoup dans la funeste résolution qui a été prise.

D'après la constitution, c'est le Parlement qui décide de la paix et de la guerre. Est-ce le Parlement qui en a décidé cette fois ? Non. Il a été mis en face d'un fait accompli. C'est le cabinet qui a décidé pour la forme, mais la résolution de provoquer la guerre ainsi que le choix des moyens propres à arriver au but ont été l'œuvre d'une coterie de diplomates et d'hommes politiques qu'il est inutile de nommer. C'est un fait que la guerre est sortie des délibérations d'un comité secret, d'un complot pourrait-on dire.

Il faut encore tenir compte d'une circonstance d'ordre psychologique.

La mentalité des politiques et des hommes d'État anglais diffère de celle qui règne sur le Continent. Ils ne sont point ignorants, sans culture intellectuelle ; ils lisent, ils écrivent même des livres. Mais leur cerveau est autrement construit que le nôtre. Ils ne connaissent l'histoire universelle, celle de leur patrie, les choses d'Europe et le reste que du point de vue spécialement anglais. Ils voient tout avec des lunettes construites spécialement à l'usage d'insulaires et vivent dans un monde imaginaire. Leur confiance inébranlable en la supériorité de l'Angleterre les rend incapables de porter un jugement impartial lorsque leur pays et l'étranger sont en cause.

Il y a sans doute des exceptions, mais si peu !

Dans la politique comme dans l'administration, la majeure partie des postes sont confiés à des individus qui n'ont pas acquis les connaissances spéciales, de rigueur chez nous, et n'ont pas étudé le droit public ou constitutionnel. Ce sont généralement de bons sportsmen et, aux yeux de la foule, celui qui ne fait pas du sport n'est point qualifié pour exercer des fonctions politiques ou administratives. La carrière administrative n'exige point de connaissances théoriques, mais seulement du bon sens et une certaine pratique des affaires. C'est la même absence de principe directeur, la même super-

ficialité sur toute la ligne. Tout va comme dans le bon vieux temps : c'est le « muddle through » anglais.

La grave question de la paix ou de la guerre a été résolue de la même manière. Plusieurs ministres n'avaient pas conscience de la gravité de la décision qu'ils allaient prendre, d'autres ignoraient les engagements pris par leurs collègues ou ne connaissaient pas leurs véritables intentions. Quelques personnages voulaient à tout prix la guerre et ils intriguèrent si bien que l'Angleterre s'y jeta les yeux fermés et sans y être aucunement préparée.

C'est d'ailleurs ainsi que se passent ordinairement les choses dans ce pays, comme le reconnaît lui-même lord Wolsey, un descendant du fameux cardinal du même nom qui vivait au XVI^e^ siècle. Il dit : « Nous ne sommes jamais préparés pour la guerre et cependant nous n'avons jamais eu de gouvernement qui ait osé dire cette vérité au peuple. »

On n'a pas réfléchi non plus aux conséquences que cette guerre pourrait avoir pour le pays. On n'écoutait que la haine ; personne n'aimait l'Allemagne. Trois ministres démissionnèrent : lord Morley, le plus grand homme d'État de l'Angleterre de nos jours ; John Burns, ministre sorti de la classe ouvrière, et Trevelyan, secrétaire d'État, refusèrent d'assumer la responsabilité du conflit, sentant bien qu'il y allait de l'existence même de l'Angleterre.

Ils voyaient que le « muddle through » ne suffisait plus pour diriger les affaires d'un pays au XX^e^ siècle ; ils avaient le pressentiment que l'Angleterre en prenant part à la guerre commettait une faute qui aura pour elle des suites incalculables.

*

La Grande-Bretagne a vieilli, elle a la maladie des empires mondiaux : l'idée fixe qu'elle est éternelle et que sa puissance ne connaît point de bornes. Mais bien que cette croyance fût presque un article de foi pour les Anglais, ils n'ont pas fait tout ce qu'il aurait fallu pour la justifier. Il est vrai qu'ils ne cessaient d'accroître leur formidable flotte, mais, sur ce terrain même, ils n'étaient plus à la hauteur de leur tâche.

Ils ne se sont pas aperçus que, suivant les lois éternelles de la nature, le monde s'était transformé.

Ils ne se sont pas aperçus que d'autres nations, d'autres États avaient réalisé de tels progrès que la foi — justifiée peut-être dans une certaine mesure quant au passé — que la race anglo-saxonne avait dans sa mission civilisatrice, ne reposait plus sur rien. Ils ne se sont pas aperçus que cette prétendue mission était tout imaginaire, le XX$^{e}$ siècle pouvant se passer de ses bienfaits. Ils ne sont pas aperçus que l'Angleterre est presque devenue un État continental par suite du progrès des sciences techniques et des changements qui se sont opérés dans le monde entier et spécialement sur le continent européen et que les temps de la suprématie économique sont passés de même que les beaux jours où l'on s'adonnait sans souci au sport. Pour ce qui touche à la défense nationale comme à la vie sociale et à celle de l'État, l'Angleterre en est restée aux traditions du bon vieux temps.

La guerre universelle les tirera probablement de cet état de stagnation. Car, si l'Angleterre est malade, son mal n'est pas incurable. Il est probable que les rudes épreuves par lesquelles elle passe maintenant la guériront. L'âme, la tête et, dans une certaine mesure, le corps sont malades, mais la source de la force morale et intellectuelle n'est point tarie. Bien que chez la population urbaine et les classes pauvres le physique soit aussi en dégénérescence, le peuple est en général robuste, et le principal facteur de la vie publique, l'esprit national, quoique subissant une éclipse passagère, est toujours vivant dans les masses.

Széchenyi, le grand homme d'État hongrois, parlant de l'Angleterre, dit entre autres : « Le secret de la civilisation et du progrès est dans l'esprit public ». Or cet esprit se fait encore sentir dans l'Angleterre malade d'aujourd'hui.

Un pays dont la population ne diminue pas, est vigoureux ; un pays où l'esprit public est vivant ne tombe pas facilement en décadence — surtout lorsqu'il s'est élevé si haut. Le plus grand danger qui menace l'Angleterre est le déclin du sentiment religieux. C'est le puritanisme qui a fait la force et la grandeur du peuple anglais. Si ce sentiment vient à mourir, la nation ne pourra plus se maintenir à la hauteur morale qu'elle a atteinte. Si le dépérissement moral qu'on observe depuis une vingtaine d'années n'est pas enrayé, la grandeur de l'Angleterre finira par n'être bientôt qu'un souvenir.

Abandonner le culte de Mammon pour revenir à la religion et relever le niveau de l'instruction publique, voilà ce qui peut encore sauver l'Angleterre. Les Anglais doivent réparer les fautes accumulées depuis des siècles par leur négligence. Ils doivent sortir de la torpeur qui engourdissait leurs facultés.

Cette guerre leur rappellera le cri d'alarme de « Wake up England ! » jeté, il y a une dizaine d'années, par le prince de Galles et lui donnera un retentissement tel que l'Angleterre sortira du sommeil léthargique où elle est plongée. Sinon, elle disparaîtra comme grande puissance de la scène du monde, selon la parole de Gœthe : « Du musst steigen oder sinken ».

Pour qui connaît l'Angleterre, la race anglo-saxonne a suffisamment de force vitale pour surmonter les maladies dont elle souffre. Après la guérison et la convalescence, le voile de brume insulaire tombera du cerveau britannique et l'Anglais modernisé regardera sa situation et celle du monde d'un esprit ouvert, comme s'il était né sur le continent. Il reconnaîtra que l'Allemagne ne peut être vaincue et, en homme pratique, il s'efforcera de vivre en paix avec les Allemands. Le moine-philosophe espagnol, Balthasar Gracian, a eu raison de dire que les hommes sont forcés de vivre ensemble, soit en amis soit en ennemis. Or, l'Anglais s'apercevra qu'il « vaut mieux se faire des amis » et, instruit par la dure leçon que cette guerre lui aura donnée, il reconnaîtra l'Allemand pour son égal sur le terrain de la concurrence mondiale.

Il reconnaîtra la légitimité de l'expansion économique et culturelle allemande. Il reconnaîtra les droits de la monarchie austro-hongroise à une sphère d'influence en rapport avec sa puissance économique et militaire. En un mot, l'Angleterre s'adaptera au nouvel état de choses, dans le cadre duquel ses adversaires d'aujourd'hui respecteront sans la jalouser la situation qui est due à la race anglo-saxonne dans la juste mesure de son importance. Il est naturel qu'il faudra y mettre du temps, mais la prochaine génération ne sera plus élevée dans la présomptueuse croyance que les Anglais sont le peuple élu pour faire le bonheur du monde entier. Ils se dégriseront de l'orgueil séculaire de leurs ancêtres.

Lorsque les Allemands, quelque haine qu'ils aient aujourd'hui pour leurs agresseurs, auront conquis la place qui leur est due et forcé l'Angleterre à renoncer à sa prétention d'être

l'arbitre du monde, ils compteront avec les possibilités, les réalités de la vie. Ils tiendront compte du fait que le peuple anglais est vivace, qu'il ne peut être exterminé et que ce ne serait même pas à désirer.

Il est dans l'intérêt de la race blanche et de l'Europe que ces deux peuples vivent en bonne intelligence. Les Allemands qui, par des livres tels que *Das Ende Englands* et *Der Zusammenbruch Englands*, excitent à la haine de l'Angleterre sont des ultrachauvins et ne pensent pas comme la majorité des hommes de bon sens, lesquels, au plus fort de la lutte, reconnaissent déjà la nécessité pour leur pays de s'entendre un jour avec l'Angleterre. Mais les Anglais ne voudront vivre en bonne amitié avec les Allemands que lorsqu'ils auront senti leur poing. Ce sera alors le tour du «shake-hands !» Ce qu'un arrangement à l'amiable n'a pu faire, les armes le feront. Nous avons l'espoir que cette effroyable guerre, comme un orage purifiant, chassera de notre ciel les nuages de la discorde. Les rapports entre les nations doivent reprendre leur cours normal.

Lorsque les nations conquérantes, la Russie et l'Angleterre, auront reconnu à la fin de cette terrible lutte qu'il existe encore d'autres peuples qui réclament leur place au soleil et sont de taille de la conquérir, nous serons peut-être plus près de voir se réaliser notre espoir touchant l'établissement de rapports pacifiques et basés sur la justice entre les peuples.

Joubert a dit que des relations intimes s'établissaient entre les peuples qui ont été longtemps en guerre, et que la guerre rapproche ceux mêmes qu'elle avait séparés. En tout cas il serait naturel que la race germanique et la race anglo-saxonne qu'unissent les liens du sang, des besoins intellectuels et des intérêts économiques communs, entretinssent des relations cordiales, tandis qu'une alliance peu naturelle, composée d'éléments aussi hétérogènes qu'une monarchie constitutionnelle, une république radicale et une autocratie, ne saurait résister aux rudes épreuves du temps.

Une réconciliation de l'Allemagne et de l'Angleterre serait un événement heureux pour la monarchie des Habsbourg, pour nous autres Hongrois et pour l'humanité toute entière.

GUILLAUME DE RUTTKAY.

# MENSONGES CRIMINELS

Vraiment, il faut être fort pour ne pas perdre contenance devant l'attitude de la quadruple Entente. Voilà déjà plus d'une année que l'orage d'une guerre meurtrière s'est abattu sur le monde, et bien que l'issue de cette guerre ne puisse plus être problématique à quiconque n'a pas encore perdu le sens commun, les ententistes font semblant de croire à une «victoire finale», comme si tout marchait à leur souhait. Vous rappelez-vous les phrases sonores de M. Poincaré, prononcées à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet: «que la guerre soit poussée, si longue qu'elle puisse être, jusqu'à la défaite définitive de l'ennemi» ? Et le discours de M. Sazonoff, prononcé à l'ouverture de la Douma où il a dit, entre autres, que «le gouvernement russe ne pensera à la paix qu'après la destruction complète de l'ennemi?» Eh bien! Comprenez-vous cela? Nous avouons qu'à moins d'admettre la banqueroute de la logique, nous ne saurions apprécier à leur juste valeur les déclarations hautaines de ces deux gouvernants ententistes.

Depuis trois mois déjà, l'armée du tsar ne fait que reculer, avec des pertes immenses, sous la pression formidable des forces austro-hongroises et allemandes; ses lignes de défense sont percées l'une après l'autre; ses forteresses inexpugnables de la Nareff, de la Vistule et du Boug capitulent tour à tour et, en face de tous ces événements, le ministre russe parle d'un écrasement de l'ennemi! Sur le front occidental où les Allemands sont sur la défensive depuis de longs mois, l'armée franco-belge-anglaise est incapable d'enregister un avantage sérieux quelconque et, avec tout cela, M. le président de la République fait montre de son éloquence en proclamant

«la défaite définitive» de l'ennemi! Quant aux Dardanelles, on commence déjà, même dans les milieux ententistes, à se rendre compte qu'on s'est lancé dans une aventure malheureuse. Il en est de même de l'Italie. Celle-ci avait la mission délicate de tomber de dos sur notre monarchie. C'est le président du Conseil des ministres de Russie qui, dans un accès de franchise, vient de déclarer à la Douma que, dès le commencement de la guerre, nos ex-alliés avaient traîtreusement conçu le projet de nous attaquer et qu'ils s'y étaient préparés pendant dix mois. Et qu'ont-ils obtenu jusqu'à présent? Rien, absolument rien. Tous leurs efforts se sont brisés contre le mur d'airain et de bravoure construit par nos soldats, et nous avons la ferme confiance que les adeptes de M. Salandra seront bientôt la risée de toute l'Europe, car ils ne pourront jamais pénétrer même dans les territoires que nous leur avons offerts pour prix de leur neutralité.

Comment se fait-il donc qu'en face de ces réalités, les ententistes ont l'impudeur inouïe de berner leurs pays en faisant miroiter devant ceux-ci l'image d'une victoire certaine? «L'Allemagne est une immense usine de guerre, qui dispose de ressources considérables, et qui est toute entière absorbée par ses œuvres militaires. L'échec de ses plans primitifs a dérouté les chefs de ses armées, la durée de la campagne les a désillusionnés, la vigueur de notre résistance les a confondus, ils n'ont pas encore compris que nous ayons pu les vaincre sur la Marne et dans les Flandres, ils se demandent comment il se fait que leurs soldats et leurs officiers reculent devant les nôtres, ils mentent dans leurs communiqués sur les brillants faits d'armes accomplis chaque jour par les héroïques défenseurs de notre sol, ils se rendent compte que la victoire finale leur est interdite.

«Mais ce que pensent et savent les chefs n'est pas ce que pensent et savent les sujets de l'empereur. Ils sont trompés, grossièrement trompés, sur leur situation véritable. Ils continuent à croire à la supériorité de leurs forces et à notre défaite, voulue par la Providence. Ils ont foi dans leurs généraux et dans leur kaiser. Nous ne sommes pas encore à l'heure — qui viendra — où tout l'échafaudage d'erreurs, construit par leur orgueil et leur ignorance, s'écroulera comme un château de cartes et, pour tout dire, je crois

que nous ne sommes pas à la veille d'assister à ce réveil de la raison et à cette révélation de la vérité.»

C'est M. Pichon, ex-ministre de France qui a signé l'article d'où nous avons tiré ces paroles. N'eussions-nous pas vu sa signature, nous aurions pu croire qu'elles émanent d'un interné en délire de quelque maison de santé. Et notez bien que son cas n'est pas isolé. Malgré l'angoisse que les insuccès continuels inspirent aux publicistes de l'Entente et qui perce dans leurs écrits, ils obéissent presque tous au nouveau mot d'ordre: «avec la volonté de vaincre, nous avons la certitude de vaincre!» Pendant longtemps, au cours de la guerre, lorsque nous lisions dans leurs journaux ces affirmations catégoriques, nous nous disions toujours: ces gens-là doivent disposer de quelque moyen infaillible pour nous réduire au néant, mais, pour des motifs secrets, ils n'ont pas encore trouvé bon d'y avoir recours. Ils étaient comme ce poète médiocre dont Voltaire disait un jour: «à l'entendre, il tient l'immortalité dans sa poche et il n'a qu'à l'en tirer — mais il ne la tire jamais!» Comment expliquer qu'après la débâcle de la Russie, les maniaques de notre écrasement s'enrouent encore à clamer la défaite irrémédiable des puissances centrales? Seraient-ils vraiment assez naïfs pour croire que le fait d'être battu sur tous les champs de bataille, constitue le gage le plus sûr de la victoire?

Avant que «les civilisés» aient formé leur coalition contre les empires centraux, une guerre devait décider de la force des peuples qui entraient en lice. MM. Pichon et consorts ont changé tout cela. Maintenant que la quadruplice a perdu deux royaumes: la Belgique et la Pologne et une partie de la France, ils en concluent que leur victoire est certaine ou plutôt qu'elle n'est qu'une question de temps et pourvu que l'Entente tienne bon, le triomphe final leur sera assuré. Vous me direz que ce sont des fous à lier qui abusent de leur plume. Mais non! Ces empoisonneurs de l'opinion publique sont des malfaiteurs auxquels on devrait rappeler «la lanterne», dont parlait naguère un député anglais dans le Parlement britannique, car leurs écrits sont de nature à produire un effet dangereux sur les lecteurs ignorants en les incitant à des sacrifices inutiles, puisque la guerre se prolonge sans aucune raison sérieuse.

M. Pichon ose soutenir que les Allemands «sont trompés, grossièrement trompés sur leur situation véritable» et que «nous ne sommes pas encore à la veille d'assister au réveil de la raison et à la révélation de la vérité». C'est d'un cynisme vraiment révoltant! Au lieu d'éclairer les Français sur le sombre avenir qui les attend après la débâcle de l'armée russe, ce monsieur ne recule pas devant le mensonge éhonté d'une Allemagne induite en erreur! Espérons que «la révélation de la vérité» aura une répercussion tellement désastreuse sur «les peuples grossièrement trompés» de la quadruplice que les menteurs criminels, ces véritables ennemis de l'humanité, s'en ressentiront amèrement.

Il nous paraît presque inconcevable qu'en France et en Angleterre où il y a beaucoup de gens qui voient clair, on réussit encore à leurrer la population par le mirage trompeur d'une victoire déjà impossible. Ces gens sont-ils donc aveugles? Ou bien ont-ils perdu le jugement? Nous n'ignorons pas que les imposteurs qui parlent toujours de notre défaite irrémédiable, s'ingénient à trouver des théories fallacieuses pour leur prouver que «la victoire est certaine». Mais un public avisé devrait déjà savoir à quoi s'en tenir sur les moyens infaillibles prônés par une presse terroriste et impudique. Ne lui a-t-on pas dit et redit mille fois que l'avalanche russe emportera tout? Ne lui a-t-on pas démontré, par une mathématique subtile, que la glorieuse flotte de la Grande-Bretagne, actuellement introuvable, fera périr de faim les habitants de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie en coupant toutes leurs communications avec les mers? De même que M. Pichon exalte aujourd'hui la guerre d'usure, M. Hanotaux(1) glorifiait jadis la «stratégie du ventre!» Où est l'avalanche russe? Où est le blocus qui devait venir à bout par la famine des empires centraux, invincibles sur les champs de bataille? Illusions évanouies, mais illusions

(1) Le même M. Hanotaux se voit forcé d'écrire aujourd'hui: «Nous avons pêché par excès d'optimisme, et maintenant cet optimisme se retourne et se transforme trop facilement, pour quelques-uns, en pessimisme ou du moins en lassitude . . . D'au delà de la Manche nous sont venues certaines formules illusionnistes sur lesquelles nous avons vécu pendant des mois et qui nous ont finalement fait du mal . . . nous avons annoncé la victoire définitive pour le printemps . . . il faut en rabattre.»

funestes, puisqu'elles ont contribué à perpétuer le jeu de massacre qui déshonore cette humanité dont les quadruplicistes se réclament sans cesse.

Maintenant c'est le tour de la guerre d'usure. Dans la frénésie de leur impuissance, les publicistes de l'Entente vous prouvent d'une manière irréfragable que la quadruplice doit vaincre, si la guerre dure une ou deux années encore... Car jusque-là les puissances centrales seront usées et alors, alors les alliés triompheront. C'est une vérité de sens commun n'est-ce pas? Il est clair qu'avec le temps, nommé nouvel allié de la quadruplice, les Allemands, les Hongrois, les Autrichens, les Turcs se décideront à se faire tuer et lorsque le dernier «boche» sera descendu dans la tombe, M. Pichon et ses confrères procéderont à un recensement et puis feront sonner la fanfare de la victoire! De la patience donc et encore de la patience! La guerre moderne est une guerre d'usure, et puisque les alliés sont plus nombreux ils pourront attendre tranquillement que nous soyons épuisés. Ils sont plus nombreux, c'est vrai. Mais il y avait des raisons sérieuses pour s'en douter avant de commencer la guerre! C'est précisément l'arbitrage des armes qui a fait voir que la puissante coalition de nos ennemis, aveuglée par la rage du nombre, a eu beau jurer notre perte, nous avons pu les vaincre grâce à notre supériorité en l'art militaire et grâce à la force morale que donne une lutte pour l'existence nationale. Si les alliés ne veulent pas tirer les conséquences de leur défaite plus ou moins complète et crient à tue-tête que «le jeu ne va pas», s'ils s'efforcent de prouver par des arguments sophistiques qu'en pénétrant dans le cœur de la Russie, nous courrons à notre perte, c'est qu'ils veulent jeter de la poudre aux yeux de leurs concitoyens crédules, mais nous, ils ne nous y prendront plus, parce que nous n'avons pas la mémoire courte et que nous n'avons pas encore oublié leurs prédictions antérieures sur les péripéties probables de la guerre et qui toutes ont fait faillite.

«On peut estimer, en chiffres ronds, à trois millions d'hommes (blessés rendus inaptes à la guerre, morts et prisonniers) le nombre des Austro-Allemands qui ont disparu de leurs armées (les meilleurs assurément). Mais le nombre total des hommes capables de service militaire

(Turquie, Allemagne, Autriche) (1) peut être évalué à 12 millions, de sorte que le quart seulement a été détruit.

«Or, on sait que sur cent soldats on ne peut guère compter que cinquante combattants effectifs: les garnisons, les dépôts, les services des communications, des approvisionnements et de l'arrière employant les cinquante autres. Donc sur douze millions de militaires, il y a six millions de combattants; trois millions ont disparu. Il reste par conséquent trois ou quatre millions de soldats effectifs.

«Si énorme que soit ce chiffre, il est bien inférieur à celui des combattants que peut fournir la Quadruple-Alliance. La Russie à elle toute seule pourrait, si elle avait des armes et des munitions, mettre en ligne douze millions de soldats.

«Donc l'usure en hommes est redoutable à nos ennemis plus qu'à nous. Si dans l'année qui va s'écouler ils perdaient autant d'hommes qu'ils en ont perdu dans la première année de la guerre, ils n'auraient plus d'armée à nous opposer.»

Que M. Richet, membre de l'Institut, auteur de cette prophétie, soit tranquille! Jusqu'ici les alliés n'ont eu aucune chance par la conjugaison du futur et du conditionnel: il en sera de même pour l'avenir. Nous trouvons d'ailleurs que le savant français se trompe lorsqu'il évalue à 12 millions le nombre total des hommes capables de service militaire, car sans être optimistes, nous pouvons dire que le chiffre cité par lui doit être doublé pour correspondre à la vérité. C'est une preuve parmi beaucoup d'autres que la base sur laquelle est édifiée la théorie de la guerre d'usure manque de toute solidité. S'ils trouvent qu'ils ne sont pas encore définitivement battus, que les alliés se préparent donc pour une nouvelle campagne d'hiver et nous verrons qui résistera mieux à l'usure psychologique et physiologique: nous qui avons donné des preuves incontestables de notre supériorité militaire et morale, fortifiée désormais par le sentiment des grands succès remportés jusqu'à présent, ou bien eux, qu'une série noire d'échecs piteux a déjà cruellement éprouvés.

MM. Pichon, Sazonoff et «tutti quanti» n'en ont pas encore assez et, au lieu de révéler l'état exact des choses, ils préfèrent avoir recours aux menées les plus perfides

1) Autriche-Hongrie: n'en déplaise à M. l'académicien.

pour continuer d'envoyer à la tuerie leurs peuples désorientés. Ils ne se résignent pas encore à demander la paix, car «le militarisme prussien» n'est pas encore exterminé. Ils ont raison. Comme, dans la fable de La Fontaine, le chat Rodilardus au cou duquel les rats devaient attacher un grelot : celui-ci se porte à merveille . . . Probablement sous le coup de la perte de Varsovie, le *Temps,* au paroxysme de la fureur impuissante, déclare que la France ne fera la paix que quand l'«ennemi» rampant dans la poussière l'implorera : «le militarisme prussien» se chargera de faire droit au vœu exprimé par l'organe parisien de M. Isvolsky.

R.

# UNE CRITIQUE DE LA POLITIQUE NAVALE FRANÇAISE DANS UNE GUERRE CONTRE L'ANGLETERRE

Nous venons de recevoir la lettre suivante que nous nous empressons de reproduire:

Monsieur le Directeur,

Sous le titre: *La guerre de course et la défense nationale* la *Revue de Paris* (mai 1900) avait publié une série d'articles ayant pour objet la critique de la politique navale française dans une guerre contre l'Angleterre. Cette guerre, l'incident de Fachoda l'avait rendue fort probable. En France, le voisin des Iles Britanniques était alors considéré comme le plus dangereux des ennemis; on le haïssait bien plus que les «boches». Je pense que les alliés d'aujourd'hui devraient se rappeler leur manière de voir d'il y a quinze ans; ce n'est pas l'Angleterre, hélas! qui a changé depuis. Quant à l'Allemagne, elle ne fait que suivre les bons conseils que la *Revue de Paris* semble avoir donnés exprès pour la situation actuelle. En voici quelques exemples:

L'auteur, — il signe Lieutenant X. — évidemment versé dans les questions de la marine — commence par une appréciation peu flatteuse du caractère anglais. «Le peuple anglais s'américanise tous les jours; l'ivresse de l'empire s'étend à tous les esprits. Le culte de la force n'y est pas moins général qu'en Allemagne, mais beaucoup plus affiché et plus cynique. Car c'est à cette basse opinion de boxeurs qu'ils en sont venus, mesurant à la vigueur du poing la validité des droits, et la qualité de la civilisation à la forme des muscles.»

«Le système anglais est celui d'une nation commerciale, qui triomphe d'abord de son ennemi par la force de l'argent. Pour la France, la manière de vaincre l'Angleterre n'est pas la même que pour l'Angleterre de vaincre la France. — Il est, au contraire, des moyens de faire la guerre à l'Angleterre, propres à ses seuls ennemis, et dont elle ne puisse, avec toutes ses forces, ni se servir contre eux, ni les empêcher de se servir contre elle.»

«Théorie misérable, qui ne tient pas compte des faits. Jamais peuple n'eût pris la haute main dans les affaires du monde, s'il n'avait pas fait, selon son génie, autrement que ceux qui l'avaient.»

«En théorie, le droit ne permet pas la course, et la morale défend de la faire. Le 16 avril 1856, une déclaration additionnelle au Traité de Paris prétendait abolir la course, en principe. Cet acte diplomatique ne comporte, d'ailleurs, aucune sanction. On ne saurait concevoir plus d'erreurs en moins de mots — et moins de faits en plus de paroles inutiles. On ne peut défendre que ce qu'on peut empêcher. La course est et demeure permise à quiconque peut la faire. *Il n'y a pas de pavillon neutre, en temps de guerre, du moment que l'ennemi peut le prendre pour s'en couvrir.*»

«La ligne des neutres est la ligne des faibles; s'ils ont la force, on les respecte; mais alors ils sortent de la neutralité pour la faire respecter. *L'Angleterre soutient la liberté des mers, tant qu'elle lui est avantageuse;* à la moindre occasion où elle s'en trouve lésée, elle la viole, quelquefois imprudemment, contre son intérêt le moins direct peut-être, mais le plus lointain, cédant en quelque sorte à l'instinct du moment, ce piège où la force entraîne la force.»

«L'Angleterre ne connaît pas de neutres. L'histoire de l'Angleterre est une longue suite d'attentats plus ou moins hardis contre les neutres. Les Anglo-Saxons des États-Unis ont poussé la théorie plus loin: ils n'admettent même pas la neutralité d'une portion de leur continent. *A l'égard de l'Europe la doctrine de Monroë peut se réduire au mépris de toute neutralité.*»

«L'Angleterre a refusé du charbon à l'Espagne pendant la guerre de 1898, dans le canal de Suez. En ce moment même elle traite le Portugal en province asservie. A Lourenço-

Marquès, dès le début de la guerre africaine, l'Angleterre s'est crue en droit d'empêcher toute importation de vivres par la baie de Delagoa, possession portugaise. Le consul d'Angleterre a lancé une proclamation d'une prodigieuse impertinence: il défend aux neutres, en territoire neutre, de faire le commerce à leur guise, et prétend les ranger aux lois anglaises. L'Angleterre a exercé le droit de visite et le droit de saisie partout où il lui a plu; elle a relâché les bâtiments arrêtés en course de route, mais sans vouloir définir nettement la contrebande de guerre.»

«L'Angleterre n'a pas d'autre doctrine là dessus qu'un intérêt nécessairement variable. En 1885, pendant la guerre de Chine, le cabinet de Saint-James a refusé de regarder le riz et les vivres comme contrebande de guerre ... Aujourd'hui, son intérêt évident la pousse à saisir les céréales et les vivres qu'on envoie aux Boërs. C'est sacrifier l'intérêt capital à l'intérêt du moment. *La leçon doit être retenue. On en fera un précédent redoutable contre l'Angleterre.* Si l'Angleterre prohibe les vivres à destination des Républiques africaines, *on sera fondé à les saisir sous tout pavillon neutre* qui voudra les introduire dans le Royaume-Uni. Du reste, quoi que fasse l'Angleterre, il lui faudra passer par là, si elle a affaire à un ennemi résolu, et en mesure de soutenir ses résolutions. Une politique pusillanime est seule capable de céder sur ce point.»

«La guerre de course a défini le point faible de l'ennemi, et elle s'y porte, pour l'accabler, avec toutes ses forces. *Elle organise systématiquement la ruine des paquebots sans défense, la piraterie meurtrière,* qui ôte à l'Angleterre son pain, sa nourriture, l'aliment des hommes et de l'industrie»...

«La seule règle à suivre, qui ne soit pas, elle, incompatible avec la guerre, est d'en user le plus humainement possible, tant que l'intérêt de la guerre le permet. *Mais où l'intérêt suprême de la victoire l'exige, il faut nécessairement rejeter toute humanité.*»

Et ainsi de suite. Inutile de commenter ces paroles. Cependant cet écho de l'opinion publique française en 1900 doit nous faire réfléchir. Si, par exemple, une torpille française avait réussi, il y a quinze ans, à faire sombrer un *Lusitania* anglais: quel triomphe, quelle joie, quel enthou-

siasme patriotique cela eût éveillé aux bords de la Seine, au lieu des cris d'indignation contre «ces barbares d'Allemands», lesquels, ce me semble, sont bien loin encore de pratiquer la «piraterie meurtrière» préconisée par le lieutenant X.

*Tempora mutantur !*

Agréez, monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

JULES DE VÉGH.

# LA VIE A BERLIN[1]

Lorsque je demandai un billet pour Berlin au guichet de la gare de Zurich, l'après-midi du 30 juin dernier, l'employé me montra une circulaire qu'il venait de recevoir de la frontière, déconseillant toute tentative de passer en Allemagne : les difficultés étaient énormes et le contrôle si sévère qu'il valait mieux s'abstenir.

Comme des affaires importantes m'attendaient à Berlin, je me décidai cependant à risquer le coup et partis par Schaffhouse pour la station frontière de Gottmadingen, où a lieu la revision des passeports. Le train était très peu occupé ; quelques sous-officiers chargés du contrôle montent dans les vagons et les questions suivantes sont posées à chaque personne : « D'où venez-vous ? Qu'avez-vous fait là ? Où allez-vous ? Qu'y allez-vous faire ? Combien de temps y resterez-vous ? » Après quoi on est avisé : « La rentrée en Suisse est interdite jusqu'à nouvel avis. »

Après examen minutieux du passeport et superficiel des bagages, le train file sur Singen, où attend l'express pour Stuttgart et Berlin. Ce *D. Zug* fonctionne comme en temps de paix, à la même vitesse et a un vagon-restaurant où, pour mk. 3·50, est servi un menu semblable à celui de nos vagons-restaurants suisses.

Celui qui connaît le paysage fait immédiatement la re-

[1] Nous publions cet article à titre documentaire. Il inflige un démenti formel aux mensonges répandus par la presse ententiste sur l'état de choses en Allemagne. Son auteur ne saurait être suspect de partialité, car il est un Suisse de langue française. L'article que nous reproduisons a paru dans la *Gazette de Lausanne*.

marque que le sol a été beaucoup plus ensemencé de céréales que les années précédentes : la moisson belle et bientôt mûre s'étale partout jusqu'aux abords directs de la voie ferrée.

A Stuttgart, va-et-vient énorme, le train est envahi par la foule, l'élément militaire y est fortement représenté. Avec plus de chance que de peine j'obtiens une couchette de vagon-lit où je m'enferme. Bonsoir.

*

C'est à 7 h. ½ du matin que j'en sors. Même constatation concernant les champs de céréales. J'ajouterai cependant que le sol est bien ingrat dans toute la partie centrale et nord de l'Allemagne : la paille est courte et l'épi maigre.

Vers 9 heures, arrivée à Berlin, aucun contrôle. La ville a son aspect actif et bruyant accoutumé.

Il faut se présenter au bureau de police dans les huit heures qui suivent l'arrivée et y faire timbrer son passeport. On m'avise que lorsque je voudrai repartir, il faudra l'annoncer vingt-quatre heures à l'avance. C'est tout comme formalités. Je suis resté vingt jours à Berlin sans y être inquiété.

J'étais curieux de l'état d'esprit actuel. Je fus vite fixé : à la suite des victoires de Galicie et du recul général des Russes, la confiance dans le succès des armes allemandes est plus absolue que jamais. « Laissez-nous encore quelques semaines pour achever les Russes, dit-on ; alors nous enverrins quelques millions d'hommes en France et avant l'hiver tout sera fini.

Nos lignes contre la France sont depuis des mois réduites à leur plus simple expression ; malgré tous leurs efforts, Anglais et Français n'ont pu les forcer, donc ils ne supporteront pas le choc qui les attend. »

*

Les Berlinois sont roublards et débrouillards ; beaucoup ont su associer l'esprit des affaires à l'amour de la patrie, servir le pays en lui procurant tout ce dont il a besoin, sans oublier le petit bénéfice.

L'élément juif est à la hauteur de sa réputation, et nombreux sont ceux qui, loin du front, disent en se frottant les

mains : quant à moi, la guerre peut continuer encore quelques années.

« *Heereslieferung,* fournitures pour l'armée », c'est le mot qui règne à Berlin, autour duquel tout tourne et qui effectivement fait vivre cette grande cité, où chaque paire de bras trouve une occupation lucrative : « l'argent roule et ne sort pas du pays, me disait un banquier ; donc tout le monde en profite. Les cafetiers et les restaurateurs n'auront jamais fait une saison comme celle de cet été au détriment d'Ostende, de Scheweningen et des stations suisses. »

Les Allemands voyageront peu à l'étranger cet été : le Harz, la Forêt Noire, la Suisse saxonne, le Tyrol et les plages de la Baltique en profiteront.

*

Les services publics, tramways, métropolitain, ceinture marchent régulièrement, mais à horaires plus espacés que d'habitude. Des femmes servent de contrôleurs.

Les grands travaux publics entrepris en pleine paix, le métro nord-sud, par exemple, qui traverse toute la Friedrichstrasse et les travaux du nouveau Westhafen avancent normalement et les nombreux ouvriers qui y travaillent témoignent des réserves humaines dont dispose encore l'empire.

C'est une remarque qui frappe étrangement à Berlin : la quantité d'hommes jeunes et valides que l'on rencontre partout, dans la rue, les cafés, restaurants, théâtres, bars, etc.

Les soldats en congé sont également très nombreux et animent la ville dont les rues principales paraissent toujours en fête. Ils sont de bonne humeur, les « barbus », ils racontent leurs exploits et les croix de fer sont innombrables.

On voit rarement de grands blessés à Berlin. J'ai cependant vu quelques membres artificiels fort bien faits et quelques aveugles promenés par des camarades.

Les prix ont été un peu augmentés dans les restaurants : le fameux Kempinski, dont la grande spécialité est le plat de viande et légume à 90 pf., demande maintenant 1 mk. L'hôtel Bristol, aux célèbres déjeuners à 3·50, demande 4 mk. Je note quelques prix en passant devant une grande épicerie : farine 26 pf. le ½ kg., riz et macaronis 60 pf. le ½ kg., pain 45 pf. le kg. A propos du pain, dans les boulangeries

on pend les petits pains blanc *(Schrippen)* qui correspondent à notre «ballon à 1 sou», du poids de 50 gr. à 10 pf. les trois. Le système des «Brotkarten» est toujours en vigueur. Chacun a droit à 2 kg. par semaine, c'est-à-dire à six petits pains par jour, ce qui est amplement suffisant.

*

En temps normal Berlin possède environ douze mille taxis-automobiles. Il y en a encore environ trois mille en circulation, les pneumatiques devenant rares.

La benzine étant exclusivement réservée à l'armée, les autos brûlent le benzol, produit s'obtenant en quantité illimitée sur place lors de la transformation de la houille en coke. Inutile de dire que les chauffeurs font de brillantes recettes, environ 80 mk. par jour, contre 40 en temps normal. Le tarif est resté le même, sauf une augmentation de 20 pf. par chaque course.

Dans les grands bazars, le mouvement n'est certainement plus celui d'antan. D'après mes renseignements, jusqu'au mois de mai le chiffre d'affaires tournait autour de 70% de celui de l'année dernière. Depuis ce moment, il a baissé à 50%. Les frais généraux étant réduits en conséquence et leurs ateliers travaillant également pour l'armée (uniformes, sacs, etc., l'un d'eux a même monté une grande fabrique d'obus) ils comptent s'en tirer sans perdre d'argent pendant la guerre. Tous prévoient une reprise énorme des affaires de suite après.

*

Une personne généralement bien informée, qui a passé quelques mois à Bruxelles au gouvernement général, me dit : «La haute direction des affaires de l'Empire ne songe nullement à garder aucun des territoires envahis, malgré l'opinion publique et militaire qui est nettement pour l'annexion. C'est pour ne décevoir personne maintenant qu'on laisse discuter plus ou moins ce sujet».

*

Un banquier me dit : «L'Empire émettra en septembre un nouvel emprunt qui aura le même succès que les deux premiers : il sera probablement émis à 4½% seulement,

l'argent abonde ici parce qu'il ne peut sortir, toute dépense rentre dans les poches de nos concitoyens. Notre situation financière est excellente. Par contre, en France et en Angleterre des milliards passent à l'étranger, en Amérique surtout, appauvrissant ces deux pays.

Un industriel me raconte que l'affluence des offres de tous genres pour livraisons militaires est telle que le gouvernement devient de plus en plus difficile pour la réception des marchandises. Il continue à acheter tout au comptant et paie par chèques sur la Reichsbank.

L'or ne circule plus, il est vrai, mais l'argent et les petits billets sont en abondance. Il est inexact que l'or soit pris aux voyageurs à la frontière : aucune question n'est adressée à ce sujet.

*

Les aviateurs s'exercent beaucoup à l'aérodrome de Johannisthal près de Berlin et ils survolent la ville chaque jour.

Dans la plupart des grands cafés on trouve les journaux français : *Temps, Journal, Figaro* ou *Matin,* ils sont toujours en lecture, il faut se les arracher ! Ils arrivent avec un retard d'environ trois jours. On peut également les acheter au numéro dans une librairie où ils sont suspendus à la porte. Il m'est arrivé souvent de rencontrer des amis Welches et de parler français dans la rue ou dans des restaurants sans être incommodé du tout. Il y a six mois, c'était presque dangereux.

De nombreux Russes, hommes et femmes, habitent encore Berlin (environ dix mille, me dit-on). Ils vaquent à leurs occupations, mais doivent se présenter matin et soir à leur poste de police.

Une centaine de Françaises et une demi-douzaine de Français sont dans le même cas.

*

Le voyage du retour s'est effectué sans incident aucun. A la frontière, même opération qu'à l'aller.

Je résume : Berlin vit sa vie la plus normale, l'habitant y gagne largement et à son point de vue il n'a aucune raison de se faire du souci pour l'avenir.

M. D. C.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 août 1915.

Les événements qui se sont déroulés pendant la dernière quinzaine marqueront une époque dans l'histoire universelle et, en même temps, une des pages les plus glorieuses dans les annales des armées austro-hongroises et allemandes. Celles-ci ont remporté des succès si éclatants et d'un caractère tellement décisif que les partisans les plus résolus de l'Entente en sont devenus perplexes. Lublin, Cholm, Mitau, Varsovie, Iwangorod sont tombés et l'armée russe bat en retraite désordonnée vers Brest-Litowsk qui n'est pas loin d'être tournée par nos troupes. Une grande partie de la presse quadrupliciste se donne toute la peine du monde pour faire accroire à son public qu'il s'agit d'«une manœuvre stratégique» mûrie d'avance et accomplie selon les règles établies de l'art militaire: «notre retraite nous donnera la victoire», déclare le *Ruskij Invalide*. Tandis que les journaux anglais ne peuvent s'empêcher de reconnaître que la chute de Varsovie équivaut à un désastre pour la Russie et même pour l'Entente, les journaux français et italiens s'évertuent à dorer la pilule en disant que la tragédie qui se joue sur le front oriental mérite à peine une attention particulière. Quelques-uns vont même jusqu'à la transformer en une épopée glorieuse de l'armée russe! Dans l'esprit de ces organes de la presse, la prise de Vienne ou de Budapest, par exemple, devrait évidement marquer une étape victorieuse pour les puissances centrales . . .

Il est compréhensible que la plupart des journaux de la quadruplice qui, depuis des mois déjà, ne font qu'entonner des chants d'une victoire prochaine, se voient dans la

nécessité de calmer leur opinion publique surexcitée. Mais ils ont beau parler d'«un plan élaboré d'avance» de l'armée du tsar; ils ont beau rappeler la débâcle de la «grande armée» pénétrant dans le cœur de la Russie: la presse sérieuse semble être fixée sur le sort de la force militaire de l'empire moscovite. Des journaux neutres et anglais vont même jusqu'à évoquer le souvenir de Sedan, vu le cercle de fer qui se rétrécit toujours plus autour des armées russes luttant avec désespoir entre la Vistule et le Boug... Non, ce n'est pas une manœuvre préméditée qu'exécute le colosse du Nord; talonné par les troupes austro-hongroises et allemandes, il tâche plutôt de sauver par une fuite désordonnée ce qu'il pense pouvoir sauver encore. Mais le destin s'accomplira, et il est à peine douteux que notre offensive, sans précédent dans l'histoire des armes, n'aboutisse à une catastrophe finale de la Russie.

La statistique des prisonniers faits depuis le 2 mai, jour où fut rompu la première fois le front russe, à Gorlice-Tarnow, est très instructive à ce point de vue là. Elle inflige un démenti formel à ces rhéteurs, pour la plupart latins, c'est-à-dire français et italiens qui, avec une mauvaise fois indéniable, s'efforcent de représenter la chute de Varsovie comme un épisode sans importance et la rétrogression des Russes comme la conséquence d'une tactique supérieure. Voici ce qu'a perdu, depuis le 1er mai, l'armée du tsar en prisonniers, canons et mitrailleuses:

| | Prisonniers | Canons | Mitrailleuses |
|---|---|---|---|
| Mai ..... | 301.000 | 267 | 634 |
| Juin ..... | 220.216 | 100 | 416 |
| Juillet ..... | 221.861 | 57 | 432 |
| Total | 743.077 | 424 | 1.482 |

En trois mois donc, les Russes ont perdu rien qu'en prisonniers à peu près trois quarts de million d'hommes. Le nombre peu élevé des canons capturés s'explique par le fait du manque de pièces.

A propos de l'anniversaire de la conflagration générale, il ne sera peut-être pas sans intérêt de publier ici un autre tableau statistique qui résume, en quelque manière, le bilan de la guerre jusqu'au 1er août.

Territoire ennemi occupé par les puissances centrales:

| | | |
|---|---|---|
| En Belgique..... | 29.000 | km. carrés |
| En France ..... | 21.000 | » » |
| En Russie..... | 130.000 | » » |
| Total..... | 180.000 | km. carrés. |

Territoire occupé par l'ennemi:

| | | |
|---|---|---|
| En Alsace ..... | 1.050 | km. carrés |
| En Galicie ..... | 10.000 | » » |
| Total..... | 11.050 | km. carrés. |

Voici le nombre des prisonniers faits pendant la première année de la guerre:

| | |
|---|---|
| Dans les camps de prisonniers et les infirmeries allemands ..... | 898.869 |
| Occupés comme ouvriers ..... | 40.000 |
| Prisonniers faits pendant les dernières semaines et qui sont en route pour les camps de prisonniers | 120.000 |
| En Allemagne en tout..... | 1,058.869 |
| En Autriche-Hongrie en tout..... | 636.531 |
| Le nombre total des prisonniers est donc ... | 1,695.400 |

Parmi ces prisonniers, le nombre des Russes se monte:

En Allemagne, à 5600 officiers, à 720.000 hommes de troupe.

En Autriche-Hongrie, à 3190 officiers, à 610.000 hommes de troupe.

Le nombre total des prisonniers russes s'élève donc à 8790 officiers et 1,330.000 hommes de troupe.

Le chiffre des canons et mitrailleuses capturés peut être évalué approximativement à plus d'un millier; beaucoup de ces pièces n'ont pas été ramenées, mais dirigées sur les champs de bataille et employées contre l'ennemi.

Si nous jetons un coup d'œil sur les fronts occidental, italien et des Dardanelles, le bilan de la première année de la guerre est on ne peut plus défavorable pour l'Entente. Même en France, on commence déjà à se rendre compte que l'offensive annoncée à plusieurs reprises par les journaux

quadruplicistes a piteusement échoué. Voici ce que dit à ce propos la *Gazette de Lausanne* qu'on ne peut certainement pas taxer d'être prévenue en faveur des puissances centrales: «L'opinion française a dû se rendre à la réalité. La «grande offensive» du printemps et de l'été, la grande offensive qui devait tout emporter et ouvrir aux armées françaises le territoire allemand, a manqué son effet. Avec prudence, mais avec décision le général Joffre a tâté l'ennemi sur plusieurs parties du front; mais l'ennemi ne s'est point laissé percer. L'offensive du côté d'Arras a été tout particulièrement menée avec impétuosité. Elle a donné un résultat, mais un résultat dont on se demande s'il est en rapport avec les pertes subies. En tout cas, le général Joffre n'a pas jugé opportun de pousser les choses à fond . . . Quelle attitude prendrait-on en présence de ce qu'il faut bien appeler l'insuccès de la grande offensive annoncée? La question est capitale. Il convient d'y répondre sans se payer de mots, etc.»

Et l'auteur déclare que les Français se sont résignés à la «guerre d'usure». Mais c'est une arme à deux tranchants, car eux, ils pourront être épuisés avant leurs adversaires, même en laissant de côté cette circonstance que l'initiative dans la guerre actuelle semble plutôt venir des puissances centrales que de l'Entente et que celles-ci peuvent faire en sorte que les illusions concernant la «guerre d'usure» s'évanouissent définitivement. En tout cas, la «guerre d'épuisement» signifie l'incapacité d'amener un changement quelconque par les armes et veut dire qu'on est forcé fatalement de s'en remettre au temps. C'est un aveu d'impuissance.

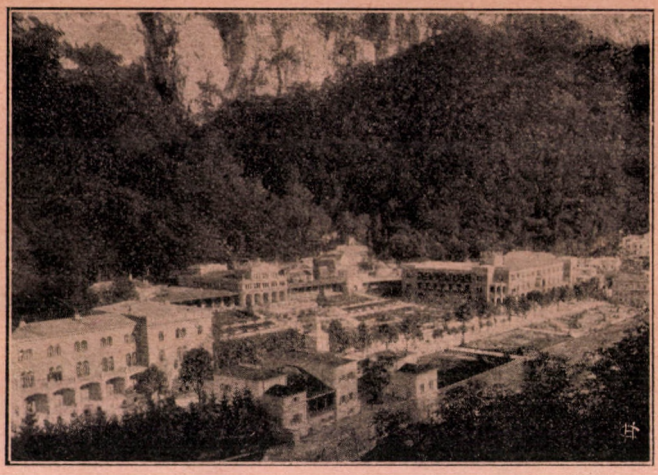
Pour ce qui est des Italiens, nous ne pouvons que répéter cette phrase stéréotype: ils sont là où ils étaient au début de leur offensive.

Aux Dardanelles, la situation est également inchangée.

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.



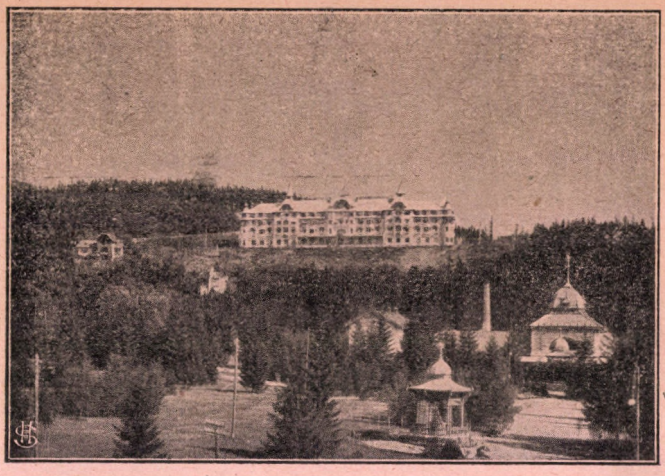
# BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison: commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9.40 | 2.40 | 11.30[1] | Dép. ... ... ... ... | Budapest-Ouest | Arr. | 12.50 | 1.30 | 6.35 |
| 6.53 | 12.34 | 8.29 | Arr. ... ... ... ... | **Herkulesfürdő** | Dép. | 3.45[1] | 3.24 | 8.55 |
| 10.15 | — | — | Dép. ... ... ... ... | Budapest-Ouest[2] | Arr. | 7.15 | — | — |
| 9.25 | — | — | Arr. ... ... ... ... | Báziás | Dép. | 4.15 | — | — |
| 10.— | — | — | Dép. ... ... ... ... | Báziás **Bateau** | Arr. | 2.10 | — | — |
| 3.10 | — | — | Arr. ... ... ... ... | Orsova **Bateau** | Dép. | 6.— | — | — |
| 3.15 | 6.05 | 8.16 | Dép. ... ... ... ... | Orsova | Arr. | 1.00 | 1.42 | — |
| 3.45 | 6.44 | 8.55 | Arr. ... ... ... ... | Herkulesfürdő | Dép. | 12.31 | 1.45 | — |

[1] Express.
[2] Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.



# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse,** tennis. **Sports d'hiver.** Saison d'été : du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver : du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10.45 | Dép. | Budapest-Est | Arr. | 6.50 |
| 4.04 | Arr. | Kassa (Ránkfüred) | Dép. | 1.10 |
| 4.10 | Dép. | Kassa | Arr. | 1.00 |
| 6.30 | Arr. | Poprádfelka | Dép. | 10.33 |
| 6.47 | Dép. | Poprádfelka | Arr. | 9.27 |
| 7.35 | Arr. | Tátralomnicz | Dép. | 8.45 |

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.



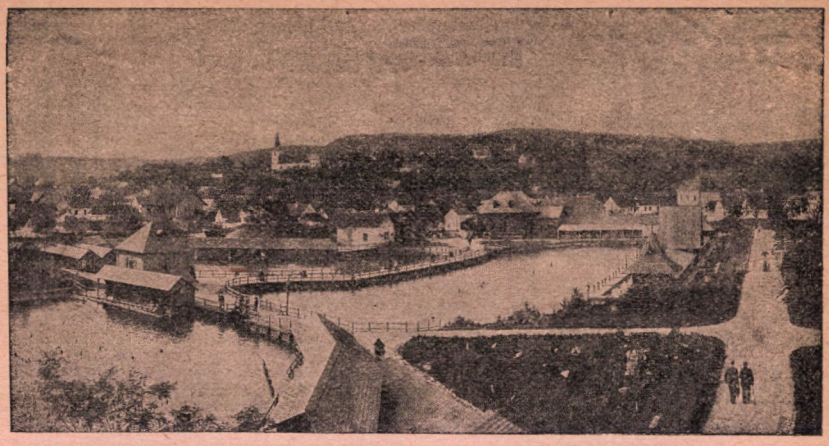
# FENYŐHÁZA

**Bain thermal et villégiature de l'État,** dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'Etat, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. **Saison :** du 15 mai à fin octobre. **Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.** Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser :

**Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)**

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.05 | 5.55 | Dép. Budapest-Est | Arr. | 7.10 | 9.50 | 9.15 |
| 1.47 | 4.25 | Arr. Ruttka | Dép. | 8.30 | 11.24 | 2.43 |
| 2.30 | 4.42 | Dép. Ruttka | Arr. | 7.50 | 7.57 | 2.28 |
| 3.04 | 5.27 | Arr. Fenyőháza | Dép. | 7.01 | 7.14 | 1.56 |



# VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagyszeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.20 | 2.00 | 12.20 | Dép. ... ... ... ... ... | Budapest | Arr. | 7.40 | 6.40 |
| 6.20 | 12.59 | 9.44 | Arr. ... ... ... ... ... | Kiskapus | Dép. | 6.56 | 1.00 |
| 7.10 | 2.28 | 11.20 | Dép. ... ... ... ... ... | Kiskapus | Arr. | 6.15 | 12.33 |
| 8.42 | 3.34 | 12.33 | Arr. ... ... ... ... ... | Vizakna | Dép. | 5.14 | 11.37 |




Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET C°.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise :

**TRANSYLVANIA SEC.**

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

**BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.**

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association :** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président :** le comte Thomas Erdődy. **Direction :** Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 200 | — |
| 620 | — | *a.* | Vienne (Marchegg) | *d.* | 925 | — |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | — |
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *a.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 910 | 720 |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | *d.* | **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | *a.* | Innsbruck ..... | *d.* | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | *a.* | **Buchs** ..... | *d.* | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | *d.* | **Buchs** ..... | *a.* | 203 | 142 |
| 209 | 656 | *a.* | **Zurich** ..... | *d.* | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | *d.* | **Zurich** ..... | *a* | 1033 | 1125 |
| — | — | *d.* | Bâle ..... | *a.* | 607 | — |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *d.* | * | 140 | 1145 |
| ↓ | 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | ↑ | 850 | 720 |
| | 725 | 1235 | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | *d.* | **Budapest** Ouest. ... | *a.* | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | *a.* | Vienne (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | *d.* | **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | *a.* | **Salzbourg** ..... | *d.* | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | *d.* | **Salzbourg** ..... | *a.* | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | *a.* | **Munich** ..... | *d.* | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | *d.* | **Munich** ..... | *a.* | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | *a.* | Strasbourg ..... | *d.* | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | *d.* | Strasbourg ..... | *a.* | 336 | 824 | 138 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest**..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 645 | 710 | *d.* | **Budapest** Est..... | *a.* | 700 | 905 | ↑ |
| | 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 | |
| | 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 | |
| | 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 | |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* | Zimony ..... | *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* | Tzaribrod ..... | *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* | **Sofia**..... | *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* | **Sofia**..... | *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* | Sarembey..... | *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* | **Constantinople** ..... | | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | — | * 1145 | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | * 610 |
| | — | 940 | *a.* | Verciorova ..... | *d.* | — | 750 |
| | — | 1050 | *d.* | Verciorova ..... | *a.* | — | 840 |
| | — | 139 | *d.* | Crajova..... | *d.* | — | 552 |
| | — | — | *d.* | Pitesti ..... | | — | — |
| | — | 634 | *a.* | **Bucarest**..... | *d.* | — | 1250 |
| | — | 647 | *d.* | **Bucarest**..... | *a.* | — | 1235 |
| | — | — | *a.* | Constanza ..... | *d.* | — | 800 |
| | — | 1105 | *a.* | Constanza port ..... | | — | — |
| | — | 1130 | *d.* | **Constanza** ..... | *a.* | — | 500 |
| | — | ** 1200 | *a.* | **Constantinople**..... | *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* | Vienne Ostb. (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| ↓ | 205 | — | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | — | 140 | ↑ |
| | 640 | — | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* | **Vienne** Westbahn... | *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* | Passau ..... | *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* | Passau ..... | *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* | Nurnberg..... | *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* | **Francfort** ..... | *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* | **Cologne** ..... | *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* | **Cologne** ..... | *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* | **Bruxelles**..... | *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 118 | *d.* | **Bruxelles**..... | *a.* | 614 | 524 | ↑ |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* | Ostende Quai ..... | *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ↓ | 220 | ↓ | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | *d.* | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| | 958 | | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* | **Budapest** Ouest | *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* | **Zsolna** ..... | *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* | **Oderberg**..... | *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* | **Budapest** Ouest. | *a.* | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | *a.* | **Oderberg** ..... | *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* | **Oderberg** ..... | *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* | Granica ..... | *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* | Granica ..... | *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

*N° 25 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 1 SEPTEMBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

**Couronnée par l'Académie Française**

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — L'ATTITUDE DE L'ITALIE A LA LUMIÈRE DES FAITS HISTORIQUES, par **M. Albert de Berzeviczy,** ancien Ministre, Député, Membre de la Cour d'arbitrage international à la Haye ..... 1

II. — LA TRAGI-COMÉDIE ENTENTISTE DANS LES BALKANS, par **R.** ..... 9

III. — LES SECRETS DES ARCHIVES BELGES ..... 15

IV. — POÈMES ET CHANTS DE GUERRE FRANÇAIS... 19

V. — LETTRE DE PARIS ..... 25

VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 29

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**PARIS**

HACHETTE ET Cie
Messageries et Journaux
8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER
Service de la Librairie étrangère
174, Bd ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE
(Succursale)
58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

**VIENNE,** GEROLD & CIE. — **LEIPSIC,** GUSTAV FOCK.
**LONDRES,** MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME,** FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE,** SUCC. B. SEEBER. — **MADRID,** FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM,** C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE,** VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES,** N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG,** K. L. RICKER. — **NEW-YORK,** THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES,** ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST,** SOCEC & CIE. — **GENÈVE,** PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE,** OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

MAGY. AKADÉMIA
KÖNYVTÁRA

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE

**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| HONGRIE ET AUTRICHE | un an | 25 cour. |
| ALLEMAGNE | un an | 25 marcs. |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE | un an | 30 francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# L'ATTITUDE DE L'ITALIE A LA LUMIÈRE DES FAITS HISTORIQUES

Jamais tissu de mensonges n'a été déchiré plus impitoyablement que l'assemblage de déclarations parlementaires, diplomatiques et d'articles de journaux par lequel le gouvernement italien a cherché à justifier ou du moins à colorer aux yeux du monde sa sortie de la Triplice et son intervention armée en faveur de l'Entente.

Le Livre Vert italien fut suivi des manifestations qui ont eu lieu dans les deux Chambres, puis de la déclaration de guerre et de la dépêche circulaire aux Puissances : c'était, d'un bout à l'autre, l'audacieuse fiction d'une Italie forcée de prendre les armes pour la défense de ses biens les plus sacrés, au milieu des applaudissements d'une presse vendue ou asservie et d'une foule excitée ou terrorisée. Mais la vérité était en marche. La première publication en résumé des documents en possession de notre Ministère des Affaires étrangères, les discours aux Parlements de Berlin et de Budapest forcèrent M. Salandra à tenter de justifier sa politique au Capitole. Depuis lors les événements du théâtre de la guerre sur la frontière italienne et dans les Balkans ainsi que le nouveau Livre Rouge de notre ministre des Affaires étrangères ont dévoilé la duplicité du gouvernement italien et ont fait tourner à sa honte l'hypocrite glorification de son entreprise.

La rédaction du Livre Vert trahit déjà la mauvaise foi du gouvernement qui l'a rédigé : la série de documents diplomatiques qu'il contient ne commence qu'à partir de l'entrée au ministère du baron Sonnino afin de cacher le violent contraste entre sa politique, laquelle se mit immédialement au service de l'Entente, et celle du marquis de San Giuliano, qui, si elle

n'a pas été parfaitement loyale et sincère, était du moins beaucoup plus honnête et plus modérée. On a évité avec soin de citer les articles en question du traité de la Triple-Alliance qu'on ne cessait d'invoquer et qui faisaient l'objet d'une controverse avec l'Autriche-Hongrie. On évitait non moins soigneusement de faire connaître au peuple italien les dernières propositions de la Monarchie danubienne, capables de satisfaire les aspirations irrédentistes les plus téméraires.

Que l'Italie trompée ait consenti bruyamment ou tacitement à la guerre, il est certain que quand elle verra l'attitude de son gouvernement à la lumière des faits, comme nous la voyons, et qu'elle subira les conséquences de l'aventure où elle a été entraînée, elle ne manquera pas de demander un compte sévère aux auteurs responsables de la catastrophe.

La première calomnie sur laquelle repose la politique agressive de l'Italie se rapporte à notre attitude inamicale pendant la guerre de Libye dans l'automne de 1911.

La vérité est que nous avons vu d'un œil tranquille l'Italie faire en Afrique la conquête d'un véritable empire — dont la possession est devenue aujourd'hui fort problématique — et que nous n'avons pas même songé à réclamer des compensations pour cet accroissement de territoire. C'est seulement lorsqu'elle voulut occuper des ports d'Albanie, bombarder Salonique et forcer les Dardanelles que nous nous sommes entremis d'une manière tout amicale, et cela dans l'esprit du traité de la Triple-Alliance, pour prévenir dans la mesure de nos moyens une conflagration balkanique, laquelle, du reste, ne tarda pas à éclater. Et ce n'est pas nous qui déployâmes alors le plus de zèle à cet effet ; le ministre de l'alliée actuelle, Sir Edward Grey, proposait une action européenne contre les projets de l'Italie concernant les Dardanelles, ce que l'Allemagne et nous repoussâmes comme alliés de l'Italie. Il est drôle de penser aujourd'hui que le même duc d'Avarna qui nous a remis la déclaration de guerre, disait en septembre 1911 au Ballplatz de Vienne que l'Italie serait «saturée» par la conquête de la Tripolitaine et n'en deviendrait par conséquent «qu'un allié plus sûr !» Par ailleurs nous avons un témoignage irrécusable de la correction de notre conduite à cette époque : c'est feu le marquis de San Giulano qui, lors de notre déclaration de guerre à la Serbie, le 29 juillet de l'année passée,

déclara avec le plus grand empressement que nous avions observé l'attitude la plus amicale à l'égard de son pays pendant sa guerre avec la Turquie !

Non moins mensongers sont les commentaires qu'on fit en Italie sur notre déclaration de guerre à la Serbie : on la représenta non seulement comme la véritable cause du conflit européen, mais comme dirigée tout spécialement contre les intérêts de l'Italie.

D'abord il est absolument faux que nous ayons surpris, roulé l'Italie par notre procédé à l'égard de la Serbie. L'esprit, le but, la nature de la démarche, le délai accordé pour la réponse et la possibilité même d'une déclaration de guerre avaient été portés d'avance à la connaissance du gouvernement italien ; notre deuxième alliée, l'Allemagne, n'a connu le texte de la note qu'après qu'elle eut été remise. L'Italie est d'autant moins fondée à se plaindre que nous ayons fait mystère de notre démarche que son gouvernement n'avait avisé ses alliés de son ultimatum à la Turquie, il y a quatre ans, que lorsqu'il avait été présenté et qu'elle avait subtilement excusé ce retard en disant qu'on avait voulu nous épargner la peine de prendre position d'avance dans ce litige.

Du reste, on ne découvrit que plus tard le caractère anti-italien de notre démarche. La première impression qu'elle fit à la Consulta fut excellente ; le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères trouva que nous faisions bien de l'honneur à la Serbie, et le gouvernement italien ne manqua pas, après la déclaration de guerre, de nous donner l'assurance de sa fidélité comme allié et de l'attitude bienveillante qu'il comptait observer à notre égard, ce que le roi Victor-Emmanuel confirma par sa fameuse dépêche ; dans la déclaration de neutralité on nous faisait espérer et on admettait même comme probable que l'Italie prendrait dans la suite une attitude plus conforme aux désirs de ses alliés.

Tout cela eût-il été possible si notre action légitimée par la nécessité de nous défendre contre la Serbie, avait lésé des intérêts vitaux de l'Italie comme on l'affirme aujourd'hui, dévoilé des projets de politique anti-italienne dans les Balkans et détruit les fondements de la Triple-Alliance ? Non, nous n'avons jamais menacé « l'indépendance politique et économique de la Serbie » ; dès le début de la guerre, nous avons donné

à ce sujet les explications les plus nettes et les plus rassurantes. Si l'indépendance de la Serbie tenait effectivement tant à cœur aux Italiens, ils auraient pu se tenir tranquilles pour toujours ; aussi ne s'avisa-t-on de s'en soucier à la Consulta que lorsque prévalut dans le gouvernement italien la politique qui ne souhaitait plus une « Autriche-Hongrie forte », mais spéculait sur une « Autriche-Hongrie faible » ; c'est alors qu'on s'aperçut que l'Italie avait un intérêt vital à ce que la Serbie demeurât impunie, qu'elle pût poursuivre en toute tranquillité ses agissements contre nous et contribuer à l'affaiblissement de notre pays.

Si peu digne de notre confiance que paraisse aujourd'hui l'Italie, notre politique balkanique a toujours été des plus franches à l'égard de notre alliée, elle n'a jamais tendu à léser les intérêts loyalement reconnus de l'Italie et, par suite, n'a jamais été en opposition avec les tendances de la Triplice. Il est particulièrement ridicule de prétendre que notre politique ait eu une pointe dirigée contre l'Italie ; nous n'avons jamais élevé des prétentions sur des territoires italiens et notre intérêt exige que nous vivions dans l'Adriatique en bonne intelligence avec l'Italie. Si nous avons fortifié notre frontière italienne, c'était uniquement par mesure de défense, et les événements récents ont prouvé que nous avions parfaitement raison.

Le véritable motif de l'attitude de l'Italie à notre égard et en même temps la cause spécieuse de la rupture, c'est la question des compensations.

L'art. VII du traité de la Triple-Alliance stipule, comme on sait, que l'Italie et l'Autriche-Hongrie ne feront d'acquisitions territoriales modifiant le statu quo des Balkans ou des îles appartenant à la Turquie qu'après accord préalable et sur la base de compensations mutuelles équitables.

Le gouvernement italien rappela cet article immédiatement après notre entrée en Serbie ; mais un accord de principe étant intervenu, le marquis de San Giuliano reconnut lui-même à la fin d'août que la question des compensations était encore prématurée. C'était d'ailleurs fort naturel, puisque l'idée même de compensation présuppose qu'une des parties a fait certains gains, lesquels serviront à fixer la mesure des compensations.

Malgré cet accord, et quoique l'Italie ne nous ait donné

jusqu'ici aucune compensation pour les acquisitions territoriales qu'elle a faites il y a trois ans sur le Dodécanèse dans la mer Égée, le gouvernement italien réclama avec force la conclusion immédiate d'un accord relatif aux compensations auxquelles il prétendait avoir droit. Et le plus étrange, c'est qu'il maintint ses prétentions même après que nous eûmes été obligés d'évacuer complètement le territoire serbe au mois de décembre, tandis que, d'un autre côté, l'Italie, qui avait sans cesse nié en avoir le dessein, alléguant une révolte fomentée probablement par ses agents, occupait Valona et ses environs sur la côte d'Albanie.

L'Italie interprétait donc l'art. VII en ce sens qu'elle ne nous devait aucune compensation dans la sphère des Balkans pour les acquisitions territoriales qu'elle avait faites, tandis que dans la seule supposition que nous pourrions rentrer de nouveau en Serbie, elle nous croyait tenus à lui accorder un agrandissement de territoire immédiat.

Au commencement de janvier, le but de cette fausse interprétation du texte si clair pourtant du traité devint enfin manifeste. S'appuyant sur l'art. VII, lequel se rapportait d'ailleurs exclusivement aux sphères d'influence balkaniques, l'Italie émit d'une manière indirecte d'abord, puis ouvertement, la prétention de se faire céder par l'Autriche d'anciennes parties de son territoire ; et c'est ainsi qu'on chercha à profiter du traité de la Triple-Alliance, dont le principal but était incontestablement de sauvegarder l'intégrité territoriale des États contractants, pour réaliser aux dépens de notre monarchie les visées irrédentistes réprouvées jusqu'ici par tous les gouvernements italiens, et leur donner par cela même le caractère d'aspirations nationales légitimes.

Pour éviter l'effroyable responsabilité d'une rupture, notre diplomatie, avec une patience et une abnégation dignes d'un martyr, a poursuivi les négociations avec un adversaire dont la mauvaise volonté et l'hostilité étaient manifestes depuis des mois et, cédant pas à pas aux revendications de plus en plus brutales et hardies, a renouvelé ses tentatives de conciliation même après la «dénonciation» arbitraire et illégale du traité de la Triple-Alliance, jusqu'à ce qu'un refus catégorique suivi de la déclaration de guerre lui eurent commandé de faire halte.

L'avenir dira si nous avons été bien ou mal inspirés. En tout cas, nous avons fait preuve d'un tel pacifisme que nous n'avons plus besoin de repousser l'accusation sans cesse renouvelée d'avoir troublé la paix. Si notre condescendance a peut-être contribué à fortifier la croyance fort répandue chez les Italiens touchant l'état de faiblesse et la caducité de la monarchie austro-hongroise, les événements auront été pour eux une cruelle déception.

En recherchant les raisons psychologiques de la trahison de l'Italie, nous ferons abstraction des personnalités ; ainsi nous n'appuyerons pas sur ce fait bizarre que l'homme qui a entraîné le bateau de la politique italienne dans les eaux de l'Entente est précisément ce baron Sonnino qui passait jadis pour un des auteurs de la Triplice et qui déclarait encore en janvier qu'il préférait se retirer s'il ne parvenait pas à la sauver à l'aide d'un accommodement à l'amiable. Nous admettons aussi volontiers que les graves menaces de l'Angleterre sur le terrain économique, les propositions séduisantes de l'Entente, la crainte de troubles à l'intérieur et même d'un mouvement républicain, ainsi que la folle croyance que l'Italie ne pourra conserver sa situation de grande puissance si elle s'abstient de prendre part à la gigantesque lutte d'aujourd'hui, ont pu peser sur les déterminations des gouvernants de l'Italie. Toutefois, une chose ressort clairement des négociations diplomatiques connues aujourd'hui de tout le monde : c'est que l'affaire des « compensations » était pure tartuferie. De même qu'il faussait les textes en invoquant l'art. VII, le gouvernement italien n'a jamais pris ses demandes au sérieux. Le chantage même, s'il eût eu pour résultat d'assouvir l'ambition de l'extorqueur, aurait été plus honnête que ne le fut la conduite du gouvernement italien, qui ne vit dans les négociations qu'un moyen de faire monter les offres de l'Entente et de gagner du temps pour se préparer et retourner l'opinion publique, laquelle était encore notoirement en majeure partie pour la paix, au mois d'avril. Dès que Sonnino fut entré au ministère, le gouvernement ne poursuivit plus qu'un but : nous acculer à un refus et enfin à une rupture par des exigences croissantes et des prétentions inacceptables, rejeter sur nous la responsabilité de la rupture et avoir un prétexte spécieux non seulement pour dépouiller, lorsqu'il était dans la peine, le voisin de l'ami-

tié duquel on avait profité pendant des années pour fortifier sa situation, mais encore pour le mettre hors d'état de nuire dans l'avenir.

C'est chargée de ce crime que l'Italie est entrée dans le sentier de la guerre. Mais des signes non méconnaissables de la colère divine sont déjà visibles. La manière dont le gouvernement italien a déchaîné la guerre contre nous lui aliène la confiance des peuples et lui prépare, à lui et à son pays, d'amères déceptions.

Il est comique de voir, par exemple, quels sentiments excite l'entreprise guerrière de l'Italie chez ces peuples balkaniques dont le gouvernement italien avait tellement à cœur les intérêts que c'est, prétend-il, pour eux qu'il s'est brouillé avec ses alliés. Ces mêmes pays, la Serbie qu'on plaignait tant, et le Monténégro du beau-père, oublient leur guerre contre nous et vont en toute hâte s'établir sur les côtes de cette mer Adriatique, objet des convoitises italiennes, et manifestent des sentiments rien moins qu'amicaux pour l'Italie.

Et le rôle que joue maintenant l'Italie dans la question d'Albanie est celui du trompeur dupé de la fable ! Par son jeu de bascule, la politique italienne a empêché que la décision de la conférence de Londres touchant la création d'une Albanie indépendante et en grande partie notre œuvre, ne porte ses fruits, tandis que les notes de Sonnino débordaient toujours de phrases rassurantes sur le complet désintéressement de l'Italie — abstraction faite naturellement de l'occupation de Valona. Ce qui montre le mieux la confiance qu'on avait non seulement à Vienne et à Budapest, mais à Nisch, à Cettigné et à Athènes dans les assurances de la Consulta et de quelle étrange façon la politique italienne a réussi à faire tourner les troubles d'Albanie à son profit, c'est la mainmise de la Serbie et du Monténégro sur des territoires albanais et l'avance des Grecs, qui menaceront bientôt l'occupation « désintéressée » de Valona même.

C'est ainsi que l'Italie a été payée de ses peines par ceux pour qui elle avait, soi-disant, tiré l'épée. Et ses troupes font la même expérience sur le territoire des « frères irredenti », où la population manifeste des sentiments rien moins que fraternels envers ses « libérateurs ».

Quoique nous soyons déjà au quatrième mois de la guerre

italienne, on ne saurait encore en préjuger l'issue ; mais un pays qui a si criminellement rompu la paix et ses alliances, qui s'est jeté sur son voisin et ancien allié avec autant de présomption que s'il s'agissait d'une simple « promenade militaire » en vue de faire du butin, ne doit s'en prendre qu'à lui s'il devient la risée du monde entier après les résultats tout-à-fait insignifiants d'une campagne de trois mois, et surtout par la nomination d'un ministre sans portefeuille pour les « provinces conquises », à l'instar des évêques « in partibus infidelium ! »

L'Italie a mis son avenir sur une carte ; elle a déjà perdu sa renommée comme amie et alliée ; aujourd'hui elle doit au moins prouver qu'elle est un adversaire redoutable sur les champs de bataille. Le désenchantement qui se fait jour dans les cercles de l'Entente montre qu'on commence à perdre l'espoir que cette preuve soit faite.

Dans son fameux discours du Capitole, le ministre-président Salandra a reproché aux dirigeants des empires centraux d'avoir manqué de prévoyance et de s'être laissés tromper et surprendre par les événements. C'est bien là le comble du cynisme, même à une époque de décadence morale comme celle où nous vivons. Ainsi nos hommes d'État avaient eu la naïveté de ne pas prévoir la trahison de l'Italie ! C'est en même temps le jugement le plus écrasant qui ait été porté sur le sens moral des Italiens en matière de politique. Eh bien ! nous sommes assez naïfs pour ne pas nous ranger à l'avis d'un homme d'État italien, par ailleurs qualifié pour l'émettre. Non ! nous croyons plutôt que, lorsque le peuple italien aura vidé jusqu'au fond le calice de fiel qu'il s'est versé à lui-même et qu'il aura appris une fois de plus à nous connaître comme ennemis, il mettra les Salandra et les Sonnino à la place qui leur convient, et que — après une crise intérieure aiguë peut-être, — il s'élèvera à des vues plus justes en fait de moralité politique.

Je sais que j'exprime une opinion tout-à-fait personnelle, mais je ne puis m'empêcher de croire — il n'y a ni jamais ni toujours en politique — que l'avenir nous réserve peut-être une reprise de relations pacifiques avec l'Italie, puisque les intérêts communs immuables que nous avons avec elle exigent une certaine coopération . . .

ALBERT DE BERZEVICZY.

# LA TRAGICOMÉDIE ENTENTISTE DANS LES BALKANS

Si vous avez l'avantage peu enviable de suivre les nombreuses élucubrations de la presse mondiale, vous n'aurez pas peine à vous rendre compte du désarroi qui s'est emparé de la diplomatie ente tiste au sujet des Balkans. Nous autres, êtres prosaïques, nous luttons pour notre existence nationale, tandis que les Alliés mènent la lutte pour le triomphe du droit, de la justice et de la liberté. C'est avéré. Il s'en suit donc que le principe des nationalités est un dogme intangible pour eux. Le principe des nationalités veut que la Bosnie et l'Herzégovine reviennent à la Serbie ; que Constantinople (pardon : Tsarigrad !) où, comme on sait, presque toute la population est russe, qui gémit sous le joug ottoman, fasse retour à l'empire du tsar ; que les territoires habités par des Roumains soient rendus à la Roumanie et ainsi de suite. Vous avez l'embarras du choix, car nos ennemis ont mis un zèle tout particulier à remanier la carte de l'Europe et à distribuer avec une libéralité excessive des morceaux de pays qui appartiennent à autrui. Ce qui est terre ententiste, est naturellement sacro-saint et personne ne doit avoir la témérité d'y toucher. Bref, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, l'Albanie, voire même l'Allemagne servent d'objets de compensation aux publicistes et diplomates de la quadruplice, lorsqu'il s'agit de récompenser les services rendus à leur alliance victorieuse de 1915. Car la victoire des alliés est certaine, et ce n'est que par pur amour des sublimes principes de la civilisation qu'ou veut entraîner dans la guerre universelle les États balkaniques.

Nous qui avons l'honneur d'écrire pour un public international, nous devons tâcher de juger, avec un sérieux aussi impartial que possible, les événements qui se passent dans les Balkans. Or, il nous est impossible de ne pas relever le caractère tragi-comique des démarches continuelles et variées que la Quadruplice ne cesse de faire auprès des gouvernements balkaniques pour s'assurer leur concours. Les Alliés sont sûrs de la défaite totale de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et de la Turquie, et ils ne peuvent point prendre sur eux de ne pas faire bénéficier les Grecs, les Bulgares, les Roumains des riches dépouilles qui devront être partagées après la victoire. Telle est l'unique raison de leur surenchère parmi les États en question ; leurs demandes importunes visent uniquement le bonheur de ceux-ci et ce serait une calomnie que de vouloir démêler, dans leur bienveillance à l'égard des peuples balkaniques, des mobiles égoïstes. Car ne vous répètent-ils pas sans se lasser qu'ils ont la certitude de vaincre sans l'intervention de qui que ce soit ?

Il y a seulement que les peuples qu'on veut rendre heureux malgré eux commencent à s'inquiéter et trouvent que la Quadruplice est en train d'entrer en conflit flagrant avec ce principe des nationalités qu'elle a proclamé hautement. Ils trouvent même que la liberté qui est également inscrite sur l'étendard des Alliés, n'est guère conciliable avec la pression inusitée que leurs diplomates tentent d'exercer sur les décisions des petits États «indépendants». C'est surtout la dernière action ententiste qui a suscité la plus vive indignation. De quoi s'agissait-il ? De concessions urgentes à faire à la Bulgarie de la part de la Grèce, de la Serbie et de la Roumanie. Et pourquoi cela ? Parce que c'était le seul moyen efficace par lequel nos ennemis croyaient pouvoir faire marcher la Bulgarie contre l'empire ottoman. La Russie, l'Angleterre, la France, l'Italie, ces quatre grandes puissances sont donc incapables de venir à bout de la résistance turque sans le secours des Bulgares ? Ma foi, non ! Le fait est que la Quadruplice, tout absorbée qu'elle est par une guerre formidable, trouve le temps de redresser les torts commis à l'égard des petits États, puisqu'elle combat, comme vous le savez, pour leur bien. Elle vient donc de s'apercevoir que le

traité de Bucarest était une œuvre inique qu'il fallait refaire.(1)

Personne n'est mieux convaincu que nous de la justesse du point de vue bulgare et des droits imprescriptibles de la Bulgarie à la possession de la Macédoine que les Serbes lui ont traîtreusement arrachée. Mais que ce soit maintenant la Quadruplice qui s'avise de morigéner les Grecs, les Serbes et les Roumains pour qu'ils restituent à la Bulgarie les territoires que celle-ci réclame : cela, à vrai dire, nous paraît un peu trop fort de la part des champions du droit des petites nations « oppimées» de disposer librement d'elles-mêmes.

« Au lendemain du traité de Bucarest, alors qu'un chœur de louanges saluait cette œuvre injuste et impolitique, les Bulgares ont courageusement proclamé que cet acte, sous le fallacieux prétexte de renconstituer l'équilibre balkanique, établissait en réalité un ordre de choses instable et dangereux. Nous avons nous-mêmes exposé sans cesse cette vérité, malgré les avertissements et les menaces qui venaient du dehors. *Il est pénible de rappeler que certains organes de la presse russe et de la presse française étaient au premier rang de nos adversaires implacables. Aujourd'hui, ces mêmes journaux s'aperçoivent de leur erreur, et certains publicistes français vont jusqu'à prétendre que le traité de Bucarest est une œuvre allemande et que les Allemands payaient les journalistes pour attaquer la Bulgarie; cette assertion est fausse évidemment, puisque, si elle était fondée, il faudrait croire que les Allemands s'étaient commodément installés dans les bureaux de rédaction de Paris*

(1) Voir le *Petit Parisien* qui publie un article intitulé : «*Il faut reviser le traité de Bucarest.*» Nous trouvons plaisant de faire connaître le projet de ce généreux distributeur des biens d'autrui. Selon lui, à la Roumanie doivent revenir la Bukovine jusqu'au Pruth, la Transylvanie et le Banat de Temesvár jusqu'à la Tisza et au Danube. A la Serbie reviendraient la Bosnie, l'Herzégovine, une partie de la Dalmatie et de l'Albanie et la Syrmie. A la Grèce, l'Epire et une partie de l'Albanie avec, en Asie Mineure, de larges compensations proportionnelles à ses sacrifices macédoniens. Enfin, la Bulgarie obtiendrait la ligne Enos-Midia et les terres que la Roumanie lui a enlevées en 1913, sauf quelques points stratégiques que la Roumanie juge indispensables à la sécurité du chemin de fer et du port de Constantza. En outre, en Macédoine, la Bulgarie aurait pour frontière avec la Serbie la ligne du traité de 1912 au delà de laquelle les Serbes reconnaissaient alors que le pays est incontestablement bulgare et les Grecs devraient lui céder tout le pays à l'est du lac de Tachynos et de la Strouma avec l'île de Thassos...

*et de Pétrograd, et même dans certaines chancelleries.*(1) Cependant cette exagération même montre combien, en France, on se rend compte maintenant de la faute commise en 1913. Si l'on n'avait pas attendu si longtemps pour arriver à cette constatation, si l'on avait dit, il y a un an, «il faut reviser le traité de Bucarest», il est très probable qu'on serait arrivé à d'autres résultats. En politique, comme dans la vie, il y a des moments qui ne se répètent pas. Mais quoi qu'il en soit, la vérité que les Bulgares proclamaient envers et contre tous a fini par s'imposer à tout le monde.»

Ce passage emprunté à un article de l'*Écho de Bulgarie* du 22 août prouve clairement que la volte-face des Alliés dans cette question est de date assez récente et que ceux-ci ont mis un certain temps à se rappeler le principe des nationalités, etc. Aussi les dernières démarches que l'Entente a faites à Nisch et à Athènes ne semblent-elles pas avoir beaucoup de chances d'aboutir, parce les peuples intéressés ont fini par se rendre compte des sentiments véritables dont s'inspirent leurs soi-disant protecteurs. Les Grecs qui, sous la pression de l'Angleterre, étaient sur le point de se lancer dans la mêlée à côté des Alliés il y a quelques mois, voient déjà avec terreur percer, sous son masque hypocrite, la perfide Albion qui, en violant leur neutralité, occupe peu à peu tous les points stratégiques de la côte grecque dont elle dit avoir besoin pour ses opérations contre la Turquie. Et maintenant, par-dessus le marché, ses amis les ententistes exigent de la Grèce qu'elle renonce à Drama, Sérès, Cavalla! Faut-il s'étonner que l'*Embros* d'Athènes s'exprime ainsi: «le complot infernal ourdi contre l'intégrité territoriale de la Grèce, voilà l'œuvre anglaise» et qu'un journal serbe, le *Novosti* écrive: «la Serbie préfère disparaître comme État plutôt que d'accepter une renonciation volontaire à ses terres. C'est ce que devrait déclarer le gouvernement à l'Entente au lieu de convoquer la Skoupchtina!» On menace les Serbes, on menace les Roumains, on bloque les ports de la Bulgarie pour la tenir en échec, et tout cela parce que ces nations n'entendent pas être heureuses à la manière quadrupliciste. En effet, n'est-il pas ridicule que, devant l'opposition, plus ou moins

(1) C'est nous qui soulignons.

déguisée, des États balkaniques, l'Entente médite de recourir à la violence ; l'Entente qui combat pour la liberté des petits peuples et qui partit en guerre pour venger la violation de la soi-disant neutralité belge ?

Écoutez, comment s'exprime, dans le n° du 24 juillet de l'*Éclair*, le commandant J. Le Vallois : « En 1913, le traité de Bucarest est venu consommer l'injustice de l'œuvre bismarckienne de 1879, en prenant de force aux Bulgares la Macédoine que leur sang répandu à flots, pendant la campagne des Balkans de 1912, venait de libérer du joug ottoman. Une seule des puissances alliées a défendu à ce moment la malheureuse Bulgarie, accablée par une campagne de presse odieusement mensongère, et a demandé, mais en vain, la révision du néfaste traité de Bucarest. La France a malheureusement oublié alors la sympathie et l'amitié sincères que la Bulgarie n'avait cessé et continue encore de lui témoigner.

Aujourd'hui, reconnaissant l'erreur commise, la Quadruple Entente — personne n'en doute — veut rendre à la Bulgarie les parties de la Macédoine du traité de San-Stéfano, qu'elle réclame à si bon droit, au même titre que nous réclamons l'Alsace et la Lorraine. Il faut, pour cela, les retirer à la Serbie et à la Grèce, qui les occupent depuis le traité de Bucarest. Mais la Serbie, en échange de ces territoires de race étrangère, recevrait de larges compensations en Autriche, Bosnie, Herzégovine, etc.[1] avec son débouché nécessaire sur l'Adriatique. La Grèce aurait une partie de l'Albanie, et d'importants dédommagements dans la Turquie d'Asie. Ces combinaisons, en accord complet avec le principe des nationalités, sont tout à l'avantage des peuples des Balkans, dont elles augmenteront considérablement la puissance. Elles ne paraissent cependant pas admises par quelques-uns, surtout par les Grecs qui, oubliant ce qu'ils doivent aux Alliés, sans lesquels la Grèce ne serait aujourd'hui qu'une simple expression géographique, proclament qu'ils ne céderont pas une parcelle de leurs territoires de Macédoine. Ils devraient réfléchir, cependant, qu'ils ne nous ont rendu d'autres services pendant la guerre actuelle que de nous coûter beaucoup d'ar-

[1] En Mandchourie, en Cochinchine, en pays de Cocagne, dans la Lune, etc. *(Note de la Rédaction.)*

gent, et n'ont, par conséquent, aucune raison de se montrer aussi intransigeants à l'égard de propositions extrêmement avantageuses pour eux et qu'ils n'ont pas encore méritées.

Quoi qu'il en soit, dans de telles conditions, la Quadruple Entente n'a plus à rechercher un accord impossible : elle doit *imposer sa volonté*. Elle doit prendre une décision ferme, et la notifier aux nations des Balkans. Le temps de la discussion est fini : il faut passer aux actes. »

Entendez-vous : la Quadruple Entente « doit imposer sa volonté ! » Voilà où en sont venues l'amitié et la bienveillance que les Alliés affichaient pour les peuples balkaniques ! Maintenant que la Russie est par terre et que l'action éventuelle de l'Italie contre les Dardanelles semble promettre les mêmes résultats que son intervention armée contre l'Autriche-Hongrie : on ne voit le salut que dans le secours des Balkans et spécialement dans celui de la Bulgarie ; pour se le procurer, les ententistes sortent du rôle gênant de « bienfaiteurs » et mettent à nu cet égoïsme féroce ou, comme le disait naguère M. Salandra, cet « égoïsme sacré » qui les caractérise en réalité. Quoiqu'il en soit, la tragicomédie que la Quadruplice joue dans les Balkans, est condamnée d'avance à un four complet. Nous, par sympathie pour les excellents acteurs, nous applaudissons quand même.

R.

# LES SECRETS DES ARCHIVES BELGES

*(Documents sur la politique d'encerclement de l'Entente.)*

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie de nombreux extraits de rapports envoyés depuis 1905 au gouvernement de Bruxelles par les ministres de Belgique à Londres, Paris et Berlin. Ces rapports ont été trouvés dans les archives belges. Ci-après, nous reproduisons quelques-uns des extraits dont il s'agit.

**1905.**

C'est l'année de la guerre russo-japonaise, de la révolution russe et de la crise marocaine. Toutes les questions de haute politique subissent le contre-coup de la conclusion du traité franco-anglais (8 avril 1904) qui a préludé à l'entente cordiale.

Le 7 février, le comte Lalaing, ministre belge à Londres, exprime dans un rapport à son gouvernement, l'opinion que l'hostilité de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne est motivée par la jalouise que la première ressent à constater le développement extraordinaire de la flotte marchande allemande, du commerce et de l'industrie de l'Allemagne. « En concluant son entente avec la France, l'Angleterre a été uniquement inspirée par le désir d'avoir les mains libres du côté de l'empire allemand. Sous l'influence de la presse, le chauvinisme gagne toujours plus de terrain en Angleterre. Les journaux induisent toujours davantage en erreur l'opinion publique qui en est déjà arrivée à contester à l'Allemagne le droit d'augmenter ses forces navales et à voir dans le budget de la marine de cette dernière puissance une provocation à l'adresse de l'empire britannique. »

Le 18 février, le baron Greindl, ministre belge à Berlin,

écrit à son ministre des affaires étrangères, M. Favereau : « Quand le comte Bülow a fait savoir au public anglais que l'Allemagne n'avait aucune intention agressive contre l'Angleterre, il n'a rien appris que tout juge clairvoyant ne savait déjà. La véritable cause de la haine de l'Angleterre contre l'Allemagne est le dépit que lui fait éprouver le rapide développement de la flotte allemande, du commerce et de l'industrie de l'Allemagne. Cette haine est nourrie soigneusement par le *Times* et un certain nombre d'autres journaux qui ne reculent pas même devant la calomnie pour flatter le goût du lecteur. »

En avril et mai, l'arrivée de l'empereur Guillaume à Tanger et la chute de Delcassé qui suivit, ayant soulevé en Angleterre des tolles d'indignation, les rapports des diplomates belges se trouvent d'accord pour approuver complètement l'attitude de l'Allemagne dans la question marocaine.

Deux mois durant, juillet et août, le comte d'Ursel fait l'intérim à Berlin, en l'absence du baron Greindl. Dans chacun de ses rapports, il relève le caractère nettement hostile de la politique anglaise à l'égard de l'Allemagne. « L'Angleterre, écrit-il un jour, saisit chaque occasion pour créer des difficultés à l'Allemagne. »

Après avoir rejoint son poste, le baron Greindl écrit : « Dans la campagne entreprise par l'Angleterre pour gagner les bonnes grâces de la Russie contre l'Allemagne, je vois germer une situation qui pourrait avec le temps couver les plus grands dangers. La Triplice dirigée par l'Allemagne nous a donné trente années de paix. La nouvelle Triple-Entente ne remplacera pas la Triplice, mais elle sera la cause d'inquiétudes continuelles. Je me demande où et quand l'Allemagne a contrecarré la politique anglaise. »

Le 30 septembre, le baron Greindl écrit: « Le ton général de la campagne que mène la presse anglaise atteste que le rapprochement de l'Angleterre avec la Russie ne doit pas servir à amener une détente entre les deux pays, mais qu'il est uniquement inspiré par leur haine commune de l'Allemagne. Si le Russe, à l'égal de l'Anglais, hait l'Allemagne, c'est que celle-ci est pour lui un pays voisin dont la civilisation supérieure froisse son orgueil de barbare. »

Le 24 octobre : « L'isolement de l'Allemagne est le seul but de la politique anglaise. »

Le 31 décembre : « La plus haute ambition de l'empereur Guillaume est de maintenir la paix, aussi longtemps qu'il règnera. »

**1906.**

En avril, le baron Greindl écrit que la presse anglaise a tout mis en œuvre pour empêcher un résultat favorable de la conférence d'Algésiras. A l'insu du gouvernement anglais, Edouard VII avait promis à Delcassé en 1905 le débarquement éventuel de cent mille hommes sur la côte du Holstein. « Si un doute devait subsister sur les intentions anglaises, il serait dissipé bien vite par l'étrange démarche du colonel anglais Bernadiston auprès du général Ducarme, chef de l'état-major belge. » Cette dernière remarque du baron Greindl est des plus intéressantes ; elle atteste que le gouvernement belge, puisqu'il n'avait pas hésité à en informer ses représentants diplomatiques, reconnaissait par avance l'importance des ouvertures du colonel anglais. Presque au même moment qu'avait lieu cette tentative d'entraîner la Belgique dans la combinaison anti-allemande, le *Russ*, journal russe, publiait la nouvelle qu'Edouard VII avait proposé à la Russie une alliance offensive. A propos du plan formé au cours des négociations russo-anglaises de satisfaire les intérêts des deux pays aux dépens de la Turquie et du chemin de fer de Bagdad, le baron Greindl ne craint pas de dire : « C'est le comble de l'infamie. »

**1907.**

Le 8 avril, le baron Greindl fait remarquer que la France, comme avant 1870, émet la prétention de s'immiscer dans des affaires qui ne la regardent pas, — par exemple dans la question du chemin de fer de Bagdad, — et qu'elle s'imagine avoir le droit de mettre son véto à des arrangements conclus entre des États indépendants.

*Même mois.* M. Leghait, ministre belge à Paris, relève les dangers auxquels s'expose la France, en se mettant à la remorque du gouvernement anglais. En automne, le baron Greindl écrit, à propos du traité franco-japonais et du traité anglo-russe (30 août 1907) : « Ils ne paraissent avoir été conclus tous deux que pour régler de nouveau une fois les affaires

mondiales, à l'exclusion de l'Allemagne. Ces mesures de précaution contre des dangers qui sont purement imaginaires, sont naturellement propres à éveiller et à entretenir la croyance que l'Allemagne est la puissance à tendances agressives contre les entreprises de laquelle les autres États sont forcés de se coaliser. Tandis que de tels traités, ainsi que le prétendent leurs signataires, doivent servir la cause de la paix, ils ne font en réalité que la mettre en péril, comme symptômes d'un nouveau système politique.»

Dans un rapport ultérieur, le baron Greindl ne cache pas son indignation au sujet des efforts déployés par la France pour porter atteinte à toute occasion aux arrangements conclus à Algésiras et au sujet des négociations qui ont abouti à l'accord anglo-russe relatif au partage de la Perse en sphères d'influence. «C'est toujours, dit-il, la même campagne qui vise à l'isolement de l'Allemagne, campagne qui, menée très habilement, a commencé par la réconciliation franco-italienne (1902) et par l'accord intervenu entre l'Italie et l'Angleterre à propos de la Méditerranée.»

Le baron Greindl dépêche encore : «La politique inspirée par Edouard VII, sous prétexte de protéger l'Europe contre un danger allemand imaginaire, a seulement eu pour effet de faire naître un danger français très évident qui nous menace, nous les Belges, en tout premier lieu.»

## 1914.

Le président Poincaré faisait ressortir récemment l'esprit pacifique de la France et de la politique française avant la guerre, et il s'efforçait de représenter l'empire allemand comme le trouble-paix de l'Europe. A ces assertions, on peut opposer ce qu'écrivait le ministre belge à Paris, le baron Guillaume, dans un rapport envoyé à son gouvernement le 16 janvier 1914 : «J'ai déjà eu l'honneur de vous dire que ce sont MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui ont inventé et poursuivi la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont nous avons constaté la renaissance. C'est un danger pour l'Europe et la Belgique.»

*(Correspondance Européenne.)*

# POÈMES ET CHANTS DE GUERRE FRANÇAIS [1]

*Invocation à la gloire militaire.*

Etendue au milieu de l'herbe,
L'oriflamme aux vives couleurs
Mêle au frissonnement des fleurs
Sa teinte de gloire superbe :
Au matin des nouveaux combats
Qui rugiront souvent encore,
Sous l'horizon flambant d'aurore
Elle ne retombera pas . . .

Dieu ! jette aux bouches des clairons
La charge pour les escadrons ! . . .

L'épée des fiers aïeux sommeille,
Trop pesante pour notre main,
Dans la poussière du chemin,
Mais notre cœur frémit et veille . . .
Entendez-vous crier le vent
Par delà le vallon sonore ?
Le peuple dont le sol s'honore
De même hurle au soleil levant :

Dieu ! jette aux bouches des clairons
La charge pour les escadrons ! . . .

[1] Ces poèmes sont tirés des *Lyres françaises* (Paris, 90, Rue du Rocher, 1915).

Nous publions ces produits de la lyre guerrière à titre de documents signalétiques de l'esprit qui régnait ou qui règne encore en France. On voit que les pauvres chansonniers s'y leurrent d'illusions fallacieuses quant à la «victoire», qui culminerait dans une marche sur «Berlin». D'autre part, ces poésies exhalent une haine si féroce qu'elles en deviennent caractéristiques pour leurs auteurs qui prétendent lutter contre . . . «la barbarie allemande».

Entendez-vous la gueule noire
Qui vomit la foudre sans nom ?
Le Droit vaincu sort le canon
Pour écrire aussi dans l'Histoire ;
Devant les hordes d'Attila
Nul ne supplie et nul n'implore
Notre front que l'orgueil colore
Et nos poitrines seront là . . .

Dieu ! jette aux bouches des clairons
La charge pour les escadrons ! . . .

Que ne puis-je, ô ma Bien-Aimée,
Ma Patrie, à qui j'ai donné
Mon cœur depuis que je suis né
Voir encor briller ta framée ! . . .
Je voudrais que la voûte en feu
Qu'un soleil radieux décore
Sur le cher pays que j'adore
S'ébranle au fracas de mon vœu :

Dieu ! jette aux bouches des clairons
La charge pour les escadrons ! . . .

LÉON RIOTOR,
Président de la Société des Poètes français.

*Chanson de Route.*

Petits soldats du sol de France,
Dont le pas marque sa cadence
Au long du chemin poussiéreux,
Marchez, légers, aux champs de gloire,
Vers la bataille et la victoire,
Dans le sillon de vos aïeux !

Sous la mitraille et sous les balles,
Refoulez les hordes vandales
Aux gais refrains de vos chansons !
L'azur sourit sous la nuée :
Votre élan et votre ruée
Mettront la Mort sur leurs talons.

Jolis d'entrain et d'endurance,
Marchez toujours vers l'espérance,
O vengeurs des crimes récents !
Gorge saignante et chair meurtrie,
Dressée aux cieux, la France crie :
«Marchez plus loin, mes fils vaillants !

«Par le fusil et par la lance,
Par la fougue, par la constance,
Et par la flamme de vos fronts,
Forgez l'histoire et l'épopée
Où se rendront, à votre épée,
Leurs étendards et leurs canons !

«Aux grandioses hécatombes,
Qu'importe le nombre des tombes,
Et si, sur cent, vingt reviendront ?
Quand la fusillade crépite
Et que rugit la mélinite,
Le triomphe, seul, compte au fond.

«Marchez encor, tendez l'allure !
De la gloire la route est dure ;
Maints tertres seront les jalons
De l'avance victorieuse
Sous la bombe et la mitrailleuse
Des zepplins et des avions ;

«Marchez, ô mes fils invincibles !
Que vos poitrines soient les cibles
Du barbare, au delà du Rhin,
Tant que la marche vengeresse
N'atteindra le jour d'allégresse
Où vous ferez halte à Berlin !»

ALEXANDRE DE LINCHE.

*Les Communiqués.*

Ah ! quelle émotion nous saisit, brusque et vive,
Chaque matin et chaque soir,
Quand l'heure sonne enfin où le journal arrive,
Apportant la joie ou l'espoir !

Sur le front gigantesque où gronde la bataille,
Où la mort frappe à tour de bras ;
Où tombent nos soldats, ces héros dont la taille
Grandit au souffle des combats,

Quel nouveau mouvement, quelle attaque nouvelle
Enfantant succès ou revers,
Rend plus cruelle encor cette guerre cruelle
Dont s'épouvante l'Univers ?

Entre nos doigts fiévreux tremble la feuille blanche...
Chacun la regarde anxieux,
Et notre cœur, qui sur cet inconnu se penche,
A lu plus vite que nos yeux :..

Nous croyons voir surgir, de chaque ligne noire
Dont se raye le papier blanc,
Des bataillons épais qu'entraîne une Victoire
Levant au ciel son bras sanglant ;

Notre cerveau s'emplit de visions fugaces
Où, dans un long enroulement,
Passe, comme un remous, l'étreinte de deux races
Qui combattent férocement...

Et c'est vers vous, vaillants défenseurs des tranchées
Dont saigne le sol des aïeux,
Que nos âmes s'en vont, aux vôtres attachées
Par des liens mystérieux.

Les maux dont vous souffrez en ces luttes suprêmes,
Où tout est fatigue ou danger,
Nous croyons les connaître et les souffrir nous-mêmes
Et brûlons de les partager.

Mais, anciens combattants d'une première guerre
Contre les mêmes ennemis,
Ce que nous avons fait, ce que vous pouvez faire,
Hélas ! ne nous est plus permis...

Il nous faut, aujourd'hui, nous dont les bras débiles
Fléchiraient au premier effort,
Demeurer au foyer, citoyens inutiles,
Dédaignés même de la mort...

Aussi, quand nous avons terminé la lecture
Des glorieux communiqués ;
Quand sur la carte, vers la victoire future,
Nos petits drapeaux sont piqués,

Nous sentons loin du bruit et de l'éclat des armes,
L'horreur d'un repos impuissant,
Et nous pleurons, honteux de répandre des larmes
Quand vous répandez votre sang !

JACQUES NORMAND.

## *Le Turco.*

Le bon Turco blessé, déjà convalescent,
Est assis sur un banc devant la mer normande ;
Le soleil automnal se montre caressant.
Le vent est frais, le ciel est bleu, la mer est grande.

Moi que le sol natal obsède, je me dis
Qu'il songe tristement à sa terre lointaine,
A son gourbi brûlant, à sa maigre fontaine,
Et que le grand désert lui semble un paradis ;

Nostalgique pour lui dans ma pitié qui rêve
Je comprends sa douleur par avance ; ses yeux
Qui fixent tour à tour l'horizon et la grève
Regardent sans les voir les sables et les cieux ;

Un peu gêné, discret, et souriant d'avance
Je me suis approché du soldat qui nous sert,
Pour parler un moment à ce fils du désert
Qui devait à Cabourg préférer la Provence ;

Mais lui, gardant toujours l'air grave des anciens,
Quand j'évoquais l'Afrique et sa terre natale,
Me dit, plein d'éloquence en sa phrase brutale :
«Moi partir, moi couper la cabèche aux Prussiens !»

« Quand tu seras guéri, » lui dis-je. «Pas malade !»
Répondit-il avec un air presque fâché,
Et cependant son pied immobile, empêché
Par un bandage, était hostile à sa bravade !

Je voulus insister, mais lui, très sérieux,
Affirma de nouveau : «Moi partir, pas comprendre ! »
Une belle fureur flambait dans ses grands yeux,
Et près de ces yeux-là nos yeux sont feux de cendre !

En lui serrant la main, alors je le quittai
Et je pensais, le cœur palpitant d'espérance :
«Voilà donc comme on aime et comme on sert la France
Chez un peuple conquis que nous avons dompté !»

Les Africains nous ont pardonné la Victoire
Ils nous savent humains tout en nous sachant forts
Et nous offrent sans peur leurs âmes et leurs corps
Tout en gardant toujours leur culte et leur histoire ;

Et puis ils ont en eux l'idéal éternel,
Celui d'un au-delà réparateur et juste
Et leur sauvagerie est une force auguste
Qui souffre sur la terre en espérant le ciel !

CHARLES GRANDMOUGIN.

*Le Rhin.*

Ils l'ont enserré morne et las,
Entre sabres et baïonnettes,
Les durs Teutons aux casques bas
Que triste, à présent il reflète.

Du fer il a le ton plombé
Et de l'acier la teinte grise,
Depuis que notre effort tombé
A vu nos citadelles prises

Et que, du clocher de Strasbourg,
Au lieu de la libre bannière,
Descend sur lui, lugubre et lourd,
Leur aigle aux serres meurtières

Il dort, attendant le Réveil,
Couché comme une longue épée,
Jusqu'à ce que, sous le soleil,
Luise sa lame bien trempée.

Car le vieux Rhin, en ces jours-là,
Au souffle de la délivrance,
Le Rhin ! Notre Rhin, reprendra,
La couleur des fleuves de France !

MAGD. GASTON-CHARLES.

# LETTRE DE PARIS

Je me suis laissé dire que, dans les premiers jours de septembre, on pouvait aller du quai d'Orsay au journal le *Temps* en passant par la place de la Concorde, la Madeleine, l'Opéra et les grands boulevards sans rencontrer une seule voiture. Ce temps et bien passé et l'aspect de la rue parisienne est redevenu normal.

On sait qu'à New-York un juge a obligé des plaideurs à administrer la preuve qu'une guerre sévissait en Europe; il l'ignorait. Si ce magistrat facétieux et formaliste arrivait à Paris, enveloppé dans son ignorance, il pourrait fort bien ne se douter de rien, car rien ne révèle à l'œil non prévenu la présence toute proche du front. «Il est triste de constater, me disait récemment un homme éminent, que les Parisiens s'habituent parfaitement à l'idée que les Allemands sont à 90 kilomètres de leur ville; ils sont en train de l'oublier». C'est naturellement une grande exagération et les Parisiens ont mille raisons de ne pas oublier la tragédie qui se joue à leurs portes où ils sont presque acteurs. Mais il est vrai que leur existence est redevenue à peu près normale, au moins en apparence.

Le type du grand blessé, évocation dramatique de la guerre, qui donne actuellement aux rues de Lyon un aspect si douloureux, manque ici. Pour des raisons qui tiennent au service de santé, mais qui ne sont peut-être pas complètement étrangères à la politique, les mutilés n'ont pas été dirigés sur Paris. On aperçoit bien de temps en temps un officier ou un soldat blessé, qui fait sur le trottoir quelques pas

timides et encore gauches; mais je n'ai vu aucune blessure d'aspect tragique. On rencontre sous toutes les formes l'adaptation de la fable de l'aveugle et du paralytique, l'image touchante de la camaraderie militaire. Les convalescents sortent généralement deux par deux en se soutenant l'un l'autre: celui qui traîne la jambe conduit celui qui n'y voit guère, et celui-ci soutient son camarade. Rien n'évoque mieux l'entr'aide mutuelle que ce groupe circulant lentement au milieu de l'attention émue, quoique un peu blasée déjà, des passants.

Dans cette foule, il y a beaucoup de femmes en deuil, mais non point tant qu'on pourrait l'imaginer; si l'on regarde autour de soi, surtout dans le métro, on en voit toujours quelqu'une. Mais leur présence, modeste et silencieuse, ne modifie pas profondément la couleur caractéristique du peuple, si bariolée en cette saison. On ne peut pas dire, en raccourci, que Paris porte le deuil; il n'est besoin que d'ouvrir les yeux pour constater combien d'hommes valides et vaillants restent encore, combien ce pays est loin de l'épuisement, auquel on serait tenté de croire en songeant aux pertes qu'il éprouve chaque jour sur les champs de bataille.

«On nous avait dit que ce serait horrible, mais que ce serait court. Et voilà, c'est plus horrible que tout ce que l'on avait imaginé, et l'on n'en voit pas la fin.» Ces paroles, que j'ai entendues, étaient dites sans aucun découragement. Dans les rues, on ne voit pas seulement beaucoup d'hommes valides, mais aussi un très grand nombre de soldats. D'où viennent-ils, que font-ils? nous n'en savons rien. Beaucoup, sans doute, sont des convalescents, beaucoup aussi appartiennent aux mille services d'arrière qui ont leur siège ici, une partie enfin sont des hommes des dépôts. En tout cas, bien malin celui qui chercherait à s'y reconnaître d'après leur uniforme. Je crois que tous les magasins de l'armée, y compris les fabriques d'habits de chasse et les boutiques de fripiers, ont été déversées pêle-mêle dans les rues de Paris: on voit de tout, les anciens uniformes et les nouveaux, entiers et par morceaux, sans compter ceux qui ne l'ont jamais été et ne le seront jamais.

Des hommes en habits de travail ont une casquette

militaire sur la tête,(1) mais on voit aussi des soldats authentiques affublés d'un couvre-chef civil; les habits ont toutes les formes de la création et toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, depuis le pantalon rouge garance de jadis jusqu'au bleu horizon de demain, en passant par les différentes nuances du kaki, du vert olive et du caca d'oie. A la guerre, seule la guerre compte, et si ces hommes se sont bien battus, il est bien égal que leur accoutrement soit quelque peu extravagant.

Nous avons parlé des soldats anglais; on en aperçoit dans les rues et les restaurants un assez grand nombre; le public ne s'en occupe guère. On leur montre de la condescendance et de complaisance dans les méandres d'une langue difficile: le Français plaint volontiers celui qu'un Dieu injuste a fait naître avec une autre langue maternelle, et il met de la bonne volonté à l'aider à corriger ce défaut. Mais c'est tout, et les Parisiennes ne répriment pas toujours un mouvement d'impatience lorsque, au restaurant, elles reçoivent dans la figure des bouffées de tabac, goût anglais.

J'avais entendu dire que le commerce de Paris était, avant la guerre, entre les mains des Allemands, mais on oublie que les Français se calomnient volontiers: maintenant les Allemands sont partis, et ils auraient dû laisser un grand vide s'ils occupaient une si grande place. Au contraire, ils semblent complètement oubliés. Sur le moment, leur départ a fait plaisir, c'est évident, mais on n'y pense déjà plus. De loin en loin on aperçoit une boutique fermée sans explication. C'est à cela qu'on reconnaît les maisons allemandes. Quant aux Français qui doivent fermer leurs magasins, ne fût-ce que pour quelques heures, ils se hâtent d'en donner la raison, et plus leur nom est suspect, plus leur explication doit être claire. Tel ce Kahn, marchand de faux bijoux de la rue Saint-Honoré qui est caporal au 106e régiment d'infanterie à Châlons et recevra bien volontiers toutes les communications de son honorable clientèle. Personne ne veut plus

(1) Il s'agit de territoriaux employés à des besognes d'ordre plutôt civil (terassements, chargement et déchargement des trains de subsistance, transport de blessés, etc.)

être Allemand: être «boche», c'est le crime impardonnable. Et pourtant le mot est déjà en train de s'user. Il a pris dans la bouche des gamins de Paris un son espiègle qui lui enlève ce qu'il pouvait avoir d'injurieux. On s'interpelle déjà en riant: Espèce de boche! et l'on ne s'en fâche même pas. Ce n'est pas un terme d'amitié, mais ce n'est plus une injure. Là aussi, l'humour de Paris a mis sa jovialité.

*(Journal de Genève.)*

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 août 1915.

Le Destin s'accomplit. La Russie marche à pas de géant vers la catastrophe inéluctable. On est véritablement émerveillé en lisant les bulletins des États-majors austro-hongrois et allemands où il est rendu compte des faits d'armes accomplis par nos soldats. Nous dirions volontiers «victorieux», si ce mot n'avait perdu son sens primitif depuis que les ententistes se l'adjugent à tout propos . . .

Le grand événement de la quinzaine est la chute de Brest-Litowsk dont les suites paraissent, à l'heure actuelle, incommensurables encore. Sans parler de la prise de Nowo-Georgiewsk, l'occupation de Kowel pouvait déjà passer pour un succès d'une importance stratégique capitale, parce que c'est un point de jonction des chemins de fer par lesquels devait s'effectuer la «retraite glorieuse» (pour nous servir de l'expression vraiment très frappante d'un critique militaire italien) des troupes moscovites et parce que la perte de cette ville signifiait que l'armée russe a été coupée en deux.

Par suite de la chute de Brest-Litowsk, la rétrogression hâtée des Russes devient plus difficile et plus embarrassée encore, et même si celle-ci venait à réussir, elle continuerait à imposer des sacrifices si énormes qu'aucune armée ne saurait les supporter. Mais il n'est point du tout certain que les troupes moscovites pourront échapper à l'étreinte mortelle des armées de Hindenburg et de ses généraux. Notez bien que parmi les forteresses tombées, au cours de la dernière quinzaine, dans les mains des puissances centrales, se trouve aussi Kowno dont la prise facilite les opérations de grande envergure en Courlande et en Livonie.

Ce n'est pas nous, ce sont les journaux anglais et russes qui discutent couramment l'éventualité d'une marche allemande sur Saint-Pétersbourg où la retraite de l'armée paraît devenir de plus en plus suspecte. On se demande où elle fera halte; on assaillit de questions les bureaux de rédaction pour savoir quelle est la nouvelle ligne de défense qu'elle pense occuper, et les pauvres rédacteurs ne savent que répondre au public impatient. Comment le sauraient-ils ? Est-ce que l'état-major russe le sait ? Cela dépend de l'état-major ennemi et celui-ci ne parle pas — il agit. En général, il y a cette profonde différence entre les parties belligérantes: les ententistes aiment à parler, à faire preuve de leur beau talent oratoire, tandis que les duplicistes ne sont pas grands amis des phrases et semblent préférer les actes...

Nous ne voulons rien pronostiquer; c'est là le métier des publicistes ententistes; nous ferons seulement remarquer que si les prouesses accomplies par nos armées ne sont pas des rêves, mais des réalités — et elles le sont — alors le monde assistera à un tel cataclysme de l'empire du tsar qui, par sa grandeur, par sa triste grandeur, fera époque dans l'histoire de la Russie . . .

Les événements qui se déroulent sur les autres fronts de l'immense guerre, disparaissent presque à côté de la lutte gigantesque qui se livre en Russie, car vous pensez bien que la marche en arrière de l'armée russe est entravée par une poursuite implacable que la résistance opiniâtre des fuyards cherche vainement à enrayer. Nonobstant tout cela, l'empereur de Russie aurait déclaré à un collaborateur du *Matin* qu'il est décidé à continuer la guerre jusqu'à la «victoire définitive». Il est vrai qu'il n'a pas dit s'il entend par là la «victoire définitive» de son armée ou bien celle de l'ennemi. D'autre part, M. Augagneur, ministre de la marine française, avait fait les déclarations suivantes à un journal de Saint-Pétersbourg: «Le recul de l'armée russe ne nous cause pas la moindre inquiétude. Nous en connaissons les causes momentanées qui ne tarderont pas à disparaître. Une manœuvre adaptée aux conditions stratégiques de votre pays, comme chez nous la résistance sur un front fixe, résulte fatalement du peu d'étendue relative de notre pays. Les Russes peuvent être certains que nous irons jusqu'au bout, comme ils sont

certains eux-mêmes de ne s'arrêter qu'après la victoire. Après une année de guerre, la confiance de tous les alliés les uns dans les autres, Russes, Anglais, Italiens, Belges, Serbes, Français, est plus grande que jamais. Et, en constatant cette union, nous avons bien le droit de dire que la quatre août mil neuf cent quinze se lève dans une aurore d'espérance plus éclatante que le quatre août mil neuf cent quatorze. Nous vaincrons.» Dieu vous prête longue vie, cher M. Augagneur!

Les opérations décisives des armées austro-hongroises et allemandes sur les champs de bataille de Russie semblent avoir eu une répercussion notable sur la vie politique française. On sait que «l'union sacrée» proclamée par les partis parlementaires de France traversait depuis quelques temps une crise aiguë. Or, il paraît que cette crise a été conjurée par la catastrophe de l'armée du tsar. Nous croyons que M. Viviani a réussi à réduire au silence les mécontents en leur représentant l'effet que produirait un changement éventuel de cabinet en France. Grâce à ce stratagème, le président du Conseil a su éviter la démission probable de M. Millerand et les conséquences incalculables qu'aurait entraînées sa retraite. Il a prononcé un beau discours, vibrant de patriotisme, et cela prend toujours en France. Faisons remarquer en passant que, cette fois, M. Viviani s'est montré plus modéré que ne le sont de coutume les orateurs français. Il n'a plus parlé d'une défaite totale de l'ennemi, ni d'un démembrement de l'Allemagne: il s'est contenté de déclarer que la France poussera la guerre jusqu'à la restitution de la Belgique et de l'Alsace-Lorraine.

Aux Dardanelles, la situation est stationnaire. Il est vrai que, ces jours derniers, les Alliés ont redoublé d'ardeur pour gagner un peu de terrain, mais toutes les attaques se brisèrent contre la résistance tellement héroïque des Turcs que leurs ennemis mêmes en restent éblouis. Lisez, par exemple, les comptes rendus de certains journalistes anglais: ils chantent presque la gloire des troupes ottomanes qui, elles aussi, savent évidemment que l'existence nationale de leur pays est en jeu ...

Il paraît qu'on se prépare à donner plus d'ampleur aux opérations contre les Détroits. Vous n'ignorez pas que l'Italie a déclaré la guerre à la Turquie, événement qui a failli renverser ce qui restait encore debout de notre univers prêt à s'écrouler. Or, dans les milieux ententistes, on semble prêter un caractère décisif à cette intervention. Sous la pression de l'Angleterre, notre ex-allié se vit donc forcé de diviser ses forces pour avoir sa part de défaite dans l'aventure des Dardanelles. Les Italiens ne s'y résignèrent qu'à contre-cœur, mais il fallut obéir. Du reste, à quelque chose malheur est bon. Le fiasco complet de la «conquête» des «territoires irrédimés» pourra, à l'avenir, être excusé par l'action stérile — selon toute vraisemblance — aux Dardanelles ou en Asie-Mineure . . . Si les Italiens n'ont pas de chance sur les champs de bataille, on ne peut nier qu'ils ne soient des gens rusés. A ceux qui sont portés à s'inquiéter des progrès un peu trop insignifiants que fait l'armée dans sa marche vers le cœur de l'Autriche, on répondra désormais: «c'est peut-être vrai, mais nous avançons bien sur le front turc . . .» M. Salandra, en revenant naguère d'une visite au quartier général italien, déclara que «l'avance italienne était lente, mais sûre.» Le président du conseil italien est donc content; nous le sommes aussi.

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

# LOUIS FRANÇOIS ET Cº.

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

# TRANSYLVANIA SEC.

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

## BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | d. | **Budapest** Ouest..... | a. | 200 | — |
| 620 | — | a. | Vienne (Marchegg) | d. | 925 | — |
| 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 830 | — |
| 205 | 700 | d. | **Budapest** Est. ..... | a. | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | 910 | 720 |
| 725 | — | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | d. | **Vienne** Westb. ..... | a. | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | a. | Innsbruck ..... | d. | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | a. | **Buchs** ..... | d. | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | d. | **Buchs** ..... | a. | 203 | 142 |
| 209 | 656 | a. | **Zurich** ..... | d. | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | d. | **Zurich** ..... | a | 1033 | 1125 |
| — | — | d. | Bâle ..... | a. | 607 | — |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | d. | **Budapest** Est. ..... | d. | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | 850 | 720 |
| 725 | 1235 | a. | Vienne Westb. ..... | d. | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | d. **Budapest** Ouest. ... | a. | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | a. Vienne (Marchegg) | d. | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | a. Vienne Westb. ..... | d. | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | d. **Vienne** Westb. ....., | a. | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | a. **Salzbourg** ..... | d. | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | d. **Salzbourg** ..... | a. | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | a. **Munich** ..... | d. | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | d. **Munich** ..... | a. | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | a. Strasbourg ..... | d. | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | d. Strasbourg ..... | a. | 336 | 824 | 139 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | d. | **Budapest**..... | a. | 700 | 905 |
| 150 | 228 | d. | Zágráb ..... | d. | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | a. | **Fiume** ..... | d. | 615 | 810 |
| 728 | 750 | a. | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | d. | **Fiume** ..... | a. | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | d. | **Budapest** Est..... | a. | 700 | 905 |
| 150 | 228 | d. | Zágráb ..... | d. | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | a. | **Fiume** ..... | d. | 615 | 810 |
| 745 | 815 | d. | **Fiume** ..... | a. | 500 | 615 |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | d. | **Budapest** Est ..... | a. | — | * |
| 1130 | — | d. | **Budapest** Ouest ... | a. | — | 610 |
| 550 | — | d. | Zimony ..... | d. | — | 1050 |
| 240 | — | d. | Tzaribrod ..... | d. | — | 300 |
| 420 | — | a. | **Sofia**..... | d. | — | 210 |
| 435 | — | d. | **Sofia**..... | a. | — | 142 |
| 737 | — | d. | Sarembey..... | d. | — | 1024 |
| 211 | — | d. | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | a. | **Constantinople** ..... | | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | d. | **Budapest** Ouest ... | a. | — | * 610 |
| — | 940 | a. | Verciorova ..... | d. | — | 750 |
| — | 1050 | d. | Verciorova ..... | a. | — | 840 |
| — | 139 | d. | Crajova..... | d. | — | 552 |
| — | — | d. | Pitesti ..... | | — | — |
| — | 634 | a. | **Bucarest**..... | d. | — | 1250 |
| — | 647 | d. | **Bucarest**..... | a. | — | 1235 |
| — | — | a. | Constanza ..... | d. | — | 800 |
| — | 1105 | a. | Constanza port ..... | | — | — |
| — | 1130 | d. | **Constanza** ..... | a. | — | 500 |
| — | ** 1200 | a. | **Constantinople**..... | d. | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | d. | **Budapest** Ouest..... | a. | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | a. | Vienne Ostb. (Marchegg) | d. | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | a. | Vienne Westbahn... | d. | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | d. | **Budapest Est** ..... | a. | — | 140 | |
| | 640 | — | a. | Vienne Ostb.(Bruck) | d. | — | 910 | |
| | 725 | — | a. | Vienne Westbahn... | d. | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | d. | **Vienne** Westbahn... | a. | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | a. | Passau ..... | d. | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | d. | Passau ..... | a. | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | a. | Nurnberg..... | d. | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | a. | **Francfort** ..... | d. | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | a. | **Cologne** ..... | d. | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | d. | **Cologne** ..... | a. | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | a. | **Bruxelles**..... | d. | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | d. | **Bruxelles**..... | a. | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | a. | Ostende Quai ..... | a. | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 220 | | d. | **Budapest** Est ..... | a. | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | d. | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| | 958 | | a. | **Zsolna** ..... | d. | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | d. | **Budapest** Ouest | a. | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | d. | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | a. | **Zsolna** ..... | d. | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | d. | **Zsolna** ..... | a. | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | a. | **Oderberg**..... | d. | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | d. | **Budapest** Ouest. | a. | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | a. | **Oderberg** ..... | d. | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | d. | **Oderberg** ..... | a. | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | a. | Granica ..... | d. | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | d. | Granica ..... | a. | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | a. | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

*N° 26 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 15 SEPTEMBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — LA SITUATION MILITAIRE ET POLITIQUE DE LA QUADRUPLICE, par **M. le comte Jules Andrássy**, ancien Ministre, Député ..... 1

II. — LA CATASTROPHE RUSSE ET LA DOUMA RUSSE, par **Un Membre de la Douma**..... ..... 17

III. — BELGIQUE, CONSTANTINOPLE, ORIENT, par **M.** 22

IV. — A PROPOS DE LA BATAILLE DE LA MARNE, par **Un ancien Ambassadeur** ..... 27

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**PARIS**

HACHETTE ET Cie — Messageries et Journaux — 8, RUE PAUL LELONG

H. LE SOUDIER — Service de la Librairie étrangère — 174, Bd ST-GERMAIN

LIBRAIRIE LAROUSSE — (Succursale) — 58, RUE DES ÉCOLES (SORBONNE)

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE
**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** ..... | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** ..... | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** ..... | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# LA SITUATION MILITAIRE ET POLITIQUE DE LA QUADRUPLICE

## I.

Nous remportons en Russie des succès étonnants. Les nouvelles de victoires se suivent de jour en jour. Nous gagnons sans cesse du terrain. L'ennemi craint déjà pour Pétersbourg l'armée triomphante de Hindenburg.

Qu'est-ce que cela signifie? Est-ce l'écrasement ou une retraite préméditée de l'armée russe?

Charles XII de Suède avait pénétré bien avant en Russie quand une seule bataille perdue anéantit son armée affaiblie par ses progrès mêmes. En 1812, une puissante armée, sous la conduite du plus grand capitaine de tous les temps, pénétra jusqu'au cœur de la Russie, mais il n'en revint qu'une épave. La Grande Armée fondit dans les plaines, les forêts sans bornes et sous le climat meurtrier de la Russie, et le grand conquérant fut vaincu par l'immensité du territoire moscovite. Voudrait-on renouveler cette tactique? C'est ainsi que l'état-major russe et la presse ententiste expliquent les luttes en cours.

Et tandis que nous progressons de la sorte à l'Est, notre défensive tient ferme comme roc à la frontière franco-belge, italienne et aux Dardanelles. D'où cela vient-il? Serait-ce le résultat d'un plan stratégique secret? Est-ce que Joffre, French, Cadorna ne croiraient pas encore le temps venu pour une offensive énergique? C'est de ces questions si importantes que je veux m'occuper ici. C'est d'elles que dépend le pronostic de l'avenir.

## II.

Pour ce qui concerne les Russes, on peut d'ores et déjà constater qu'ils n'exécutent point un plan prémédité, qu'ils ne s'inspirent pas d'exemples tirés de l'histoire, mais qu'ils sont tout simplement battus.

Suivant les plans de l'Entente, le rôle de la Russie n'était pas la défensive, mais l'offensive. Le rouleau russe, par une avance irrésistible, méthodique, était appelé à venir en aide aux alliés d'Occident. Les millions de Russes devaient profiter de l'excellente base d'offensive qu'était la Pologne pour menacer à la fois Berlin, Vienne et Budapest. Cette offensive amena les Russes jusqu'en Hongrie et aux confins de la Silésie. Des mois entiers ils attaquèrent avec obstination la ligne des Carpathes et bandèrent leurs forces à s'emparer d'une capitale pour provoquer une décision. Ils ménagèrent aussi peu leur sang que leurs munitions. La défaite seule put les décider à abandonner ce plan et à adopter depuis le mois de mai une attitude défensive. Cette interversion des rôles est un aveu de faiblesse et fut la conséquence des changements qui s'étaient opérés dans les forces des armées en présence. Les Russes durent se résigner à faire non comme ils voulaient, mais comme leurs adversaires les forçaient. Le changement du plan primitif n'a pas été la suite du changement de vues du commandement. L'offensive était toujours indiquée, mais elle n'était plus possible par suite du renversement des forces.

Mais ils ne purent non plus poursuivre à leur gré la défensive que la rupture de front de Gorlice leur imposait, ils durent ici encore se plier à nos volontés. Chez eux personne ne songea d'abord à l'évacuation de la Galicie et de la Pologne, ni à imiter l'exemple de 1812. On projetait une lutte de positions avec d'énergiques retours offensifs, comme celle par laquelle Joffre est parvenu à enrayer l'offensive allemande et que nous avons pratiquée avec un tel succès dans les mois qui ont suivi la bataille de Lemberg jusqu'à la victoire de Gorlice. L'état-major russe comptait se retirer lentement de position en position jusqu'à ce qu'il eût réussi à nous arrêter et à nous refouler. La retraite précipitée et

continue à laquelle nous assistons aujourd'hui lui a été imposée par ses défaites et notre supériorité constante. Il prendrait l'offensive s'il pouvait. S'il avait pu défendre la ligne de la Narew, de la Vistule et du San, s'il avait été capable de conserver ses positions de la Vistule et de Lublin, c'est là que nous nous battrions aujourd'hui. Il est certain que l'armée russe ne recule pas d'une semelle sans y être forcée.

Il va de soi que les Russes ne l'avouent pas. Ils craignent que les neutres ne se détournent d'eux, que leurs alliés ne se découragent et que le peuple russe ne perde les dispositions belliqueuses indispensables à la continuation de la guerre. Voilà pourquoi ils tâchent de faire accroire que leur retraite est l'effet d'un profond calcul et non du succès de nos armes. Mais on ne saurait nier les faits.

Imiter l'exemple de 1812 eût été folie dans des conditions complètement changées. D'ailleurs, le plan de guerre de 1812 ne prévoyait non plus une retraite continue. Les Russes tentèrent plus d'une fois de s'arrêter; sur la Dwina, à Vitebsk, à Smolensk ce n'est qu'après des hésitations qu'ils continuèrent une retraite que l'armée regardait comme un mal et une honte; pressé par ses soldats, Koutousoff livra même une bataille défensive à Borodino. La supériorité numérique des Français, le génie et l'activité de Napoléon d'une part, et d'autre part le manque d'initiative et l'irrésolution des généraux russes sont les véritables causes de la retraite. Mais à cette époque les Russes pouvaient plus facilement s'y résoudre que de nos jours. Alors la situation était tout autre. Alors les Russes étaient seuls en face de l'Europe soumise à Napoléon et n'étaient pas obligés comme l'est aujourd'hui le généralissime russe d'aller au secours d'alliés engagés dans une lutte à vie et à mort. Alors l'offensive ne découlait pas d'obligations prises envers des alliés et les Russes avaient le choix de la stratégie la plus conforme à leurs intérêts. Ils savaient que Napoléon serait obligé de suivre l'armée russe dans sa retraite, autrement il aurait manqué son but et n'aurait pu forcer la Russie à signer une paix qui isolait l'Angleterre. Napoléon ne pouvait s'arrêter à demi-chemin. Un demi-succès était pour lui un échec. Son prestige en eût souffert et aurait compromis sa vertigineuse

fortune. La situation n'est plus la même. Nous pouvons nous arrêter là et quand nous y trouverons avantage au point de vue stratégique. Si cela nous convient, nous pouvons aussi provoquer la décision en Occident, au lieu de la chercher à l'Est.

Même au cas où nous nous déciderions à poursuivre les Russes, notre armée ne pourrait avoir le sort de celle de Napoléon. Les progrès de la science ont facilité notre tâche. Aujourd'hui il est plus facile de ravitailler des millions d'hommes loin de leur base stratégique qu'on ne pouvait le faire pour des centaines de mille au commencement du XIX$^{e}$ siècle. La science permet à Falkenhayn et à Conrad d'éviter les périls que tout le génie de Napoléon n'a pu surmonter. La Russie d'ailleurs n'est plus ce qu'elle était jadis. Elle est plus riche, elle offre plus de ressources à l'envahisseur qu'au commencement du siècle passé. Alors on aurait pu dévaster la moitié de la Russie sans avoir à craindre une explosion du mécontentement populaire, mais à une époque de socialisme, d'attentats, d'expérimentations constitutionnelles et de critique comme aujourd'hui, le gouvernement russe n'oserait guère continuer en grand, en territoire russe, la tactique dont ses armées ont fait l'essai en Pologne. Il lui faut aussi penser à l'avenir. La destruction de la fortune considérable accumulée dans les régions occidentales de la Russie entraînerait la chute du tsarisme, et une pareille défensive ruinerait le pays pour des dizaines d'années.

Le rapport entre l'étendue du territoire et la grandeur de l'armée est aussi tout autre que du temps de Napoléon. Pour une armée de plusieurs millions d'hommes, le théâtre de la guerre russe n'est guère plus étendu que ne l'était celui de Prusse, d'Autriche ou d'Italie pour les armées de Napoléon. Il ne nous serait pas plus difficile d'occuper le territoire russe qu'il ne l'a été aux armées de Moltke d'occuper le territoire français. En raison de l'immensité de la Russie, Charles XII et Napoléon I$^{er}$ se trouvèrent bien vite dans l'alternative de laisser à découvert leur ligne de retraite et leur base de ravitaillement ou de diviser à l'excès leurs forces et de perdre par suite la puissance offensive de leur armée d'opération. Nous autres, nous pouvons pénétrer bien avant dans le cœur de la Russie sans que la puissance d'action de notre armée

soit diminuée du fait de prélèvements excessifs opérés en vue de garder nos lignes de retraite et de communications. Arrivés devant Moscou ou Pétersbourg, nous serions encore mieux en état d'occuper derrière le front le territoire nécessaire, et en même temps de battre l'armée russe qu'on pourrait encore nous opposer, que ne le fut Napoléon sous Moscou.

Ce qui détermina ce grand homme de guerre à battre en retraite, c'est qu'il ne lui restait plus qu'une armée de 100.000 hommes, insuffisante pour conquérir le reste de la Russie, qu'il était à des centaines de lieues de sa base stratégique, qu'il n'était maître que d'une étroite bande de territoire et ne disposait pour la retraite que d'une route traversant un pays entièrement ravagé, qu'il avait en face de lui une armée déjà numériquement supérieure à la sienne, et qui, bien que reculant toujours, n'avait jamais été complètement vaincue; les vivres et les munitions commençaient à manquer, on ne pouvait avoir recours aux réquisitions, il fallait faire venir de loin, par de mauvais chemins, l'avoine pour les chevaux et le pain pour les hommes. Cette situation est-elle comparable à la nôtre, avec un large front, de nombreuses lignes de retraite, à une époque de chemins de fer, d'automobiles et d'avions?

Je crois même que l'immensité de la Russie est un avantage pour nous. Un terrain d'opérations étendu peut seul donner à nos armées la liberté de mouvements dont disposaient les anciennes armées et qui rendait possible l'enveloppement de l'ennemi, la rupture des fronts et les surprenantes combinaisons stratégiques qui ont amené les Marengo, les Iéna et les Sédan. Aujourd'hui, la supériorité de puissance d'offensive d'une armée et celle du génie de ses chefs ne pèsent plus dans la balance du même poids que jadis, parce que les combats de ces armées de millions d'hommes s'y livrent sur un territoire relativement restreint et ont généralement le caractère de luttes de positions où des résultats sont lents à obtenir, où l'entraînement de la troupe et la perfection de l'armement ont un plus grand rôle que la conception stratégique. En 1870, la frontière franco-allemande entre la Belgique et la Suisse était assez étendue pour que les forces ennemies en présence pussent se tourner, s'envelopper et manœuvrer librement selon les principes de

la haute stratégie. Aujourd'hui, l'armée française est en état de fermer complètement la ligne beaucoup plus étendue qui va de la mer du Nord à la Suisse, ce qui rend difficile toute opération de grande envergure. De nos jours, la situation serait tout autre en Russie à l'Est de la ligne que nous occupons. L'armée russe ne serait plus à même de défendre le pays par une ligne ininterrompue de tranchées et le succès dépendrait encore de la rapidité des opérations. Nos armées auraient la possibilité de se mouvoir à leur aise et ne seraient pas obligées d'assiéger une ligne de tranchées qu'elles ne pourraient tourner. Mieux commandées que les Russes, avec plus d'aptitude pour l'offensive et plus agiles, elles remporteraient encore de plus beaux succès qu'ailleurs.

Il est vraiment absurde de croire un seul instant que, s'il avait pu faire autrement, l'état-major russe se serait résigné pour l'avantage douteux qu'il pouvait en retirer à faire les énormes sacrifices exigés par une retraite continue de plusieurs mois.

Tant que le centre de la Pologne était au pouvoir des Russes, nous avions à défendre un cercle d'arc étendu qui immobilisait de nombreuses troupes. L'abandon du quadrilatère polonais fit grand tort aux Russes, car de là ils pouvaient toujours menacer Berlin, Vienne et Budapest et avoir une certaine influence sur le théâtre de la guerre en Occident. L'abandon spontané de ces positions signifierait que la Russie se désintéresse du sort de ses alliés, qu'elle les trahit et ne songe qu'à elle-même; or, on ne saurait admettre pareille supposition. Pour abandonner ces positions, il fallait qu'il y allât du salut de l'armée, de sorte que la retraite ne fut pas spontanée, mais commandée par la dure nécessité.

Elles ont coûté bien des millions ces forteresses que les Russes nous ont livrées pour ainsi dire sans coup férir; leur entretien seul revenait annuellement à un quart de milliard. Jamais on ne livre à l'ennemi sans utilité, sans y être forcé, des places pour lesquelles on a fait des sacrifices aussi considérables. Quel effet désastreux a dû faire sur l'opinion publique russe une comparaison entre le rôle qu'ont joué nos forteresses et celles des Russes! Il a dû lui être pénible de constater que notre Przémysl, tout isolé qu'il fût, a tenu

bon plus de six mois et n'a pu être pris que par la famine, tandis que Varsovie, Brest-Litowsk, Ivangorod, Novogeorgiewsk, tout un système de forts, tombaient en quelques jours aux mains de l'ennemi.

Quand l'armée russe retrouvera-t-elle une position aussi avantageuse que celle qu'elle avait entre Varsovie et Lublin où, maîtresse des lignes stratégiques intérieures, en possession de tranchées préparées avec soin depuis longtemps et à l'abri de puissantes forteresses, elle jouissait d'une liberté d'action complète, était en mesure d'arrêter l'un des envahisseurs venant du nord ou du sud, tandis qu'elle attaquait l'autre avec des forces supérieures?

Une retraite continue suffit à elle seule à démoraliser une armée. Il est vrai que les armées russes ont la spécialité d'opérer habilement les retraites et que les paniques y sont rares, néanmoins la série d'échecs qu'elle subit depuis plus de quatre mois et cette retraite continue ont dû mettre à une rude épreuve la confiance et la discipline de l'armée russe.

Les conséquences en sont visibles. On peut déjà constater que si les chefs de l'armée russe ont voulu imiter la retraite de Koutousoff, leur plan a échoué. Napoléon serait mort sur le trône, si leur retraite d'alors avait aussi bien réussi aux Russes que celle d'aujourd'hui. En 1812, les Russes furent assez heureux pour éviter un désastre, ils purent remmener leur matériel de guerre ou le détruire et opérer la jonction de leurs deux armées, dont les effectifs se trouvèrent plus élevés qu'au commencement de la guerre. Napoléon avait perdu le contact avec l'ennemi, il ne pouvait plus l'affaiblir suffisamment; par contre, il était forcé d'éparpiller ses forces, et son armée arriva à Moscou épuisée de fatigue et affamée. Si la presse de l'Entente croit pouvoir féliciter les Russes d'avoir su éviter toute action décisive dans le cours de leur retraite, elle n'a raison qu'en tant que les grandes batailles décisives sont plus rares aujourd'hui que du temps de Napoléon, mais elle a tort de prétendre que l'armée russe a évité un affablissement bien proche de l'anéantissement. La retraite de 1812 figurera toujours dans l'histoire des guerres comme une des plus réussies, où l'assaillant s'affaiblissait plus que l'attaqué, tandis que la

retraite à laquelle nous assistons est de toutes celle où ce dernier a subi les plus lourdes pertes. Elle tient le record des retraites non pour les heureux résultats, mais pour l'insuccès. Si l'on veut à tout prix faire une comparaison avec la guerre de 1812, c'est à la retraite des Français qu'il faut penser plutôt qu'à celle des Russes. La retraite de ces derniers eut pour résultat de leur donner à Moscou la supériorité numérique sur leurs adversaires, tandis qu'au début de la guerre, ils leur étaient inférieurs en nombre; des 100.000 Français qui évacuèrent Moscou, il n'en parvint que 13.000 à la frontière allemande et des 600.000 de toute la Grande Armée, il ne revint de Russie que 50 ou 60.000 hommes. C'est cette retraite-là que rappelle celle d'aujourd'hui, elle la surpasse même par les dimensions. Jamais général dans aucune guerra n'a obtenu des succès comparables à ceux qu'ont remportés les nôtres. Si c'est là un piège des Russes pour nous attirer dans l'intérieur du pays, nous souhaitons qu'ils nous en tendent encore beaucoup de pareils.

Si l'armée russe n'a pas été anéantie par nos brillantes victoires, c'est qu'elle a été renforcée par des troupes rappelées du Caucase et par de nombreux réservistes à moitié instruits.

L'Entente se console aussi par la pensée que nous n'avons pas réussi à couper leur ligne de retraite aux troupes de Pologne et à les faire prisonnières. C'est vrai. Mais une situation à laquelle on ne trouve d'autre consolation que celle-là n'est pas enviable. Cette fanfaronnade met en pleine lumière la situation désespérée de l'armée russe. Elle était bien plus forte que la nôtre, elle a toujours réparé ses pertes en hommes, de sorte qu'aujourd'hui même la différence numérique n'est probablement pas à notre avantage. Or, la condition primordiale des enveloppements, des Sédan, est la supériorité numérique. Les immenses armées d'aujourd'hui occupent une ligne si étendue qu'on ne s'imagine guère comment elles pourraient être enveloppées. Par suite des nombreux moyens dont dispose la défense, il est bien difficile de remporter sur un des points de la ligne un succès foudroyant, décisif, permettant à l'armée victorieuse de passer derrière l'adversaire posté sur les autres secteurs et de lui couper sa ligne de

retraite. Un enveloppement de l'armée russe de Pologne était possible en théorie, mais en fait cette opération n'était réalisable que si nous avions possédé une grande supériorité numérique et si nous avions pu rassembler sur les deux ailes de l'armée de Pologne des forces assez considérables pour briser complètement, en quelques jours, la résistance d'un adversaire s'appuyant sur des forteresses et un vaste système de tranchées. Il nous aurait fallu en même temps disposer de forces suffisantes pour pourvoir à la défense des autres points du front et de nos positions, puis pour poursuivre notre marche en avant.

## III.

L'infériorité des armées de la Quadruplice n'est pas moins manifeste sur les théâtres de la guerre en Occident. Elle saute aux yeux sur le front italien et aux Dardanelles. Les continuelles attaques de nos ennemis s'écroulent sous notre feu, les combats journaliers prouvent que, là aussi, nos adversaires sont moins forts que nous et incapables d'avancer.

Pour ce qui concerne les Dardanelles, le haut commandement anglais le reconnaît lui-même. La presse dit tout haut qu'on n'y a obtenu aucun résultat sérieux et qu'on ne peut en espérer qu'après l'envoi de nouveaux renforts. Elle critique vivement la conduite du gouvernement. L'ouverture des Dardanelles a, aujourd'hui, une importance exceptionnelle. Si elles ne s'ouvrent pas, le colosse russe perd contact avec le monde extérieur et étouffe. La prise des Dardanelles ne manquerait pas d'avoir une action décisive sur la situation politique dans les Balkans. Dans ces conjonctures, on peut être certain que si ni la France, ni l'Angleterre n'y envoient pas plus de troupes, c'est qu'elles n'en disposent pas, qu'elles ne peuvent pas en retirer du théâtre de la guerre franco-belge encore plus important. L'échec de l'Entente aux Dardanelles ne provient pas seulement de ce que les circonstances locales sont défavorables à l'agresseur, mais aussi du fait qu'elle ne dispose pas de forces suffisantes pour lutter avec succès sur des champs d'opérations aussi étendus.

L'état-major italien s'efforce de nier et d'expliquer l'insuccès des armes italiennes. Il ne cesse d'annoncer qu'elles avancent lentement vers le but assigné, qu'elles remportent des succès, mais tout ceci n'est que fiction. Il dit que jusqu'ici les opérations avaient pour objectif de préparer la principale, la grande offensive, qu'il fallait d'abord occuper et fermer les vallées du Tyrol ouvrant sur l'Italie pour protéger l'aile gauche, destinée à effectuer la grande offensive contre le front de l'Isonzo. Cette explication a pu d'abord paraître péremptoire; elle pouvait motiver des retards de quelques semaines et aurait même expliqué une perte de temps encore plus considérable, si les Italiens n'avaient pas essayé entre temps de rompre le front de l'Isonzo en employant toutes leurs forces à l'offensive qu'ils ne voulaient, disaient-ils, que préparer. Les énormes sacrifices en hommes, les immenses efforts qu'ils ont faits sur le front de l'Isonzo montrent clairement que ce n'était point à une préparation à l'offensive que nous avions affaire, mais à la principale offensive, laquelle nous avons victorieusement repoussée.

La déclaration de guerre à la Turquie est aussi un signe de découragement. Ce n'est point la conscience de la force, le désir d'occuper des troupes devenues disponibles par suite des victoires qui ont poussé les Italiens à cette nouvelle agression, c'est leur échec complet et parce qu'ils reconnaissent qu'ils ont manqué leur offensive. Ils avaient d'abord repoussé la demande des autres puissances de l'Entente touchant une division de leurs forces. Ils voulaient provoquer une décision contre le principal ennemi, sur le principal théâtre de la guerre. Ils partaient de ce principe de stratégie fort juste qu'il ne faut trop éparpiller ses forces, mais concentrer toutes les troupes disponibles sur le terrain où se livrera la bataille décisive. Ils voulaient employer toutes leurs forces à la conquête des territoires pour la possession desquels ils partaient en guerre. Ils avaient dû aussi refuser leur concours contre la Turquie par la raison qu'ils n'ont point intérêt à l'ouverture des Dardanelles et qu'ils ne voulaient pas verser leur sang pour que Constantinople et les Détroits tombent au pouvoir de la Russie; on sait comment le Piémont s'y était opposé par les armes dans le passé et que Cavour, le plus grand homme d'État

de l'Italie moderne y voyait un péril pour son pays. Cependant les Italiens ont déclaré la guerre à la Turquie et se sont fait un nouvel ennemi quand ils étaient incapables de vaincre les anciens. A ceci on ne saurait donner qu'une explication : ils ont reconnu leur insuccès sur le principal théâtre de la guerre et, voyant qu'ils ne peuvent enfoncer les grandes portes, ils cherchent des chemins détournés. Leurs continuels échecs auraient un effet désastreux sur l'opinion publique en Italie, voilà pourquoi il leur faudrait des victoires sur la Turquie. J'espère et je crois que les hommes d'État italiens se trompent encore dans ce calcul, comme ils se sont trompés en croyant qu'ils auraient facilement raison de nous. Une querelle qu'on cherche pour se tirer d'embarras ne promet pas de brillants résultats.

La stagnation de la lutte sur le théâtre de la guerre en France est aussi le symptôme de la faiblesse des Anglo-Français. Les deux puissances d'Occident ont dû perdre bien des espérances, bien des illusions avant d'assister au désastre de l'armée russe sans tenter sérieusement de lui venir en aide. Les Français se fiaient à un plan secret de Joffre. Ce plan secret est longtemps resté un secret, mais on a fini par découvrir qu'il n'avait jamais existé. Les Anglais ont mis pendant des mois leurs espérances dans les millions d'hommes de Kitchener qui devaient prendre une offensive irrésistible au printemps. Le printemps est venu, il est même passé et l'on n'entend point parler des nouvelles armées de l'Angleterre. La principale armée de la Grande-Bretagne défend en Flandre un front de quelques kilomètres et ne songe même pas à attaquer. Elle a peu fait parler d'elle ces derniers mois. Bien que la Russie ait un besoin urgent d'une énergique action de la part de ses alliés, ils ne bougent pas. Ils assistent les bras croisés à l'étranglement de l'allié et se tiennent sur la défensive, permettant au gros des forces allemandes d'opérer contre la Russie. Est-ce trahison ou faiblesse ? On ne saurait approuver la conduite de l'armée anglo-française que si elle se sent incapable de chasser de ses tranchées et de battre les forces allemandes réduites au minimum qu'on lui oppose. Mais si elle en est capable, c'est un abandon et une trahison. L'hypothèse d'une trahison

doit être écartée, puisque ce serait contraire à son intérêt. La seule explication possible des faits se trouve donc dans l'impuissance militaire de la Quadruplice.

## IV.

Aussi bien la politique actuelle de l'Entente montre qu'elle est à bout de forces et qu'elle a pleinement conscience de sa faiblesse. Il faut que les Alliés réduits à la dernière extrémité par suite de la retraite russe et de l'immobilité forcée de l'armée anglo-française pour être obligés de solliciter publiquement, ainsi qu'ils le font aujourd'hui, l'aide de ces petits États balkaniques que la Russie regardait comme ses créatures avec l'obligation de servir la politique russe et d'obéir aux ordres du tsar, selon le mot d'Ignatiev, le grand panslave. C'est avec le rouge de la honte que le ministre de Russie a dû se présenter au konak pour implorer le roi de Serbie de céder à la Bulgarie la Macédoine conquise par deux guerres sanglantes et de se récupérer, si elle peut, de cette perte sur l'Autriche-Hongrie victorieuse. Jadis il y portait des ordres, aujourd'hui il demande aide et sacrifices.

Si l'on n'avait pas la nécessité pour excuse, il serait vraiment cruel, cynique de demander aux Serbes, après une lutte héroïque de plus d'une année, de se mutiler au profit du roi Ferdinand, coupable de désobéissance et méritant un châtiment; de s'humilier devant la Bulgarie détestée, et cela au moment même où, dans sa lutte à vie et à mort, la Serbie a besoin du sentiment de sa dignité, de tranquillité d'esprit et de toutes les forces du pays. Le tsar avait déjà dû traiter en marâtre le plus dévoué de ses enfants en le forçant à réduire ses prétentions au profit de l'Italie.

Il a dû aussi coûter au puissant tsar de réitérer sa demande au roi de Grèce. Éconduit une première fois, il revient aujourd'hui en compagnie des maîtres de la terre frapper à la porte du beau-frère de l'empereur allemand le supplier de faire le sacrifice de territoires conquis au prix du sang de ses sujets. Il n'a guère de chance de réussir, parce qu'il n'a rien à donner en échange de ces sacrifices et qu'il ne les demande que

pour pouvoir faire de la ville du grand Constantin Tsarigrad, la ville des tsars. Le premier refus était déjà assez humiliant et voilà qu'il doit s'exposer à en essuyer un second. Je pense que l'orgueilleux tsar, le roi d'Angleterre et empereur des Indes et la Grande Nation se garderaient bien de faire cette démarche s'ils n'avaient pas mis leur dernier espoir dans les petits États balkaniques, si leurs armées n'étaient pas battues, mais cherchaient seulement, par une savante retraite, à gagner un terrain de lutte plus avantageux pour elles.

Mais ce qui a dû être le plus humiliant, ce sont les négociations avec le roi de Bulgarie. La Bulgarie a déjà beaucoup péché contre la Russie, au dire des Russes. Le dernier-né de la guerre turco-russe n'a pas consenti à vivre uniquement pour la Russie, il a eu la hardiesse de suivre ses voies à lui, de vouloir être indépendant; il a osé proclamer l'annexion de la Roumélie-Orientale que la Russie lui destinait, mais sans en avoir obtenu l'autorisation de son libérateur, qui voulait en même temps être son maître. Et le roi actuel de quels crimes ne s'est-il pas rendu coupable! Ferdinand a manqué de respect au tsar en acceptant la couronne sans sa permission; il a eu l'audace de s'appuyer sur Stamboulov, le grand homme d'État bulgare, à qui il devait son élection, qui faisait une politique bulgare et ne voulait pas que son pays devînt le vassal de la Russie; il était inouï que Ferdinand eût osé se faire couronner tsar de Bulgarie sans en avoir demandé la permission au tsar blanc, le seul vrai tsar, le tsar de tous les Slaves, et cela pendant la crise causée par l'annexion de la Bosnie, au moment où, par cet acte, il avait l'air de se ranger à nos côtés. Après la première guerre des Balkans, la Bulgarie avait commis le crime impardonnable de ne pas renoncer à la Macédoine que lui garantissait le traité et de n'avoir pas maintenu l'alliance balkanique avec la pointe dirigée contre nous, selon les intentions d'Isvolsky. La conduite actuelle de Ferdinand n'est pas moins coupable. Il ne s'empresse point d'aider à réaliser l'idée d'une Grande-Serbie, il ne se charge point d'amener les Russes à Constantinople et dans les Dardanelles, il n'aspire point à verser son sang pour la suprématie mondiale de la Russie, il refuse même de montrer

la reconnaissance qu'il doit au tsar en nous fermant ses frontières contre son intérêt. Il s'oublie au point de réclamer la Macédoine, objet de ses anciennes convoitises, de nourrir des ambitions opposées aux vues de la politique russe et même de rechercher un accord avec la Turquie. Et néanmoins le tsar s'est fait l'avocat de ce présomptueux et de cet ingrat; il soutient partout ses prétentions, exigeant du fils obéissant de pénibles sacrifices en faveur de l'enfant qui n'est pas même encore repentant.

Si quelqu'un doutait encore que l'Entente n'a dû faire ces démarches humiliantes que poussée par la même nécessité qui explique la retraite de l'armée russe, si quelqu'un croyait encore à ses explications optimistes et niait la banqueroute militaire de nos ennemis, je lui ferais observer que la démarche auprès des cours balkaniques a eu lieu au moment où l'Entente donnait un signe manifeste de faiblesse par la retraite de l'armée russe et l'abandon des forteresses de Pologne.

Si l'on avait pu l'éviter ou seulement l'ajourner de quelques semaines en attendant que Ferdinand se fût prononcé sur la demande du tsar, c'est ce qu'on n'aurait certainement pas manqué de faire, car la retraite ne peut peser sur sa décision que d'une manière défavorable. Que la tâche de la diplomatie russe à Belgrade en eût été facilitée, si Nicolas Nicolaievitch n'avait plus battu en retraite, mais après avoir arrêté l'ennemi, allait bientôt se trouver à même de reprendre l'offensive contre les provinces promises aux alliés de la Russie! Cette retraite prolongée met aussi en péril le succès des pourparlers avec la Bulgarie en faisant voir à celle-ci que c'est elle qui est appelée à changer la face des choses et qu'on lui destine le rôle du naïf Bertrand retirant les marrons du feu pour Raton. La chute de Varsovie, Ivangorod, Brest-Litowsk fait naître la conviction que les Russes ne pourront pas donner ce qu'ils ont promis et qu'on fera mieux de se mettre de notre côté. Qui voudra croire qu'ils imitent la retraite de 1812 et qu'ils se mettent en posture de vaincus juste au moment où le seul moyen qu'ils auraient d'éviter un refus humiliant serait de faire montre de force? En Grèce, l'opinion publique serait tout autre, si la grande flotte anglo-française des Dardanelles osait encore tenir la

mer, si une offensive énergique, progressant de jour en jour, rendait vraisemblable la prise imminente des retranchements turcs.

La Quadruplice a d'habiles diplomates et connaît fort bien l'âme des neutres. Elle sait que ceux qui ne se sont pas rangés à ses côtés jusqu'ici ne doivent guère avoir de sympathies pour elle, ni être convaincus de la communauté de leurs intérêts et qu'ils ne viendront à elle que si la victoire paraît très probable. La diplomatie des Alliés n'ignore pas que la promesse de donner des territoires qui ne lui appartiennent pas, que défendent des armées victorieuses et que ses armées à elle n'attaquent même pas, n'a rien de bien séduisant et que, dans les Balkans comme ailleurs, la première condition des succès diplomatiques est la confiance qu'on a dans la puissance militaire. Si nos adversaires étaient en mesure de prouver que la force est aujourd'hui de leur côté, ils ne s'en feraient pas faute pendant les pourparlers avec les États balkaniques.

Tous les faits prouvent donc la faiblesse actuelle de l'Entente et notre supériorité. L'Europe centrale s'est élargie, elle n'a plus dans son corps le coin polonais, sa ligne de défense vers l'Est est plus courte et plus forte. Toutes les armées mises jusqu'ici sur pied par la Russie ont été battues, ont perdu leur force de résistance et une grande partie de leurs canons ; le corps d'officiers est plus que décimé, les munitions sont presque épuisées. Une portion considérable du territoire industriel français est aux mains des Allemands, l'armée allemande s'enfonce comme un coin vers Calais et Paris, une grande partie de la population mâle française a péri, de sorte que la France ne peut plus renforcer son armée et ne pourra qu'à grand' peine en maintenir les effectifs actuels. L'Angleterre a fait le maximum d'efforts dont elle était capable avec le système actuel. Un membre du Parlement, correspondant militaire du *Times*, démontre que l'Angleterre pourra bien maintenir les effectifs de son armée jusqu'à la fin de l'année au moyen d'engagements volontaires, mais qu'elle ne pourra les augmenter sans l'introduction du service militaire obligatoire. Mais pour cela, il y aura bien des obstacles à surmonter, et il se passera bien des mois, peut-être même une année, avant que le nouveau système puisse

donner des résultats appréciables. L'armée régulière de l'Angleterre est presque complètement anéantie.

La Serbie a perdu énormément de monde, une grande partie du pays est dévastée, ses ressources sont épuisées. L'Italie a aussi perdu beaucoup de sang et elle est en train de perdre la Tripolitaine.

Cependant nous ne sommes pas encore hors de danger et nous ne devons pas tomber dans la présomption. Nous avons remporté des succès sans pareils dans l'histoire universelle, mais la force de résistance de nos ennemis n'est pas encore annihilée. Grâce à son innombrable population, la Russie sera encore en état de mettre de nouvelles armées sur pied au bout d'un certain temps; il n'est pas impossible que l'Angleterre puisse faire de même, ainsi qu'elle l'a prouvé dans le passé; l'armée italienne a subi de grosses pertes, mais sa force n'est pas encore complètement brisée, ce qui est tout naturel, puisqu'elle n'a pas perdu autant de monde en quatre mois que les autres armées en quatorze mois. Le cœur de la France est défendu par de formidables tranchées pourvues de tous les moyens de défense que la science a inventés. L'Angleterre est maîtresse des mers; les communications avec ses colonies et le théâtre de la guerre sont assurées, elle peut pourvoir à sa subsistance et aux besoins de son industrie, elle peut nous faire beaucoup de mal dans le domaine économique. La Serbie est une forteresse de béton et de fil de fer que défend une vaillante armée diminuée en nombre, il est vrai, mais armée et équipée à neuf. Bien que nous ayons déjà fait preuve de notre supériorité, nous ne tenons pas encore la victoire définitive; un énergique effort est encore nécessaire. Nous avons brisé en grande partie les forces armées que nos ennemis nous opposaient, mais nous n'avons pas vaincu toutes les forces dont ils disposent. Nous avons affaibli nos adversaires, battu la plupart de leurs armées, mais ils sont capables de prolonger la lutte. Ils ne veulent pas encore reconnaître le triomphe définitif de notre cause auquel, désormais, ce n'est pas seulement nous qui croyons, mais tout observateur impartial.

Comte Jules Andrássy.

# LA CATASTROPHE RUSSE ET LA DOUMA RUSSE

On assiste aujourd'hui à un spectacle historique de dimensions formidables: le grand édifice de l'État qui a été bâti, il faut le constater, sur le sable du mensonge et de la violence, craque dans toutes ses parties, prêt à s'écrouler. La logique des faits triomphe et, à travers les embrouillements, accumulés pendant des siècles, la réalité russe apparaît, déchirant sans pitié le voile des apparences trompeuses et artificielles, qui la cachaient depuis longtemps aux yeux du monde. La catastrophe de l'empire des tsars, catastrophe extérieure et intérieure, si elle n'est pas encore un fait accompli, est dans l'air et semble inévitable. On le sent en Russie, et la Douma qu'on a convoquée est appelée à y chercher un remède, à trouver l'issue du «cul de sac» où on se voit acculé.

Il peut donc être utile de se rendre compte de la situation et des vraies causes qui l'ont produite; en même temps, c'est le seul moyen de tirer certaines conclusions pour l'avenir. La Russie, on la connaît si peu: chez les alliés d'aujourd'hui encore moins que chez les adversaires. On en juge d'après les informations officielles et d'après les impressions personnelles des observateurs, souvent bien superficiels; on connaît les chiffres statistiques, les quantités, sans connaître la valeur intime des chiffres et leur qualité; on prête attention aux faits extérieurs, sans examiner leur sens intérieur. Des jugements extrêmement opposés en résultent; des déceptions et des surprises en sont la conséquence, comme c'est aussi le cas pour la guerre présente.

Qu'est-ce que la Russie? On répond d'ordinaire: c'est

un puissant empire de 170 millions d'habitants, capable d'opposer à ses ennemis une vaillante armée de 12 millions de combattants. En effet, ce sont les chiffres statistiques; mais quelle est leur valeur réelle? Sur ce total de 170 millions, il n'y en à que 75 qui appartiennent à la nation souveraine de l'empire: grand-russe ou moscovite; les autres 95 millions sont des nations sujettes: Polonais, Lithuaniens, Ruthènes, Finlandais et autres, qui n'aspirent qu'à être délivrées du joug grand-russe. On pourrait donc dire aussi bien: l'empire russe est une grande prison où une moitié de la population surveille l'autre. Les seuls moyens avec lesquels on assure la domination grand-russe sur les nations sujettes, sont l'oppression illimitée, la provocation perfide et le principe démoralisant: «divide et impera»; on excite les Lithuaniens et les Ruthènes contre les Polonais, les Finnois contre les Suédois en Finlande, les Esthes et les Lettons contre les Allemands dans les provinces Baltiques. Cependant le succès d'une pareille politique ne peut pas être durable; les nations opprimées finissent un jour par comprendre qui est leur ennemi commun, par s'entendre entre elles pour lui résister et briser les portes de la prison; il semble que ce moment est arrivé.

Regardons maintenant les 75 millions de la nation souveraine grand-russe; sont-ils vraiment libres ces millions? sont-ils vraiment dévoués à l'État et prêts à le défendre? Aucunement; ils sont à leur tour esclaves de la bureaucratie qui règne; ils sont poussés à persécuter les nations soumises, mais pour eux-mêmes ils n'ont pas les droits des citoyens libres: ils sont tout simplement des «sujets» dont le sort est complètement réglé par le gouvernement; en outre, un gouvernement sans scrupules forme un peuple sans principes; c'est le cas de la Russie.

Le régime de violence et de perfidie a démoralisé le peuple moscovite; celui-ci est devenu, pourrait on dire, un peuple «amoral» de sophistes qui ne croient à rien, mais sont capables de tout prouver, qui se moquent de toute idée généreuse et jouent toujours la comédie, ne poursuivant que des intérêts d'ordre matériel. L'unique lien qui unissait ces millions en État, c'étaient l'obéissance aveugle au gouvernement et un dévouement d'esclave à la personne du

chef suprême; ici résidait la force de la Russie d'autrefois. Mais, avec le temps, les deux liens de l'obéissance et du dévouement se sont affaiblis; la guerre japonaise leur a porté un coup mortel et à leur place aucune idée, unifiante et féconde, n'est venue; l'ancien lien est brisé, le nouveau n'est pas formé; c'est la cause de la faiblesse de la Russie d'aujourd'hui.

L'amour de la patrie et le dévouement conscient à l'idée de l'État font ailleurs la force des peuples; en Russie, ces deux sentiments n'ont pas eu jusqu'à présent la possibilité de se développer. Au patriotisme il y manque la première étape, qui est l'amour du champ paternel, ce que les Français appellent «patriotisme de clocher». Le peuple grand-russe est encore un peuple nomade; non seulement l'employé de l'État peut être transféré d'un bout à l'autre de l'immense empire, mais le paysan russe, le bourgeois et le marchand passent pour la plupart leur vie en voyages et migrations continuels, à la recherche de la fortune. Le grand-russe, n'étant pas enraciné dans le sol paternel, ne peut être citoyen ni de la petite, ni de la grande patrie. D'autre part, la base du patriotisme, compris comme noble attachement à l'État, c'est toujours la tradition, le souvenir du concours que les générations précédentes ont apporté aux destinées de cet État. Or, en Russie, c'est le gouvernement seul qui se souciait du présent et de l'avenir de l'État; la raison et la volonté du citoyen n'avaient rien à y faire; on ne demandait de sa part que l'obéissance aveugle aux ordres du gouvernement; on n'avait pas besoin de citoyens, on voulait avoir uniquement des «sujets», instruments dociles et muets.

Le sacrifice volontaire des intérêts personnels pour le bien général est au-dessus de l'entendement de la bureaucratie russe qui règne et des masses grand-russes qui sont gouvernées. La vénalité proverbiale du fonctionnaire russe ainsi que le penchant devenu une passion pour chaque Russe à tromper le trésor de l'État et à gagner à ses frais en sont une preuve suffisante. Ces deux «qualités» destructives, aujourd'hui, au moment de la crise, ont atteint leur point culminant, et une vraie orgie de vénalité et de vols s'est déchaînée sur toute la Russie. Chacun veut gagner sur les

énormes fournitures pour les armées de millions d'hommes; tous les scrupules sont mis de côté; on se dit: «après nous le déluge». Les deux partis, les fournisseurs et les employés de l'État, se sont mis d'accord et avec un acharnement passionné et une adresse expérimentée attaquent le Trésor, qui est devenu leur proie convoitée. La victoire d'armées trompées et exploitées par les uns et les autres est une chose bien problématique.

Voilà le fond du tableau; voilà les causes qui ont amené la catastrophe. La Douma doit y trouver remède et détourner la marche funeste des événements; sa tâche serait d'unir les efforts du gouvernement et du peuple pour vaincre l'ennemi et sauver l'État dont l'existence est menacée. Mais, cette tâche est-elle possible dans les conditions actuelles? Peut-on parler sérieusement d'efforts communs, quand il n'y a nulle part de force morale, la source de l'énergie? Les siècles du régime qui était la négation complète des droits moraux dans la vie publique et privée, se vengent aujourd'hui sur la Russie. Aujourd'hui on est en face d'une décomposition déjà avancée de l'État; ce ne sont pas seulement des défaites militaires qu'on pourrait réparer, mais c'est la banqueroute définitive du régime qui a gouverné pendant des siècles l'empire russe. Ce régime a empoisonné les sources de la vie, démoralisé le gouvernement et le peuple, en soutenant le culte de la force brutale et en persécutant chaque idée morale. La Douma convoquée, peut-elle gagner aujourd'hui à la cause de l'État les 95 millions des nations opprimées qu'on ne faisait tout le temps qu'exterminer et tromper? peut-elle transformer tout d'un coup les bureaucrates russes, cupides et ambitieux, en employés désintéressés, travaillant sincèrement pour le bien de l'État? Enfin, est-elle capable d'éveiller chez les 75 millions de grands-russes, à la place des instincts de l'esclave, le sentiment du citoyen prêt à se sacrifier pour la patrie?

La réponse à toutes ces questions ne peut être que négative, car les miracles ne sont pas de la compétence de la Douma et ce serait un vrai miracle, si le mal enraciné de l'empire et la faiblesse qui en résulte devenaient tout d'un coup santé et vigueur! La source du mal c'est l'expansion monstrueuse de l'État russe, ce sont les conquêtes

sans fin qui n'étaient nécessaires qu'à un gouvernement despotique et à une bureaucratie avide. On poursuivait la chimère d'absorber des nations d'une culture supérieure: Polonais, Finlandais et autres; en réalité, on maintenait dans les pays conquis l'école néfaste de la violence et on y forgeait des fers pour le peuple grand-russe lui-même; l'oppression des peuples subjugués était en même temps l'esclavage du peuple grand-russe. La Douma grand-russe pourrait dire aujourd'hui: nous renonçons aux chimères qui ont entravé notre progrès; nous renonçons aux conquêtes qui ne nous ont apporté que malheur; nous voulons rester pour l'avenir ce que la nature et l'histoire nous ont faits: nation et État grand-russe, moscovite; nous sommes nombreux — jusqu'à 100 millions avec des peuplades asiatiques d'une culture inférieure à la nôtre; nous possédons un immense territoire avec des richesses inépuisables; nous avons à accomplir un grand travail pacifique chez nous et une grande mission civilisatrice en Asie; ces buts nous suffisent.

Une pareille décision salutaire — le bon sens la dicte, mais quelquefois le bon sens signifie l'héroïsme suprême, qui ne se trouve pas partout et à chaque moment. Certes, la Douma ne l'aura pas et sa décision n'étant pas volontaire: c'est la marche logique des évènements qui l'imposera à l'empire des tsars.

UN MEMBRE DE LA DOUMA.

# BELGIQUE, CONSTANTINOPLE, ORIENT

L'Angleterre fait son possible pour prolonger la guerre. Ce ne sont pas de vaines paroles quand ses ministres parlent de leur ténacité. Seules leurs assurances qu'ils ne doutent pas de la victoire finale sont des exagérations rhétoriques destinées à la nation, aux alliés et aux neutres. Peut-être ne se rendent-ils pas encore compte qu'ils ont perdu la partie, mais ils sentent bien qu'il ne peut plus être question de victoire. L'Angleterre ne se bat plus pour vaincre, elle se bat pour ne pas être vaincue.

L'occupation de la Belgique par les Allemands est un coup extrêmement grave porté à l'impérialisme anglais. Il suffit que l'Allemagne reste maîtresse d'un port fortifié belge pour qu'il soit impossible à l'Angleterre d'entreprendre subitement un jour une guerre de revanche. L'Angleterre qui poursuivait le plan, apparemment très rusé, mais en réalité très imprudent, d'encourager la France et la Russie à susciter une conflagration générale, voit avec angoisse que le territoire belge échappe à son contrôle. C'est donc principalement pour arracher à l'Allemagne cette position stratégique qu'elle veut continuer la guerre aussi longtemps que l'haleine lui reste, qu'elle prodigue l'argent, qu'elle donne du crédit à ses alliés et qu'elle ne cesse de chercher de nouveaux compagnons d'armes.

La Russie non plus ne veut pas encore abdiquer complètement. Battue partout, elle se cramponne à l'espoir de conquérir Constantinople par les armes des Anglais, des Français, des Italiens et peut-être des Bulgares. Pour la Russie, cela serait une grande consolation dans sa douleur. Il est vrai que

sa fierté souffrirait de devoir accepter des mains d'autrui ce qu'elle ambitionne depuis si longtemps ; mais pour s'affranchir du cauchemar de la gratitude, elle infligerait quelque humiliation à la Bulgarie et, quant aux grands alliés, elle leur rappellerait toujours que c'est pourtant l'armée russe qui a porté le gros du fardeau. La Russie veut Constantinople ; pour donner le temps à ses amis de la prendre, elle continue la guerre. Prenez-lui la Pologne, la Courlande, la Lithuanie septentrionale et donnez-lui Constantinople et elle sera satisfaite.

La Belgique et Constantinople — voilà les causes de cette « inébranlable résolution » qui revient dans tous les discours des dirigeants. Ces dirigeants, bien entendu, ne sont ni à Paris, ni à Rome ; ils sont à Londres et à Pétersbourg — surtout à Londres. Ces autorités suprêmes sont d'accord qu'il faut lutter, et la meilleure preuve en est que, craignant que le tsar ne soit tenté de transiger et ne se sente touché de la misère épouvantable de son peuple, ils veulent l'emmener à Moscou où il serait complètement soumis à l'influence nationaliste. Ils sont d'accord en outre sur un autre point : puisque la guerre va mal en France, en Russie et à la frontière italienne, il faut attaquer la Turquie avec la dernière énergie. Seulement il y a une différence : la Russie veut avoir Constantinople pour toujours, pour l'éternité, et l'Italie aussi a le désir ardent de garder des provinces de l'Asie mineure ; l'Angleterre s'est assurée Imbros et Tenedos et s'assurera peut-être encore quelque île habitée par des Grecs, mais quant aux conquêtes qu'elle voudrait faire, elles seraient destinées à être échangées contre la Belgique — si c'est possible ! Que s'en ensuit-il ?

Parmi ceux que l'Entente voulait faire marcher contre la Turquie se trouvait la Grèce. On la leurrait, on la leurre peut-être encore de la belle promesse de lui donner Smyrne et un bon morceau de pays en plus. Si cela la dédommagerait d'une domination russe à Constantinople et d'une domination italienne à Mersina et Adalia, c'est une autre question ; dans toutes ces villes il y a beaucoup de Grecs et tous ils perdraient la liberté nationale et la position commerciale qu'ils y possèdent ; et du point de vue stratégique, le changement serait désastreux. Mais avant tout — la Grèce n'aurait pas ce qu'on lui promet. On le lui ôterait tout de suite. Ce sont ses protecteurs mêmes qui le lui reprendraient. L'Autriche-

Hongrie et l'Allemagne ne souffriraient pas qu'il soit porté atteinte à l'intégrité de la Turquie ; et l'Angleterre et la France, pensant d'abord à elles-mêmes, sacrifieront volontiers tout ce que le « trust » aurait gagné en Turquie pour que les Allemands rendent la plus grande étendue possible des territoires occupés, et la Russie non plus ne voudra pas laisser dans nos mains tout ce qu'auront occupé nos armées qui avancent toujours et pénètrent déjà dans les contrées à l'est du Boug. Des conquêtes en Turquie n'auraient donc pas de lendemain. Depuis quelque temps, l'Entente essaye de séduire la Bulgarie ; prenons le cas bien improbable qu'elle prenne part à la guerre et qu'elle y prenne part avec succès. Elle ne garderait ni Enos, ni Midia, ni Andrinople ; quant à la Macédoine qu'elle peut avoir sans verser son sang devant les forteresses turques, c'est une affaire que nous n'avons pas à traiter ici. Nous voulions seulement mettre en lumière le fait que les grands pensent à bien autre chose qu'à des conquêtes pour les petits — y compris les Italiens — et que, pour eux, il s'agit de sauver de la débâcle ce qui peut en être sauvé. Sautez au feu, mes petits, au feu que nous avons allumé et sauvez-nous l'argent que nous y avons laissé.

L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie forment un bloc. C'est folie que de vouloir faire des gains sur la Turquie, malgré les victoires des puissances du Centre. Si un État des Balkans cherche des avantages dans l'Orient, il ne peut réussir qu'en ami de la Turquie. La Grèce, la Bulgarie, la Roumanie profiteront de la vie nouvelle à laquelle renaîtra l'empire ottoman après la guerre. On dit qu'il y a des hommes politiques qui préconisent l'internationalisation de Constantinople — solution qui, naturellement, ne durerait pas, parce que la Russie n'en voudrait plus le jour où elle se sentirait assez forte pour imposer sa volonté. L'internationalisation n'est donc qu'un rêve. Quiconque la veut, doit la chercher sur les champs de bataille de Russie et de France et les grands de l'Entente ne se battent pas pour des chimères de ce genre.

Il faut, disent les plus enragés parmi les journaux anglais, continuer la guerre jusqu'en 1917. Ils sont bien entêtés, ces messieurs ; le resteront-ils et est-ce que la nation le restera aussi ? Il est évident qu'elle ne pourra pas persister dans son entêtement quand les Russes diront « assez » et que les

Français diront « nous n'en pouvons plus ». Les enragés prétendent que l'Angleterre se soumettra au service obligatoire plutôt que de céder aux Allemands. C'est possible, mais on n'improvise pas des armées de millions d'hommes. Sans ses alliés, l'Angleterre serait contrainte de se borner à une guerre maritime, une guerre de commerce et de famine. Elle continuerait de nous couper les importations, quoique plus difficilement du jour où la France ne serait plus en guerre ; nous manquerions peut-être de coton. Mais, en revanche, elle-même se ruinerait ; son ancien ministre de la guerre, Haldane, lui a dit franchement qu'après la guerre elle sera plus pauvre. Et c'est bien naturel que plus la guerre durera, plus elle s'appauvrira. En même temps, son empire des Indes s'ébranlera peu à peu et l'écroulement se préparera — un écroulement qui ne se produira ni demain, ni après-demain, mais peut-être dans cinquante ans, quand le monde asiatique aura eu le temps de s'apercevoir que l'Angleterre n'est pas invincible et que la Turquie et le Japon sont des forces avec lesquelles il faut compter. L'Angleterre ne croyait pas engager une si grosse partie ; si elle veut continuer le jeu, libre à elle.

L'ambassadeur britannique, en quittant Vienne après la déclaration de guerre, comptait revoir après quelques mois cette ville qui paraissait lui plaire. Il se figurait que l'Entente remporterait une facile victoire ; dans ses rapports, on peut lire qu'il nous croyait déjà terrifiés rien qu'à la pensée d'avoir à faire au colosse russe. Comme ses amis de Paris et de Pétersbourg, le gouvernement de Londres vivait d'illusions. L'édifice politique de l'école du roi Édouard était construit sur des chimères. Les victimes de ces agréables mensonges sont les peuples français, belge, russe et jusqu'ici, à un moindre degré, car il est loin des champs de bataille, le peuple anglais. On se trompait soi-même et on trompait les autres. Ceux qui sont accoutumés à suivre les modes de Paris et de Londres se laissent abuser jusqu'à ce jour. Ainsi les dames des pays exotiques portent fièrement les toilettes que les Parisiennes portaient l'année dernière et les portent plus criardes.

Encore un peu de temps et les Russes verront qu'on ne peut pas faire la guerre aujourd'hui comme du temps de Koutousoff et de Rostopchine. La Russie est au bord de l'abîme. Elle a perdu des millions d'hommes et des milliards de roubles

— ce pays sans capital, sans faculté d'organisation, est en train de perdre les meilleurs de ses travailleurs. Les Anglais la pousseront à résister malgré tout. Et pendant ce temps, Constantinople tient bon et fait voir aux Mahométans d'Afrique et d'Asie que les Anglais, soutenus par les Français et les Italiens ne peuvent pas triompher des Turcs. Les Italiens ont déjà perdu la Tripolitaine ; l'écroulement de la domination étrangère a commencé. Les grandes catastrophes arrivent lentement, mais elles arrivent. Ceux qui voulaient le monde pour eux seuls, perdront ce qu'ils avaient. Ce n'est pas en vain qu'on appelle cette guerre une guerre mondiale ; elle décidera du sort futur de tout un monde.

M.

# A PROPOS DE LA BATAILLE DE LA MARNE

(Lettre au Directeur.)

C'est le 12 septembre que l'armée française réussit à rejeter les forces allemandes de la ligne de la Marne sur celle de l'Aisne. Grâce à ce succès, Paris put être sauvé. Je ne recherche pas ici si, parmi les raisons qui avaient déterminé les Allemands à cette retraite, les opérations de l'armée russe jouaient ou non quelque rôle, je me borne simplement à constater le fait que par la bataille de la Marne les Français parvinrent à enrayer l'invasion allemande.

On sait de quelle explosion d'enthousiasme fut suivi cet événement. La presse entonnait la fanfare de «la victoire» et toute la France se berçait de l'illusion d'avoir porté un coup mortel à l'armée allemande. Cette illusion engendrait à son tour tout un monde de fausses espérances et permettait aux esprits crédules de s'adonner sans réserve au plaisir de bâtir des châteaux en Espagne. Un étranger, fût-il l'ami le plus décidé des Français, n'aurait jamais pu parvenir à déchiffrer l'énigme de l'ivresse qui s'était emparée de l'opinion publique en France. Au courant de ce qui se passait sur le théâtre de la guerre, tout observateur impartial s'était plutôt demandé : que pouvaient signifier ces transports de joie exubérante à propos d'un succès considérable, il est vrai, mais qui n'avait aucun caractère décisif?

L'anniversaire de la bataille de la Marne trouve les Français dans une situation qui pourrait les faire réfléchir sur l'abîme qu'il y avait entre leurs rêves et la réalité. Réfléchiront-ils? Je ne le sais pas. Toutefois, permettez-moi

de vous dire mon opinion personnelle sur cet événement «glorieux». Peut-être sera-t-elle taxée de paradoxale, mais je ne puis m'empêcher d'exprimer cette idée que «la victoire» de la Marne a été un malheur pour les Français.

Comment donc? pourriez-vous demander. Je vais m'expliquer là-dessus.

Nous admettons tous que la France ne voulait pas la guerre; mais ses chefs la voulaient et, à l'insu du peuple, la préparaient depuis longtemps. Ce n'est que par le mensonge d'avoir à mener une lutte défensive qu'ils réussirent à susciter l'ardeur guerrière des Français. Or, la marche foudroyante de l'armée allemande sur Paris produisit bientôt un revirement dans l'opinion publique: devant la force imposante des Allemands on redevint pacifiste et l'on n'était pas loin de songer à la conclusion d'une paix «prématurée». C'est dans ces circonstances que fut livrée la bataille de la Marne. Les cris joyeux du triomphe retentirent à travers l'univers; la France se déclara victorieuse et invincible, et l'amour-propre exagéré dont Napoléon Ier disait déjà qu'il était le pire défaut du caractère français, se complut dans des débauches inouïes de fol orgueil.

Où est le malheur? demanderez-vous. Dans le fait que cette retraite allemande a tourné la tête aux Français. Car c'est depuis lors que la vanité illimitée fit des ravages dangereux dans l'âme gauloise. L'avant-goût de «la victoire» eut l'effet d'un toxique qui étourdissait tout le pays. Les journaux ententistes rivalisaient de zèle pour exagérer l'importance de la parade de la Marne et ne contribuaient pas peu à faire accroire au monde que la France était à la veille d'une nouvelle période de gloire qui allait surpasser en splendeur celle du passé.

Douze mois se sont écoulés depuis cette mémorable journée. Franchement et en toute objectivité: peut-on affirmer que ses conséquences aient été en rapport avec ce qu'on s'en promettait? Évidemment non. L'armée franco-anglaise, malgré l'héroïsme dont elle fit preuve dans ses mouvements tour-à-tour offensifs et défensifs, se trouve à peu près sur la même ligne qu'elle occupait il y a une année. L'optimisme exagéré de ces manieurs de plume qui vous annonçaient la victoire finale à brève échéance, ne fut aucunement justifié; les

prophéties de ceux qui, plus modestes, ne vous parlaient que de transporter le combat «au delà du Rhin», ne se réalisèrent pas non plus.

On va crier au paradoxe, mais je persisterai à croire qu'ayant ravivé le sentiment assoupi de la «gloire», la bataille de la Marne eut, par cela même, un effet presque funeste sur l'état d'esprit français. Car l'intoxication littéraire amena bientôt une transformation de la mentalité du peuple et les semeurs de mensonges, en faisant miroiter devant lui l'image trompeuse d'un triomphe sûr, parvinrent à éveiller et à affermir ses instincts belliqueux et revanchards. C'est depuis là qu'aux sons magiques de la «victoire» prochaine, les Français sont poussés à une longue guerre qui, même si elle pouvait avoir une issue favorable, serait fatale à un pays miné par les progrès continuels de la dépopulation. C'est depuis là qu'on crie à tue-tête qu'il faut aller jusqu'au bout, sans égard aux sacrifices qu'impose un carnage inutilement prolongé. En un mot, c'est depuis là que la raison semble avoir perdu tout contrôle sur les décisions d'une nation dont tous les intérêts sont en flagrante opposition avec une guerre à outrance.

Les gouvernants actuels du peuple français qui font une question d'honneur national de cette lutte interminable, même après la débâcle de l'armée russe et malgré la situation militaire désespérée de l'Entente, mettent pour ainsi dire à contribution le prestige qui rejaillit sur l'armée française lors de la bataille de la Marne et — en abusent. Voilà pourquoi je prétends que cet événement mémorable, sur la portée duquel des meneurs habiles réussirent à tromper un peuple qui se laisse aisément fasciner, marque non seulement une étape glorieuse dans les annales de l'histoire française, mais aussi un véritable malheur.

UN ANCIEN AMBASSADEUR.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 septembre 1915.

La situation militaire n'a pas considérablement changé pendant les quinze jours qui se sont écoulés — exception faite du front austro-hongrois-allemand-russe où, sous la poussée victorieuse de nos armées, l'ennemi continue à se retirer avec des pertes immenses en matériel de guerre et en hommes. Pour caractériser les progrès faits par les armées de Hindenburg, constantons simplement que celles-ci ont déjà atteint le chemin de fer de Wilna-Dunabourg-St-Pétersbourg. Grodno, Luck, Dubno sont tombés, et Rowno n'est pas loin de partager le même sort. La chute de ces dernières forteresses formant un triangle ne signifiera pas seulement la perte de la Volhynie, mais assurera en même temps le chemin vers Kiev à nos troupes.

Le coin de la Galicie orientale où l'ennemi se maintient encore, est en train d'être déblayé. Pour des raisons politiques, les Russes opposent une résistance obstinée sur cette partie du front, mais malgré les succès locaux d'un caractère passager qu'ils ont pu enregistrer, les jours de la domination russe en territoire autrichien semblent être comptés. Brody est déjà entre nos mains, autour de Tarnopol la lutte continue encore.

Sur le front franco-allemand rien de significatif. A noter toutefois le grand succès que les Allemands viennent de remporter en Argonne, au nord-est de Vienne-le-Château où ils se sont emparés de quelques tranchées et ont fait plus de 2000 prisonniers. Selon une source suisse, les Français auraient essuyé ici un échec des plus sanglants et perdu

35.000 hommes. L'anniversaire de la bataille de la Marne ne semble pas être de bon augure pour les Français.

Sur le front italien, la situation est également inchangée. Nos ex-alliés sont encore là où ils étaient au commencement de la guerre; jamais fiasco n'a été plus tragique que celui de l'armée italienne qui, depuis quatre mois bientôt, n'a pu avancer d'un seul pouce, malgré les sacrifies énormes que ses assauts contre la falaise de granit de nos armées lui a coûtés. Le fait d'avoir déclaré la guerre à la Turquie n'a rien changé à ce résultat déplorable.

L'Italie dont la trahison n'a pas sa pareille dans l'Histoire, vient de créer un précédent sous un autre rapport encore. Son fameux ministre des Affaires étrangères, M. Sonnino a naguère énoncé que du fait d'être en guerre avec la Turquie, il ne s'ensuit point qu'il faut aussi la combattre. C'est ingénieux, n'est-ce pas? On a déclaré la guerre aux Ottomans sans aucune raison sérieuse et dans l'illusion de mener sous peu à bonne fin l'offensive contre l'Autriche-Hongrie. Maintenant qu'on voit qu'en «avançant» de la façon dont l'armée italienne est censée d'avancer, on ne pourra conquérir les provinces convoitées qu'au jour où sonnera la trompette du jugement dernier, on commence à rabattre des espoirs follement conçus. La déclaration de guerre à la Turquie n'est donc qu'une échappatoire assez maladroite. Il est, du reste, étrange qu'en Italie on parle déjà beaucoup de la paix. Le pays qui ne mène la lutte que depuis quatre mois, semble déjà être fatigué. Aussi M. Barzilai, le ministre «des provinces irrédimées», ainsi que ses collègues se proposent-ils de prononcer prochainement quelques discours pour animer l'ardeur guerrière de leurs concitoyens découragés.

Aux Dardanelles, même insuccès des Alliés. Quoique les combats livrés ici soient peut-être les plus sanglants de la guerre générale, ils n'aboutissent à rien. Si les Franco-Anglais parviennent de temps en temps à se rendre maîtres d'une tranchée, ils en sont rejetés aussitôt par les Turcs qui luttent avec la bravoure la plus admirable. Ces jours derniers sur-

tout les pertes des Alliés ont été immenses: on les évalue à 50.000 hommes.

Nous ne voulons pas passer sous silence le changement qui s'est produit dans le haut commandement de l'armée russe: le grand-duc Nicolas Nicolaievitch a été destitué de sa dignité de généralissime et le tsar s'est nommé lui-même à sa place. Si la chute du grand-duc ne semble pas promettre une répercussion notable sur les événements du théâtre de la guerre russe, l'effet moral ne tardera peut-être pas à s'en faire sentir. Tout le monde sait que Nicolas Nicolaievitch était l'âme du «parti de la guerre» et ce n'est pas en vain que depuis sa retraite les bruits d'une paix séparée avec les puissances centrales courent de plus en plus fréquents. C'est, du reste, un journal anglais, le *Manchester Guardian* qui a lancé cette idée que seule une paix immédiate pourrait encore sauver l'empire russe.

HISTORICUS.

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.




Hors Concours.

16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET Cº.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise :

**TRANSYLVANIA SEC.**

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

**BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.**

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association :** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président :** le comte Thomas Erdődy. **Direction :** Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* | **Budapest Ouest** | *a.* | 200 | — |
| 620 | — | *a.* | Vienne (Marchegg) | *d.* | 925 | — |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. | *d.* | 830 | — |
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest Est.** | *a.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 910 | 720 |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. | *d.* | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | *d.* | **Vienne** Westb. | *a.* | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | *a.* | Innsbruck | *d.* | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | *a.* | **Buchs** | *d.* | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | *d.* | **Buchs** | *a.* | 203 | 142 |
| 209 | 656 | *a.* | **Zurich** | *d.* | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | *d.* | **Zurich** | *a* | 1033 | 1125 |
| — | — | *d.* | Bâle | *a.* | 607 | — |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest Est.** | *d.* | 140 | 1145 |
| * 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | * 850 | 720 |
| 725 | 1235 | *a.* | Vienne Westb. | *d.* | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest. | *a.* | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | *a.* Vienne Westb. | *d.* | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | *d.* **Vienne** Westb. | *a.* | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | *a.* **Salzbourg** | *d.* | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | *d.* **Salzbourg** | *a.* | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | *a.* **Munich** | *d.* | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | *d.* **Munich** | *a.* | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | *a.* Strasbourg | *d.* | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | *d.* Strasbourg | *a.* | 336 | 824 | 139 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest** | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** | *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* | Fiume Quai | | — | — |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest Est** | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** | *d.* | 615 | 810 |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* | **Budapest Est** | *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* | **Budapest Ouest** | *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* | Zimony | *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* | Tzaribrod | *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* | **Sofia** | *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* | **Sofia** | *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* | Sarembey | *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* | Adrianople | | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* | **Constantinople** | | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* | **Budapest Ouest** | *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* | Verciorova | *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* | Verciorova | *a.* | — | 840 |
| — | 139 | *d.* | Crajova | *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* | Pitesti | | — | — |
| — | 634 | *a.* | **Bucarest** | *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* | **Bucarest** | *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* | Constanza | *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* | Constanza port | | — | — |
| — | 1130 | *d.* | **Constanza** | *a.* | — | 500 |
| — | * * 1200 | *a.* | **Constantinople** | *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* | **Budapest** Ouest | *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* | Vienne Ostb. (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* | Vienne Westbahn | *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* | **Budapest Est** | *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* | Vienne Westbahn | *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* | **Vienne** Westbahn | *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* | Passau | *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* | Passau | *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* | Nurnberg | *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* | **Francfort** | *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* | **Cologne** | *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* | **Cologne** | *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* | **Bruxelles** | *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* | **Bruxelles** | *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* | Ostende Quai | *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 220 | | *d.* | **Budapest Est** | *a.* | 1250 | 935 | — |
| 935 | | *d.* | Ruttka | | 620 | 240 | — |
| 958 | | *a.* | **Zsolna** | *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* | **Budapest** Ouest | *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* | Galánta | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | *a.* | **Zsolna** | *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* | **Zsolna** | *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* | **Oderberg** | *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* | **Budapest** Ouest. | *a.* | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | *a.* | **Oderberg** | *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* | **Oderberg** | *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* | Granica | *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* | Granica | *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* | **Varsovie** | | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

*N° 27 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 1 OCTOBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — L'ANGLETERRE, par **M. Fr. Du Bois** ..... 1
II. — LES FANFARONS, par **R.** ..... 15
III. — LE TRAITEMENT DES RESSORTISSANTS DES PAYS BELLIGÉRANTS EN HONGRIE ..... 19
IV. — POÈMES ET CHANTS DE GUERRE FRANÇAIS... 22
V. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par **Diplomate** ..... 26
VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE
**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# L'ANGLETERRE

Dans l'un des derniers annuaires de la Navy League (ligue navale anglaise), on lisait ces lignes : « The sea can endure but one master and that master must be the widespread british empire whose navy must dominate every line of sea communications to any place in which she has any affairs : *la mer ne peut tolérer qu'un maître et ce maître doit être l'immense empire britannique dont la flotte doit dominer les voies de communication maritimes menant partout où elle a à se rendre.* » Voilà ce qui s'appelle parler net, sans ambages. L'immense empire britannique se compose de morceaux éparpillés sur tout le globe et cela suffit à l'Angleterre pour revendiquer le droit de régler à sa convenance les destinées de la planète. Comment elle s'y prend pour plier à sa volonté les récalcitrants ou ceux qui se trouvent sur son chemin, son histoire est là pour nous l'apprendre. Elle applique partout et toujours le droit du plus fort. Quand elle a affaire à plus faible qu'elle, elle frappe elle-même les coups nécessaires ; quand elle se trouve en face d'un adversaire puissant, elle recourt pour le terrasser à son moyen favori d'une coalition d'États. Ce qu'elle fit plus d'une fois dans le passé, elle le fait maintenant une fois de plus. Elle maintient la tradition . . . à ce qu'elle dit.

## I.

Si l'on se reporte cent vingt ans en arrière, on croit rêver, tellement les évènements d'alors présentent d'analogie avec ceux de notre époque. Comme aujourd'hui, une coalition s'est formée à l'instigation de l'Angleterre. La France est l'adver-

saire commun . . . Comme aujourd'hui, l'Angleterre a forcé la main à cet adversaire qui ne demandait pas la guerre . . . Comme aujourd'hui, les alliés du continent doivent recevoir plaies et bosses, verser leur sang pendant que l'Angleterre, protégée par le rempart naturel que lui fait son île, guette le moment favorable pour s'approprier des colonies lointaines. Ce moment vient et elle chasse les Français de leurs territoires d'Asie et d'Afrique . . . Comme aujourd'hui, pourra-t-on peut-être bientôt dire encore, l'un des alliés, la Hollande, s'étant trouvé dans l'obligation de signer une paix séparée, s'attire de ce fait le courroux de l'Angleterre qui, pour le châtier, lui ravit sans plus de façon, en même temps que son commerce mondial, ses possessions des Indes-Orientales et le cap de Bonne-Espérance . . .

En 1881, un officier supérieur russe publia, en se couvrant du pseudonyme E. v. Ugény, une brochure dans laquelle il disait : « Depuis huit cents ans, pas un ennemi n'a mis le pied sur le territoire britannique, ni menacé sérieusement le pays. L'Angleterre n'a pourtant cessé de guerroyer dans toutes les parties du monde et son temple de Janus n'a jamais fermé ses portes. Il va de soi que les Européens, les Américains, les Africains, les Asiatiques et les insulaires des mers du Sud ont toujours dû passer pour les agresseurs et le pays de John Bull pour le pays le plus paisible, le plus inoffensif de la terre . . . Une fois sorti de chez lui, allant au près et au loin, toujours en faisant des affaires, John Bull est semblable à l'étudiant qui, se rendant d'une université à l'autre, cherche noise partout, jette partout son défi et n'est au fond qu'un bretteur. A la maison, il est bien sage. Mais dès qu'il a passé la frontière, il ne connaît d'autre loi que celle du poing et il fait ce que bon lui semble. « Nous sommes les plus forts et pouvons à notre gré imposer notre volonté, écrivait le *Times* du 23 september 1878. . . . »

L'auteur russe dit encore : « Il est bien rare que l'Angleterre se batte seule . . . » Oui, elle se bat seule . . . mais cela seulement quand elle sait qu'elle a affaire à plus faible qu'elle et que ses fusils et ses canons auront facilement raison d'une résistance à peine armée. Combien d'exemples se présentent ici au bout de la plume . . . Les Indes, la Chine, l'Égypte, le Transvaal. En mai 1900, justement dans l'année où ce dernier

pays, après plus de vingt ans de lutte opiniâtre, fut enfin réduit par la force, un lieutenant français qui gardait l'anonyme écrivait dans la *Revue de Paris :* « L'Angleterre ne connaît pas de neutres. Son histoire est une longue suite d'attentats plus ou moins hardis contre les neutres. »

N'a-t-elle pas l'occasion de former une coalition contre une puissance européenne, ni celle de se jeter sur une plus faible qu'elle, l'Angleterre découvre toujours de par le monde assez de divergences dans lesquelles elle trouve son compte . . . A-t-on oublié la guerre hispano-américaine ? A-t-on oublié qu'au moment où se manifestèrent les premiers symptômes de mésintelligence entre les gouvernements de Washington et de Madrid, au lieu de chercher à calmer l'humeur belliqueuse des Américains, la presse anglaise ne songea qu'à verser de l'huile sur le feu. Elle ne montra aucune compassion pour cette admirable régente Marie-Christine qui se trouvait acculée à une situation inextricable. Elle s'acharna au contraire à aggraver la crise et à faire éclater le conflit. Puis, au cours de la guerre qui suivit, à chaque amputation nouvelle que subissait le domaine colonial de l'Espagne, elle marquait le point en trahissant la satisfaction qu'elle éprouvait à voir porter atteinte au prestige d'un État européen . . . Autre exemple, la guerre russo-japonaise. Les sympathies de l'Angleterre étaient acquises au Japon dont elle stimulait l'ardeur guerrière. Elle trouvait là une excellente occasion de battre en brèche la position de sa rivale, la Russie, en Asie.

Les États de l'Europe qui possèdent des colonies savent ce qu'il en coûte d'être en butte à la jalousie anglaise. On n'a qu'à se rappeler les intrigues menées de Londres pour discréditer dans l'opinion du monde le gouvernement congolais du roi Léopold. De quels méfaits les fonctionnaires de cette colonie n'ont-ils pas été chargés ? . . . On eût pu croire qu'ils étaient de purs barbares. Peut-être l'Angleterre désirait-elle pouvoir invoquer les principes humanitaires pour se donner le droit d'intervenir . . . Une intervention anglaise au Congo, c'eût été tout dire . . . On connaît fort peu en Europe les difficultés contre lesquelles la Hollande eut à lutter depuis 1873 jusqu'à ces dernières années pour arriver à pacifier la province d'Atjeh située au nord de l'île de Sumatra. Réduits à leurs seules forces, les indigènes eussent été soumis aisément. Or, ils étaient

encouragés dans la résistance par les trafiquants anglais de Malacca et de Singapore qui leur fournissaient en sous-main des armes et des munitions. Atjeh occupe une position stratégique de premier ordre à l'entrée du détroit de Malacca . . . l'une de ces «lines of sea communications» si importantes pour les Anglais. Il n'en fallait pas davantage pour exciter la convoitise de ces derniers. Ils pensaient sans doute que la Hollande, de guerre lasse, finirait par évacuer le pays et qu'ils pourraient s'y installer tout à leur aise. Leur calcul a pourtant été déjoué, les Hollandais ayant tenu bon jusqu'à la complète victoire. Au cours d'un voyage que je fis aux Indes, il y a vingt-cinq ans, j'entendis dire à des Anglais de Singapore : «Atjeh nous appartiendra un jour, c'est certain.»

Pour ce qui est de la France, l'histoire de son expansion coloniale dans les vingt années qui précédèrent la conclusion de l'Entente cordiale, est dominée par la lutte incessante qu'elle eut à soutenir contre les menées anglaises. Peut-être momentanément, parce qu'elle combat aux côtés de l'Angleterre, a-t-elle effacé de son souvenir son antagonisme avec elle . . . Mais, il ne manquera pas de lui revenir à la mémoire quand, la guerre finie, la Grande-Bretagne aura repris toute sa liberté d'action. Sir Edward Grey ne dit-il pas le 14 août 1914 à l'ambassadeur d'Allemagne, le prince Lichnowsky, qui prenait congé de lui, que la guerre survenue entre l'Angleterre et l'Allemagne lui permettrait, à la conclusion de la paix, de rendre à l'Allemagne des services plus précieux que la neutralité anglaise ne l'avait mis à même de faire . . . C'était comme s'il voulait faire prévoir pour plus tard un revirement de la politique britannique . . . Bref, dans cette période de vingt années, aussi souvent que l'Angleterre pouvait contrecarrer les projets d'expansion coloniale de la France, elle ne demeurait pas inactive. La France obtenait-elle un succès colonial, le dépit éprouvé à Londres se reflétait aussitôt dans la presse anglaise ; subissait-elle au contraire un échec, cette même presse était dans la joie. On vit cela au cours de la campagne du Tonkin, lors des explorations françaises au sein du continent noir, lors de la conquête du Dahomey, lors de l'annexion de Madagascar. Cette alternance significative de langage avait pour effet d'exciter toujours davantage les esprits en France et lorsque l'intrigue anglaise apparut tout à coup

au grand jour à Fachoda, cette dernière intrigue qui empêchait la France de porter jusqu'au couronnement sa grande œuvre africaine, la fureur contenue pendant si longtemps au milieu du peuple français, finit par faire explosion.

Les conquêtes de la France une fois terminées, les causes de conflits entre les deux pays, les motifs de jalousie de la part de l'Angleterre n'en continuèrent pas moins à être à l'ordre du jour. Il importait au gouvernement de Londres de faire reculer l'influence française partout où, à ses yeux, elle avait gagné trop d'avance et de susciter à la république des difficultés dans des questions de délimitation de frontières, de zones contestées, etc. Il ne faut pas croire que l'amitié actuelle des deux nations — amitié plus apparente que réelle et à laquelle l'Angleterre n'attache de prix que pour avoir ses coudées franches d'un autre côté — ait fait disparaître les divergences qui existaient auparavant. Elles ont été refoulées pour un temps à l'arrière-plan, voilà tout. Il ne faut pas croire non plus que — même pendant que l'Entente cordiale est en vigueur — l'Angleterre hésite, quand cela lui convient, à agir sous cape . . . L'année dernière, quelques mois avant le déchaînement de la guerre, on était très inquiet à Paris au sujet de la situation en Indo-Chine. Dans plusieurs régions de la colonie, des velléitées de rébellion s'étaient manifestées parmi les indigènes. En même temps, à la frontière du Tonkin, étaient apparues des bandes d'irréguliers chinois qui paraissaient vouloir provoquer une émeute. Une enquête ouverte immédiatement apprit qu'il s'agissait d'un vaste complot dont les ramifications aboutissaient à Canton en Chine, à Osaka au Japon et à Hong-Kong, possession anglaise. L'accouplement de ces noms Osaka et Hong-Kong était un indice révélateur. Les autorités françaises de Saigon réclamèrent l'extradition des coupables qui avaient été découverts dans la ville anglaise . . . Mais, elle leur fut refusée et le tribunal de Hong-Kong se borna pour la forme à infliger des peines légères à certains des inculpés . . . et quant aux autres, il les acquitta.

La période de vingt ans, au cours de laquelle la France décupla son domaine colonial, coïncida avec la première phase de l'alliance franco-russe. Pendant tout ce temps-là, tout en se donnant l'apparence de demeurer dans une « splendid isolation », l'Angleterre qui voyait une rivale dans la Russie

aussi bien que dans la France, gravita en réalité dans l'orbite de la Triplice dont elle s'appliquait à seconder la politique. Il n'était pas alors sérieusement question pour elle de cette fameuse «balance of power» qui lui sert toujours de prétexte pour s'ingérer dans les affaires de l'Europe, mais il lui importait surtout d'affaiblir la position de ses adversaires. Ce fut le temps où sa presse éclatait à tout bout de champ en menaces contre la France et la Russie, le temps où elle encourageait le Japon dans ses desseins belliqueux contre l'empire des tsars, le temps où le *Colonial Office* de Londres ne cessait de mettre des entraves à l'agrandissement colonial de la France, le temps enfin où la politique anglaise faisait ouvertement opposition à la politique russe sur le Bosphore et dans les Balkans. Quelque direction que le vent prit à Sofia, à Belgrade, à Constantinople et ailleurs encore, il était rare que l'Angleterre ne vînt pas se placer aux côtés de la Triplice. Que de fois sans doute, sachant qu'elle aurait avantage à une guerre générale, elle eût voulu jeter ses amis contre ses adversaires. Elle n'y réussit pourtant jamais. La Triplice avait été fondée non pas pour menacer la paix, mais pour la garantir. Peut-être, pour arriver à bouleverser le monde, devait-on avoir à Londres plus de chance de l'autre côté.

Tout à coup, en effet, l'Angleterre passe de l'autre côté où elle trouve aussi l'humeur belliqueuse qu'elle semble affectionner. Le roi Edouard est entré en scène et il retourne comme par enchantement son gouvernement. L'Allemagne devient l'ennemie qu'il faut à tout prix terrasser, avec l'aide de la France et de la Russie. Pourquoi cette volte-face subite? Tout simplement parce que l'Angleterre, cédant aux suggestions de son souverain, est prise d'un accès soudain de jalousie, à la vue de l'essor commercial de l'empire allemand. Laissons un peu parler les chiffres.

Depuis 1880, le domaine colonial de la Grande-Bretagne a passé de 22·5 millions à 33 millions de kil. c., celui de la France de 965.000 à plus de 10 millions de kil. c. et l'Allemagne, quant à elle, qui ne possédait tout d'abord pas la moindre parcelle de territoire transmarin, a acquis un ensemble de colonies de 3 millions de kil. c. On voit par là que, sur le terrain colonial, cette dernière a été considérablement distancée par les deux premières. Sur le terrain commercial, au con-

traire, elle est parvenue à gagner une forte avance sur la France et à se rapprocher beaucoup de l'Angleterre. Entre 1880 et 1913, son commerce général annuel passa de 6 à 22 milliards, celui de l'Angleterre de 12 à 28 milliards et celui de la France de 8 à 15 milliards (lire ces chiffres en marks). Il faut remarquer ici qu'au cours de ces trente et quelques années, le commerce anglais se ressentit beaucoup plus de l'expansion coloniale française que de l'essor commercial allemand. La France ayant toujours prélevé à l'entrée de ses colonies des droits protecteurs qui les fermaient presque complètement aux autres nations, chaque acquisition coloniale nouvelle de sa part avait pour effet de réduire d'autant le marché mondial. C'est surtout à ce système prohibitif qu'elle dut de voir l'Angleterre combattre avec acharnement son agrandissement au delà des mers. C'est là également qu'apparaissait le nœud de la difficulté marocaine, l'Allemagne prévoyant non sans raison que la république, comme suzeraine absolue du Maroc, fermerait le pays à son commerce et à son industrie qui y avaient jusqu'alors trouvé la porte ouverte et le champ libre. En revanche, les barrières douanières dont les colonies allemandes étaient entourées, n'avaient rien d'excessif. A Tsingtau, par exemple, étaient seulement perçus les droits maritimes usuels de la Chine. De plus, l'Allemagne, en s'appliquant à augmenter le nombre de ses débouchés économiques, visait uniquement à soutenir une lutte de concurrence loyale et non pas à accaparer le marché général . . . Comment se fit-il — doit-on dès lors se demander — que la jalousie anglaise de vingt années contre la France cessa tout à coup pour faire place à la jalousie anglais econtre l'Allemagne? A cette question, le roi Edouard seul aurait pu répondre.

## II.

Il ne sera pas aisé pour les psychologues de l'avenir de déchiffrer l'âme d'Edouard VII et de s'expliquer les mobiles de sa politique. Cette politique dans laquelle il parut, dès son avènement, avoir hâte de s'engager, lui était incontestablement personnelle. Il était évident qu'il l'avait préparée de longue main, en attendant de porter la couronne, évident

aussi qu'il n'avait pas été déterminé par l'intérêt seul de son pays. Cette germanophobie subite dont on était pris à Londres après tant et tant d'années de bonne amitié avec Berlin, semblait pour le moins étrange. Avec l'Allemagne, il y avait certes des accommodements . . . Seulement le roi se comportait comme s'il n'en voulait rien savoir.

De nature, Edouard était enclin à dominer. Il est facile de se figurer les impatiences qu'il dut avoir au cours de son long noviciat d'héritier qui le tenait confiné dans un rôle purement représentatif. L'attente prolongée du pouvoir, sans qu'il eût le droit de rien faire et de rien dire en politique, devait lui peser d'autant plus qu'il voyait Guillaume II aiguiller en toute indépendance l'Allemagne vers de brillantes destinées. Le sentiment qu'il ne pouvait rien, renforcé par le dépit que lui causaient les succès considérables de son neveu, fit certainement naître en lui le besoin de préparer sa revanche pour le jour où il monterait sur le trône. S'inspirant à cet effet de la tradition anglaise, il jeta les jalons et les fondements d'une vaste coalition par laquelle, à l'heure favorable, il surprendrait l'Europe et le monde. C'était comme un acompte de satisfaction d'amour-propre qu'il prenait sur l'avenir. Dans la poursuite de son but, il était servi à merveille par ses relations d'amitié avec les milieux influents de Paris, par sa communion de vues avec sa belle-sœur l'impératrice-mère de Russie, Maria Féodorowna, enfin par ses rapports de confiance avec Isvolski qu'il connaissait depuis le temps de Fredensborg, en Danemark. Devenu germanophobe peut-être moins sous l'inspiration d'un patriotisme éclairé que parce qu'il regardait d'un œil d'envie l'œuvre gigantesque du règne de Guillaume II, il jouissait par avance de la dure épreuve à laquelle il soumettrait un jour l'Allemagne.

Sa politique, dès le moment où il fut à même de la faire prévaloir, causa une telle surprise dans son pays, elle y heurtait à tel point les opinions reçues, surtout en ce qui concernait la Russie, qu'il dut l'imposer à son peuple, sans se soucier d'avoir son agrément. L'entente anglo-russe fut à vrai dire enlevée par un tour de passe-passe. Comme il était prudent d'éviter des interpellations, des questions, des discussions, le Parlement ne fut pas consulté et la signature de l'accord eut lieu trois jours après sa prorogation. Le *Daily Chro-*

*nicle* écrivait alors : « Les libéraux anglais ont vu cet arrangement avec appréhension, parce qu'ils ne voudraient rien faire qui pût affermir le gouvernement despotique et impopulaire de la Russie et que les craintes de voir l'autocratie russe se servir de l'arrangement anglo-russe pour l'avantage de ses projets politiques et financiers au détriment naturel de la liberté russe ne sont pas calmées et que même elles ont été augmentées par le secret gardé sur les termes de la convention. »

La convention anglo-franco-russe et la pointe manifeste qu'elle avait contre l'Allemagne, étaient tellement l'œuvre du roi Edouard que plusieurs ministres plénipotentiaires belges n'hésitaient pas à le reconnaître dans leurs rapports au cabinet de Bruxelles. Le ministre belge à Berlin, le baron Greindl écrivait par exemple en février 1908 : « Le groupement des puissances préparé personnellement par le roi Edouard ne constitue pas une menace directe et prochaine de guerre pour l'Allemagne, mais il n'en cause pas moins une diminution de sécurité. Les déclarations pacifiques qui seront sans doute répétées à Reval (entrevue du tsar et du roi Edouard), signifieront peu de chose, surtout venant de trois puissances comme la Russie, l'Angleterre et la France qui viennent d'entreprendre sans autre raison que le désir de s'agrandir et même sans prétexte plausible, la guerre de conquête de la Mandchourie, celle du Transvaal et l'envahissement du Maroc . . . La Triple-Alliance a garanti pendant trente ans la paix du monde, parce que l'Allemagne qui la dirigeait, se trouvait satisfaite de la configuration politique de l'Europe. Le nouveau groupement menace la paix, parce qu'il se compose de puissances qui, ayant fait taire leurs haines réciproques et séculaires, aspirent à la revision du statuquo. » Le même diplomate et ses collègues de Paris et de Londres étaient d'accord pour dire : « L'entente cordiale conclue entre la France et l'Angleterre a réveillé l'idée de la revanche qui dormait. C'est à elle que l'on doit l'inquiétude et le malaise qui pèsent sur l'Europe depuis plusieurs années. »

Les ministres belges n'étaient pas seuls à parler ainsi. Combien de diplomates d'autres pays s'exprimaient dans le même sens. Rien d'étonnant à cela. Le roi Edouard ne faisait pas mystère des moyens qui lui servaient pour arriver à ses fins. Il cherchait au grand jour, à l'effet d'entraîner à la fois la France et la Russie, à réveiller le chauvinisme français et

à attiser l'humeur belliqueuse du parti de la guerre à Pétersbourg . . . Bref, toute la situation en Europe était dominée par la menace du nouveau groupement. On pouvait surtout constater l'influence dangereuse de ce dernier dans les Balkans où le terrain était des plus favorables pour la lutte contre les intérêts allemands et austro-hongrois. La politique anglaise montrait le plus grand zèle — étrange, mais vrai ! — à seconder la politique russe dans la péninsule. Les diplomates anglais avaient particulièrement l'oreille des Serbes. Ceux-ci s'enhardissaient d'autant plus contre l'Autriche-Hongrie qu'ils savaient la Grande-Bretagne derrière l'empire des tsars.

L'un des premiers buts de la Triple-Entente était évidemment de rompre les liens de la Triplice pour que la monarchie des Habsbourg, réduite à ses seules forces, pût être plus aisément réduite par la Russie . . . et que l'Allemagne demeurât toute seule en face de ses nombreux . . . envieux. Quoi ! la politique de l'encerclement. Depuis que l'Italie a laissé tomber le masque, on sait qu'il ne fut pas difficile de la gagner. Mais, pour ce qui était de l'Autriche-Hongrie, la foi d'un traité était pour elle quelque chose de trop sacré et la paix un bien trop précieux pour qu'elle pût être accessible à des avances tendant à la détacher de ses alliés. Les démarches ouvertes n'ayant pas réussi auprès d'elle, on recourut aux manœuvres souterraines. Par le moyen d'agents dispersés dans les régions habitées par les Slaves, la Russie et l'Angleterre s'appliquèrent à travailler les esprits de manière que, au moment d'une guerre, les liens des Slaves avec les autres nationalités austro-hongroises, déjà sensiblement relâchés, se défissent complètement d'eux-mêmes . . . et que la monarchie se trouvât paralysée. Ces sourdes menées dont on avait sans doute connaissance dans les États ententistes, ne servirent-elles pas justement à faire naître et à entretenir la légende que les Slaves — à l'heure du danger extérieur — entreraient en rébellion, passeraient à l'ennemi ou feraient pis encore ? C'était de nouveau un de ces racontars qui devaient réserver à l'Entente — toute à ses illusions — une amère déception. La propagande anglo-russe dont M. Stead et Seton Watson (Scotus Viator) étaient les protagonistes les plus connus, avait été faite en pure perte.

*

Évidemment, en prenant à tâche de seconder la France et la Russie en Europe comme ailleurs — sans doute en Europe plus qu'ailleurs — l'Angleterre visait moins à favoriser les intérêts de ses deux alliés qu'à atteindre les intérêts allemands et austro-hongrois. Elle poursuivait du même coup son plan à elle . . . plan double, si l'on veut, qui consistait d'une part à s'emparer, grâce au désarroi causé par une guerre, des colonies allemandes et d'une partie du marché allemand dans le monde, d'autre part à profiter ensuite de l'épuisement de la France et de la Russie pour assouvir encore ailleurs son appétit.

Le 3 août 1914, Grey n'a-t-il pas fait devant le Parlement anglais cet aveu qui en disait long : « Nous, avec notre flotte qui est à même, à ce que je crois, de protéger notre commerce, nos côtes et nos intérêts, nous aurons à peine plus à souffrir, en prenant part à la guerre, que si nous demeurions en dehors. » Dans un précédent article,[1] nous avons déjà eu l'occasion de rappeler ce que déclarait en 1908 à Marienbad à un publiciste une personne de l'entourage du roi Edouard : « La guerre viendra certainement . . . Quand ? . . . peut-être dans cinq ans, peut-être dans dix, peut-être plus tard encore. Et cette guerre sera telle et de si longue durée que tous les États du continent en seront considérablement affaiblis. Nous nous en ressentirons à peine, quant à nous . . . et nous pourrons ensuite poursuivre tout à notre aise la politique coloniale qui nous conviendra, sans nous préoccuper de l'Allemagne et de la France qui ne seront plus en état de croiser notre chemin. » Dans le même article, nous avons aussi reproduit une lettre adressée par un homme d'affaires anglais à un commerçant chilien, lettre que la *Gaceta Militar* de Santiago avait publiée in extenso. Voici comment elle se terminait : « Les fabriques belges ont déjà toutes disparu. Les régions les plus industrielles de la France et de la Russie ont été livrées à la dévastation. Il s'ensuit qu'il ne restera que les fabriques anglaises pour satisfaire aux commandes du monde entier. Nous serons les maîtres du commerce mondial et nous le resterons. » On trouve, n'est-il pas vrai, dans cette lettre le mot de la situation. Elle exprime avec une brutale franchise ce qui se chuchote certainement dans les milieux commerçants de la Grande-Bretagne. Il n'y a pas de doute que cette dernière s'applique à être atteinte aussi peu que possible dans ses forces vives et

[1] Voir la *Revue de Hongrie* du 15 juin 1915.

que la guerre est surtout pour elle le moyen par excellence d'agrandir le champ de ses affaires.

De quelles affaires il s'agit, on le sait. Elles s'étendent sur tout le globe. Pour en assurer en particulier la réussite en Extrême-Orient, l'Angleterre avait acheté — à quel prix, le saura-t-on jamais ? — la complicité du Japon. De même qu'elle s'était servie de lui pour affaiblir le colosse russe, elle a recouru à ses bons offices contre l'Allemagne. A qui sera le tour, après la guerre ? Un diplomate européen établi à Tokio nous écrivait, il y a deux ans : « L'âme japonaise demeure impénétrable pour moi. L'un de mes collègues qui est ici depuis plus de vingt ans, m'a avoué qu'elle restait pour lui comme au premier jour une énigme indéchiffrable. » L'ancien ministre-résident hollandais en Chine, M. F. M. Knobel écrivait dernièrement dans le journal de son pays, *Vragen van den Dag :* « Plus l'Europe gaspille ses forces et plus les autres parties du monde gagnent en importance. Mais, là n'est pas le plus grand danger de laguerre mondiale. Beaucoup plus grand, aussi bien politiquement qu'économiquement, est le danger que présente la puissance grandissante du Japon. Le Japonais est belliqueux, le Chinois pacifique. Le Japon a maintenant ses coudées franches et il mettra tout d'abord la main sur la Chine. Il ne frappera pourtant le grand coup que lorsque les peuples de l'Europe, la guerre finie, seront à bout de forces. Le Japon soupire après le moment où il pourra se poser en maître du Pacifique et de la race blanche. » — S'il est impossible, même à des yeux exercés, de percer le mystère de l'âme japonaise, la politique des gouvernants de Tokio en dit pourtant assez pour qu'on puisse deviner les mobiles auxquels ils obéissent. Le Japonais regarde d'un œil d'envie le Blanc ; il veut le surpasser en puissance et en force. Or, que fait l'Angleterre ?

Au lieu de raffermir l'union européenne en face du péril jaune, elle se solidarise avec celui des États asiatiques qui a surtout fait naître ce péril. Le traité anglo-japonais est comme une boîte à surprises . . . désagréables dont le *Foreign Office* de Londres se sert pour son propre avantage contre les intérêts de l'Europe en Extrême-Orient . . . Dans un sermon prononcé le 15 août dernier, le clergyman Dr. Lyttleton, directeur du collège d'Eton, condamna en termes sévères le pharisaïsme

britannique : « Nous remercions Dieu, dit-il, de n'être pas faits comme les Allemands. Beaucoup d'entre nous se révoltent à la pensée que l'Allemagne ne doive pas seule porter la responsabilité de la guerre. Nous aussi, nous avons notre part de responsabilité. Les puissances centrales se rendaient compte depuis bien des années qu'elles étaient encerclées et cela par des moyens qui ne faisaient pas grand honneur aux autres nations. Notre avidité nationale a contribué à faire éclater le conflit . . . » C'était parler juste. On se rappelle avec quelle hâte, dès les premiers jours de la guerre, l'Angleterre secondée par son complice jaune, cueillit les possessions allemandes éparpillées de la côte chinoise jusqu'au Pacifique, de quelles mains rapaces, à la première bonne occasion, elle s'empara de l'Egypte, avec quelle ardeur elle engagea et elle a continué dès lors l'action contre les Dardanelles . . . Les Dardanelles c'est pour elle la porte à forcer pour arriver à mettre la main moins sur Constantinople que sur le chemin de fer de Bagdad. Ce gigantesque trait d'union entre l'Europe et l'Asie méridionale excite depuis longtemps sa convoitise. Il a plus d'importance encore à ses yeux qu'une « line of sea communication ». Peut-être avait-elle déjà dans les premiers temps de la guerre l'intention de l'arracher aux capitalistes allemands par un coup monté comme elle avait fait de Kiao-Tchéou. Déjà en 1906, lorsqu'elle négociait la conclusion de son entente avec la Russie, elle avait formé le dessein de satisfaire leurs intérêts respectifs aux dépens de la Turquie et du « Bagdad ». Le ministre de Belgique à Berlin, le baron Greindl, écrivait alors à ce propos dans un rapport à son gouvernement : « C'est le comble de l'infamie. » Plus tard, en 1910, elle tenta d'obtenir du cabinet turc la concession pour la construction d'une ligne concurrente. Naturellement, sa demande fut repoussée. — A plus forte raison, peut-on penser qu'elle met tout en œuvre aujourd'hui pour arriver à ses fins.

*

Comme on le voit, la guerre actuelle est riche en enseignements en ce qui concerne l'Angleterre. A l'avenir, les pacifistes feront bien d'en tenir compte au lieu de revenir à leurs chimères du passé. Il ne pourra y avoir de paix durable, de

paix solide que lorsque l'Europe aura su enfin se mettre en garde contre les dangers que couve la tradition anglaise. L'opinion exprimée, il y a cent ans, par Napoléon Ier (consignée dans le *Mémorial de Ste Hélène)* demeure toujours vraie : « Pendant que, par suite de leurs intrigues et de leurs manœuvres déloyales, l'Europe se trouve mise aux prises, les Anglais ne songent qu'à leur propre sécurité, à leurs avantages commerciaux, à leur suprématie sur les mers et à l'accaparement d'un monopole mondial . . . »

Fr. Du Bois.

# LES FANFARONS

Nous en appelons aux nations vraiment neutres pour décider de cette question : qui est-ce qui parle et qui est-ce qui agit dans la guerre actuelle ? Pour ce qui est de nous, nous avons toujours cherché à observer la plus stricte impartialité en jugeant les événements qui se passent autour de cette effroyable mêlée, bien que la Hongrie y soit elle-même impliquée. Or, nous ne croyons pas pécher contre cette impartialité en déclarant que, n'en déplaise aux champions de la civilisation, leurs rodomontades surpassent de beaucoup celles des Matamores anciens. Jamais phraseurs plus dangereux n'ont infesté la scène du théâtre mondial que ces journalistes quadruplicistes qui, depuis plus d'une année déjà, remplissent l'univers de leurs vantardises plus ou moins éhontées.

Jetez les yeux dans un journal quelconque de ces pauvres nations opprimées que sont la France, la Russie, l'Angleterre ou l'Italie, vous y lirez toujours quels magnifiques projets guerriers les alliés invincibles sont en train de réaliser. Ils feront ceci et ils feront cela. Il y a eu une délibération à Calais où l'on a élaboré le plan définitif de l'écrasement de l'ennemi... Le conseil des ministres d'Italie s'est occupé de la question des Balkans ; elle a déclaré la guerre à la Turquie ; ce sera la fin du monde... Les diplomates de la Quadruplice ont fait une démarche à Sofia... C'est la dernière, irrévocablement la dernière ; après quoi les Alliés sont décidés à prendre des mesures énergiques... Bum, bum, bum ! Toujours eux, partout eux. Mais toujours des demain, toujours des après quoi. Les Russes sont devenus, depuis quelque temps, un peu plus modestes ; les Anglais, eh bien ! on peut noter les premiers

indices d'une certaine désillusion chez eux ; il n'y a que les « Latins » qui tiennent bon et ne se lassent pas d'embêter les gens bien informés de leurs fanfaronnades comiques.

Les journalistes français et italiens — à quelques exceptions près — continuent à se prendre au sérieux et, malgré les innombrables démentis que la cruelle réalité inflige sans cesse à leur bavardage inepte, ils se montrent inépuisables en fait de jactances. Il y a seulement que maintenant que l'impuissance des alliés est mise à nu, ils ont beau ne pas tarir sur les menaces : on se moque d'eux et l'on rit à gorge déployée lorsqu'ils vous débitent pour la centième fois que la série des grands enfantements va immanquablement commencer. Et avec cela, quelle assurance hautaine, quelle confiance illimitée en soi ! Que penser d'un journal comme *le Temps* qui, par exemple, soutenait naguère que la Bulgarie ayant l'air de prendre position contre Eux, contre les Alliés, contre la Quadruplice sacro-sainte, se lance dans des aventures dangereuses ! Comment donc ? Est-ce que toute nation serait tenue de lier son sort à eux, les victorieux vaincus, est-ce que toute nation serait obligée de fermer ses yeux à la banqueroute de leur campagne militaire et diplomatique ? La mégalomanie subsiste toujours ? Elle est donc incurable ? On ne pourrait autrement s'expliquer que les aveugles de Paris osent invoquer des mesures coërcitives contre les peuples indépendants qui ne se rangent pas de leur côté. Ceux qui ont aidé à déchirer la Bulgarie, ont encore le front de lui reprocher de veiller à ses intérêts comme elle l'entend et non comme les fanfarons ententistes le désireraient dans leur égoïsme démesuré. C'est le comble de l'impudence morbide.

Les nations qui font partie de l'Entente se sont fait, pendant de longues années, une réclame mutuelle. Elles se décernaient les unes aux autres des épithètes flatteuses : la « grande nation », la « maîtresse des mers », la « Russie invincible ». Les Franco-Anglais ont remporté le record de l'autolâtrie. L'opinion publique européenne fut, en grande partie au moins, dupe des criailleries de cette société d'assurances basée sur les louanges réciproques. Presque partout on avait une idée exagérée de l'omnipotence des grandes nations qui ont juré notre perte. On trouvait donc, pour ainsi dire, presque naturel qu'elles voulussent nous anéantir d'un froncement

d'yeux jupitérien. Depuis, nous avons appris qu'elles comptaient avant tout sur le colosse russe qui était chargé de vaincre pour elles, mais maintenant ! Maintenant leur arrogance apparaît tout simplement grotesque. En rabâchant les phrases sur la « victoire définitive » et en parlant toujours comme si le salut de tout l'univers dépendait d'eux, les quadruplicistes font l'effet piteux de cabotins qui se démènent comme des possédés. Car la manie de la vantardise est si profondément ancrée dans leur nature qu'à l'heure qu'il est, et sans égard aux résultats de la guerre, ils ne cessent encore d'émettre des oracles sur les merveilles qu'ils vont accomplir. Croient-ils donc que tout le monde est fou, parce que la plupart de leurs manieurs de plume sont mûrs pour la maison de santé ?

Quelle impression doivent produire sur un lecteur impartial des articles où l'on démontre que la Bulgarie étant perdue pour les glorieux alliés, il faut se hâter de prendre Constantinople. Mais ils se hâtent déjà depuis plusieurs mois ! A les entendre, ces fanfarons inguérissables, on croirait que tout se passe d'après leur plan préconçu. On radote à propos du forcement des Dardanelles comme à propos de la victoire finale. Avez-vous lu le discours de lord Kitchener ? Le grand Shakespeare n'a-t-il pas deviné ce personnage en créant son immortel Falstaff ? Et ses pareils pullulent dans l'enceinte de la Quadruplice ; après chaque défaite, ils affirment leur volonté de pousser la guerre jusqu'à une issue victorieuse. C'est bien, mais qu'ils commencent donc à s'acheminer vers le triomphe définitif ! Nous en avons déjà assez de leurs rodomontades ! Qu'ils vainquent, s'ils peuvent ! Des actes et non des paroles !

Le langage des journaux italiens est, en général, stupéfiant. On y retrouve les mêmes fanfaronnades dont les organes parisiens étourdissaient et étourdissent encore leurs lecteurs bénévoles. Des plans de partager le monde entre les lutteurs désintéressés de la cause du droit et de la civilisation ; des menaces contre « les pessimistes », car notez bien que, dans les pays quadruplicistes, ceux qui voient clair sont censés être pessimistes ou plutôt mauvais patriotes ; enfin des phrases tonitruantes sur ce qui « sera » (oh ! futur éternel !) après leur victoire. Tout cela, passe encore. On ne peut en vouloir aux descendants du *Roland furieux* de faire les rodomonts. Mais

leur intolérance à l'égard de ceux qui osent avoir une opinion différente de la leur est vraiment insupportable.

Avant que l'Italie se soit rendue coupable de la plus noire trahison que connaisse l'Histoire universelle, quelques journaux modérés osaient élever la voix contre la furie des agents provocateurs payés par l'Entente. Voici ce qu'écrivait, par exemple, la *Stampa*, l'organe de M. Giolitti : « Notre honneur national ou celui de notre armée n'ont pas été offensés en quoi que ce soit. Rien ne s'est produit pouvant légitimer une action militaire de notre part. Déchirer le traité de la Triple Alliance pour marcher à côté de l'Entente, à laquelle nous rattachent des liens très faibles, c'est jouer sur un numéro à la roulette de Monte Carlo. Tous les anciens présidents du conseil et même trois ministres du cabinet Salandra sont contre la guerre . . . » On aurait pu croire qu'après le fiasco inouï de l'offensive italienne, les organes corrompus par l'or anglais et français rabattraient de leur insolence terrorisante ; eh bien ! non. Ils sont plus impertinents que jamais. Savez-vous ce que disait naguère l'*Idea Nazionale* en parlant d'un certain courant d'opinion défavorable à la guerre ? Qu'il faut condamner à mort M. Giolitti et tous les « neutralistes ». Bien que les journaux modérés dont nous parlions hurlent aujourd'hui avec les loups, la moindre critique qu'ils se permettent sur la situation militaire suffit pour que les hâbleurs italiens les excommuniquent en les accablant d'anathèmes ! Partout des grands mots, partout des phrases ronflantes, partout des gestes de bavards frappés de mégalomanie furieuse.

Et des nations prétendues civilisées supportent cela depuis de longs mois. Les fanfarons y tiennent le haut du pavé et intimident les honnêtes gens qui osent prononcer le mot de « paix ». Nos ennemis qui ont si savamment ourdi les rets de la conjuration criminelle contre les puissances du Centre, non seulement n'ont pu nous vaincre, mais c'est nous qui les avons battus partout. Qu'ils se résignent donc à reconnaître leur infériorité ou bien qu'ils nous anéantissent comme ils le proclament depuis si longtemps ! Mais pas de jactances, pas de hâbleries et pas de menteries insolentes, car ils courent le risque de se rendre ridicules à tout jamais.

R.

# LE TRAITEMENT DES RESSORTISSANTS DES PAYS BELLIGÉRANTS EN HONGRIE

La plupart des ressortissants des Etats avec lesquels la Hongrie se trouve en guerre, ne sont pas internés chez nous, mais seulement soumis à la surveillance de la police. Cette surveillance s'exerce de plusieurs façons : la moins gênante consiste à être tenu simplement en évidence, sans aucune obligation de se présenter à un contrôle temporaire ; la plus assujettissante, au contraire, est celle qui oblige les ressortissants étrangers à se présenter au contrôle, dans les délais fixés, devant les autorités compétentes.

Il faut remarquer que les sujets étrangers placés sous la surveillance de la police continuent de séjourner dans les lieux habités par eux auparavant et qu'ils vaquent à leurs occupations ordinaires à condition qu'un citoyen hongrois se soit porté garant de leur conduite ultérieure.

*

Ont été soumis à l'internement, parmi les sujets des Etats avec lesquels nous sommes en état de guerre, ceux dont la conduite, au point de vue militaire ou de l'intérêt public, a paru offrir des dangers ou qui étaient franchement suspects et dont le séjour dans la proximité des opérations militaires ne pouvait, par conséquent, être toléré.

Les ressortissants étrangers de cette catégorie ont été placés dans un certain nombre de villes et communes spécialement désignées à cet effet. Ceux qui ne disposaient pas de moyens de subsistance, ont été logés dans de vastes bâtiments offrant toutes les conditions hygiéniques et autres désirables, quelquefois ils ont été placés dans des casernes. Les mêmes

personnes reçoivent, comme nourriture, l'équivalent de l'ordinaire du soldat, elles sont, de plus, vêtues ; leur état de santé est surveillé par des médecins et, en cas de maladie, elles sont soignées, soit à domicile, soit dans les hôpitaux.

Pour ce qui concerne spécialement les Italiens, ceux qui sont en âge de porter les armes et les suspects au point de vue politique ou militaire, ont été placés dans le camp militaire qui se trouve à Tápiósüly et qui offre toutes les garanties hygiéniques et autres. Il est à remarquer, toutefois, que, même parmi les sujets italiens en état de porter les armes, un grand nombre de non-suspects ont pu continuer leur séjour dans les communes qu'ils habitaient avant la guerre, pourvu qu'une personne sûre se soit portée garante de leur conduite.

Les internés possédant des moyens d'existence sont admis à choisir librement un logement et à se procurer leur nourriture. Ceux dont la conduite est irréprochable, circulent, sans aucune entrave, dans les lieux d'internement. Les membres d'une même famille n'ont jamais été séparés.

Les internés sans fortune qui ont spontanément demandé à être occupés, ont pu se livrer, contre un salaire approprié, à leurs travaux habituels, afin d'être en état de pourvoir à leurs besoins, au moins en partie. Personne n'a été obligée d'entreprendre un travail qui ne fût pas conforme à ses occupations antérieures.

M. le ministre de l'Intérieur r. hongrois, qui est chargé de la surveillance des lieux d'internement, fait exercer par un employé d'administration spécialement délégué à cet effet, et, de plus par les soins d'un médecin inspecteur, un contrôle constant et sévère sur les habitations et le traitement des internés. Il n'a été constaté, jusqu'ici, aucun cas de maladie infectieuse.

Les lieux d'internement ont déjà reçu à deux reprises différentes, la visite d'un délégué de l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Vienne. L'ambassadeur de l'Espagne à Vienne les a, à son tour, visités personnellement. Tout dernièrement encore, ils ont reçu la visite de trois membres délégués de la présidence de la Société internationale de la Croix-Rouge siégeant à Genève.

Tous ces visiteurs, officiels et autres, ont manifesté leur satisfaction dans les termes les plus élogieux.

Les groupes plus ou moins nombreux de sujets étrangers internés en Hongrie se trouvent disséminés dans 23 comitats où les lieux d'internement sont au nombre total de 161.

Quant à leur nationalité, les internés se divisent de la manière suivante :

*Sont soumis à la surveillance de la police :*

| | |
|---|---|
| Anglais | 539 |
| Belges | 64 |
| Français | 458 |
| Japonais | 6 |
| Monténégrins | 29 |
| Italiens | 4474 |
| Russes | 1845 |
| Serbes | 1451 |

*Sont internés :*

| | |
|---|---|
| Anglais | 19 |
| Belges | 3 |
| Français | 46 |
| Monténégrins | 262 |
| Italiens | 449 |
| Russes | 519 |
| Serbes | 4176 |

*Ont été relâchés et renvoyés dans leurs foyers :*

| | |
|---|---|
| Anglais | 66 |
| Belges | 1 |
| Français | 58 |
| Italiens | 383 |
| Russes | 132 |
| Serbes | 1388 (1) |

(1) On voit que, chez nous, les nationaux des pays belligérants vivent en toute tranquillité et peuvent librement vaquer à leurs affaires. Nous croyons toutefois pouvoir déclarer que si l'on continue, en France et ailleurs, à maltraiter les sujets hongrois, notre gouvernement se verra obligé d'introduire le système d'internement pratiqué par les nations soi-disant civilisées.

# POÈMES ET CHANTS DE GUERRE FRANÇAIS [1]

*Le Soldat.*

«Hier encor, j'aimais les roses,
L'azur, les longs jours d'été,
Et les êtres et les choses
De lumière et de beauté.

«Aux murmures des fontaines,
A l'heure où l'étoile luit,
Se mêlaient des voix lointaines
Qui me parlaient dans la nuit.

«Elles me disaient dans l'ombre
Que la vie est, à vingt ans,
Faite d'aurores sans nombre
Et d'innombrables printemps.

«Que l'amour et la jeunesse
Rendent ses instants divins
Et que le bonheur ne laisse
Que des roses à leurs mains.

«Hier encor, joyeux de vivre,
D'être, de sentir, de voir,
J'étais celui qui s'enivre
Des promesses et de l'espoir.

«Brûlé d'une ardente flamme,
Je rêvais d'un sort altier
Pour qu'un sourire de femme
S'ajoutât à mon laurier . . .

[1] Voir la *Revue de Hongrie* du 1 septembre 1915.

« Aujourd'hui, boueux, sordide,
L'orteil nu sur le caillou,
J'ai l'air, au vent qui me ride,
D'un mendiant ou d'un fou ;

« Vingt balles dans ma capote
Ont fait des trous ; son lambeau
Trop large autour de moi flotte,
Et j'ai maigri dans ma peau ;

« Dans une tranchée, en Flandre,
Depuis vingt jours, je suis là,
Et la consigne est d'attendre
L'obus lourd et son éclat ;

« Auprès de moi, sur la paille,
Un blessé râle. Oh ! ce sang !
Et le seul plaisir qui vaille
Est le Boche qu'on descend ;

« Le jour est dur, la nuit pire,
Mais c'est de même pour eux,
Et je ne pourrais pas dire
Que je ne suis pas heureux,

« Car je sens, dans l'ombre noire,
Si je m'endors, harassé,
La Patrie aux yeux de gloire
Qui baise mon front glacé. »

HENRI DE RÉGNIER,
de l'Académie francaise.

*Le Chant du Retour,*

C'est fini ! Nos soldats vainqueurs tiennent la Prusse . . .
L'un vers l'autre attirés, le Français et le Russe
Firent, pour s'embrasser, la moitié du chemin,
Et, forçant le Bandit, blême, en sa capitale,
Ont broyé sa poigne brutale
Dans l'étau de leur rude main !

Ils rentrent, traversant ce qui fut l'Allemagne . . .
Et, magnanime oubli de leur dure campagne,
Peut-être plaignent-ils l'ennemi sans pitié,
Encore éclaboussé du sang de ses victimes,
Et honteux enfin de ses crimes,
Maintenant qu'il est châtié !

Ils vont . . . Et, rassuré, le vieux Rhin les écoute
Rythmer leur marche alerte à leurs chansons de route,
Et, séduit, se refuse à rester allemand ;
Vers eux volent les cœurs qu'a meurtris le Barbare :
En vain la Force s'en empare,
Nous les gardons en les aimant !

Voici les bois, les champs, les clochers, les villages,
Longtemps en proie au meurtre, aux flammes, aux pillages ;
Voici les pleurs de joie après les pleurs de deuil ;
Et l'on sent — guérison prompte de la souffrance —
La douceur d'être fils de France,
La douceur et l'intime orgueil !

— C'est là . . . Tu t'en souviens, frère ? Tu ris, je chante !
Nous en étions ! L'aubaine était, certe, alléchante ;
Les voilà rôdant comme . . . enfin quoi ? des filous.
Pour ces loups affamés la maison est cossue . . .
Mais le Chef lève sa massue
Et, han ! casse les reins aux loups !

Une étape . . . et, demain, Paris ! On le devine,
Ce soir, à voir au loin sa lumière divine,
Si vive, vaste et haute, et suave aux yeux
— Source dont le flot clair sur le monde ruisselle —
Qu'elle semble, à chaque étincelle,
Projeter une étoile aux cieux !

Par vous, Enfants, vivra la Ville où le génie
Se mêle à l'élégance en heureuse harmonie,
Paris, dont la splendeur jamais ne se voila,
Qui répand sur l'Esprit, l'Art, la Science et l'Ame,
Le beau sourire de la Femme . . .
Vous avez sauvé tout cela !

Merci. — Nos longs vivats ébranlent l'air sonore . . .
Vous, fanfares, tambours, clairons, chantez encore !
Le retour triomphal dans le matin vermeil ;
Et nous croyons mourir, tant l'extase est profonde,
Pour renaître en un nouveau monde
Aux rayons d'un nouveau soleil !

Vision ! A genoux ! . . . Près d'un drapeau qui passe,
Une forme apparaît, flottante, dans l'espace,
Blanche, d'azur vêtue et le front radieux ;
France, c'est toi ! plus grande encor par tes conquêtes,
Et c'est vous, Héros, qui lui faites
Un cortège de jeunes dieux !

Parmi les fleurs, sous les baisers et dans la gloire
Vous passez, et déjà vous entrez dans l'Histoire ;
Et les siècles futurs en épelant vos noms
Évoqueront, plus fiers que des vers d'épopées,
Le cliquetis de vos épées,
Le grondement de vos canons !

Soudain, la Ville en fête entend battre des ailes . . .
C'est votre essaim nombreux, Victoires immortelles !
Qui prend, de Notre-Dame, un fulgurant essor
Et s'envole, chargé d'armes et de trophées
Comme de belliqueuses fées,
Dans le couchant de pourpre et d'or !

12 février 1915.

PIERRE HALARY.

# LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

Tout le monde a pu être témoin du spectacle grandiose qu'offrit la capitale d'Autriche le 4 septembre lorsque, sous la conduite du comte Tisza, les délégués des municipes de la Couronne de St. Étienne se sont assemblés pour exprimer au roi leurs sentiments profonds de dévouement. Cette manifestation solennelle consacra, en même temps, l'unité fraternelle qui existe entre les deux pays de la monarchie, surtout depuis que le complot ourdi contre les puissances centrales a éclaté en une guerre formidable. En présence du danger commun, Hongrois et Autrichiens ont reconnu que le patriotisme leur imposait la nécessité de s'unir le plus étroitement possible pour faire face aux nombreux ennemis qui les entourent. Aussi les liens qui rattachent les deux pays de l'empire des Habsbourg n'ont-ils jamais été aussi solides et aussi forts que dans la crise que traverse actuellement toute l'Europe. La fête de Vienne vient d'en rendre un témoignage éclatant.

C'est pour cela que nous trouvons ridicule l'insistance que mettent certains organes de la presse étrangère à découvrir des motifs de désaccord entre les peuples de la monarchie austro-hongroise. En effet, malgré les démentis les plus formels, les journaux de l'Entente ne se lassent pas de chercher midi à quatorze heures et de relever des indices qui, à leur avis, sont révélateurs d'une Autriche-Hongrie «aux prises avec des difficultés intérieures», etc. Bien qu'il ait déjà paru dans le n° du 2 juillet, un article du *Petit Journal* est significatif à cet égard. Il mérite encore d'être reproduit par ce qu'il a été «pris sur le vif»

par le correspondant dudit quotidien : W. M. qui nous a honoré de sa visite pour rendre un compte exact de ce qu'il a vu à Budapest. C'est la manière la plus adroite de semer les mensonges les plus effrontés sur notre compte. Voici ce que dit, entre autres, «l'envoyé spécial» du journal parisien :

«J'ai retrouvé la capitale hongroise aussi animée, aussi gaie qu'autrefois Pas plus qu'à Vienne on ne s'y croirait en temps de guerre. En surface, c'est toujours la même vie de plaisirs, le même luxe effréné. Les lieux de distraction, les théâtres sont bondés et la foule se presse dans des cafés qui sont d'étincelants palais. Mais il est bon d'ajouter que, derrière cette façade brillante, les masses populaires pleurent de misère et que ces gens aisés même qui dégustent leur tasse ne mangent que deux fois au plus par semaine de la viande dont le prix dépasse huit francs le kilo. Le pain, entièrement fait de farine de maïs, est désagréable et indigeste. On se rendra compte du coût de la vie à Budapest quand je dirai que les œufs y sont vendus cinquante centimes la pièce.

Ce public hautain, vaniteux qui, à aucun moment, n'a l'allure bon enfant, le sourire affable du Viennois, ne consent pas à renoncer à des plaisirs, à un apparat qui, avant tout, sont pour lui des signes de noblesse propres à satisfaire son orgueil démesuré.

C'est que, depuis quelques années, les Hongrois croyaient que l'heure de l'avènement de l'âge d'or avait sonné pour eux. Un développement commercial considérable avait enrichi ce pays auquel son énorme production de blé suffirait à assurer la fortune. On voulut faire de Budapest la ville la plus belle, selon le goût hongrois, — la plus expressive de vanité, selon le sens commun.

En Hongrie plus encore peut-être qu'en Autriche, l'Angleterre est l'objet de l'exécration générale. Pour tout le monde, — et des négociants intelligents, cultivés, me l'ont crié aux oreilles, — c'est elle qui a jeté l'Europe dans la guerre immense ; c'est elle qui, avec son or corrupteur, vient de provoquer la «volte-face» de l'Italie. Les Alliés, me disent des gens qui répètent ce que j'ai lu dans les journaux et qui acceptent tout cela comme parole d'Evangile, se trouvaient aux abois, dans une situation absolument désespérée ; avant

de sombrer dans l'abîme entr'ouvert, ils ont eu recours à une ressource suprême et l'Angleterre s'est chargée d'obtenir de Rome l'intervention de cette Italie à laquelle sa «trahison» va coûter des désastres et la perte de la Vénétie et de la Lombardie. Quant à l'expédition des Dardanelles, elle n'excite à Budapest que du mépris. «C'est un *fiasco* complet, m'a-t-on affirmé. Mieux vaut, par décence, ne pas en parler...» L'insupportable vanité hongroise (1) est tout entière dans le ton sur lequel ces arrêts sans appel sont prononcés.

Dois-je ajouter que le *leitmotiv* que j'avais entendu pour la première fois en quittant la Suisse et que j'avais retrouvé à chacune des étapes de mon voyage m'a suivi à Budapest? Là comme partout ailleurs dans les pays austro-boches, l'innocence de l'Allemagne est de nature à faire pâlir la plus pure des vierges.

Si le refrain sur l'origine et l'issue de la guerre est le même à Budapest qu'à Vienne et à Munich, le couplet change et est des plus intéressants à retenir. Il indique nettement que la situation de l'Autriche est inextricable. Si l'on pouvait envisager, — et on ne le peut pas, — l'hypothèse de sa victoire, on s'apercevrait qu'elle ne sortirait, ruinée, épuisée, meurtrie de la formidable lutte que pour se trouver aux prises avec de nouvelles difficultés au milieu desquelles elle achèverait de succomber. Que penser de l'avenir de cet empire dès lors que sa défaite est inéluctable? Son écroulement n'en sera que hâté.

«Oui, malgré son orgueil national excessif, le Hongrois ne manque pas d'un sens pratique assez profond. Son orgueil, il le satisfait en faisant ressortir sans cesse que l'armée hongroise s'est beaucoup mieux battue que l'armée autrichienne, et que, si elle ne s'était élancée au-devant de l'ennemi avec toute sa science et toute sa vaillance, les Russes seraient entrés à Vienne et à Budapest avant que les Allemands fussent arrivés à la rescousse. Mais le point de vue pratique? Qu'est-ce que la Hongrie peut gagner à cette guerre? Rien, rien, répond le peuple; et si la Roumanie entre en jeu, la Hongrie peut perdre beaucoup. Pourquoi donc s'être embarqué sur cette galère?

(1) C'est un Français qui parle de vanité d'autrui!

Voilà les motifs de la colère qui gronde dans certains milieux contre Tisza. Le traité qui lie la Hongrie à l'Autriche devait expirer en 1917; non seulement il n'aurait pas été renouvelé, mais on l'aurait rompu avant cette date si Tisza n'avait pas été au pouvoir. Comment cet homme brutal a-t-il statisfait son ambition si funeste au pays: en bâillonnant la presse indépendante, en faisant jeter au cachot les hommes politiques qui se refusaient à servir ses desseins,(1) en dépensant 40 à 50 millions puisés on ne sait où pour acheter de coupables concours! Et maintenant qu'il est parvenu à ses fins, ce Tisza qui a prêté l'armée hongroise à l'Autriche chancelante, sans souci du lendemain, continue de régner par la terreur.

J'ai noté fidèlement cet état d'esprit, qui révèle la constante volonté qu'a la Hongrie de séparer ses destinées de celles de l'Autriche. Mais le moment n'est-il pas passé et le même sort fatal n'attend-il pas ces deux mauvais compagnons unis malgré tout dans la plus effroyable mêlée qu'ait enregistrée l'histoire du Monde?»

Que W. M. du *Petit Journal* soit tranquille et songe plutôt à l'avenir de son pays qu'à celui de la Hongrie ou de l'Autriche. Prétendre que le comte Tisza règne par la terreur est une fable ridicule qui ne mérite même pas d'être réfutée.

(1) Évidemment, l'auteur confond notre pays avec celui de ses alliés russes.

DIPLOMATE.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 septembre 1915.

La quinzaine qui vient de s'écouler a été une des plus mouvementées de la guerre générale, si riche en péripéties intéressantes.

Sur le front russe, les troupes allemandes ont poursuivi leur poussée en avant; il est à remarquer que, depuis le changement dans le haut commandement, l'adversaire oppose une résistance plus acharnée qu'auparavant, qu'il passe même, par endroit, à des mouvements contre-offensifs; le résultat est le même: sur tout le front allant de Riga jusqu'à la frontière bessarabienne, les Russes ont été obligés de se replier avec des pertes très considérables. Vilna est tombée le 23 septembre; plus de 21.000 prisonniers ont été faits par les Allemands.

La contre-offensive esquissée par le général Ivanov en Volhynie et en Galicie orientale s'est écroulée. Après avoir obtenu quelques succès locaux près de Tarnopol, par suite desquels nos armées ont perdu un peu de terrain, l'ennemi a dû battre en retraite et nous avons regagné toutes nos positions antérieures. Les opérations des Russes qu'on pourrait qualifier de démonstratives (il s'agissait de prouver aux peuples balkaniques que l'ours moscovite n'a pas encore rendu le dernier soupir) a eu pour unique effet de leur imposer de lourds sacrifices.

Sur le front italien, la situation est inchangée. Ce fut le 24 que quatre mois se sont écoulés depuis notre guerre avec l'Italie; on peut constater que l'ennemi n'a fait aucun progrès pendant ce temps; nous gardons toutes les posi-

tions que nous occupions le jour de l'ouverture des hostilités; en maint lieu nous avons même transporté le combat en terre italienne.

Aux Dardanelles, les alliés ont continué leurs attaques stériles; les journaux ententistes avaient eu beau annoncer que le coup décisif pour forcer les Détroits allait enfin être frappé, il n'en fut rien; tous les essais d'avancer des Franco-Anglais se heurtent à la résistance invincible de la défense turque.

Sur le front franco-anglais-allemand, la grande offensive, si souvent tambourinée par les alliés, fut enfin entamée le 25 septembre. Après avoir fait gronder le canon pendant soixante-dix heures (imitation de Gorlice), les Franco-Anglais ont livré assaut aux positions allemandes, déclarées imprenables par les critiques militaires de l'ennemi même. Les combats ont surtout été violents dans la région de Lille et d'Ypres; des deux côtés, le sang a coulé en abondance, mais les pertes des alliés surpassent de beaucoup celles des Allemands qui ont, en outre, fait plus de 6000 prisonniers. Le résultat de l'offensive est nul, car la conquête de quelques tranchées allemandes ne change rien à la situation générale. Jusqu'à présent les Franco-Anglais ne sont pas parvenus à percer, ni même à ébranler le front solide comme un roc de l'adversaire.

Nous sommes portés à croire que cette offensive a aussi un peu un caractère démonstratif. Les événementes qui sont survenus dans les Balkans, semblent avoir eu leur part d'influence sur la décision de l'état-major franco-anglais; les alliés subordonnent souvent leurs opérations militaires à des buts politiques. Comme la Bulgarie a mobilisé en vue de la sauvegarde de ses intérêts nationaux, et que ni la Grèce, ni la Roumanie ne semblent montrer aucune envie de lier leur sort à la cause perdue de la Quadruplice, on a décidé à Paris, à Londres ou à Calais d'agir sur les esprits par une action énergique. Ceux qui seraient inquiets du danger qu'une défaite de la coalition sacrée des alliés ferait courir à l'humanité, peuvent être

tranquilles : *La Roumanie* de Bucarest nous assure que l'échec qu'a subi l'Entente en Bulgarie et, en général, dans les Balkans, n'aura pas de répercussion notable sur la situation générale. «Il se peut que le démon ait le dessus, et qu'on soit forcé de dire adieu au rêve de l'union des Balkaniques dans l'amour de l'indépendance et de la liberté.

Certes, la grande cause, celle de l'indépendance de l'Europe, ne serait pas perdue pour cela. Son triomphe coûterait plus cher. Voilà tout.

Au point de vue réellement supérieur de la marche de l'humanité, le problème des Balkans est, en effet, une question secondaire. La cause de la liberté humaine, représentée par la Quadruple Entente, triomphera, avec, sans ou contre les Puissances balkaniques, qui se figurent être le nombril du monde.»

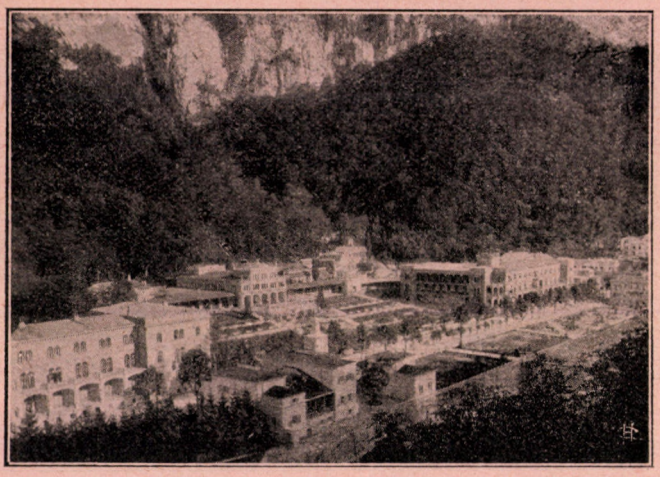
Tous les ententistes atteints de psychose, tiennent le même langage. Ces pauvres malades qui se croient seuls représenter «le droit», «la civilisation» ou tout simplement «l'humanité», sont même capables de violer la neutralité de la Grèce pour venir en aide à leur allié serbe. Cela nous ne surprendrait pas, car nous avons l'honneur de connaître les lutteurs à qui incombe de veiller sur le sort de l'humanité. L'attitude «peu rassurante» de la Bulgarie, l'offensive austro-hongroise et allemande qui vient d'être entamée sur le front serbe, peuvent très facilement les décider à débarquer des troupes à Salonique. Oui, les défenseurs de la neutralité belge et de l'indépendance des petits États sont capables — si les intérêts supérieurs de l'humanité l'exigent — de fouler aux pieds et la liberté et la neutralité des Hellènes... D'ailleurs, nous verrons.

Le troisième emprunt de guerre de l'Allemagne vient de donner 12 milliards et 30 millions de marks. Nouvelle preuve de l'épuisement financier de l'empire germanique.

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.



# BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison: commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9.40 | 2.40 | 11.30[1] | Dép. ... ... ... ... | Budapest-Ouest | Arr. | 12.50 | 1.30 | 6.35 |
| 6.53 | 12.34 | 8.29 | Arr. ... ... ... ... | **Herkulesfürdő** | Dép. | 3.45[1] | 3.24 | 8.55 |
| 10.15 | — | — | Dép. ... ... ... ... | Budapest-Ouest[2] | Arr. | 7.15 | — | — |
| 9.25 | — | — | Arr. ... ... ... ... | Báziás | Dép. | 4.15 | — | — |
| 10.— | — | — | Dép. ... ... ... ... | Báziás **Bateau** | Arr. | 2.10 | — | — |
| 3.40 | — | — | Arr. ... ... ... ... | Orsova **Bateau** | Dép. | 6.— | — | — |
| 3.15 | 6.05 | 8.16 | Dép. ... ... ... ... | Orsova | Arr. | 1.00 | 1.42 | — |
| 3.45 | 6.44 | 8.55 | Arr. ... ... ... ... | Herkulesfürdő | Dép. | 12.34 | 1.45 | — |

[1] Express.
[2] Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.



# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse,** tennis. **Sports d'hiver.** Saison d'été: du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver: du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10.45 | Dép. | Budapest-Est | Arr. | 6.50 |
| 4.04 | Arr. | Kassa (Ránkfüred) | Dép. | 1.10 |
| 4.10 | Dép. | Kassa | Arr. | 1.00 |
| 6.30 | Arr. | Poprádfelka | Dép. | 10.33 |
| 6.47 | Dép. | Poprádfelka | Arr. | 9.27 |
| 7.35 | Arr. | Tátralomnicz | Dép. | 8.45 |

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.



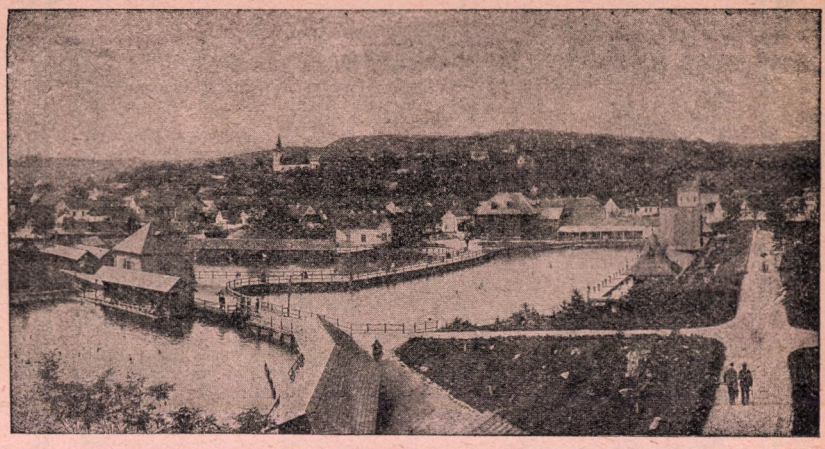
# FENYŐHÁZA

**Bain thermal et villégiature de l'État,** dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'Etat, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. **Saison :** du 15 mai à fin octobre. **Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.** Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser :

**Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)**

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.05 | 5.55 | Dép. Budapest-Est | Arr. | 7.10 | 9.50 | 9.15 |
| 1.47 | 4.25 | Arr. Ruttka | Dép. | 8.30 | 11.24 | 2.43 |
| 2.30 | 4.42 | Dép. Ruttka | Arr. | 7.50 | 7.57 | 2.28 |
| 3.04 | 5.27 | Arr. Fenyőháza | Dép. | 7.01 | 7.14 | 1.56 |



# VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagyszeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.20 | 2.00 | 12.20 | Dép. ... ... ... ... ... | Budapest | Arr. | 7.40 | 6.40 |
| 6.20 | 12.59 | 9.44 | Arr. ... ... ... ... ... | Kiskapus | Dép. | 6.56 | 1.00 |
| 7.10 | 2.28 | 11.20 | Dép. ... ... ... ... ... | Kiskapus | Arr. | 6.15 | 12.33 |
| 8.42 | 3.34 | 12.33 | Arr. ... ... ... ... ... | Vizakna | Dép. | 5.14 | 11.37 |

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET Cº.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

**TRANSYLVANIA SEC.**

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

**BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.**

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du benéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest..... *a.* | 200 | — | | |
| 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) *d.* | 925 | — | | |
| 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 830 | — | | |
| 205 | 700 | *d.* **Budapest** Est. ..... *a.* | 140 | 1145 | | |
| 640 | 1140 | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | 910 | 720 | | |
| 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 830 | 550 | | |
| 750 | 1235 | *d.* **Vienne** Westb. ..... *a.* | 720 | 550 | | |
| 710 | 1145 | *a.* Innsbruck ..... *d.* | 710 | 610 | | |
| 1139 | 410 | *a.* **Buchs** ..... *d.* | 233 | 204 | | |
| 1200 | 440 | *d.* **Buchs** ..... *a.* | 203 | 142 | | |
| 209 | 656 | *a.* **Zurich** ..... *d.* | 1152 | 1140 | | |
| 248 | 825 | *d.* **Zurich** ..... *a* | 1033 | 1125 | | |
| — | — | *d.* Bâle ..... *a.* | 607 | — | | |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* **Budapest** Est. ..... *d.* | | | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | | | 850 | 720 |
| 725 | 1235 | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | | | 895 | 550 |
| 650 | 200 | — *d.* **Budapest** Ouest. ... *a.* | | | 1105 | 200 — |
| 1104 | 620 | — *a.* Vienne (Marchegg) *d.* | | | 651 | 925 — |
| 1135 | 725 | — *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | | | 619 | 825 — |
| 1200 | 840 | 100 *d.* **Vienne** Westb. ..... *a.* | | | 600 | 610 600 |
| 525 | 250 | 658 *a.* **Salzbourg** ..... *d.* | | | 1251 | 938 1251 |
| 532 | 325 | 720 *d.* **Salzbourg** ..... *a.* | | | 1245 | 855 1228 |
| 745 | 630 | 1000 *a.* **Munich** ..... *d.* | | | 1028 | 510 936 |
| 755 | 700 | 1025 *d.* **Munich** ..... *a.* | | | 1018 | 509 840 |
| 225 | 208 | 534 *a.* Strasbourg ..... *d.* | | | 344 | 935 145 |
| 231 | 218 | 552 *d.* Strasbourg ..... *a.* | | | 336 | 824 130 |

## Budapest—Fiume

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* **Budapest**..... *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* Zágráb ..... *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* **Fiume** ..... *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* Fiume Quai ..... | — | — |
| 745 | 815 | *d.* **Fiume** ..... *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* **Budapest** Est..... *a.* | 700 | 905 | |
| 150 | 228 | *d.* Zágráb ..... *d.* | 1212 | 209 | |
| 708 | 730 | *a.* **Fiume** ..... *d.* | 615 | 810 | |
| 745 | 815 | *d.* **Fiume** ..... *a.* | 500 | 615 | |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* **Budapest** Ouest ... *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* Zimony ..... *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* Tzaribrod ..... *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* **Sofia**..... *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* **Sofia**..... *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* Sarembey..... *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* Adrianople ..... | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* **Constantinople** ..... | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* **Budapest** Ouest ... *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* Verciorova ..... *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* Verciorova ..... *a.* | — | 810 |
| — | 139 | *d.* Crajova..... *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* Pitesti ..... | — | — |
| — | 634 | *a.* **Bucarest**..... *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* **Bucarest**..... *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* Constanza ..... *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* Constanza port ..... | — | — |
| — | 1130 | *d.* **Constanza** ..... *a.* | — | 500 |
| — | * 1200 | *a.* **Constantinople**..... *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* **Budapest** Ouest..... *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* Vienne Ostb. (Marchegg) *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* Vienne Westbahn... *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* Vienne Westbahn... *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* **Vienne** Westbahn... *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* Passau ..... *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* Passau ..... *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* Nurnberg..... *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* **Francfort** ..... *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* **Cologne** ..... *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* **Cologne** ..... *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 915 | 1025 | *a.* **Bruxelles**..... *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* **Bruxelles**..... *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* Ostende Quai ..... *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 220 | | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | *d.* Ruttka ..... | 620 | 240 | — |
| | 958 | | *a.* **Zsolna** ..... *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* **Budapest** Ouest *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* Galánta ..... | 712 | 354 | — |
| 602 | 1229 | — | *a.* **Zsolna** ..... *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* **Zsolna** ..... *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* **Oderberg**..... *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* **Budapest** Ouest. *a.* | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | Gänserndorf..... | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | *a.* **Oderberg** ..... *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* **Oderberg** ..... *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* Granica ..... *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* Granica ..... *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* **Varsovie** ..... | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

*N° 28 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 15 OCTOBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — RÉPONSE A M. LUIGI LUZZATTI, par **M. le comte Jules Andrássy**, ancien Ministre, Député ... 1

II. — CONSIDÉRATIONS SUR LE MILITARISME, LA GUERRE ET LA PAIX, par **M. Anatole France**, de l'Académie française ..... 9

III. — LE CRÉPUSCULE DES IDOLES, par **R.** ..... 21

IV. — LES HORREURS DE LA RETRAITE RUSSE, par **M. Pierre Achevsky** ..... 25

V. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 28

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.
LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.
SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR.
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE
PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

---

PRIX D'ABONNEMENT:

| | | |
|---|---|---|
| HONGRIE ET AUTRICHE | un an | 25 cour. |
| ALLEMAGNE | un an | 25 marcs. |
| AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE | un an | 30 francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# RÉPONSE A M. LUIGI LUZZATTI

M. Luzzatti, ancien premier-ministre d'Italie, s'occupe dans le *Messagero* d'un de mes articles paru dans la *Revue de Hongrie*. Son nom et l'objectivité apparente de l'article me font un devoir d'y répondre en quelques mots.

Il dit que j'espère de la victoire de l'Allemagne la fin de la tyrannie maritime de l'Angleterre, oubliant que l'hégémonie anglaise est supportable, tandis que celle de l'Allemagne serait intolérable. A l'entendre, l'Angleterre s'est agrandie sans le vouloir, sans avoir visé à faire des conquêtes, et elle ne maintient la supériorité de sa flotte que dans un but de défense. A l'entendre, l'Angleterre n'a jamais abusé de sa force et c'est grâce à un talent d'organisation et un sens politique qui rappellent l'ancienne Rome qu'elle est parvenue à fonder un empire mondial sur le principe de l'autonomie administrative; et, tandis qu'il fait un si bel éloge de l'Angleterre, M. Luzzatti affirme que l'Allemagne aspire à l'hégémonie universelle et qu'il ne lui suffit même pas d'être la première sur terre et sur mer, mais — dit ironiquement l'ex-premier italien — qu'elle veut aussi l'être dans les cieux. L'empire allemand n'affranchira jamais les océans; il vise simplement à supplanter la Grande-Bretagne.

A mon avis, c'est une conception erronée. Il est certain que l'Angleterre a fait des choses admirables et, en pleine guerre, je ne nie pas le génie politique dont elle a fait preuve par la fondation de son empire mondial, non plus que les services rendus à l'humanité par la race anglo-saxonne. Il est aussi vrai que l'œuvre accomplie par elle sur le terrain de l'autonomie et de la liberté politiques n'a pas

sa pareille; mais tout cela ne saurait prévaloir contre le fait brutal que la Grande-Bretagne est, par essence, un État conquérant et qu'elle exerce sur les mers une domination plus absolue que nul autre pays n'en exerça jamais sur les continents et sur les mers; mais c'est ne pas connaître l'histoire d'Angleterre que d'affirmer, comme le fait l'homme d'État italien, qu'elle n'a jamais aspiré à la domination absolue sur les mers et à fonder une puissance mondiale. Comme la plupart des historiens anglais le reconnaissent eux-mêmes, la politique étrangère de l'Angleterre a toujours travaillé d'une manière consciente, conséquente, à la création de cet empire universel. De Cromwell à Edouard VII, en passant par Chatham, Pitt, Palmerston et Beaconsfield, l'Angleterre a toujours poursuivi une politique impérialiste visant, comme lord Rosebery le disait naguère, à imprimer sur le monde entier le cachet de l'Angleterre et à lui donner la domination exclusive non seulement des océans, mais des pays d'outre-mer. La suprématie maritime de l'Angleterre n'est pas le fait du hasard et de l'évolution naturelle des forces, comme le prétend M. Luzzatti, mais elle vient de ce que la jalousie anglaise a détruit successivement la puissance navale de l'Espagne, de la Hollande et de la France, toutes les flottes des pays d'Europe qui auraient pu rivaliser avec la sienne. Malgré les risques énormes que cette adhésion lui fait courir, l'Angleterre s'est jointe à la coalition formée contre l'Allemagne, parce qu'elle craint que cette dernière ne devienne assez forte pour faire tête à sa flotte en s'alliant avec d'autres puissances. La suprématie maritime de l'Angleterre résulte si peu du jeu naturel des forces qu'il est passé en dogme que la flotte anglaise doit être supérieure aux deux plus grandes flottes des autres États.

M. Luzzatti me demande quels crimes on reproche à l'Angleterre de commettre sur mer: qu'il veuille bien lire l'histoire de la législation maritime relative aux droits des neutres et il verra qu'il n'y est partout question que de leur défense contre les abus de la force de l'Angleterre. Tous les droits des neutres en mer ont dû été conquis de haute lutte contre la Grande-Bretagne, mais ils resteront toujours inefficaces à cause de sa prépondérance.

Ce sont précisément les hommes politiques italiens qui doivent le mieux savoir de quel poids la puissance navale de l'Angleterre pèse sur les petits États. On lit dans les rapports de nos diplomates que les ministres italiens ont déclaré que, sous la pression de l'Angleterre, ils ne pouvaient prendre position en notre faveur, ni même observer une neutralité bienveillante à notre égard, reconnaissant ainsi que c'est l'Angleterre qui imprime à l'Italie la direction de sa politique étrangère.

Quelle puissance a une influence aussi décisive sur une autre grande puissance complètement indépendante d'elle en apparence? Quel État est à même d'annihiler pareillement la liberté d'action d'un autre État, de le dominer ainsi, sans un traité d'alliance avec lui, sans droit écrit, rien que par la contrainte?

Nous autres Hongrois, nous n'avons pas eu à souffrir de cette suprématie, puisque nous n'avons pas de colonies ni de littoral de quelque importance; nous n'aurions donc aucune raison de faire la guerre à l'Angleterre pour laquelle nous avons eu toujours le plus grand respect, si elle n'avait pas attaqué notre alliée. Mais sans être frappé du *furor teutonicus,* comme M. Luzzatti me le reproche, tout homme vraiment impartial reconnaîtra qu'il est dans l'intérêt de la liberté générale que l'Allemagne sorte victorieuse de cette lutte et non le contraire, et que l'Allemagne ne se propose point de faire des conquêtes et d'établir sa domination universelle en fixant comme un des buts de la guerre actuelle une limitation de la prépondérance maritime de l'Angleterre.

Et l'image que M. Luzzatti trace de l'Allemagne est tout aussi partiale que celle qu'il fait de l'Angleterre. Où la voit-il cette ambition insatiable de l'Allemagne? L'histoire des quarante dernières années prouve le contraire de ce qu'il avance. Qu'il compare seulement le sort de l'Europe sous l'hégémonie allemande avec celui qu'elle eut au temps des Louis et des Napoléon; qu'il compare la politique sensée de Bismarck avec la politique de gloriole de Napoléon III; qu'il établisse un parallèle entre les agrandissements et les luttes de l'empire d'Allemagne depuis le traité de Francfort et les agrandissements et les guerres de l'Angleterre, de la

Russie et de la France pendant le même laps de temps, ou avec les luttes que la Prusse a soutenues pour l'unification de l'Allemagne. S'il y réfléchit bien, s'il ne se laisse pas aveugler par la passion, s'il sait être objectif, l'homme d'esprit qu'est M. Luzzatti finira par reconnaître que son accusation était injuste, que l'Allemagne est la plus modérée des puissances qui aient jamais exercé l'hégémonie en Europe, qu'elle n'a travaillé avec le fer et le sang que tant qu'elle n'avait pas encore réalisé la grande œuvre de sa renaissance nationale et qu'elle est devenue depuis lors un facteur de paix. La situation géographique de l'Allemagne est aussi une garantie de ses intentions pacifiques. Elle commettrait un suicide en aspirant à fonder un empire mondial; elle a trop de voisins jaloux, méfiants et qui se sentiraient menacés dans leur existence si elle se montrait agressive; ses frontières terrestres ont trop d'étendue.

M. Luzzatti ne saurait fournir aucune preuve à l'appui de l'affirmation que l'Allemagne aspire à supplanter l'Angleterre sur les mers. Il dit bien que si l'Allemagne a construit une flotte aussi puissante, c'est qu'elle voulait surpasser la flotte anglaise. Mais ceci est en opposition avec les faits. L'Allemagne n'ignorait pas que l'Angleterre construira toujours plus de navires qu'elle; elle ne pouvait donc songer à l'emporter numériquement sur la flotte anglaise et ne voulait que l'approcher. Elle voulait seulement être à même de défendre, avec l'aide éventuelle d'autres puissances, ses colonies d'outre-mer, et que celles-ci ne fussent pas livrées sans défense à l'arbitraire de l'Angleterre; elle voulait seulement être à même de protéger contre les autres puissances maritimes son commerce d'année en année plus considérable; elle voulait seulement que personne, sans en excepter l'Angleterre, ne pût sans danger attaquer ses côtes et provoquer sa flotte. A l'appui de sa thèse, M. Luzzatti cite un auteur allemand, mais il tombe vraiment bien mal. Il est possible qu'il existe des penseurs allemands qui croient que l'Allemagne a pour mission de supplanter l'Angleterre sur les mers, mais, moi, je n'en connais point. Irmer, que cite M. Luzzatti, n'est sûrement pas un de ces hommes-là, car il dit seulement — du moins dans le passage cité par M. Luzzatti — qu'il faut briser les fers que l'Angleterre a

mis à l'Europe, qu'il faut faire une guerre d'émancipation et que le peuple allemand veut communiquer par les mers avec les pays lointains. Voilà tout ce qu'il dit. Or, ceci n'est point la domination universelle, une ambition immodérée et ne fait pas obstacle aux aspirations d'autres peuples.

Il est d'ailleurs singulier que l'ancien président du Conseil d'Italie redoute tant la suprématie maritime de Allemagne. Pour dissiper cette crainte, il suffirait de considérer que ce pays qui a peu de côtes, mais une longue étendue de frontières terrestres, qui doit disposer d'une armée nombreuse et toujours prête à la guerre, ne saurait déployer sur les mers la même puissance que l'Angleterre, qui n'est pas obligée d'entretenir des armées de millions d'hommes, qui domine la plupart des détroits, qui s'est emparée depuis longtemps des meilleures bases navales du monde, qui s'efforcera naturellement toujours de conserver, en y dépensant son dernier shilling, sa situation de première puissance navale, laquelle est en même temps sa meilleure sauvegarde. Non, l'hégémonie maritime exclusive de l'Allemagne est un rêve irréalisable, au moins de longtemps. La question n'est pas de savoir qui, de l'Angleterre ou de l'Allemagne, aura la maîtrise des mers, mais de savoir si l'Angleterre y dominera à l'exclusion des autres États, ou s'il s'y établira un certain équilibre.

A la fin de son article M. Luzzatti me pose une question et me demande comment il se fait que : «la noble nation magyare qui, durant des siècles, a tant souffert pour reconquérir sa liberté et son indépendance, se retourne aujourd'hui contre le noble idéal au nom duquel ses ancêtres ont lutté autrefois aux côtés de Garibaldi pour la rédemption de l'Italie». Je répondrai simplement que la situation ayant changé, nore façon d'agir devait aussi changer, et que le noble idéal auquel l'homme d'État italien fait allusion n'est plus aujourd'hui que soif de conquête et a perdu tout son prestige.

Notre situation a changé du tout au tout. Aux temps du réveil politique de l'Italie la constitution hongroise était supprimée. Illégalement, d'un trait de plume, on avait aboli nos lois, mis fin à l'indépendance presque millénaire de notre pays. Tout Hongrois avait moralement le droit de

prendre parti contre les ennemis d'un gouvernement illégal afin de faire cesser cet état de choses. Aujourd'hui il n'en est plus de même. Nous avons un roi couronné, tenu d'observer les lois du pays et s'y soumettant; aujourd'hui le citoyen qui ne regarderait pas les ennemis de la monarchie comme les siens, ne ferait plus acte d'opposition à un pouvoir illégal, mais à la volonté de la nation hongroise, à sa constitution respectée. Il s'agissait alors pour la dynastie de maintenir sur des pays étrangers une domination contre nature qu'elle n'aurait pu d'ailleurs conserver longtemps; aujourd'hui, il s'agit de sauvegarder l'unité territoriale de la Hongrie, de ne pas la laisser détruire par le moscovitisme et le jougo-slavisme et de conserver à l'Autriche les territoires indispensables au trafic maritime de la monarchie. Ce qui pouvait être alors un acte de patriotisme serait aujourd'hui inimaginable. L'étranger a pu être induit en erreur par l'acharnement de nos querelles politiques, il a pu croire que les dissensions intestines diminueront la force de résistance du pays. Il se trompait. J'en suis un exemple. Peu d'hommes ont fait au régime actuel une opposition plus vive que moi; peu d'hommes ont condamné plus sévèrement que moi notre politique intérieure; peu d'hommes ont attaqué le gouvernement actuel avec plus de violence que moi. et néanmoins personne n'approuve plus que moi la guerre que soutiennent aujourd'hui la dynastie et la nation hongroise. C'est le devoir, l'intérêt vital du pays qui nous dictent notre conduite à tous et font que la nation magyare, si souvent divisée contre elle-même, se retrouve unie pour la défense de son existence.

Mais la cause au service de laquelle s'est mise l'Italie d'aujourd'hui est tout autre que celle pour laquelle luttait la légion de Garibaldi. Alors il fallait faire renaître l'Italie à la vie politique; alors il s'agissait de faire à l'Italie morcelée un présent digne de son grand et glorieux passé; tous les amis de la liberté voyaient d'un œil de sympathie sa lutte pour l'indépendance. La maison de Savoie faisait cause commune avec la nation; malgré les défaites de 1848, elle resta fidèle au drapeau national et ne commit pas une félonie en attaquant l'Autriche en 1859. C'est à cette cause que Garibaldi consacra sa vie. Aujourd'hui l'Italie veut assu-

jettir un peuple étranger, peuple qui défend de toutes ses forces sa liberté contre la tyrannie italienne. Aujourd'hui l'Italie veut régner sur des Allemands et des Slaves et se met ainsi en opposition avec le principe des nationalités qu'elle proclame si haut. Aujourd'hui il ne s'agit pas pour l'Italie de se créer une existence nationale indépendante, mais de réaliser à nos dépens cette unité nationale complète que ne possèdent ni l'Allemagne, ni la France, ni l'Angleterre, ni la Serbie, ni la Roumanie, ni la Bulgarie, ni la Grèce, et qui n'est justifiée d'ailleurs que lorsqu'elle n'est pas en opposition avec la géographie, avec des intérêts économiques et des traditions historiques, et à laquelle l'Italie elle-même a renoncé en faveur de la France et de l'Angleterre. Dans sa situation actuelle, l'Italie a montré ce dont le peuple italien est capable dans le domaine de la culture générale et de la politique, et qu'il a tout ce qu'il faut pour vivre sa propre vie.

Et cependant l'Italie unifiée n'a pas été conséquente en politique comme le Piémont autrefois et comme l'est aujourd'hui la Bulgarie dans la question de Macédoine; bien au contraire, elle a fait alliance avec l'Autriche-Hongrie, elle a serré la main à ceux qui, à l'entendre aujourd'hui, sont des usurpateurs et compromettent son existence comme nation. Le peuple hongrois nourrissait d'ardentes sympathies pour l'Italie en raison de son grand passé historique, de la beauté du pays et des traditions qui, dans le passé, ont plus d'une fois rapproché les deux peuples, mais ces sympathies ne pouvaient aller qu'à la nation italienne *notre alliée*. Cette amitié, ces sympathies l'ont fait consentir à des sacrifices et même, au besoin, à des cessions de territoire en faveur de l'allié, mais elles n'ont pu le décider à ne pas prendre les armes contre les vaniteuses ambitions d'un peuple déloyal et hostile, et à voir une guerre de libération dans ses projets de conquête. Non; le monde voit clairement que l'Italie n'est guidée par aucun de ces sentiments généreux, aucun de ces grands intérêts nationaux sur lesquels il n'y a point de transaction possible, dont dépendent l'honneur et l'avenir d'une nation, qui ne pèsent pas les chances de succès, mais risquent tout, qui peuvent nous être hostiles, dangereux, mais sont toujours compréhensible

et respectables; mais qu'elle est poussée par des ambitions qui auraient pu être refrénées et qui n'interdisaient pas de poursuivre une politique opposée. Voilà pourquoi le cri de guerre de l'Italie n'a pas trouvé d'écho dans les cœurs magyars ni dans ceux qui comprennent l'amour de la liberté chez d'autres.

Puisque l'ancien premier-ministre d'Italie m'a posé une question, qu'il me soit permis à mon tour de lui en poser aussi une. Comment est-il qu'il ait fait pendant plusieurs dizaines d'années une politique active en s'appuyant sur l'Allemagne; que, chef du gouvernement, il ait renouvelé le traité d'alliance avec elle, s'il juge le péril allemand si grand et s'il pense réellement de l'ambition insatiable de l'Allemagne ce qu'il en dit dans son article?

COMTE JULES ANDRÁSSY.

# CONSIDÉRATIONS SUR LE MILITARISME, LA GUERRE ET LA PAIX[1]

Ainsi M. Bergeret, sous l'énorme cylindre de plâtre, composait sa tristesse et ses ennuis en songeant que sa vie était étroite, recluse et sans joie, que sa femme avait l'âme vulgaire et n'était plus belle, que ses filles ne l'aimaient pas et que les combats d'Enée et de Turnus étaient insipides. Il fut distrait de ces pensées par la venue de M. Roux, son élève, qui, faisant son année de service militaire, se présenta au maître en pantalon rouge et capote bleue.

— Hé ! dit M. Bergeret, voici qu'ils ont travesti mon meilleur latiniste en héros !

Et comme M. Roux se défendait d'être un héros :

— Je m'entends, dit le maître de conférences. J'appelle proprement héros un porteur de briquet. Si vous aviez un bonnet à poil, je vous nommerais grand héros. C'est bien le moins qu'on flatte un peu les gens qu'on envoie se faire tuer. On ne saurait les charger à meilleur marché de la commission. Mais puissiez-vous, mon ami, n'être jamais immortalisé par un acte héroïque, et ne devoir qu'à vos connaissances en métrique latine les louanges des hommes ! C'est l'amour de mon pays qui seul m'inspire ce vœu sincère. Je me suis persuadé,

[1] Ces réflexions classiques sont tirées du premier chapitre du *Mannequin d'Osier*. Le dialogue entre M. Bergeret et M. Roux, mais surtout celui entre M. Bergeret et le commandeur Albertini, ne manque pas d'une actualité piquante. M. Anatole France y semble glorifier non pas la victoire, mais — la défaite ; le contraste entre la sage ironie de ses réflexions d'antan et la haine intransigeante qui s'exhale de ses écrits soi-disant patriotiques qu'il a publiés à propos de la guerre actuelle est très frappant et très instructif.

par l'étude de l'histoire, qu'il n'y avait guère d'héroïsme que chez les vaincus et dans les déroutes. Les Romains, peuple moins prompt à la guerre qu'on ne pense et qui fut souvent battu, n'eurent des Decius qu'aux plus fâcheux moments. A Marathon, l'héroïsme de Cynégire est situé précisément au point faible pour les Athéniens qui, s'ils arrêtèrent l'armée barbare, ne purent l'empêcher de s'embarquer avec toute la cavalerie persane qui venait de se rafraîchir dans la plaine. Il ne paraît pas d'ailleurs que les Perses aient fait grand effort dans cette bataille.

M. Roux posa son briquet dans un coin du cabinet et s'assit sur la chaise que lui offrit son maître.

— Il y a, dit-il, quatre mois que je n'ai entendu une parole intelligente. Moi-même j'ai concentré depuis quatre mois toutes les facultés de mon esprit à me concilier mon caporal et mon sergent-major par des largesses mesurées. C'est la seule partie de l'art militaire que je sois parvenu à posséder parfaitement. C'est aussi la plus importante. Cependant j'ai perdu toute aptitude à comprendre les idées générales et les pensées subtiles. Et vous me dites, mon cher maître, que les Grecs ont été vaincus à Marathon et que les Romains n'étaient pas belliqueux. Ma tête se perd.

M. Bergeret répondit tranquillement :

— J'ai dit seulement que les forces barbares n'avaient pas été entamées par Miltiade. Quant aux Romains, ils n'étaient pas essentiellement militaires, puisqu'ils firent des conquêtes profitables et durables, au rebours des vrais militaires qui prennent tout et ne gardent rien, comme, par exemple, les Français.

«Ceci encore est à noter que, dans la Rome des rois, les étrangers n'étaient pas admis à servir comme soldats. Mais les citoyens, au temps du bon roi Servius Tullius, peu jaloux de garder seuls l'honneur des fatigues et des périls, y convièrent les étrangers domiciliés dans la ville. Il y a des héros ; il n'y a pas de peuples de héros ; il n'y a pas d'armées de héros. Les soldats n'ont jamais marché que sous peine de mort. Le service militaire fut odieux même à ces pâtres du Latium qui acquirent à Rome l'empire du monde et la gloire d'être déesse. Porter le fourniment leur fut si dur que le nom de ce fourniment, *ærumna*, exprima ensuite chez eux l'accablement,

la fatigue du corps et de l'esprit, la misère, le malheur, les désastres. Bien menés, ils firent, non point des héros, mais de bons soldats et de bons terrassiers ; peu à peu ils conquirent le monde et le couvrirent de routes et de chaussées. Les Romains ne cherchèrent jamais la gloire : ils n'avaient pas d'imagination. Ils ne firent que des guerres d'intérêt, absolument nécessaires. Leur triomphe fut celui de la patience et du bon sens.

« Les hommes se déterminent par leur sentiment le plus fort. Chez les soldats, comme dans toutes les foules, le sentiment le plus fort est la peur. Ils vont à l'ennemi comme au moindre danger. Les troupes en ligne sont mises, de part et d'autre, dans l'impossibilité de fuir. C'est tout l'art des batailles. Les armées de la République furent victorieuses parce qu'on y maintenait avec une extrême rigueur les mœurs de l'ancien régime, qui étaient relâchées dans les camps des alliés. Nos généraux de l'an II étaient des sergents la Ramée qui faisaient fusiller une demi-douzaine de conscrits par jours pour donner du cœur aux autres, comme dit Voltaire, et les animer du grand souffle patriotique.

— C'est bien possible, dit M. Roux. Mais il y a autre chose. C'est la joie innée de tirer des coups de fusil. Vous savez, mon cher maître, que je ne suis pas un animal destructeur. Je n'ai pas de goût pour le militarisme. J'ai même des idées humanitaires très avancées et je crois que la fraternité des peuples sera l'œuvre du socialisme triomphant. Enfin j'ai l'amour de l'humanité. Mais, dès qu'on me fiche un fusil dans la main, j'ai envie de tirer sur tout le monde. C'est dans le sang . . .

. . . . . .

— Vous êtes un peu bruni, monsieur Roux, dit madame Bergeret, et il me semble, un peu maigri. Mais cela ne vous va pas mal.

— Les premiers mois sont fatigants, répondit M. Roux. Évidemment, l'exercice à six heures du matin, dans la cour du quartier, par huit degrés de froid, est pénible, et l'on ne surmonte pas tout de suite les dégoûts de la chambrée. Mais la fatigue est un grand remède et l'abêtissement une précieuse ressource. On vit dans une stupeur qui fait l'effet d'une couche d'ouate. Comme on ne dort, la nuit, que d'un sommeil à tout moment interrompu, on n'est pas bien éveillé le jour. Et cet

état d'automatisme léthargique où l'on demeure est favorable à la discipline, conforme à l'esprit militaire, utile au bon ordre physique et moral des troupes.

En somme, M. Roux n'avait pas à se plaindre. Mais il avait un ami, Deval, élève, pour le malais, de l'École des langues orientales, qui était malheureux et accablé. Deval, intelligent, instruit, courageux, mais roide de corps et d'esprit, gauche et maladroit, avait un sentiment précis de la justice qui l'éclairait sur ses droits et sur ses devoirs. Il souffrait de cette clairvoyance. Deval était depuis vingt-quatre heures à la caserne quand le sergent Lebrec lui demande, dans des termes qu'il fallut adoucir pour l'oreille de madame Bergeret, quelle personne peu estimable avait bien pu donner le jour à un veau aussi mal aligné que le numéro 5. Deval fut lent à s'assurer qu'il était lui-même le veau numéro 5. Il attendit d'être consigné pour n'avoir plus de doute à ce sujet. Et même alors il ne comprit pas qu'on offensât l'honneur de madame Deval, sa mère, parce qu'il était lui-même inexactement aligné. La responsabilité inattendue de sa mère en cette circonstance contrariait son idéal de justice. Il en garde, après quatre mois, un étonnement douloureux.

— Votre ami Deval, répondit M. Bergeret, avait pris à contresens un discours martial, que je place parmi ceux qui ne peuvent que hausser le moral des hommes et exciter leur émulation en leur donnant envie de mériter les galons, afin de tenir à leur tour de semblables propos, qui marquent évidemment la supériorité de celui qui les tient sur ceux auxquels il les adresse. Il faut prendre garde de ne pas diminuer la prérogative des chefs armés, comme le fit, dans une circulaire récente, un ministre de la guerre civil et plein de civilité, urbain et plein d'urbanité, honnête homme qui, pénétré de la dignité du citoyen militaire, prescrivit aux officiers et aux sous-officiers de ne pas tutoyer leurs hommes, sans s'apercevoir que le mépris de l'inférieur est un grand principe d'émulation et le fondement de la hiérarchie. Le sergent Lebrec parlait comme un héros qui forme des héros. Il m'a été possible de rétablir sa harangue dans la forme originale ; car je suis philologue. Eh bien, je n'hésite pas à dire que ce sergent Lebrec fut sublime en associant l'honneur d'une famille à l'alignement d'un conscrit dont la bonne tenue importe au succès

des batailles, et en rattachant de la sorte, jusque dans ses origines, le numéro cinq au régiment et au drapeau . . .

« Après cela, vous me direz peut-être que, donnant dans le travers commun à tous les commentateurs, je prête à mon auteur des intentions qu'il n'avait pas. Je vous accorde qu'il y eut une part d'inconscience dans le discours mémorable du sergent Lebrec. Mais c'est là le génie. On le fait éclater sans en mesurer la force.

M. Roux répondit en souriant qu'il croyait aussi qu'il y avait une certaine part d'inconscience dans l'inspiration du sergent Lebrec.

. . . . . .

Un homme jeune encore, gracieux, aux fins traits de bronze, entra alors dans le cabinet du maître de conférences. C'était le commandeur Aspertini, de Naples, philologue, agronome, député au Parlement italien, qui, depuis dix ans, entretenait avec M. Bergeret une docte correspondance, à la manière des grands humanistes de la Renaissance et du XVII^e^ siècle, et qui ne manquait pas d'aller voir son correspondant ultramontain à chaque voyage qu'il faisait en France. Carlo Aspertini était grandement estimé par tout le monde savant pour avoir lu, dans un des rouleaux carbonisés de Pompéi, tout un traité d'Épicure. Maintenant il s'adonnait à l'agriculture, à la politique et aux affaires ; mais il aimait chèrement la numismatique, et ses mains élégantes avaient besoin de toucher des médailles. Ce qui l'attirait à ***, c'était, en même temps que le plaisir d'y trouver M. Bergeret, la volupté de revoir l'incomparable collection de monnaies antiques, léguée à la bibliothèque de la ville par Boucher de La Salle. Il y venait aussi collationner les lettres de Muratori qui s'y trouvent. Ces deux hommes, que la science faisait concitoyens, se chargèrent de félicitations mutuelles. Puis, comme le Napolitain s'avisa qu'un militaire se tenait près d'eux, dans le *studio*, M. Bergeret l'avertit que ce soldat gaulois était un jeune philologue, plein de zèle pour l'étude de la langue latine.

— Cette année, ajouta M. Bergeret, il apprend, dans une cour de caserne, à mettre un pied devant l'autre. Et vous voyez en lui ce que notre brillant divisionnaire, le général Cartier de Chalmot, nomme l'outil tactique élémentaire, vulgairement un soldat. M. Roux, mon élève, est soldat. Il

en sent l'honneur, ayant l'âme bien née. A vrai dire, c'est un honneur qu'il partage à cette heure avec tous les jeunes hommes de la fière Europe, et dont jouissent comme lui vos Napolitains, depuis qu'ils font partie d'une grande nation.

— Sans manquer au loyalisme qui m'attache à la maison de Savoie, répondit le commandeur, je reconnais que le service militaire et l'impôt importunent assez le peuple de Naples pour lui faire regretter parfois le bon temps du roi Bomba et la douceur de vivre sans gloire sous un gouvernement léger. Il n'aime ni payer, ni servir. Un législateur doit mieux comprendre les nécessités de la vie nationale. Mais vous savez que, pour ma part, j'ai toujours combattu la politique des mégalomanes et que je déplore ces grands armements qui arrêtent tout progrès intellectuel, moral et matériel dans l'Europe continentale. C'est une grande folie, et ruineuse, qui finira dans le ridicule.

— Je n'en prévois pas la fin, répondit M. Bergeret. Personne ne la désire, hors quelques sages sans force et sans voix. Les chefs d'État ne peuvent souhaiter le désarmement, qui rendrait leur fonction difficile et mal sûre, et leur ferait perdre un admirable instrument de règne. Car les nations armées se laissent conduire avec docilité. La discipline militaire les forme à l'obéissance et l'on ne craint chez elles ni insurrections, ni troubles, ni tumultes d'aucune sorte. Quand le service est obligatoire pour tous, quand tous les citoyens sont soldats ou le furent, toutes les forces sociales se trouvent disposées de manière à protéger le pouvoir, ou même son absence, comme on l'a vu en France.

M. Bergeret en était à ce point de ses considérations politiques lorsque éclata, du côte de la cuisine prochaine, un bruit de graisses répandues sur un brasier ; le maître de conférences en induisit que la jeune Euphémie avait, selon la coutume des jours de gala, renversé sa casserole dans le fourneau, après l'y avoir imprudemment dressée sur une pyramide de charbons. Il reconnut qu'un tel fait se produisait avec la rigueur inexorable des lois qui gouvernent le monde. Une exécrable odeur de graillon pénétra dans le cabinet de travail et M. Bergeret poursuivit en ces mots le cours de ses idées :

— Si l'Europe n'était pas en caserne, on y verrait, comme autrefois, des insurrections éclater, soit en France, soit en

Allemagne ou en Italie. Mais les forces obscures qui, par moments, soulèvent les pavés des capitales, trouvent aujourd'hui un emploi régulier dans les corvées de quartier, le pansement des chevaux et le sentiment patriotique.

« Le grade de caporal donne une issue convenablement ménagée à l'énergie des jeunes héros qui, libres, eussent fait des barricades pour se dégourdir les bras, et je viens précisément d'apprendre qu'un sergent du nom de Lebrec prononce des harangues sublimes. En blouse, ce héros aspirerait à la liberté. Portant l'uniforme, il aspire à la tyrannie et fait régner l'ordre. La paix intérieure est facile à maintenir dans les nations armées, et vous remarquerez que si, dans le cours de ces vingt-cinq dernières années, Paris, une fois, s'est quelque peu agité, c'est que le mouvement avait été communiqué par un ministre de la guerre. Un général avait pu faire ce qu'un tribun n'aurait pas fait. Et quand ce général fut détaché de l'armée, il le fut en même temps de la nation et perdit sa force. Que l'État soit monarchie, empire ou république, ses chefs ont donc intérêt à maintenir le service obligatoire pour tous, afin de conduire une armée au lieu de gouverner une nation.

« Le désarmement, qu'ils ne souhaitent pas, n'est pas désiré non plus par les peuples. Les peuples supportent très volontiers le service militaire, qui, sans être délicieux, correspond à l'instinct violent et ingénu de la plupart des hommes, s'impose à eux comme l'expression la plus simple, la plus rude et la plus forte du devoir, les domine par la grandeur et l'éclat de l'appareil, par l'abondance du métal qui y est employé, les exalte, enfin, par les seules images de puissance, de grandeur et de gloire qu'ils soient capables de se représenter. Ils s'y ruent en chantant ; sinon, ils y sont mis de force. Aussi ne vois-je pas la fin de cet état honorable pui appauvrit et abêtit l'Europe.

— Il y a deux portes pour en sortir, répondit le commandeur Aspertini : la guerre et la banqueroute.

— La guerre ! réplique M. Bergeret. Il est visible que les grands armements la retardent en la rendant trop effrayante et d'un succès incertain pour l'un et l'autre adversaire. Quant à la banqueroute, je la prédisais, l'autre jour, sur un banc du Mail, à M. l'abbé Lantaigne, supérieur de notre grand séminaire. Mais il ne faut pas m'en croire. Vous avez trop

étudié l'historie du Bas-Empire, cher monsieur Aspertini, pour ne pas savoir qu'il y a, dans les finances des peuples, des ressources mystérieuses, dont la connaissance échappe aux économistes. Une nation ruinée peut vivre cinq cents ans d'exactions et de rapines, et comment supputer ce que la misère d'un grand peuple fournit de canons, de fusils, de mauvais pain, de mauvais souliers, de paille et d'avoine à ses défenseurs ?

— Ce langage est spécieux, répliqua le commandeur Aspertini. Pourtant, je crois discerner l'aurore de la paix universelle.

Et l'aimable Napolitain, d'une voix chantante, dit ses espérances et ses rêves, dans les roulements sourds du couperet, qui, de l'autre côté du mur, sur la table de cuisine, faisait, aux mains de la jeune Euphémie, un hachis pour M. Roux.

— Vous vous rappelez, monsieur Bergeret, disait le commandeur Aspertini, l'endroit du *Don Quichotte* où, Sancho s'étant plaint d'essuyer sans trêve les plus cruelles disgrâces, l'ingénieux chevalier lui répond que cette longue misère est signe d'un bonheur prochain. «Car, dit-il, la fortune étant changeante, nos maux ont déjà trop duré pour ne pas bientôt faire place à la félicité.» La seule loi du changement . . .

Le reste de ces heureux propos se perdit dans l'explosion d'une bouillotte d'eau, suivie de cris inhumains, poussés par Euphémie, fuyant épouvantée ses fourneaux.

Alors M. Bergeret, attristé par l'inélégance de sa vie étroite, rêva de quelque villa où, sur une blanche terrasse, au bord d'un lac bleu, il mènerait de paisibles entretiens avec le commandeur Aspertini et M. Roux, dans le parfum des myrtes, à l'heure où la lune amoureuse vient se tremper dans un ciel pur comme le regard des dieux bons, et doux comme l'haleine des déesses.

Mais sortant bientôt de ce songe, il reprit sa part dans l'entretien commencé.

— La guerre, dit-il, a des conséquences infinies. J'apprends, par une lettre de mon excellent ami William Harrison, que la science française est méprisée en Angleterre depuis 1871 et qu'on affecte d'ignorer dans les universités d'Oxford, de Cambridge et de Dublin le manuel d'archéologie de Maurice Raynouard, qui pourtant est de nature à rendre aux étudiants plus de services que tout autre ouvrage similaire. Mais on

ne veut pas se mettre à l'école des vaincus. Et, pour en croire un professeur sur les caractères de l'art éginétique ou sur les origines de la poterie grecque, il faut que ce professeur appartienne à la nation qui excelle à fondre des canons. Parce que le maréchal de Mac-Mahon fut battu en 1870 à Sedan et que le général Chanzy perdit, la même année, son armée dans le Maine, mon confrère Maurice Raynouard est repoussé d'Oxford en 1897. Telles sont les suites lentes, détournées et sûres de l'infériorité militaire. Et il n'est que trop vrai que d'une trogne à épée dépend le sort des Muses.

— Cher monsieur, dit le commandeur Aspertini, je vous répondrai avec la liberté permise à un ami. Reconnaissons d'abord que la pensée française entre comme autrefois dans la circulation du monde. Le manuel d'archéologie de votre très savant compatriote Maurice Raynouard n'a pas pris place sur les pupitres des universités anglaises, mais vos pièces de théâtre sont représentées sur toutes les scènes du globe, les romans d'Alphonse Daudet et ceux d'Émile Zola sont traduits dans toutes les langues ; les toiles de vos peintres ornent les galeries des deux mondes ; les travaux de vos savants jettent encore un éclat universel. Et, si votre âme ne fait plus frissonner l'âme des nations, si votre voix ne fait plus battre le cœur de toute l'humanité, c'est que vous ne voulez plus être les apôtres de la justice et de la fraternité, c'est que vous ne prononcez plus les saintes paroles qui consolent et qui fortifient ; c'est que la France n'est plus l'amie du genre humain, la concitoyenne des peuples ; c'est qu'elle n'ouvre plus les mains pour répandre ces semences de liberté qu'elle jetait jadis par le monde avec une telle abondance et d'un geste si souverain, que longtemps toute belle idée humaine parut une idée française ; c'est qu'elle n'est plus la France des philosophes et de la Révolution et qu'il n'y a plus, dans les greniers voisins du Panthéon et du Luxembourg, de jeunes maîtres écrivant, la nuit, sur une table de bois blanc, ces pages qui font tressaillir les peuples et pâlir les tyrans. Ne vous plaignez donc pas d'avoir perdu la gloire que redoute votre prudence.

« Surtout, ne dites pas que vos disgrâces viennent de vos défaites. Dites qu'elles viennent de vos fautes. Une nation ne souffre pas plus d'une bataille perdue qu'un homme robuste

ne souffre d'une égratignure reçue dans un duel à l'épée. C'est une atteinte qui ne doit causer qu'un trouble passager dans l'économie et un affaiblissement réparable. Il suffit, pour y remédier, d'un peu d'esprit, d'adresse et de sens politique. La première habileté, la plus nécessaire, et certes la plus facile, est de tirer de la défaite tout l'honneur militaire qu'elle peut donner. A bien prendre les choses, la gloire des vaincus égale celle des vainqueurs, et elle est plus touchante. Il convient, pour rendre un désastre admirable, de célébrer le général et l'armée qui l'ont essuyé, et de publier ces beaux épisodes qui assurent la supériorité morale de l'infortune. Il s'en découvre dans les retraites même les plus précipitées. Les vaincus doivent donc tout d'abord orner, parer, dorer leur défaite, et la marquer des signes frappants de la grandeur et de la beauté. On voit dans Tite-Live que les Romains n'y manquèrent pas et qu'ils ont suspendu des palmes et des guirlandes aux glaives rompus de la Trebbia, du Trasimène et de Cannes. Il n'est pas jusqu'à l'inaction désastreuse de Fabius qu'ils n'aient glorifiée, à ce point qu'après vingt-deux siècles on admire la sagesse du Cunctator, qui n'était qu'une vieille bête. C'est le premier art des vaincus.

— Cet art n'est pas perdu, dit M. Bergeret. L'Italie sut le pratiquer, de nos jours, après Novare, après Lissa, après Adoua.

— Cher monsieur, reprit le commandeur Aspertini, quand une armée italienne capitule, nous estimons justement que cette capitulation est glorieuse. Un gouvernement qui présente la défaite dans des conditions esthétiques rallie à l'intérieur l'opinion des patriotes et se rend intéressant aux yeux de l'étranger. Ce sont là des résultats assez considérables. En 1870, il ne tenait qu'à vous, Français, de les obtenir. Si, à la nouvelle du désastre de Sedan, le Sénat et la Chambre des députés avec tous les corps de l'État avaient, en grande pompe, unanimement félicité l'empereur Napoléon III et le maréchal de Mac-Mahon de n'avoir point, en donnant la bataille, désespéré du salut de la patrie, ne croyez-vous pas que le peuple français aurait tiré du malheur de ses armes une gloire éclatante et fortement exprimé sa volonté de vaincre ? Et sachez bien, cher monsieur Bergeret, que je n'ai pas l'impertinence de donner à votre pays des leçons de patriotisme. Je me ferais

dont de tort. Je vous présente seulement quelques-unes des notes marginales qu'on trouvera, après ma mort, crayonnées dans mon exemplaire de Tite-Live.

— Ce n'est pas la première fois, dit M. Bergeret, que le commentaire des Décades vaut mieux que le texte. Mais poursuivez.

Le commandeur Aspertini sourit et reprit le fil de son discours :

— La patrie fait sagement de jeter à pleines mains des lis sur les blessures de la guerre. Puis, discrètement, en silence, d'un regard rapide, elle étudie la plaie. Si le coup a été rude, si les forces du pays sont sérieusement entamées, elle ouvre tout de suite des négociations. Pour traiter avec le vainqueur, le temps le plus proche est le plus avantageux. L'adversaire, dans le premier étonnement du triomphe, accueille avec joie des propositions qui tendent à changer ses débuts favorables en un bonheur définitif. Il n'a pas encore eu le temps de s'enorgueillir d'un succès constant ni de s'irriter d'un trop long obstacle. Il ne peut exiger des réparations énormes pour un dommage encore médiocre. Ses prétentions naissantes n'ont pas grandi. Peut-être ne vous accordera-t-il pas alors la paix à bon marché. Mais vous êtes sûr de la payer plus cher si vous tardez à la demander. La sagesse est de traiter avant d'avoir montré toute sa faiblesse. On obtient alors des conditions mois dures, que l'intervention des puissances neutres adoucit encore. Quant à chercher le salut dans le désespoir et à ne faire la paix qu'après la victorie, ce sont sans doute de belles maximes, mais d'une application difficile dans un temps où, d'une part, les nécessités industrielles et commerciales de la vie moderne et, d'autre part, l'énormité des armées qu'il faut équiper et nourrir, ne permettent point de prolonger indéfiniment les hostilités et, par conséquent, ne laissent point au moins fort le temps de rétablir ses affaires. La France, en 1870, s'est inspirée des plus nobles sentiments. Mais, raisonnablement, elle devait négocier après les premiers revers, honorables pour elle. Elle avait un gouvernement qui pouvait et devait assumer cette tâche et qui l'aurait accomplie dans les conditions les moins mauvaises qu'on pût désormais espérer. Le bon sens était de tirer de lui ce dernier service avant de s'en défaire. On agit au rebours. Ce gouvernement, qu'elle

supportait depuis vingt ans, la France eut l'idée peu réfléchie de le renverser au moment où il lui devenait utile, et d'y substituer un autre gouvernement qui, ne se faisant point solidaire du premier, devait recommencer la guerre, sans apporter de nouvelles forces. Un troisième gouvernement tenta de s'établir.

« S'il avait réussi, on recommençait une troisième fois la guerre, pour la raison que les deux premiers essais, trop mauvais, ne comptaient pas. Il fallait, dites-vous, satisfaire l'honneur. Mais, avec votre sang, vous avez satisfait deux honneurs : l'honneur de l'Empire et celui de la République ; vous étiez prêts à satisfaire encore un troisème honneur, celui de la Commune. Pourtant il apparaît qu'un peuple, fût-il le plus fier du monde, n'a qu'un honneur à satisfaire. Cet excès de générosité vous mit dans un état de faiblesse extrême, dont vous sortez heureusement . . .

— Enfin, dit M. Bergeret, si l'Italie avait été battue à Wissembourg et à Reichshoffen, ces défaites lui auraient valu la Belgique. Mais nous sommes un peuple de héros et nous croyons toujours que nous sommes trahis. Voilà notre histoire. Notez que nous sommes en démocratie ; c'est l'état le moins propre aux négociations. On ne peut nier que nous n'ayons fait une longue et courageuse défense. De plus on dit que nous sommes aimables, et je le crois. Au reste les gestes de l'humanité ne furent jamais que des bouffonneries lugubres, et les historiens qui découvrent quelque ordre dans la suite des événements sont de grands rhéteurs. Bossuet . . .

Au moment où M. Bergeret prononçait ce nom, la porte du cabinet de travail s'ouvrit avec un tel fracas que le mannequin d'osier en fut soulevé et alla choir aux pieds étonnés du militaire. Une fille parut, roussotte, louchon, sans front, et dont la robuste laideur, trempée de jeunesse et de force, reluisait. Ses joues rondes et ses bras nus avaient l'éclat du vermillon triomphal. Elle se campa devant M. Bergeret, et brandissant la pelle au charbon, cria :

— Je m'en vas !

. . . . . .

# LE CRÉPUSCULE DES IDOLES

Nos ennemis semblent avoir une prédilection toute particulière pour Frédéric Nietzsche. Dans leur haine aveugle, ils sont allés jusqu'à détrôner toutes les gloires de la littérature et de la science allemandes ; par contre, ils ont eu souvent recours à l'auteur de *Zarathustra* pour persuader le monde que ce philosophe était l'expression la plus accomplie de la soif de domination germanique, ou pour employer le terme nietzschéien, de la « volonté de puissance ». Ils se sont mépris, peut-être même n'ont-ils qu'affecté de se méprendre sur le sens de ce principe énoncé par le philosophe allemand, car ils devaient savoir que, dans l'hypothèse de Nietzsche, la « volonté de puissance » n'était que l'instinct primordial auquel ce grand individualiste ramenait tout le monde de nos désirs et de nos passions.

Vouloir faire de Nietzsche un apologiste du pangermanisme en transportant dans le domaine de la politique une pensée par excellence philosophique, est aller à l'encontre de toute vérité ou, plus simplement, une falsification grossière. Nous tâcherons de faire un meilleur emploi de la terminologie nietzschéienne en examinant l'attitude des alliés dans la guerre actuelle.

Tout d'abord, constatons que nous autres Hongrois nous avons été profondément surpris de la barbarie et de l'hypocrisie de certaines nations. Nous ne parlons pas des Russes qui, s'ils sont considérés comme un peuple à demi asiatique, avaient au moins franchement reconnu qu'ils luttaient au nom de la chimère panslaviste et pour s'emparer de Constantinople. Mais nous faisons allusion aux Français et aux Anglais qui passaient, aux yeux de tout le monde, pour les avant-

gardes de la civilisation et de la liberté et qui, en provoquant la conflagration actuelle, nous déclamaient encore des nobles idéaux dont la défense seule les avait obligés d'entrer en lice . . . Le réveil fut brusque . . . Le traitement indigne des ressortissants hongrois en France, lors de l'ouverture des hostilités, nous a déjà donné un avant-goût de ce que nous aurions envie de qualifier d'« apachisme » ; au courant de la guerre, les Français n'ont pas manqué de manifester à l'égard de leurs adversaires des sentiments auxquels nous ne nous serions pas attendus de la part d'une nation qui se piquait d'être généreuse et tolérante. Les blessés et les prisonniers allemands ont eu à se plaindre de la façon dont ils ont été traités ; dernièrement encore, nous avons lu dans les journaux parisiens qu'un convoi de prisonniers a été insulté par la foule. Plus d'une fois, de l'aveu même des publicistes français, la horde des sauvages de couleur qui combat aux côtés des Anglo-Français, s'est rendue coupable de crimes ignobles contre des « Boches ».

Il paraît que les Français aient voulu réaliser le type de cet homme libre qui, d'après Nietzsche, avait adopté comme règle de conduite la devise d'un ordre mystérieux que les croisés rencontrèrent jadis en terre sainte : « Rien n'est vrai ; tout est permis ».

Nous n'avons pas l'ambition de suivre dans cette voie les Français, oublieux des règles les plus élémentaires de l'humanité. Mais nous emprunterons au philosophe allemand l'idée qu'il avait formulée sur la nécessité d'une revision de la table des valeurs reconnue par la civilisation européenne. Oui, nous sommes d'avis qu'après cette guerre, il faudra procéder à ce que Nietzsche appela la « transvaluation de toutes les valeurs » (Umwerthung aller Werthe) ; les jugements que nous avons portés sur les Français et les Anglais devront être revisés de haut en bas et nos concepts de la « liberté », de « la vérité », de la « culture », de l'« humanité », etc. devront être radicalement modifiés.

En effet, comment voulez-vous qu'on continue à estimer les Anglais, à aimer les Français qui ont fait tomber leur masque. Les nouvelles générations de la Hongrie avaient été élevées dans le respect, pour ne pas dire dans l'admiration de la France et de l'Angleterre ; on avait aussi beaucoup de sympathie pour les Italiens et pour le peuple américain.

La guerre actuelle nous a démontré que l'égoïsme et l'amour-propre national des Français étaient sans bornes et que, pour s'assurer le concours de certains États, ils auraient de gaieté de cœur démembré et sacrifié la Hongrie. L'Angleterre, considérée chez nous comme le pays des vrais « gentlemen », s'est révélée comme l'instigatrice d'une tuerie honteuse pour des motifs surtout commerciaux. Les Italiens, n'en parlons pas. Nous ne pouvons avoir qu'une pitié méprisante pour un peuple auquel ses dirigeants myopes et dénués de conscience ont pu faire accroire qu'il s'agissait pour lui d'une guerre défensive ; que l'Autriche-Hongrie, aux prises avec un monde d'ennemis, le menaçait dans son existence nationale ! Quant à l'Amérique, que les Hongrois vénéraient comme le patrie classique de la liberté et de la démocratie où vivent de centaines de mille de nos compatriotes, eh bien ! on oubliera difficilement que cette république n'a cessé de pourvoir de munitions et d'argent nos ennemis, au mépris de tout sentiment d'équité et de justice . . .

Nous savons très bien que dans une guerre implacable comme celle qui s'est abattue sur l'Europe actuelle, le sentimentalisme n'est pas de mise. Pourtant, nous autres Hongrois, nous ne haïssons pas nos ennemis, et c'est avec une sorte de stupeur que nous nous rendons compte que des peuples pour lesquels nous avions toujours témoigné des sentiments d'amitié, déversent sur nous et nos alliés un véritable torrent de haine furieuse. Il est vrai que cet aveuglement odieux provient surtout de l'impuissance de n'avoir pu nous vaincre, mais, croyons-nous, entre adversaires honnêtes, quand on a été battu, on devrait se soumettre à l'arbitrage des armes.

Et que dirons-nous de cette effroyable conjuration d'orgueil, de fatuité et de vanité qu'ont étalée nos ennemis qui avaient la prétention — désormais injustifiable — de disposer des destinées de toute l'Europe ? N'ont-ils pas dressé un véritable autel à la stupidité ? Quelle littérature s'est livrée à une débauche plus ridicule de projets futurs basés tous sur la victoire des Alliés et, par conséquent, sur l'anéantissement total des puissances centrales ! Si l'on feuillette, par exemple, dans les ouvrages français publiés sur la « paix que voudrait la France », on arrive à douter de ce fameux « bon sens » qui devrait

caractériser la mentalité française. Un pays où de tels écrits sont accueillis et discutés sérieusement, fait preuve d'une crédulité enfantine qui n'est point propre à relever le prestige des Français à l'étranger. Nous restons, en général, ébahis devant la naïveté de peuples soi-disant avancés auxquels leurs gouvernements parviennent à persuader que le succès dans une guerre ne dépend que de la supériorité numérique, et que la force morale, cette force morale à laquelle nous devons en grande partie nos victoires décisives, est une quantité négligeable. Autrement comment les dirigeants ententistes eussent-il pu inculquer dans l'âme des Français, Anglais, Italiens, etc. cette idée fixe que le fait de se plier à la volonté de nos armées était en réalité un acheminement vers la victoire, ou mieux, que l'impuissance à laquelle leurs forces ont été réduites, n'était qu'une manière de nous abattre choisie librement par leurs chefs ? . . .

Nous comprenons parfaitement que la haine soit aveugle, que la vanité et la fatuité puissent offusquer, pour un certain temps, le jugement des gens les plus raisonnables, mais on ne saurait trouver d'excuse aux ravages que cause une véritable épidémie de mensonges dans l'âme de ces peuples que nous croyions intelligents.

Nous sommes maintenant cruellement détrompés. Et c'est pour cela que nous devrons procéder à une «transvaluation» nietzschéienne de nos appréciations sur les nations européennes et même transatlantiques. Nous ne manquerons pas de profiter des enseignements de cette guerre, enseignements achetés au prix de larmes et de sang . . . Si un jugement définitif n'est pas encore possible, d'ores et déjà nous pouvons prédire — pour employer encore un terme emprunté à Nietzsche — «le crépuscule des idoles» d'autrefois.

R.

# LES HORREURS DE LA RETRAITE RUSSE

Le *Rouskoje Slovo* du 5/18 août publie la lettre suivante d'un correspondant d'Oufa (au pied occidental de l'Oural):

La vague des réfugiés a submergé toute la Russie jusqu'à l'Oural et se répand jusqu'en Sibérie. Je sais par les journaux dans quelles conditions se trouvèrent les réfugiés à Moscou; c'était affreux, mais leur situation était un paradis en comparaison avec celle dans laquelle ils se trouvèrent ici.

A Moscou, ils ont au moins un toit et un morceau de pain, et ce qui est essentiel, le sentiment qu'on s'occupe d'eux. Voilà ce qu'il en est ici.

Au bout de la gare d'Oufa se trouvent d'immenses trains, remplis de fugitifs. Tout auprès, le linge sale est étendu, les enfants jouent autour des voitures. Le tableau est partout le même: les gens, les effets sont amassés en un tas; des vieillards, des enfants, des malades exténués par la longue route parmi des ustensiles et des meubles dont la plupart sont inutiles; ce qui s'est trouvé sous la main a été réuni à la hâte comme dans un incendie. Tous sont en loques; c'est un spectacle affreux de misère noire. Je passe d'un vagon à l'autre; j'essai d'engager une conversation. «Personne ne comprend le russe.» La plupart sont des Lithuaniens, des Ukrainiens, des Juifs. On entend parler des langues incompréhensibles. J'adresse une question à l'un d'eux; il ne répond pas. Son voisin explique en mauvais russe:

— Il ne comprend pas les étrangers.

— Quelle langue parle-t-il?

— Seulement l'ukrainien; c'est tout un vagon de réfugiés de la Volhynie.

— Où allez-vous?

— Nous ne savons. On nous transporte, mais où, nous ne savons pas.

— Depuis quand vous transporte-t-on?

— Depuis un mois, répond l'un d'eux; depuis six semaines, dit l'autre.

L'un d'eux ajoute avec résignation:

— Cela nous est égal, mais pourquoi ne pas nous dire où l'on nous transporte.

— On m'a dit en Sibérie, interrompt un autre.

— Et pourquoi nous transporte-t-on en Sibérie?

— Peu importe où on nous transporte, pourvu que ce soit plus près de la mort, ajoute l'autre avec résignation.

Je continue à questionner les malheureux tout émus:

— Avez-vous mangé aujourd'hui?

— Pas encore, nous attendons encore . . .. On nous a promis de nous donner à manger tous les jours . . .

— Quand avez-vous mangé pour la dernière fois?

— A Samara, il y a deux jours.

La faim, la malpropreté, le manque de place et d'air favorisent chez eux toutes les maladies.

— Est-ce qu'il y a des malades, demandai-je?

On m'en désigne de nombreux dans chaque vagon.

— Est-ce que le médecin les a vus?

— Non.

— Quelles maladies ont-ils?

— Dieu le sait. Tous ont mal à l'estomac.

Je m'approche d'un de ces malades étendu sur le plancher. Il est nu, tout jaune. Les symptômes sont dyssenterie, vomissements, convulsions. C'est clair, c'est le choléra!

Dans une voiture, parmi les loques sales, une femme est étendue. Son visage est couvert d'un mouchoir.

— Est-ce une malade, demandai-je?

— Une morte.

— Depuis quand?

— Ce matin.

Je regarde ma montre, il est quatre heures. Le cadavre n'est pas enlevé, la désinfection n'est pas faite, personne ne s'en préoccupe! Cette femme, hier encore, était bien portante, s'occupait de ses enfants; elle est tombée malade la nuit dernière.

— Y a-t-il encore des morts?

— Il y en a beaucoup. Tous ont été saisis d'un seul coup.

La plupart des fugitifs sont des agriculteurs, mais il y a parmi eux des artisans et des ouvriers d'usines. Comme je sais qu'il manque d'ouvriers pour la fabrication des munitions, je cherche à savoir si un représentant du Comité des industriels de la guerre s'est informé s'il y avait parmi les réfugiés des ouvriers utiles à l'une de ces industries.

— Il n'y avait personne, m'a-t-on répondu.

Mais non! Un des malheureux, en pleurant, m'a dit:

— Je suis serrurier, j'ai travaillé dans les usines. Rendez-moi la liberté, je trouverai du travail.

— Mais qui vous empêche de partir?

— Voilà, on m'a amené ici de force. Je ne l'ai pas demandé. Il m'est impossible de me libérer! Voilà, on me transporte, où? Je l'ignore . . . On me dit, nous vous avons reçu, nous devons vous livrer.

Je cite textuellement. Voici en effet quelle est la condition des fugitifs:

On les a acceptés comme marchandise, comme du bétail. Ils sont numérotés et chacun a son connaissement. Ce ne sont pas des êtres humains, c'est une cargaison. A Samara, par exemple, on en a expédié tant. A Oufa, on vérifie: on note: accepté tant. Laisser quelque part le serrurier, c'est perdre une partie de la cargaison, c'est manquer à son «devoir».

Pourquoi n'a-t-on rien fait pour recevoir les réfugiés? C'est partout la même chose. J'ai honte même de le demander.

On n'a pas attendu de réfugiés. On dirait qu'ils tombent de la lune. On savait bien depuis longtemps que les régions les plus peuplées de l'empire étaient envahies, mais on n'a rien fait pour soulager la misère de ceux que les autorités ont forcés de quitter leur pays. Ni le gouvernement, ni la charité privée ne s'en sont inquiétés. Tout ce qu'on fait, c'est de s'étonner qu'il y ait tant de misérables réfugiés.

Les représentants du gouvernement, de la charité publique, ainsi qu'une foule immense sont accourus comme pour un incendie; on se presse, mais personne ne fait rien pour eux.

Lorsque j'ai quitté la gare, un train s'est mis en marche. Les réfugiés étaient encore emmenés sans avoir mangé (c'était le troisième jour). Je ne sais pas si on a enlevé le cadavre de la femme que j'avais vu quelques instants auparavant. Il me semblait que ce train se mettait en route à destination de l'éternité, où nous aboutirons tous un jour. . .

PIERRE ACHEVSKY.

*(L'Ukraine.)*

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 octobre 1915.

Pendant que, selon leur coutume, les alliés invincibles remplissaient le monde de la clameur de ce qu'ils allaient faire pour sauver la Serbie, — et surtout eux-mêmes — nos armées ont passé à une offensive qui, selon toute vraisemblance, décidera non seulement du sort de cet État, mais aura encore une répercussion notable sur l'issue de la guerre universelle.

Nos ennemis commencent à se rendre compte de la gravité de la situation dans les Balkans. Dans leur monomanie de prendre l'expression de leurs désirs pour la réalité même, ils escomptaient d'avance l'intervention de la Bulgarie, de la Grèce et de la Roumanie, intervention qu'ils ne pouvaient imaginer qu'en faveur de la Quadruplice. L'attitude décidée des Bulgares a infligé un coup mortel à leur optimisme imbécile.

Le *Daily Mail* se voit forcé de constater que la découverte que les puissances du Centre étaient capables d'entamer une opération de grande envergure sur un nouveau front et que la Bulgarie croyait sérieusement à la victoire de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne et de la Turquie, *«inquiète sérieusement la nation britannique»*. Ce n'est pas seulement la Bulgarie qui croit à notre victoire, la Grèce y croit aussi et tous les neutres qui n'ont pas encore perdu le jugement sont convaincus de la supériorité incontestable de nos armées et, par conséquent, du triomphe de notre juste cause. Il n'y a que les frappés d'une cécité incurable qui affectent de ne pas voir ce qui est clair comme la lumière du jour.

Le succès foudroyant de notre offensive contre la Serbie,

ne vient-il pas d'en donner une preuve irréfragable? Dès les premiers jours de leur action, les armées austro-hongroise et allemande ont forcé le passage du Danube, de la Save et de la Drina et, après des combats acharnés, se sont déjà emparées de Belgrade. Nous devons rendre hommage à la résistance héroïque de l'armée serbe, comme nous avons, du reste, toujours reconnu que ce peuple luttait avec le courage du désespoir. Tandis que les quadruplicistes méditent encore — ils sont trop nombreux, il leur est donc un peu difficile de tomber d'accord — sur les mesures à prendre pour venir en aide à leur allié serbe, les Hongrois, les Autrichiens et les Allemands ont déjà procédé à un règlement rapide des comptes avec les incendiaires de la conflagration universelle.

Car n'oublions pas que ce fut la Serbie qui, à l'instigation de la Russie, déchaîna cette guerre affreuse; la Russie provocatrice est déjà presque complètement battue; maintenant c'est le tour du peuple qui fut son instrument criminel. On pourrait presque avoir pitié des Serbes, n'avaient-ils pas, naguère encore, salué avec joie l'anniversaire de l'attentat de Sarajévo et le conflit qui en est résulté. «Il n'y avait pas d'autre voie pour régler la question serbe qui est une des plus difficiles de la politique mondiale, écrivait entre autres le *Balkan,* et, à ce point de vue, nous ne pouvions que désirer la guerre européenne.» Nous pouvons ajouter que cet aveu cynique était suivi d'une apologie stupéfiante du crime qui fut une des causes de l'effroyable tuerie internationale: «le geste de Gavrilo Princip (l'assassin de l'archiduc François-Ferdinand), dit le même journal avec lequel les autres ont fait chorus, sans en excepter l'officieux *Pravda,* le geste de Princip, même s'il est un acte personnel, n'en demeure pas un grand exploit national; cet acte est une manifestation puissante de notre esprit national. Et si des considérations diplomatiques empêchaient le gouvernement serbe de l'approuver, nous, le peuple serbe, nous nous en déclarons solidaires et nous saluons en Gavrilo Princip notre premier et plus grand héros dans cette guerre, la plus grande, la plus importante et la plus sacrée des guerres».

Quand un peuple arrive à un tel degré de «moral insanity», on ne doit pas être surpris qu'il tombe victime d'une

mégalomanie analogue à celle qui caractérise la mentalité de ses grands alliés. Pareillement aux nationalistes français qui, après avoir démantelé l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie, ont remanié à leur fantaisie malade la carte de l'Europe, les nationalistes serbes se sont époumonnés à proclamer leur domination sur «tous les Serbes irrédimés». C'est ainsi que le *Piémont,* organe de la ligue militaire, pouvait écrire à l'occasion de la fête onomastique du roi Pierre: «Lorsque cette guerre de libération et d'union aura pris fin, l'histoire notera ceci: Sous le règne de Pierre Ier Karageorgevitch, le roi-vainqueur, a été créée la Grande-Serbie embrassant la Serbie, le Monténégro, la Vieille-Serbie, la Macédoine, la Bosnie, l'Herzégovine, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie et le Banat».

Notre offensive, qui est en train de se développer, mettra fin aux désirs immodérés des panslavistes serbes. Quant aux effets que pourra avoir notre communication directe avec la Bulgarie et la Turquie sur les péripéties ultérieures de la guerre générale, ils sont incommensurables. Dans le camp de la Quadruplice, on craint déjà que notre front, devant s'étendre jusqu'à Constantinople,(1) n'ait un contre-coup sur la domination de l'Égypte usurpée par les Anglais, pour ne pas envisager des perspectives plus vastes encore. «Un des résultats les plus importants de cette guerre sera de créer un bloc puissant qui ira de la mer du Nord jusqu'à l'Océan indien, et ce groupe puissant préservera pour toujours l'humanité de l'égoïsme anglais, de la convoitise insatiable de la Russie, des idées revanchardes françaises et de la perfidie italienne», disait très bien Halil bey

(1) L'*Humanité* avait entrevu l'éventualité de notre offensive: «La question se pose et s'impose à tous, à cette heure, de savoir ce que vont faire les Austro-Allemands, après leur poussée victorieuse en Pologne. Et vous, comme moi, de raisonner et de prévoir à cet égard. Les empires du centre peuvent maintenir sur le front oriental les forces considérables qu'ils y ont rassemblées et tenter d'intesifier leur pression sur Pétrograd, Kief ou Moscou, pour mettre hors de combat radicalement le colosse moscovite. Ou bien ils peuvent diriger une forte portion des contingents de Hindenburg et de Mackensen vers les rives du Danube et essayer, en passant sur le ventre de la Serbie et en violant au passage, avec ou sans son consentement, la Bulgarie, de rejoindre leurs complices turcs et de sauver Constantinople, en achevant ainsi d'emmurer la Russie.»

dans la séance guerrière du 7 octobre de la Chambre ottomane.

Comme vous savez, les Franco-Anglais construisaient toutes sortes de plans sur notre épuisement prochain; ils faisaient des calculs subtils(1) pour se démontrer qu'ils étaient déjà venus ou qu'ils viendraient à bout de notre résistance par l'usure; ils radotaient en nous expliquant que les puissances centrales ressemblaient à une forteresse assiégée qui finirait par se rendre . . . Les événements survenus dans les Balkans et les développements qu'ils comportent seront probablement de nature à les dégriser un peu. Ils s'éveilleront peut-être à cette réalité que leurs dernières espérances basées sur notre manque de vivres et de matières premières se sont évanouies.

Nous ne savons pas encore comment les choses se passeront en Grèce. Il est avéré que le peuple hellène est hostile à la guerre et ne veut rien savoir d'un secours à porter aux Serbes en cas d'une attaque combinée des empires du Centre et de la Bulgarie. Les quadruplicistes insisteront-ils sur l'expédition en faveur de la Serbie, par la violation même de la neutralité grecque et, dans cette éventualité, quelle sera l'attitude de la Grèce, voilà des questions auxquelles un avenir prochain est chargé de répondre. En tout cas, les Balkaniques feront bien de suivre attentivement les menées des Alliés qui, comme le disait encore tout dernièrement *Le Gaulois*, considéraient toujours les petits États comme «des domestiques» dont le devoir était de s'accom-

(1) En voici un exemple parmi beaucoup d'autres : «Le chiffre des hommes dont l'Allemagne a pu opérer le recrutement doit varier entre *neuf à dix millions*, celui de l'usure étant évalué entre *trois à quatre millions*.

Etant donné que la balance des effectifs favorables à l'Allemagne pendant la première année de guerre a, selon l'estimation de M. Pierre Leroy-Beaulieu, une tendance à s'améliorer au profit des alliés dans la proportion de 3 à 2, on est amené à conclure que l'usure de nos ennemis subira une augmentation proportionnelle à l'augmentation de nos effectifs. Dès lors, on peut calculer, à un mois près, en négligeant les autres considérations pourtant assez appréciables, l'époque où l'Allemagne aura à déposer son double bilan militaire et économique.

Voyez pour le printemps la date de cette colossale faillite !»

*(Le Figaro.)*

moder aux intérêts de leurs seigneurs. Et ces seigneurs sont, comme vous ne l'ignorez pas, les alliés invincibles qui mènent une lutte désintéressée pour venger la violation de la neutralité belge.

Sur le front franco-anglais-allemand, l'offensive des alliés a été enrayée; par des mouvements contre-offensifs, les Allemands ont même regagné une portion du terrain perdu. Sur le front russe, les velléités d'offensive de l'ennemi ont été repoussées avec des pertes sanglantes pour l'attaquant. Aux Dardanelles et sur le front italien, la situation n'a pas subi de modification sensible.

HISTORICUS.

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

# 6%-os magyar királyi adómentes állami járadékkölcsön.

## (HARMADIK HADIKÖLCSÖN.)

Az 1912. évi LXIII. t.-cz. 17. §-a alapján a miniszterium felhatalmaztatott, hogy a hadi szükségletek fedezésére szükséges összegeket addig, amig azok a törvényhozás utján meg nem állapittatnak, az elkerülhetetlen szükség mérvéig előlegezhesse és azok megszerzése iránt hitelmüvelet utján intézkedhessék. E felhatalmazás alapján ezennel **6%-kal kamatozó adómentes állami járadékkölcsön** bocsáttatik ki.

A kibocsátás összege a megtartandó nyilvános aláirás eredménye alapján fog megállapittatni.

A bemutatóra szóló járadékkölcsönkötvények 50, 100, 1,000, 5,000 és 10,000 koronás czimletekben fognak kiállittatni.

A kötvények 1915. november 1-től kezdődőleg évi 6%-kal, minden év május 1-én és november 1-én lejáró félévi utólagos részletekben kamatoztatnak, az első szelvény tehát 1916. május 1-én esedékes.

**Az a kötvénytulajdonos, aki az általa vásárolt kötvényeket az aláirás alkalmával zárolja s ezt a zárolást 5 éven át fel nem oldatja, azt a jogot nyeri, hogy az 5 évi időszak utolsó évnegyedében, legkésőbb 1920 november 1-én a kötvényen alapuló követelését, e naptól számitott egy évre névértékben leendő visszafizetésre felmondhatja. A m. kir. kincstár köteles az ilyképen felmondott kötvényeket legkésőbb 1921 november 1-én névértékben visszafizetni. A zárolásból kifolyólag az aláiró felet költség nem terheli.**

**Zárolásnak csak 1,000 K-át meghaladó összegü jegyzéseknél van helye.**

A m. kir. pénzügyminiszterium fenntartja magának azt a jogot, hogy előre közzéteendő három havi előzetes felmondás mellett ezt a kölcsönt egészben vagy részben, névértékben visszafizethesse, azonban az esetleges felmondás 1921 május 1-jét megelőző időre nem fog eszközöltetni.

**A kamatok, épugy mint felmondás esetén a kölcsönkötvények tőkeértéke, minden fennálló és a jövőben behozandó magyarországi adó, bélyeg és illeték levonása nélkül fizettetnek ki.**

A kötvények 10 évre szóló kamatszelvényekkel és szelvényutalványnyal vannak ellátva, mely utóbbi ellenében az uj szelvényivek annakidején a beváltóhelyeknél minden költségtől és illetéktől mentesen átvehetők.

Az esedékes szelvények és az esetleg felmondott kötvények költségmentesen beváltatnak:

**Budapesten: a magyar királyi központi állampénztárnál,**
**a m. kir. postatakarékpénztárnál,**
**a magyar korona országainak területén:**
**valamennyi királyi állampénztárnál és adóhivatalnál;**
azonkivül további intézkedésig:
**Budapesten: a Magyar Általános Hitelbanknál,**
**a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesületnél,**
**a Pesti Magyar Kereskedelmi Banknál,**
**a Magyar Leszámitoló és Pénzváltó Banknál,**
**az 1898: XXXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezetnél,**
**valamint a m. kir. pénzügyminiszterium által erre a czélra a magyar korona országai területén vagy azonkivül kijelölendő helyeken.**

**A kibocsátásra kerülő 6%-os magyar királyi állami járadékkölcsön ezennel nyilvános aláirásra bocsáttatik.**

Az aláirás történhetik az alább megjelölt aláirási helyek bármelyikénél **1915. évi október 18-tól november 17-ig bezárólag** terjedő határidőben a szokásos hivatalos órákban.

Aláirási helyekül szolgálnak: **a magyar korona országai területén levő összes kir. állampénztárak és adóhivatalok, a m. kir. postatakarékpénztár és az összes kir. postahivatalok, mint a m. kir. postatakarékpénztár közvetitő hivatalai, az Osztrák-magyar bank budapesti főintézete, valamint a magyar korona országai, továbbá Bosznia és Herczegovina területén levő fiókjai, az 1898: XXIII. t.-cz. alapján alakult Országos Központi Hitelszövetkezet,**

**a Magyar Általános Hitelbank,**
**a Pesti Hazai Első Takarékpénztár Egyesület,**
**a Pesti Magyar Kereskedelmi Bank,**
**a Magyar Leszámitoló- és Pénzváltó Bank,**
**a „Hermes" Magyar Általános Váltóüzlet Részvénytársaság,**
**a Magyar Agrár- és Járadékbank Részvénytársaság,**
**a Magyar Bank és Kereskedelmi Részvénytársaság,**
**a Magyar Jelzálog Hitelbank,**
**a Magyar Országos Központi Takarékpénztár,**
**a Horvát Általános Hitelbank Részvénytársaság** stb.

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest..... *a.* | 200 | — | |
| 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) *d.* | 925 | — | |
| 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 830 | — | |
| 205 | 700 | *d.* **Budapest** Est. ..... *a.* | 140 | 1145 | |
| 640 | 1140 | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | 910 | 720 | |
| 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 830 | 550 | |
| 750 | 1235 | *d.* **Vienne** Westb. ..... *a.* | 720 | 550 | |
| 710 | 1145 | *a.* Innsbruck ..... *d.* | 710 | 610 | |
| 1139 | 410 | *a.* **Buchs** ..... *d.* | 233 | 204 | |
| 1200 | 440 | *d.* **Buchs** ..... *a.* | 203 | 142 | |
| 209 | 656 | *a.* **Zurich** ..... *d.* | 1152 | 1140 | |
| 248 | 825 | *d.* **Zurich** ..... *a* | 1033 | 1125 | |
| — | — | *d.* Bâle ..... *a.* | 607 | — | |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* **Budapest** Est. ..... *d.* | | 140 | 1145 | | |
| * 640 | 1140 | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | * | 850 | 720 | | |
| 725 | 1235 | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | | 825 | 550 | | |
| 650 | 200 | — *d.* **Budapest** Ouest. ... *a.* | | 1105 | 200 | — | |
| 1104 | 620 | — *a.* Vienne (Marchegg) *d.* | | 651 | 925 | — | |
| 1135 | 725 | — *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | | 619 | 825 | — | |
| 1200 | 840 | 100 *d.* **Vienne** Westb. ..... *a.* | | 600 | 610 | 600 | |
| 525 | 250 | 658 *a.* **Salzbourg** ..... *d.* | | 1251 | 938 | 1251 | |
| 532 | 325 | 720 *d.* **Salzbourg** ..... *a.* | | 1245 | 855 | 1228 | |
| 745 | 630 | 1000 *a.* **Munich** ..... *d.* | | 1028 | 510 | 930 | |
| 755 | 700 | 1025 *d.* **Munich** ..... *a.* | | 1018 | 509 | 840 | |
| 225 | 208 | 534 *a.* Strasbourg ..... *d.* | | 344 | 935 | 145 | |
| 231 | 218 | 552 *d.* Strasbourg ..... *a.* | | 336 | 824 | 138 | |

## Budapest—Fiume

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* **Budapest**..... *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* Zágrab ..... *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* **Fiume** ..... *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* Fiume Quai ..... | — | — |
| 745 | 815 | *d.* **Fiume** ..... *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* **Budapest** Est..... *a.* | 700 | 905 | |
| 150 | 228 | *d.* Zágrab ..... *d.* | 1212 | 209 | |
| 708 | 730 | *a.* **Fiume** ..... *d.* | 615 | 810 | |
| 745 | 815 | *d.* **Fiume** ..... *a.* | 500 | 615 | |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* **Budapest** Ouest ... *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* Zimony ..... *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* Tzaribrod ..... *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* **Sofia**..... *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* **Sofia**..... *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* Sarembey..... *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* Adrianople ..... | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* **Constantinople** ..... | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* **Budapest** Ouest ... *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* Verciorova ..... *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* Verciorova ..... *a.* | — | 840 |
| — | 139 | *d.* Crajova..... *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* Pitesti ..... | — | — |
| — | 634 | *a.* **Bucarest**..... *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* **Bucarest**..... *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* Constanza ..... *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* Constanza port ..... | — | — |
| — | 1130 | *d.* **Constanza** ..... *a.* | — | 500 |
| — | ** 1200 | *a.* **Constantinople**..... *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* **Budapest** Ouest..... *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* Vienne Ostb. (Marchegg) *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* Vienne Westbahn... *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* Vienne Westbahn... *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* **Vienne** Westbahn... *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* Passau ..... *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* Passau ..... *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* Nurnberg..... *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* **Francfort** ..... *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* **Cologne** ..... *d* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* **Cologne** ..... *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* **Bruxelles**..... *d.* | 630 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* **Bruxelles**..... *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* Ostende Quai ..... *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 220 | | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | 1250 | 935 | — | |
| | 935 | | *d.* Ruttka ..... | 620 | 240 | — | |
| | 958 | | *a.* **Zsolna** ..... *d.* | 544 | 1201 | — | |
| 1220 | 650 | — | *d.* **Budapest** Ouest *a.* | 940 | 620 | — | |
| 251 | 917 | — | *d.* Galánta ..... | 712 | 354 | — | |
| 602 | 1222 | — | *a.* **Zsolna** ..... *d.* | 351 | 1227 | — | |
| 621 | 1241 | — | *d.* **Zsolna** ..... *a.* | 324 | 1156 | — | |
| 830 | 250 | — | *a.* **Oderberg**..... *d.* | 110 | 950 | — | |
| — | 515 | — | *d.* **Budapest** Ouest. *a.* | 200 | 805 | — | |
| — | 1010 | — | Gänserndorf..... | 925 | 340 | — | |
| — | 235 | — | *a.* **Oderberg** ..... *d.* | 128 | 1000 | — | |
| 856 | 315 | — | *d.* **Oderberg** ..... *a.* | 1248 | 940 | — | |
| 1206 | 618 | — | *a.* Granica ..... *d.* | 935 | 620 | — | |
| 200 | 827 | — | *d.* Granica ..... *a.* | 942 | 627 | — | |
| 742 | 217 | — | *a.* **Varsovie** ..... | 347 | 1212 | — | |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

*N° 29 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 1 NOVEMBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

SOMMAIRE

I. — L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GUERRE GÉNÉRALE, par **M. le comte Charles Khuen-Héderváry**, ancien Président r. h. du Conseil des Ministres..... 1

II. — CONSIDÉRATIONS SUR LE PACIFISME, par **M. Fr. Du Bois**..... 7

III. — LA GROSSE QUESTION POUR LA FRANCE DANS LA GUERRE ACTUELLE, par **M. Zoltán de Szász** 16

IV. — L'ATMOSPHÈRE EN ALLEMAGNE ..... 22

V. — LE COMMERCE DE FAUSSES NOUVELLES, par **M. Nicolas-Alexandre Jonesco** ..... 26

VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 28

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE
**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# L'AUTRICHE-HONGRIE ET LA GUERRE GÉNÉRALE

C'est un secret de Polichinelle que la Quadruplice, en déchaînant l'ouragan de la conflagration actuelle, comptait avant tout sur la caducité de la monarchie austro-hongroise. Pendant des années, elle avait cherché, par des agents envoyés en Hongrie et en Autriche, à fomenter des troubles au sein de ses diverses nationalités, et grâce à une auto-suggestion facile à comprendre, elle en est arrivée à se persuader que notre monarchie ne résisterait pas au choc formidable d'une attaque russe.

Les événements ont infligé un démenti cruel à tous ces politiciens qui escomptaient la déchéance de l'Autriche-Hongrie à cause de ses soi-disant dissensions intestines. Car, sans fléchir un seul moment, les populations des deux États de la monarchie ont été unanimes à affronter le danger commun et leur union intime leur a communiqué cette puissance de résistance à laquelle se sont heurtées les forces imposantes de la Russie. C'est à l'armée austro-hongroise qu'échut la tâche difficile d'enrayer leurs premiers grands mouvements offensifs ; les luttes héroïques que nos troupes ont soutenues, d'octobre en mars, dans les Carpathes ont non seulement opposé une digue à l'avalanche russe, mais brisé en même temps cette supériorité numérique écrasante dont se vantait, non sans raison, la Russie et, à sa suite, toute la Quadruplice.

Les combats que nous avons livrés dans les Carpathes compteront parmi les faits d'armes les plus glorieux de notre armée ; seule la postérité sera à même de rendre pleine justice à la ténacité et à la bravoure incomparables de nos soldats. Mais l'importance capitale de cette lutte réside dans le fait que l'échec

qu' a subi ici l'armée russe. marque la première étape de sa débâcle. L'action que nous avons entamée en compagnie de notre allié le 2 mai, la rupture du front russe à Gorlice-Tarnow ne fut, pour ainsi dire, qu'une conséquence de l'affaiblissement et de la démoralisation du colosse moscovite qui, lors de ses violentes tentatives pour percer notre front carpathien, s'était imposé des sacrifices immenses — et inutiles. Oui, c'est en grande partie à cet affaiblissement et à cette démoralisation qu'est dû le succès foudroyant de notre grande offensive qui eut pour effet de déloger les Russes de la Galicie, de faire tomber toutes leurs forteresses de la Vistule et de préparer notre poussée victorieuse jusqu'à un front allant de Riga à la frontière bessarabienne. A Gorlice-Tarnow nous et nos alliés n'avons fait que récolter ce qu'avait semé l'armée austro-hongroise sur nos crêtes carpathiennes devenues fécondes par un sang précieux abondamment versé . . .

Si donc, d'une part, cette guerre a détrompé nos ennemis qui avaient basé leurs projets sur un écroulement prochain de la monarchie des Habsbourg, elle a, d'autre part, mis fin à cette légende que «*la Russie était invincible*». L'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie viennent d'en donner la preuve indiscutable. Aveugle qui nierait que ce sont les puissances centrales qui se sont montrées non seulement invincibles, mais en même temps capables de frapper le coup qui renversa le colosse moscovite réputé imbattable.

L'intervention de l'Italie ne pouvait rien changer à ce dénouement fatal. Dupe de cette illusion que la monarchie austro-hongroise était un édifice vermoulu prêt à s'effondrer et de cet autre mensonge, tambouriné par la presse de nos ennemis, que notre armée était déjà fatiguée, notre ex-alliée s'est lancée dans la mêlée avec un optimisme «candidien» auquel sa campagne absolument stérile des cinq mois écoulés a infligé un démenti sans précédent dans l'histoire militaire des peuples. Si l'erreur fatidique de l'Italie avait pour origine la fausse croyance dans une Autriche-Hongrie désunie, la provocation de la Turquie de la part de l'Entente provenait de la foi injustifiée dans une Russie «invincible». Car c'est, pour ainsi dire, afin de rendre plus évidente encore cette invincibilité que les alliés du moscovitisme se sont engagés dans l'action contre les Dardanelles et ont décidé, à contre-

cœur, il est vrai, de lui offrir Constantinople. La prise de possession des Détroits devait couronner le monument élevé par l'orgueil panslaviste à l'« invincibilité » de la Russie.

Or, la banqueroute militaire de la puissance russe a été rendue complète par celle de ses alliées ; en outre, le fiasco qu'ont essuyé les Franco-Anglais à Gallipoli, pourra avoir une répercussion d'une portée incommensurable sur la politique mondiale de l'avenir. Son premier effet a été de rappeler au monde que la Turquie n'était pas « un homme malade », mais une grande puissance dont la vigueur s'était retrempée dans la lutte gigantesque qu'elle a brillamment soutenue contre les flottes et les forces de terre réunies de la France et de l'Angleterre. Oui, les ennemis de la Turquie, qui sont les nôtres, ont aidé, sans le vouloir, à l'essor grandiose de l'empire ottoman et à la restauration de sa splendeur ancienne.

Les événements qui sont en train de se dérouler dans les Balkans montrent également que les quinze mois de guerre n'ont pas passé sans amener un changement radical dans la mentalité des petits peuples. Comme tout le monde, les Balkaniques se sont aussi rendu compte que la Russie n'était pas invincible et que l'heure de leur indépendance véritable venait de sonner. Car, il n'y a vraiment que l'Autriche-Hongrie qui, fidèle aux traditions politiques du comte Jules Andrássy, ait pris au sérieux ce principe : « le Balkan aux Balkaniques ». La Russie, en faisant semblant d'affranchir les peuples des Balkans, cherchait en réalité à les soumettre à son influence. Par libération, elle entendait leur assujetissement aux ambitions russes. Nous, au contraire, ne prétendions qu'à établir des relations basées sur des intérêts mutuels et qui n'entravaient en rien la liberté d'action des peuples balkaniques. Par notre victoire sur la Russie, c'est donc nous et nos alliés qui venons de délivrer effectivement ceux qui subissaient, plutôt par crainte de la Russie que par dévouement aux idées panslavistes, l'ascendant du colosse moscovite.

Libérés du cauchemar de la peur qui les opprimait, les hommes d'État balkaniques ne se croiront plus obligés de courir à tout moment à St-Pétersbourg pour y demander des conseils sur l'orientation à imprimer à leur politique. Ils pourront désormais poursuivre en toute indépendance la réalisa-

tion de leurs idéaux nationaux, car entre ceux-ci et nos intérêts légitimes il n'y a aucune contradiction.

La grande offensive contre la Serbie que nous avons entamée, de concert avec l'Allemagne et la Bulgarie, n'est en somme que la mise en pratique de cette idée politique que les velléités d'une Russie impérialiste doivent cesser de tyranniser les peuples balkaniques. La Serbie doit être écrasée non seulement pour expier les crimes dont elle s'est rendue coupable à notre égard, mais surtout pour s'être opposée à la réalisation du principe qui veut que les Balkans appartiennent en fait à ceux qui les habitent. Tandis que la Bulgarie qui combat victorieusement à nos côtés, ne s'efforce que de réaliser des aspirations nationales tout à fait justes, nous et nos alliés n'avons d'autre but que de créer un équilibre stable en harmonie avec les exigences du libre développement des nations balkaniques.

Le terrorisme qu'exerce actuellement l'Entente sur la Grèce et la Roumanie est un exemple édifiant de la façon d'interpréter «la liberté des petits peuples». Je ne serais pas surpris si, par leurs agissements cyniques, les Alliés parvenaient à obtenir de ces deux États une intervention armée — en faveur des puissances centrales. En tout cas, la Roumanie pourrait très facilement se souvenir de la façon dont lui a été ravie la Bessarabie et, en la reprenant, elle étendrait ses frontières, au lieu de commettre le suicide auquel la poussent, dans leur égoïsme illimité, ses faux amis d'aujourd'hui.

Je me résume. Je suis d'avis que nous sommes près d'avoir atteint ce que nous nous étions proposé. Nous avons détruit la légende d'une monarchie austro-hongroise qui allait tomber en pièces au premier contact avec une puissance ennemie ; nous avons, de concert avec nos alliés, démontré que la croyance dans une Russie invincible était également une fable inventée par l'Entente. L'Autriche-Hongrie a fait preuve d'une vitalité qui a déconcerté ses ennemis, et sa victoire sur la Russie n'a fait que sanctionner la justice de la cause pour laquelle elle est partie en guerre. Car ni nous, ni l'Allemagne n'avions aucune ambition conquérante ; ce sont les Alliés qui nous ont forcés de tirer l'épée pour la défense de l'intégrité de nos territoires. Nos ennemis, au contraire, se sont livrés au plaisir facile de forger toutes sortes de plans relatifs à notre

démembrement et, en remaniant la carte de l'Europe, ils ont, pour ainsi dire, trahi le secret couvé au fond de leurs âmes sur le sort qu'ils nous auraient réservé — s'ils avaient été victorieux. Cela seul suffirait pour marquer la différence fondamentale qu'il y a entre nous qui ne songions qu'à nous défendre, et la Quadruplice qui a provoqué la conflagration pour assouvir ses ambitions effrénées à une prépondérance illégitime.

En déjouant les intrigues ourdies par les Alliés sur le terrain de la diplomatie et en réduisant les ennemis à l'impuissance sur les champs de bataille, nous sommes parvenus à notre but. Les territoires très considérables que nous et nos alliés avons occupés, presque malgré nous, devront servir à nous prémunir contre la possibilité d'une agression future semblable à celle dont nous avons été victimes. Nous sommes convaincus que les puissances du Centre ont gagné la partie et que la prolongation de la tuerie universelle serait tout à fait inutile. Il va sans dire que si l'on nous y force, nous sommes prêts à continuer de combattre ; mais on aura beau « aller jusqu'au bout », on ne changera rien à la faillite de la Quadruplice.

A ceux qui m'objecteraient que la France ne se considère pas encore comme battue et que l'Angleterre, pays classique de la ténacité, de la persévérance — et de la tartuferie — entend pousser la guerre jusqu'à ses dernières conséquences, je répondrai qu'à mon su les Allemands n'avaient jamais eu le projet de faire des conquêtes en France ; ce n'est que dans le cerveau détraqué de quelques « patriotes » français qu'est née la conception d'une Germanie agressive ayant l'intention d'attenter à « l'intégrité territoriale » de ce pays. Sans y être obligée — telle est mon opinion personnelle — l'Allemagne ne cherchera donc pas à démanteler la France, comme les nationalistes français se sont plus, eux, à écarteler — *in effigie* — cette pauvre Allemagne, après avoir détruit « le militarisme prussien ».

Pour ce qui est de l'Angleterre, elle aussi — à mon sens — ne peut que perdre en poussant à une guerre à outrance. Si elle n'est pas encore complètement vaincue, elle peut l'être. Parmi les nombreuses illusions qui se sont évanouies au souffle de la réalité, « l'invincibilité de la flotte anglaise » n'est pas la seule ni la dernière. Cette guerre a démontré que l'avenir et même le présent n'appartiennent pas aux *dreadnoughts*,

mais aux agiles sous-marins, et que si la construction de navires gigantesques reste le privilège des grandes puissances, le moindre État est à même de créer une flotte sous-marine, parce que celle-ci ne lui impose pas des sacrifices financiers trop lourds. La supériorité technique dont a fait preuve l'Allemagne dans la guerre de sous-marins a porté un coup mortel à cette hégémonie maritime dont l'Angleterre était si fière. Si elle persiste donc à ne pas vouloir admettre la liberté des mers et à prolonger la lutte générale, elle ne fera que hâter la crise qui lui coûtera l'Egypte et ébranlera, dans la suite, son empire des Indes. Car il est difficile de se faire des illusions sur le sort qui attend la Serbie et sur les conséquences qu'aura la jonction des armées austro-hongroises et allemandes avec celles de la Bulgarie et de l'empire ottoman. La formation d'un bloc austro-hongrois-allemand-bulgaro-turc qui menacera le canal de Suez et, éventuellement, poussera plus avant encore, ne pourra qu'être fatale à cette domination universelle que la Grande-Bretagne exerce incontestablement depuis plusieurs siècles. Voudra-t-elle pousser les choses jusque-là? Alors, l'univers assistera à un spectacle historique d'une importance capitale: la Turquie qui, jadis, a brisé les liens unissant l'Occident à l'Orient, deviendra le facteur principal d'un rétablissement de cette union, laquelle marquera en même temps la renaissance d'un monde ancien... et, peut-être, l'avènement d'une politique mondiale dont l'orientation pourra mettre fin à la grandeur britannique.

COMTE CHARLES KHUEN-HÉDERVÁRY.

# CONSIDÉRATIONS SUR LE PACIFISME

Il n'est pas de propagande plus généreusement inspirée que celle qui vise à épargner à l'humanité les maux de la guerre. Il n'est pas d'initiative personnelle ou collective plus digne d'être encouragée que celle qui tend à seconder cette propagande. La question est pourtant de savoir si le but à attaindre est à la portée de ceux qui en ont entrepris la poursuite. Il ne le semble pas. Non pas que les peuples ne reconnaissent les bienfaits de la paix et n'en éprouvent sincèrement le besoin, mais l'âme des masses est tout comme celle de l'individu, sujette à des mouvements si divers, à des fluctuations si brusques qu'il est impossible de fonder l'avenir — fût-ce même l'avenir le plus prochain — sur sa versatilité. La grande parole prononcée, il y a près de deux mille ans : « Paix et bonne volonté parmi les hommes », a plané comme une chimère sur les cours des âges. L'histoire nous enseigne que la réalité a toujours été : « Si vis pacem, para bellum » . . . Il ne paraît pas que désormais il doive en être autrement.

*

On est généralement porté à croire que le pacifisme est d'origine récente, qu'il est né des courants de démocratisation du siècle dernier et que la guerre s'est perpétuée de génération en génération par la force de l'habitude comme l'un de ces préjugés sociaux auxquels la déclaration des droits de l'homme a mis fin. Tel n'est en vérité pas le cas. La guerre a de toute antiquité eu ses chauds partisans comme ses adversaires acharnés. Déjà Tacite prenant fait et cause pour elle contre ceux qui la combattaient, écrivait qu'elle était une excellente édu-

catrice des peuples. Qu'étaient alors, il est vrai, les guerres en comparaison de ce qu'elles sont aujourd'hui ? Des jeux d'enfant . . . La lutte entre le pour et le contre ne cessa, au cours des âges, de reparaître à des intervalles plus ou moins longs. Ce ne fut pourtant qu'au dix-huitième siècle — le siècle des grands philosophes et des grands penseurs — que le pacifisme eut sa première manifestation importante. En 1710, Charles Irénée Castel, abbé de St.-Pierre, avait ouvert la campagne par un «projet de paix perpétuelle» qui fut traduit dans la plupart des langues. Puis, apparut la brillante phalange des Leibnitz, Voltaire, Rousseau, Kant, Montesquieu, Lessing, Herder dont les voix s'élevèrent à l'unisson en faveur de l'établissement d'une paix définitive . . . Mais leurs plaidoyers éloquents, faute d'avoir été accompagnés et suivis d'une action menée en conséquence, demeurèrent de la pure littérature et les échos s'en perdirent dans le grondement de la révolution française et dans les canonnades incessantes de l'époque napoléonienne. Lorsque l'Europe eut retrouvé son calme, le pacifisme reprit vie et il montra dès lors d'autant plus de vigueur qu'il était aiguillonné par les souvenirs encore tout palpitants de tant d'années de guerres sanglantes. En 1830, le comte Cellon fonda à Genève une ligue de la paix dont l'influence bienfaisante rayonna en Europe bien loin à la ronde. En 1847, une grande assemblée d'amis de la paix présidée en Angleterre par le quaker Burritt donna l'impulsion à un premier congrès à Bruxelles en 1848, lequel fut suivi de congrès annuels à Paris en 1849, à Francfort-sur-le-Mein en 1850, à Londres en 1851. En même temps que se tenaient ces réunions internationales, des ligues de la paix prenaient naissance un peu partout. Le pacifisme commença alors à attirer dans la plupart des pays l'attention des autorités constituées, à recevoir leurs encouragements et leur appui et de ce fait, il put se pourvoir de moyens d'action pour faire œuvre utile. N'est-ce pas à lui par exemple que revient le mérite de l'incomparable création du tribunal d'arbitrage de la Haye ? . . . Pourtant, il ne lui fut pas donné d'aller aussi loin qu'il aurait voulu. Les champions de la réduction des armements ne réussirent pas à atteindre leur but, parce qu'ils caressèrent une chimère au lieu de regarder en face la réalité. Avant de demander cette réduction, il eût fallu combattre les causes véritables des armements excessifs.

Le mal réel n'ayant pas été diagnostiqué, à quoi pouvait-il servir de pescrire un remède ?

La Triplice avait depuis 44 ans garanti la paix. Les préparatifs militaires qu'elle avait faits, avaient pour but unique d'ôter à ses voisins toute envie de l'attaquer. Qu'eût-ce été si, en présence des dangers de conflit épars en Europe, elle n'avait sérieusement assuré sa défense ? Que l'on se rappelle un peu les ferments de guerre qui la menaçaient de toutes parts ? En Serbie, une coterie puissante enhardie par la Russie ne visait à rien moins qu'à arracher des provinces à l'Autriche-Hongrie. En Russie, l'hydre du panslavisme levait la tête, assoiffé plus que jamais de conquêtes, prêt à fondre sur l'Europe centrale. En France, le parti de la revanche gagnait du terrain de jour en jour. En Angleterre, la jalousie devenait de plus en plus vive contre l'essor grandissant du commerce allemand.

Toutes ces menaces auxquelles étaient exposées l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie commencèrent à être vraiment dangereuses quand elles eurent été réunies par l'habile diplomatie du roi Edouard en une seule et gigantesque menace. Les pacifistes ne trouvaient-ils pas dès lors devant eux un champ d'action tout tracé ? Unissant leurs efforts à ceux de François-Joseph et de Guillaume II — ces véritables princes de la paix —, ils eussent dû combattre par la plume et par la parole ceux qui — au vu et au su de tous — ne songeaient qu'à provoquer la guerre. Puisqu'ils visaient à faire réduire dans une large mesure les dépenses militaires pesant sur le monde, ils eussent dû s'en prendre à ceux qui forçaient le pas dans la voie des armements excessifs pour avoir, au moment décisif, la supériorité numérique et augmenter par là les chances de leur victoire. Le publiciste anglais Norman vient justement de faire entendre à ses compatriotes que l'Allemagne n'était pas le pays de militarisme dangereux, mais qu'entre 1905 et 1913, ses voisins soi-disant pacifiques, l'empire russe et la république française dépensèrent pour l'armée et la flotte 4½ milliards de plus — et l'Angleterre y comprise — 12 milliards de plus que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie réunies. Ces chiffres sont confirmés par M. Morel, chef du parti ouvrier anglais qui a, dans le *Labour Leader*, consacré plusieurs articles à la défense de l'Allemagne. « L'Allemagne, écrit-il, a

donné suffisamment de preuves de son amour de la paix, et si elle a pris les armes, ce n'est qu'à son corps défendant et parce qu'elle y a été poussée par ses adversaires. Quarante-trois ans durant, tandis que ces derniers ne cessaient d'entreprendre des guerres pour arrondir et augmenter leur domaine colonial, elle a gardé son épée dans le fourreau et ne s'est occupée que de son progrès économique, industriel et commercial.» Un Anglo-américain, M. Robert F. Thompson, ancien consul des États-Unis à Aix-la-Chapelle, qui a toujours fait montre d'une grande sympathie pour l'Angleterre et la France — ce fut notamment sur son initiative qu'une statue fut érigée à La Fayette à Paris — écrivait au début de la guerre dans un rapport à son gouvernement: «Je suis absolument d'accord avec les ministres plénipotentiaires belges pour déclarer que l'Allemagne n'a jamais voulu la guerre, mais que celle-ci lui a été imposée par la politique d'encerclement inaugurée par Edouard VII.» M. Thompson s'élève énergiquement contre la représentation grotesque que les Américains se font du militarisme allemand et il avoue en toute franchise de quel côté se trouvent ceux qui ont troublé la paix du monde. «Ceux qui, ajoute-t-il, projetaient d'écraser un peuple qui est un modèle de progrès civique et social, méritent seulement d'être cloués au pilori . . .»

Annie Akerljelm écrit dans la *Sydvenska Dagblad* (Malmö, Suède): «Ami de la paix et de l'Entente! Cet accouplement de mots est pour le moins bizarre. Les puissances de l'Entente devraient avouer franchement que le seul crime des Allemands est d'exister et d'avoir une grande vigueur vitale. Pour elles, c'est là un crime qui ne peut être — expié que par la destruction et l'extermination. Ici, il y a lieu de se demander si ceux qui affectent de soutenir le droit de chaque nation à vivre indépendante, peuvent dénier ce même droit à la grande Allemagne. Cette dernière, consciente de ce qui se tramait contre elle et sachant fort bien que plusieurs chefs d'État de l'Europe se jetteraient sur elle à un moment donné, — ce qui du reste n'a pas manqué de se produire — avait pris ses précautions et développé ses armements; on ne peut pas faire l'unité de tout un peuple sans avoir les moyens de la défendre . . . Mais les ennemis de l'Allemagne sont d'avis qu'elle aurait dû se contenter de ce qu'elle avait, sans chercher à augmenter ses forces. Or, on sait très bien que vivre, c'est croître . . . En

poursuivant sa politique d'encerclement, Edouard VII a voulu par tous les moyens, y compris la guerre, arrêter le progrès et l'essor de l'Allemagne et de la sorte se débarrasser d'une puissance qui lui portait ombrage. On voit d'ici quels sont les agresseurs et on comprend aisément que, pour l'empire germanique, cette guerre a un caractère éminemment défensif, ce qui d'ailleurs a été reconnu par les amis de la paix . . . »

Il ressort de ces quelques citations cueillies au hasard parmi des centaines que l'on peut tirer de la presse des pays neutres, que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'ont jamais fait, en augmentant leurs armements, que chercher à regagner une partie de l'avance prise sur elles par leurs adversaires. Or, quel est le militarisme à blâmer et à combattre ? Est-ce celui qui vise à préparer l'offensive ou celui qui vise seulement à assurer la défense ? Pour exercer une action efficace, les champions de la réduction des armements avaient le chemin tout indiqué. Que ne s'y sont-ils délibérément engagés plutôt que de perdre leur temps à battre l'eau avec un bâton ? En France, ils eussent du combattre le chauvinisme en recrudescence, combattre l'influence dangereuse de MM. Poincaré, Delcassé, Millerand et leurs amis qui, comme l'écrivait textuellement en janvier 1914, le baron Guillaume, ministre de Belgique à Paris, dans un rapport à son gouvernement, avaient inspiré la politique nationaliste, cocardière et chauvine dont on avait constaté la renaissance . . . Ils eussent dû combattre aussi l'ascendant funeste pris par Isvolsky sur le gouvernement français et sur la presse parisienne. Ils eussent dû favoriser le rapprochement franco-allemand auquel s'opposaient de toutes leurs forces et pour cause Edouard VII et les politiciens qui lui faisaient suite. *L'Arbetet,* organe démocratique suédois, exprime franchement son opinion à ce propos : « On doit convenir, écrit-il, que l'idée de la revanche en France a sinon causé directement, du moins rendu possible cette guerre. Si les Français avaient jeté par-dessus bord leur alliance néfaste à tant d'égards avec la Russie du tsar, et par contre saisi la main amicale que Guillaume II leur a tendue si souvent, la paix serait encore aujourd'hui conservée au monde civilisé pour des temps indéfinis . . . » En Russie, ils eussent du combattre le panslavisme qui servait de masque à une politique d'agression et de conquêtes. La *Gazette de Lausanne* qui ne

peut être suspecte de germanophilie, n'a pas craint d'écrire dernièrement : « La politique russe est l'une des plus agissantes, des plus agressives qui aient jamais été. Sans doute, elle invoque des principes, elle parle de la recherche des mers libres. Mais, il y a bien autre chose que cela. Cet empire qui couvre la moitié de l'Europe et de l'Asie semble n'avoir jamais assez de place chez lui ; après l'occupation du Caucase, ç'a été la conquête de l'Asie centrale et du territoire transcaspien ; puis, il s'est jeté dans les entreprises d'Extrême-Orient qui ne lui ont pas du tout réussi. Sans cesse, le Russe a quelque chose à désirer, quelque chose à prendre . . . » En Angleterre, ils eussent dû combattre à sa source même le danger d'une conflagration générale, stigmatiser comme elle le méritait, la politique d'encerclement de l'Allemagne à laquelle Edouard VII avait su rallier tant d'éléments belliqueux de l'Europe.

Dans chacun de ces pays, ils eussent trouvé des bonnes volontés, de précieuses sympathies toutes prêtes à faciliter leur tâche. Le gros du peuple français était franchement pacifique. Le résultat des dernières élections parlementaires en faisait foi. Seulement, il eût fallu éclairer les esprits sur les dessous de la politique extérieure, les soustraire à l'influence malfaisante d'une presse qui prenait le mot d'ordre à St. Pétersbourg ou — ce qui était tout comme — auprès de M. Isvolsky. En Angleterre, leurs efforts n'eussent pas manqué d'être secondés. Preuve en est le nombre considérable de voix qui s'élevèrent, dès le début de la guerre, contre la politique de Sir Edward Grey. En Russie, il est vrai, leur propagande eût été plutôt malaisée. Le baron Rosen, ancien ministre de Russie à Tokio, ne fut-il pas accueilli par des haussements d'épaules quand, en janvier 1914, il essaya de conjurer son gouvernement de changer le cours de sa politique tendante à amener la guerre. Mais, qu'importait la Russie ? L'essentiel était que les peuples français et anglais fussent gagnés à la cause de la paix. Réduit à ses seules forces, l'empire des tsars n'eût pas osé mettre les choses au pis.

*

Les pacifistes de l'avenir feront bien de quitter les chimères du passé et de tenir compte des leçons les plus récentes de l'histoire. Ils feront bien surtout de se mettre en garde contre

les suggestions de ceux de leurs devanciers qui, sous l'effet des passions engendrées par la guerre, paraissent avoir tourné casaque. Qui n'a, par exemple, parmi les gens de bonne foi, été surpris de lire le télégramme envoyé, il y a deux mois, à l'ancien secrétaire d'État américain M. Bryan par M. d'Estournelles de Constans ? Auparavant, ce dernier imposait l'estime et la confiance. En le voyant affronter courageusement tour à tour la réprobation et les sarcasmes de beaucoup de ses compatriotes, on était forcé de croire à la sincérité de ses convictions.

. . . Or, voici que tout à coup il apparaît comme un esprit désemparé au sein de la tourmente générale. Son télégramme contient la pure profession de foi d'un belliqueux. A l'en croire, il n'y aura de paix possible que lorsque le militarisme allemand aura été anéanti, extirpé. Les chauvins français qui ont poussé à la guerre, ne s'expriment pas autrement. Et l'autre militarisme, doit-on lui demander, le seul qui, de l'avis unanime des juges impartiaux dans les pays neutres, ait jamais menacé sérieusement la paix, qu'en faites-vous ? Il aurait le droit de subsister, n'est-ce pas ? Ce serait le croquemitaine par le moyen duquel l'Entente exercerait sa tyrannie sur tous les peuples, y compris les neutres . . . Pourriez-vous croire un instant que la Russie, même si son régime intérieur devait se modifier dans le sens libéral, voudrait abandonner l'instrument de guerre qui lui a servi jusqu'ici à assouvir son appétit insatiable ? Le voudrait-elle d'ailleurs qu'elle ne le pourrait pas. Elle a besoin chez elle d'un épouvantail de force armée pour tenir en soumission la plupart de ses populations encore plongées dans une demi-sauvagerie. En considération du fait que cette force armée pourrait être employée à d'autres fins, notamment à l'extérieur, comment serait-il possible de dénier à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie qui forment le rempart de l'Europe civilisée contre le danger moscovite, le droit d'assurer leur défense en conséquence ?

Le rouleau russe ne sera du reste pas seul à toujours menacer la tranquillité européenne. L'histoire de ces vingt dernières années — point n'est besoin de remonter plus haut — offre combien d'exemples de volte-face politiques, d'engagements rompus et d'intrigues de toutes sortes qui demeurent de sérieux avertissements pour l'avenir. Que l'on songe au règne de Nicolas II qui débuta par des manifestations paci-

fiques — conférence de la Haye due à l'initiative du tsar, entente austro-russe etc. — et qui tout à coup prit un cours funeste à la paix. Que l'on songe à l'Angleterre qui, dès l'avènement du roi Edouard, se mit à brouiller les cartes en Europe. Que l'on songe à l'Italie qui, après 33 ans d'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, jeta subitement le masque de l'amitié pour faire cause commune avec l'adversaire. Tout cela n'est pas précisément une garantie pour les temps futurs. Napoléon Ier avait dit fort justement : « Les traités s'exécutent tant que les intérêts vont de concert ».

La guerre actuelle terminée, il sera moins possible que jamais de songer à une importante réduction des armements, à moins toutefois que l'Entente — la vraie instigatrice des armements excessifs — ne commence. Or, il est peu probable qu'elle le fasse . . . Avec sa diversité de races, de langues, de religions, avec ses conflits latents qui couveront sous la cendre, avec ses degrés divers de civilisation, l'Europe devra demeurer sans doute encore longtemps le gigantesque échiquier de camps retranchés qu'elle a été jusqu'ici.

Les pacifistes du passé ont invoqué combien de fois, en plaidant pour la réduction des armements, l'exemple de la Grande-Bretagne. A vrai dire, ils n'auraient pas pu choisir un exemple moins concluant, moins probant. L'Angleterre n'est-elle pas en réalité aussi puissamment armée — si ce n'est même plus — que n'importe quelle autre grande nation ? A défaut d'une armée de terre permanente comme les États du continent, elle possède une flotte permanente gigantesque qui a pour double tâche de défendre ses côtes, le plus solide rempart naturel qu'elle puisse rêver, et d'imposer sa volonté dans toutes les parties du monde. Avec combien plus de sans-gêne on la verrait s'immiscer dans les affaires de l'Europe si elle y trouvait ses adversaires désarmés ou à peine armés.

Au lieu de se forger des chimères, les pacificistes de l'avenir feront mieux de se mettre en quête des ferments de guerre pour s'appliquer à les faire disparaître, de dénoncer les provocateurs — grands et petits — aux peuples avides de paix et non pas de carnage, de s'élever surtout contre cette presse vénale qui, sortant du rôle élevé dévolu au véritable journalisme, travaille à égarer les esprits et à attiser la haine entre les races, les langues, les religions. Qu'ils s'inspirent, en élabo-

rant leur programme, du beau discours que vient de prononcer à Genève, à l'occasion du centenaire de la Société helvétique des sciences naturelles, le président de la confédération suisse, M. Motta : « Non, a dit ce dernier, nous ne tolérerons jamais chez nous de haine de races. L'idéal d'un pays comme le nôtre, ne peut être l'uniformité. Nous savons que notre État perdrait l'élément principal de sa force et de son importance s'il ne devait faire appel à la diversité des tendances, des langues et des méthodes d'éducation. Exciter Romands et Germains les uns contre les autres pour qu'ils deviennent des ennemis irréconciliables, ce n'est pas seulement commettre une mauvaise action que réprouvent la morale et la politique de la Suisse, mais c'est aussi violer les principes du christianisme et de la civilisation . . . »

Fr. Du Bois.

# LA GROSSE QUESTION POUR LA FRANCE DANS LA GUERRE ACTUELLE

Avant un combat sur les bords de l'Yser, le président de la République française, M. Poincaré, encourageait ses troupes en leur disant que cette bataille déciderait du sort des siècles futurs. Parler de siècles est une tradition en honneur dans les annales de l'histoire de France. Sur les sables de Libye, au pied des pyramides, Bonaparte évoquait quarante siècles passés; en face des dunes de Flandre, M. Poincaré, lui, fait appel aux siècles à venir. C'est là une phrase à effet qui a dû certainement encourager nombre de braves soldats à se précipiter au-devant de la pluie de balles des mitrailleuses allemandes. Toutefois, si elle a eu pour résultat d'enthousiasmer les troupes, c'est que ni M. Poincaré ni probablement les soldats n'en comprenaient le véritable sens. Ces derniers affrontèrent à coup sûr la mort avec tant de résolution, parce qu'ils étaient persuadés qu'il fallait à tout prix remporter la victoire pour assurer un brillant avenir à la nation.

Or, c'est là une erreur capitale. La situation de la France, en rapport avec les autres belligérants, est tout à fait singulière, bizarrement paradoxale à première vue et cependant fort compréhensible au fond. La France est un pays pour lequel le premier jour de la guerre fut déjà un désastre, et cela non point parce que c'est alors que commença la série des victoires allemandes, mais parce que toute guerre, fût-elle victorieuse dès le début, est désastreuse pour elle. Le peuple en avait l'intuition et c'est ce qui explique cet état de dépression morale que tous les observateurs, Français,

neutres et ennemis, ont constaté en France les premiers jours de la guerre.

Ce peuple, qui s'était prononcé avec tant de force pour la paix pendant la dernière campagne électorale, la déclaration de guerre le plongeait dans la stupeur et l'abattement. Nulle trace de cet enthousiasme guerrier qui souffla sur les foules en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Russie et même en Angleterre. Au contraire, la tristesse se lisait dans tous les yeux et glaçait les chants joyeux sur les bouches muettes. Voilà ce que le *Matin* disait de l'état des esprits et ce que les représentants de la presse étrangère écrivaient avec des variantes à leurs journaux. Et ces dispositions n'ont guère changé même après la bataille de la Marne, car si elle a enrayé la grande offensive allemande qui menaçait de submerger Paris et la France entière et a rendu au peuple français, toujours sous l'impression de la débâcle de 1870/71, le goût de la victoire et surtout de la victoire sur les Allemands, elle n'a pas décidé du sort de la campagne et n'a pas chassé de France les ennemis. Une année entière s'est écoulée depuis lors, et les Allemands retranchés sur le sol même de la France bravent les assauts réitérés des armées française, anglaise et belge. C'est un fait qu'un dix-huitième du territoire, un quatorzième de la population et plus d'un sixième de la fortune publique de la France sont aux mains des Allemands. Et les flots d'une mer de sang français battent vainement de jour en jour les murs qui défendent le territoire d'occupation allemand.

Et c'est ici que la guerre se présente comme une question de vie ou de mort pour la France. Quel que soit le cours ultérieur de la lutte, le peuple français ne peut qu'y perdre par suite des pertes de sang continuelles qu'il subit. On peut même affirmer que, si l'issue de la lutte devait avoir pour résultat de fortifier encore la position déjà si avantageuse de l'Allemagne, si l'État français en sortait encore diminué politiquement et économiquement, cette guerre ne serait pas aussi funeste à la nation que si l'armée française, après avoir enfoncé le front allemand, engageait avec l'Allemagne une longue lutte à vie et à mort. Car, en supposant même que le vieux rêve de l'Entente, tombé d'ailleurs en oubli, vînt à se réaliser, et que les armées française, anglaise et

belge, après avoir traversé les provinces rhénanes arrivassent jusqu'à Berlin, le plus riche butin de guerre ne saurait compenser les pertes en morts et en estropiés que sa victoire coûterait à la France . . .

Et, en fin de compte, la France que pourrait-elle obtenir par une paix qu'elle aurait imposée, ce dont il ne saurait d'ailleurs plus être question? Des territoires et de l'argent. Rien d'autre. Le massacre de centaines de milliers d'Allemands, la destruction de villes, d'établissements industriels, de trésors d'art allemands seraient des actes de barbarie et ne serviraient qu'à donner satisfaction à de bas ressentiments et non à compenser les pertes de sang français; même le mal qui en résulterait pour l'humanité serait en somme une nouvelle perte pour la France. Elle pourrait, dis-je, obtenir des territoires et des capitaux, c'est-à-dire de l'argent. Or, voilà le tragique, le tragi-comique, pourrait-on dire, de la situation. Ce sont précisément les deux choses dont la France n'a nullement besoin. La superficie de la France est à peu près celle de l'Allemagne, tandis que la population des deux pays est en rapport de quatre à sept. La population y est aussi bien moins dense qu'en Angleterre, en Allemagne, en Belgique et en Italie. Elle ne s'est presque pas accrue pendant ces dernières dizaines d'années, l'excédent des naissances sur les décès y est en moyenne de cinquante mille unités par an; il y a même une année où la population a diminué. L'insignifiance de cette augmentation est rendue encore plus sensible par le fait que la population de l'Allemagne augmente en moyenne de huit cent mille unités par an et celle de l'Autriche-Hongrie de cinq cent mille. Voilà pourquoi le peuple français est incapable en temps de paix de faire face à la demande de bras de ses industriels et de ses agriculteurs, de sorte que le pays est inondé d'ouvriers et d'entrepreneurs étrangers. Si son immense empire colonial apparaît moins comme une ridicule que comme une triste manifestation de la folie des grandeurs chez une nation, c'est que, par son passé civilisateur, la France serait capable et digne d'entreprendre une œuvre colonisatrice que l'État français, réduit aux seules forces de la nation, est incapable de mener à bien. Car, en effet, n'est-ce pas surestimer d'une manière

stupéfiante ou plutôt gaspiller coupablement les forces vives d'une nation que d'agir comme la France qui, par suite du faible accroissement de sa population, n'est pas en état de mettre en culture son propre territoire, d'infuser un esprit d'entreprise et de fournir des travailleurs à la mère-patrie, et aspire néanmoins à coloniser la moitié de l'Afrique, la plus grande partie de l'Indo-Chine et Dieu sait quels territoires encore?

Et si la France a plus de colonies qu'il ne lui en faudrait, sa richesse en capitaux n'est pas moins grande. Avant la guerre elle était le banquier ou, comme disaient les mauvaises langues, l'usurière du monde entier. En tout cas, il est certain que les capitaux français n'étaient pas placés dans le pays même, qu'ils n'y trouvaient pas l'esprit d'entreprise et la main-d'œuvre en suffisance et, par conséquent, étaient obligés d'émigrer.

Si la France réussissait donc, par une paix dictée à Berlin, à se faire céder les colonies allemandes, la rive gauche du Rhin habitée par des Allemands et même à se faire payer une ou deux douzaines de milliards, ce ne serait pas pour elle un avantage sérieux, capable d'influer sur ses destinées; mais ce qui est pour elle d'une importance capitale, c'est que sa population diminue depuis le commencement de la guerre, et diminuera encore plus dans le cours d'une guerre soi-disant «victorieuse». Car, pour des territoires et des capitaux qu'il pourrait se faire donner par le traité de paix et dont il n'a que faire, le peuple français sacrifie ce dont il a positivement besoin, ce qui lui est le plus précieux: la vie de ses fils. Nous ne savons pas au juste et, ce qui est plus grave encore, le peuple français ignore combien de soldats la République a perdus jusqu'ici sur les champs de bataille, mais selon des bruits qui transpirent dans les bureaux de la Croix-Rouge de Genève, ces pertes doivent s'élever à plusieurs centaines de milliers d'hommes jusqu'à présent. Des pertes aussi considérables et qui vont rapidement en augmentant ne peuvent être que désastreuses pour un peuple où la population n'augmente en moyenne que de cinquante mille âmes par an. On peut affirmer que telle ou telle offensive avortée de Joffre a consommé d'un seul coup l'accroissement de population d'une année entière! Est-il

permis aux Français de vouloir vaincre même à ce prix? Leur est-il permis de vouloir conquérir au prix d'un sang si précieux ce qu'ils ont en superflu, c'est-à-dire des territoires et des capitaux?

Mais l'Alsace-Lorraine! — m'objectera le chauvinisme français. Cette province a été enlevée à la France et le rétablissement de l'intégrité de la patrie vaut tous les sacrifices! Il est sûr que, vu sous cet angle, le fatal aveuglement dont les Français sont frappés est, dans une certaine mesure, excusable. Mais en y regardant de près, on s'aperçoit que ce point de vue est insoutenable et que les raisons de sentiment que les Français en donnent ne sont pas fondées. C'est vrai que ces deux provinces plus ou moins francisées que sont l'Alsace-Lorraine ont été arrachées à la France par le traité de Francfort, mais elles n'ont pas été françaises de tout temps. C'étaient anciennement des territoires germaniques. Elles ont fait partie de l'empire d'Allemagne jusqu'à la paix de Westphalie qui mit fin à la guerre de Trente ans, et c'est seulement à l'époque du plus profond abaissement de l'empire qu'elles ont passé sous le sceptre des rois de France. Et encore ne devinrent-elles alors françaises que de nom, car elles n'ont pris conscience de leur appartenance à la France et à la nation française que pendant la Révolution. C'est seulement alors que ces provinces commencèrent à adopter réellement la culture française et à perdre leur caractère germanique. Bien que je sois loin d'approuver l'annexion de 1871 et que je la regarde comme une faute, il est indéniable qu'elle n'a fait que rendre à leur ancienne patrie deux vieilles provinces allemandes partiellement francisées. Quelque douloureuse qu'ait été l'opération de 1871, elle n'a donc pas mutilé le vieux patrimoine de la nation française. Et il est aussi indéniable qu'un territoire enlevé par la force des armes a été repris par la force des armes. On peut donc appliquer au traité de Francfort le mot de Viviani qui, pour calmer les scrupules des socialistes touchant une guerre de conquête, disait en parlant du projet du gouvernement français actuel de reprendre l'Alsace-Lorraine que ce n'était pas une conquête, mais une restauration.

Cet argument est si péremptoire qu'il devrait néces-

sairement engager les Français à cesser la lutte. Des phrases sonores sur «les siècles futurs» ne devraient pas troubler l'entendement si clair des Français au point de leur ôter la vision du péril de mort qu'une continuation de la lutte fait courir à leur patrie. Pourquoi ne font-ils donc pas la paix si ce n'est à tout prix, mais du moins aux conditions relativement favorables qu'ils pourraient obtenir aujourd'hui de l'Allemagne? — se demande-t-on naturellement. La réponse est simple et fait en même temps la lumière sur la fatalité tragique de cette guerre. La République française, pas plus que les autres États d'aujourd'hui, n'est un mécanisme politique qu'on puisse forcer à faire une guerre rien que pour des raisons de sentiment et pour obéir à la volonté manifeste du peuple, si les quelques douzaines d'hommes qui détiennent momentanément le pouvoir ne sont animés de ces mêmes sentiments. Ajoutez à cela que ce n'est plus seulement avec le mécanisme d'États gigantesques qu'il faut compter aujourd'hui, mais avec le mécanisme compliqué d'une vaste coalition d'États. Quand même la France voudrait s'arrêter en route, elle ne pourrait se dégager d'un coup des liens de l'Entente; or, une des stipulations du traité restreint fortement, à ce qu'on dit, le droit des parties contractantes à faire une paix séparée.

Et il faut pourtant que la France s'arrête. Rien ne saurait prévaloir contre le fait qu'elle doit envisager cette guerre avant tout au point de vue de la population, et non de la politique, des intérêts économiques et, encore moins, d'un prétendu honneur national. Voilà pourquoi l'unique moyen de remplir son devoir qui s'offre à un homme d'État français aimant réellement sa patrie, est de suivre le conseil donné avec une honnête franchise par des «poilus» fatigués de la guerre à M. Poincaré lors d'une de ses visites sur le front, et qui lui crièrent, dit-on: «La paix à tout prix!»

ZOLTÁN DE SZÁSZ.

# L'ATMOSPHÈRE EN ALLEMAGNE[1]

Quels sont les espoirs de l'Allemagne en ce qui concerne l'avenir? Répondre d'une façon précise à cette question est presque impossible. Mais ce qu'on peut, en se basant d'une part sur les journaux, les revues, les livres et brochures, qui paraissent sans cesse, d'autre part sur les nouvelles privées qui parviennent des sources allemandes les plus diverses, c'est chercher à fixer les principaux traits des espoirs extrêmes et des espoirs moyens.

Rien ne permet de dire que la grande masse des différentes classes du peuple allemand ait perdu la conviction que l'Allemagne se trouvera finalement, de tous les États belligérants, dans la situation militaire la plus favorable. Certes, ce n'est plus le sentiment d'une victoire complète, décisive sur toute la ligne, tel qu'il enthousiasmait l'Allemagne entière, pendant les premières semaines de cette guerre. Mais c'est encore et toujours une confiance immense dans

[1] Nous publions cet article à titre documentaire. *L'Humanité* ne hurle pas avec ces psychopathes qui ne se lassent point de tromper le public français par le mirage d'une «victoire définitive». Il est vrai que ce quotidien est encore loin de dire la vérité sur l'état véritable des actions diplomatiques et militaires de la Quadruplice, néanmoins, il fait preuve, dans ses articles, d'une certaine bonne foi qui fait généralement défaut à la presse ententiste. La conclusion de l'article que nous reproduisons, à savoir que «l'Allemagne pourra tenir jusqu'à un moment où elle saura tirer de la guerre, sinon les bénéfices dont on a pu rêver en août 1914, au moins des avantages très appréciables», repose sur cette illusion qu'une guerre longue pourra frustrer, au moins en partie, les puissances centrales des avantages de leur victoire. Au contraire, à ne pas s'empresser de tirer les conséquences de leur défaite irrémédiable sur tous les champs de bataille, les Alliés ne font qu'aggraver leur situation.

*Note de la Rédaction.*

la force de l'armée allemande et c'est surtout la certitude que les conquêtes territoriales réalisées resteront un facteur actif dans le bilan guerrier de l'Allemagne. Cette certitude est fortifiée par la confiance illimitée qu'on a dans le génie de la technique du pays.

Le gouvernement laisse de temps en temps habilement courir dans certaines villes des bruits concernant de nouvelles inventions, et bien souvent ces bruits répondent à la vérité. C'est ainsi que ces derniers temps, il était devenu un secret de polichinelle que deux nouvelles «machines de guerre» venaient d'être construites: un appareil qui permet de fondre à distance les fils barbelés et une sorte d'automobile monstre, «un cheval de Troie», blindé formidablement, avec, au lieu des roues normales, des pieds de fer, permettant de vaincre toutes les résistances du terrain et de transporter les soldats allemands, sans danger immédiat pour eux, jusqu'aux tranchées ennemies.

Il est compréhensible qu'on arrive ainsi à enrayer un certain pessimisme, qui s'est emparé de beaucoup d'éléments appartenant aux différentes classes. Ce pessimisme a pris dans certains cercles, que je ne puis désigner plus clairement, la forme d'une crainte profonde, qu'à la fin des fins la situation générale ne puisse devenir telle qu'une véritable catastrophe ne se produise. Ces gens racontent que Hindenburg aurait dit un jour: «Je gagnerai contre les Russes tant de batailles que vous voudrez, mais jamais nous n'arriverons à battre l'armée entière».

Malgré les succès formidables remportés ces derniers mois par les Allemands sur le front oriental, ces pessimistes n'aperçoivent pas la victoire décisive au bout et les pertes en hommes les effrayent. Mais à côté d'eux, il y a d'autres groupes qui sont d'un optimisme sans bornes et qui escomptent toujours une victoire grandiose. Ils puisent leur espoir non seulement dans la force de l'armée, mais aussi dans tout ce que leur raconte leur presse sur ce qui se passe en Russie, en Angleterre et en France. Ils croient vraiment que l'Allemagne a plus d'argent que les alliés, ou au moins que son argent est mis plus facilement au service de la guerre que dans les pays ennemis. Ils sont convaincus que la France commencera plus vite à se fatiguer que l'Allemagne

et que la crise économique intérieure de l'empire ne prendra jamais de formes véritablemeat dangereuses pour lui.

Je ne crois pas que les ultra-optimistes et les ultra-pessimistes constituent ensemble un groupe important. La majorité écrasante se tient sans aucun doute sur une ligne moyenne, qui subit des changements brusques, mais qui a toujours retrouvé jusqu'ici l'équilibre d'un optimisme sérieusement tempéré par la conviction «que ça durera longtemps, au moins encore une année».

Il est naturel que cette dernière conviction inquiète surtout la classe ouvrière, car malgré l'organisation gigantesque du service des secours, soutenu par l'empire, les États fédérés, les communes et surtout aussi par les syndicats, elle souffre fortement de la cherté de la vie. «Les ouvriers ont oublié depuis de longs mois ce que c'est que la viande», s'est écrié un député socialiste majoritaire au cours de la dernière session du Reichstag; et il n'exagérait certainement pas. Les conditions actuelles des salaires ne sont nullement si roses pour les ouvriers qu'une certaine partie de la presse allemande cherche à le faire croire. Cela nous est prouvé par une note violente publiée dans le dernier numéro du *Grundstein*, le journal du syndicat du bâtiment, dont les tendances ultra-patriotiques ne peuvent cependant pas être mis en doute. Ne se voit-il pas forcé de constater subitement que bien des entrepreneurs refusent de payer à leurs ouvriers les suppléments «de cherté de vie» qui leur sont dus?

Quels sont les véritables sentiments des ouvriers allemands qui ont pu rester à la maison? Ni la presse socialiste, ni l'attitude des députés ne permettent de répondre exactement. Il serait surprenant que la classe ouvrière envisageât sans craintes l'avenir. Et il est plus que vraisemblable que le désir de paix est chez elle au moins aussi fort qu'il l'est dans une grande partie des classes moyennes, des professions libres. Mais, en dehors de l'accroissement de l'opposition social-démocrate — accroissement dont le gouvernement s'efforce de cacher les symptômes toujours plus soigneusement par tous les moyens disponibles, — il n'y a pas d'actes qui permettent en attendant de dire que le gouvernement allemand rencontrera des difficultés extraordinaires auprès

de la classe ouvrière. L'opposition socialiste elle-même est divisée et par suite partiellement paralysée.

Ce fait même ne fait qu'augmenter l'espoir aussi bien des social-démocrates majoritaires que des éléments bourgeois, que l'Allemagne pourra tenir jusqu'à un moment où elle saura tirer de la guerre, sinon les bénéfices dont on a pu rêver en août 1914, au moins des avantages très appréciables. C'est dans cette atmosphère que vivent et travaillent actuellement les couches dirigeantes de l'empire.

*(L'Humanité.)*

# LE COMMERCE DE FAUSSES NOUVELLES

La presse russe de Bucarest ne cesse de publier, dans un but bien défini, des nouvelles mensongères au sujet de la guerre. Ce commerce de fausses nouvelles que pratique, avec une désinvolture révoltante, l'officine russe de la rue Sarindar, commence à devenir dangereux. Le gouvernement devrait prendre des mesures sérieuses pour empêcher la diffusion des nouvelles inventées de toutes pièces par les salariés de la légation moscovite, nouvelles dont le dessein est de tromper le peuple et de faire croire aux gens qui n'ont pas les moyens de s'informer autrement, que les vaincus sont les vainqueurs et que nous devons courir au secours de nos ennemis, les Russes. Pas plus tard qu'hier on nous annonçait la prise de Semendria et de Radujevatz. Or, tout est faux, tout aussi faux que la nouvelle du 1,000.000 d'hommes que les Anglais vont envoyer dans les Balkans.

Nous lisons, en effet, une dépêche où l'on dit que partiront de Marseille pour les Balkans 75.000 hommes et que ces troupes de renfort pourront débarquer et prendre position avant six semaines.

Il ne faut pas omettre, à ce sujet, un détail dont le rapprochement peut être utile. Les journaux russes de chez nous, parlant du million d'Anglais, créés dans leurs bureaux, ajoutent que les Alliés ont besoin, pour leur envoi sur le front, de deux mois pour 200.000 d'hommes ou dix mois pour 1,000.000. Bien que ce délai soit plus que suffisant pour assurer la victoire des adversaires, nous devons remarquer qu'il ne repose sur aucune vérité. La dernière dépêche de Marseille nous en fournit la preuve. Selon elle, les Alliés n'ont pu envoyer, — si cela est vrai, car dans des temps aussi troubles tout est sujet à caution — que 75.000 hommes,

qui, ce sont eux-mêmes qui l'ont dit, n'arriveront sur le front que dans six semaines. Six semaines, vous en conviendrez, c'est plus de temps qu'il n'en faut pour obtenir un résultat décisif dans les Balkans ; il est, en vérité, plus que probable que dans six semaines, ou les Austro-Allemands auront percé le front serbe ou bien leur offensive aura échoué.

Voilà pourquoi nous sommes obligés de constater, d'une part, que la légation moscovite de Bucarest, ayant épuisé tous les moyens légaux pour nous entraîner dans la guerre à côté des Russes, recourt à des moyens détournés, pour obtenir par la ruse ce qu'elle n'a pu obtenir par des voies honnêtes.

Elle fait flèches de tout bois ; mais elle ne réussira pas, nous en sommes certains. D'autre part, les Anglais nous prouvent leur impuissance militaire.

Depuis le début de la guerre, ils ne font que crier au sujet de leurs forces armées, dont le nombre va toujours grandissant, mais qui ne grossit jamais. On nous a parlé de deux millions d'Anglais envoyés sur le front français ; nous voici, après une année et quelques mois, avec 500.000 Anglais en France, et maintenant on nous dit que pour les Balkans ils ont à peine pu amasser 75.000 hommes. Où sont les réserves inépuisables de l'Angleterre ?

Où sont ses innombrables soldats hindous, qui se sont évaporés comme par miracle ? Pourquoi n'en parle-t-on plus ? Parce que les premiers Hindous amenés en France n'ont pas pu s'acclimater ; ils ont presque tous été décimés par les maladies, de sorte que l'on a dû renoncer à leurs concours. Les bateaux torpillés dernièrement contenaient les troupes hindoues qu'on rapatriait.

Tout cela prouve que le concours dont les alliés parlent pour renforcer les rangs serbes est un bluff énorme. C'est du verbiage, des paroles creuses, bonnes pour les réunions publiques, mais qui crèvent comme des bulles de savon quand elles rencontrent le parler édifiant et sonore du canon.

Mais le commerce de fausses nouvelles ne doit pas envahir les pays neutres ; c'est pourquoi notre gouvernement a le devoir, l'obligation, d'intervenir pour mettre un terme à cette scandaleuse pratique.

NICOLAS-ALEXANDRE IONESCO.

*(L'Éclair des Balkans.)*

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 octobre 1915.

L'événement le plus important de la quinzaine écoulée est l'entrée en lice de la Bulgarie.

Le manifeste du tsar Ferdinand au peuple bulgare, daté du 1er octobre 1915, est un document d'une valeur historique. Nous en reproduisons la deuxième partie:

«Bulgares,

Des idéals nationaux qui nous sont chers M'obligèrent en 1912 d'appeler notre vaillante armée à la lutte, dans laquelle elle a vaillamment déployé les drapeaux de la liberté et brisé les chaînes de l'esclavage. Nos alliés les Serbes furent alors la cause principale qui nous fit perdre la Macédoine.

Epuisés et fatigués, mais non vaincus, nous dûmes plier nos drapeaux pour des jours meilleurs.

Les jours meilleurs sont arrivés beaucoup plus vite que nous ne pouvions nous y attendre.

La guerre européenne touche à sa fin. Les armées victorieuses des Empires du Centre sont en Serbie et avancent rapidement.

J'appelle la nation bulgare armée à la défense du sol natal souillé par un voisin perfide et à la délivrance de nos frères asservis sous le joug serbe.

Notre cause est juste et sacrée.

J'ordonne donc à notre vaillante armée de chasser l'ennemi des limites du royaume, d'écraser le voisin félon et de délivrer de la souffrance nos frères opprimés sous le joug serbe.

Nous combattrons les Serbes en même temps que les braves armées des Empires du Centre.

*Que le soldat bulgare vole de victoire en victoire!*
*En avant! Que Dieu bénisse nos armes!*»

Depuis, la vaillante armée bulgare marche déjà triomphante vers le cœur de la Serbie. Les succès foudroyants qu'elle a obtenus rappellent ceux des Allemands lors de leur ruée sur la Belgique et la France au commencement de la guerre générale. En effet, les Bulgares ont entamé leur offensive avec une vigueur et un élan qui, du reste, n'ont surpris personne. Car on était d'accord sur les hautes qualités de leur armée, incomparable par la bravoure et l'organisation. Nous autres Hongrois qu'attachent des liens de parenté à cette race touranienne, avons été tout particuliérement heureux et fiers de constater que l'entrée en campagne des Bulgares a été jalonnée par une série de victoires sur l'ennemi commun. Egri-Palanka, Sultan-Tépé, Kumanovo, Uskub, Vrania, Kotchani, Négotine, Pirot ne marquent que quelques étapes de leur poussée irrésistible. *L'Écho de Bulgarie* avait raison de dire, dans son numéro du 19 octobre, à propos des premières victoires: «Du Danube à la Bregalnitza, l'armée bulgare poursuit depuis quatre jours son offensive foudroyante et victorieuse. Au nord, les positions inexpugnables de l'adversaire tombent une à une, ses troupes se retirent en défendant opiniâtrement le terrain; en Macédoine, franchissant par la pluie et la neige un labyrinthe de montagnes, nos héroïques soldats arrachent au frère ennemi le cher patrimoine national dont il s'est rendu maître par la félonie et la trahison.»

La Macédoine sera bientôt délivrée; les Bulgares qui entrent en triomphateurs dans les villes et communes habitées par leurs frères opprimés, sont salués et acclamés avec une joie indescriptible. Tout en menant une guerre de délivrance, la Bulgarie avait encore en vue un but stratégique d'une importance capitale, c'était d'opérer sa jonction avec les armées austro-hongroises et allemandes. Or, cette jonction s'est déjà réalisée, car le 27 de ce mois, vers trois heures et demie, *les avant-gardes des trois armées se sont rencontrées* entre Brza-Palanka et Miloutinovac. C'était

un moment historique: émus, les honvéds hongrois, les soldats autrichiens et allemands et les soldats bulgares se regardaient sans proférer une seule parole; ce mutisme solennel régna quelques minutes pour faire place, ensuite, à une explosion de joie exubérante. Les officiers des armées alliées se saluèrent avec un enthousiasme digne de l'événement grandiose auquel ils assistaient. Le lendemain une fête eut lieu à Cladovo; aux sons des hymnes nationaux bulgare, hongrois, autrichien et allemand, on célébra cette union mémorable qui signifiait que la route directe entre Berlin et Constantinople était désormais ouverte. Ajoutons que nos soldats ayant forcé le passage du Danube à Orsova, ont aussi rétabli la communication fluviale entre la Hongrie et la Bulgarie.

Pressée au Nord et à l'Ouest par l'offensive inlassable des armées austro-hongroises-allemandes; à l'Est et au Sud par l'avance victorieuse de l'armée bulgare, la catastrophe de l'armée serbe semble inévitable. Malgré leur résistance héroïque, les soldats du roi Pierre pourront à peine échapper à l'encerclement qui peut aboutir à un Sedan. Tandis que nos troupes s'approchent de Kragouïévatz et menacent, en même temps que les Bulgares, Nisch, capitale actuelle de la Serbie, les quadruplicistes méditent encore sur les mesures à prendre pour venir en aide à leur infortuné allié! Maintenant — hélas! il est trop tard! — les Serbes apprendront à leurs dépens ce que c'est que de se fier à Albion et au Moloch panslaviste! Les quelques milliers de soldats ententistes qui se trouvent à Salonique ne pourront rien changer au Destin fatal qui va s'accomplir, car ils sont trop peu nombreux pour peser dans la balance de la guerre et — coupés entièrement du pays où se livrent les combats décisifs.

M. Pachitch prend au sérieux le mot d'«aller jusqu'au bout». Quand il s'agit des nations bernées par la perfidie et l'hypocrisie britanniques, les Anglais proclament hautement qu'il faut lutter jusqu'au dernier homme; mais qu'il se trouve des politiciens qui préfèrent faire périr leur peuple plutôt que de secouer le joug étranger, cela nous paraît vraiment inconcevable. Cependant il y avait, même en Serbie, des gens intelligents qui voyaient clair dans le jeu équivoque des ententistes lesquels avaient le toupet inouï de se

nommer protecteurs des petits peuples. Voici, par exemple, ce qu'écrivait, à la veille de la guerre serbo-bulgare, le *Boudoutchnost,* organe des socialistes serbes: «Les patriotes se consolent et sont toujours dans l'attente de quelque chose. Ils fondent leurs espoirs sur le Quadruple Désaccord et sur ses forces. Les Alliés qui ont été impuissants à prendre Constantinople si nécessaire à la Russie, devront maintenant donner Sofia à la Serbie! Ceux qui étaient dans l'impossibilité d'envoyer aux Dardanelles assez de troupes pour réaliser les problèmes politiques et stratégiques les plus importants dans l'Orient, devront maintenant, d'après la ferme conviction de nos illusionnistes, s'engager à réaliser les visées serbes sur la Bulgarie. Pour la Russie, ils n'ont pu s'engager assez, mais pour la Serbie — oh! pour elle, ils s'engageront...

A ce secours se joindra l'appui de nos fidèles alliés, les Grecs. Il est vrai que les Grecs qui, l'hiver dernier, pendant que le Quadruple Désaccord avait une situation très favorable sur les théâtres de la guerre, avaient refusé d'intervenir, pour leur propre compte, interviendront aujourd'hui dès qu'il est question d'agir pour le compte de la Serbie, malgré la situation militaire très désavantageuse du Quadruple Désaccord. Mais que Venizelos ait donné sa démission et que le roi Constantin ait ajourné le Parlement, ce sont là des jeux diplomatiques qui peuvent troubler et influencer seulement les faibles, mais jamais M. Pachitch.

Et pendant que la Serbie continue de se faire des illusions sur le secours des Alliés et des Grecs, personne ne compte plus sur l'appui roumain, pas même ceux de nos journalistes qui, au nom de Bratiano, déclaraient la guerre à l'Autriche chaque samedi ou lundi; les Allemands et les Autrichiens bombardent déjà toutes les villes et tous les villages situés le long de la Save et du Danube et les Bulgares chargent leurs fusils.»

L'organe des socialistes serbes avait donc prévu que compter sur l'aide de ce qu'il appelle très bien le «Quadruple Désaccord», était une illusion qui devait s'évanouir. Il est vrai que l'harmonie qui désunit les Alliés, devient toujours plus grande. M. Delcassé a démissionné parce qu'il trouvait que c'était l'Angleterre qui devait secourir les Serbes; M. Sonnino déclarait que l'Italie avait assez à faire

contre l'Autriche-Hongrie; les Français disaient que, pour eux, il serait plus avantageux de chasser l'envahisseur du sol paternel que de se lancer dans des aventures lointaines et d'un succès problématique et ainsi de suite . . . Tous avaient raison, la Serbie devait donc se contenter d'avoir l'honneur de perdre peut-être son existence nationale pour des puissances glorieuses et — vous le savez — victorieuses.

Sur les autres fronts, il ne se passe rien de remarquable. La grande offensive franco-anglaise s'est définitivement écroulée; même les critiques militaires de nos adversaires l'admettent. On se console par la perspective d'une nouvelle tentative de percer le front allemand qui aurait lieu au printemps . . .

Les Italiens ont entamé — qui sait pour la quantième fois — une nouvelle action de grande envergure contre nos positions; seules leurs pertes immenses peuvent en être considérées comme l'unique résultat, car notre front est aussi inébranlable qu'il l'était auparavant. Nos ex-alliés sont là où ils étaient au jour de la déclaration de leur «guerre sacrée».

Aux Dardanelles, la situation des troupes anglo-françaises qui n'ont pas encore été dirigées sur Salonique, devient de jour en jour plus précaire. Les journaux quadruplicistes commencent peu à peu à se rendre compte du fiasco qu'a essuyé l'Entente, riche en lauriers, sur les champs de bataille de Gallipoli. On a leurré la Russie avec l'espoir de lui faire cadeau de Constantinople; maintenant les alliés du moscovitisme sont forcés d'avouer que l'action contre les Détroits était une «aventure malheureuse». Cette pauvre Russie qui luttait surtout pour avoir Constantinople et pour protéger la Serbie, se voit maintenant dans l'obligation de dire adieu à son rêve chéri et — par surcroît — les armées austro-hongroises-allemandes-bulgares viennent de la couper de la Serbie et d'achever de l'emmurer, en lui barrant tout accès vers la mer . . .

HISTORICUS.

---

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET C°.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise :

**TRANSYLVANIA SEC.**

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

**BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.**

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association :** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président :** le comte Thomas Erdődy. **Direction :** Président : baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 200 | — |
| 620 | — | *a.* | Vienne (Marchegg) | *d.* | 925 | — |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | — |
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *a.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 910 | 720 |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | *d.* | **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | *a.* | Innsbruck ..... | *d.* | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | *a.* | **Buchs** ..... | *d.* | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | *d.* | **Buchs** ..... | *a.* | 203 | 142 |
| 209 | 656 | *a.* | **Zurich** ..... | *d.* | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | *d.* | **Zurich** ..... | *a* | 1033 | 1125 |
| — | — | *d.* | Bâle ..... | *a.* | 607 | — |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *d.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 850 | 720 |
| 725 | 1235 | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest. ... | *a.* | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... | *d.* | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | *d.* **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | *a.* **Salzbourg** ..... | *d.* | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | *d.* **Salzbourg** ..... | *a.* | 1245 | 858 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | *a.* **Munich** ..... | *d.* | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | *d.* **Munich** ..... | *a.* | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | *a.* Strasbourg ..... | *d.* | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | *d.* Strasbourg ..... | *a.* | 336 | 824 | 139 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest**..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest** Est..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* | Zimony ..... | *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* | Tzaribrod ..... | *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* | **Sofia** ..... | *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* | **Sofia** ..... | *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* | Sarembey..... | *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* | **Constantinopl** ..... | | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* | Verciorova ..... | *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* | Verciorova ..... | *a.* | — | 840 |
| — | 139 | *d.* | Crajova..... | *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* | Pitesti ..... | | — | — |
| — | 634 | *a.* | **Bucarest**..... | *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* | **Bucarest**..... | *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* | Constanza ..... | *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* | Constanza port ..... | | — | — |
| — | 1130 | *d.* | **Constanza** ..... | *a.* | — | 500 |
| — | ** 1200 | *a.* | **Constantinople**..... | *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* | Vienne Ostb. (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* | **Vienne** Westbahn... | *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* | Passau ..... | *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* | Passau ..... | *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* | Nurnberg..... | *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* | **Francfort** ..... | *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* | **Cologne** ..... | *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* | **Cologne** ..... | *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* | **Bruxelles**..... | *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* | **Bruxelles**..... | *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* | Ostende Quai ..... | *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 220 | | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | 1250 | 935 | — |
| 935 | | *d.* | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| 958 | | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* | **Budapest** Ouest | *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* | **Zsolna** ..... | *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* | **Oderberg**..... | *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* | **Budapest** Ouest. | *a.* | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | *a.* | **Oderberg** ..... | *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* | **Oderberg** ..... | *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* | Granica ..... | *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* | Granica ..... | *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

*N° 30 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 15 NOVEMBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — LA GUERRE MARITIME ET LES ÉTATS-UNIS, par **M. Henri Marczali**, Professeur à l'Université de Budapest ..... 1

II. — LA FRANCE, par **M.** ..... 27

III. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 31

**BUDAPEST,**

I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE

**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** ... ... ... ... | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# LA GUERRE MARITIME ET LES ÉTATS-UNIS

(Étude historique.)

« C'est quelque chose de très grand que de maîtriser la mer », dit Périclès dans son célèbre panégyrique de la ville de Pallas-Athéna. La possession de la route naturelle des peuples favorise le commerce, le protège contre les entreprises des pirates ; la flotte de guerre peut se mouvoir plus aisément, plus rapidement et étendre d'une manière presque illimitée la puissance et l'influence de l'État qui a su dompter les flots. Il n'est pas étonnant que tous les peuples établis sur le littoral et s'entendant à la navigation veuillent leur part de cette maîtrise, puis s'efforcent d'en faire un monopole à leur profit.

Ce serait dépasser le cadre de ces pages que de vouloir raconter en détail comment la domination des mers a passé des Phéniciens aux Grecs, comment ceux-ci se la sont disputée entre eux, puis avec les Carthaginois et comment elle a fini par passer à Rome. Rome a été le premier et le dernier État qui ait tenu sous sa domination tous les rivages de la Méditerranée et de la mer Noire. Après la chute de Carthage, elle n'avait plus de rivaux et la « paix romaine » régna d'une manière absolue sur ces mers après sa victoire sur les pirates. La conséquence en fut que l'Empire négligea la flotte et qu'il cessa de régner sur les mers avant d'avoir perdu sa domination sur le continent. Non moins dignes d'intérêt sont les luttes de Byzance avec les Arabes, puis celles des villes italiennes, Gênes, Pise et Venise pour la suprématie maritime. Gênes fit pour un temps une mer fermée de la mer Noire, et Venise de l'Adriatique. Plus tard, le monde s'étendit au delà de la Méditerranée ; les Espagnols, les Portugais, les Fran-

çais et les Anglais eurent leurs flottes et, après de longues luttes, les villes de la Hanse firent aussi à leur profit de la Baltique une mer fermée, une Méditerranée du Nord.

Une ère nouvelle s'ouvre avec les grandes découvertes. Espagnols et Portugais découvrent la route des Indes orientales et occidentales ; et le pape Alexandre VI partage entre eux le vieil océan ainsi agrandi d'un coup. Dix années après que les Espagnols alliés aux Vénitiens ont vaincu les Turcs à Lépante en 1571, ils mettent la main sur le Portugal et réunissent sous leur pouvoir les immenses colonies des deux pays ; il semble alors que les temps de Rome soient revenus et que l'empire agité de Neptune ne reconnaisse plus qu'un seul pavillon.

L'histoire de ces deux mille années de compétitions maritimes est en substance des plus simples. Chaque État tend à faire prévaloir sa puissance sur quelque partie des mers et, lorsqu'il y a réussi, à en éliminer ses rivaux, comme le firent Rome et l'Espagne pour l'ensemble des mers. L'hégémonie maritime est plus facile à réaliser que la suprématie continentale.

La destruction en 1588 de l'invincible «Armada» marque l'aurore d'une ère nouvelle. La plus formidable armée navale qui eût jusqu'alors fendu les flots de l'Océan devait briser l'Angleterre et la résistance de la Hollande insurgée contre le roi d'Espagne. Si ce plan eût réussi, c'en était fait du protestantisme et, en même temps, du développement autonome des États européens, puisque Philippe II prétendait aussi au trône de France. Cet échec du roi d'Espagne tourna au profit du protestantisme et de la liberté des peuples. Ils jetèrent tous des regards avides sur la mer, la suprématie maritime, et cela avec une avidité d'autant plus grande que par l'océan on arrivait aux Indes et à leurs trésors que défendaient, il est vrai, les Espagnols et les Portugais, mais qu'ils n'avaient plus la force de garder.

C'est dans ces circonstances, et en opposition consciente avec le monopole colonial espagnol, qu'est née la théorie de la mer libre. La pratique l'avait d'ailleurs précédée, car les agiles corsaires anglais et hollandais infestaient déjà les côtes de la Virginie et de Cuba, pillaient le Brésil, Java et les Iles des épices. Le premier qui proclame cette théorie est un Hollandais, le célèbre Hugo Grotius. Le fondateur du droit international

est aussi l'auteur de l'ouvrage intitulé *Mare liberum*. Suivons son raisonnement.

La condition primordiale du droit des peuples est, dit-il, le droit pour chaque nation de se mettre en contact et de commercer avec les autres. C'est Dieu même qui l'a voulu ainsi en ne donnant pas avec une égale mesure à chaque pays tout ce qui est nécessaire à l'existence, et en faisant en sorte que chacun d'eux soit supérieur aux autres dans tel ou tel genre de travail. Il a voulu rendre les différents peuples amis en les forçant à avoir besoin les uns des autres, car l'homme qui n'a pas besoin d'autrui, qui a tout ce qu'il lui faut, devient facilement égoïste. Ainsi celui qui met obstacle à ces relations fait grand tort à l'humanité. L'Océan même, en embrassant la terre entière, est la meilleure preuve que Dieu a voulu que chaque peuple puisse communiquer avec les autres. Selon Sénèque, la nature même commande par la variété de ses produits que les mortels s'adonnent au commerce. Aucun État ne saurait donc interdire à ses sujets de recevoir des étrangers pour faire du commerce avec eux.

Il prouve avec force arguments que les Portugais n'ont point le droit exclusif de trafiquer avec les Indes. Ni une bulle du pape, ni la fortune des armes, ni l'occupation du pays, ni l'usage ne sauraient leur conférer un tel privilège : la liberté du commerce découle du droit des gens. Les juristes espagnols non plus ne trouvent pas juste que les Vénitiens ou les Génois ferment leur golfe aux navires étrangers. Alors de quel droit les Espagnols fermeraient-ils l'océan ?

Grotius tire ses arguments de la Bible et des anciens : poètes, jurisconsultes, philosophes pêle-mêle. C'est ainsi, au milieu de tâtonnements et en s'appuyant sur les anciens, qu'une des plus grandes idées des temps modernes a fait ses premiers pas dans le monde. Elle est née des besoins d'un petit État : la Hollande. Ce petit État lui-même, dès qu'il fut devenu puissant, s'empressa de fermer ses colonies aux étrangers pour en garder tout le profit. On sait à quelles conditions humiliantes il acquit le droit d'établir des comptoirs au Japon, dont il monopolisa le commerce pendant deux siècles. Faute de mieux, il s'efforçait aussi de monopoliser les transports par mer. Ainsi la conquête d'un droit fut aussitôt suivie de l'abus. Mais l'idée survécut et l'Angleterre de Cromwell,

puis la France de Colbert secouèrent aussi le joug du monopole hollandais. Les marines espagnole et portugaise n'étaient non plus à dédaigner et, vers la fin du XVII[e] siècle, en même temps que celui des grandes puissances, une sorte d'équilibre s'établit aussi sur les mers.

Certes, les Hollandais et les Anglais furent d'abord pirates, mais pour sanctionner la force et assurer les acquisitions il fallait aussi un droit. Là où les parties en présence sont de force à peu près égale, elles doivent se soumettre à des principes de droit, autrement la lutte serait incessante. Voilà pourquoi le progrès du droit international suit une marche parallèle à celui de la politique de l'équilibre. (*De jure belli et pacis.* Édition de Lausanne, 1752, cinq volumes, avec de savantes annotations du baron Henri de Cocceji, ministre prussien, et de son fils Samuel qui fut chancelier de Frédéric-le-Grand.)

C'est surtout chez les historiens que Grotius a puisé les matériaux pour son traité sur le droit de guerre et de paix. Ce droit n'ayant jamais été codifié, il fallait faire un recueil des us et coutumes des différents peuples, les comparer, puis en faire un système basé sur le droit naturel, c'est-à-dire les lois de la raison. Il en est de même pour le droit maritime. On peut régner en mer par des flottes sur les personnes et sur les choses, mais on ne saurait posséder la mer même. Cependant des États peuvent signer avec d'autres États des conventions à teneur desquelles ils s'engagent à ne pas faire dépasser certaines limites à leurs vaisseaux. Ainsi firent les Grecs avec les Perses, les Carthaginois, et les gens de Tarente avec les Romains. Henri de Cocceji est d'autre avis. Il croit qu'un État peut prendre possession de la mer, comme le prouve l'histoire, mais non en faire son bien exclusif : chacun a le droit d'y naviguer et d'y pêcher.

Grotius appuie avec force sur cette liberté des mers, disant que nul n'a le droit d'empêcher un peuple de faire le commerce avec un autre peuple quelque lointain qu'il soit. Ses commentateurs lui reprochent ici un libéralisme exagéré et lui opposent l'histoire. Grotius n'en soutient pas moins le principe de la liberté absolue. Oui, sans doute, les adversaires ont le droit de saisir la cargaison pour leur défense, mais à charge de la rendre après la cessation des hostilités. Il déclare expressément que seules les armes et les munitions de guerre peuvent

être saisies. Il cite à l'appui force conventions, ordonnances et cas particuliers. Il relève déjà le fait que ce sont surtout les Anglais qui opèrent de pareilles saisies. L'Angleterre avait déjà déclaré en 1625 son intention d'exercer le droit de visite sur les navires faisant le commerce avec l'Espagne et de saisir le matériel de guerre qu'ils y trouveraient. En revanche, la France ne mettait aucun obstacle au commerce des neutres en temps de guerre.

La question demeura donc en suspens. Il y avait un abîme entre la théorie et la pratique. Toutefois, tant qu'il exista un certain équilibre des forces, la doctrine de Grotius fit règle pour les hommes de droit. Le célèbre ouvrage de Vattel, qui fait autorité en la matière, déclare que même la propriété de l'ennemi transportée sur vaisseau neutre ne saurait être confisquée. Mais la grande guerre de 1755 à 1763 amena un changement complet dans la situation politique. L'Angleterre avait vaincu les Français et les Espagnols alliés ; la Hollande était déchue ; les colonies et établissements anglais avaient pris le dessus dans l'Amérique du Nord et aux Indes. L'équilibre maritime était rompu : après un siècle et demi d'efforts soutenus, la Grande-Bretagne possédait enfin la maîtrise de la mer.

Elle dut la conquérir une seconde fois lors de la grande guerre contre la France et l'Espagne, dont la guerre d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique n'a été qu'un épisode. Dans cette guerre qui entraîna le monde entier dans son tourbillon et qui est, à cet égard, encore plus importante que la conflagration actuelle, l'Angleterre avait un intérêt vital à ce que ses colonies révoltées ne reçussent de nulle part des secours et des munitions. Sa flotte devait veiller à empêcher toute espèce de contrebande. Or les Américains, dont la flotte était encore très faible, avaient recours à la guerre de course et à la piraterie, et les autres États avaient un intérêt politique, ou du moins commercial, à rompre le blocus que les Anglais avaient établi sur l'Océan. Un juge aussi impartial que Lecky dit que c'est surtout le profit qu'elles retiraient de la guerre de course qui animait à la lutte les colonies américaines. Chacun voulait être marin ; soldat, personne.

Au moyen âge la visite des vaisseaux neutres par les belligérants était en usage afin d'empêcher l'envoi d'armes ou

d'autres secours à l'ennemi. Le *Consulado del mar*, code du droit maritime datant de 1270, établit que le bateau de commerce pris par un navire de guerre est tenu de montrer ses papiers pour prouver que la cargaison lui appartient. S'il n'a point de papiers, les marins devront affirmer par serment que les marchandises sont à eux.

Dans son traité avec Gènes en 1460, l'Angleterre se réservait aussi le droit d'arrêter, de visiter les vaisseaux génois et d'en confisquer les cargaisons destinées à l'ennemi. On voit que l'Angleterre s'est mise de fort bonne heure à exercer ce droit, qui fut reconnu du reste par le code international. Celui qui fournit des armes à un belligérant devient lui-même un belligérant. On commença à réglementer l'exercice de ce droit. En 1659, les Français tombèrent d'accord avec les Espagnols pour accorder pleine créance aux papiers du bord, c'est pourquoi on les munissait du sceau royal. Le traité d'Utrecht en 1713 généralisa cette pratique. Par contre, l'Angleterre se réserva par plusieurs traités non seulement le droit d'examiner les papiers, mais encore celui de visite dans les cas suspects. Il va de soi que lorsqu'elle eut la maîtrise de la mer, elle exerça très rigoureusement ce droit au grand préjudice non seulement de ses ennemis, mais surtout des neutres. Cette pratique des Anglais n'enrichit le code maritime que sous un rapport. Ce sont eux qui, les premiers, établirent dans leurs conventions du XVII$^{e}$ siècle la liste des objets qu'ils considéraient comme contrebande. A vrai dire, ce n'était guère un progrès, et l'usage de confisquer les marchandises ennemies trouvées sur navires neutres l'était encore moins. C'est la Prusse qui, en opposition avec le système anglais, demanda la première que la marchandise ennemie fût en sûreté sur les bateaux neutres. « Vaisseau libre, cargaison libre ! »

On s'imagine aisément les tracasseries, les risques, les pertes qui résultaient pour les navires neutres de ce droit de visite exercé avec la dernière rigueur, lorsque les grandes puissances maritimes étant en guerre, les vaisseaux des neutres pouvaient seuls faire le commerce. On sait que ce sont les Hollandais qui s'opposèrent le plus longtemps au système de spoliation des Anglais, et ils y avaient aussi le plus grand intérêt, puisqu'ils avaient encore une bonne partie du trafic maritime même après la décadence de leur marine de guerre.

Ils s'étaient donc décidés à envoyer leurs navires de commerce par groupes sous la protection d'un vaisseau de guerre (convois). A leur avis, la parole du commandant du navire ou de la flotte de guerre devait suffire à rassurer les Anglais touchant la présence de contrebande. Mais ceux-ci ne cédèrent pas. Ils s'arrogèrent le droit de visiter au moins un des bateaux du convoi qui leur paraissait suspect et, éventuellement, de le saisir. L'exemple donné par la Hollande ayant été suivi par d'autres peuples (les Suédois, les Danois), la question des convois fut la source intarissable de conflits diplomatiques et militaires.

On en était là lorsque la guerre que la France, l'Espagne et l'Amérique faisaient depuis 1778 à l'Angleterre remit en question la suprématie de celle-ci et donna une forte impulsion au trafic maritime des neutres. Au début de la guerre, les Français adhérèrent au principe de la cargaison libre sur vaisseau libre et s'efforcèrent d'y gagner le plus grand nombre possible d'États maritimes. Dans ce but, ils s'adressèrent aussi à la Russie, dont la puissance avait beaucoup augmentée sous Catherine II. La tsarine tenait d'ailleurs pour l'Angleterre, tandis que Frédéric-le-Grand et Joseph II étaient pour la France et l'Amérique. Les Anglais avaient tout lieu d'espérer une aide active de la part de la Russie et ils proposèrent une alliance à la tsarine. Pour arriver à leurs fins, ils usèrent de beaucoup de ménagements à l'égard des marchandises russes rencontrées sur mer. Nous disons des marchandises, car l'empire russe ne possédait guère encore de navires.

Les Espagnols ne furent pas aussi prudents et aussi indulgents. Comme ils s'apprêtaient à faire le siège de Gibraltar, ils voulurent empêcher le ravitaillement de cette forteresse ennemie et saisirent deux bateaux neutres chargés de blé russe. La tsarine le prit en très mauvaise part, et son favori Potemkine, qui avait reçu des Anglais un cadeau de 50.000 livres (1,200.000 fr.), crut le moment venu de le mériter et de conclure l'alliance. Mais Frédéric II voyant à quoi cette intrigue pouvait aboutir, décida le roi d'Espagne à donner sur-le-champ pleine et entière satisfaction à la tsarine. Ainsi, Catherine II se désintéressa de la chose et le comte Panin, son ministre des affaires étrangères et rival de Potemkine, engagea sa souveraine à renoncer à l'alliance anglaise et à faire, elle aussi, la

loi sur les mers dans l'intérêt des neutres, rôle plus conforme à la haute situation qu'elle possédait.

Aux côtés de la France réclamant la liberté des mers s'étaient dès longtemps rangés les États scandinaves et la Hollande, dans le trafic maritime desquels l'Angleterre jetait la perturbation. En Hollande le stadhouder seul, prince de la maison d'Orange-Nassau, était du parti anglais. Ce qui irritait surtout les Suédois, c'est que les Anglais regardaient comme contrebande de guerre et confisquaient en conséquence le fer, le bois et le chanvre, leurs principaux articles d'exportation. Les États maritimes du Nord invitèrent donc de concert, vers la fin de 1778, la cour d'Angleterre à retirer ses croiseurs de la mer du Nord et à ne plus entraver leur commerce, autrement ils se verraient obligés d'y envoyer une flotte pour la protection de leurs vaisseaux.

C'est sur cette base que la tsarine donna en mars 1780 la déclaration suivante : 1. Les vaisseaux neutres peuvent pratiquer librement le cabotage le long des côtes des pays belligérants. 2. Les marchandises appartenant à des belligérants, en tant que ce n'est pas de la contrebande de guerre, peuvent être transportées sans entraves sur des bateaux neutres. 3. Ne doit être regardé comme contrebande de guerre que ce que le traité de commerce anglo-russe reconnaît pour telle. 4. Un port ne doit être considéré comme bloqué que s'il est surveillé de si près par la flotte ennemie qu'il y a danger manifeste à vouloir y entrer. L'importance de l'art. 2 réside en ce qu'il tend à faire passer dans la pratique la théorie de la cargaison libre sur vaisseau libre, et celle de l'art. 4 en ce qu'il déclarait inexistant le « blocus fictif » des Anglais lequel, même sans y employer des forces suffisantes, avait pour but de forcer les bateaux neutres à éviter les ports de leurs ennemis. La déclaration était de tout point en opposition avec la pratique des Anglais et les abus de leur suprématie maritime.

L'Autriche, la Prusse, la Hollande, les États-Unis, auxquels se joignirent plus tard Naples et le Portugal, adhérèrent à la déclaration de neutralité armée, qui groupa ainsi la grande majorité des puissances autour du principe. Toutefois la tsarine ne prit point part à la guerre. Il lui suffisait d'avoir maintenu le principe et accru son autorité. Elle dit à l'ambassadeur d'Angleterre pour le consoler que « ce n'était pas tant une

neutralité qu'une nullité». Et lors de la conclusion de la paix, les articles relatifs à la neutralité armée ne furent pas insérés dans le traité, bien que la Prusse et l'Autriche l'eussent demandé. L'Angleterre avait conservé sa suprématie sur les mers vis-à-vis de si nombreux adversaires et ne voulut renoncer à aucune de ses prétentions.

Cependant, au point de vue historique, l'idée de la neutralité armée n'en porta pas moins des fruits. Un fait de haute importance à lui seul, c'est que les neutres parvinrent, en s'appuyant sur le droit international, à repousser les exigences excessives des belligérants. Les historiens anglais aussi bien que les américains reconnaissent que la neutralité armée a diminué la puissance de l'Angleterre et, par suite, facilité la sécession de ses colonies. Une médaille frappée à cette époque par le nouvel État porte l'inscription : «Non sine Diis animosus infans». Or, parmi ces dieux figurait aussi le droit des neutres, la liberté de la navigation.

La jeune flotte des États-Unis eut aussi un rôle important dans cette guerre. Ses petites frégattes ne pouvaient pas se mesurer avec les vaisseaux de ligne anglais qui bloquaient les côtes d'Amérique, mais ils rompirent plus d'une fois le blocus, et les croiseurs américains rentrèrent souvent avec un riche butin. Leur premier grand homme de mer, Paul Jones, à la tête d'une escadrille de croiseurs français, infesta les côtes d'Angleterre mêmes, les mit presque en état de blocus, bombarda les villes sans défense du littoral et répandit la terreur dans les eaux d'Irlande. En 1779, il passa aussi dans la mer du Nord, coula une frégatte anglaise convoyant des navires de commerce et se réfugia en Hollande avec son butin. Le gouvernement anglais exigea son extradition pour le traiter en pirate, mais les Hollandais qui ne voulaient ni repousser cette demande ni le livrer, lui permirent de se sauver en France. Paul Jones mourut amiral russe. Il s'est acquis beaucoup de gloire, et les Américains ne devaient pas oublier que les Anglais regardaient sa tactique du même œil qu'ils voient aujourd'hui celle de Weddingen et de ses compagnons.

Qu'il nous soit encore permis de rappeler au gouvernement et aux citoyens tout pénétrés de sentiments religieux et humanitaires de la fière république d'outre-mer que la torpille est une invention américaine. L'inventeur, David Bush-

nel, s'en servit le premier pour faire sauter des vaisseaux anglais pendant la guerre d'indépendance. Et si le premier historien de la marine de guerre américaine, Fenimore Cooper, que ses histoires d'Indiens et de colons ont rendu célèbre dans le monde entier, est presque heureux que les essais n'aient pas mieux réussi, il est certain que ses compatriotes n'auraient pas été fâchés de les voir couronnés de succès. Ainsi les États-Unis sont nés sous la constellation de la « mer libre » et seraient peut-être morts-nés sans l'appui qu'ils trouvèrent dans cette théorie et ses protagonistes. Mais ce n'est pas seulement l'enfance et la jeunesse de la grande république qui sont en étroite relation avec le principe de la liberté des mers, c'est toute son histoire plus que centenaire.

L'Angleterre sortit indemne de la redoutable épreuve. Si elle la supporta, elle le doit, en outre de l'habileté de ses amiraux et de l'expérience et du courage de ses marins, surtout à cet ardent patriotisme qui ne recule devant aucun sacrifice pour faire de la Grande-Bretagne la reine des mers, comme dit son chant national. Horace Walpole est un exemple typique de cet esprit public et de l'unanimité de sentiments qui en résulte. Jamais Anglais ne montra plus de libéralisme. Pendant toute la guerre, il fut pour les Américains, disant que c'étaient eux les vrais Anglais, qu'ils combattaient pour la légalité, la liberté. Il professait moins de respect pour la Grande Charte que pour la condamnation à mort de Charler I^er^. C'était, disait-il, « la plus grande charte », la fin de l'absolutisme. Toute espèce d'oppression rencontrait en lui un adversaire acharné. Mais quand la Hollande fut sur le point de s'allier avec la France, voici ce qu'il écrivit : « Le premier but de ma politique est de détruire la flotte française. Comme les Romains, je voudrais que Rome fût la maîtresse du monde, mais libre chez elle. Mon sang de whig ne peut souffrir que nous perdions une goutte d'eau de notre suprématie maritime. Le vieil homme sent bien que ce n'est guère juste et qu'un bon patriote est un mauvais citoyen du monde, mais dans le monde d'aujourd'hui, le citoyen du monde ferait le plus sot animal de la création. » (Lettre du 13 juin 1780.)

Avec une pareille mentalité et après une si rude épreuve, il n'est pas étonnant que l'Angleterre ait vu d'un œil jaloux l'accroissement de la flotte de tous les autres pays. Comme

le commerce par mer ne rapporte pas seulement de l'argent, mais forme aussi des marins, sa jalousie se tourna surtout contre la France dont la flotte approchait le plus de la sienne. Un pareil esprit public ne meurt point la guerre finie. Il reparaît à chaque occasion donnée et les événements actuels seraient incompréhensibles sans la connaissance de ces faits.

Les guerres de la Révolution et de l'Empire mirent le commerce des neutres dans la situation la plus critique. Le continent est à la France, la mer à l'Angleterre ; que devient la liberté du commerce entre ces deux puissances qui cherchent mutuellement à s'étouffer ? Il n'y a pas lieu de s'étonner si la guerre actuelle nous rappelle à chaque instant celle d'il y a cent ans. Alors, comme aujourd'hui, il n'existait guère de puissances neutres en dehors des États-Unis, lesquels exploitèrent habilement la situation. Ils couvraient l'océan de leurs navires marchands. « Dès 1806, ce sont eux qui transportent en Espagne les dollars du Mexique. C'est sous pavillon américain qu'on apportait la gomme du Sénégal, les lingots d'or et d'argent de la Vera-Cruz et de La Plata, les peaux de l'Amérique du Sud et le sucre de Cuba etc. » Les vaisseaux américains faisaient voile pour les États-Unis, y faisaient escale et passaient de là en Europe. Ils devaient interrompre leur route sous peine de se voir confisqués par les Anglais. Ces derniers ne pouvaient interdire le commerce intermédiaire, mais ils ne permettaient pas aux Américains d'importer directement des marchandises des colonies en Europe ou vice-versa. C'est l'origine de la distinction entre la route « directe » et la route « interrompue » qui joue un si grand rôle dans l'histoire de la navigation maritime.

L'interruption était le plus souvent fictive, de sorte que les Anglais confisquèrent de nombreux vaisseaux. De leur côté, les Français ne permettaient pas aux neutres de toucher des ports anglais et, eux aussi, saisirent des centaines de navires américains. Ils s'en gênaient d'autant moins que les États-Unis ne possédaient pas une flotte de guerre correspondante à l'étendue de leur commerce. Les Français se montraient plus brutaux, les Anglais plus rusés et plus calculateurs, de sorte que c'est entre les deux républiques que les hostilités éclatèrent d'abord. De déclaration de guerre, il n'y en eut point. La jeune flotte américaine entra en lutte avec la flotte fran-

çaise sans autres formalités. Dès que Bonaparte fut devenu consul, il s'empressa de rétablir la paix. Mais les Anglais continuèrent leurs vexations contre les neutres ; non seulement ils visitaient la cargaison des navires avec une extrême sévérité, mais ils s'enquéraient de la nationalité de l'équipage et, quand ils y trouvaient des Anglais de naissance ou, mieux encore, des déserteurs, ils les enlevaient et les enrôlaient sans autre forme de procès.

Ce procédé n'était plus seulement un attentat contre la bourse des Américains, mais il portait atteinte à leur honneur national ; cependant ils le tolérèrent longtemps et pour deux raisons : d'abord les profits étaient encore assez considérables, puis ils avaient peur de la guerre. Tout ce qu'ils firent, c'est d'interdire pour quelque temps à leurs navires de faire le commerce avec l'une ou avec l'autre des grandes puissances. Ils n'osèrent prendre un peu plus hardiment position contre l'Angleterre qu'en 1811, quand Napoléon au faîte de sa puissance leur eut fait accroire qu'il fera une exception en leur faveur et ne mettra pas à exécution la disposition du blocus continental qui déclarait de bonne prise tout navire ayant touché un port anglais. L'Angleterre ne céda pas ; elle continua à enrôler de force leurs matelots et alla même jusqu'à attaquer leurs vaisseaux de guerre sur lesquels on soupçonnait la présence de déserteurs. Enfin les États-Unis déclarèrent la guerre en 1812 « pour la liberté du commerce et les droits des navigateurs ». Pendant cette guerre, les Anglais s'emparèrent de leur capitale Washington et brûlèrent le Capitole. La paix de 1815 ne changea rien à l'état de choses. Après la chute de Napoléon, l'Angleterre se retrouva plus puissante sur mer que jamais, et n'ayant plus besoin après la paix générale de recourir aux enrôlements forcés pour compléter ses équipages, les neutres ne furent plus exposés à des vexations sous ce rapport.

L'Angleterre cependant ne renonça point à exercer le contrôle de la navigation sur les océans. Pour atteindre ce but, elle mit sa flotte au service d'une idée généreuse. En 1794, les États-Unis avaient déjà qualifié de piraterie la traite des nègres. L'Angleterre avait suivi leur exemple en 1807. Au congrès de Vienne et par le traité de Paris en 1815, elle obtint la condamnation unanime de ce genre de commerce qui était une honte pour l'humanité et, pendant la paix, elle conclut des con-

ventions avec les pays étrangers en vue de le supprimer totalement. A teneur de ces accords, les États reconnaissaient aux vaisseaux de guerre anglais croisant sur les côtes d'Afrique le droit de visiter les navires suspects et de les saisir, s'il y avait lieu. La souveraineté des États était sauvegardée par la disposition stipulant que l'affaire du navire saisi serait portée devant un tribunal de son pays. Les gouvernements de la France et des États-Unis refusèrent longtemps de signer une pareille convention et protestèrent contre toute visite de leurs bateaux. Enfin les Français cédèrent et les Américains se trouvèrent seuls. Les croiseurs anglais arrêtaient et visitaient les bateaux naviguant sous pavillon américain afin de s'assurer que ce n'était pas une fraude en vue de tromper la surveillance. Nombre de vexations en résultaient, mais ce qui porta à son comble l'irritation des Américains, ce fut l'intention manifestée par les Anglais d'envoyer des croiseurs exercer la surveillance sur leurs côtes. Cette prétention faillit amener une nouvelle rupture vers 1840, la République ne voulant renoncer à aucun de ses droits de souveraineté au profit de l'Angleterre. Enfin, on convint en 1842 que les États-Unis entretiendraient aussi des croiseurs qui opéreront de concert avec ceux des Anglais. L'exemple fut suivi. La France aussi dénonça la convention, et la liberté des mers parut de nouveau sauvegardée.

L'Angleterre n'abdiqua point définitivement les prétentions qu'elle soutenait depuis si longtemps avec tant de persévérance. En 1858, elle arrêta et visita encore plusieurs navires américains ; mais, sur la protestation des États-Unis, les jurisconsultes de la couronne furent obligés de déclarer que le droit de visite n'existait pas en temps de paix.

En 1862, la République affaiblie par la guerre civile acquiesça pourtant à l'exercice du droit de visite réciproque. La convention est restée en vigueur jusqu'en 1870, année où les États-Unis se sont assuré de nouveau pleine et entière liberté de circulation pour leurs bateaux.

Mais les États-Unis n'avaient pas seulement à se plaindre des offenses faites à leur pavillon et de l'atteinte portée à leurs droits de souveraineté par l'Angleterre. La guerre civile fournit aux Anglais l'occasion de causer un dommage encore plus sensible à ces rivaux de jour en jour plus redoutables. L'Angleterre et la France avaient reconnu la Confédération des

États de Sud sinon comme État indépendant, du moins comme partie belligérante. La Confédération, bloquée par la flotte de l'Union, commanda des vaisseaux en Angleterre afin de rompre le blocus et de faire à l'ennemi une guerre de course. L'Angleterre avait un très grand intérêt à la rupture du blocus, car ce sont les États du Sud qui fournissaient le coton pour ses filatures. Le blocus en rendait le transport périlleux ; le coton était devenu huit fois plus cher et, autour de Manchester, dans le « pays noir », 500.000 ouvriers chômaient. En Angleterre, le monde du commerce a toujours eu la conscience très élastique quand il s'agit de ses intérêts. Pendant la guerre de Chine en 1860, les fabricants de Birmingham continuèrent sans façon à vendre des armes à ce pays et s'étonnèrent fort quand leur gouvernement prohiba cette vente. De la part de gens qui n'ont que des liens d'intérêt avec leur patrie, on ne peut s'attendre à plus d'égards pour les droits d'autres pays.

Il ne faut donc pas s'étonner si les vaisseaux commandés en Angleterre y furent en effet construits, armés et même pourvus d'équipages. Le gouvernement anglais ferma les yeux sur tout cela et leur laissa prendre la mer, « parce qu'il n'existait pas encore de convention relative aux droits des neutres ». Les corsaires causèrent effectivement beaucoup de mal à l'Union. Ils lui prirent en tout 261 navires ; l'Alabama à lui seul en captura 69 valant 10,000.000 de dollars. L'élévation des primes d'assurance lui fit encore plus de tort. Beaucoup de propriétaires vendirent leurs bateaux à des neutres, la navigation sous pavillon étoilé faisant courir de trop gros risques. De 1861 à 1866, la flotte marchande des États-Unis diminua de moitié et son tonnage tomba de 2,500.000 tonnes à 1,400.000 La guerre finie, l'Union réclama des indemnités. Après de longs pourparlers, on convint de s'en remettre à la décision d'un tribunal d'arbitrage, lequel condamna en 1872 le gouvernement anglais à payer une indemnité de 3,100.000 livres (15½ millions de dollars or).

Le règlement de la question de l'Alabama fait époque sous deux rapports. D'abord c'est la première fois qu'un litige susceptible de causer la guerre entre deux États a été réglé à l'amiable, les deux parties s'étant soumises à un jugement arbitral. C'est aussi la première fois que la fière Albion a

reconnu qu'elle ne pouvait impunément porter atteinte sur les mers aux droits des autres.

La cour d'arbitrage devait fonder son jugement sur le droit international. La navigation maritime possédait un code reconnu de toutes les puissances. Après la guerre de Crimée, leurs plénipotentiaires étaient restés à Paris pour le rédiger. Les bonnes relations entre la France et l'Angleterre qui avaient fait la guerre de Crimée ensemble, duraient encore. Les radicaux anglais (Bright, Cobden) commençaient à avoir de l'influence sur le gouvernement et régnaient sur l'opinion publique ; ils étaient pour une liberté absolue de commerce. Le second empire, tout en maintenant des relations cordiales avec l'Angleterre, avait néanmoins rétabli un certain équilibre sur les mers. C'est ainsi que la conférence statua dans sa déclaration du 16 avril 1856 que la propriété de l'ennemi trouvée sur un navire neutre, non plus que celle des neutres trouvée sur un vaisseau ennemi, ne pouvaient être saisies, à moins que ce ne fût de la contrebande de guerre. C'est le principe de la cargaison libre sur vaisseau libre, complété et élargi. Il répond pleinement à un vieux postulat des États-Unis. A la fin de 1825, le président John Quincy Adams recommandait au Sénat la conclusion d'une alliance entre tous les États indépendants de l'Amérique, en opposition avec la Sainte-Alliance réactionnaire d'Europe. Voici les premiers points du programme présidentiel : 1. Organisation du commerce sur la base du principe de liberté. 2. Reconnaissance du principe de la cargaison libre sur vaisseau libre et de l'obligation pour un blocus d'être effectif. 3. Établissement en commun des principes de la neutralité relatifs à la navigation maritime. On voit que l'Amérique se place sur le terrain de la déclaration de 1780 et qu'à la conférence de Paris, l'Angleterre aussi a fini par s'incliner devant ce principe.

Dès lors il ne restait plus que deux questions à élucider : donner une définition de la contrebande qui peut être saisie sur les bateaux neutres ou ennemis et établir les droits et obligations des neutres vis-à-vis des belligérants.

Comme on l'a vu, la notion anglaise de la contrebande différait grandement de celle des puissances moindres. Les Anglais prétendaient qu'il fallait regarder comme objets de contrebande les marchandises qui, sans être strictement des

engins de guerre, pouvaient cependant faciliter la lutte à un belligérant. C'est le point de vue qu'ils soutinrent à la conférence de 1856. Avec une pareille interprétation, il était aisé d'arrêter, de visiter et de confisquer les bâtiments des neutres. Puis les Anglais ne se piquent point d'être toujours conséquents avec eux-mêmes. Ils ont protesté contre ce que la France et le Japon avaient déclaré pendant leur guerre contre la Chine (1884—1885 et 1894—1895) le riz de contrebande, tandis qu'eux-mêmes, pendant la guerre du Transvaal, confisquaient le riz trouvé sur des navires américains, bien qu'il fût en majeure partie à destination de la population civile et non à celle de l'armée boër. L'usage de deux poids et deux mesures a toujours été le trait distinctif de «l'égoïsme sacré».

La conférence du droit maritime international tenue à La Haye en 1907 établit la liste détaillée des marchandises dites de contrebande. Il va de soi que tous les articles qui n'y figurent pas nominativement ne sauraient faire l'objet d'une saisie. La déclaration de Londres de 1909 marque de nouveau un recul sensible à cet égard. A côté de la «contrebande absolue», elle crée une nouvelle espèce de contrebande: la «contrebande relative». Celle-ci comprend en première ligne les vivres qui peuvent par conséquent faire l'objet d'une saisie; en revanche, elle énumère toutes les marchandises qui ne sauraient être confisquées. Ce groupe comprend en particulier les matières premières pour l'industrie textile et, en premier lieu, le coton. On voit donc que l'Angleterre elle-même n'admet pas que toutes les marchandises puissent être confisquées et qu'elle excepte tout d'abord le principal article d'exportation des États-Unis.

D'un intérêt plus général est la question des droits et des obligations des neutres en cas de guerre maritime. Elle est d'un intérêt plus général parce que, s'il s'agit d'un droit international fondé sur le droit naturel, il doit y avoir équivalence de droits et de devoirs. Voyons ce que disent les auteurs.

Grotius expliquant que le droit des gens est en même temps un droit naturel et d'essence divine, saisit cette occasion pour faire étalage de son savoir et de sa connaissance des auteurs anciens, et dit dans son style lapidaire (livre III, chapitre 17): On lit dans Agathias qu'il faut regarder comme ennemi celui

qui favorise notre ennemi. Procopius range parmi nos ennemis ceux qui fournissent à l'armée ennemie ce dont elle a besoin pour faire la guerre. Démosthénes disait un jour : « Celui qui, sans me frapper ou me percer de ses flèches, s'efforce de me nuire par des menées secrètes est mon ennemi. » Marcus Aulus hésitait à traiter en ennemis ou en neutres les Épirotes qui avaient donné à Antiochus non des soldats, mais de l'argent. Lucius Emilius réprimanda les habitants de Téos d'avoir fourni des vivres et même promis du vin à la flotte ennemie ; il ajouta qu'il les traiterait en ennemis s'ils n'en donnaient pas autant à la flotte romaine. On connaît le mot célèbre d'Auguste : « Un État qui reçoit l'ennemi dans son sein, perd ses droits à la paix. »

En pareil cas, le mieux est d'observer les contrats qui nous lient aux deux parties belligérantes, de ne pas prendre part à la guerre avec leur consentement afin de pouvoir témoigner les mêmes sentiments d'humanité à l'égard des deux parties. Livius dit que les neutres doivent souhaiter la paix aux deux adversaires.

Henri de Cocceji, le commentateur de Grotius, interprète ce texte dans ce sens que les neutres sont tenus de donner aux deux parties ce qu'elles sont en droit d'exiger d'eux au nom du droit des gens, puis de ne point en favoriser une aux dépens de l'autre.

Vattel, qui proclame des vérités éternelles et des lois morales sous le couvert du droit international, appelle neutres les peuples qui ne prennent point part à la guerre, entretiennent des relations d'amitié avec les deux parties et n'en favorisent aucune au préjudice de l'autre. (Livre III, chapitre VII, § 103. Londres 1758.)

« Les règles du droit international résultent d'une juste combinaison entre les droits de guerre et la liberté, le salut, les avantages et le commerce des neutres. »

Ici nous apercevons encore nettement les idées directrices, elles n'ont pas encore été obscurcies par le pédantisme scientifique. Voilà pourquoi nous avons cité les auteurs anciens de préférence aux modernes. Les principes ne sauraient d'ailleurs varier puisqu'ils découlent du droit naturel ; on les applique seulement de manières différentes.

Leibnitz reconnaissait déjà qu'on ne saurait faire un tout,

un système des règles du droit des gens, car elles diffèrent selon les lieux et les circonstances. Dans ce que l'Institut de droit international a fait depuis trente ans, dans l'œuvre des conférences interparlementaires de droit, il y a encore bien plus de desiderata que de lors adoptées par tous les États et entrées en vigueur. Nous voyons du reste que la guerre n'est pas plus propice à une législation internationale qu'aux Muses.

Le droit de guerre sur mer en quoi diffère-t-il du droit de guerre sur terre ? Les juristes disent qu'il en diffère essentiellement sur trois points. 1. Les belligérants ont des droits plus étendus à l'égard des neutres (blocus, visite des bateaux). 2. La propriété privée n'est pas garantie (confiscation des bateaux et de leur cargaison). 3. Emploi dans une bien plus grande mesure des engins explosifs (mines, torpilles). On voit donc que la guerre maritime, lors même qu'elle est faite selon les «règles légales», n'a guère perdu de ses horreurs. Toutes les délibérations et résolutions n'ont abouti qu'à y apporter quelques adoucissements ; on n'a pas encore porté la cognée à la racine même du mal.

Il est vrai qu'à la conférence de La Haye en 1907 les représentants de l'Angleterre déclarèrent renoncer complètement à la saisie sur mer. C'eût été un grand progrès si les Anglais n'y avaient pas mis pour condition le désarmement général, c'est-à-dire l'obligation pour les autres États de n'accroître leur flotte que dans la mesure où l'Angleterre le ferait pour la sienne. De ce fait, la maîtrise de la mer lui eût été assurée pour l'éternité, la proportion des forces restant toujours la même. Pour jouir en paix de la suprématie navale, elle aurait consenti à ne plus l'exercer sans ménagement. Toutefois, comme la condition imposée aux autres États relativement à l'augmentation de leur flotte portait atteinte à leurs droits de souveraineté, cette proposition fut jugée inacceptable.

La conférence de Paris a cependant proclamé un principe qui marque un immense progrès : c'est l'interdiction d'armer des corsaires. Elle fait cependant une exception : si l'un des belligérants délivre des lettres de marque, son adversaire aura le droit d'en faire autant. A la conférence de 1907, l'Angleterre fit adopter une résolution autorisant l'emploi sinon de corsaires, du moins de vaisseaux auxiliaires. On sait que le fameux Lusitania appartenait à cette catégorie de navires.

Le droit de visite a été maintenu. Il ne peut être supprimé parce que, comme on l'a assez vu, il n'est point rare que des belligérants arborent un pavillon neutre pour la sécurité de leur navire. Il en est de même pour le blocus : on exige seulement qu'il soit effectif et qu'il ait été notifié en temps utile aux autorités des États belligérants et des neutres. Comme la guerre actuelle le prouve, les paquebots des neutres et les navires-hôpitaux sont toujours exposés à être visités et confisqués en dépit des règlements.

Cette guerre a encore révélé la plus profonde lacune du code international. Il ne contient point de dispositions, et ne pouvait d'ailleurs guère en contenir, touchant une limitation de l'emploi des avions et des sous-marins. Ici, c'est donc la pratique seule qui fait loi, et il va de soi que les belligérants font peu de cas des principes humanitaires non plus que des règles du droit.

Revenons à notre thèse. La guerre navale d'aujourd'hui est-elle conforme à la politique séculaire, innée, pourrait-on dire, des États-Unis, à la protection des neutres, à la théorie de la cargaison libre sur vaisseau libre ? Et si elle ne l'est pas, qui est-ce qui pèche contre et en quoi pèche-t-il ?

Examinons d'abord le point en question qui nous touche de plus près et au sujet duquel tant de plaintes s'élèvent chez nous contre les États-Unis : les fournitures d'armes et de munitions. La conférence de La Haye a statué à ce sujet. Chaque État a le droit de faire ce commerce, cependant il peut aussi l'interdire ; mais s'il l'autorise, il doit vendre également à tous les belligérants. On sait dans quelle mesure les Américains usent de l'autorisation. Nous admettons volontiers que ce n'est pas de leur faute s'ils ne peuvent vendre des armes qu'à l'Entente et à ses alliés. Sans le blocus, ils en vendraient aussi bien volontiers à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne. Correct peut-être dans la forme, il reste à savoir si ce procédé est digne d'un État vraiment neutre. Grotius et Vattel en jugent autrement. Nous osons affirmer qu'il n'est même pas conforme non plus à l'esprit de la Convention de La Haye, quoique celle-ci marque un recul en regard de la pratique et de la théorie admises jusqu'ici. Comme il n'existe point de for plus élevé ici bas, qu'ils s'arrangent avec leur conscience.

L'autre question, qui est en étroite connexité avec la

liberté des mers, est celle du commerce que font les neutres de marchandises qui ne sont pas de contrebande absolue ou relative. Ce trafic n'existe plus depuis la guerre. Les flottes alliées font non seulement obstacle à tout commerce avec les ports allemands, mais elles ne laissent même pas entrer dans les ports du Danemark et de la Hollande neutres des marchandises qu'elles soupçonnent être destinées à l'Allemagne. Nous ne faisons même pas mention de l'Autriche-Hongrie, les côtes de la Méditerranée et de l'Adriatique étant plus étroitement bloquées encore que celles de la mer du Nord. Nos ennemis arrêtent même les transports de coton, or, on sait que cet article est expressément exclu, avec les vêtements, de la catégorie des marchandises qui peuvent à un titre quelconque être confisquées. Ceci porte gravement préjudice aux États-Unis d'abord, mais aussi aux autres neutres. L'Angleterre règne sur les mers d'une manière plus absolue que jamais, sans en excepter l'époque des guerres contre Napoléon. L'Union, qui était encore dans l'enfance à cette époque, entra alors en lutte avec les deux géants, la France et l'Angleterre, pour la liberté du commerce ; aujourd'hui qu'elle compte cent millions d'habitants, elle supporte tout et se borne à protester.

A teneur des dispositions du droit international, les paquebots non plus ne doivent être visités et confisqués. La correspondance privée ne doit pas être saisie. Le principal objet de la législation internationale est de parer aux maux que les particuliers auraient à souffrir du fait des guerres que se font les États et surtout des États étrangers. L'Angleterre n'en a cure. Elle arrête les bateaux-poste et exerce la censure sur les lettres. Comme c'est l'Union qui possède le plus grand nombre de paquebots après l'Angleterre, c'est elle qui a le plus à souffrir de cet abus de la force. On proteste, mais on ne va pas au delà des protestations.

Dans la guerre maritime, une mesure des plus préjudiciables au pays qui en est l'objet ainsi qu'au commerce des neutres, c'est indubitablement le blocus des côtes ennemies. L'Angleterre a eu recours pour la première fois à ce moyen contre une grande étendue de côtes en 1777—1783, et cela précisément contre ses colonies insurgées, puis contre les côtes de France pendant les guerres de la Révolution et de Napoléon. L'Union suivit son exemple pendant la guerre de Sécession

(1861—1865). On sait que toute la côte allemande de la mer du Nord et la côte austro-hongroise de l'Adriatique sont aujourd'hui en état de blocus. Mais précisément en raison du grave préjudice que cette mesure cause au commerce étranger en interrompant toute communication, puisque tout navire qui tente de forcer le blocus peut être confisqué, la validité en a été, dès l'origine, subordonnée à certaines conditions. En 1780, la ligue des neutres protestait déjà contre les « blocus de papier » que l'Angleterre avait signifiés sans entretenir sur les côtes en question les forces navales nécessaires à leur effectuation. Mais l'Angleterre s'est empressée, elle aussi, d'adopter ce point de vue et, lorsque les bateaux des Sudistes eurent forcé le blocus en 1863, ils le déclarèrent levé et firent quelque temps sans entraves le commerce avec le port de Charleston. D'ailleurs, on ne regarde aujourd'hui comme valide que le blocus effectué par des navires postés à proximité des côtes. Il est injuste d'arrêter et de confisquer les navires au milieu de l'océan, car un vaisseau qui voulait primitivement visiter des parages bloqués a pu changer de projet en cours de route ; or, la saisie ne peut se justifier que par une tentative de forcer le blocus. Les Anglais sont obligés d'arrêter et de saisir les vaisseaux en plein océan ou, au plus tard, dans La Manche, d'où ils pourraient se rendre dans un port hollandais, danois, suédois ou norvégien aussi bien que dans un port allemand. C'est donc une injustice et une vexation flagrantes que les États-Unis ont supportées jusqu'ici sans protester, comme chose naturelle et découlant de la suprématie maritime de l'Angleterre.

On sait que le principal objectif du blocus déclaré par l'Angleterre est d'affamer les empires centraux. L'ancien droit de guerre permettait bien à l'assiégeant de couper les vivres à la ville assiégée, mais mettre deux grands pays en état de blocus pour les affamer, c'est là un fait nouveau, inouï dans l'histoire des guerres. Les vivres qui ne sont que de la contrebande relative d'après la déclaration de Londres, ont été déclarés contrebande absolue. Une forteresse a en outre plus de moyens de défense qu'un autre objectif de guerre, pour ne parler que des mines. L'Allemagne n'a donc fait qu'user de son droit en répondant, le 18 février 1915, au blocus anglais par celui des côtes de la Grande-Bretagne et en le faisant effec-

tuer par ses sous-marins. Ces bateaux opérant dans le voisinage des côtes bloquées, le blocus allemand est plus conforme aux règles du droit international que le blocus anglais qui s'exerce si loin de son objectif. Il a néanmoins été forcé et si souvent forcé que l'efficacité en est plutôt l'exception que la règle. Il a été forcé aussi bien par des vaisseaux neutres que par des ennemis ; c'était parfaitement leur droit et on ne peut que s'en féliciter du point de vue de la liberté des mers. En revanche, les sous-marins ont aussi le droit, en cas donné, de rendre le blocus effectif en détruisant la contrebande transportée par des navires ennemis ou neutres.

Le cas du Lusitania ayant fait une si grande sensation, surtout en Amérique, et ayant eu sa répercussion sur la politique, nous devons nous en occuper à part. Le gouvernement allemand avait, d'une manière toute spéciale, appelé l'attention des passagers civils sur le danger qu'il y avait à prendre ce bateau, figurant d'ailleurs sur la liste des croiseurs auxiliaires anglais et devant, par suite, être traité en bateau ennemi. L'Allemagne voulait démontrer qu'il ne s'agissait pas d'un « blocus de papier », l'Angleterre avait intérêt à prouver le contraire. Il lui fallait donc recruter des passagers pour ce vaisseau afin de brouiller l'Allemagne avec l'Amérique. On sait que le plan des Anglais a réussi, car ils ont eu des passagers civils en abondance, mais l'œuvre du sous-marin allemand a été couronnée d'un succès plus grand encore.

Tout le monde a encore présent à la mémoire le cas de Nadvorna. Là, dans le sud-est de la Galicie, pendant la campagne d'hiver, le commandant russe avisa un jour le nôtre qu'il allait nous attaquer et poussait, en guise de couverture, mille juifs devant la colonne d'attaque. Cette tactique a un précédent. On lit dans les *Lamentations* de Rogerius que, lorsque les Tatars entreprirent le siège de Nagyfalu (le Makó d'aujourd'hui), « ils envoyèrent en avant les prisonniers magyars, puis quand ceux-ci furent tous tués, les ruthènes, les ismaélites, les cumans. La horde tatare, restée derrière, riait de les voir tomber ». Ceci se passait en 1241, mais on trouve encore des Tatars en 1915. Notre commandant répondit qu'il ferait tirer sur les juifs de couverture, sur quoi les Russes renoncèrent à leur projet. Les Anglais, eux, n'abandonnèrent pas le leur. Les milliardaires américains et leur suite leur rendirent

le service que les nôtres avaient rendu aux Tatars et que les Russes attendaient des juifs. Ils se sont dit que si le Lusitania force le blocus, c'est bien, mais que s'il est coulé, c'est encore mieux, car on pourra alors exciter l'opinion publique américaine contre la « barbarie » allemande. Les Allemands ont coulé le navire ; ils l'avaient annoncé d'avance et en avaient parfaitement le droit. Nous plaignons vivement les innocentes victimes que la crainte de la mort n'avait pu faire reculer. Mais la vraie barbare, c'était la politique anglaise. Nous sommes surpris que des gens aussi avisés que les Américains n'aient pas vu ce côté de la question ou n'aient pas voulu le voir. Or Vattel avait dit il y a longtemps : « Un belligérant n'est point responsable de la mort d'un passager neutre tué par son canon sur un navire ennemi. »

Le petit sous-marin devant lequel se cache le superbe dreadnought, le cuirassé, seigneur des mers, et le croiseur armé d'une nombreuse et puissante artillerie, inaugure une ère nouvelle dans l'histoire des guerres navales. Fait bizarre : l'Anglais, qui règne encore sur l'océan et en écarte ses rivaux ne se sent plus en sécurité dans son île. Goliath se défend de deux manières contre David. D'abord il envoie ses propres vaisseaux sous pavillon neutre dans la zone dangereuse. C'est un abus, un abus qui était l'arme des faibles, et contre lequel les neutres et l'Union ont énergiquement, mais vainement protesté. La fraude avec le pavillon annoncée d'avance oblige les sous-marins à arrêter et à visiter les vaisseaux. C'est une perte de temps, et les Anglais ont recours à cette ruse pour armer en guerre des bâtiments de commerce et même des bateaux de pêche. La victoire du sous-marin ou sa perte est l'affaire d'un instant. Ceux qu'on attaque avec de pareilles armes doivent nécessairement se défendre par tous les moyens. C'est ainsi que l'Angleterre voudrait non seulement protéger son commerce, mais entraîner son ennemie dans des complications et, si possible, dans un conflit avec les neutres. Nous ferons toutefois ressortir que cette tactique est un symptôme de faiblesse et l'aveu que la Grande-Bretagne voudrait bien conserver la maîtrise des mers, mais aussi qu'elle ne la possède plus.

En général, l'emploi des mines sous-marines tourne au profit des faibles. Il a toujours été admis pour la défense des

côtes. Aux conférences de droit maritime international, on a agité la question de savoir s'il était aussi autorisé en pleine mer. L'Angleterre s'est prononcée contre, l'Allemagne pour l'emploi de telles mines. Elle n'ignore pas qu'elles peuvent faire du mal à la navigation neutre, mais les officiers allemands sauront toujours leur devoir et, conscients de leur responsabilité, ne feront jamais du tort à personne sans nécessité absolue. Ainsi ce moyen de défense des faibles qu'est la mine fixe, laquelle perd sa nocuité au bout de quelques heures, est restée, avec quelques mesures de précaution obligatoires, au nombre des engins de guerre maritime autorisés. Le sous-marin est aussi un de ces moyens de défense, et il n'est pas étonnant que l'Angleterre veuille en proscrire l'emploi. Mais si l'Amérique est réellement pour la liberté des mers, son intérêt s'accorde encore ici avec celui de l'Allemagne et non avec celui de l'Angleterre.

Résumons. Par l'extension arbitraire que l'Angleterre donne à la notion de contrebande, elle porte un grave préjudice à la navigation neutre et surtout aux intérêts des États-Unis. La prohibition des vivres peut se fonder sur les dispositions du code international ; par contre, la saisie du coton et d'autres matières premières est tout à fait injuste. L'emploi abusif du pavillon neutre par les navires anglais est aussi, d'une manière indirecte, un acte gravement attentatoire à la souveraineté des États neutres, de même que leurs intérêts sont lésés par le blocus fictif des côtes allemandes. Tous ces faits, dont l'Angleterre seule porte la responsabilité, sont en même temps des coups portés à la liberté de la navigation et aux principes pour lesquels les États-Unis luttent depuis plus d'un siècle.

En regard de cela, tout ce qu'on peut reprocher aux Allemands, c'est d'empêcher les citoyens américains de voyager en toute sécurité sur des vaisseaux anglais ou neutres, transportant en Angleterre de la contrebande de guerre, malgré le blocus signifié par l'Allemagne. Par suite de l'emploi de sous-marins à cet effet, on ne saurait procéder à la visite qui amènera éventuellement la saisie ou la destruction du navire avec les formalités et les lenteurs habituelles.

Nous reconnaissons volontiers à l'Union le droit de se préoccuper de la sécurité de ses citoyens. Considérant toutefois

qu'il ne s'agit ici que de cas isolés, tandis que l'Angleterre a érigé en système ses attentats contre la navigation neutre et la liberté des mers, tout homme de bon sens sera forcé d'avouer que la république d'Outre-mer a — non seulement pour ce qui touche aux munitions — deux poids et deux mesures pour les belligérants. Il n'y a point de proportion entre la cause et l'effet ; s'il n'en était pas ainsi, les sentiments d'hostilité qui se sont manifestés avec tant de violence contre l'Allemagne auraient été plutôt de mise contre l'Angleterre.

Des sympathies qu'on pourrait dire innées ont indubitablement leur part dans cette partialité. N'oublions pas que pendant les guerres de la Révolution, lorsque les États-Unis étaient en butte aux vexations des deux pays, mais que l'Angleterre était aussi bien plus puissante sur mer, c'est d'abord contre la France à laquelle elle devait d'exister, et non contre la mère-patrie que la république américaine a tourné ses armes. En 1812 même, beaucoup d'Américains trouvaient contre nature la guerre avec l'Angleterre. Ces sympathies ne sont pas tout à fait mortes. Peut-être que les sources n'en sont pas toujours pures, qu'il s'y rencontre une certaine dose de snobisme mêlé de jalousie, mais ces sympathies existent et il faut en tenir compte. Ajoutez une agitation effrénée contre l'Allemagne : la violation de la neutralité belge, les prétendues atrocités allemandes contre les Belges et les Français, le bombardement des villes du littoral anglais qui a fait des victimes parmi les femmes et les enfants — tout a été exploité par une presse peu scrupuleuse. Cette presse s'est bien gardée d'exposer les griefs de l'autre partie, de parler des cruautés indéniables commises par les Belges, les Français, et surtout par les Russes et les Serbes. Les Allemands ont eu beau réfuter officiellement, ils n'ont pas été crus. Il est certain qu'il sont plus honnêtes, mais aussi moins habiles que les Anglais.

J'ai entendu dire à des hommes sérieux et au courant des choses qu'en Amérique on était plus irrité qu'en Angleterre contre l'Allemagne. Chez un peuple aussi réaliste, c'est dans l'intérêt qu'il faut chercher l'explication de ce phénomène. Des informations venant d'Amérique nous donnent deux raisons de cette colère.

La première, c'est que l'approvisionnement en subsistances de la Belgique occupée par les Allemands est, pour une

grande partie, à la charge de l'Union. Les Allemands, condamnés par l'Angleterre à mourir de faim, ne pouvaient y pourvoir, et les Anglais et les Français pourquoi dépenseraient-ils leur argent pour des gens qui vivent sous la domination allemande ? Ainsi, par la faute des Allemands, puisque ce sont eux qui occupent la Belgique, c'est l'Amérique qui a dû combler le déficit. Nous comprenons cette raison, mais elle n'est point dictée par un sentiment humanitaire et n'a non plus une grande portée politique.

La seconde est plus importante. L'Union voudrait tenir l'Amérique entière sous sa dépendance politique et économique. L'Angleterre n'est plus une rivale redoutable ; l'Allemagne l'est devenue depuis quelques dizaines d'années. Il est vrai que dans l'Amérique du Sud son action n'est encore sensible que sur le terrain économique, mais il est à craindre qu'elle ne se fasse aussi sentir plus tard dans le domaine politique. La guerre actuelle lui fournit donc une excellente occasion de se défaire d'un rival importun. Voilà une raison vraiment importante et dont on n'a pas encore parlé jusqu'ici, que je sache.

Mais plus important que tout cela, c'est pour les États-Unis la liberté de la navigation et du commerce. S'ils n'en sont plus aussi enthousiastes qu'autrefois, cela tient peut-être aussi à deux causes. La première est qu'ils ne voient pas dans l'Angleterre, malgré sa flotte formidable, un rival aussi dangereux que le serait l'Allemagne si elle venait à remporter la victoire. La seconde est qu'un affaiblissement réciproque des deux grandes puissances maritimes permettra peut-être à l'Amérique de se saisir du sceptre de Neptune. Car, comme l'histoire nous l'apprend, toutes les nations n'ont combattu pour la liberté des mers que jusqu'au moment où elles en ont conquis la maîtrise.

HENRI MARCZALI.

# LA FRANCE

Qu'il nous soit permis pour une fois de détourner les yeux des luttes qui font trembler le sol de l'Europe, ainsi que des événements diplomatiques et autres qui les ont provoquées et de chercher les causes profondes de cet effroyable cataclysme. Quand on les aura trouvées, peut-être sera-t-il plus facile de faire une image de l'avenir qui nous attend — car, après tout, un jour viendra où l'on ne voudra plus se battre, où l'on déposera les armes — espérons-le pour longtemps. En approfondissant la question, on risque moins de tomber dans cette partialité qui ne fait voir que scélératesse chez l'ennemi et nous rend aveugles sur nos propres fautes.

A partir de 1880, l'Europe est entrée dans une nouvelle ère d'expansion. A l'exception de l'Autriche-Hongrie, toutes les grandes puissances ont étendu leur domaine colonial et, grâce à l'esprit entreprenant de son roi, la petite Belgique a aussi eu le sien. L'Angleterre, qui agrandissait son empire asiatique et se créait un empire africain de dimensions colossales, s'opposa d'abord à l'avance des autres. Elle travaillait au Maroc et à Madagascar, barrait les chemins à la Russie, ne cessait de tracasser l'État du Congo et surtout mettait au jour une mauvaise volonté intransigeante aux tentatives de l'Allemagne, qui dut se contenter d'un lot relativement très mince et encore beaucoup trop gros pour la jalousie de l'Angleterre. Pour mieux réussir à évincer l'Allemagne, l'Angleterre finit par se réconcilier successivement avec le Japon, la France, la Russie et la Belgique. Cette politique avant la guerre que nous traversons, atteignit son point de culmination en 1911. L'Allemagne était entourée, «encerclée»

de rivaux, guidés par l'Angleterre qui commandait halte partout où les Allemands tentaient de mettre le pied. Par l'envoi de la *Panthère* à Agadir, l'Allemagne entendit montrer qu'elle n'était pas encore une quantité négligeable et qu'on ne pouvait pas partager le monde sans elle.

L'opportunité de cet acte a été beaucoup discutée, et assurément elle a ravivé les animosités. Mais il n'y a pas de doute que l'envoi de la *Panthère* exprimait ce que des millions d'Allemands sentaient; pour le peuple c'était un cri du cœur. Il était évident qu'en France certains personnages influents avaient su faire de la politique coloniale, avec l'aide de l'Angleterre, un instrument de rapetissement pour l'Allemagne. Or, les Allemands sont après les Russes la nation la plus nombreuse de l'Europe et l'on ne saurait leur contester une force vitale remarquable. Se voir malgré cela toujours tenus à l'écart avec un sans-gêne affiché, c'est déjà assez révoltant en soi; mais, si l'Angleterre était l'inventrice et la fautrice de ce système, la politique delcassiste s'étudiait à en souligner le caractère humiliant et à faire entendre par des allusions très claires que cette revanche diplomatique n'était qu'une préface et qu'elle serait suivie d'une revanche militaire. Il est bien naturel que cela ne soit pas resté sans écho en Allemagne, et les discours et les écrits fréquemment cités qui demandaient tout haut dans ce pays que la nation allemande usât de sa force pour rompre le cercle ennemi, avaient souvent, il faut en convenir, un ton fort menaçant. Les agents diplomatiques français dont les rapports figurent dans le Livre Jaune ont pris soigneusement note de ces échos, en exagérant du reste beaucoup leur valeur, mais sans en mentionner les causes. Or, c'est précisément ce qu'ils auraient dû faire.

Il y a sans doute plusieurs manières d'être patriote. On peut être par exemple patriote rouge et patriote blanc. On peut dire: risquons plutôt la mort que de ne pas faire notre possible pour nous venger de la défaite de soixante-dix et reprendre ce que nous avons perdu. C'est le droit éternel de chaque citoyen d'être patriote de cette manière et le droit éternel de sa nation de le suivre. Seulement, il ne faudrait pas s'étonner si, en parlant et en agissant en patriote rouge, on provoque le danger très réel de cette

guerre qu'on envisageait pour une heure plus ou moins lointaine, et cela surtout quand on s'est livré sans réserve à un allié assoiffé de domination. Si ce grand allié a en outre un client avide et turbulent qui ne songe qu'à s'agrandir aux dépens d'un voisin, l'étonnement est d'autant plus déplacé. Admettons que le parti panslaviste ait raison de demander pour la Russie le rôle de protectrice de tous les Slaves, y compris ceux qui habitent la monarchie austro-hongroise et que les impérialistes aient raison de demander la conquête de Constantinople; admettons que la Serbie ait raison de vouloir arracher à l'Autriche-Hongrie les provinces sud-slaves. Mais il est évident que, puisqu'aucun État ne veut se laisser tuer sans résistance, les projets panslavistes, impérialistes et serbes signifiaient la guerre, la guerre la plus formidable qu'on ait vue. Il est vrai que les impressions chaotiques que donnaient la vie parlementaire de l'Autriche pouvaient induire en erreur des dilettantes; mais non pas des hommes politiques sérieux comme il doit y en avoir cependant en France. Et lors même qu'on se serait laissé induire en erreur et qu'on aurait cru à la caducité de la monarchie danubienne, n'était-ce pas folie que d'aider à la renverser? En tout cas, le nationalisme français a remis le sort de la France entre les mains des Russes et des Serbes. L'expédition des Dardanelles et de Macédoine n'est que la dernière conséquence de cette politique. Le pays de Louis XIV et de Napoléon a fait la guerre là et au moment voulu par le grand-duc Nicolas, le prince Alexandre Karageorgevich, les meneurs de Moscou et les régicides de Belgrade.

C'était peut-être inévitable si l'on voulait la revanche. Mais c'est justement pour cette raison que les hommes d'État les plus éminents de la troisième république n'en voulaient pas. Ces hommes poursuivaient une politique coloniale non pas avec le dessein de s'y rencontrer en ennemis avec l'Allemagne, mais, s'ils pensaient à autre chose qu'à trouver un nouveau champ d'activité pour leur nation, c'était avec l'intention de parler avec l'Allemagne comme avec toute autre puissance, sûrs qu'ils étaient d'eux-mêmes, de leur grande situation dans le monde et de leur bonne volonté. Ils voulaient créer une vie nouvelle à la France, un nouvel équilibre d'âme à la nation française, un horizon assez vaste pour

contenter son besoin d'action et, disons le mot, de gloire; car ce n'est pas une tâche aisée que de se faire l'instituteur et le guide de plus de cinquante millions d'hommes. On aurait pu croire que cela suffirait pour remplir les heures de loisir que la politique et la gestion des affaires intérieures laissent de temps en temps aux dirigeants dans tous les pays. Cet espoir a été déçu.

En France, chaque génération depuis 1789 a vu son bouleversement. Celui auquel nous assistons est le plus inutile et le plus funeste de tous. La France, arrivée à un état où le gouvernement repose sur les bases les plus larges aurait pu vivre et progresser sans cette éternelle et infime minorité qui se fait l'interprête d'idées et de sentiments qui couvent dans tous les cœurs, mais qui, sans elle, resteraient dans la pénombre. Est-ce que cette terrible expérience lui en épargnera d'autres?

Supposons que la France n'ait pas voulu la guerre: il est probable que, dans ce cas, l'Europe jouirait encore des bienfaits de la paix et que des milliers et des milliers de jeunes Français qui sont morts dans les tranchées seraient encore en vie. Et supposons que le conflit entre les empires du Centre d'une part et l'Angleterre et la Russie de l'autre ait éclaté malgré la France et que celle-ci ait pu rester neutre, sincèrement neutre — quelle position pour elle, quel avenir! Du fait de sa neutralité, elle aurait renoncé définitivement à l'Alsace-Lorraine, mais elle serait à la tête du monde latin, elle serait la grande puissance de la démocratie pacifique, la première des nations. Mais la France est devenue la victime d'une politique de coups de tête.

M.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 novembre 1915.

Une preuve péremptoire de la supériorité militaire incontestable des puissances centrales, c'est qu'elles commandent non seulement leurs manœuvres, mais aussi celles de l'ennemi. Nous imposons leurs propres mouvements aux Franco-Anglais, Russes, etc. qui n'essayent que de parer nos coups et de riposter; c'est nous qui les obligeons de nous suivre et de combattre là et où il nous convient. Ainsi, depuis l'offensive foudroyante des armées austro-hongroises, allemandes et bulgares en Serbie, un calme relatif règne-t-il sur les autres champs de bataille, les Alliés «victorieux» étant incapables de prendre l'initiative d'une opération quelconque. Il ne se passe donc rien de remarquable sur le front russe, franco-anglais ou italien; il en sera autrement le jour — pas trop lointain — où nous et nos alliés trouverons bon de procéder à un règlement final de comptes. Quant à l'action des Franco-Anglais aux Dardanelles, elle aura bientôt vécu.

La chronique guerrière de la dernière quinzaine est remplie par la poussée victorieuse de nos armées et de l'armée bulgare en Serbie. Au lieu de venir en aide à leur compagnon d'infortune, les ententistes se sont contentés de leurs forfanteries coutumières: ils ont annoncé ce qu'ils feront (le futur est, comme vous le savez, leur temps préféré); cependant, les armées austro-hongroises et allemandes, d'une part, et l'armée bulgare, de l'autre, ont, après des luttes sanglantes, délogé les Serbes de leurs positions principales et sont sur le point d'envahir tout leur pays et de détruire leur armée,

puisque, rien qu'en prisonniers, elle a déjà perdu 55.000 hommes environ; or, l'armée serbe ne pouvait guère compter plus de 200—250.000 hommes. Kragouïévatz a été pris par nous et nos alliés; les Bulgares se sont emparés de Nisch où ils ont pu voir les drapeaux français, anglais et russes flotter au vent en l'honneur des Alliés qu'on attendait... Après la chute de la deuxième capitale serbe, la voie ferrée entre Berlin–Vienne–Budapest–Belgrade–Nisch–Sofia–Constantinople est ouverte; la communication fluviale l'était déjà dès le jour où nos troupes ont forcé le passage du Danube à Orsova.

Le dénouement du drame serbe approche avec une fatalité inexorable: pressés au Nord par les armées austro-hongroises et allemandes, à l'Est par les Bulgares, les protégés de la Russie «invincible» et de ses glorieux alliés sont réduits à choisir entre deux alternatives également tragiques: la fuite précipitée vers le Monténégro ou l'Albanie ou bien la capitulation. Les troupes ententistes qui se trouvent à Salonique ont vainement essayé d'intervenir dans la lutte: les quelques mouvements offensifs qu'elles ont prononcés pour passer sur la rive gauche du Vardar ont été vite enrayés par l'héroïque armée bulgare.

HISTORICUS.

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET Cº.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

**TRANSYLVANIA SEC.**



# The Continental Times

**Published Three Times a Week: Monday, Wednesday, Friday.**

An Independent Cosmonopolitan Newspaper, Published in the interests of Americans, also as a Convenient Medium for Advertisers in America and Europe.

Address all Communications to:

**The Continental Times**
**Berlin W. 50, Augsburger-Strasse 38**
**Telephone: Steinplatz 7860.**

Proprietors and Publishers, C. White & Co., Ltd. News Editor—Aubrey Stanhope. Printed by R. Saling & Co., Berlin SW. 68.

**Subscription Rates.**

By mail postage paid per month:

| | |
|---|---|
| United States | 75 Cents |
| Holland | 2 Gulden |
| Switzerland | 3 Francs |
| Austria | 2½ Kronen |
| Hungary | 2½ Kronen |
| Germany | 2 Marks |

On sale in all principal towns of Europe, New York and Chicago. The Continental Times is delivered aboard all incoming and outgoing steamers to and from the United States



## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | d. **Budapest** Ouest..... a. | 200 | — | |
| 620 | — | a. Vienne (Marchegg) d. | 925 | — | |
| 725 | — | a. Vienne Westb. ..... d. | 830 | — | |
| 205 | 700 | d. **Budapest** Est. ..... a. | 140 | 1145 | |
| 640 | 1140 | a. Vienne Ostb.(Bruck) d. | 910 | 720 | |
| 725 | — | a. Vienne Westb. ..... d. | 830 | 550 | |
| 750 | 1235 | d. **Vienne** Westb. ..... a. | 720 | 550 | |
| 710 | 1145 | a. Innsbruck ..... d. | 710 | 610 | |
| 1139 | 410 | a. **Buchs** ..... d. | 233 | 204 | |
| 1200 | 440 | d. **Buchs** ..... a. | 203 | 142 | |
| 209 | 656 | a. **Zurich** ..... d. | 1152 | 1140 | |
| 248 | 825 | d. **Zurich** ..... a | 1033 | 1125 | |
| — | — | d. Bâle ..... a. | 607 | — | |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 205 | 700 | d. **Budapest** Est. ..... d. | | | 140 | 1145 | |
| * | 640 | 1140 | a. Vienne Ostb.(Bruck) d. | * | | 850 | 720 | |
| | 725 | 1235 | a. Vienne Westb. ..... d. | | | 825 | 550 | |
| 650 | 200 | — | d. **Budapest** Ouest. ... a. | 1105 | | 200 | — | |
| 1104 | 620 | — | a. Vienne (Marchegg) d. | 651 | | 925 | — | |
| 1135 | 725 | — | a. Vienne Westb. ..... d. | 619 | | 825 | — | |
| 1200 | 840 | 100 | d. **Vienne** Westb. ..... a. | 600 | | 610 | 600 | |
| 525 | 250 | 658 | a. **Salzbourg** ..... d. | 1251 | | 938 | 1251 | |
| 532 | 325 | 720 | d. **Salzbourg** ..... a. | 1245 | | 855 | 1228 | |
| 745 | 630 | 1000 | a. **Munich** ..... d. | 1028 | | 510 | 930 | |
| 755 | 700 | 1025 | d. **Munich** ..... a. | 1018 | | 509 | 840 | |
| 225 | 208 | 534 | a. Strasbourg ..... d. | 344 | | 935 | 145 | |
| 231 | 218 | 552 | d. Strasbourg ..... a. | 336 | | 824 | 139 | |

## Budapest—Fiume

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | d. **Budapest**..... a. | 700 | 905 |
| 150 | 228 | d. Zágráb ..... d. | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | a. **Fiume** ..... d. | 615 | 810 |
| 728 | 750 | a. Fiume Quai ..... | — | — |
| 745 | 815 | d. **Fiume** ..... a. | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | d. **Budapest** Est..... a. | 700 | 905 | |
| 150 | 228 | d. Zágráb ..... d. | 1212 | 209 | |
| 708 | 730 | a. **Fiume** ..... d. | 615 | 810 | |
| 745 | 815 | d. **Fiume** ..... a. | 500 | 615 | |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| * | — | d. **Budapest** Est ..... a. | — | * |
| 1130 | — | d. **Budapest** Ouest ... a. | — | 610 |
| 550 | — | d. Zimony ..... d. | — | 1050 |
| 240 | — | d. Tzaribrod ..... d. | — | 300 |
| 420 | — | a. **Sofia** ..... d. | — | 210 |
| 435 | — | d. **Sofia** ..... a. | — | 142 |
| 737 | — | d. Sarembey..... d. | — | 1024 |
| 211 | — | d. Adrianople ..... | — | 418 |
| 1100 | — | a. **Constantinopl** ..... | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | d. **Budapest** Ouest ... a. | — | * 610 |
| — | 940 | a. Verciorova ..... d. | — | 750 |
| — | 1050 | d. Verciorova ..... a. | — | 840 |
| — | 139 | d. Crajova..... d. | — | 552 |
| — | — | d. Pitesti ..... | — | — |
| — | 634 | a. **Bucarest**..... d. | — | 1250 |
| — | 647 | d. **Bucarest**..... a. | — | 1235 |
| — | — | a. Constanza ..... d. | — | 800 |
| — | 1105 | a. Constanza port ..... | — | — |
| — | 1130 | d. **Constanza** ..... a. | — | 500 |
| — | * 1200 | a. **Constantinople**..... d. | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | d. **Budapest** Ouest..... a. | 1105 | 200 | 710 | | |
| 1104 | 620 | 550 | a. Vienne Ostb. (Marchegg) d. | 651 | 925 | 1110 | | |
| 1135 | 725 | 700 | a. Vienne Westbahn... d. | 619 | 830 | 1010 | | |
| | 205 | — | d. **Budapest** Est ..... a. | — | 140 | | | |
| | 640 | — | a. Vienne Ostb.(Bruck) d. | — | 910 | | | |
| | 725 | — | a. Vienne Westbahn... d. | — | 830 | | | |
| 1200 | 1005 | 805 | d. **Vienne** Westbahn... a. | 600 | 710 | 955 | | |
| 501 | 305 | 118 | a. Passau ..... d. | 1255 | 150 | 440 | | |
| 517 | 330 | 135 | d. Passau ..... a. | 1207 | 120 | 415 | | |
| 830 | 647 | 455 | a. Nurnberg..... d. | 815 | 940 | 1151 | | |
| 1247 | 1155 | ↓ | a. **Francfort** ..... d. | 336 | 336 | 616 | | |
| 435 | 440 | 521 | a. **Cologne** ..... d. | 1157 | 1127 | 158 | | |
| 441 | 613 | 600 | d. **Cologne** ..... a. | 1152 | 1114 | 1101 | | |
| 752 | 945 | 1025 | a. **Bruxelles**..... d. | 638 | 545 | 500 | | |
| 806 | — | 113 | d. **Bruxelles**..... a. | 614 | 524 | | | |
| 952 | 1056 | 301 | a. Ostende Quai ..... a. | 440 | 342 | | | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 220 | | d. **Budapest** Est ..... a. | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | d. Ruttka ..... | 620 | 240 | — |
| | 958 | | a. **Zsolna** ..... d. | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | d. **Budapest** Ouest a. | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | d. Galánta ..... | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | a. **Zsolna** ..... d. | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | d. **Zsolna** ..... a. | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | a. **Oderberg**..... d. | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | d. **Budapest** Ouest. a. | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | Gänserndorf..... | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | a. **Oderberg** ..... d. | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | d. **Oderberg** ..... a. | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | a. Granica ..... d. | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | d. Granica ..... a. | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | a. **Varsovie** ..... | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

30148

*N° 31 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 1 DÉCEMBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE :*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président ; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — L'HÉGÉMONIE UNIVERSELLE ET LA POLITIQUE MONDIALE DE L'ALLEMAGNE, par **M. Jules de Wlassics**, Président du Haut Tribunal Administratif, ancien Ministre ..... 1

II. — LA FRANCE ET LA HONGRIE, par **M. Jules de Végh** 8

III. — BRAVO, CHURCHILL ! par **R.**..... 16

IV. — L'AVENIR DU TOURANISME, par **M. Aloïs de Paikert**, Vice-président de la Société Touranienne ..... 21

V. — NE COMPTONS PAS TROP SUR L'USURE DE L'ALLEMAGNE, par **M. Charles Humbert**, Sénateur de la Meuse..... 25

VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

VIENNE, GEROLD & CIE. — LEIPSIC, GUSTAV FOCK.
LONDRES, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — ROME, FRATELLI BOCCA.
FLORENCE, SUCC. B. SEEBER. — MADRID, FERNANDO FÉ. — STOCKHOLM, C. E. FRITZE.
COPENHAGUE, VILHELM TRYDE. — BRUXELLES, N. LEBÈGUE ET CIE.
SAINT-PÉTERSBOURG, K. L. RICKER. — NEW-YORK, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
ATHÈNES, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — BUCAREST, SOCEC & CIE. — GENÈVE, PH. DÜRR.
CONSTANTINOPLE, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE
**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# L'HÉGÉMONIE UNIVERSELLE ET LA POLITIQUE MONDIALE DE L'ALLEMAGNE

Pendant la guerre mondiale actuelle, la presse de l'Entente n'a cessé de répéter, et récemment même M. Luzzatti, ex-premier d'Italie, a affirmé avec un grand sérieux, mais sans en fournir des preuves, que l'Allemagne aspire à l'hégémonie universelle et prétend réduire en vasselage tous les peuples de la terre ou du moins de l'Europe. C'est pour parer à ce danger et sauver le droit et la liberté des peuples que l'Angleterre a dû faire alliance avec la Russie, la France et d'autres pays. Il faut démembrer l'Allemagne et, avec elle, sa fidèle alliée la monarchie austro-hongroise : c'est le seul moyen de ruiner les aspirations de l'empire allemand à la domination universelle.

Les gouvernements de l'Entente cherchent à se tromper eux-mêmes sous l'empire du remords qu'ils doivent éprouver d'avoir déchaîné sur le monde le fléau de la guerre générale. Ils savent que la vérité est tout autre. *A Londres* on sait fort bien que le gouvernement ne se soucie guère des droits et de la liberté des peuples, mais qu'il voulait affaiblir l'empire allemand, de sorte que l'*empire des mers* soit assuré pour de longues années à l'Angleterre. *Les Russes* savent qu'ils versent leur sang pour le triomphe du panslavisme, le démembrement de l'Autriche-Hongrie, la possession de Constantinople et pour payer les milliards que la France leur a prêtés. *Les Français* n'ignorent pas qu'ils sont entrés en lice parce qu'ils espéraient écraser l'Allemagne avec l'aide de la Russie et de l'Angleterre, reconquérir *l'Alsace-Lorraine* et même *la frontière du*

*Rhin avec Cologne, Mayence et Coblentz.* Cependant, comme on ne peut pas avouer que chacun des États de la coalition formée pour la défense « des droits et de la liberté des peuples » ne songe qu'à ses intérêts particuliers et veut que *les autres versent leur sang pour lui,* on a inventé à l'usage des gens crédules une nouvelle formule éthique pour la définition du droit et de la liberté. C'est ainsi que les gouvernements pensent cacher leurs motifs égoïstes. L'Histoire prononcera en dernier ressort sur l'accusation portée contre l'empire allemand de tendre à la domination universelle, mais tout observateur impartial qui a étudié *l'histoire* est forcé de reconnaître que la politique de l'Allemagne ne tendait pas à *l'hégémonie* dans le passé, comme elle n'y vise pas dans le présent. Voici quarante ans que l'Allemagne est la première puissance du continent. Non seulement on ne découvre aucune aspiration à la suprématie universelle dans la politique de Bismarck, mais ce n'était même pas une *politique mondiale* au sens qu'on donne maintenant à ce mot. Toute la politique de Bismarck fut essentiellement continentale. Guillaume II a ouvert, il est vrai, de nouvelles voies à la politique allemande. Celle-ci est effectivement une politique mondiale qui a passé l'océan, mais faire une politique mondiale n'est pas aspirer à la domination universelle. Le but poursuivi par Guillaume II était manifeste. Il voulait que l'Allemagne unifiée prît parmi les grandes nations la place à laquelle sa richesse et sa puissance lui donnent droit. Or, ce n'est point là *prétendre à la domination universelle* et vouloir réduire en servitude les autres peuples. Le puissant essor pris par l'industrie allemande exigeait qu'on procurât des débouchés à ses produits au delà des mers.

Le grand héritage politique de Bismarck était aussi le fondement de la nouvelle politique mondiale, parce que si l'Allemagne n'avait pas été une grande puissance continentale, elle n'aurait même pu songer à défendre d'une manière efficace ses intérêts au delà des mers. Guillaume II reconnut du premier coup d'œil que la question navale était d'une *importance capitale* pour l'Allemagne. Il fut pénétré du sentiment que, pour remplir tous ses devoirs envers la nation, il devait aussi faire entrer la protection de ses intérêts d'outre-mer dans le programme de la politique mondiale de l'Allemagne. Il eut même l'intuition que l'empire ne pouvait sans s'affaiblir re-

noncer à défendre au delà des mers les intérêts de ses nationaux. Mais ceci n'est toujours pas une politique de domination universelle.

Si l'Allemagne prétendait arracher à l'Angleterre l'empire des mers pour l'exercer *par les mêmes moyens et dans le même esprit* que celle-ci, voilà qui serait une politique condamnable. Mais si elle veut seulement posséder une marine assez puissante pour que la défense de ses intérêts nationaux au delà des mers ne dépende pas du bon vouloir de l'Angleterre, non seulement ce n'est point aspirer à la domination universelle, mais ce serait encore rendre service aux États maritimes de second ordre, qui pourraient réellement jouir de la liberté des mers et n'auraient plus tant à souffrir de l'arbitraire de l'Angleterre, comme c'est le cas dans la guerre actuelle.

Mais l'Angleterre veut rester la maîtresse absolue des mers. L'agitation dans le Parlement et dans la presse commença dès que l'Allemagne se mit à augmenter sa flotte. Les Anglais résolurent de mettre au plus tôt obstacle à l'accroissement de la puissance navale allemande. L'Allemagne supporta avec une patience extrême les explosions de colère de la presse anglaise et évita soigneusement tout conflit. Elle espérait toujours que l'Angleterre finirait par reconnaître le véritable but de la politique allemande et qu'elle cesserait d'attribuer à des visées de domination universelle la loyale lutte pour l'existence que soutenait l'Allemagne et dont l'accroissement de sa flotte était une condition de succès. Mais les Anglais ont une mentalité de peuple conquérant, de sorte que personne ne voulut croire que l'empire d'Allemagne qui possédait déjà l'hégémonie sur le continent ne nourrissait pas des projets de domination universelle.

Il est difficile à l'Angleterre de modérer ses ambitions, car elle possède depuis longtemps sur les mers une suprématie telle qu'aucun État n'en a jamais eu de pareille sur les continents et sur les océans. En raison de leur mentalité impérialiste, les Anglais ont dû s'imaginer que l'Allemagne allait inaugurer sur les mers et au delà des mers une politique impérialiste des plus audacieuses. Il est vraiment singulier que le péril de la domination universelle soit dénoncé par l'État même qui, de Cromwell à Édouard VII, avec une rigueur

logique, une extrême habileté et des résultats étonnants, n'a fait d'autre politique qu'une *politique de conquête.* L'Angleterre a toujours cherché et trouvé des alliés parmi *les ennemis continentaux* de l'adversaire dont elle croyait avoir le plus à craindre. Elle a souvent triomphé à l'aide de coalitions le plus contraires au bon sens, et c'est encore ainsi qu'elle cherche aujourd'hui à ruiner la puissance navale d'un pays dont la flotte est *bien loin d'égaler* la sienne. Voilà la vérité. C'est ainsi qu'elle a brisé la puissance navale de *l'Espagne* et de *la Hollande. La France,* son alliée d'aujourd'hui, en sait aussi quelque chose. Lorsque Louis XIV proposa une alliance à Charles II, ce roi, tout ami de la France qu'il était, répondit qu'une alliance sincère se heurtait à certains obstacles, dont le principal était que *le pays de Louis XIV aspirait à devenir une grande puissance navale.* Après la paix de Hubertsbourg, Pitt disait au Parlement *qu'il regrettait qu'on eût permis à la France de reconstruire sa flotte.* Pendant la guerre de Succession, c'est surtout sa politique d'outre-mer qui fit de l'Angleterre une ennemie de la France. Au milieu du XVIII^e^ siècle, lord Chatham disait : « le seul péril que l'Angleterre ait à redouter, c'est que la France ne devienne *une grande puissance maritime et coloniale.* »

L'Angleterre est guidée par les mêmes motifs en cherchant à écraser l'empire d'Allemagne. De tous les États du continent, elle ne craint pour sa suprématie que l'empire allemand depuis qu'il est devenu si fort. C'est pour cette raison qu'elle a cherché et conclu des alliances contre lui et qu'elle crie partout que l'empire d'Allemagne veut *réduire le monde entier en vasselage,* tandis que c'est elle qui exerce aujourd'hui un pouvoir despotique sur les océans. Dans le passé comme dans la guerre actuelle, l'Angleterre a tellement abusé de sa suprématie navale, surtout vis-à-vis des neutres, que la politique allemande rend un service signalé à la cause du droit et de la liberté et à l'humanité en général, en s'efforçant de faire contre-poids à cette hégémonie. C'est l'Angleterre qui fait aujourd'hui la loi sur les mers. *Les abus de force qu'elle a commis contre les neutres motiveraient à eux seuls une sérieuse limitation de la puissance navale de l'Angleterre.* Sur mer, elle ne voit que son intérêt et ne reconnaît point de droits.

Les personnes qui s'occupent de droit international savent

que les neutres ont toujours été obligés de se défendre *contre les empiètements de l'Angleterre.* Mais celle-ci ne respectait les traités que tant que l'exercice des droits reconnus par elle aux neutres profitait à l'Angleterre ; dès que l'exercice de ces droits internationaux cessait d'être à son avantage, l'Angleterre imposait aux neutres de nouvelles règles de droit.

Voilà ce qu'elle a fait dans le passé et ce qu'elle fait encore dans la guerre actuelle.

Dans cet état de choses, on peut donc se demander avec droit si la politique allemande poursuit un plan chimérique et condamnable de domination universelle en cherchant *à affranchir les mers de la tyrannie de l'Angleterre.* Non, ce ne sont pas des visées à l'hégémonie universelle, mais c'est une politique mondiale prudente, sensée, conforme au droit, telle que l'exigent non seulement la sauvegarde des intérêts vitaux de l'Allemagne, mais celle des droits de l'humanité et de la liberté en général. Depuis que la politique allemande porte le cachet de l'individualité géniale de Guillaume II, la politique mondiale de l'Allemagne s'est engagée dans de nouvelles voies, mais cela ne signifie point une politique de conquêtes. Cette nouvelle tendance n'a rien d'agressif. Bien loin de là, conformément aux traditions historiques de l'Allemagne, elle est purement défensive, car elle ne vise qu'à sauvegarder l'existence du peuple allemand comme nation. Il n'y a pas un seul peuple chez lequel les guerres de conquête soient aussi peu de tradition qu'en Allemagne. C'est en vain qu'on chercherait ici cette soif de conquête qui caractérise la politique française aux XVII$^{e}$, XVIII$^{e}$ et XIX$^{e}$ siècles, l'Espagne des Habsbourg, la Suède à son apogée de puissance, la Russie et l'Angleterre, dont la politique nationale est par principe une politique d'expansion.

Il n'y a pas longtemps que Bülow rappelait encore dans un remarquable essai politique, qu'après la conquête de la Silésie, Frédéric le Grand n'a point lancé son armée victorieuse dans des entreprises risquées, et que Guillaume I$^{er}$ et Bismarck, après avoir fondé l'hégémonie prussienne par deux campagnes victorieuses, ne songèrent plus à de nouvelles guerres.

C'est cependant ce que le monde entier craignait, et à tort, après la grande guerre franco-allemande. Il y eut plus

d'une grande guerre pendant ces dernières dizaines d'années, mais l'Allemagne évita de s'en mêler ; elle sut résister aux provocations souvent très violentes de la politique inaugurée par Édouard VII, et il est maintenant avéré que la diplomatie allemande a travaillé énergiquement jusqu'au bout au maintien de la paix. Aujourd'hui même, dans cette lutte à laquelle on l'a acculée et qu'elle soutient avec un héroïsme et un génie d'organisation sans exemple, l'Allemagne n'est point guidée par des visées de domination universelle : tout ce qu'elle veut, c'est de forcer les puissances coalisées pour dépecer l'empire allemand et la monarchie austro-hongroise à déposer les armes et à reconnaître que le but qu'elles se proposaient ne saurait être atteint.

Il ne saurait l'être, parce que les empires du centre, ainsi que les négociations de paix le prouveront à l'évidence, n'aspirent point *à la domination universelle* comme la Russie ou l'Angleterre, mais qu'ils sont seulement animés du désir de remplir consciencieusement leurs devoirs envers leurs peuples et envers l'humanité *en delà des frontières de leurs États.*

Il faudra que la coalition formée contre l'existence des empires centraux ne puisse plus jamais menacer la paix universelle. Et la guerre aura certainement ce résultat, *car les yeux s'ouvriront à la vérité, la conscience des peuples s'éveillera et la coalition formée sur la base de la cynique politique d'encerclement d'Édouard VII sera tuée par le désillusionnement final.*

L'intérêt bien entendu des peuples alliés aujourd'hui contre nous ainsi que le génie de l'humanité veilleront à ce que la défunte coalition ne sorte jamais du tombeau. Plus d'un de ces peuples s'apercevra que ce n'est pas pour des intérêts nationaux qu'il a versé son sang, mais pour *l'hégémonie continentale de l'immense empire russe* et la *suprématie navale de l'Angleterre.*

Notre victoire délivrera les États balkaniques de la situation humiliante que leur faisaient certaines puissances, en se servant d'eux comme d'États-torpilles et les mettant au service d'ambitions tout à fait étrangères à leurs intérêts nationaux. C'est notre victoire qui sonnera réellement l'heure de la liberté et de l'indépendance des peuples.

C'est ainsi que, lorsque les illusions se seront dissipées, s'écroulera à la lumière des faits la fausse accusation consistant à affirmer que l'empire d'Allemagne aspire à réduire en vasselage tous les peuples de la terre, et qu'on ne verra plus qu'une phrase vide de sens dans l'assertion que l'Angleterre, maîtresse des mers, et la Russie, qui aspire à l'hégémonie continentale, se sont coalisées avec tant d'autres États pour sauver le droit, la liberté des peuples et le progrès humain de la prépotence allemande et du militarisme prussien.

JULES DE WLASSICS.

# LA FRANCE ET LA HONGRIE

Les ennemis de nos amis sont nos ennemis.

Comme alliés des Serbes, des Russes et des Anglais, comme adversaires acharnés de nos alliés allemands, turcs et bulgares, les Français sont nos ennemis. Si les hostilités entre l'Autriche-Hongrie et la France se sont bornées jusqu'à présent à quelques rencontres isolées de moindres forces armées, aux efforts hostiles de la diplomatie des deux pays, il va sans dire que, le cas échéant, nous devons par tous les moyens disponibles aider nos alliés à vaincre la France. Quant aux intérêts directs qui pourraient motiver une guerre entre la Monarchie et la France, il n'y en a point. Bien plus: abstraction faite des considérations selon lesquelles la victoire des puissances du centre constitue un danger pour la France, il faut convenir que nous avons des intérêts communs et que la défaite, le dépècement de l'Autriche-Hongrie ne serait aucunement un résultat désirable au point de vue de la politique française. Ce n'est pas nous qui le disons ; les Français eux-mêmes l'ont proclamé souvent et beaucoup d'entre eux probablement le pensent encore.

«Avec l'Autriche s'écroulera l'équilibre de l'Europe» — écrit Blowitz, l'illustre journaliste français, dans son livre paru en 1884 (1) — «C'est l'Autriche de nos jours, cette clef de voûte de l'équilibre européen, qui s'effondrera avec la Turquie, et cette démonstration faite, qui donc pourrait sans crime consentir à ce que les événements la justifient? Ce sont là des désastres que l'on subit, mais non pas que l'on combine.»

*) *Une course à Constantinople.*

« Nul ne peut être toléré à Constantinople — poursuit-il — hormis ceux qui y sont. Il faut que la Turquie vive pour que l'Europe ne meure point. » Et encore : « Toute alliance à longue échéance, conclue pendant la paix, et qui signifie « guerre », est une alliance antipolitique et néfaste . . . Une alliance entre la France et la Russie est impolitique et antipolitique, parce que cela ne peut avoir d'autre but que la guerre. »

Les temps ont changé depuis ; mais il existe toujours en France de ces idées pacifiques et des sympathies pour la monarchie. M. Camille Pelletan, ancien ministre de la marine, les expose en des termes presque identiques dans la *Neue Freie Presse* du 1er novembre 1913. « La nation française — écrit-il — est bien loin de tramer des projets hostiles contre la monarchie des Habsbourg. Ici on n'éprouve que de la sympathie pour les États des rives du Danube et pour leur population. Aucun antagonisme ne nous sépare ; les questions vitales de la République française sont placées en dehors de la sphère d'intérêts touchant la monarchie austro-hongroise et l'Autriche n'a qu'à faire avec les intérêts qui concernent la France . . . Aucun Français qui réfléchit sur les nécessités et les dangers de l'avenir, ne pourrait sans appréhensions graves considérer la possibilité d'un écroulement de la monarchie. Le lien qui réunit sous le nom de l'empire danubien les nationalités si différentes, ne pourrait être relâché sans danger sérieux pour toute l'Europe. La consolidation de l'Autriche-Hongrie ne constitue point un intérêt spécial de la monarchie des Habsbourg, elle est indispensable pour le maintien de la paix européenne . . . L'Autriche-Hongrie est alliée à l'Allemagne — continue M. Pelletan, après avoir exposé les causes qui empêchent un entendement entre l'Allemagne et la France — et cette alliance signifie pour la monarchie une telle protection, une telle sécurité qu'elle commetrait une légèreté en y renonçant. Mais pour cela l'Autriche-Hongrie ne doit nullement compter parmi nos ennemies. Vraiment, je ne vois aucun obstacle sérieux qui rendrait impossible une amitié de nos deux pays. Une telle amitié me semble même la seule chose juste et naturelle. Elle correspondrait, si j'ose m'exprimer ainsi, au sentiment des deux États ; je pense que les deux ensemble pourraient au mieux servir la cause de la paix européenne . . . Justement parce que les deux États font officiellement partie de deux

groupements distincts d'alliance, une entente cordiale, un accord entre eux pourrait empêcher ou du moins mitiger les conflits entre les deux groupes de puissances alliées . . . Des deux parts on ne cesse d'affirmer que les alliances ont été conclues uniquement pour maintenir la paix de l'Europe.»

M. Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, aboutit aux mêmes conclusions dans une interview accordée au même journal viennois. Il constate une fois de plus «qu'aucun conflit d'intérêts n'est à craindre entre la France et l'Autriche-Hongrie, et que les deux pays eurent et auront au contraire l'occasion de se rendre mutuellement des services qui ont contribué ou contribueront au maintien de la paix générale.» La presse française enregistre avec satisfaction ces déclarations qu'elle dit correspondre «à la pensée de tous ceux qui, en France, ont échappé à l'épidémie panslaviste, notamment MM. Gaston Doumergue et Caillaux.»(1)

Depuis que les Archives de la Belgique ont livré leurs secrets diplomatiques, nous savons que M. Cambon, ambassadeur à Berlin, s'est également prononcé contre les machinations panslavistes d'Isvolsky, le haïsseur le plus implacable de la monarchie, lequel, pour des ressentiments personnels aussi bien que par fanatisme politique s'est acharné depuis des années à retourner l'opinion publique française contre l'Autriche-Hongrie. Il y a réussi, hélas ! En France, on a fini par croire aux calomnies trop souvent répétées et trop peu réfutées; la Hongrie figure spécialement comme oppresseur cruel des nationalités slaves et comme nation inculte, barbare, inintelligente (voir le verdict suprême de M. Ohnet qui nous considère comme incapables de comprendre ses romans, par manque d'esprit !). Mais les événements récents parvenus à la connaissance de quelques Français moins suggestionnés, ont dû tout de même modifier quelque peu ce jugement. Et les sympathies pour la Hongrie, si elle n'osent se manifester en public, doivent encore exister.

On sait par quels moyens violents les opinions contraires au sentiment général sont combattues et supprimées au pays de la liberté et de la fraternité. L'assasinat de Jaurès, la campagne contre M. Caillaux, l'acharnement contre *l'Homme enchaîné*

(1) *Paris-Journal* du 16. décembre 1913.

nous l'apprennent suffisamment. Mais, même en France, la vérité finit toujours par éclater; plus elle sera connue, mieux on comprendra l'énormité du crime auquel la France s'est laissée entraîner par ses hommes d'État, dupes eux-mêmes, nous voulons le croire, d'intriguants rusés, haineux ou avides.

Il est à souhaiter que le peuple français parvienne à mieux connaître ses ennemis et ses alliés. Qu'il constate la différence entre l'administration du territoire occupé par nos alliés et les ravages des Russes en Prusse, en Galicie, en Pologne ; qu'il compare les mœurs et la discipline des soldats « barbares », allemands, hongrois, autrichiens avec les mœurs des sombres défenseurs de la civilisation, des Hindous, des Sénégalais, des Kirghis. Que le froid et tyrannique égoïsme des Anglais paraisse sans voile devant son loyal et chevaleresque allié; que l'impuissance du colosse slave soit manifeste sur toute la ligne ; — je ne parle pas de l'Italie qui n'a jamais été considérée de bonne compagnie en France, et la nation française, reconnaissant son erreur, demandera avec insistance une nouvelle orientation de sa politique. Une politique qui ne se laisse pas entraîner à servir des intérêts étrangers. Elle refusera alors de verser des flots de sang français et de compromettre l'avenir de la France pour aider les panslavistes à réaliser leurs rêves de conquête et de domination européenne, et les Anglais à monopoliser le commerce du monde entier. Car il est difficile d'admettre qu'une Constantinople russe, un empire slave absorbant une bonne partie de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et toute la péninsule balkanique, qu'un nouveau Gibraltar à Calais, une puissance maritime anglaise illimitée et despotique soient une perspective agréable pour l'avenir de la République française.

Reste alors la rancune contre l'Allemagne et le désir de reconquérir l'Alsace-Lorraine comme cause et objet de la guerre. Nous autres Hongrois, qu'un amour passionné rattache au sol sacré de la Patrie, nous comprenons fort bien qu'un tel motif puisse enthousiasmer toute une nation et la pousser à faire des sacrifices héroïques, même après un demi-siècle, même si la nation doit saigner pour des projets irréalisables. Mais la marche inexorable des événements nous contraint tous à renoncer à des revanches qu'ils ont rendues impossibles et désastreuses. Les Français ont d'ailleurs eux-mêmes

jeté le voile de l'oubli sur bien des défaites humiliantes d'autrefois ; ses vainqueurs d'alors sont ses alliés d'aujourd'hui. La Bérésina, Fachoda sont oubliés ; les diplomates russes tirent les ficelles de la politique française ; les Anglais sont en train de consolider leur hégémonie dans la Méditerranée.

L'idée de la revanche — inspirée par un sentiment d'honneur offensé, sentiment toujours périlleux en politique — a été artificiellement nourrie et entretenue en France. Le rapprochement sincèrement souhaité en Allemagne, a paru moins invraisemblable au moment des conflits avec l'Angleterre, ennemie non moins héréditaire de la France. Mais l'Affaire, la question du Maroc, la crise de l'annexion, la guerre balkanique et tant d'autres incidents habilement exploités sont venus raviver de part et d'autre la méfiance et le dépit. On a su adroitement faire croire en France à des desseins belliqueux de l'Allemagne ; les mesures de nature purement défensive et que les armements de nos ennemis justifiaient amplement, ont été interprétées comme les indices évidents d'une nouvelle agression. Aujourd'hui, il serait impossible de faire comprendre à un Français que l'empereur Guillaume n'a jamais nourri le projet d'un nouveau siège de Paris et de nouvelles annexions de territoires français. On a largement abusé de l'occupation de la Belgique pour dresser l'épouvantail de l'agression germanique. Le bombardement de la cathédrale de Reims, les racontars insipides sur les femmes et les enfants mutilés, massacrés ont vite fait d'exciter la vive et crédule imagination gauloise.

Puis, les nouvelles souffrances de la guerre actuelle ont ravivé les blessures presque cicatrisées de 1870. D'autre part, les Allemands, toujours prêts à tendre la main à l'adversaire contre qui ils se battent loyalement, sont à la fin exaspérés par les insultes continuelles, officielles. Eux aussi, ils saignent et souffrent dans cette guerre qu'ils n'ont pas cherchée et qui pour eux n'a d'autre but que la défense de leur patrie. Ainsi, sans profit aucun pour les adversaires, les batailles sanglantes au lieu d'assurer la paix pour l'avenir aboutissent à la haine inextinguible des nations. La paix, quelle qu'elle soit, ne pourra faire oublier tout ce qu'il y a eu de mauvaise foi et de malveillance dans cette guerre. Il faudra plusieurs générations, des siècles peut-être, pour rendre possible une entente sincère entre l'Allemagne et la France, les deux nations les

plus civilisées — nous n'hésitons pas à le dire — du Continent.

Cependant, si les nations de race purement germanique, latine ou slave se suffisent à elles-mêmes, si, pour le moment du moins, elles ne craignent pas l'isolement complet, la muraille de la Chine élevée par la guerre et qui doit les sevrer des civilisations étrangères, il en est autrement des nations moins puissantes, lesquelles, comme la nôtre, n'appartiennent à aucunne des trois grandes races dominantes. Pour assurer le développement de leur culture spéciale, nationale, elles ne devraient point dépendre entièrement et exclusivement d'une seule culture étrangère. Elles ont besoin du correctif des autres.

L'histoire et la situation géographique de la Hongrie la destinent à subir l'influeme directe de la culture allemande. Les prodiges de vaillance, de volonté et d'organisation que l'Allemagne a accomplis pendant cette guerre formidable, ont accru notre admiration pour cette nation, pour ses mœurs et ses institutions et nous ont clairement démontré la nécessité évidente de nous adapter plus étroitement encore à la civilisation germanique.

Mais dans l'enthousiasme du moment, on ne doit pas oublier une chose : c'est que les Hongrois ne sont pas des Allemands et ne le seront jamais. La race germanique nous a fait participer aux richesses de sa culture ; bien des fois elle nous a prêté son aide puissante pour nous libérer d'un joug étranger et pour sauver l'indépendence, l'existence même de la nation hongroise. Mais nous avons su éviter le danger de la germanisation en restant des Hongrois et en refusant toujours de laisser absorber notre culture par une culture plus développée, mais étrangère. De même, la solide structure de l'État national hongrois nous a préservés de l'oppression slave. La Hongrie, nous pouvons le dire avec orgueil, a été pendant des siècles le rempart de l'Europe centrale contre l'invasion slave ; elle a rendu impossible l'union des Slaves du nord avec ceux du Balkan, union qui aurait été une sérieuse menace pour les Allemands désunis et qui n'étaient pas encore parvenus à former une nation.

Les Italiens, les Français, au contraire, n'ont jamais pu aspirer à s'assimiler notre race ; l'éloignement de leur pays nous préservait à lui seul de ce danger. D'ailleurs, on n'a jamais

entendu parler d'une «italianisation» ou d'une «francisation» méthodiques. Si malgré la situation politique, les Hongrois se sentent attirés vers les Français, c'est qu'il existe des similitudes de caractère entre les deux nations et une certaine aptitude de la race hongroise à s'approprier la manière française de penser et de sentir. Il suffit de nous rappeler que le règne des Anjou en Hongrie compte parmi les époques les plus glorieuses de notre histoire. Le souvenir des combats héroïques de ce temps et la législation salutaire du roi Louis le Grand ont laissé des traces vivantes jusqu'à nos jours. La littérature française du XVII^ième^ et du XVIII^ième^ siècle a exercé une influence féconde et décisive sur la littérature hongroise — on date la régénération de celle-ci du jour où Bessenyei, l'admirateur et l'imitateur de Corneille, de Racine et de Voltaire fit paraître son premier ouvrage dramatique.(1) Les idées de la Révolution éveillent dans l'âme des Hongrois un écho enthousiaste ; la lutte que la Hongrie soutient pour sa liberté, rencontre de vives sympathies en France. Après 1848, les exilés hongrois trouvèrent un refuge sur les bords de la Seine ; nos grands artistes y trouvent une seconde patrie. La facilité et l'élégance de la vie, ses raffinements qui, sous une frivolité apparente, dénotent une conception large et noble de l'existence, nous conviennent mieux que le sérieux méthodique, tenace, un peu lourd des Allemands. La nature enthousiaste, généreuse et brave des Français, la vivacité de leur intelligence, le brillant esprit de leur bon goût et, par dessus tout, leur amour de la liberté sont des qualités qui feront toujours aimer les Français. Leurs défauts mêmes ne sont pas répugnants ; nous savons qu'ils répudient et qu'ils réparent leurs erreurs dès qu'ils les ont reconnues. Aucune autre nation n'aurait eu la force morale de revenir sur ses fautes, comme la France l'a fait maintes fois au courant de son histoire.

C'est cela même qui nous permet d'espérer, malgré les présages les plus défavorables, que la France, un jour, reconnaîtra ses erreurs politiques. Dans ses heures de calme réflexion, elle a une perspicacité et une logique supérieures ; alors la Grande Nation est plus grande encore que dans ses élans passionnés et héroïques. Il est impossible qu'elle ne se

*) Beöthy : *Histoire de la littérature hongroise*, II p. 20.

détourne pas d'une politique de sentiments, ruineuse, qui l'a conduite aux abîmes. Ses vaillants efforts, son héroïsme, sa loyauté à toute épreuve envers ses amis ont démenti les rumeurs circulant sur sa démoralisation et sur le déclin de sa gloire. Elle gagnerait de nouveaux lauriers à seconder loyalement l'œuvre pacifique, difficile et immense qui doit finalement rétablir la paix et la civilisation compromises du monde. Elle devrait dès à présent abjurer les fureurs et les haines aveugles contre l'Allemagne ; elles sont de plus graves obstacles à la paix européenne que les canons et les cuirassés.

Quant à la Hongrie, elle accueillerait avec joie la réconciliation future de la France avec nos alliés. Elle y verrait la meilleure garantie d'une paix durable — la seule peut-être. Pour les Hongrois, l'ennemi se changerait bien vite en ami, puisque, comme nous le disions, la France, pour nous, n'a été que l'ami — abusé et trompé — de nos ennemis.

JULES DE VÉGH.

# BRAVO, CHURCHILL!

Mr. Churchill, nous vous saluons à propos du discours que nous venez de prononcer à la Chambre des Communes. Vous vous êtes révélé l'apôtre de la fameuse théorie de la guerre d'usure qui finira infailliblement par l'effondrement de l'Allemagne. Selon vous, noble descendant des ducs de Marlborough, il n'est point besoin de vaincre l'ennemi, car celui-ci est condamné à la défaite grâce à votre arithmétique. Il va sans dire que l'arithmétique, elle aussi, est ententiste. La force de l'Angleterre augmente, dites-vous, à mesure que celle de l'Allemagne décroît, et vous n'avez qu'à attendre patiemment pour obtenir «la victoire finale». Si vous étiez entrés à Berlin dès la première année des hostilités, vous et vos glorieux alliés : les Serbes, les Monténégrins, les Russes, les Français — vous n'avez pas parlé de vos alliés récemment achetés, les Italiens qui sont les plus glorieux de tous — l'ennemi n'aurait pas été vaincu aussi complètement qu'il le sera si vous y entrez pendant la deuxième ou la troisième année de la guerre. Cela aussi, vous l'avez dit, Mr. Churchill, et toute la Chambre britannique vous applaudissait. Permettez-nous de vous applaudir à notre tour, oh grand prophète, inspirateur, à ce qu'il paraît, des nombreux articles que nous lisons depuis longtemps dans la presse ententiste et qui nous assurent tous que la victoire définitive est au bout de la patience des nations quadruplicistes.

Nous vous avouons, Mr. Churchill, qu'à vous entendre, nous nous sommes dit que votre façon d'envisager la guerre était un peu trop commode et que votre déclaration selon laquelle il n'était même point besoin, pour vaincre, de percer le front allemand et de chasser les Allemands de France et de Belgi-

que, nous paraissait plus qu'extraordinaire. Mais enfin, c'est Mr. Churchill qui l'a dit, αὐτὸς ἔφα : il faut donc s'incliner. Nous devons, en conséquence, demander pardon à MM. Pichon, Hanotaux et consorts qui, eux aussi, avaient chanté les louanges de la guerre d'épuisement et qui ont été traités par nous d'optimistes un peu — naïfs ou de mauvaise foi.

Cependant, ne vous en déplaise, Mr. Churchill, un doute nous assaillit : si pour avoir la certitude de la victoire, il suffisait d'attendre, pourquoi, diantre, faites-vous la guerre, pourquoi avez-vous entamé, naguère encore, en Champagne une offensive qui vous a imposé des sacrifices immenses, sans aboutir à un résultat quelconque ? Pourquoi êtes-vous allés à Salonique, si ce n'est pour combattre ? Il est vrai que vous n'y avez fait qu'assister à l'agonie de la Serbie, mais ce n'est pas de votre faute que vous êtes arrivés un peu tard. C'est une coutume ententiste qui fait, probablement, partie de la stratégie d'usure, car en n'arrivant pas à temps, on facilite la victoire de l'Allemagne et la victoire de l'Allemagne, c'est la victoire des Alliés !

Vous nous direz que nous nous payons votre tête. Mais non, Mr. Churchill ! Nous ne faisons que nous accommoder à votre logique. Ne dites et redites-vous pas toujours que par nos victoires nous courons à notre perte, puisque la grande meule sur laquelle s'usent nos forces finira par avoir raison de nous ? Car il n'y a que les petits esprits qui n'approuvent pas cette méthode ingénieuse consistant à laisser faire l'ennemi ; il n'y a que les malveillants qui disent que vous faites une vertu de la nécessité ; il n'y a que les Boches et les neutres ne voulant pas « participer à la victoire de l'Entente » (comme, par exemple, les Hellènes), qui prétendent que la guerre d'usure est un aveu manifeste de l'impuissance militaire des Alliés. Mais que peuvent valoir tous ces sophismes contre les développements lumineux d'un M. Hanotaux, d'un M. Pichon et de Mr. Churchill, tous ex-ministres et experts en politique extérieure et surtout en stratégie ?

Non, Mr. Churchill, vous aviez raison de prêcher la guerre d'usure. A vrai dire, nous craignons seulement qu'elle ne puisse durer encore quelques années, car si les Allemands et leurs alliés ont mis quinze mois à envahir la Serbie, la Belgique, une partie de la France, la Pologne, la Courlande et quelques autres

provinces russes : il est peu probable qu'ils soient capables de pousser leur offensive jusqu'à Paris, ou jusqu'à Calais, ou jusqu'à Saint-Pétersbourg, en moins de quelques bons mois, ce qui ferait que l'épuisement total des forces austro-allemandes et, par conséquent, la victoire complète de l'Entente en serait ajournée à une époque très lointaine... Car, n'est-ce pas, les Alliés devront chasser l'ennemi des pays occupés avant de pouvoir entrer en triomphateurs à Berlin ?

Voilà pourquoi, M. Falstaff, pardon, Mr. Churchill, voilà pourquoi il n'avait pas tout à fait tort, ce Français auquel certaines gens mal inspirés parmi nous voulaient envoyer une camisole de force, parce qu'il affirmait que la victoire des Alliés était sûre, bien que les Alliés seuls la vissent.

« Que voient les Grecs et les Roumains : d'un côté la décision germanique, de l'autre l'indécision alliée, d'un côté les actes et de l'autre les palabres ; d'un côté le mépris de tout ce qui est sentiment, de l'autre côté la multiplicité excessive des scrupules. (1)

Et vous ne voulez pas que ces peuples attendent !

*Nous leur disons que nous tenons la victoire et nous avons tout à fait raison de le leur dire. Mais de la certitude de cette victoire nous ne pouvons fournir que des raisons subjectives qui valent beaucoup pour nous et moins pour les peuples étrangers. L'Allemagne leur dit : « Je suis en France, je suis en Russie, j'entre en Serbie. Où est ma défaite ? »*

Nous savons bien, nous, où elle est cette défaite : elle est en arrière de la façade encore orgueilleuse qui se dresse sur le monde : seulement si nous commençons à connaître l'envers de cette façade et quelle démolition se poursuit au centre de l'édifice, les peuples non-combattants n'en voient encore que la face qui est sur la rue et peut passer à leurs yeux pour intacte.

Faisons donc face à ces peuples, ennemis résolus des figures, frappons vite, frappons dur : c'est à nous voir à l'œuvre qu'ils jugeront de notre force et de notre certitude de vaincre. »

Cependant la contradiction est évidente dans ces paroles, n'est-ce pas, Mr. Churchill ? L'individu qui les a signées sait aussi bien que vous que la victoire du droit et de la justice — il

(1) Vous calomniez les Alliés, Monsieur !

est peut-être superflu d'ajouter qu'il s'agit de l'Entente — est certaine, seulement pour y arriver, il trouve qu'il faudrait employer la manière forte. Alors à quoi servirait la guerre d'usure ? Quand on lutte pour le droit, la liberté et la justice — et nous ne parlons pas cette fois du salut des petits États — il n'est pas permis d'avoir recours à la violence. Un tel procédé convient aux Barbares, mais non pas à des nations comme la France, l'Angleterre, la Russie, qui marchent à la tête de la civilisation. L'auteur des paroles que nous venons de citer semble être, lui aussi, ébloui par cette pompe militaire dont l'étalage a séduit la Bulgarie, comme vous l'avez si éloquemment fait remarquer, Mr. Churchill. Il oublie que «l'économie d'hommes est une nécessité pour durer et pour attendre l'heure de la décision» — comme le disait si bien M. Barrès, ce grand homme auquel quelques Boches, voire même quelques Austro-boches avaient osé infliger le nom d'imbécile furibond !

Non, mille fois, non ! Ce n'est que dans l'épuisement de l'Austro-Allemagne que réside la victoire finale de la Quadruplice. L'auteur cité ci-dessus nous assure que «la démolition se poursuit au centre de l'édifice»; eh, bien ! s'il nous l'assure, cela doit être, car il a certainement fait un séjour au centre de l'édifice dont il parle ; donc, de la patience encore et l'Austro-Allemagne arrivera fatalement à un état d'anémie et d'affaiblissement où elle sera contrainte de déposer les armes. Restons, en là, Mr. Churchill ! Ne faisons aucun cas des Austro-Allemands qui traitent de cerveaux timbrés les patriotards franco-anglais professant de pareilles idées : nous avons proclamé la guerre d'usure et nous y tenons avec une ténacité britannique, française, russe et — peut-être italienne !

Les ressources de la Quadruplice sont inépuisables, leurs réserves en hommes sont loin d'être utilisées ; aussi à la Chambre française, le ministre de la guerre a-t-il déclaré qu'il était absolument nécessaire d'appeler la classe de 1917, en *ajoutant que ces jeunes gens constituaient la dernière réserve de la France ;* les Russes aussi sont loin d'avoir atteint le point culminant de leur effort, bien qu'ils aient déjà été obligés d'incorporer la classe de 1918. Ce ne sont que des bagatelles ! De même, il ne faut attribuer aucune importance à la jonction des puissances centrales avec la Bulgarie (la traîtresse !) et la Turquie, car les 2 ou 3 millions d'hommes qu'elles pourront tirer

de là ne suffiront qu'à prolonger la guerre de quelques années et puis, n'avez-vous pas dit, cher Mr. Churchill, que l'Angleterre était la dernière réserve des Alliés ? Les Anglais n'attendent que le moment où tous les belligérants seront dans un état d'épuisement ; ce moment arrivé, les Anglais dont l'esprit de sacrifice ne connaît pas de bornes, recourront à l'*ultima ratio :* au service obligatoire qui n'aura naturellement rien de commun avec le système abhorré du caporalisme prussien. Et alors un coup de bélier formidable brisera tout : on ressuscitera l'avalanche russe, la Serbie, la Belgique, la Pologne, etc. Ce sera la fin de l'Austro-Allemagne, de la Turquie et de la Bulgarie.

Les Austro-Allemands ont donc beau voler de victoire en victoire, c'est un mirage trompeur, car c'est précisément de cette série de leurs victoires que se composera votre victoire définitive ou plus exactement «*la* victoire définitive». Il n'y a que les Austro-Allemands dont l'intelligence bornée notoire soit incapable de saisir l'enchaînement logique qu'il y a entre les défaites continuelles de l'Entente et la victoire qui doit en résulter pour vous.

Vive donc la guerre d'usure ! Vive la guerre éternelle ! Bravo, Churchill !

R.

# L'AVENIR DU TOURANISME

Nous avons fondé — il y a cinq ans — dans la capitale de la Hongrie, en collaboration avec nos meilleurs savants, écrivains et économistes, une société nouvelle, la *Société Touranienne* qui a pour mission d'étudier l'évolution des peuples touraniens en Asie et en Europe, et de favoriser les progrès intellectuels et économiques de tous les peuples apparentés aux Hongrois. La société, dans cette période encore brève de son existence, a dirigé plusieurs expéditions scientifiques dans l'intérieur du continent asiatique, a fait de nombreuses conférences sur des sujets relatifs aux Touraniens; son organe est la revue *Touran,* rédigée en magyar et en turc. La société ne s'occupant ni de politique ni de religion, poursuit son but en harmonie avec les peuples non-touraniens.

Que faut-il entendre par «Touran»? Nous comprenons sous ce nom non seulement le Touran ancien, c'est-à-dire la plaine qui s'étend aux environs de la mer Caspienne et du lac d'Aral, mais plus généralement tous les territoires que les Touraniens habitaient jadis ou habitent encore.

Quels sont les peuples touraniens? Ce sont, pour nous, tous les peuples européens et asiatiques, c'est-à-dire non-aryens.

Parmi les plus importants, nous pouvons mentionner les peuples magyar, finnois, bulgare, turc, tartare, turcoman, thibétain, tamoul, mandchou, chinois, coréen et japonais. *Il résulte de cela qu'une partie importante de l'Europe et la plus grande partie de la population asiatique appartiennent au groupe touranien : au total, plus d'un demi-milliard d'hommes, exactement six cent millions.* Les représentants les plus

occidentaux des Touraniens sont les Magyars, les plus orientaux les Japonais; entre ces deux peuples, l'Asie presque tout entière est habitée par les Touraniens.

Les races touraniennes peuvent être regardées comme les plus vieilles races du monde. D'après certains savants des plus autorisés, la très ancienne civilisation des Babyloniens et des Assyriens avait pour base la civilisation d'un peuple touranien très cultivé, les Sumers. Pareillement, les Pélasges qui ont précédé les Grecs, et les Étrusques très civilisés qui ont précédé les Romains, sont regardés comme des peuples d'origine touranienne. On peut donc dire avec quelque droit que les Touraniens ont été le ferment de civilisation de toute l'humanité.

Mais si, remontant à l'époque préhistorique, nous regardons la population primitive de l'Europe avec l'œil impartial du savant, nous voyons que celle-ci était formée surtout d'éléments touraniens, dont on retrouve encore aujourd'hui les descendants entre la population aryenne. D'après une opinion fort répandue, les Basques et les Albanais, qu'on croyait autochthones, sont eux aussi d'origine touranienne. Il est naturel que dans cette question les considérations linguistiques ont encore plus d'importance que les considérations anthropologiques.

La civilisation primitive de l'Asie est également, en majeure partie, touranienne, non seulement à l'Occident, où les Sumers ont créé une civilisation étonnante, mais aussi à l'Orient, dans l'Inde, en Chine et au Japon; cette civilisation avait déjà atteint un haut degré de développement à une époque où les parties les plus florissantes de l'Europe étaient encore des forêts marécageuses peuplées par des tribus de chasseurs. Si nous allons plus loin encore, les civilisations primitives de l'Amérique, celles du Mexique, du Pérou et du Chili, sont aussi, selon toute vraisemblance, d'origine asiatique. Les continents américain et asiatique se touchant presque au Nord, et par les îles Aléoutiennes, le trafic entre les populations des deux continents était probablement très ancien. Dans l'Alaska en Amérique, sur l'Océan Pacifique, dans des tombes antiques primitives, on a trouvé des monnaies chinoises vieilles et j'ai constaté moi-même dans la Colombie britannique, à côté

d'un voyage que j'y ai fait pour étudier les Indiens indigènes de la côte du Pacifique et les Japonais immigrés, combien faible est la différence entre ces deux peuples vraisemblablement parents. On a constaté chez les Sumers, les Pélasges et les Étrusques, que la civilisation touranienne a précédé celle des Aryens du bassin de la Méditerranée; quel développement cette civilisation a atteint dans l'Asie proprement dite, c'est ce dont nous pouvons juger d'après la civilisation des conquérants mongols dans l'Indoscythie et dans l'Inde, mais surtout d'après la civilisation primitive de la Chine et du Japon, qui renaît aujourd'hui et surpasse à plusieurs égards la civilisation européenne. Les plus belles découvertes faites par les diverses expéditions scientifiques à Tourfan (Grünwedel, Lecoq, Pelliot, d'Ollone, etc.), notamment celles de notre illustre compatriote Sir Marc Aurèle Stein, montrent que la plaine de l'Asie Centrale aujourd'hui déserte, possédait une haute civilisation dans les premiers siècles de notre ère. Cela prouve que les ancêtres des Magyars, dont l'Asie Centrale nous paraît être le berceau, étaient loin d'être aussi incultes que certains auteurs voudraient le faire croire. Au XIII^ième^ siècle, Marco Polo a trouvé un ordre étonnant, une civilisation et un progrès économiques extraordinaires dans l'immense empire sino-tartare de Kublai Khan. La description que le voyageur vénitien fait des villes, des palais et de la vie sociale de cet empire, nous étonne encore aujourd'hui.

D'une manière générale, on peut dire que les civilisations primitives les plus élevées n'ont pas eu pour berceau des territoires fertiles, mais des plaines presque désertes, où les hommes étaient forcés de lutter contre la nature marâtre par un travail pénible et acharné, de labourer la terre, d'amener l'eau de très loin dans les terres arides, de bâtir des villes et de les protéger par des enceintes contre les incursions; c'est ce qu'ont fait les peuples touraniens en Mésopotamie et dans l'ancienne Chine. Les travaux d'irrigation dans la Babylonie ancienne, en Perse, dans l'Asie Centrale, en Chine, sont presque sans exception d'origine touranienne.

L'antique Touran et, avec lui, tout l'Orient commence à se réveiller. Le Japon, la Chine, l'Inde, la Turquie, ont

beaucoup appris de l'Occident moderne, surtout au point de vue économique et intellectuel, comme les événements récents l'ont suffisamment démontré.

De nos jours où, grâce à la collaboration fraternelle du touranisme et du germanisme, trois pays touraniens: la Hongrie, la Bulgarie et la Turquie se sont déjà unis, le touranisme va renaître à une nouvelle vie qui marquera, en même temps, la renaissance de toute l'humanité. Nous espérons que les civilisations différentes contribueront à rendre fécond le travail de tous les peuples et que les oppositions de race ne se traduiront pas par la destruction des grands résultats déjà atteints, mais par une rivalité noble dans la réalisation du progrès universel.

*L'avenir appartient à l'Asie.* Les merveilles et les trésors cachés de la nature de l'Asie Mineure, de la Mésopotamie, du Caucase, de la Perse, de l'Afghanistan, de l'Asie Centrale, du Thibet, de l'Himalaya et de la Chine Intérieure seront, grâce au touranisme, abordables à la civilisation européenne; les relations internationales deviendront de plus en plus fréquentes; des voies de communication rapprocheront de plus en plus étroitement l'Occident et l'Orient; les idéaux les plus sublimes de l'humanité pourront être réalisés par les célébrités des Hautes Écoles de l'Orient le plus antique et de l'Occident le plus moderne.

Le touranisme est appelé à jouer un grand rôle dans ces transformations futures. L'union économique et culturelle des peuples touraniens, ralliés au germanisme, signifie la renaissance de l'Orient, comprenant non seulement les Balkans, mais tout le Continent asiatique.

La plupart des Touraniens sont ou des peuples guerriers, énergiques et braves cavaliers, ou bien possèdent une culture millénaire très florissante. Leur union dans la paix et du progrès et leur collaboration — entravée surtout par l'Angleterre qui gardait jalousement ses possessions des Indes — à l'œuvre civilisatrice de l'Occident leur réserve un avenir splendide et contribuera au développement général de tous les peuples, à quelque race ou à quelque religion qu'ils appartiennent.

ALOÏS DE PAIKERT.

# NE COMPTONS PAS TROP SUR L'USURE DE L'ALLEMAGNE[1]

Depuis le début des hostilités, on accueille avec une excessive complaisance les informations tendant à faire croire à l'épuisement de l'Allemagne.

En août 1914, déjà, on nous montrait Berlin près de manquer de vivres; pendant tout l'hiver, on nous a fait voir la famine imminente en Allemagne; la disette de pétrole, de cuivre, de coton, tout autant que celle de blé, semblait devoir contraindre nos ennemis à la paix; et, quatre mois après l'ouverture des hostilités, on affirmait sérieusement que nos ennemis poussaient au feu des armées composées de collégiens et de vieillards.

C'est rendre un bien mauvais service à l'opinion française que de la berner avec de pareils mensonges.

Assurément, le retard que nous avons mis à nous outiller, l'inaction dans laquelle nous avons laissé végéter nos industries pendant tant de mois, ont pour cause profonde cette espèce de croyance mystique à l'effondrement nécessaire, fatal de l'Allemagne.

Et dans mainte manifestation oratoire plus ou moins bien inspirée, nous retrouvons cette même idée, qu'il suffit de «tenir» pour triompher, — comme si nous n'avions qu'à laisser faire, et à assister, l'arme au pied, à l'agonie du peuple formidable qui rêvait de conquérir l'univers.

[1] Nous reproduisons cet article du sénateur français pour montrer que même en France il y a des esprits clairvoyants qui ne sont pas dupes de la guerre d'épuisement, ce nouveau *bluff* ententiste. Quant à la manie de la croyance dans une «victoire finale», les événements sur les champs de bataille se chargent de la guérir.

Le premier devoir d'une nation engagée dans l'aventure terrible où nous avons été jetés, c'est de compter avec ses ennemis, de connaître le degré de leurs forces, de leur préparation et l'étendue de leurs ressources. Et la censure s'emploierait bien plus utilement à supprimer des informations inexactes, destinées à propager chez nous une confiance injustifiée, qu'à couper des informations véridiques ou à nous défendre d'aborder les questions que tel ou tel ministre juge commode de rayer momentanément de nos sujets de conversation.

L'Allemagne est-elle condamnée à un effondrement final? Je le crois. Mais c'est à nous de le déterminer, de le provoquer par une action énergique. Et nous devons connaître l'étendue et la difficulté de cette œuvre.

En fait, nos ennemis nous opposent une organisation formidable que, quels que soient leurs crimes et l'horreur qu'ils nous inspirent, il faut admirer sans réserve. Ils sont parvenus à pallier, à force de travail et de discipline, presque toutes les causes de faiblesse et de dépérissement dont ils ont été menacés.

Voyons un peu à quoi se réduit, aujourd'hui, la gêne que leur a causée le blocus sévère des flottes alliées.

L'Allemagne manque-t-elle d'acier et de charbon, — ces deux matières essentielles pour la conduite de la guerre moderne? Non, sans doute: elle en est au contraire la première productrice au monde, et elle n'a cessé de développer le rendement de ses mines de Westphalie et de Silésie, en même temps qu'elle se mettait à exploiter les charbonnages belges et nos gisements de minerai de Briey.

Mais, dira-t-on, les aciers modernes, surtout ceux des gros canons, demandent à être additionnés de certains métaux moins communs, tels que le nickel, le chrome, le manganèse, le tungstène, etc. Il se peut que nos adversaires souffrent du manque de ces matières premières, mais ce sont gens prévoyants, qui avaient constitué des stocks longtemps avant la guerre, et qui ont dû parer dès les premiers jours des hostilités aux insuffisances à redouter, alors que le trafic des voisins neutres leur offrait encore des facilités de ravitaillement.

Des infiltrations, d'ailleurs, sont toujours possibles lors-

qu'il s'agit de produits dont des quantités minimes seulement sont nécessaires.

On a beaucoup compté sur les effets de la disette de cuivre. Il faut en rabattre : d'abord, le cuivre a été remplacé dans nombre de ses emplois par le fer-blanc ; ensuite, pour ceux où il était tout à fait indispensable, on a utilisé des réserves accumulées avant la guerre. L'on n'a hésité ni à réquisitionner batteries de cuisine, boutons de portes, poignées, etc., ni à démonter les plus belles machines dans les pays envahis, pour en retirer les organes en laiton ou en cuivre ; s'il le faut, on prendra le précieux métal sur les dômes des églises, sur les lignes conductrices d'électricité. Les quantités de cuivre employées dans le pays depuis des années forment certainement un stock considérable. On l'utilisera. On sera gêné pour bien des choses. Mais les douilles de cartouches et les ceintures d'obus ne manqueront pas.

L'Allemagne, qui dépassait de beaucoup toutes les nations du monde dans les industries chimiques et pharmaceutiques, n'a pas eu de peine à suppléer, dans cet ordre d'idées, aux matières premières qui ont manqué. Ainsi, privée de nitrate, elle a industrialisé des procédés de laboratoire pour fixer directement l'azote de l'air.

Il lui fallait aussi de l'essence pour ses automobiles et ses aéroplanes. Elle l'a remplacée très largement par le benzol. Elle a dû retrouver en Galicie les puits de pétrole dont la production lui a momentanément fait défaut.

Le caoutchouc lui manque pour les pneumatiques et pour les toiles imperméables ; mais, dans beaucoup de cas, il peut être remplacé par des succédanés. Elle paie, assure-t-on, jusqu'à 30 marks le kilogramme les quelques arrivages qui lui parviennent à travers les pays neutres ; mais, devrait-elle manquer totalement du précieux produit, elle n'en serait pas pour cela obligée de capituler. Il ne s'agit point là d'une matière de première nécessité.

Plus grave est la question du coton. En exerçant dès le début une surveillance rigoureuse sur ce produit, les alliés auraient pu mettre l'Allemagne dans le plus grand embarras pour la fabrication de ses poudres de guerre. Mais nous avons perdu un temps précieux que nos ennemis ont su mettre à profit. Leurs réserves doivent leur assurer les

moyens de prolonger la guerre pendant de longs mois, et une information toute récente nous montrait qu'ils trouvent encore des moyens de les ménager: un bateau suédois, chargé de coton, ayant embarqué — par mégarde sans doute — un pilote inconnu, se trouva mené si près du rivage germanique que les torpilleurs allemands n'eurent plus qu'à le capturer.

Les articles publiés ici même ne nous ont-ils pas montré que l'Allemagne vient chercher chez nous les graisses nécessaires à la préparation de la nitroglycérine?

Retomberons-nous dans l'illusion de croire à la famine imminente chez nos ennemis? Ils manquent de blé, de viande, de graisses alimentaires. Mais ils ont pu traverser, grâce à des mesures de prévoyance et de rationnement que leur forte organisation a permis d'imposer à la population, les difficultés de la première année. Devant les protestations des neutres, le blocus s'est partiellement relâché. Les voici de nouveau en possessiou de quantités de blé qui ont permis d'augmenter la ration individuelle de pain. La viande se fait rare, c'est vrai, mais elle n'est pas indispensable. On se rabat sur les pommes de terre, dont la récolte est suffisante pour alimenter un pays qui, les années précédentes, les exportait largement. Chassons d'ailleurs de notre esprit, comme un rêve insensé, l'idée que l'on peut affamer un groupe de nations de 115 millions d'habitants disposant d'un ample territoire. Il est possible, certes, de raréfier tel ou tel produit alimentaire, mais il n'est pas possible d'empêcher l'homme de tirer du sol, par la culture, les moyens de subsister. Les Allemands et les Autrichiens mangeront mal, mangeront peu, s'il le faut; mais de là à manquer de l'indispensable, au point d'être contraints d'implorer la paix, il y a loin.

Reste la question des finances et celle des hommes.

Les dépenses imposées à l'Allemagne par la guerre sont certes effroyablement lourdes, et les artifices employés pour les couvrir sont de simples expédients. Mais ils suffisent pour le moment, au moins à titre provisoire: grâce à la discipline imposée à tous par l'État, les problèmes économiques et financiers peuvent être traités ensemble par des moyens audacieux qui permettent au moins de «durer».

Mais les hommes? Assurément, voilà la question vraiment redoutable pour nos ennemis. C'est par manque d'hommes qu'ils doivent finir. Leur consommation de matière humaine a été formidable, et le réservoire austro-allemand représente à peine la moitié ou le tiers de celui dans lequel puisent les alliés.

Continuons à les tenir en respect partout; obligeons-les à un effort incessant, et la grande meule sur laquelle s'usent les forces de l'Allemagne finira par avoir raison d'elle. Les fronts énormes que tiennent ses armées sont une immense surface de pertes où coule sans cesse le sang de ses fils; elle arrivera fatalement à un état d'anémie et d'épuisement où elle sera contrainte de poser les armes.

Mais ce raisonnement, à peu près sûr au début de la guerre, ne l'est plus tout à fait aujourd'hui. Je l'ai dit dans un précédent article: la grande poussée vers Constantinople, aidée par la trahison des Bulgares, n'a d'autre but que de remédier à la seule cause certaine de dépérissement qui menace nos ennemis. Ce qu'ils vont chercher en Orient, ce sont des hommes. S'ils réussissent, adieu l'espoir de les réduire dans un délai relativement court. La guerre ne finira plus que par les procédés purement militaires.

C'est donc à ceux-ci qu'il nous faut toujours penser, en première et en dernière analyse.

Ne comptons pas trop sur l'usure de l'Allemagne, je le répète, ce serait énerver notre action et nous faire perdre de vue l'œuvre essentielle. Pour chasser ses armées de notre sol, rien ne vaut le coup de bélier formidable qui brisera leurs lignes.

Grâce à leurs gros canons, les Allemands ont bien réussi la trouée dans les retranchements tenus par les valeureux Russes et les héroïques Serbes. Un jour doit venir où c'est nous qui réussirons la même manœuvre.

N'ayons qu'une pensée, la victoire; et, pour la rendre complète et rapide, redoublons d'efforts, travaillons et fabriquons.

CHARLES HUMBERT.

*(Le Journal.)*

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

30 novembre 1915.

Le destin de la Serbie s'est accompli: on peut dire que, politiquement, ce pays n'existe plus. Les troupes austro-hongroises, de concert avec les troupes bulgares ont eu raison de la résistance de l'armée serbe qui, à vrai dire, a déjà cessé d'être. Excepté Monastir, situé non loin de la frontière grecque, toutes les villes importantes du royaume serbe sont tombées au pouvoir des nôtres; le nombre des prisonniers faits durant notre offensive s'élève à plus de cent mille; comptez autant de blessés et de morts et vous vous rendrez facilement compte que ce ne sont que les débris de l'armée serbe qui cherchent maintenant un refuge dans les montagnes inhabitables d'Albanie. Le gouvernement serbe, après avoir successivement transféré son siège de Nisch à Mitrowitza, de Mitrowitza à Pristina, de Pristina à Monastir et de Monastir (cette ville étant déjà enveloppée par les Bulgares) à Prizren, près de la frontière monténégrine, se trouve dans la même situation que le gouvernement belge: c'est un gouvernement qui ne dispose plus ni d'un peuple ni d'un pays. Le roi Pierre s'est sauvé à Skutari, en Albanie, partageant ainsi le sort du roi Albert qui, lui aussi, vit exilé en terre étrangère.

Poussée par la mégalomanie ententiste, la Serbie, devenue mégalomane à son tour, s'est précipitée dans un abîme, et qui sait si elle en sortira jamais. Ce que l'on peut constater dès à présent, c'est que les troupes ententistes concentrées à Salonique n'ont rien pu faire pour arrêter ou entraver la poussée victorieuse des armées austro-hongroises,

allemandes et bulgares et que, malgré le terrorisme exercé sur la Grèce, la diplomatie de la Quadruplice n'est parvenue à obtenir de ce pays qu'une neutralité «bienveillante». Les beaux discours de MM. Grey, Asquith et Briand ont eu pour effet que les Serbes se sont sacrifiés, et l'action balkanique de l'Entente semble être condamnée à un échec piteux, pareil à celui qu'elle a subi à Gallipoli.

L'aventure balkanique est très caractéristique pour l'Entente. Dupe de ses propres mensonges, elle n'avait pas cru à la possibilité d'une offensive vigoureuse des puissances centrales qu'elle se plaisait à représenter sur la voie du dépérissement; partant ensuite de l'idée que tout le monde était aveugle et que le pouvoir qu'elle exerçait sur les peuples balkaniques était d'un effet magique, elle comptait sur l'intervention bulgare en faveur de la Serbie et cria à la trahison lorsque arriva le contraire de ce qu'elle attendait. Les mêmes Alliés qui n'ont pas eu honte de pousser à la trahison cette Italie qu'une alliance formelle liait aux puissances centrales, les mêmes Alliés ont été assez effrontés pour qualifier de traîtresse cette Bulgarie qui n'a jamais été leur alliée, ni leur obligée, puisque, lors de la dernière guerre balkanique, ils l'avaient impitoyablement livrée à la merci de ses partenaires d'alors. La trahison italienne n'en était pas une, car elle était à leur avantage, tandis que la Bulgarie s'était rendue coupable d'une félonie, parce qu'elle refusait de se mettre au service de leur cause perdue. Voilà pour la morale ententiste.

Confiant dans leur prestige, les Franco-Anglais avaient débarqué des troupes à Salonique dans l'espoir hautement exprimé d'entraîner la Grèce à une guerre contre la Bulgarie et les puissances centrales. Dans leur mégalomanie, ils partaient encore de cet axiome que les Alliés étaient irrésistibles; ils osaient donc non seulement violer la neutralité de la Grèce, mais encore interpréter le traité serbo-grec dans un sens favorable à leur cause, en prétendant que les intérêts des Hellènes coïncidaient avec celui des Alliés . . . Ce procédé ne trahit-il pas aussi la morale ententiste? Mais la Grèce a résisté et la Quadruplice, qui ne se faisait pas faute de la menacer de toutes sortes de représailles, a dû en rabattre et se contenter d'être tolérée en territoire grec par un peuple

également revenu de ses illusions sur les Franco-Anglais. L'imbroglio balkanique en est là pour le moment; mais il n'est pas impossible que l'avenir réserve d'autres surprises désagréables à la fatuité et l'autolâtrie ententistes.

Rien de remarquable sur les autres fronts. Les Italiens réitèrent leurs attaques contre nos positions sur l'Isonzo, mais, comme l'a constaté, le 24 novembre 1915, le feld-maréchal Höfer, ils se trouvent toujours là où ils étaient il y a six mois. Dans leur rage impuissante, nos ex-alliés bombardent sans cesse Goricie, et grâce à la bravoure de leurs bombes, ils sont presque parvenus à la réduire en cendres. De tout ceci il ressort clairement que le ministre italien, Orlando, avait raison de dire que la monarchie austro-hongroise était déjà vaincue.

HISTORICUS.

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET C°.**

**Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.**

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

**TRANSYLVANIA SEC.**



# The Continental Times

**Published Three Times a Week: Monday, Wednesday, Friday.**

An Independent Cosmonopolitan Newspaper. Published in the interests of Americans, also as a Convenient Medium for Advertisers in America and Europe.

Address all Communications to:

**The Continental Times**
**Berlin W. 50, Augsburger-Strasse 38**
**Telephone: Steinplatz 7860.**

Proprietors and Publishers, C. White & Co., Ltd. News Editor — Aubrey Stanhope. Printed by R. Saling & Co., Berlin SW. 68.

**Subscription Rates.**

By mail postage paid per month:

| | |
|---|---|
| United States | 75 Cents |
| Holland | 2 Gulden |
| Switzerland | 3 Francs |
| Austria | 2½ Kronen |
| Hungary | 2½ Kronen |
| Germany | 2 Marks |

On sale in all principal towns of Europe, New York and Chicago. The Continental Times is delivered aboard all incoming and outgoing steamers to and from the United States



## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 200 | — |
| 620 | — | *a.* | Vienne (Marchegg) | *d.* | 925 | — |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | — |
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est. ..... | *a.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 910 | 720 |
| 725 | — | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 830 | 550 |
| 750 | 1235 | *d.* | **Vienne** Westb. ..... | *a.* | 720 | 550 |
| 710 | 1145 | *a.* | Innsbruck ..... | *d.* | 710 | 610 |
| 1139 | 410 | *a.* | **Buchs** ..... | *d.* | 233 | 204 |
| 1200 | 440 | *d.* | **Buchs** ..... | *a.* | 203 | 142 |
| 209 | 656 | *a.* | **Zurich** ..... | *d* | 1152 | 1140 |
| 248 | 825 | *d.* | **Zurich** ..... | *a* | 1033 | 1125 |
| — | — | *d.* | Bâle ..... | *a.* | 607 | — |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* | **Budapest** Est ..... | *d.* | 140 | 1145 |
| 640 | 1140 | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | 850 | 720 |
| 725 | 1235 | *a.* | Vienne Westb. ..... | *d.* | 825 | 550 |
| 650 | 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest. ... | *a.* | 1105 | 200 | — |
| 1104 | 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | — |
| 1135 | 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... | *d.* | 619 | 825 | — |
| 1200 | 840 | 100 | *d.* Vienne Westb. ..... | *a.* | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 | *a.* **Salzbourg** ..... | *d.* | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 | *d.* **Salzbourg** ..... | *a.* | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 | *a.* **Munich** ..... | *d.* | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 | *d.* **Munich** ..... | *a.* | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 | *a.* Strasbourg ..... | *d.* | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 | *d.* Strasbourg ..... | *a.* | 336 | 824 | 138 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest**..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* | Fiume Quai ..... | | — | — |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* | **Budapest** Est..... | *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* | Zágráb ..... | *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* | **Fiume** ..... | *d.* | 615 | 810 |
| 745 | 815 | *d.* | **Fiume** ..... | *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* | Zimony ..... | *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* | Tzaribrod ..... | *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* | **Sofia**..... | *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* | **Sofia**..... | *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* | Sarembey..... | *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* | Adrianople ..... | | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* | **Constantinople** ... | ... | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* | **Budapest** Ouest ... | *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* | Verciorova ..... | *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* | Verciorova ..... | *a.* | — | 840 |
| — | 139 | *d.* | Crajova..... | *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* | Pitesti ..... | | — | — |
| — | 634 | *a.* | **Bucarest**..... | *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* | **Bucarest**..... | *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* | Constanza ..... | *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* | Constanza port ..... | | — | — |
| — | 1130 | *d.* | **Constanza** ..... | *a.* | — | 500 |
| — | ** 1200 | *a.* | **Constantinople**..... | *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* | **Budapest** Ouest..... | *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* | Vienne Ostb. (Marchegg) | *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* | **Budapest Est** ..... | *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* | Vienne Ostb.(Bruck) | *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* | Vienne Westbahn... | *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* | **Vienne** Westbahn... | *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* | Passau ..... | *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* | Passau ..... | *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* | Nurnberg..... | *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* | **Francfort** ..... | *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* | **Cologne** ..... | *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* | **Cologne** ..... | *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* | **Bruxelles**..... | *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* | **Bruxelles**..... | *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* | Ostende Quai ..... | *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 220 | | *d.* | **Budapest** Est ..... | *a.* | 1250 | 935 | — |
| 935 | | *d.* | Ruttka ..... | | 620 | 240 | — |
| 958 | | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* | **Budapest** Ouest | *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* | Galánta ..... | | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | *a.* | **Zsolna** ..... | *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* | **Zsolna** ..... | *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* | **Oderberg**..... | *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* | **Budapest** Ouest. | *a.* | 200 | 805 | |
| — | 1010 | — | | Gänserndorf..... | | 925 | 340 | |
| — | 235 | — | *a.* | **Oderberg** ..... | *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* | **Oderberg** ..... | *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* | Granica ..... | *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* | Granica ..... | *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* | **Varsovie** ..... | | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.

50148

*N° 32 de la série entièrement consacrée à la guerre.*

VIIIe ANNÉE. — TOME XVI. 15 DÉCEMBRE 1915

# REVUE DE HONGRIE

*Membres du COMITÉ DE LA REVUE DE HONGRIE:*

M. ALBERT de BERZEVICZY, Président; MM. le Cte ALBERT APPONYI, ÉTIENNE de BÁRCZY, ZOLTÁN de BEÖTHY, FRANÇOIS HERCZEG, PAUL KISS de NEMESKÉR, LÉON LÁNCZY, LADISLAS de LUKÁCS, JULES de PEKÁR, Cte ÉTIENNE TISZA, ALEXANDRE WEKERLE, Cte MARC WICKENBURG, JULES de WLASSICS, Cte JEAN ZICHY

*GUILLAUME HUSZÁR, Directeur-Gérant.*

*Mente hungarica,*
*Verbo gallico.*

## SOMMAIRE

I. — NOTRE GUERRE AVEC L'ITALIE ET LE «PÉRIL ALLEMAND» *(Deuxième réponse à M. Luigi Luzzatti)*, par **M. le comte Jules Andrássy**, ancien Ministre, Député ..... 1

II. — BULGARES ET HONGROIS, **M. Roland de Hegedüs**, Député ..... 9

III. — LE CAPITAL ALLEMAND ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE, par **R.** ..... 17

IV. — L'EUROPE FUTURE TELLE QUE L'ENTENTE SE LA REPRÉSENTAIT ..... 21

V. — LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ, par **Diplomate** ..... 24

VI. — CHRONIQUE DE LA GUERRE, par **Historicus** ... 30

**BUDAPEST,**
I., TIGRIS-UTCA 6.

**(En vente chez tous les libraires.)**

**VIENNE**, GEROLD & CIE. — **LEIPSIC**, GUSTAV FOCK.
**LONDRES**, MUDIE'S SELECT LIBRARY (NEW OXFORD STREET). — **ROME**, FRATELLI BOCCA.
**FLORENCE**, SUCC. B. SEEBER. — **MADRID**, FERNANDO FÉ. — **STOCKHOLM**, C. E. FRITZE.
**COPENHAGUE**, VILHELM TRYDE. — **BRUXELLES**, N. LEBÈGUE ET CIE.
**SAINT-PÉTERSBOURG**, K. L. RICKER. — **NEW-YORK**, THE INTERNATIONAL NEWS CO.
**ATHÈNES**, ELEFTHEROUDAKIS ET BARTH. — **BUCAREST**, SOCEC & CIE. — **GENÈVE**, PH. DÜRR.
**CONSTANTINOPLE**, OTTO KEIL.

POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE,
ÉCONOMIE SOCIALE, HISTOIRE, LITTÉRATURE, PHILOSOPHIE, BEAUX-ARTS
QUESTIONS DE CULTURE UNIVERSELLE.

---

La REVUE DE HONGRIE est une revue hongroise rédigée en langue française.

La REVUE DE HONGRIE s'occupe de toutes les questions qui, à un point de vue général, peuvent, en mettant en relief les choses de Hongrie, intéresser le lecteur étranger. Elle publie des articles écrits par des hommes d'État, de littérateurs, de savants hongrois; elle compte également des collaborateurs dans tous les pays et publie des articles d'un intérêt général.

La REVUE DE HONGRIE est une tribune ouverte à tous, indépendante de toute influence de parti.

La REVUE DE HONGRIE est l'organe de la Société Littéraire Française de Budapest.

---

LA REVUE DE HONGRIE

*se réserve d'autoriser la reproduction ou la traduction de ses articles aux publications périodiques de la Hongrie et de l'étranger qui en auront fait la demande.*

---

LA REVUE DE HONGRIE

**PARAIT LE 1 ET LE 15 DE CHAQUE MOIS**

---

**PRIX D'ABONNEMENT:**

| | | |
|---|---|---|
| **HONGRIE ET AUTRICHE** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... | un an | **25** cour. |
| **ALLEMAGNE** ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... ... | un an | **25** marcs. |
| **AUTRES PAYS DE L'UNION POSTALE** ... ... ... ... | un an | **30** francs. |

*Prix des «livraisons de guerre» 1 cour.*

# NOTRE GUERRE AVEC L'ITALIE ET „LE PÉRIL ALLEMAND"

(*Deuxième réponse à M. Luigi Luzzatti.*)

Je reprends la plume pour répondre à M. Luzzatti qui, dans une lettre ouverte adressée au journal italien *La Tribuna*, me prend à partie au sujet de mon dernier article. Je tiens d'abord à dissiper des malentendus et à réparer une erreur. Je reconnais avec empressement que ce n'est pas lui qui a renouvelé le traité de la Triple-Alliance. C'est par erreur que le mot de «renouvelé» le traité se rapportant à M. Luzzatti s'est glissé dans le texte français de la *Revue de Hongrie* et a passé de là dans la *Vossische Zeitung*. Dès que je me suis aperçu de l'erreur, j'ai envoyé une rectification à la revue allemande qui a reproduit mon article et on y lit maintenant que M. Luzzatti «est resté fidèle» à la Triplice.

L'illustre homme d'État italien m'a très mal compris quand il me fait dire que Garibaldi désapprouverait la guerre où l'Italie s'est lancée. Je n'ai jamais tenu ce propos. Je n'ignore point que Garibaldi fut un ennemi irréductible de l'Autriche et qu'il était toujours prêt à prendre les armes pour la conquête du Trentin. J'aurais pu dire tout au plus — et encore ne l'ai-je pas fait — que c'est à savoir si ce grand idéaliste qui s'enthousiasmait et luttait pour la liberté des autres peuples aurait approuvé le projet de soumettre contre leur volonté des Allemands, des Slaves et des Albanais. Mais, comme je l'ai dit, je n'ai pas même effleuré ce sujet, car je suis d'avis que le plus grand service qu'on puisse rendre aux morts illustres, c'est de les laisser en paix et de ne pas chercher à tourner à notre profit l'autorité dont ils jouissent. Je n'ai pas

parlé de Garibaldi pour ne pas me mettre dans la fâcheuse posture de M. Luzzatti évoquant les ombres de Louis et François Kossuth, de Türr et de Klapka dans l'espoir qu'elles me réconcilieront avec la politique italienne actuelle, qui n'a pas craint de se liguer avec la Russie et la Serbie en vue de démembrer et d'anéantir la Hongrie au nom du principe des nationalités. J'ai seulement fait voir qu'on ne saurait établir un parallèle entre les guerres de Garibaldi et celle d'aujourd'hui, ainsi que M. Luzzatti l'a fait. Car Garibaldi voulait rendre à la vie et à l'humanité un peuple des mieux doués que les circonstances politiques avaient privé de son unité, tandis que dans la guerre actuelle on voit seulement une grande puissance profiter des embarras d'une autre puissance, son alliée d'antan.

J'ai dit que MM. Salandra et Sonnino ne sauraient être comparés à Garibaldi et se couvrir de son nom glorieux, car le grand patriote était un idéaliste qui mettait de côté toute considération secondaire quand il s'agissait du noble but qu'il s'était proposé, et eux sont des opportunistes qui, des années durant, ont été capables de se dire les amis de ceux qu'ils attaquent aujourd'hui par derrière, qu'ils appellent leurs plus vieux et leurs seuls ennemis.

M. Luzzatti se méprend aussi sur le sens de mes paroles quand il me fait dire que l'Allemagne renoncerait de plein gré à l'hégémonie maritime et assurera la neutralité des détroits si nécessaire à la navigation universelle, en en remettant le contrôle à des commissions internationales «animées d'un esprit angélique», pour citer les paroles de M. Luzzatti. Je n'ai jamais dit cela ni rien de semblable. Je ne me fais pas de pareilles illusions. Je ne crois pas à des commissions internationales animées d'un esprit angélique, car je vois que l'humanité n'a jamais été plus brutale, plus barbare et plus égoïste que de nos jours, et il est certain qu'aucun peuple ne pourrait avoir une politique désintéressée quand les autres ne considèrent que leur intérêt. Je me suis borné à dire que les quarante dernières années de l'histoire d'Allemagne sont la preuve qu'elle n'a pas de tendances agressives et que, en raison de sa situation géographique et du chiffre de sa population, on ne saurait croire sérieusement qu'elle menace la liberté du monde ; j'ai voulu seulement appeler l'attention sur le fait

que ce n'est pas l'Allemagne, mais l'Angleterre qui possède les routes du commerce universel ainsi que les plus belles, les plus riches colonies.

M. Luzzatti n'interprète pas tout à fait exactement non plus un passage de mon article en prétendant que notre polémique a pour point de départ ma proposition de briser la suprématie maritime de l'Angleterre. Je n'ai jamais soutenu cette thèse d'une façon aussi absolue. Dans mon article paru dans la *Revue de Hongrie* sous le titre de *Les garanties d'une paix durable*,[1] je disais seulement qu'il faudra anéantir la prépotence anglaise si la Grande-Bretagne refuse à l'Allemagne le droit d'avoir des colonies et une flotte de guerre.

A cette occasion je tiens à souligner de nouveau que nous ne cherchons pas à motiver notre guerre par des phrases sonores, comme le font les puissances de la Quadruplice. A cet effet, nous ne mettons pas en avant la liberté des mers ou d'autres intérêts généraux de l'humanité ; nous disons tout simplement que c'est pour nous-mêmes, pour notre existence que nous luttons et je suis persuadé que c'est aussi la vraie cause, la seule excuse d'une guerre aussi effroyable que celle que nous soutenons aujourd'hui.

La tactique de la Quadruplice a vraiment quelque chose de répugnant. Elle se pose en défenseur des intérêts généraux de l'humanité et, en réalité, elle ne se soucie que des siens. Le droit des gens, la défense des petits peuples, le triomphe du principe des nationalités, tels sont les mots d'ordre grâce auxquels elle veut rendre sa cause populaire aux yeux des neutres. Il est certain qu'au commencement ces phrases ronflantes ont trouvé un écho. Mais l'humanité abusée perd de jour en jour ses illusions. En Angleterre, on constate avec stupéfaction un revirement de l'opinion publique que le *Times* attribue à l'agitation germanophile : or, ce n'est qu'une conséquence des faits et gestes de l'Entente. Il est de jour en jour plus manifeste que l'Angleterre voulait se défaire de la flotte allemande, comme elle s'est défaite jadis des flottes espagnole, hollandaise et française ; que la France veut reconquérir l'Alsace-Lorraine ; la Russie s'emparer de Constantinople et l'Italie régner sur les deux rivages de l'Adriatique. On s'aper-

[1] Voir le n° du 1er juillet 1915.

çoit aujourd'hui qu'ils ne luttent pas pour le droit des gens ceux qui, comme la note américaine le constate, entravent arbitrairement et, dans une mesure inconnue jusqu'ici, le commerce des neutres ; qu'ils ne sauraient être les apôtres de l'indépendance des petits peuples ceux qui, malgré l'opposition de son gouvernement, prennent pour base navale le port d'un petit État neutre et prétendent le forcer par des menaces à se jeter dans une lutte qui peut causer sa perte. Chacun reconnaît maintenant que les puissances de la Quadruplice ne sont point guidées par l'amour des petits peuples, puisqu'elles ont déjà causé par leurs conseils la ruine de deux petites nations, qu'elles ont été incapables ou qu'elles n'ont pas sérieusement tenté de secourir.

Après avoir constaté qu'il y a eu des malentendus, qui me font penser qu'il n'a lu qu'un texte incomplet de mon article, je passe aux observations proprement dites de M. Luzzatti.

Il accuse la Hongrie d'avoir déserté le culte de la liberté et d'opprimer aujourd'hui les Croates, les Italiens de Fiume et les Roumains de Transylvanie. Mais sur quoi fonde-t-il cette accusation ? Je doute fort que ce soit sur des observations personnelles. S'il avait des preuves en main, il n'aurait pas manqué d'en citer au moins quelques-unes. Il est probable qu'il n'a puisé que dans les écrits des Scotus Viator et autres agitateurs du même acabit qui ont tant fait pour provoquer la conflagration générale dont nous sommes tous les victimes. S'il avait fourni des preuves à l'appui de ses dires, je m'efforcerais de mon côté de les réfuter. A ces vagues accusations qu'il me suffise de répondre que les faits se sont chargés de démentir les contes qu'on propageait sur le despotisme magyar. On savait que plusieurs grandes puissances mobilisaient contre nous, et il semblait que l'heure de l'émancipation des nationalités opprimées avait sonné. De tous côtés s'offraient des protecteurs désintéressés. Et voilà que les peuples opprimés, au lieu de se retourner contre leurs oppresseurs, ont pris résolument parti pour nous et se battent à nos côtés avec le même acharnement que nous ; tels les Croates qui se sont distingués par leur vaillance sur les champs de bataille. Je ne nie pas que les nationalités n'aient fait parfois entendre des plaintes contre les actes de violence du gouvernement, je

reconnais aussi que, dans certains cas, ces plaintes paraissaient fondées ; mais c'est pure calomnie que de prétendre que nous voulions les magyariser, que le Hongrois est intolérant et opprime les allogènes. Quel gouvernement n'a jamais commis de fautes ? Le gouvernement italien lui-même est-il exempt de tout reproche ? La misère dans l'Italie méridionale, les populations arriérées de ces régions devraient rappeler aux hommes d'État italiens qu'il est plus facile de critiquer que de créer et que si l'administration est loin d'être parfaite, ce n'est pas toujours la mauvaise volonté du gouvernement qui en est cause. Nous aurons encore beaucoup à faire pour que le règne du droit remplace partout l'arbitraire, l'intérêt de parti, et que la vie politique approche de la perfection idéale. Toutefois, le cours de la guerre actuelle prouve qu'il n'y a point d'oppression systématique chez nous. Il est vrai que notre idéal n'est pas d'être une espèce de Suisse de l'Orient ainsi que le voudrait M. Luzzatti, car cela serait contraire à toutes nos traditions historiques. Nous voulons seulement maintenir un État national unifié, mais un État où régneront le droit et la justice et non l'arbitraire, un État dont toutes les institutions soient pénétrées d'un esprit de libéralisme, de *self-government* et de tolérance. C'est à cet idéal que visaient nos aïeux et, en particulier, la grande génération à laquelle M. Luzzatti se réfère. C'est aussi à cet idéal que nous tendons et que nous tendrons toujours. Nous y avons déjà gagné que les allogènes de sens rassis ne cherchent pas à améliorer leur situation par des luttes contre les Magyars, mais par un travail commun avec nous.

A ma question comment il se fait que lui, Luzzatti, ait suivi pendant de longues années une ligne politique fondée sur la Triple-Alliance s'il voyait dans l'Allemagne un péril aussi grand qu'il le dit dans son dernier article, l'ex premier-ministre d'Italie me répond qu'il a adhéré à la Triplice parce qu'il la regardait comme une garantie de paix et qu'il ne pensait pas qu'elle se livrerait à des provocations contre d'autres pays. L'Italie aurait donc fait volte-face, parce que c'est nous qui avons provoqué la Serbie et allumé la guerre générale.

Je ferai d'abord remarquer que la réponse de M. Luzzatti contient l'aveu explicite qu'il n'a vu le péril allemand que depuis que la guerre a éclaté, ce qui fera certainement penser

au lecteur que l'agressivité de l'Allemagne ne peut pas être aussi manifeste que M. Luzzatti le prétend. Cet aveu permet aussi d'espérer que l'ancien premier-ministre italien est capable de comprendre notre point de vue à nous qui, en fin de compte, n'avons eu d'autre tort que de rester fidèles à l'opinion qu'il professait autrefois, qui, comme principaux intéressés, sommes le mieux à même de savoir que ce n'est pas l'ambition des Allemands qui nous a acculés à la guerre, mais l'agressivité de la Serbie et la politique balkanique de la Russie ; que l'Allemagne ne nous a pas poussés à la guerre, mais qu'elle n'a fait que prendre avec une loyauté virile notre défense contre le péril qui menaçait son existence aussi bien que la nôtre.

Si je suis obligé d'admettre l'explication que M. Luzzatti donne de sa conduite personnelle, j'espère qu'il ne prendra point en mauvaise part si je refuse d'accepter la même explication comme justification de la conduite de l'Italie, car, avec la meilleure volonté du monde, il est impossible d'admettre que ce pays ait abandonné ses alliés, qu'il se soit jeté dans la mêlée rien que par amour de la paix. En général : la politique italienne n'avait point pour principal objectif le maintien de la paix, mais la conquête de nouveaux territoires. Il y a quelques années, l'Italie est partie en guerre contre la Turquie, l'amie de ses alliés ; elle a remis sur le tapis la question balkanique et fait courir à l'Europe le risque d'une guerre universelle rien que pour s'enrichir d'une nouvelle province. Comment admettre que c'est uniquement par amour de la paix que l'Italie est intervenue dans la guerre actuelle, alors que personne ne menaçait sa sécurité, que nous désirions maintenir l'alliance avec l'Italie, quoiqu'elle ne fût pas venue à notre aide pendant la guerre et que nous fussions même disposés par amour de la paix à lui faire des cessions de territoire ? Les actes du gouvernement italien prouvent à l'évidence que ce n'est pas pour avoir provoqué la guerre qu'il nous a faussé compagnie. Le ministre des Affaires étrangères, San Giuliano, nous fit sentir dès le début qu'il n'approuvait point notre manière d'agir à l'égard de la Serbie et qu'à son avis nous aurions pu éviter la guerre, mais malgré cela, il ne pensa pas à dénoncer le traité d'alliance. Bien au contraire, il disait le 29 juillet qu'il a le vif désir «de resserrer de plus en plus les rapports intimes entre les deux puissances

alliées» et qu'il espère que «les conversations amicales, sincères et loyales qui ont lieu en ce moment entre les trois Puissances alliées à Vienne et à Berlin aboutiront aussitôt que possible à un résultat permettant leur collaboration dans une politique commune». Je souligne que dans ces conversations on ne nous accusa point d'avoir injustement attaqué la Serbie ; on ne dit pas que nous lui en devions réparation, mais les pourparlers roulèrent exclusivement sur les compensations que l'Italie devait obtenir à teneur de l'art. VII du traité de la Triple-Alliance au cas où nous obtiendrions des avantages aux dépens de la Serbie. Le ministre de Victor-Emmanuel déclara net que l'Italie voulait sa part de ces avantages, qu'autrement elle se verrait forcée à faire obstacle à notre avance, mais que si nous lui faisions sa part, lui, le ministre tâcherait de se ranger à nos côtés. Victor-Emmanuel télégraphiait à François-Joseph : «L'Italie gardera une attitude cordialement amicale envers ses alliés conformément au traité de la Triple-Alliance». Même M. Sonnino, le ministre belliqueux, manifeste des sentiments amicaux, à preuve que le 6 janvier, il dit qu'il a entamé les pénibles négociations touchant les compensations dans le but de consolider la Triple-Alliance, laquelle est seule conforme aux intérêts de l'Italie ; qu'il n'a accepté le portefeuille que pour créer un accord avec nous et donner, par suite, une base solide à l'alliance ; qu'il démissionnera s'il n'y parvient pas ; et en mars M. Sonnino dit encore «que son but est d'éliminer entre les deux Puissances toute cause de friction et de créer entre elles une atmosphère de confiance rendant possible leur coopération vers des buts communs de politique internationale». De fait, on ne saurait trouver dans le cours des négociations le moindre indice dont on puisse inférer que l'Italie nous a tourné le dos parce que nous nous étions écartés du sentier de la paix. La vérité est que tout le cours des négociations prouve clairement que ce n'est point parce nous avions troublé la paix que l'Italie a passé à l'ennemi, mais qu'elle ne trouvait pas suffisante sa part du butin. Ce n'est pas l'amour de la paix, mais le mépris de la paix, de vieilles rancunes et la soif de conquête qui ont poussé le gouvernement à prendre cette fatale résolution. Les Italiens exigeaient de nous des sacrifices si considérables qu'ils ne crurent pas que nous ne voulussions nous venger de leurs extorsions en cas de victoire, et c'est

ainsi qu'ils sacrifièrent la paix du pays à leur mauvaise conscience.

Lord Courtney disait naguère, dans un courageux discours, qu'il fallait rétablir la bonne harmonie entre les peuples après la guerre si l'on ne veut pas que la civilisation périsse. Je suis du même avis. Nous devrons aussi chercher un modus vivendi avec l'Italie. Mais l'accord ne sera possible que si le peuple italien lui-même condamne la politique du gouvernement actuel, s'il reconnaît que par son agression il a offensé la morale politique et qu'après les concessions que nous étions disposés à faire, la déclaration de guerre fut un crime sans pareil dans les annales de l'histoire universelle. Je conçois que M. Luzzatti ne cloue pas au pilori la politique de son pays dans ces tristes moments où l'armée italienne se bat avec courage, mais sans obtenir de succès ; cependant j'ai l'espoir que nous nous entendrons mieux après la guerre et qu'il sera l'un de ceux qui tenteront de disculper la nation italienne du crime commis par son gouvernement, car le peuple ne voulait pas, ne pouvait vouloir cette félonie. L'ambition, les faux calculs de quelques individus peuvent seuls expliquer une pareille infamie. Le gros d'une nation civilisée peut se laisser aveugler par des faits présentés sous un faux jour, il peut se laisser emporter par les passions, mais, de sang-froid et suffisamment renseigné, il ne saurait approuver une politique aussi criminelle que celle-là.

Comte Jules Andrássy.

# BULGARES ET HONGROIS

Je me suis rencontré par hasard, au début de cette année, avec un homme politique bulgare très connu et, au cours de la conversation, on a causé, entre autres, des rapports de ce pays avec la Hongrie. Ce qui m'a le plus frappé dans les explications de l'homme politique bulgare, ce furent ses observations sur la promptitude avec laquelle les bonnes relations s'étaient rétablies entre son pays et la Turquie, après la dernière guerre balkanique. Aussitôt que la paix fut signée, dit-il, toute rancune disparut subitement et les rapports entre la Bulgarie et l'empire ottoman prirent la même tournure que ceux qui se sont établis jadis entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, après la guerre de 1866. L'atmosphère politique s'étant donc rassérénée et les ressentiments s'étant mutuellement apaisés, ces deux pays avaient, comme par l'effet d'une révélation soudaine, reconnu avec netteté leurs communs intérêts politiques. Selon mon interlocuteur, des affinités de race y auraient aussi joué un certain rôle ; car, dit-il, les Bulgares ne sont pas, en réalité, un peuple slave, mais ils appartiennent à la race touranienne. La migration des peuples les ayant conduits, au cours du moyen âge, sur les rives du Bas-Danube, ils ont adopté la langue slave et la religion orthodoxe que professaient leurs voisins, mais dans leur for intérieur, ils se considèrent, non sans un certain orgueil, membres de la grande famille de peuples à laquelle appartiennent aussi les Turcs, les Finlandais et les Magyars. Si j'ai bien compris ses explications, on enseignerait, encore aujourd'hui, dans les écoles de Bulgarie, l'affinité d'origine avec les peuples susdits et ses compatriotes se prévalent de cette communauté de race absolument comme nous autres Magyars

professons avec orgueil une parenté et des origines touraniennes, telles que nous les ont enseignées nos historiens et nos philologues.

Cette manière de voir de l'homme d'Etat bulgare, que partagent aussi sans doute tous ses compatriotes, font voir les conjonctures politiques actuelles si compliquées sous un jour inaccoutumé. Qu'il me soit donc permis d'essayer de débrouiller, à la lumière nouvelle projetée par mon interlocuteur, le chaos des événements politiques dont nous sommes témoins.

Je crois que tous ceux qui, comme moi, cherchent à établir les rapports qui existent entre les événements historiques de l'heure actuelle, ont dû devenir, par degrés, très modestes dans les conclusions qu'ils essaient d'en tirer. La raison en est très simple. La guerre mondiale est, pour employer le titre d'un drame d'un poète scandinave : *Au-dessus de nos forces.* En effet, tout le monde conviendra de cette vérité que, pour tirer une déduction logique quelque peu compliquée, il est nécessaire, en première ligne, que l'appareil nerveux central perçoive au préalable un nombre immense d'images diverses. Or, l'impossibilité de former une chaîne de déductions logiques par rapport à la guerre universelle devient aussitôt évidente par le fait que la foule d'impressions qui frappe à la fois notre système nerveux à ce propos, est trop grande pour qu'un cerveau humain quelconque puisse en embrasser l'ensemble. Il faudrait qu'un nouveau Léviathan vînt au monde pour maîtriser les impressions innombrables que fournit le conflit général actuel. Nos cerveaux sont réellement impuissants à concentrer dans un seul foyer tous les renseignements qui nous arrivent de tant de côtés à la fois ; c'est ce qui fait que nous laissons passer une foule d'images, sans pouvoir les percevoir et encore moins les combiner.

Il en résulte que, dans la buée de sang et les nuages de fumée de poudre qui nous entourent, nous sommes forcés de nous contenter de *vérités partielles,* car notre faculté de coordonner les impressions qui nous assiègent ne nous permet pas d'en acquérir d'autres, plus générales, et que nos déductions manquent de base solide aussitôt que nous nous avisons d'aller au delà des vérités partielles dont il vient d'être parlé.

En supposant que mon raisonnement soit juste — et je

ne crois pas qu'on puisse le contester, puisque non seulement moi, mais d'autres encore se sont trompés en prétendant à la conquête de la vérité absolue — je pense avoir réussi à trouver une telle vérité partielle solide, relative aux rapports entre la Bulgarie et mon pays, dont je crois qu'on peut se contenter pour le moment. Pour ce qui va au-delà de cette fraction de vérité, il convient d'appliquer le mot connu de mon ancien professeur de physiologie, le célèbre savant Du Bois-Reymond : *ignorabimus*. En d'autres termes, je me bornerai, quant à moi, à la tâche modeste d'énoncer l'une ou l'autre des vérités partielles que j'ai rencontrées sur mon chemin. Examinons donc, à ce point de vue, les relations qui existent en réalité entre la Bulgarie et la Hongrie.

Avant la dernière guerre balkanique, l'Europe formait un mécanisme de pendule, si vous voulez, très compliqué. Depuis Mommsen jusqu'à Chamberlain, tous les historiens modernes enseignent d'un commun accord que la différence essentielle entre le système politique des anciens et celui qui s'est constitué dans les temps modernes, consiste précisément dans ce fait que de nos jours il n'existe pas d'État qui englobe le monde entier, mais que les puissances y sont rangées et se maintiennent dans un certain équilibre. Or, un tel équilibre entre les Etats est toujours extrêmement compliqué et difficile à maintenir.

Qu'est-il arrivé quand a éclaté la guerre balkanique ? Le mécanisme de la grande horloge européenne — pour nous servir de la métaphore que nous venons d'employer — était muni auparavant d'un grand poids moteur : la Turquie. Par suite des troubles intérieurs qui avaient éclaté dans l'empire ottoman et aussi de l'agression de l'Italie contre la Tripolitaine, les cordes qui soutenaient jusque-là les grands poids de l'horloge européenne se sont usés petit à petit. A la fin, une catastrophe est arrivée, et la défaite de la Turquie dans la guerre balkanique a fait tomber lesdits poids. Au même instant, le mécanisme du chronomètre européen est subitement sorti de son état d'équilibre avec un vacarme assourdissant, l'engrenage s'est faussé, les ressorts se sont tendus à l'excès, la cage où ils étaient placés a éclaté : voilà *l'histoire mécanique* de la guerre mondiale actuelle. Il s'ensuit — et c'est là la vérité fragmentaire que je veux faire ressortir — que le mécanisme

de la grande horloge ne peut être rétabli que par la création d'un nouvel ordre de choses dans la péninsule balkanique. Autrement dit, il faut munir le mécanisme européen d'un nouveau poids moteur, principalement pour remplacer la Turquie et à peu près dans le même emplacement que cette puissance occupait avant la guerre des Balkans. Je crois que dans la phase où le grand conflit mondial est arrivée à l'heure qu'il est, cette autre vérité partielle n'a pas besoin de preuves spéciales. La voix imposante du canon qui annonce l'offensive récente, en Orient, des puissances centrales l'appuie avec plus de force que des arguments subtils et compliqués, et cela aussi bien à nos yeux à nous qu'à ceux des messieurs de l'Entente. Il est même permis de faire un pas de plus. C'est d'établir le fait qui, de jour en jour et d'heure en heure, devient d'une évidence plus lumineuse, à savoir que la grande convulsion qui a éclaté dans les Balkans ne peut se terminer et recevoir une solution satisfaisante que là et non ailleurs. En d'autres termes : la solution doit consister à pourvoir, dans la péninsule même, la pendule européenne de nouveaux poids moteurs à l'aide desquels le grand mécanisme européen puisse reprendre son activité pacifique et salutaire dont la seule base solide consiste, comme il a été dit, dans le système d'équilibre stable et pondéré entre les puissances. C'est précisément cette nouvelle répartition des forces que nous cherchons actuellement à établir par les armes, au moyen de pourparlers diplomatiques, en nous appuyant sur la raison d'Etat et en recourant surtout aux instincts profonds de l'affinité de races.

Aussitôt que cette notion nous est devenue familière, une autre vérité partielle se dessine clairement, à son tour, devant nos yeux. C'est un fait constant, en biologie, que toutes les fois que l'organe le plus élevé du système nerveux central, c'est-à-dire l'aperception suspend temporairement son activité, alors, en vertu des forces vitales inextinguibles de l'organisme vivant, ce sont les ganglions, ces centres nerveux secondaires, qui se mettent à fonctionner et s'efforcent de remplacer le système central, jusqu'à ce qu'il puisse de nouveau entrer en action. Traduite dans le langage de l'histoire, cette notion de la physiologie signifie que toutes les fois que l'équilibre du système politique général est détruit, comme c'est le cas

à l'heure qu'il est, et que le fonctionnement conscient des grands organismes collectifs a été troublé, alors, en vertu de l'instinct vivace et incoërcible de l'âme populaire, il est de même remplacé, au moins temporairement, dans la grande mêlée chaotique qui en résulte, par les *instincts de race et d'affinités d'origine* qui, d'habitude, sont relégués dans les profondeurs insondables de la conscience des peuples. Ces forces restent à l'état latent et sont muettes tant que le grand mécanisme régulateur, manié par de fortes mains, fonctionne d'une façon normale. Mais aussitôt que celui-ci se détraque, lesdits instincts de race, aussi profonds que puissants, entrent en scène et produisent des cohérences qui paraîtraient un prodige, si elles n'avaient pas leurs fondements dans des lois immuables et indépendantes de la volonté des hommes. Or, cette vérité historique, basée sur la physiologie, ne s'est peut-être jamais manifestée avec plus d'évidence que dans la situation dont les contours commencent à se dessiner avec plus ou moins de netteté dans le grand chaos balkanique actuel. Ce n'est donc pas un pur hasard que Magyars, Bulgares et Turcs marchent la main dans la main, mais c'est l'effet des instincts de communauté de race qui remontent à plus d'un millier d'années et qui se rattachent à l'ancienne patrie asiatique de ces peuples. Ces affinités sont restées à l'état latent tant que ces peuples subissaient l'ascendant d'un système politique rationnel dirigé par une puissante volonté. Il se peut qu'au milieu de leurs occupations de tous les jours — et ce train de vie habituel dure chez tous les trois depuis une longue série de siècles — ces peuples avaient oublié cette communauté d'origine, bien qu'elle se manifestât clairement dans leur sang, dans leur charpente osseuse et dans la forme de leurs crânes. C'est la grande crise actuelle qui, en détruisant le vieux système d'équilibre européen, semble vouloir tout refaire et qui, au lieu du train de vie journalier, enveloppe l'humanité d'un épais nuage dans l'obscurité duquel elle ne marche qu'en tâtonnant ; c'est la guerre générale qui a réveillé les forces latentes depuis des siècles et qui a rendu consciente la commune origine des nations de race touranienne.

Cette conception est susceptible d'être poursuivie jusque dans ses dernières conséquences. J'en citerai comme preuve que le seul peuple d'Europe qui appartienne encore à cette

race, la Finlande, est de cœur avec nous, et elle n'est empêchée de se joindre à nous que parce qu'elle est sous la dépendance du colosse moscovite. Je trouve des preuves indubitables des aspirations dans d'anciens volumes de la Revue panslaviste assez répandue, *Russkij Wjestnik*, que j'ai conservés à cause de certains articles qui traitent la question finlandaise au point de vue russe.

Il est peut-être superflu de formuler explicitement les conséquences de toutes ces prémisses. Elles se résument dans une de ces *vérités partielles* que le lecteur aura sans doute déjà devinées. La voici : dans la mêlée chaotique des Balkans produite par la rupture de l'équilibre politique, les vieux instincts de race se sont réveillés avec force. Ils forment actuellement un lien indissoluble qui rattache le peuple magyar, rallié depuis longtemps à la civilisation germanique, aux nations sœurs : les Turcs et les Bulgares. Il s'ensuit que la prise d'armes de ces derniers, en notre faveur, dans le grand conflit mondial, n'est nullement un effet du hasard, ni d'un caprice du roi Ferdinand ou de leurs hommes d'Etat, mais qu'elle est la conséquence inéluctable de lois historiques fatales. La Bulgarie ne peut faire autrement que de marcher avec nous, parce que son instinct vital et la parenté de sang dix fois séculaire l'exigent impérieusement. En agissant autrement, elle aurait contrecarré ses intérêts les plus légitimes, car il n'est pas douteux que c'est seule la Bulgarie qui est en état de reconstituer le poids moteur du mécanisme européen détraqué. Tant que l'Europe se refusera à reconnaître cette vérité, l'équilibre du système politique de notre continent ne pourra être rétabli et il ne nous sera pas donné — pour nous servir encore une fois de la métaphore employée plus haut — d'entendre le tic-tac paisible du grand chronomètre européen remis dans son ancien état.

Et qu'on ne s'imagine pas que j'exagère en avançant que seule la Bulgarie est à même de remplacer le poids moteur disparu du mécanisme européen. Il est certain que l'hégémonie sur la péninsule balkanique ne peut appartenir qu'à l'Etat maître des monts Balkans, et c'est incontestablement la Bulgarie. L'État qui veut prédominer dans les Balkans doit être, de plus, au point de vue de la race à laquelle sa population appartient, tellement indépendant que les courants pansla-

vistes ne puissent menacer la libre disposition de ses forces : et c'est la Bulgarie. Il est aussi indispensable que le pays qui veut marcher à la tête des peuples balkaniques soit capable de communiquer une force productive nouvelle à cette terre arriérée de plusieurs siècles : et c'est encore la Bulgarie. Enfin le peuple qui prétend remplacer le grand poids maintenant l'équilibre dans la presqu'île, doit offrir des garanties suffisantes, au point de vue de la domination sur soi-même, que des tendances subversives en vue d'une nouvelle répartition territoriale ne viendront pas troubler la paix du monde. C'est encore la seule Bulgarie et son peuple qui remplissent toutes ces conditions.

Après avoir établi de mon mieux cette seconde vérité fragmentaire, je prends la liberté d'appeler l'attention sur une troisième vérité qui, à mon humble avis, découle nécessairement des deux premières. Mais celle-là, je me contenterai de l'indiquer ici sommairement, sans la développer dans tous ses détails.

Il s'agit de la question roumaine. Je dois relever à ce propos une circonstance qui n'est pas tout à fait sans importance, à savoir que, personnellement, je descends de cette portion du peuple magyar qui occupe, depuis un temps immémorial, le coin sud-est des monts Carpathes, limitrophe de la Roumanie, c'est-à-dire des Sicules (székely). A ce propos et en considérant l'entrée en lice de la Bulgarie du point de vue de l'enchaînement qui existe entre les grands événements mondiaux, je crois pouvoir établir une troisième vérité partielle relative celle-ci aux rapports entre Hongrois et Roumains. Car il existe encore une race qui a le même intérêt que nous à combattre le danger du panslavisme menaçant de tout engloutir dans ses flots envahissants ; il existe encore une race qui, en se ralliant aux peuples voisins de race touranienne, est susceptible de se rattacher à la civilisation germanique ; il existe encore une race dont les intérêts communs avec les nôtres doivent faire taire tout, même le vacarme de la rue, et cette race est celle des Roumains.

Je suis intimement convaincu que la seule raison du succès de la néfaste campagne menée contre nous depuis de longues années, et qui a, d'une part, causé une certaine animosité entre Roumains et Hongrois et, d'autre part, empêché de faire naître des sympathies entre les deux peuples, consiste dans

l'opinion propagée par certains politiciens, roumains aussi bien qu'étrangers, que nous sommes un peuple trop infime pour mériter qu'on fasse des efforts pour gagner notre amitié. Mais aussitôt que les Roumains auront reconnu la grande force que représente notre pays et qu'ils se rendront compte du fait que la Hongrie, par suite de l'affinité de race, constitue un membre important du groupement des Etats et qu'elle est indissolublement liée aux destinées de l'Europe centrale, alors ils ne tarderont pas à comprendre notre rôle dans le monde et ils marcheront avec nous pour réaliser le progrès commun des deux nations. Nous en reparlerons peut-être une autre fois. Dans cet article, je me suis efforcé seulement de faire comprendre les véritables sentiments — dus à la communauté de race et non à un emballement momentané — que nourrit tout le peuple magyar sans exception, au milieu de la tourmente qui va, sans doute, transformer le monde, à l'égard de ses anciens frères de race devenus récemment des frères d'armes : les Bulgares.

ROLAND DE HEGEDÜS.

# LE CAPITAL ALLEMAND ET LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Les puissances coalisées contre nous font lancer, de temps en temps, des projets fantastiques ayant pour but de rendre impossible tout rapprochement d'ordre économique entre les puissances belligérantes, même après la guerre. Naturellement, «après la guerre» veut dire pour nos ennemis «après la victoire». Nous qui connaissons la situation militaire, nous savons à quoi nous en tenir sur cette «victoire»: aussi pouvons nous passer outre avec un sourire dédaigneux. Les journalistes de la Quadruplice qui, dès l'ouverture des hostilités, ont fait leurs comptes sans l'hôte, divaguent aussi quand ils discutent les évolutions futures de la vie économique. Les plus modérés se font fort de prêcher le boycottage des puissances du Centre en déclarant que, même après la guerre, le bloc anglo-français-russe cherchera par tous les moyens à entraver le développement de notre commerce et industrie, etc.

La psychose qui a fait de ravages funestes dans la mentalité ententiste, est à la base de toutes ces menaces. Mais le temps de la guérison viendra tôt ou tard et alors nos ennemis s'apercevront que nous aussi avons voix au chapitre et que nous voulous même mettre à profit les enseignements de la conflagration actuelle qui nous a valu de connaître les Franco-Anglais-Italiens «tels qu'ils sont». Bien que nous n'ayons pas l'ambition de prédire l'avenir, comme la presse de la Quadruplice se plaît à le faire, nous pouvons d'ores et déjà constater que, par la création du bloc inébranlable allant de Riga à Bagdad, nos armées victorieuses ont ouvert un champ incommensurable à l'activité économique des puissances du Centre. Nous espérons que les peuples balkaniques qui ne se sont pas encore ralliés au groupe austro-hongrois-germano-

turco-bulgare, ne manqueront pas non plus de tirer les conséquences qui découlent des événements récents. Ils ne manqueront certainement pas de modifier leurs idées sur la façon franco-anglaise, italienne ou russe d'envisager la liberté, l'indépendance et le « salut des petites nations ». La violation cynique de la neutralité grecque par les soi-disant champions de la justice ; la pression inouïe qu'ils exercent sur les Hellènes pour les entraîner malgré eux dans une guerre abhorrée, sont de nature à ouvrir les yeux même aux plus fervents admirateurs des Franco-Anglais. Ce n'est donc pas nous bercer d'illusions que de croire que l'Orient, les Balkans, les puissances centrales proprement dites pourront former une espèce d'union où chaque nation participante trouvera les conditions propres à son essor commercial et industriel.

Les vainqueurs de demain, j'entends les ententistes, se sont toujours servi des moyens financiers dont ils disposaient pour préparer cette politique pacifique qui visait à la destruction des puissances centrales. Aussi les menaces de nous « isoler » économiquement après la guerre n'ont rien de nouveau pour nous. Pour ce qui concerne spécialement la Hongrie ou même l'Autriche, le gouvernement de la république française avait toujours tenu à manifester ses « opinions » sur le traité qui rattachait ces pays à l'Allemagne, lorsqu'il s'agissait de faire aboutir une opération financière quelconque. Dans son article sur *La France et l'Autriche-Hongrie avant la guerre,*(1) M. Raoul Chélard, parlant d'une tentative de rapprochement économique entre Budapest, Vienne et Paris, s'exprime ainsi : « La presse autrichienne, et à sa remorque la presse magyare, afin de faciliter ce rapprochement, inventèrent même la thèse de l'internationalisme de l'argent qui ne connaît que les bons placements d'où qu'ils viennent, en vertu du principe : l'argent n'a pas d'odeur. Et lorsque l'opinion française vint à trouver ce *distinguo* trop subtil et à se demander si les milliards qu'on nous réclamait ne devaient pas servir à fabriquer des canons chez Skoda et des cuirassés au Stabilimento tecnico de Trieste et Monfalcone, la même presse, qui avait couvert de fleurs les célébrités françaises de son choix, nous traitait de nationalistes patriotards, revanchards, n'ayant aucune notion des

(1) *La Revue Politique Internationele*, nº 17, p. 118.

principes les plus élémentaires de la finance internationale et cherchant, dans leur aberration patriotique, à nationaliser l'argent.»

Parfaitement : la France qui donnait des milliards à la sainte Russie pour être prête au moment décisif, ne pouvait nous faire participer aux trésors cachés au fond des bas de laine de ses «petits rentiers». Et nous nous sommes passés de l'emprunt français que nous n'avons peut-être jamais sollicité. Il a fallu que cette guerre terrible éclatât pour nous faire toucher au doigt la puissance financière de notre pays et la richesse de ses ressources. Nous avons été à même d'offrir plusieurs milliards à l'État hongrois et s'il le faut, nous lui en offrirons encore. Pour ce qui est de la puissance financière de l'Allemagne, elle se range dignement à côté de sa force militaire qui impose même à nos ennemis, bien qu'ils cherchent à s'en consoler par des auto-suggestions maladives.

Nous émettons ces idées à propos d'un contract que la *Deutsche Bank* de Berlin vient de conclure avec le ministre des Finances hongrois. Il s'agit de l'exploitation des puits de gaz naturel découvert, il y a quelques années, en Transylvanie et qui, nous l'espérons, se transformeront en sources de richesse nationale. L'établissement financier allemand cité, dont le capital-actions s'élevait en 1870 à 15 millions de marks, dispose aujourd'hui d'un capital-actions de 250 millions ; ses relations commerciales s'étendent jusqu'à Bagdad, en Afrique orientale et dans l'Amérique du Sud ; son trafic annuel monte à 130 milliards. Nous sommes contents de constater qu'une banque aussi puissante la *Deutsche Bank* s'associe à des entreprises industrielles hongroises et contribue à leur mise en activité. En effet, du point de vue des relations économiques futures, il est réconfortant pour nous de voir entrer le capital allemand dans notre pays, se mettre en rapports avec l'État hongrois et, par son intermédiaire, avec les dirigeants de nos établissements financiers et industriels.

La puissance économique de l'Allemagne pourra nous venir en aide, le cas échéant, même après la guerre, et c'est pour cela que nous saluons avec joie la participation de la *Deutsche Bank* à l'exploitation des puits de gaz souterrain, comme premier indice d'un rapprochement direct entre la Hongrie et l'empire germanique dans le domaine industriel

et financier. L'isolement économique dont nous menace la Quadruplice ne nous inquiète donc nullement. Si des considérations de politique étrangère avaient empêché, même avant la guerre, le capital français de chercher des placements chez nous, sans arriver à affaiblir en quoi que ce soit notre outillage commercial et industriel, nous n'avons aucun lieu de nous laisser intimider par le ton comminatoire qui caractérise les projets futurs de nos ennemis. Nous sommes du reste convaincus que de même que nous leur avons imposé notre volonté sur les champs de bataille, nous parviendrons aussi à tenir en échec leurs plans de «boycottage» sur le terrain financier.

R.

# L'EUROPE FUTURE TELLE QUE L'ENTENTE SE LA REPRÉSENTAIT

On nous écrit de côté slave: «Dans son dernier numéro, la *Correspondance Européenne* a dépeint à grands traits une carte murale russe, découverte à Lemberg, de la future Europe. Au même moment, un périodique illustré allemand reproduisait d'un journal français une carte du même genre qui avait été éditée à Paris. Il est intéressant de comparer ces deux documents. Bien que témoignant de la même ardeur à tailler et à rogner, ils présentent pourtant certaines différences. Russes et Français s'attachent avant tout à y graduer leurs propres sentiments d'hostilité contre leurs divers ennemis. La carte russe met surtout l'Autriche-Hongrie et la carte française surtout l'Allemagne à la portion congrue. Le projet français prévoit une Allemagne réduite environ des deux tiers et le moignon restant divisé en six royaumes: Bavière, Hanovre, Prusse, Saxe, Westphalie, Würtemberg. Notons en passant que la Prusse ne doit plus former qu'une miniature de royaume. Quant à l'Autriche — séparée de la Hongrie — elle conserve toutes ses provinces allemandes sauf le Tirol (le projet russe lui enlève en outre la Carniole, la Carinthie, la majeure partie de la Styrie et une tranche de la province de Salzbourg), mais en revanche elle est amputée comme sur la carte russe de toutes ses provinces slaves qui échoient en partage à la Russie, à la Serbie et à l'Italie. A ces différences près, les deux cartes sont identiques.

La carte française est accompagnée d'une légende explicative qui commence par ces mots: «Les nouvelles frontières de l'Europe seront tracées selon les aspirations des peuples. Le principe des nationalités sera reconnu...»

Les aspirations des peuples! Voilà qui est vite dit. Encore si l'on prenait la peine, avant de vouloir en parler, de se rendre compte de ce qu'elles sont en réalité et de s'assurer du consentement des peuples intéressés. Mais en France pas plus qu'en Russie, on ne paraît se préoccuper de cela, les prétendues aspirations que l'on invoque n'étant à dire vrai qu'un prétexte dont on se couvre pour poursuivre des buts égoïstes.

Les deux cartes russe et française sont en réalité un pur défi porté aux droits des peuples. Nous, Slaves d'Autriche, que toutes deux jettent en pâture à la Russie, à la Serbie et à l'Italie, nous n'avons toujours aspiré et nous n'aspirerons toujours qu'à demeurer dans le cadre de la monarchie des Habsbourg où nous trouvons les plus sûres garanties de notre existence nationale et de notre développement social et économique. Depuis le commencement de la guerre, depuis le jour où le plan ententiste de bouleversement de l'Europe fut connu, nos journaux n'ont cessé de la proclamer unanimement. Tchèques, Croates, Polonais de Galicie, Slovènes, Slovaques, etc, nous combattons tous avec le même élan d'enthousiasme contre la Russie et la Serbie avec lesquelles nous déclinons toute solidarité . . . Croit-on vraiment que les Slaves d'Autriche, ayant en partage les bienfaits de la civilisation, auraient jamais eu le moindre désir de s'en frustrer pour aller gémir sous le joug russe ou serbe, l'un valant l'autre? Libre à l'Entente d'épouser la cause serbe et d'en prendre prétexte pour se poser en champion du droit. Libre à elle de pactiser avec le crime politique qui a été jusqu'ici glorifié à Belgrade. Mais nous, peuples libres et autonomes, peuples honnêtes et civilisés, nous nous refusons à nous laisser dicter par elle ce que nous avons à faire . . . Que doivent penser les Polonais d'Allemagne et d'Autriche de la future Europe telle que la représentent les deux cartes russe et française? Les uns et les autres s'y voient condamnés à tomber sous la domination moscovite. Or, ont-ils jamais aspiré à un tel changement de leur sort? Ne sont-ce pas au contraire les Polonais russes qui ont toujours soupiré de toute leur âme après leur libération?

En partant en guerre comme le champion des aspirations des peuples, l'Entente a usurpé un rôle qui ne lui

seyait pas le moins du monde. Aussi, la réalité devait-elle lui réserver d'amères déceptions. La Pologne a été délivrée... elle n'avait jamais demandé que ça. Les nations de l'Autriche-Hongrie ont été préservées du démembrement... leur vœu le plus cher s'en est trouvé exaucé. Les Bulgares de Macédoine ont été arrachés à l'inique tutelle serbe... ils sont aujourd'hui tout à la joie de leur cœur... Le voilà bien le véritable triomphe des aspirations des peuples. Quand viendra le tour des Ukraniens, des Roumains de Bessarabie, des Irlandais, des Egyptiens, des Hindous, des Boërs...?»

*(Correspondance Européenne.)*

# LA PRESSE ÉTRANGÈRE ET LA VÉRITÉ

*(A propos de la paix.)*

Nous ne savons pas si, chez les Français ou les Anglais, on a toujours écrit l'histoire d'une manière aussi objective qu'on peut le relever dans les manifestations littéraires publiées à propos de la guerre actuelle. Car, s'il en est ainsi, nous pouvons tranquillement jeter au feu tout livre français ou anglais traitant d'événements où ces peuples jouent un rôle quelconque. Nous ne voulons pas revenir cette fois sur les mensonges plus ou moins éhontés qu'a lancés la presse ententiste ou américaine (cela revient à peu près au même) presque toute entière sur le compte des puissances centrales. Nous ne reparlerons pas non plus de ces jugements à première vue inconcevables que portent les organes quadruplicistes sur les nations qui, au cours de la guerre, ne se sont pas rangées du côté de l'Entente. Quand, par exemple, on parle des Turcs, en langue ententiste ce sont les «complices» de l'austro-germanisme; les Bulgares passent pour des «traîtres» dont on peut à peine qualifier «l'agression innommable»; la Grèce et la Roumanie qui ne montrent aucune envie de risquer leur existence nationale pour la cause des Alliés, sont censées faire preuve d'une «attitude équivoque». Comme s'il était tout-à-fait naturel que tout le monde fût de leur avis et de leur parti! D'où cela vient-il? Nous avons déjà dit maintes fois que la mentalité des ententistes doit être envisagée sous un point de vue médical, car les symptômes d'une psychose spéciale apparaissent dans tout ce qu'ils disent et font ou plutôt ne font pas, car ils préfèrent les palabres aux actes.

C'est un alliage de fol orgueil et de stupidité vaniteuse qui leur suggère des opinions extrêmement flatteuses sur leur propre importance. Ils se croient irrésistibles et, par conséquent, ils s'attendent à ce que toute l'humanité se prosterne en adoration perpétuelle devant eux. Si donc il se trouve des nations qui n'acceptent pas le verdict suprême prononcé par la mégalomanie ententiste: on crie à la lèse-majesté du genre humain. Le phénomène rentre indubitablement dans le domaine de la psychopathie.

Mais, nous le répétons, nous ne voulons insister cette fois ni sur les calomnies ni sur les mensonges, ni sur l'état d'esprit maladif des Alliés. Nous ne voudrions nous occuper dans ces quelques lignes que des manœuvres ententistes concernant la paix.

Quand les Allemands menaçaient sérieusement Paris, on pouvait déjà lire que les Français n'accepteraient nullement de conclure une paix séparée, car la perte de la capitale de France ne signifierait rien, et cætera. Au cours des péripéties de la guerre, on attribuait toujours, tant aux Hongrois qu'aux Autrichiens et aux Allemands, le désir de rechercher la paix, soit par suite de la fatigue que nous ressentions, soit par désespoir de pouvoir jamais venir à bout de la résistance formidable de l'alliance franco-serbo-russo-anglaise, et cætera. Jamais on n'admettait que l'Entente ou une partie de ce groupe pût en avoir assez de la guerre pour songer à une réconciliation. Qu'il n'y eût pas un mot de vrai dans tout ce radotage, cela ne gênait aucunement les Alliés et leurs organes. Nous avons fini par nous résigner, puisqu'il ne nous a pas été donné de nous mesurer avec la force mensongère de la Quadruplice.

Par suite des événements récents, la question de la paix s'est posée, pour ainsi dire, de soi-même. Les grandes victoires remportées en Russie par les puissances centrales, l'échec pitoyable de l'Entente à Gallipoli, l'ouverture de la route Berlin—Constantinople, le fiasco sans pareil dans l'histoire des attaques italiennes, la faillite des velléités offensives franco-anglaises en vue de percer le front allemand, l'écrasement de la Serbie, la défaite infligée par les Bulgares aux troupes franco-anglaises de Salonique ont créé chez les honnêtes gens un certain état d'esprit favorable à la cause de la paix.

Le comte Andrássy et le député socialiste allemand Scheidemann ont été les porte-voix de ces honnêtes gens, en invitant l'un le comte Tisza, l'autre le chancelier Bethmann-Hollweg à se prononcer sur les chances éventuelles d'une négociation relative à la cessation d'hostilités. L'homme d'État hongrois et l'homme d'État allemand ont répondu que les «conditions objectives» d'une entente existaient, mais que les «conditions subjectives» manquaient, ce qui voulait dire que les puissances centrales étaient disposées à discuter les préliminaires d'une paix honorable, si les Alliés acceptaient l'arbitrage des armes en se basant sur la situation militaire. Le comte Tisza et le chancelier Bethmann-Hollweg ont également insisté sur la volonté inébranlable des puissances centrales et de leurs alliées de continuer la lutte jusqu'au bout, s'il le faut; leurs déclarations, provoquées par les deux députés, n'ont visé qu'à rejeter la responsabilité de la guerre à outrance sur l'Entente qui l'a déchaînée.

Nous qui connaissons la mentalité ententiste, nous ne nous sommes fait aucune illusion sur l'utilité pratique des discours prononcés par l'homme d'État hongrois et l'homme d'État allemand, et nous devons ajouter que ceux-ci ne se berçaient pas non plus de l'illusion de concourir à l'œuvre de la paix en faisant preuve d'une attitude conciliante, attitude basée sur la force morale de notre juste cause et sur les grands succès que nous avons remportés sur tous les champs de bataille. Car, selon les hommes d'État de l'Entente et de leurs journaux, nons ne sommes pas victorieux; au contraire, nous nous acheminons à notre perte et l'effort immense que nous avons fait ne contribue qu'à accélérer notre dépérissement. On fait, pour ainsi dire, accroire aux non-initiés qu'on nous permet presque de vaincre, selon un plan préconçu des stratèges quadruplicistes; voyez plutôt la vieille scie sur l'«usure».

Pour caractériser la mentalité ententiste, nous reproduisons ici quelques passages d'un article intitulé *Avant l'hiver* de M. Gabriel Hanotaux et qui a paru dans la *Revue Hebdomadaire:* «La guerre est arrivée à son tournant décisif. Il est parfaitement possible que, pour des raisons que j'essaierai d'exposer tout à l'heure, la question de la paix se pose même avant l'hiver, en tout cas, l'orientation que

doivent prendre les événements se dessine en ce moment. Nous sommes sur la crête qui partage les deux versants, celui que nous avons dû surmonter si péniblement et celui que la victoire nous permettra de descendre plus rapidement.»

«Les Austro-Allemands auraient besoin d'un succès décisif sur ce front pour contre-balancer leurs pertes immenses, l'épuisement d'une longue campagne, la lassitude d'une poursuite sons but et sans fin. Or, ce succès fuit devant eux. On avait commencé par la campagne de France pour en finir plus vite avec le principal adversaire; la fameuse offensive du *nach Paris* et du *nach Calais* a complètement échoué. On s'est retourné vers le front oriental, les meilleurs généraux, les meilleures troupes ont été postés sur ce front. Si le résultat est aussi vain que l'autre, que restera-t-il? La perspective d'une campagne d'hiver dans des conditions climatériques et telluriques absolument affreuses, des armées condamnées à la pire existence, aux pires souffrances qu'il y ait au monde, vingt ou trente degrés de froid, la neige, la boue, les marais, la misère sous toutes ses formes, avec la quasi-certitude de retrouver, au printemps, devant les tranchées mal dégelées, une armée refaite, bien munie, largement approvisionnée, et qui aura reconquis, sans doute, l'élan et la vigueur.»

Puis, parlant de la dernière offensive française dans l'Artois et la Champagne, M. Gabriel Hanotaux ajoute: «Je n'en veux pour preuve que la facilité avec laquelle 25.000 combattants lèvent les mains et se rendent dès que l'attaque en force et le corps à corps se précipitent sur eux. Je l'ai déjà dit et je crois devoir le répéter, si l'on en juge d'après ces capitulations en rase compagne, sans que la troupe soit cernée, avant même qu'elle soit attaquée, le soldat allemand n'en veut plus et n'en peut plus.»

Si un plumitif ententiste quelconque avait écrit ce morceau de paralysie indubitable, nous serions d'avis qu'il faut lui passer une camisole de force, mais l'article est signé M. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française! Même les Français réputés intelligents seraient donc arrivés déjà à un tel abîme de bêtise ou de scélératesse? Car si M. Hanotaux croit ce qu'il écrit, il est naïf, pour ne pas employer

un terme plus fort; s'il ne le croit pas, il est d'une mauvaise foi que nous ne chercherons pas à qualifier. Pour M. Hanotaux, l'écrasement de la Serbie n'est donc pas un succès décisif, pour ne parler que d'événements tout récents? 25.000 soldats allemands se sont rendus aux Français? Calomnie stupide qui ne mérite pas l'honneur d'être réfutée. Mais n'entrons pas dans les détours de ce labyrinthe de mensonges, puisque nous ne voulons relever ici que le passage relatif à la paix. M. Hanotaux prédit à ses compatriotes la victoire «avant l'hiver», parce que, selon lui, l'Austro-Allemagne sera prochainement obligée de capituler.

Le fait d'avoir battu l'Entente à plate couture ne compte pour rien;(1) nous devons être fatigués, il ne nous reste donc qu'à implorer la paix des véritables vainqueurs qui sont, selon M. Hanotaux, les Alliés. C'est ainsi qu'on informe le public français que nous avons toujours jugé naïf, mais non pas assez crédule pour avaler ce que M. l'ex-ministre et ses confrères lui présentent! D'autre part, les Anglais dont l'orgueil illégitime n'est égalé que par l'inintelligence de ce qui ne touche pas à leur cher «moi», délectent leurs lecteurs de nouvelles rédigées comme celles-ci: «Le *Daily Telegraph* relevant le fait que les autorités allemandes ont laissé passer le télégramme annonçant la discussion

(1) Nous allons cependant citer un témoin peu susceptible de partialité à l'appui de l'opinion que nous venons d'avancer. A propos de l'exposé que M. Sonnino a fait à la Chambre italienne, le député socialiste, M. Lucci a prononcé un discours où il a dit, entre autres, ce qui suit: «La Triple Entente voulut utiliser l'Italie seulement pour le rôle modeste d'occuper les Autrichiens, afin d'alléger le front russe. Pendant que nous remplissions cette tâche ingrate, nous vîmes soudainement, au grand effroi de tous les hommes naïfs, combien nous avions trop estimé l'Angleterre, la France et la Russie.»

«Nous vîmes la Bulgarie se ranger du côté des empires centraux, nous vîmes l'Italie placée tout à coup en face de problèmes énormes, absolument nouveaux et inattendus. Les empires centraux battirent la Quadruple Entente sur tous les fronts, conquirent des territoires immenses en pays ennemis, donnèrent le spectale d'une puissance formidable, et ainsi la partie fut définitivement perdue pour la Quadruple Entente. La vérité est que ce n'est pas la Quadruple Entente, mais les empires centraux qui ont le dessus dans cette guerre et que la Quadruple Entente ne possède aucune initiative et doit suivre l'ennemi partout où il veut porter la guerre. C'est une trombe formidable qui se concentre sur la tête de l'Italie, et voilà pourquoi nous avons signé la convention de Londres.»

sur la paix au Reichstag dit que cela prouve que l'Allemagne n'a plus l'attitude qu'elle avait il y a quelques mois. Le Reichstag discute la paix, tandis que les parlements italien, anglais, français, russe, belge et serbe n'ont jamais abordé de pareilles discussions. Les Alliés se rendent parfaitement compte qu'ils ne pourront échapper à la main qui menace de les étrangler qu'en détruisant le prestige militaire allemand dans cette guerre; les Alliés désirent atteindre ce but et il n'y a aucun doute qu'il sera atteint. Aucun conseil de la part de l'Allemagne en faveur de la paix ne pourrait changer la décision les Alliés. Ils restent fermes dans leur décision.»

Tremblez donc, ô Austro-Allemands: les Alliés «désirent» vous détruire; ils sont insensibles aux propositions de la paix! Parler d'une cessation d'hostilités est un luxe que ne peuvent s'offrir que les parlements hongrois et allemands, mais non pas les parlements italien, anglais, français, russe, belge et serbe! En effet, ces deux derniers parlements pourraient difficilement se prononcer sur quoi que ce soit, car ils n'existent plus. Quant au parlement russe, la liberté de parler n'y est pas trop respectée même s'il est ouvert, à plus forte raison quand il est fermé. Dans le parlement anglais, maint orateur a déjà touché aux conditions de la paix. Pour ce qui est du parlement français, nous nous permettrons d'adresser une question indiscrète à M. Hanotaux: après la chute du cabinet Viviani, la commission des affaires étrangères ne s'est-elle pas demandé si la défense de conclure une paix séparée engageait aussi le gouvernement nouveau? Oui ou non? Tout cela prouve que nos ennemis ne sont pas si inhumains, ni tellement altérés de sang qu'il voudraient nous le faire accroire. Leur «décision» de détruire le prestige militaire allemand ne nous empêchera pas de continuer à les battre. S'il n'en ont pas encore assez, il en verront bien d'autres; seulement nous leur rappellerons les paroles du comte Tisza qui cependant n'est pas un ami des fleurs de rhétorique: l'homme d'État hongrois a dit que nous sommes fermement décidés à *tenir jusqu'à l'infini et que la paix sera d'autant plus chère qu'elle nous coûtera plus de sacrifices.*

DIPLOMATE.

# CHRONIQUE DE LA GUERRE

14 décembre 1915.

La campagne de Serbie est achevée ; tout le territoire du royaume est envahi par les troupes austro-hongroises, allemandes et bulgares ; l'armée serbe est anéantie, plus de 160.000 soldats ont été faits prisonniers, presque toute leur artillerie a été capturée ; les quelques détachements qui sont parvenus à fuir, errent isolés dans les montagnes monténégrines ou albanaises. Et tandis que notre offensive fait des progrès rapides en Monténégro, les Bulgares viennent d'infliger une défaite décisive aux troupes franco-anglaises du général Sarrail. Les communiqués de l'ennemi admettent aussi que la situation de l'expédition balkanique est désespérée et que seule une fuite précipitée vers Salonique peut la préserver de la débâcle. Nous pouvons donc constater dès à présent le fiasco complet de l'action ententiste non seulement pour sauver la Serbie — car il n'y a plus de Serbie — mais aussi contre la Bulgarie. A ce qu'il paraît, la Quadruplice a plus de chances de victoire où il n'y pas d'ennemis, par exemple, en Grèce. Cette guerre aura été une grande révélatrice des traits de caractère de chaque nation. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur la « civilisation » franco-anglaise ; dans un communiqué bulgare, nous lisions l'autre jour que l'armée du tsar Ferdinand s'était chargée, en terre macédonienne, de faire disparaître « la tache de la barbarie francaise » et, en effet, *il n'y a plus de soldats franco-anglais dans toute la Macédoine* : il se sont « retirés » d'une « façon admirable », comme le constate non sans ironie le communiqué officiel de l'état major bulgare. Le prestige de la France se perd peu à peu dans les Balkans pour faire place à un

sentiment de mépris et de haine; un diplomate bulgare nous disait naguère que «l'apachisme français» a complètement dégrisé les États balkaniques et que le voile recouvrant la prétendue «bienveillance» des Franco-Anglais-Russes à l'égard de ceux-ci est percé à jour.

En Grèce, la présence des soi-disant champions du droit, de la liberté et de la justice est tellement odieuse à la population que nous ne serions pas du tout surpris si ce pays se révoltait contre la violation de son territoire. Pour montrer que les écailles sont déjà tombées des yeux du peuple grec, nous citerons un passage tiré du journal *Neon Asty* : «Au lieu de détruire le militarisme allemand, contre lequel elle prétend combattre, la Quadruple Entente entreprend maintenant une campagne contre la Grèce. A sa tête se trouve l'Angleterre libérale et civilisée qui ne respecte ni les droits, ni les principes moraux, ni la liberté des petits Etats indépendants. Elle nous menace de nous faire mourir de faim, sous prétexte que la sécurité des troupes anglo-françaises de Macédoine n'est pas sérieusement garantie.

Ce n'est donc pas le militarisme allemand qui menace les petits Etats, mais la puissance navale de l'Angleterre qui, pour la première fois dans l'histoire,(1) se livre aujourd'hui à des actes de brutalité et de violence d'une telle cruauté.

Si l'humanité désire vivre complètement libre, elle doit avant tout se débarrasser du joug britannique.»

Après avoir cyniquement sacrifié la Serbie, l'égoïsme britannique et, à sa remorque, les vassaux de l'Angleterre auraient voulu pousser vers le même abîme la Grèce ; mais grâce à l'énergie du gouvernement hellénique et de son souverain, le chantage n'a pas abouti. Les Alliés méditent de se venger en prenant Salonique pour base de leurs opérations futures, car ils sont décidés à continuer «leur action» balkanique. Nous souhaitons que leurs efforts soient couronnés de plus de lauriers, bien que, à les entendre, ils paraissent contents, puisqu'ils prétendent que notre «expédition d'Orient est un mirage comme l'a été la marche sur Paris, sur Calais, sur Pétrograd».

(1) Oh que non ! Cette manière d'agir est traditionnelle dans la politique anglaise.

N'est-ce pas étrange ? Les Alliés, si puissants et si confiants dans le triomphe final, partent de ce point de vue que c'est nous qui devons leur asséner des coups mortels en prenant toutes leurs capitales. Ils admettent ainsi inconsciemment leur infériorité et ne semblent pas se rendre compte qu'en constatant que nous ne sommes pas encore à Paris ou à ce qu'ils appellent Pétrograd, ils se consolent d'un «succès» problématique et en tout cas négatif. Mais, comme le prophète de la guerre de vingt ans, M. Kitchener vient de déclarer que la guerre ne commencera qu'au printemps et durera deux années encore, nous dirons aux Franco-Russes de ne pas désespérer, car, en un laps de temps si considérable, il peut arriver des choses qui pourraient être de nature à ébranler même la base négative de leur foi en une victoire quelconque.

Il ne s'est passé rien de remarquable sur les autres fronts. A mentionner toutefois que les Turcs ont infligé une défaite décisive aux Anglais sur le front d'Irak ; les pertes de l'ennemi sont estimées rien qu'en tués à 5000 hommes.

HISTORICUS.

*Le Directeur-Gérant,*
GUILLAUME HUSZÁR.



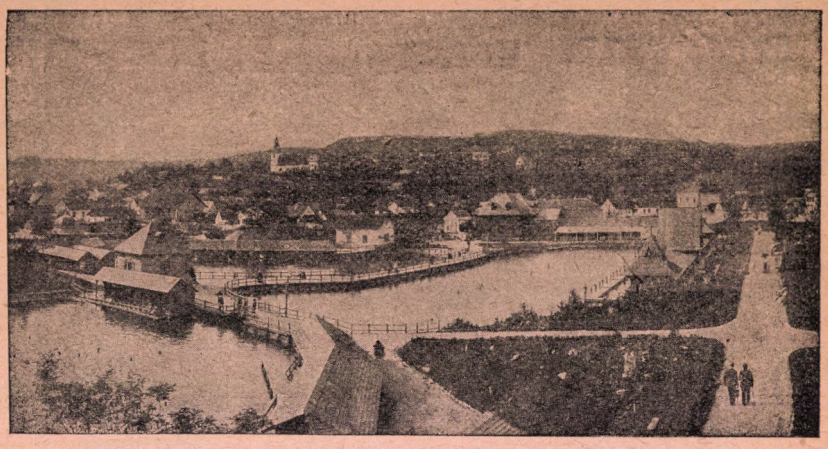
# FENYŐHÁZA

**Bain thermal et villégiature de l'État,** dans le comitat de Liptó, dans la vallée du Fátra, à 450 mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu de montagnes couvertes de forêts de sapins, 6 hôtels modernes appartenant à l'Etat, nombreuses villas particulières, terrains à prix très modérés. Excellente eau de table. Conduites d'eau, canalisation et éclairage électrique. **Saison :** du 15 mai à fin octobre. **Traitement hydrothérapeutique moderne, bains de sapins, de sel et d'acide carbonique.** Station de chemin de fer, poste, télégraphe et téléphone. Recommandé contre les troubles de l'alimentation, l'anémie, la chlorose, la goutte, les affections des appareils respiratoires et les maladies nerveuses. Pour renseignements s'adresser :

**Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Fenyőháza (Hongrie.)**

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.05 | 5.55 | Dép. Budapest-Est | Arr. | 7.10 | 9.50 | 9.15 |
| 1.47 | 4.25 | Arr. Ruttka | Dép. | 8.30 | 11.24 | 2.43 |
| 2.30 | 4.42 | Dép. Ruttka | Arr. | 7.50 | 7.57 | 2.28 |
| 3.04 | 5.27 | Arr. Fenyőháza | Dép. | 7.01 | 7.14 | 1.56 |

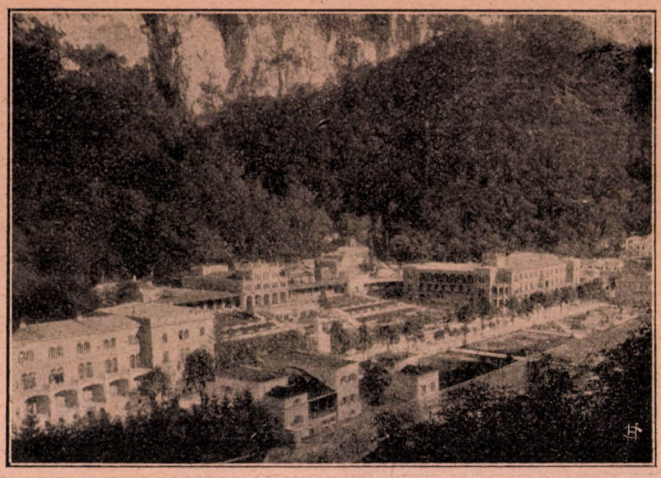


# VIZAKNA

BAINS DE SEL DE L'ÉTAT, Comitat de Alsó-Fehér, à 424 mètres au-dessus du niveau de la mer, sur la ligne des chemins de fer de l'État Nagyszeben-Kiskapus. Surpassant de beaucoup en résultats thérapeutiques les bains de Aussee, Gmunden, Ischl, Reichenhall et Nauheim. Bains dans 6 grands lacs salés contenant 30% de sel. **Établissement moderne de bains chauds** nouvellement construit. Appartements meublés à l'hôtel du Trésor, dans les maisons particulières et hôtels de la ville. Poste, télégraphe et téléphone. — Pour renseignements s'adresser: **Au bureau royal hongrois de Surveillance des Bains, Vizakna (Hongrie).**

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7.20 | 2.00 | 12.20 | Dép. | Budapest | Arr. | 7.40 | 6.40 |
| 6.20 | 12.59 | 9.44 | Arr. | Kiskapus | Dép. | 6.56 | 1.00 |
| 7.10 | 2.28 | 11.20 | Dép. | Kiskapus | Arr. | 6.15 | 12.33 |
| 8.42 | 3.34 | 12.33 | Arr. | Vizakna | Dép. | 5.14 | 11.37 |



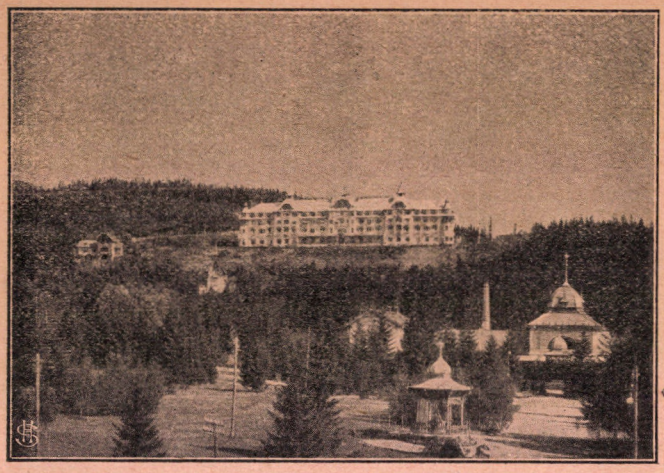
# BAINS DE HERKULES

BAINS THERMAUX ET VILLÉGIATURE DE L'ÉTAT, situés dans le comitat de Krassószörény, à 168 mètres d'altitude, dans la pittoresque vallée de CSERNA, au milieu de montagnes boisées, s'élevant jusqu'à 1200 mètres de hauteur; à 20 minutes de la station des chemins de fer de l'État. SOURCES NATURELLES SALÉES ET SULFUREUSES A 56° CELSIUS. LES BAINS SALÉS SONT EXCELLENTS contre la faiblesse générale, l'anémie, la neurasthénie, les affections des reins, de la vessie, les scrofules, le gonflement des glandes; LES BAINS SALÉS ET SULFUREUX sont très efficaces contre la goutte, les rhumatismes articulaires et nerveux, et contre l'ichorie. Eau de table excellente. TRAITEMENT HYDROTHÉRAPIQUE. PISCINE. EAU DE RÉGIME. CURSALON DE PREMIER ORDRE. Climat très tempéré, magnifique végétation. — Saison: commencement mai, l'établissement est en partie ouvert toute l'année. PRIX MODÉRÉS. Pour renseignements s'adresser à la DIRECTION ROYALE HONGROISE DES BAINS, HERKULESFÜRDŐ (HONGRIE).

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9.40 | 2.40 | 11.30[1] | Dép. ... ... ... ... | Budapest-Ouest | Arr. | 12.50 | 1.30 | 6.35 |
| 6.53 | 12.34 | 8.29 | Arr. ... ... ... ... | **Herkulesfürdő** | Dép. | 3.45[1] | 3.24 | 8.55 |
| 10.15 | — | — | Dép. ... ... ... ... | Budapest-Ouest[2] | Arr. | 7.15 | — | — |
| 9.25 | — | — | Arr. ... ... ... ... | Báziás | Dép. | 4.15 | — | — |
| 10.— | — | — | Dép. ... ... ... ... | Báziás **Bateau** | Arr. | 2.10 | — | — |
| 3.10 | — | — | Arr. ... ... ... ... | Orsova **Bateau** | Dép. | 6.— | — | — |
| 3.15 | 6.05 | 8.16 | Dép. ... ... ... ... | Orsova | Arr. | 1.00 | 1.42 | — |
| 3.45 | 6.44 | 8.55 | Arr. ... ... ... ... | Herkulesfürdő | Dép. | 12.31 | 1.45 | — |

[1] Express.
[2] Entre Budapest et Báziás Wagons-Lits.



# TÁTRALOMNICZ

STATION D'ÉTÉ ET D'HIVER POUR CURES D'AIR, au milieu d'immenses forêts de sapins, situé à 848—1030 mètres au-dessus du niveau de la mer. **Air des glaciers très fortifiant et vivifiant. Traitement hydrothérapeutique moderne.** Hôtel *Palota*, modèle de confort moderne, ascenseur, hall magnifique, salle à manger luxueuse, salle de lecture, nombreuses villas particulières, terrains à prix modérés. Vue splendide sur la vallée de Poprád et sur les glaciers. Musique, concerts, représentations artistiques, bals, **excursions sur les montagnes, courses de chevaux, chasse,** tennis. **Sports d'hiver.** Saison d'été : du 15 mai au 15 septembre. Saison d'hiver : du 15 décembre à fin février, bains de soleil, sans brouillard. — Pour notice s'adresser à la DIRECTION, TÁTRALOMNICZ (HONGRIE).

**HORAIRE DES TRAINS**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 10.45 | Dép. | Budapest-Est | Arr. | 6.50 |
| 4.04 | Arr. | Kassa (Ránkfüred) | Dép. | 1.10 |
| 4.10 | Dép. | Kassa | Arr. | 1.00 |
| 6.30 | Arr. | Poprádfelka | Dép. | 10.33 |
| 6.47 | Dép. | Poprádfelka | Arr. | 9.27 |
| 7.35 | Arr. | Tátralomnicz | Dép. | 8.45 |

Entre Budapest et Tátralomnicz Wagons-Lits.

Hors Concours.




16 Médailles d'or.

Vins fins mousseux hongrois.

**LOUIS FRANÇOIS ET C°.**

Fournisseurs de la Cour Impériale et Royale d'Autriche-Hongrie et de S. A. R. le Prince Philippe de Sachsen-Coburg-Gotha.

**CAVES à BUDAFOK, près BUDAPEST.**

Marque exquise:

**TRANSYLVANIA SEC.**

# LOTERIE

## ROYALE HONGROISE PRIVILÉGIÉE EN CLASSES

## SOCIÉTÉ ANONYME

## BUDAPEST, IV., ESKÜ-TÉR 5.

## Assurance Hongroise de Rentes Viagères sous forme d'association

**Budapest, VI, Andrássy-ut 8** (propriété de l'établissement).

**Président de l'Association:** le comte Aladár Széchenyi. **Vice-Président:** le comte Thomas Erdődy. **Direction:** Président: baron Joseph Rudnyánszky, MM. Tiburce Dénes, Nicolas Forrai, Dr Sigismond Lévay.

L'établissement étant organisé comme une association, les 70% du bénéfice total sont distribués parmi les assurés au prorata des primes versées.

L'établissement s'occupe de tous les genres d'assurances sur la vie aux meilleures conditions et à bon compte. Sont particulièrement recommandées les assurances à vie pour garantir le sort des familles, les assurances mutuelles des conjoints, les assurances mixtes en cas de décès, combinées avec celles à terme fixe, assurances de trousseaux pour des filles, combinées aussi avec des annuités d'éducation.

**POUR TOUTES SORTES DE RENSEIGNEMENTS S'ADRESSER A LA DIRECTION.**

# CHEMINS DE FER DE L'ETAT HONGROIS.

## Budapest—Vienne—Zurich

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 200 | — | *d.* **Budapest** Ouest..... *a.* | 200 | — | |
| 620 | — | *a.* Vienne (Marchegg) *d.* | 925 | — | |
| 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 830 | — | |
| 205 | 700 | *d.* **Budapest** Est. ..... *a.* | 140 | 1145 | |
| 640 | 1140 | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | 910 | 720 | |
| 725 | — | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 830 | 550 | |
| 750 | 1235 | *d.* **Vienne** Westb. ..... *a.* | 720 | 550 | |
| 710 | 1145 | *a.* Innsbruck ..... *d.* | 710 | 610 | |
| 1139 | 410 | *a.* **Buchs** ..... *d.* | 233 | 204 | |
| 1200 | 440 | *d.* **Buchs** ..... *a.* | 203 | 142 | |
| 209 | 656 | *a.* **Zurich** ..... *d.* | 1152 | 1140 | |
| 248 | 825 | *d.* **Zurich** ..... *a* | 1033 | 1125 | |
| — | — | *d.* Bâle ..... *a.* | 607 | — | |

## Budapest—Vienne—Munich

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 205 | 700 | *d.* **Budapest** Est. ..... *d.* | 140 | 1145 | |
| 640 | 1140 | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | 850 | 720 | |
| 725 | 1235 | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 895 | 550 | |
| 650 | 200 | *d.* **Budapest** Ouest. ... *a.* | 1105 | 200 | |
| 1104 | 620 | *a.* Vienne (Marchegg) *d.* | 651 | 925 | |
| 1135 | 725 | *a.* Vienne Westb. ..... *d.* | 619 | 825 | |
| 1200 | 840 | 100 *d.* **Vienne** Westb. ..... *a.* | 600 | 610 | 600 |
| 525 | 250 | 658 *a.* **Salzbourg** ..... *d.* | 1251 | 938 | 1251 |
| 532 | 325 | 720 *d.* **Salzbourg** ..... *a.* | 1245 | 855 | 1228 |
| 745 | 630 | 1000 *a.* **Munich** ..... *d.* | 1028 | 510 | 930 |
| 755 | 700 | 1025 *d.* **Munich** ..... *a.* | 1018 | 509 | 840 |
| 225 | 208 | 534 *a.* Strasbourg ..... *d.* | 344 | 935 | 145 |
| 231 | 218 | 552 *d.* Strasbourg ..... *a.* | 336 | 824 | 139 |

## Budapest—Fiume

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* **Budapest**..... *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* Zágráb ..... *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* **Fiume** ..... *d.* | 615 | 810 |
| 728 | 750 | *a.* Fiume Quai ..... | — | — |
| 745 | 815 | *d.* **Fiume** ..... *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Fiume

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| 645 | 710 | *d.* **Budapest** Est..... *a.* | 700 | 905 |
| 150 | 228 | *d.* Zágráb ..... *d.* | 1212 | 209 |
| 708 | 730 | *a.* **Fiume** ..... *d.* | 615 | 810 |
| 745 | 815 | *d.* **Fiume** ..... *a.* | 500 | 615 |

## Budapest—Sofia—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| * | — | *d.* **Budapest** Est ..... *a.* | — | * |
| 1130 | — | *d.* **Budapest** Ouest ... *a.* | — | 610 |
| 550 | — | *d.* Zimony ..... *d.* | — | 1050 |
| 240 | — | *d.* Tzaribrod ..... *d.* | — | 300 |
| 420 | — | *a.* **Sofia**..... *d.* | — | 210 |
| 435 | — | *d.* **Sofia**..... *a.* | — | 142 |
| 737 | — | *d.* Sarembey..... *d.* | — | 1024 |
| 211 | — | *d.* Adrianople ..... | — | 418 |
| 1100 | — | *a.* **Constantinople**..... | — | 615 |

## Budapest—Bucarest—Constantinople

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| — | * 1145 | *d.* **Budapest** Ouest ... *a.* | — | * 610 |
| — | 940 | *a.* Verciorova ..... *d.* | — | 750 |
| — | 1050 | *d.* Verciorova ..... *a.* | — | 840 |
| — | 139 | *d.* Crajova..... *d.* | — | 552 |
| — | — | *d.* Pitesti ..... | — | — |
| — | 634 | *a.* **Bucarest**..... *d.* | — | 1250 |
| — | 647 | *d.* **Bucarest**..... *a.* | — | 1235 |
| — | — | *a.* Constanza ..... *d.* | — | 800 |
| — | 1105 | *a.* Constanza port ..... | — | — |
| — | 1130 | *d.* **Constanza** ..... *a.* | — | 500 |
| — | * 1200 | *a.* **Constantinople**..... *d.* | — | 300 * |

## Budapest—Cologne—Bruxelles

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| * 650 | 200 | 930 | *d.* **Budapest** Ouest..... *a.* | 1105 | 200 | 710 |
| 1104 | 620 | 550 | *a.* Vienne Ostb. (Marchegg) *d.* | 651 | 925 | 1110 |
| 1135 | 725 | 700 | *a.* Vienne Westbahn... *d.* | 619 | 830 | 1010 |
| | 205 | — | *d.* **Budapest Est** ..... *a.* | — | 140 | |
| | 640 | — | *a.* Vienne Ostb.(Bruck) *d.* | — | 910 | |
| | 725 | — | *a.* Vienne Westbahn... *d.* | — | 830 | |
| 1200 | 1005 | 805 | *d.* **Vienne** Westbahn... *a.* | 600 | 710 | 955 |
| 501 | 305 | 118 | *a.* Passau ..... *d.* | 1255 | 150 | 440 |
| 517 | 330 | 135 | *d.* Passau ..... *a.* | 1207 | 120 | 415 |
| 830 | 647 | 455 | *a.* Nurnberg..... *d.* | 815 | 940 | 1151 |
| 1247 | 1155 | ↓ | *a.* **Francfort** ..... *d.* | 336 | 336 | 616 |
| 435 | 440 | 521 | *a.* **Cologne** ..... *d.* | 1157 | 1127 | 158 |
| 441 | 613 | 600 | *d.* **Cologne** ..... *a.* | 1152 | 1114 | 1101 |
| 752 | 945 | 1025 | *a.* **Bruxelles**..... *d.* | 638 | 545 | 500 |
| 806 | — | 113 | *d.* **Bruxelles**..... *a.* | 614 | 524 | |
| 952 | 1056 | 301 | *a.* Ostende Quai ..... *a.* | 440 | 342 | |

## Budapest—Varsovie

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | 220 | | *d.* **Budapest Est** ..... *a.* | 1250 | 935 | — |
| | 935 | | *d.* Ruttka ..... | 620 | 240 | — |
| | 958 | | *a.* **Zsolna** ..... *d.* | 544 | 1201 | — |
| 1220 | 650 | — | *d.* **Budapest** Ouest *a.* | 940 | 620 | — |
| 251 | 917 | — | *d.* Galánta ..... | 712 | 354 | — |
| 602 | 1222 | — | *a.* **Zsolna** ..... *d.* | 351 | 1227 | — |
| 621 | 1241 | — | *d.* **Zsolna** ..... *a.* | 324 | 1156 | — |
| 830 | 250 | — | *a.* **Oderberg**..... *d.* | 110 | 950 | — |
| — | 515 | — | *d.* **Budapest** Ouest. *a.* | 200 | 805 | — |
| — | 1010 | — | Gänserndorf..... | 925 | 340 | — |
| — | 235 | — | *a.* **Oderberg** ..... *d.* | 128 | 1000 | — |
| 856 | 315 | — | *d.* **Oderberg** ..... *a.* | 1248 | 940 | — |
| 1200 | 618 | — | *a.* Granica ..... *d.* | 935 | 620 | — |
| 200 | 827 | — | *d.* Granica ..... *a.* | 942 | 627 | — |
| 742 | 217 | — | *a.* **Varsovie** ..... | 347 | 1212 | — |

Budapest, Imprimerie de la Société anonyme Athenaeum.